Chambre des Députés
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire p. 03-06

Nouvelles lois p. 07

Séances publiques nos 143 et 144 p. 08-44

Questions au Gouvernement p. 44-99

2023-2028

n°59

Sommaire

Actualité parlementaire ..... p. 03-06

Nouvelles lois ..... p. 07

Séances publiques ..... p. 08-44

143e séance du mercredi 20 mai 2026 p. 08-21

144e séance du jeudi 21 mai 2026 p. 22-44

Questions au Gouvernement ..... p. 44-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

Droits d'auteur :
Sauf mention contraire,
les illustrations appartiennent
à la Chambre des Députés.

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
24/07/2026

PRINTED IN LUXEMBOURG

EU Ecolabel
www.ecolabel.eu

FSC
www.fsc.org
RECYCLED
Paper made from recycled material
FSC® C223614

Visite d'une délégation parlementaire du Sejm

Une délégation parlementaire polonaise a été reçue à la Chambre des Députés.

Les investissements dans la défense et la sécurité étaient au cœur de l'échange entre une délégation parlementaire du Sejm, la Diète de la République de Pologne, et les députés de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région, de la Commission des Finances et de de la Commission de l'Exécution budgétaire le 6 juillet 2026 à la Chambre des Députés.

Les parlementaires des deux pays se sont intéressés aux efforts de défense engagés par la Pologne, au soutien accordé à l'Ukraine et aux points de vue des citoyens luxembourgeois et polonais en ce qui concerne de tels investissements.

Il est ressorti de l'échange que les investissements conséquents de la Pologne dans le domaine de la défense recueillent en grande partie le soutien de la population. Tant ces efforts d'investissement que les contrôles à la frontière polonaise avec le Bélarus augmentent le sentiment de sécurité de la population, selon les explications des parlementaires polonais. Ils ont ajouté que ces investissements ne contribuent non seulement à la sécurité de leur pays, mais aussi à celle de l'Union européenne. En effet, la Pologne, pays membre de l'OTAN, prévoit d'investir quelque 5 % de son PIB dans le domaine de la défense en 2026.

Des questions sur le programme de résilience proposé aux citoyens

Pour donner suite à la question d'un député luxembourgeois, quelques actions s'inscrivant dans le programme de résilience proposé aux citoyens ont été avancées : les autorités ont distribué un guide de crise à tous les foyers polonais et les citoyens peuvent s'inscrire à différentes formations ou entrainements dès l'âge de 18 ans.

Les priorités de la Pologne pour le sommet de l'OTAN à Ankara les 7 et 8 juillet 2026 ont également suscité de l'intérêt. Le renforcement du flanc Est de l'OTAN ainsi que de son pilier européen et le soutien à l'Ukraine figurent parmi les priorités du pays.

Les importations agricoles depuis l'Ukraine – un risque pour le marché polonais ?

Les produits agricoles importés depuis l'Ukraine constituent-ils un risque pour la production polonaise ? Au début de l'agression russe contre l'Ukraine, la situation était en effet délicate en raison de flux non contrôlés, a confirmé une députée polonaise, avant d'affirmer que la Pologne profite de produits agricoles nationaux d'une bonne qualité qui contribuent à la stabilité alimentaire du pays.

Séance plénière de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée

La stabilité et la paix au Proche-Orient au cœur des préoccupations

À l'issue de la présidence égyptienne, l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (AP-UpM) s'est réunie les 4 et 5 juillet 2026 au Caire pour une séance plénière. La stabilité et la paix au Proche-Orient étaient au cœur des débats. Une attention particulière a également été accordée aux thèmes de l'intelligence artificielle, de l'engagement des jeunes et de la diplomatie parlementaire. La Chambre des Députés était représentée par Mme Simone Beissel, Présidente de la délégation luxembourgeoise auprès de l'AP-UpM, et M. Dan Hardy, membre de la délégation.

Lors de son intervention, Mme Beissel a insisté sur l'importance d'un dialogue continu et de la médiation pour instaurer la paix. La violence ne saurait être l'unique solution. Elle a cité comme exemple le sommet sur la paix à Gaza, organisé l'année dernière sous l'égide de l'Égypte, soulignant « que la persévérance au service de la paix peut porter ses fruits, même lorsque l'espoir semble s'éteindre ».

Au sein de la Commission des Affaires politiques, de la sécurité et des droits de l'homme, M. Hardy a souligné la nécessité de respecter le droit international ainsi que l'accès sans entrave à l'aide humanitaire. Les parlementaires doivent être porteurs d'un message de dialogue, de responsabilité et d'humanité, même lorsque les divergences sont profondes. « C'est précisément dans les moments de crise que cette conviction doit guider notre action », a-t-il conclu.

Mme Simone Beissel et M. Dan Hardy ont représenté la Chambre des Députés au sommet de l'AP-UpM au Caire.

Mme Beissel a par ailleurs mis à profit le siège luxembourgeois au sein de la Commission de l'énergie, de l'environnement et de l'eau pour soutenir notamment une initiative algérienne visant à assurer la pérennité des récifs coralliens, devenus ces dernières années la cible croissante du braconnage et de la destruction.

Les prochaines présidences de l'AP-UpM ont également été désignées et trois commissions ad hoc, consacrées à l'intelligence artificielle, au logement et à la politique de la jeunesse, ont été créées. À la clôture de la séance plénière, le Parlement européen a pris la présidence pour l'année à venir.

51e session de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie

Le Luxembourg a présenté ses priorités pour une francophonie tournée vers l'avenir

© Assemblée parlementaire de la Francophonie

M. Michel Wolter lors de la réunion du Bureau de l'APF

Réforme de la gouvernance financière, participation des jeunes, coopération multilatérale et préparation de la prochaine session au Luxembourg : la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF), représentée par M. Michel Wolter et Mme Alexandra Schoos, s'est illustrée lors de la 51e session de l'APF, organisée à Yaoundé au Cameroun du 7 au 11 juillet 2026. À cette occasion, elle a défendu une vision de la francophonie parlementaire plus ouverte, plus équitable et résolument tournée vers l'avenir.

En marge de cette 51e session, M. Wolter, en sa qualité de trésorier de l'APF, a participé à la réunion du Bureau de l'APF du 7 juillet 2026. Il y a présenté le budget final pour l'année 2025 ainsi que le budget adapté pour 2026. Le député luxembourgeois est également revenu sur les progrès de l'initiative de refonte de la logique des contributions de l'Assemblée. Il a esquissé les différentes options développées, dont l'objectif principal consiste à rendre les contributions plus équitables et liées aux responsabilités au sein de l'Assemblée. M. Wolter a une nouvelle fois milité pour un cadre financier plus ouvert, prévisible et tourné vers le futur. Le Bureau a dès lors décidé de mettre en place un groupe de travail, présidé par le député luxembourgeois, chargé de présenter une recommandation lors de la prochaine réunion du Bureau en janvier 2027.

Les 8 et 9 juillet, la délégation a participé aux réunions des réseaux des jeunes et des femmes ainsi qu'aux commissions thématiques. Mme Schoos s'est engagée en faveur d'une plus grande inclusion des jeunes à la vie politique et a mis en avant les efforts déployés par la Chambre des Députés pour associer les jeunes aux affaires publiques. Elle a également appelé à une plus grande implication des jeunes dans les processus décisionnels au niveau local. Cette participation leur permettrait, selon elle, de maintenir leur engagement politique et de constater des résultats concrets sur le terrain.

M. Wolter a participé aux travaux de la Commission politique, au cours desquels ont été examinées les évolutions du contexte géopolitique dans l'espace francophone ainsi que l'opportunité de créer une nouvelle commission consacrée à la paix et à la sécurité au sein de l'espace francophone. À cette occasion, il a réaffirmé son soutien à l'initiative de l'APF visant à obtenir le statut d'observateur auprès des Nations Unies.

Lors de l'assemblée plénière, les députés ont pu échanger avec la Secrétaire générale de l'OIF et discuter des thématiques d'actualité, dont le multilatéralisme et la souveraineté des États. Ils ont adopté entre autres un corpus législatif sur l'éradication des déchets plastiques ainsi que des résolutions sur l'entrepreneuriat des femmes, la responsabilité éthique et déontologique des parlementaires face à la désinformation, l'intégrité territoriale du Royaume du Cambodge, la situation politique et sécuritaire au Liban, la lutte contre la traite des personnes, la prévention, le soutien aux victimes et les poursuites judiciaires, la lutte efficace contre la solitude et l'isolement social, la mobilité, l'employabilité, l'entrepreneuriat et le repreneuriat.

Les députés luxembourgeois ont également eu l'opportunité d'échanger avec les représentants du Parlement francophone des jeunes, qui compte deux jeunes parlementaires du Luxembourg, notamment sur la question du changement climatique, le développement et la solidarité francophone.

Finalement, la session plénière a également été l'occasion pour la délégation luxembourgeoise d'inviter les membres de l'APF à la 52e session qui sera organisée au Luxembourg à l'occasion du 60e anniversaire de la création de l'APF.

© Assemblée parlementaire de la Francophonie

Mme Alexandra Schoos s'est engagée en faveur d'une plus grande inclusion des jeunes à la vie politique.

Visite du Lycée classique d'Echternach

Le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, s'est rendu le 6 juillet 2026 au Lycée classique d'Echternach pour y rencontrer les élèves. Il s'agit ainsi du 13e établissement scolaire visité par M. Wiseler depuis le début de sa tournée des lycées en avril 2024.

Devant une trentaine d'élèves réunis dans la salle des glaces, le Président de la Chambre a d'abord expliqué le fonctionnement de la démocratie, les éléments qui la composent et les dangers qui la menacent.

Les questions des élèves ont porté sur le lobbyisme, l'écologie, l'engagement des jeunes, la politique fiscale, la crise du logement, l'inflation et la presse.

Sur le plan international, les jeunes s'inquiètent notamment de la situation aux États-Unis et de la place de l'Union européenne.

Session annuelle de l'AP-OSCE

L'AP-OSCE appelle à renforcer le dialogue

La Chambre des Députés était représentée par MM. Gusty Graas, Marc Lies et Claude Haagen (de gauche à droite) lors de la 33e session annuelle de l'AP-OSCE à La Haye.

À l'occasion de la 33e session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (AP-OSCE), plus de 250 élus d'Europe, d'Amérique du Nord et d'Asie centrale se sont réunis du 4 au 8 juillet 2026 à La Haye, ville internationale de la paix et de la justice. Placée sous le thème « Droit international et principes communs : les fondements de la sécurité et de la coopération dans l'espace de l'OSCE », cette rencontre a permis à la délégation luxembourgeoise, composée de MM. Marc Lies, Gusty Graas et Claude Haagen, de participer à une série de débats, de réunions et d'événements fructueux.

Un appel à la défense du droit international

La guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine a occupé une place centrale au cœur des échanges. Dans son allocution d'ouverture vidéo, le Président ukrainien, M. Volodymyr Zelensky, a appelé la communauté internationale à privilégier la diplomatie à la destruction. Tout au long de la session, les parlementaires ont réaffirmé leur soutien au retour des enfants ukrainiens déportés de force par Moscou ainsi qu'à la libération des trois agents de l'OSCE – MM. Vadym Golda, Maksym Petrov, et Dmytro Shabanov – détenus illégalement par les autorités russes depuis plus de quatre ans. Le témoignage de Mme Marharyta Shabanova, épouse de M. Dmytro Shabanov, a constitué un des moments les plus puissants et émouvants de la session.

Les deux intervenants principaux, Mme Tomoko Akane, Présidente de la Cour pénale internationale, et M. Boštjan Škrlec, Président du Conseil des relations avec les partenaires d'Eurojust, ont souligné le rôle essentiel du droit international et des institutions solides. En tant que gardiens de la démocratie, les parlementaires ont une responsabilité particulière dans la défense d'un ordre fondé sur des normes internationales.

Une vision commune pour répondre aux défis démocratiques

Lors des travaux des commissions générales, la délégation luxembourgeoise a pris une part active aux procédures de vote. En s'appuyant sur le pluralisme parlementaire, la session annuelle s'est conclue par l'adoption d'une déclaration finale équilibrée. Le texte met l'accent sur l'attachement aux libertés fondamentales, accorde une place centrale à la jeunesse et encourage une gouvernance responsable de l'intelligence artificielle, tout en exprimant des préoccupations sérieuses face au recul des valeurs démocratiques, aux conséquences de la crise climatique sur les évolutions démographiques et à l'instrumentalisation de la migration.

« Investir dans l'OSCE, c'est investir dans la sécurité »

L'Assemblée est également parvenue à adopter un budget révisé pour l'année à venir. Le renforcement des ressources permettra à l'OSCE de mieux répondre aux réalités d'aujourd'hui.

Dans son discours de clôture, M. Pere Joan Pons, Président de l'AP-OSCE, a rappelé qu'investir dans l'Assemblée revient à investir dans la sécurité par le dialogue. Il a déclaré qu'« un véritable dialogue n'est pas un signe de faiblesse, mais une condition préalable à la paix ».

Visite de l'École internationale Anne Beffort à Mersch

Les députés de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse se sont rendus le 30 juin 2026 à l'École internationale Anne Beffort à Mersch pour une visite de l'établissement afin de se faire une idée de son fonctionnement quotidien et de son organisation, quatre ans après son ouverture.

Le Luxembourg compte aujourd'hui six écoles publiques internationales qui fonctionnent selon les programmes, les critères de promotion et les grilles horaires du système des Écoles européennes.

Cette visite a permis aux députés de s'informer sur l'organisation de l'enseignement multilingue, les pratiques favorisant la communication entre les élèves ainsi que les dispositifs mis en place en matière d'intégration et d'inclusion.

Les échanges ont également porté sur la place du luxembourgeois dans l'enseignement, l'intégration de la langue et de la culture luxembourgeoises ainsi que sur le fort afflux des inscriptions.

L'Administration parlementaire recrute :

– un(e) expert(e) en communication et relations publiques (m/f/d) appartenant au groupe de traitement A1 pour les besoins du service des relations publiques – poste à pourvoir par la voie du changement d'administration ;

– un(e) gestionnaire administratif(ve) pour les besoins du service des séances, des affaires générales et des archives – poste à pourvoir sous le statut du salarié de droit privé (CDD 12 mois).

En cas d'intérêt, veuillez scanner le code QR suivant :

Recherche scientifique au Parlement

L'approbation parlementaire des traités internationaux

– La présente étude s'interroge sur les critères juridiques déterminant la soumission d'un traité international à la procédure d'approbation parlementaire prévue à l'article 46 de la Constitution révisée. Cette question est posée dans le contexte de la signature, le 10 juillet 2024, d'un accord bilatéral de coopération en matière de sécurité entre le Luxembourg et l'Ukraine, non soumis à l'approbation parlementaire en raison de son caractère « politique ».

– Une première réponse à la question des critères doit partir d'un constat structurel : **en vertu de l'article 46 de la Constitution révisée, le pouvoir exécutif détient la maîtrise de l'intégralité du cycle conventionnel, de la négociation au consentement à être lié, jusqu'à la dénonciation.** Le Grand-Duc « fait et défait les traités » sans que les députés ne disposent d'un quelconque pouvoir d'initiative ou d'amendement en matière conventionnelle.

– Le droit constitutionnel luxembourgeois apporte une réponse supplémentaire de principe : **l'article 46 de la Constitution révisée soumet à l'approbation parlementaire l'ensemble des traités internationaux, sans distinguer selon leur dénomination, leur forme d'adoption ou la matière qu'ils régissent.**

– Toute réflexion sur les critères justifiant le recours au contrôle par la Chambre des traités internationaux doit tenir compte de cette répartition constitutionnelle des prérogatives. Le pouvoir exécutif juge, en premier lieu, de l'opportunité de soumettre un engagement à l'approbation parlementaire. **La question des critères est ainsi, fondamentalement, une question de contrôle de l'exercice de ce pouvoir d'appréciation.**

– Conformément à la définition du traité ancrée dans le droit international et consacrée par la jurisprudence luxembourgeoise et la doctrine, **le critère décisif est l'effet obligatoire de l'engagement. Dès lors qu'un accord est conclu entre sujets de droit international, de manière consensuelle, et qu'il est destiné à produire des effets juridiquement contraignants, il relève en principe de la procédure d'approbation parlementaire.** Ce critère permet de distinguer les traités, des instruments concertés non conventionnels (gentlemen's agreements, déclarations d'intention, accords politiques), qui n'ont pas de force obligatoire au sens du droit international et sont donc exclus du contrôle parlementaire.

– Ce critère est déterminant pour l'analyse de l'accord avec l'Ukraine : la qualification gouvernementale d'« accord politique » dépourvu d'obligations juridiques contraignantes constitue précisément le fondement juridique avancé pour justifier l'absence d'un contrôle parlementaire. **Or, la qualification d'un acte international comme instrument contraignant ou non contraignant ne dépend pas de sa seule dénomination, mais de la nature de l'acte, des termes employés et des circonstances de son élaboration**, selon la jurisprudence de la Cour internationale de justice.

– **Un examen empirique de plus de 200 dossiers parlementaires entre 2013 et 2025** permet d'observer comment ce critère se traduit dans la pratique conventionnelle luxembourgeoise : prédominance des instruments bilatéraux en forme solennelle, concentration sur certains domaines matériels (conventions fiscales, accords de services aériens), et recours à une terminologie exprimant l'engagement contraignant (« s'engagent à », « consentement à être lié », « responsabilité internationale »). Cette analyse empirique révèle toutefois une **limite structurelle irréductible : elle ne donne à voir que les traités que le Gouvernement a choisi de soumettre à la Chambre, et non ceux qu'il a estimé pouvoir conclure sans approbation parlementaire et qui ne font généralement pas l'objet de publication.** La pratique observable ne révèle donc pas de critères juridiques objectifs, mais l'exercice d'une appréciation par le pouvoir exécutif.

– L'analyse des modalités du contrôle parlementaire apporte un troisième éclairage sur la question des critères, par voie de délimitation du champ de l'approbation. **Ce contrôle est préalable, général et global.** En découle le principe selon lequel **l'ensemble des actes conventionnels engageant juridiquement le Luxembourg sont, en principe, soumis à l'article 46 de la Constitution, y compris les réserves, qui restreignent la portée des clauses du traité.**

– Seule la **théorie de l'« habilitation conventionnelle » permet de déroger à ce principe, en dispensant d'approbation parlementaire les arrangements administratifs qui se bornent à fixer des modalités d'exécution** d'un traité déjà approuvé, à condition que leur portée reste strictement circonscrite.

– **La comparaison avec d'autres systèmes constitutionnels (France, Belgique, Espagne, Italie, Suisse) montre que la définition des critères de saisine est, dans tous les États examinés, le résultat d'un équilibre entre prééminence de l'exécutif et contrôle parlementaire.** Contrairement aux systèmes qui procèdent par énumération expresse des catégories de traités soumis à approbation, le constituant luxembourgeois a opté pour une formulation générale, dont la portée reste tributaire, de facto et non de jure, de l'interprétation de l'exécutif.

– Ces constats de la pratique luxembourgeoise invitent à réfléchir à **une meilleure catégorisation et une pratique plus transparente s'agissant des accords non soumis à l'approbation parlementaire**, dont la publication permettrait d'éviter de recréer une situation de facto analogue aux « traités secrets » que la révision constitutionnelle de 1919 avait précisément voulu abolir.

– Appliqués à l'accord signé avec l'Ukraine le 10 juillet 2024, les critères dégagés appellent à **une réponse nuancée.** Le recours systématique au terme « Participants », l'emploi d'un registre d'intention et d'engagement politique, les clauses de renvoi aux procédures constitutionnelles nationales et le caractère de template multilatéral plaident en faveur de la qualification gouvernementale d'instrument non contraignant.

– Certains éléments tempèrent toutefois une qualification univoque : la réciprocité prévue par le paragraphe 22, l'emploi ponctuel de « s'engage à » (« commit to »), la durée de dix ans et la création d'un dialogue stratégique institutionnalisé. À ces considérations s'ajoute la perspective que retient le Gouvernement ukrainien, pour lequel une interprétation contraignante de l'accord présenterait un avantage stratégique manifeste, et qui pourrait dès lors être enclin à en revendiquer le caractère juridiquement obligatoire. La qualification d'« accord politique » apparaît défendable, mais non exempte d'incertitude. Ceci démontre précisément la problématique constitutionnelle de l'absence de critères objectifs explicites et de la marge d'appréciation laissée au pouvoir exécutif pour qualifier les actes internationaux.

– **L'étude identifie deux pistes pour renforcer la légitimité démocratique de la conduite des relations internationales du Luxembourg. Une notification systématique à la Chambre des Députés des accords conclus sans approbation parlementaire**, accompagnée d'une brève justification de leur qualification juridique, renforcerait le contrôle démocratique de l'action extérieure et éviterait de recréer une opacité analogue aux « traités secrets » abolis en 1919. Un suivi complet impliquerait également que la Chambre puisse être informée du sort des accords pour lesquels elle a accordé son approbation mais qui ne font pas l'objet d'une ratification par le pouvoir exécutif.

– Par ailleurs, à l'instar de la pratique suisse, le Luxembourg pourrait se doter d'un **guide législatique public distinguant la terminologie propre aux instruments contraignants de celle des instruments non conventionnels**, fournissant ainsi un référentiel commun à l'ensemble des acteurs institutionnels.

Racha El Herfi « L'approbation parlementaire des traités internationaux. Quels sont les critères juridiques qui déterminent si un accord ou un traité international doit être soumis à l'approbation de Chambre des Députés ? », *Luxembourg, Cellule scientifique de la Chambre des Députés, 22 juin 2026.*

Retrouvez le document intégral en scannant le code QR suivant :

Promotion d'une consommation plus durable

8648 – Projet de loi portant modification du Code de la consommation en vue de la transposition de la directive (UE) 2024/825 du Parlement européen et du Conseil du 28 février 2024 modifiant les directives 2005/29/CE et 2011/83/UE pour donner aux consommateurs les moyens d'agir en faveur de la transition verte grâce à une meilleure protection contre les pratiques déloyales et grâce à une meilleure information

Le projet de loi n° 8648 vise à transposer en droit luxembourgeois la directive (UE) 2024/825 du Parlement européen et du Conseil du 28 février 2024, dite « Empowering Consumers for the Green Transition ». Cette initiative s'inscrit dans le cadre du renforcement des droits des consommateurs et de la promotion d'une consommation plus durable, en cohérence avec les objectifs européens en matière de transition écologique.

Le texte poursuit un double objectif. D'une part, il tend à améliorer la qualité et la transparence des informations mises à la disposition des consommateurs, notamment en ce qui concerne la durabilité, la réparabilité et la longévité des biens. D'autre part, il vise à renforcer la lutte contre les pratiques commerciales trompeuses, en particulier celles liées aux allégations environnementales non fondées ou insuffisamment vérifiables.

Le projet de loi prévoit ainsi un encadrement plus strict des communications commerciales relatives aux performances environnementales des produits. Les opérateurs économiques devront fournir des informations fiables, claires et vérifiables, tandis que certaines pratiques, telles que le recours à des allégations écologiques génériques ou à des labels dépourvus de certification crédible, seront prohibées. Le champ des pratiques commerciales susceptibles d'induire le consommateur en erreur est également élargi afin d'inclure des éléments relatifs à la recyclabilité et aux performances environnementales et sociales des produits.

Par ailleurs, le texte introduit des outils harmonisés au niveau européen destinés à améliorer l'information des consommateurs, notamment une notice standardisée relative à la garantie légale de conformité ainsi qu'un label européen portant sur la garantie commerciale de durabilité. Le régime des sanctions demeure celui prévu par le Code de la consommation. Conformément à la directive, les nouvelles dispositions devront être applicables au plus tard à compter du 27 septembre 2026.

Dépôt par Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture, le 29/10/2025
Rapportrice : Mme Stéphanie Weydert

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture
(Président : M. Jeff Boonen) :
13/11/2025 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
16/04/2026 Examen de l'avis du Conseil d'État
07/05/2026 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 21/05/2026
Loi du 9 juin 2026
Mémorial A : 2026, n° 283, page 1

Transfert de surfaces entre les communes de Käerjeng et Pétange

8691 – Projet de loi portant changement de limites entre la Commune de Käerjeng et la Commune de Pétange

Par leurs délibérations respectives des 2 et 16 décembre 2024, les conseils communaux des communes de Käerjeng et de Pétange avaient décidé de procéder à une rectification des limites territoriales entre les deux communes.

La Chambre des Députés avait adopté à l'unanimité le projet de loi afférent le 24 juin 2025.

La loi y relative du 18 juillet 2025 a produit ses effets au 1er août 2025.

Il s'est toutefois avéré que les délibérations des deux conseils communaux comportent une indication erronée dans la mesure où le tableau récapitulatif des terrains, initialement situés sur le territoire de la commune de Käerjeng et désormais rattachés à la commune de Pétange, reprend à tort la parcelle n° 1612/8501 d'une contenance totale de 12 ares 57 centiares.

Le projet de loi n° 8691 vise dès lors à corriger cette situation par un ajustement complémentaire des limites communales. La solution consiste à transférer à la commune de Käerjeng la parcelle cadastrée sous le numéro 548/9969, section -A- de Pétange, d'une contenance de 12 ares 57 centiares, actuellement inscrite au cadastre de la commune de Pétange.

Dépôt par M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures, le 28/01/2026
Rapportrice : Mme Nathalie Morgenthaler

Travaux de la Commission des Affaires intérieures
(Présidente : Mme Stéphanie Weydert) :
25/02/2026 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
13/05/2026 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 21/05/2026
Loi du 12 juin 2026
Mémorial A : 2026, n° 294, page 1

Évolution de l'organisation judiciaire

8704 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire

Le présent projet de loi vise à instaurer une chambre supplémentaire au sein de la Cour d'appel tout en créant cinq nouveaux postes de magistrat, à savoir un président de chambre, un premier conseiller ainsi qu'un conseiller à la Cour d'appel et un premier avocat général et un avocat général au niveau du Parquet général.

Dépôt par Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, le 11/02/2026
Rapportrice : Mme Stéphanie Weydert

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Laurent Mosar) :
23/04/2026 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
07/05/2026 Continuation des travaux
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 21/05/2026
Loi du 18 juin 2026
Mémorial A : 2026, n° 314, page 1

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 08

M. Claude Wiseler, Président

2. **Débat sur l'état de la nation (suite)** p. 08

M. Sven Clement | M. David Wagner

Prise de position du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre

Motion 1 : M. Gilles Baum | M. Alex Donnersbach | M. Fred Keup | M. Meris Sehovic | M. David Wagner | M. Marc Goergen | Mme Taina Bofferding

Vote sur la motion 1 (rejetée)

Motion 2 : Mme Sam Tanson | Mme Diane Adehm | M. Fred Keup | M. Sven Clement | M. Franz Fayot | M. Gilles Baum | M. David Wagner

Vote sur la motion 2 (rejetée)

Motion 3 : Mme Djuna Bernard | Mme Françoise Kemp | M. Sven Clement | Mme Taina Bofferding | Mme Carole Hartmann | M. Mars Di Bartolomeo

Vote sur la motion 3 (rejetée)

Motion 4 : M. Meris Sehovic | M. Sven Clement | M. Alex Donnersbach | M. Fred Keup | Mme Taina Bofferding | M. David Wagner (interventions de M. Fred Keup et Mme Djuna Bernard) | M. Gilles Baum | M. Meris Sehovic

Vote sur la motion 4 (rejetée)

Motion 5 : Mme Joëlle Welfring | M. Jeff Boonen | M. Franz Fayot | M. Tom Weidig | Mme Carole Hartmann | M. Sven Clement

Vote sur la motion 5 (rejetée)

Présidence : M. Claude Wiseler, Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; M. Marc Spautz, M. Claude Meisch, Mme Martine Deprez, M. Eric Thill, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Débat sur l'état de la nation (suite)

Mir fueren de Mëtteg mat der Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun virun. D'Riedezäit ass nom Modell 5 festgeluecht. An et sinn elo nach ageschriwwen: den Här Sven Clement an den Här David Wagner. Als éischte Riedner de Mëtten, wéi gesot, den honorabelen Här Sven Clement. Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Premierminister huet seng Ried gëschter mat dräi Geschichten ugefaangen: e Schüler, eng Restaurantskoppel, eng Fra an enger ASBL. Dräi Stécker, sot hien, vun engem grousse Mosaik.

An ech wëll och mat dräi Geschichten ufänken, mat dräi Geschichten, déi gëschter …

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Här Clement, ee Moment. Ech wär frou, wa mer e wéineg méi Rou am Sall kéinte kréien.

(Coups de cloche de la présidence)

Wannechgelift.

M. Sven Clement (Piraten) | Virun allem do bei der Regierungsbänk vläicht.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Dir hutt d'Wuert, Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Ech wëll, wéi gesot, och mat dräi Geschichten ufänken, mat dräi Geschichten, déi gëschter gefeelt hunn.

D'Maria, Keessjär an engem Supermarché, 40 Stonnen d'Woch, 1.150 Euro Loyer fir e Studio. Eng Hëllef fir hatt? Jo – ab 2027.

De Marc, Schoulmeeschter am Uelzechtdall, wunnt zu Lonkech, well e sech an der Géigend selwer näischt leeschte kann. All Dag eng Stonn am Stau op enger Streck, déi 30 Minutten dauere kéint. Gëschter: kee Saz iwwert dee Stau.

De Lars, Independant, Grafiker, dräi Mataarbechter, bezilt all Mount Cotisatiounen, all Joer Steieren. Wann d'Opträg feelen – kee Chômage, keng Hëllef. Hien ass an der Sécurité sociale dran, mee si fänkt en net op.

Dräi Stécker vum Mosaik, dräi Stécker, déi gëschter gefeelt hunn, vläicht well se net an dat rosarout Bild passe wëllen, wat d'Regierung eis gëschter wollt zeechnen.

D'Regierung huet vum Wuert „Zesummenhalt" geschwat. Et war wuel dat heefegst Wuert an dëser Ried. Mee Zesummenhalt ouni Realitéit ass a bleift nëmmen e Wuert.

Zesummenhalt also fir wien? Fir d'Maria, dat bis 2027 waart? Fir de Marc, deen am Stau steet? Fir de Lars, deen alles bezilt an näischt kritt? Eng Ried iwwert d'Lag vun der Natioun, déi d'Hallschent vun der Natioun ausspuert, ass keng Ried iwwert d'Natioun. Et ass eng Ried iwwer eng Hallschent. An déi aner Hallschent? Jo, déi muss waarden.

Här President, loosst eis bei deem rosaroude Bild bleiwen. Loosst eis kuerz Tacheles schwätzen iwwert dat, wat doranner net gemoolt gouf. De Premier huet gëschter vum Wand geschwat, vu stiermeschen Zäiten, vum raue Wand an der Welt. Dat si jo alles schéi Metapheren. Si schützen eis awer net. D'Welt, déi eis ëmgëtt, ass net nëmmen turbulent. Si ass gefäierlech: Krich an der Ukrain, Krich am Gaza, Krich am Iran. D'Strooss vun Hormus ass zou, net fir zwee Deeg, mee fir Méint.

D'International Energy Agency sot, déi aktuell Kris kéint sech méi schlëmm entwéckele wéi den Uelegschock an den 1970er-Joren. A bei där Parallell zu den 1970er-Jore wëll ech fir ee Moment bleiwen. Well d'Wuert, dat de Premier gëschter net gebraucht huet, dat ass dat Schreckgespenst vun der Ekonomie: Stagflatioun. Stagnatioun an Inflatioun an enger eenzeger Tut. Eng Wirtschaft, déi net méi wiisst, awer Präisser, déi ëmmer méi héich ginn. Reell Léin, déi falen. Aarbechtslosegkeet, déi klëmmt. Dat ass dat Schlëmmst aus béide Welten. An et deet de Bierger an de Betriber wéi.

De Statec selwer huet d'Diagnos gestallt: De Wuesstem fält, d'Präisser klammen. An dat huet en Numm. De Premier huet en, wuel bewosst, net benotzt. De Premier huet och net gesot: Eng Rezessioun ass net méi auszeschléissen. Et ass net sécher, mee et ass och net onméiglech. An d'Bevëlkerung huet d'Recht, och déi negativ Nouvellen ze héieren.

De Premier huet och net gesot: „Et wäerten Aarbechtsplaze verluer goen." Net abstrakt. Konkreet. Am Bau, an der Industrie, am Handwierk, am Commerce. Hien huet d'Zuele selwer virgeluecht. Chômage iwwert dem EU-Duerchschnëtt. Wuesstem ënnert dem EU-Duerchschnëtt. Kee Joer iwwer 0,6 % zanter der Pandemie. Mee en huet d'Konsequenz net benannt an domadder ignoréiert.

A kloer, Lëtzebuerg ass net schwaach. Mir hu staark Institutiounen an, wéi keen anert Land an Europa, eng Traditioun vum Sozialdialog. Dat alles ass richteg. Mee dat alles ka kee Grond sinn, d'Realitéit ze verschleieren. Ganz am Contraire. Et ass e Grond, se direkt an d'Aen ze kucken.

Här President, e Wuert dann och un déi Leit, déi eis nolauschteren. Well et kéint ee jo elo mengen, et kéint een eng séier Léisung versprieche fir all déi Krisen. Ech kann Iech keng séier Léisunge verspriechen. Wien dat versprécht, hält Iech fir domm. Mee ech kann Iech eppes anescht verspriechen: Mir wäerten Iech net mat schéine Wierder einfach nëmme berouegen. Mir wäerten d'Realitéit benennen, och wa se net schéin ass. Mir wäerten d'Risiken nennen, och wa se onbequeem sinn. Mir wäerten d'Käschten uschwätzen, och wa se net populär sinn. Eng Politick, déi nëmmen op Hoffnung baut, ouni d'Realitéit ze benennen, ass keng Politick. Si verkënnt zum Marketing. A Marketing ass dat Lescht, wat eis Bevëlkerung an dëse Méint brauch.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Premier huet seng Ried op aacht Verben opgebaut: zesummenhalen, zesummen opwuessen, zesumme wunnen, zesumme liewen, zesummen erhalen, zesumme wuessen, zesumme schafen, zesummestoen. Mat deenen aacht Verben hu mer kee Problem. Mat enger Saach hunn ech dann awer e Problem: An dat war dat néngt Verb, wat e vergiess huet ze nennen, nämlech d'Verb bezuelen.

A genee do fänkt mäin Appell un d'Regierung un. Well alles, wat gëschter annoncéiert gouf – de Complément de vie chère, d'Steierreform, d'Familljepolitick, den Housing Bond, d'Defense-Trajectoire bis 2035, d'multilateral Bank, d'PV-Subsiden, den IRM op der Cloche d'Or, d'Hëllefe fir PMEen –, ass annoncéiert ginn, ouni ze soen, wou d'Suen hierkomme sollen.

A wat huet de Premier an där selwechter Ried zouginn? De Motor ass an d'Stocke komm. Wuesstem – nach eng Kéier –: ënnert dem EU-Duerchschnëtt, Chômage: iwwert dem EU-Duerchschnëtt. An, da kucken ech

zréck op dat, wat ech elo grad gesot hunn: Stagflatiounsrisiko, Rezessiounsrisiko, Jobverloschtrisiko. An trotzdeem: nei Bonds, nei Prêten, nei Trajectoiren.

Mir hunn iergendwou d'Spuere verpasst, wéi et eis gutt gaangen ass. An elo fëlle mer d'Lächer mat Schold virun engem Stuerm, deen d'Schold just wäert méi deier maachen. A wie bezilt déi Schold? Net de Premier, net dës Regierung. Meng Duechter, Är Kanner, all d'Kanner, déi gëschter an der Schoul souzen. Dat ass net Zesummenhalt mat der nächster Generatioun. Dat ass eng Hypothéik op se.

Jo, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, loosst mech kloer sinn: Eng vereinfacht Sozialhëllef, fënnef Demarchen an enger, automatesch Verlängerung, dat begréisse mer ouni Aschränkung. De Sozialsecteur huet dat säit Jore gefuerdert a mir Piraten mat hinnen. Mee – an et gëtt e grousse Mee – d'Reform kënnt, wéi esou oft, méi spéit: 2027. D'Loyersrechnung kënnt awer all éischten des Mounts, d'Energierechnung all Trimester an de Caddie ass dës Woch 30 % méi deier, wéi en dat viru fënnef Joer war. A wann d'Inflatioun klëmmt, wéi de Statec virausgesäit, da kéint d'Hëllef vun 2027 schonn iwwerholl gi vun der Realitéit, ier se iwwerhaapt ufänkt.

D'Maria, dat ech zu Ufank ernimmt hat, kann net nach néng Méint waarden. Wéi soll hatt dat sengem Proprietär erklären? D'Hëllef kënnt, mee net haut – 2027.

De Premier huet och gëschter gesot: „Mir loosse keen am Ree stoen." Mee bis 2027 muss en dann hoffen, datt just nach d'Sonn schéngt, well soss stinn nach ganz vill Leit am Reen, an dat ouni Präbbeli.

A wie profitéiert iwwerhaapt vum Complément de vie chère? Déi, déi de REVIS kréien. Déi, déi d'Allocation de vie chère scho kréien. Déi, déi d'Loyerssubventioun kréien. A wien net? Jo, d'Mëttelklass. D'Famill mat zwee mëttelméissege Léin, d'jonk Koppel aus dem ëffentlechen Déngscht, de Camionneur, d'Famill mat zwee Kanner, déi ze vill verdénge fir d'Hëllefen, mee ze wéineg, fir bequeem zu Lëtzebuerg ze liewen.

D'Wuert „Mëttelklass" ass gëschter net eemol gefall an enger Ried vun annerhallwer Stonn. Dem Premier seng Äntwert un d'Mëttelklass? Vläicht d'Tripartitt. Eng Tripartitt, déi net ganz fräiwëlleg aberuff gouf. Mee eng Tripartitt bezilt awer nun emol kee Loyer. An dofir fuerdere mir Piraten eng cibléiert Steierentlaaschtung fir d'Mëttelklass elo, de Complément de vie chère esou séier wéi méiglech schonn 2026 an eng Indexéierung vun de Steierbarèmen un d'Inflatioun, anstatt eis weiderhin ze verklickeren, datt mer mat der Steierreform dat erëmkréien, wat mer u sech elo alleguerte virstrecken an enger Zäit, wou d'Leit wierklech op den Netto vum Brutto ugewise sinn.

Mir mussen ophalen, eise Biergerinnen a Bierger duerch d'kal Progressioun méi ofzehuelen, wéi se dobäigewannen.

An do si mer beim Theema, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen: d'Steierreform. Eng Saach ass fir eis Piraten kloer: Mir si fir d'Steierreform. Mir si fir eng eenzeg Steierklass. Mir si fir e System, dee jonk Koppelen net anescht behandelt wéi bestuete Koppelen. D'Richtung ass richteg, mee och hei: Wat kascht dës Reform? Wat verléiert de Staat u Recetten? Wéi vill méi Schold maache mer dofir? An iwwer wéi vill Joer? D'Regierung huet eis gëschter eng Iwwergangsperiod vu 25 Joer annoncéiert – 25 Joer! Eng Reform iwwer 25 Joer ass keng Reform, et ass e Verspriechen, an e Verspriechen iwwer 25 Joer hei zu Lëtzebuerg iwwerlieft kee Regierungswiessel.

Mir Piraten fuerderen dofir en integréierte Finanzplang, deen eis all dës Instrumenter, déi gëschter presentéiert goufen – Bonds, Prêts, Trajectoiren, Subsiden – zesumme weist an eis net ëmmer äntwert: „Mir kënnen net an d'Glaskugel kucken." Well dat, wat d'Regierung gëschter gemaach huet, ass, an d'Glaskugel ze kucken an ze soen: „Mir hunn d'Suen iergendwou." Se wëllt eis anscheinend just net soen, wou.

Mir brauchen eng kloer Ausso iwwert d'Verschëldungsdynamik bis 2035 an eng Generatiounskäschtenanalys. Wat bezuele mer haut a wat bezuelen eis Kanner muer oder iwwermuer? Eng Politick, déi vum Zesummenhalt schwätzt, muss d'Generatiounen zesummenhalen, net hir Rechnung deene Jonken iwwerloossen.

Här President, de Premier huet gëschter ee ganz éierleche Saz gesot …

Une voix | Méi wéi een!

M. Sven Clement (Piraten) | „De Marché dréint net, wéi mer eis et virstellen." Op Lëtzebuergesch heescht dat: 87 % vum Mindestloun brauch ee fir e Loyer. Dat ass net e Marché, deen net dréint, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat ass eng Kris!

An ech wëll d'Wuert benotzen, well d'Regierung et net benotze wëllt. D'Wuert „Kris" ass an där Ried net eemol gefall! Net iwwert de Logement, net iwwert d'Mobilitéit, net iwwert d'Kafkraaft – net eemol an enger Ried iwwert d'Lag vun der Natioun!

A loosst mech och hei Tacheles schwätzen. D'Wunnen zu Lëtzebuerg ass net méi just eng Marchésfro. Et ass eng existenziell Fro fir d'Natioun. Wann eis Keessjären, eis Krankefleegerinnen, eis Polizisten d'Land verloossen, well se hei net méi wunne kënnen, da verléiere mer net just d'Wunnengen, mee mer verléieren d'Mënschen, op deenen eist Land opbaut.

A wat huet de Premier proposéiert? E Pak u Bauprozedurreformen, en Housing Bond, eng Commission des loyers. An dës Instrumenter, jo, déi flécke vläicht d'Prozedur, d'Liwwerung, d'Garantie, awer net de Präis. D'Regierung huet keng Bezuelbarkeetsziler, keng Indikatoren, keng Garantie, datt no fënnef Joer eng Keessjär, e Krankefleeger, e Polizist eng Wunneng fanne ka fir manner wéi 35 % vun engem normale Loun. D'Regierung huet eng Hoffnung: datt de Marché dréint. Aleng d'Hoffnung ass keng Politick.

Mir Piraten fuerderen e Bezuelbarkeetszil mat Joresengagement vum Logementsministère, eng Penalitéit fir Wunnengen, déi méi wéi sechs Méint eidel stinn, an e Plaffong op nei Loyersverträg an de Stied, wou d'Kris am schäerfsten ass. Dat ass net géint de Marché. Dat ass mam Marché, mat enger Konditioun: Et muss fir d'Leit fonctionéieren!

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Wuert „Mobilitéit" koum zweemol an der Ried vir, béid Mol als Bemierkung iwwert d'Energiepräisser, net als eegene Politickberäich. Dofir dann och kee Saz iwwert den Tram, kee Saz iwwert den Zuch, net ee Saz iwwert de Bus an, wéi ech et virdru scho sot, net ee Saz iwwert de Stau!

Mir hu gëschter méi iwwert d'Solarpannoe laanscht d'Autobunn héiere wéi iwwert d'Leit selwer, déi de ganzen Dag op der Autobunn am Stau stinn.

A wie steet all Dag am Stau? D'Mamm vu Miersch, déi hir Kanner an d'Schoul brëngt, de Bauaarbechter vun Diddeleng, deen an den Norde muss, d'Schoulmeestesch vun Esch, d'Krankefleegerin, déi hir Schicht am Centre ufänkt. Eis Leit. A jo, och d'Hallschent vun eiser Aarbechtskraaft, déi all Dag iwwert d'Grenz kënnt. Mir stinn alleguer am selwechte Stau. En Auto huet an deem Sënn keng Nationalitéit. Eng Stonn am Dag, 50 Wochen am Joer, dat sinn 150 Stonne pro Joer, bal 7 Deeg pro Joer, 7 Deeg vum Liewe bei der Famill, bei de Kanner, beim Sport – verluer am Stau. A gëschter net ee Saz!

Mir Piraten fuerderen eng Mobilitéitsstrategie mat klore Pendelzäit-Reduktiounsziler, e Koordinatiounsplang fir Bauchantieren, soudatt net dräi Achse gläichzäiteg blockéiert sinn, an eng substanziell Investitioun an déi lescht Meil – Bus, Vëlo, Park&Ride –, déi an dëser Ried gëschter komplett gefeelt huet. Näischt soen an dëser Fro ass keng Neutralitéit. Näischt soen ass e bewosste politesche Verzicht!

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, da kommen ech vum Am-Stau-Stoen zum Digitalen. De Premier huet gëschter annoncéiert, datt d'Regierung wëllt eng Altersgrenz fir sozial Meedien aféieren. Entweeder iwwert den europäesche Wee oder, wann do keng fonnt gëtt, national. Loosst mech kloer soen: De Schutz vu Kanner virum schiedlechen Inhalt am Internet, dat ass legitimm. Et ass néideg an et ass eis Verantwortung. A loosst mech och kloer sinn iwwer eppes aneres: Dee Schutz däerf net gemaach gi mat Mëttelen, déi all d'Biergerinnen an d'Bierger iwwerwaachen. Wat heescht nämlech Altersverifikatioun technesch? Dat heescht, datt jiddereen, net just d'Kanner, jidderee säin Alter beweise muss …

Une voix | Très bien!

M. Sven Clement (Piraten) | … mat engem Identitéitsdokument, fir all Plattform, fir all Account. Dat ass kee Kannerschutz. Dat ass eng generaliséiert Identitéitskontroll am Internet! Dat ass eng digital Passkontroll duerch d'Hannerdier. A wann ee sech d'Lëscht ukuckt vun deem, wat dës Regierung agefouert oder annoncéiert huet – vereinfacht Videoiwerwaachung am ëffentleche Raum, de renforcéierte Platzverweis, d'automatesch Autosplackenerkennung, d'erweidert Donnéesechangen am Schenge-Raum an elo d'Altersverifikatioun, an de Staatstrojaner net ze vergiessen –, da gëtt e Muster siichtbar. An dat Muster ass net Zesummenhalt. Dat Muster heescht schrëttweis verbreedert Iwwerwaachung.

Mir Piraten hu kee Problem domadder, datt mer eng Police brauchen, déi fonctionéiert. Mir hu kee Problem mat enger Justiz, déi fonctionéiert. Mir hu mat enger eenzeger Saach e Problem: mat der Verschmelzung vu Sécherheet a Kontroll. Sécherheet schützt d'Bierger virum Kriminellen, d'Kontroll schützt déi Mächteg virun hiren eegene Bierger. Eng Demokratie, déi gesond ass, déi kennt deen Ënnerscheed nach.

Dofir fuerdere mir Piraten eng technologesch Léisung fir Kannerschutz, déi um Niveau vum Apparat fonctionéiert, net um Niveau vun all Plattform, eng Privatsphärimpaktanalys vun all Sécherheetsgesetz an eng systematesch parlamentaresch Iwwerwaachung mat Berichter an net just Annoncen. D'Demokratie ass net just d'Recht ze wielen. D'Demokratie ass och d'Recht, net iwwerwaacht ze ginn.

A wa mer iwwer Sécherheet schwätzen, da komme mer natierlech net laanscht eis Defense. An, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn dëst Joer déi grouss Éier, als parlamentaresch Vertriedung vun der NATO am Science and Technology Committee e Rapport ze schreiwen, dee betitelt ass „Financing the Future Force: Unlocking Capital for Defence Innovation". An dofir hunn ech mech dëst Joer vill mat der Finanzéierung vun eisen Defense-Startuppen an -Entreprisë beschäftegt. An ech kann et hei soen: Eng multilateral Defensebank war eng vun den Iddien, déi an där Diskussioun opkomm sinn. An dofir kann ech generell begréissen, datt Lëtzebuerg zesumme mat Kanada op déi Pist wäert goen. Et ass eng Placéierung, déi bei eis passt, op eis Stäerkten opbaut an déi mer konstruktiv begleede wäerten.

Mee – an och hei awer e grousse Mee – eng Defensebank ass net eng Bank wéi all déi aner. D'Sécherheet vun engem Land däerf net an engem opaquen institutionelle Vehikel verwalt ginn. Wéi gesäit d'Gouvernance aus? Wéi gëtt parlamentaresch kontrolléiert? Wat ass dat genaut Mandat? Wéi ass d'Relatioun mat der IEB, mam NATO Innovation Fund, mam SNCI-Dual-use-Vehikel? Alles, wat mer d'lescht Joer annoncéiert kruten. Dës Froe musse beäntwert ginn, ier d'Bank ufänkt mat schaffen, net duerno, net an enger nächster Phas. An dat hei an der Chamber.

A bei där Geleeënheet eng zweet Fro iwwert d'Defensefinanzéierung. D'lescht Joer huet d'Regierung an där selwechter Ried gesot: Mir erreechen d'2-Prozent-Zil vun der NATO bis Enn 2025.

Entweeder hu mer d'2-Prozent-Zil erreecht, da sot et kloer, oder mir hunn et net erreecht, da sot et och kloer! Sécherheet duerch ausloossen ass keng Sécherheet. A wann ech d'Trajectoire, déi mer de Moie presentéiert kruten, gesinn, dann ass dat jo eng ganz modest Trajectoire, déi een an deem Sënn kann esou matdroen.

Wat wichteg ass fir eis bei deem Theema, ass, datt mer se sënnvoll investéieren, datt mer net an iergendwellech Loftschlässer investéieren, mee datt mer wierklech a Substanz investéieren, déi och eiser Lëtzebuerger Ekonomie wäert zeguttkommen.

Sou. Elo war ech dann e bësse méi sec, e bësse méi kritesch.

Une voix | A!

M. Sven Clement (Piraten) | Et gëtt awer nach e puer Saachen, déi wäerten dann och elo der Majoritéit e bësse besser gefalen, well ech ganz kloer soen: Eng demokratesch Oppositioun ass net géint alles!

Une voix | O!

M. Sven Clement (Piraten) | Loosst mech kloer soen, wat mer mat dëser Regierung deelen. Éischtens, d'Unerkennung vu Palästina als Staat, zesumme mat iwwer 150 anere Länner. Dat ass net e Slogan, dat ass d'Konkretiséierung vum Vëlkerrecht, mat Nuancen, mee mir begréissen et.

Méi Schutz fir d'Press géint SLAPPs, e Recht op Informatioun, eng besser Pressehëllef, demokratesch Infrastruktur. Mir wäerten dës Texter konstruktiv begleeden.

D'Mistral-Partnerschaft, en europäesche KI-Modell exklusiv op nationale Serveuren, dat ass digital Souveränitéit, wéi mer se hei an der Chamber säit Jore fuerderen. Mir begréissen dat; elo muss een natierlech kucken, wéi dat dann a Musek ëmgesat gëtt, nämlech den techneschen Asterisk. D'Souveränitéit iwwer e Modell ass déi eng Schicht, d'Souveränitéit iwwert den dorënnerleiende Stack, wéi een dat technesch esou schéi seet, de Rechenzentrum, d'Cloud-Orchestréierung, d'Hardware-Liwwerketten an nach villes méi, dat ass eng aner.

A genee do musse mer weider no vir goen, net stoe bleiwen. Eng ëffentlech Auditioun am franséische Parlament zum digitale Souveränitéitsstack huet gewisen, datt mer nämlech europawäit do ganz schlecht dostinn, an do kéint ee sech jo virstellen, datt Lëtzebuerg – soyons fous – och eng Kéier mat all den Acteure géif doriwwer schwätzen, wéi eisen digitale Souveränitéitsstack da wierklech opgebaut ass, op alle fënnef Niveauen: Modell, Daten, Cloud, Hardware, jo, a Liwwerketten. Well dee schéinste Logiciel brëngt eis näischt, wa mer herno keen Chip hunn, op deem e leeft.

Eng Oppositioun, déi alles nëmme géif attackéieren, dat ass keng Oppositioun, dat ass Kaméidi! A mir Piraten ënnerstëtzen dofir, wat richteg ass, a soen awer och kloer, wat feelt. Här President, eis Alternative wäre keng Revolutioun, et wär eng Demokratie, déi sech selwer respektéiert an hir Bierger genuch respektéiert, fir hinnen d'Realitéit ze soen. Eng Politick, déi d'Mëttelklass an den Zentrum stellt, net iergendwou an de Rescht. Eng Steierreform mat enger éierlecher Finanzéierung, net mat enger Schold, déi déi nächste Generatioun bezilt. Eng Logementspolitick mat Bezuelbarkeetsziler, net just mat Versprieche. Eng Mobilitéit als Bedéngung vun all anerer Politick, net als Annex. E Kannerschutz, dee Kanner wierklech schützt, ouni jiddereen ze iwwerwaachen. Eng Defense, déi an d'Chamber kënnt, net an opaquë Vehikelen.

An iwwer all deem eng Politick, déi d'Saache beim Numm nennt: Stagflatioun heescht Stagflatioun, Kris heescht Kris, Schold heescht Schold an net op eemol Housing Bond. An hir Käschte wäerten an där Generatioun bezuelt ginn, déi se opmécht, net an där, déi se verierft kritt.

Loosst mech ophale mat den dräi Persoune vu mengem Ufank. D'Maria, d'Keessjär, huet d'Ried gëschter héieren. Si huet d'Wuert „Zesummenhalt" héieren. Si huet op d'Wuert „Mëttelklass" gewaart – et ass net komm. De Marc, de Schoulmeeschter, sëtzt elo wuel schonn erëm am Stau. En huet op d'Wuert „Stau" gewaart, och dat ass net komm. De Lars, den Independant, schafft owes nach am Büro. Hie sicht eng Iddi, déi seng Realitéit beäntwert. E fënnt keng.

Här President, eis Natioun, dat sinn net just déi, déi d'Regierung als Beispill genannt huet. Eis Natioun besteet och aus dem Maria, dem Marc oder dem Lars. Der Mëttelklass. Der Famill, déi 87 % vun engem Nettomindestloun fir eng Wunneng bezilt. D'Mamm vu Miersch, de Bauaarbechter vun Diddeleng, mir alleguerten, a virun allem eis Kanner. Déi, déi haut nach net wiele kënnen, mee déi muer d'Rechnung kréien. Eng Ried iwwert d'Lag vun der Natioun, déi e Stéck vun der Natioun ausspuert, kann e Versprieche maachen, mee se kann net halen, wat se verspréicht.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, eis Demokratie lieft vun engem Verspriechen: datt keen zeréckgelooss gëtt, datt jiddereen zielt, datt d'Lag vun der Natioun d'Lag vun der ganzer Natioun ass. Mir Piraten stinn zu deem Verspriechen, mee mir wäerten och net einfach nëmme mat schéine Wierder opfëllen, mee mat Tacheles, mat Realitéit, mat Respekt virun de Biergerinnen a Bierger. D'Piratepartei wäert an dëser Chamber weiderhin d'Stëmm si vun deenen, déi gëschter net gehéiert goufen, de Mariaen, de Marcen, de Larse vun der Mëttelklass a vun deenen, déi muer d'Rechnung bezuelen, der nächster Generatioun, eise Kanner. Zesummenhalt ass keen Zoustand, et ass e Verspriechen, an e Versprieche muss verdéngt ginn, mateneen, fireneen, mee virun allem éierlech.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Här Clement. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Här President, ech ginn zou – an ech si warscheinlech och net deen Eenzegen –, datt ech meng Ried schonn iwwert de verlängerte Weekend zum groussen Deel geschriwwen hat, op jidde Fall de Brouillon. Natierlech ass dat dann och mam Risiko verbonnen, datt de Premierminister eng Ried géif halen, déi de Roude Fuedem vu menger Ried komplett aus de Fuge brénge kéint, well do fundamental nei Elementer opdauche géifen. An am Ugesicht vun der internationaler Kris, déi sech verschäerft, de wuessende soziale Problemer hei am Land, de Staatsfinanzen, déi an Desequiliber gerode kéinten an esou Ulass fir méi Austeritéit bidde kéinten, an enger Tripartitt, déi am Rullen ass, hätt ee sech legitimmerweis eppes ganz Neies kënnen erwaarden.

Mee schlussendlech, vill hunn ech a menger Ried oder an deem Brouillon net missen änneren. Villes ass beim Ale bliwwen. Kee Wuert zur Tripartitt, obwuel d'Vollek a seng Vertriedung, d'Chamber, e Recht dorobber gehat hätt, déi grouss Zich vun der Verhandlungsmass vun der Regierung ze kennen. D'Regierung ass ass jo net iergendeen neutrale Mediateur tëschent Aarbecht a Kapital, d'Regierung ass dofir do, fir Politick ze maachen. An d'Leit hunn och e Recht ze wëssen, a wat fir eng Richtung d'Regierung tendéiert.

Mee et schéngt esou ze sinn, datt d'Regierung dat net wëll maachen, entweeder well se der Meenung ass, datt d'Vollek kee Recht huet ze wëssen, wat der Regierung hir Politick ass, oder well d'Regierung scho kapituléiert huet. Quasi näischt gouf zur Steierpolitick gesot an zu de méigleche Spuermoossnamen, déi den Här Roth an aner Ministeren awer schonn ugedeit hunn. Quasi näischt zur Logementspolitick. D'Regierung mengt anscheinend, datt hir Logementspolitick eppes brëngt. Si huet awer bis elo de Steierzueler nëmme kascht.

Une voix | Nee!

M. David Wagner (déi Lénk) | De Mietdeckel ass dann definitiv vum Dësch, ech hunn op jiddwer Fall näischt dovunner héieren. Vum Kampf géint Buedem- an Immobiliespekulatioun hu mer och näischt héieren, mee d'Regierung geet jo net géint hir eege Sponsoren.

Zur Aarbecht ass och net vill komm. De Chômage wiisst, mee trotzdeem bleiwe vill Aarbechtsplazen net besat. Wéi een do remediére kéint – kee Wuert dozou. Vläicht kéint Der Iech och Gedanke maachen zum Fonctionnement vun der ADEM, wann een dat fonctionéieren nenne kann.

Une voix | Très bien!

M. David Wagner (déi Lénk) | A wann ee vun Aarbecht schwätzt, da muss ee vu Léin schwätzen. De Mindestloun war u sech och keen Thema. Här President, den Här Frieden ass awer de Premierminister vum Land. De Problem ass, datt e sech weiderhi fir e CEO hält, ee vun hinne wëll sinn an haaptsächlech sech an hirem Déngscht gesäit. E CEO, dee schafft am Déngscht vun den Aktionären, also vun deenen, déi besëtzen, heiansdo ganz vill. Déi, déi en Interêt hunn, datt hir Dividenden héich bleiwen. Och zum Präis vun niddrege Paie beim Salariat. E Premierminister ass awer am Déngscht vun de Leit hei am Land. An do gëtt et méi Leit, déi fir wéineg Geld vill schaffen. An dat fir Leit, déi vill Geld hunn, ouni esou vill ze schaffen.

Här President, d'Welt ass an enger Kris, Europa ass an enger Kris a Lëtzebuerg ass an enger Kris. Jo, da kann ee soen, datt et normal ass, datt d'Regierung och an enger Kris stécht. Mee dat muss net esou sinn, well an enger Kris kann och eppes Positives entstoen. Mee dat geet net, wann eng Regierung déi Politicke mécht, déi um Ursprong vun der Kris sinn.

An dat ass genau dat, wat dës Regierung mécht. Mir hate schonn als Lénk des Éftere gesot, datt ee sech mat dëser Regierung 30 bis 40 Joer no hanne versat virkënnt. Wat e Gâchis, wann ee bedenkt, datt mer am Joer 2026 sinn an datt en neit Lëtzebuerg …

(Interruption)

Jo, dofir sidd Dir Iech ganz oft eens mat der ADR, an d'ADR versteet net, datt Dir zréck an d'Vergaangenheet gitt!

Une voix | O!

Une autre voix | Très bien!

M. David Wagner (déi Lénk) | An dat ass ee Gâchis, wann ee bedenkt, datt mer am Joer 2026 sinn an datt en neit Lëtzebuerg amgaangen ass ze entstoen, an dës Regierung gesäit et net, verpasst den Zuch an ass amgaangen, de jonke Generatiounen hir Zukunft ze verbauen.

D'Regierung ass natierlech net responsabel fir d'Weltkrisen, och wann ee sech méi kloer Wierder a manner Verständnes par rapport zu Rechtsbréch a Crimme vun den USA an Israel erwaarde kéint. Déi Relativiséierunge vum Vëlkerrecht vun dëser Regierung wäerten net onbezuelt bleiwen.

Déi Weltkris, an där mer sinn, dauert awer a Wierklechkeet scho Joerzéngten un, si ass just amgaang, sech nach ze beschleunegen. An och wann d'Regierung net verantwortlech dofir ass, ass se derfir verantwortlech, datt et grad wärend der Verschäerfung vun der Weltkris deenen net méi schlecht geet, deenen et souwisou elo och schonn net gutt geet. An dofir wär d'Regierung elo ganz gutt beroden, op d'Besoine vun de Leit ze lauschteren amplaz op d'Begiere vun den Aktionären.

A grad an dësen Zäite brauchen d'Leit hei zu Lëtzebuerg eng Politick, déi op zwee Prinzippie fousst:

Éischtens, mir mussen dee ganze Räichtum, deen zu Lëtzebuerg erwirtschaft gëtt, massiv a gerecht ënnert der Bevëlkerung ëmverdeelen.

An zweetens, mir musse sécherstellen, datt alles dat, wat fir e gutt an éierbaart Liewen néideg ass, aus der Maartlogik erausgeholl gëtt.

Et mécht ee kee Business mat der Schoul a mat de Crèchen. Et mécht ee kee Business mat der Gesondheet. Et mécht ee kee Business mat der Fleeg- a Betreiungsaarbecht. Et mécht ee kee Business mat der Ëmwelt. Et mécht ee kee Business mat der Energie. Et mécht ee kee Business mam Logement.

Leider gëtt et déi Tendenzen nach ganz staark an dëser Regierung.

(Brouhaha)

Jo, dat si Besoinen. Dat si Besoine vun der Bevëlkerung. Domadder soll kee Business gemaach ginn. D'DP huet Schwieregkeeten, dat ze verstoen. Mee dat wonnert mech net.

E Premierminister, Här President, dee vu Promoteuren an deier Restauranten ageluede gëtt, mee op Éischt-Mee-Feiere vu schaffende Leit, meeschtens Jonken, ausgebut gëtt, deen ass vun de Realitéiten hei am Land deconnectéiert.

D'Deconnexioun vum Här Premierminister a vun der Regierung par rapport zu de Realitéiten huet sech a leschter Zäit ëmmer méi gewisen. Den illegalen an illegitimme Krich vun den USA an Israel géint den Iran ass amgaangen, d'Weltwirtschaft total ze destabiliséieren, a provozéiert eng weltwäit Deierecht.

Mir Lëtzebuerger hu jo awer de Virdeel, e bësse méi matzekréien, wéi Politick an anere Länner ofleeft. An an deene leschte Méint hat een den Androck, wann een nëmmen der Regierung nogelauschtert hätt, da wier Lëtzebuerg vun der Weltkris bal verschount.

Déi Debatten, déi mer iwwert déi kommend Energiekris hei an der Chamber gefouert hunn, sinn net vun der Regierung komm. Mir als Lénk haten do eng Heure d'actualité gefrot. An ech muss soen, mir haten e komescht Gefill, mir hate bal den Androck, datt d'Regierung d'Ursaach net verstanen hat, firwat mir iwwerhaapt iwwert d'Energiepräisser schwätze wéilten, datt et esou gutt wéi sécher ass, datt mer op staark Haussë vun de Präisser histeieren an datt ee sech dorobber virbereede misst.

Ee vun de beschte Beweiser vun der totaler Deconnexioun vum Premier war och dat Trauerspill ronderëm d'Tripartitt, wou d'ganzt Land sech seet, datt et vläicht néideg wier, grad elo staark sozial Mesüren ze huelen, a mir hunn e Premier, deen am Hôtel Saint-Maximin bunkert a mol net esou richteg agesäit, firwat dat néideg wier, bis esouguer de Koalitiounspartner sech gezwonge gesäit, him ze verstoen ze ginn, datt et elo duergeet.

„Ech sinn e bëssen de Chef vun all Mënsch hei am Land", sot de Premierminister an engem Interview ganz am Ufank vu sengem Mandat. Mee den Här Premierminister ass an der Tëschenzäit mol net méi de richtege Chef vu senger eegener Regierung.

(Hilarité)

Une voix | Très bien!

Une autre voix | Dat ass de Xavier.

M. David Wagner (déi Lénk) | An dann hu mer den Här Roth, deen och gäre Chef wier, deen, grad elo, wou mer op eng exceptionell Kris histeieren, wou mer wierklech Sue brauchen, vill Sue brauchen, fir datt eis Gesellschaft zesummenhält ... Ma nee, dee geet dohinner: D'Patronen, déi kréien nach 1 % Remise – allez hëpp, nach ee Steierkaddo op d'Benefisser vun de Patronen!

A mengt net, datt déi grouss Betriber mat deem Geld d'Gehälter wäerten erhéijen. Nee, nee, nee, déi Suen, déi ginn anzwousch anescht ugeluecht, an engem Fong, an Aktien, an Immobilien, da konzentréiert sech dat Ganzt nach e bësse méi. Mee dat Eenzegt, wat honnertprozenteg net wäert geschéien, dat ass, datt déi Steierkaddoen un déi grouss Betriber iergendwéi de schaffende Leit, der Jugend zegutt-kommen. Neen, et wäert souguer dozou féieren, datt um Enn manner Suen an der Staatskeess sinn an datt dann dozou opgeruff gëtt ze spueren. A warscheinlech wäerten déi spuere mussen, déi souwisou elo scho gezwonge sinn ze spueren.

Dobäi gëtt et zu Lëtzebuerg nach ganz vill breet Schëlleren, déi dozou bäidroe kéinten, datt déi normalverdéngend Leit net nach méi, wéi ëmmer a Krisenzäiten, finanziell leide mussen.

Firwat refuséiert zum Beispill d'Regierung, déi Leit, déi iwwer 20.000 Euro de Mount verdéngen – c'est pas mal, hein? –, méi ze besteieren, andeem de Spëtzesteiersaz eropgesat gëtt? Firwat refuséiert d'Regierung, dat Kapital, dat erwirtschaft gëtt, méi ze besteieren, fir eise solidaresche System ze verstäerken? Am Géigendeel, d'Regierung wëll d'Steieren op d'Kapital nach erofsetzen, obwuel Lëtzebuerg elo schonn en Niddregsteierland fir Betriber ass, zemools fir déi gréisser. Dat ass schonn an den 80er- an 90er-Jore schifgaangen, wou déi neoliberal Politicken de ganze Westen desindustrialiséiert, verscholt a veraarmt hunn.

An dofir kann ech Iech nëmme soen: Iwwerleet Iech ganz gutt, wat Dir amgaange sidd ze maache mat de Steieren! Politick ass kee Spill. An Dir sidd amgaangen, Roulette ze spillen.

Déi lescht Kris, déi vun 2022, huet de Staat iwwer 3 Milliarden Euro kascht. Déi heite Kris wäert vläicht méi schlëmm ginn, a mat Ärer Steierreform, Äre Militärausgaben, Äre Steiergeschenker u Proprietären an elo och nach Steiergeschenker un d'Patronat, do gi mer éischter a Richtung 3 Milliarden Defizit pro Joer. Grad elo, wann d'Bevëlkerung déi Suen nach méi batter brauche kéint, well eng Weltkris sech op déi hausgemaachte Krisen nach dropsetzt. Ech mengen, ech hu seelen esou eng irresponsabel Regierung erlieft.

Do, wou een awer sécher ass, datt d'Sue gutt investéiert ginn, dat ass grad, wann d'Léin an d'Luucht ginn, allem viraus de Mindestloun. Well do kënnt Dir sécher sinn, datt déi 300 Euro méi, déi de Mindestloun minimaalst misst eropgoen, net a Fongen oder Aktien oder wat weess ech fir eng Extravaganz investéiert ginn, mee déi landen direkt am Konsum, well Leit mat klenge Léin hei zu Lëtzebuerg an der Situatioun sinn, datt se mol net méi genuch consomméiere kënnen. Déi si bei Wäitem net am Iwwerfloss.

Mee dat, dat wëllt Der net maachen. Dir verstitt mol net am Usaz, wéi positiv eng Erhéijung vun de Léin sech op déi allgemeng Situatioun hei zu Lëtzebuerg kéint auswierken. An Dir verstitt net, wéi schwéier et an der Tëschenzäit ass, mat klenge Léin hei zu Lëtzebuerg auszekommen. Mee do ass net just de Premierminister, deen anscheinend net versteet, wat hei leeft. D'CSV seet: „Eis geet et jo besser wéi am Ausland" – dat ass ëmmer eng gutt Excuse –, a kënnt mat Statistiken, déi een esou oder esou interpretéiere kann. Mee d'Realitéit, déi d'Leit hei zu Lëtzebuerg am Alldag erliewen, kann een net mat kalen Zuele verwëschen.

Den Här Zeimet huet eis de Moien dat liberaalt Wort zum Sonntag net erspuert. En huet der Oppositioun, der lénker Oppositioun, erkläert, firwat een de Räichtum net ëmverdeele kann, wann een en net geschafen huet. Dee misst fir d'éischt emol erschafe ginn. Wéi dat goe soll, hu weeder d'CSV nach d'DP eis erkläert.

Här President, virun engem Joer war nach den Här Georges Mischo Aarbechtsminister an e war schonn dee Moment net méi politesch ze droen, well en net verstanen hat, wat Gewerkschafte sinn – d'Organisatioune vun de Lounofhängegen, also der grousser Majoritéit vum Vollek –, an net wollt agesinn, wéi ee mat Gewerkschaften ëmgeet. An ech mengen, dat hat net nëmme mam Här Mischo ze dinn, mee en ass gedriwwe ginn, aus Patronatsmilieuen, vum Premierminister selwer warscheinlech – wat u sech dat selwecht ass –, an en ass ermuntert ginn, fir d'Gewerkschaften iwwert d'Reform vun de Kollektivverträg ze entmuechten.

Dat ass him glécklecherweis net gelongen. Dat huet net just mam Här Mischo ze dinn, mee mat der ganzer Regierung oder mat der ganzer Majoritéit an deenen hire Kolleegen an de Patronatssphären.

Nodeems den Här Mischo huet misse goen, huet den Här Spautz, wéi erwaart, iwwerholl, en eeëmolege Gewerkschaftler. Als Lénk hu mir awer net direkt geklappt, well fir eis gëlle Fakten. Datt den Här Spautz mat Gewerkschaftler schwätze kann, ziviliséiert schwätze kann, dat wësse mer, mee eis interesséiert éischter, wat e seet a wat e mécht.

Mee bei ville war d'Enttäuschung grouss, notamment wat eng méiglech Erhéijung vum Mindestloun ugeet, laanscht déi Lëtzebuerg net méi komme kann. Net nëmmen, well et eng Fro vu Gerechtegkeet ass: Lounempfänger verkafen hir Aarbechtskraaft u Betriber fir déi Aarbecht, déi se leeschten. Dank dëser Aarbecht maache Betriber Profitter, an déi Profitter mussen erëm gerecht ëmverdeelt ginn. Wann e Lounempfänger vu senger Aarbecht net liewe kann, da kann een net vu gerecht ëmverdeelte Profitter schwätzen. Da gëtt et een innerhalb vum Betrib, deen ze vill kritt – dat ass dann de Besëtzer –, an een, deen net genuch kritt – dat ass deen, dee fir de Betrib schafft. Wann e Lounofhängegen awer nëmmen iwwert d'Ronne kënnt, well e Sozialleeschtunge kritt, da mécht dat d'Saach net méi gerecht, well et

d'Allgemengheet ass, déi dofir muss opkommen an déi zousätzlech Käschten, déi normalerweis e Patron droe misst, iwwerhëlt.

Wat war dann dem Här Spautz seng Léisung? Den Här Mischo, dee wollt de Mindestloun berechnen opgrond vu 60 % vum Medianloun – awer vläicht just d'Salairen aus dem Privaten, d'Traitementer aus der Fonction publique kéinten aus der Rechnung erausgelooss ginn. Dem Här Spautz seng Rechnung war eng Grëtz méi „gefickt eingeschädelt": Amplaz de Mindestloun opgrond vum reale Bruttoloun ze berechnen, sollte ganz einfach d'Lounsupplementen erausgerechent ginn, obwuel déi zum reale Bruttoloun gehéieren.

Mee wa mer scho beim Trickse sinn, da kéint ee jo och nach méi wäit goen an der Manipulatioun, an der Trickserei: Kommt, mir rechnen einfach opgrond vum Nettoloun! A kommt, mir huele vläicht och nach déi lescht fënnef Indextranchen eraus! Also tricksen a fuddelen, dat ka jiddereen, Här President. Doranner huet d'CSV zwar e gewëssene Savoir-faire, mee kee Monopol.

Do däerf ee sech dann net wonneren, wann d'Gewerkschaften zu Recht gemengt hunn: Dat Spillchen, dat gëtt eis e bëssen ze domm, an dofir gëtt et just eng richteg Fuerderung: wéinstens 300 Euro méi am Mindestloun. Dat ass dat, wat erauskënnt, wann ee richteg an zemools gerecht rechent.

Do gëtt et der, déi behaapten, datt esou eng Erhéijung de Betriber kéint schueden. Da kënnt d'Apokalyps op eis duer an déi ganz Desolatioun. Dat ass awer zweemol falsch.

Éischtens: Dat si Gehälter, déi een a Branchen erëmfënnt, am Bau, am Nettoyage, am Horesca-Milieu, am Handel, wou meeschtens ganz grouss Entreprisen aktiv sinn, déi bei Wäitem 300 Euro méi pro Mataarbechter, dee fir de Mindestloun schafft, stäipe kënnen. A wa se behaapten, datt d'Rechnung net opgeet, da solle se et beweisen, da solle se d'Konten opmaachen, an da kucke mer d'Margen an da kucke mer, wou déi Benefisser hifléissen.

Déi ganz kleng Betriber, wéi zum Beispill Caféen, déi leiden haaptsächlech ënnert den horrende Loyeren. Mee do gëtt et eng Léisung: e Mietdeckel. Dee gëllt och fir si. A wann e Café dräi Mataarbechter huet an amplaz vu 5.500 Euro nëmme 4.500 Euro Loyer bezuele géif, mee da kéint en déi 1.000 Euro, déi iwwregbleiwen, fir d'Erhéijung vum Mindestloun gebrauchen.

A wéi ech virdru gesot hunn: Déi 300 Euro méi an der Pai, déi ginn an de Konsum. Déi wäerten an d'Wirtschaft goen, an déi richteg Wirtschaft, och a méi klenge Betriber.

Ech hunn déi Logik ni verstanen, datt e Wirtschaftssystem kéint funktionéieren, wann eng grouss Zuel vu Mënschen net anstänneg liewen a consomméiere kéint. Mee wat d'Grousspatronat a Wierklechkeet wëll, ass glaskloer: De fiichten Dram vun de Kapitalisten, hautzudaags an nach ëmmer, dat ass jo, datt de Staat quasi all hir Käschten iwwerhëlt, datt de Staat en Deel vun de Cotisatiounen oder vum Loun iwwerhëlt oder mat Subventiounen d'Loyere vun de Lounofhängege matbezilt. Wat praktesch ass, well Grousspatrone si meeschtens och nach Grousspropriétären: Du bezils kleng Léin an dengem Betrib, du frees awer grouss Loyeren. A vu datt d'Rechnung net opgoe kann, spréngt de Staat an, an dann ass ee ganz glécklech. A well et net genuch ass – parce que là où il y a de la gêne, il n'y a pas de plaisir –, da gees de och nach bei de Finanzminister kräischen, datt s de ze vill Steiere bezils, an du kriss deng Steieren op deng Benefisser nach eng Kéier ëm 1 % erofgesat. An dat musse mir all erëm eng Kéier bezuelen. Déi schaffend Leit kënnen net éiweg déi Räich ënnerhalen.

Leider gleeft dës Regierung nach ëmmer steefest un den ekonomeschen Aberglauben aus den 80er-Joren, datt alles géing besser ginn, wann een dem Kapital méi Fräiheet géing ginn. Dat huet awer ni an néierens geklappt. Neen, dat huet ni an néierens geklappt. Dat ass litteralement wëssenschaftlech bewisen. A mir erliewen d'Nowéien dovunner nach hautzedaags. Iwwerall an Europa sinn an de leschte 40 Joer sozial Errungenschaften a Fro gestallt ginn – beweist de Géigendeel! –, deelweis oder ganz ofgeschaaft ginn, och heiansdo vu Parteien, wou ee sech hätt kënnen de Géigendeel erwaarden.

Här President, den Haaptprinzipp soll sinn, datt all Mënsch an eiser Gesellschaft e Recht op e gutt Liewen huet, wou d'Gesondheet geséchert ass, wou d'Bildung geséchert ass, wou d'Wunne geséchert ass, wou d'Energie geséchert ass, wou d'Recht op Aarbecht, sech op der Aarbecht ze entfalen, geséchert ass.

Wann e Mënsch vun de materielle Suerge befreit ass, da gëtt e méi glécklech, dann ass en och méi kapabel, säi Kënnen, säi Wëssen, säi perséinlechen Asaz der ganzer Gesellschaft zeguttkommen ze loossen.

Dann hu mer och eng méi ziviliséiert Gesellschaft. Dann hu mer och manner Frustratiounen. Da gesäit een och net deen aneren, deen aneschters tickt wéi ee selwer, dee vläicht net déi selwecht Sprooch huet, als Konkurrent oder souguer als Feind, mee als Partner, mat deem een d'Gesellschaft weiderbréngt. Dat ass an enger kapitalistescher Gesellschaft, déi op Konkurrenz a Kampf amplaz op Solidaritéit an Zesummenaarbecht setzt, leider net méiglech.

Mir als Lénk wëllen awer eng aner Gesellschaft, eng, déi de Prinzipp vum gudde Liewen a vun der Solidaritéit héichhält. A fir deem Prinzipp vum gudde Liewe gerecht ze ginn, muss de Staat d'Suen do siche goen, wou se sinn, do, wou se am Iwwerfloss sinn, net just bei den héije Revenuen, mee och do, wou de Profitt vun de schaffende Leit erschafe gëtt. Deen Iwwerfloss u Kapital soll net do sinn, fir dat extravagant Liewe vun den Ultraräichen ze finanzéieren, mee e soll zréckgoe bei d'Leit a Form vun néidege Servicer, fir eis Gesellschaft méi harmonesch ze maachen, jo, fir endlech e gutt Liewe fir all Mënsch – ech ënnersträichen: all Mënsch – ze garantéieren.

Här President, hautzedaags ass et eendeiteg méi méiglech wéi vläicht fréier, esou eng Gesellschaft op d'Been ze kréien. Lëtzebuerg ass dat jéngste Land an der Groussregioun. Esou grouss demografesch Problemer hu mer guer net. Mir si weiderhin en dynamescht Land, mat vill Jugend, mat Jonker, déi gutt qualifizéiert sinn, déi vill Sprooche kënnen, déi vläicht méi wéi an anere Länner besser wëssen, wat am Ausland leeft, och grad well ëmmer méi Lëtzebuerger a Lëtzebuergerinnen duerch hir Originnen Erfarungen aus dem Ausland matbréngen, wou d'Liewe vläicht méi schwéier war an een dofir och méi resilient muss sinn. Deen Apport ass Gold wäert. An déi Jugend, déi wëllt schafen, déi wëllt léieren, si wëll eng glécklech Zukunft an net déi düster Sakgaass vum kapitalisteschen Albdram.

Déi Jugend wëllt sech awer net méi ausbeute loossen. An dat zu Recht. Si fënnt net, datt et normal ass, éiweg vun engem CDD an deen aneren ze geroden a seng beschte Joren an der Ënnerbezuelung ze verbréngen. Se verlaangt keen extravagante Luxus, mee en éierbaart Liewen. A se stellt ëmmer méi de Prinzipp selwer vun der Konkurrenz, vun der Kompetitioun, vun der Onsolidaritéit a Fro. Si verkraaft d'Hypokrisie vun de räiche Länner net méi, déi nokucken, wa Mënschen an anere Länner, an Europa oder am Noen Osten, zu Zéngdausenden ofgeschluecht ginn. Dës nei Generatioune schafen en neit Lëtzebuerg. En neit Lëtzebuerg, wat engem Hoffnung gëtt a mécht. Dofir musse mir awer elo direkt konkreet Mesüren huelen.

Si mir eis eens oder net, ob d'Bildung, vun der Crêche bis zur Uni, fir jiddereen zougänglech soll sinn, gratis soll sinn a qualitativ soll sinn? Mir als Lénk sinn dofir. Dat heescht ganz konkreet héich Investitiounen an der Schoul an och Léierpersonal, wat Freed un der Aarbecht huet. Dat musse mer erreechen, amplaz eis hanner Excusen ze verstoppen. Mir wëllen och endlech eng richteg Uni, déi demokratesch ass, wou d'Leit glécklech sinn ze schaffen, ze studéieren an ze fuerschen, an déi net zum Vehikel gëtt fir d'Beräicherung vu gewëssenen Entrepreneuren, heiansdo scho virbestrooftenen, déi awer déi richteg Leit kennen oder op der richteger Plaz sëtzen, wärenddeems net genuch Suen do si fir Studentewunnengen oder Iessen an der Kantin.

Si mer eis eens, datt all Mënsch – ech soen: all Mënsch – hei zu Lëtzebuerg e Recht huet op eng gutt an éierbar Wunneng, ob e wéineg oder vill verdéngt? Mir als Lénk sinn dofir. Wéi mécht een dat? Andeems mer soen, datt déi Zäiten, wou eng Minoritéit vu Leit hei am Land sech domm an topeg mat Immobilie beräichert, mussen eriwwer sinn. Dofir muss een der Buedemspekulatioun en Enn setzen a Spekulanten entmuechten. Mir als ëffentlech Hand iwwerhuelen de Wunnengsproblem, deckelen d'Loyeren a baue massiv aus. Wéi d'Bildung a wéi d'Gesondheet ass de Logement e Grondrecht vun de Leit a gehéiert zum gudde Liewen – also eraus aus der Profittlogik an eran an d'Solidaritéitslogik. Well dat huet alles e Präis, an dofir mussen déi Ultraräich och besteiert ginn.

Si mer eis eens, datt d'Gesondheet fräi zougänglech soll sinn an datt kee Mënsch hei zu Lëtzebuerg aus finanzielle Grënn déi medezinnesch Fleeg net soll kréien, déi e brauch? Si mer der Meenung, datt d'Gesondheet net dofir do ass, datt eenzel medezinnesch Abenteurer sech als Businessleit behuelen an Drock ausüben, fir sech déi profitabelst Stécker vun der Medezinn ënnert den Nol ze rappen? Mir als Lénk sinn dogéint. Mir sinn awer dofir, d'ëffentlech Gesondheet weider auszebauen, de Statutt vum Médecin salarié auszebauen, deen engem eng besser Planifizéierung fir d'Patienten erlaabt, awer och besser Liewenskonditioune vun de Medezinner selwer.

Si mer eis eens, datt d'Leit sech hin- an hierbeweege solle kënnen? Jo natierlech. Ouni funktionéierenden ëffentlechen Transport uechtert d'ganzt Land, och an de ländleche Géigenden, hu mer keng modern Gesellschaft. Den ëffentlechen Transport ass dank dem Drock vun déi Lénk gratis gemaach ginn. Elo musse mer awer och dofir suergen, datt e jidderee reegelméisseg a sécher erreecht.

(Brouhaha)

Ouni eis Motioun deemools 2017 wier et net geschitt, well do hu mer erausfonnt, datt et 40 Milliounen d'Joer géif kaschten, well den Här Gramegna …

(Interruption par M. Marc Goergen)

Jo, mee …

(Interruption par M. Marc Goergen)

Jo, jo, mee mir hunn dem Här Gramegna an dem Här Bausch, déi dogéint waren am Ufank, u sech … Mir hunn dofir gesuergt, datt si matkrut hunn, datt et komplett finanzéierbar wier. An dofir huet d'DP dat herno an hire Walprogramm geholl. Tant mieux! Tant mieux. An dofir huet den Här Bausch herno op der

Tëlee ganz stolz eis Argumentatioun iwwerholl, wou en e puer Méint virdru gesot huet, datt dat Brach wär. Mee egal. Mee voilà, dat wollt ech awer just eng Kéier gesot hunn. Et ass schéin, awer …

(Interruption)

A, dach! En ass gratis, mee elo musse mir awer och dofir suergen, datt e jidderee reegelméisseg a sécher erreecht. An dat kann net sinn, wann den ëffentlechen Transport weiderhi ganz oder och nëmmen deelweis u Privater outgesourcet gëtt, wéi dat beim TICE oder bei der VdL de Fall ass. Dat ass inakzeptabel. Den ëffentlechen Transport ass kee Business, e gehéiert de Mënschen a soll dann och ëffentlech bleiwen. Mir als Lénk sinn dofir.

Si mer eis och eens, datt d'Klima- an d'Ëmweltfro fundamental ass fir de Bestand vun enger ziviliséierter a gesonder Gesellschaft? Dat geet awer net mat moraleschen Opriff oder mat individuellen Hëllefen. Do muss d'Allgemengheet, also Staat a Gemengen, iwwerhuelen, fir Wunnengen ze sanéieren oder fir massiv propper Energien ze schafen. Energie muss integral an ëffentlecher Hand bleiwen, an d'Präisser gehéiere gestaffelt. Mir als Lénk sinn dofir.

Här President, dat si just e puer Beispiller, wéi een dat neit Lëtzebuerg gestalte kéint. Dat neit Lëtzebuerg, dat fir sozial Gerechtegkeet a Gläichheet suergt. Dat neit Lëtzebuerg, dat seng Biergerinnen a Bierger vun der materieller Suerg an Nout befreit. Dat neit Lëtzebuerg, dat dofir suergt, datt all seng Biergerinnen a Bierger sech endlech eenzel entfale kënnen an e gutt Liewe féiere kënnen. Well grad dat ass gutt fir eist Land.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Domat wär dann d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An da géing ech der Regierung d'Wuert ginn. Här Premierminister, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Luc Frieden, Premier ministre | Merci, Här President. Erlaabt mer, fir d'éischt jiddwerengem Merci ze soe fir déi nëtzlech a gutt Contributiounen zu der Erklärung, déi ech gëschter hei am Numm vun der Regierung ofginn hunn.

Et huet mer bewisen, wéi wichteg a wéi gutt et ass, datt mer déi Lag-vun-der-Natiouns-Erklärung elo gemaach hunn, an dat trotz an niewent der wichteger Tripartitt. D'Parlament ass d'Plaz, wou d'parlamentaresch Debatte stattfannen, wou d'lieweg Demokratie stattfënnt. An duerfir war et och gutt, datt hei jiddweree seng Meenung gesot huet, net nëmmen zur Ried, mee zum Deel huet et sech jo och ugehéiert wéi e Revival vun der Walcampagne oder vläicht schonn en Ausbléck op déi nächst Walcampagne. An dat ass och gutt an enger Demokratie, an enger pluralistescher Demokratie, wou et Ënnerscheeder gëtt a wou een e Choix huet. An déi lescht Interventioun huet dat nach eng Kéier ganz kloer gewisen. Jo, et gëtt ënnerschiddlech Approchen zu enger Rei vun Theemen. An duerfir gëtt et Walen, wou da Choixe vun de Bierger gemaach ginn.

Fir eis op jiddwer Fall ass et kloer, an duerfir war dat och am Mëttelpunkt vun eiser Ried, fir eis ass d'sozial Kohäsioun e weesentlechen Deel vun eiser Strategie, vun eiser Politick. Mir wëllen eng Gesellschaft, mir wëllen e Lëtzebuerg, an deem d'Wirtschaft dréint an Aarbechtsplaze schaaft, an dat hänkt direkt mateneen zesummen. Mir wëllen e Lëtzebuerg, an deem de Sozialstaat opfänkt a begleet. Mir wëllen e Lëtzebuerg, an deem d'Liewen erschwénglech bleift, beim Wunnen, an der Energie an an der Kannerbetreiung. An all déi Moossnamen, déi mer an deene leschte Jore geholl hunn, zënter datt dës Regierung ugetrueden ass, an déi, déi ech gëschter annoncéiert hu fir déi nächst Joren, déi ginn an déi Richtung.

Jo, et ass Halbzeit. Mee duerfir ass et och normal, datt een an enger Halbzeit e bësse bilanzéiert an e bëssen no vir kuckt. An duerfir waren och eng ganz Rei Moossnamen do, déi mer annoncéiert hunn, déi zum Deel hei an der Chamber leien oder beim Staatsrot leien. An déi muss een als e Ganzt kucken. A wa se ëmgesat sinn, dann droe se och hir Effeten um Terrain.

Et waren och vill nei Moossnamen derbäi. Ech hu gesinn, datt e Journalist am „Quotidien" sech d'Méi gemaach huet auszerechnen, wéi vill et der waren. E schreift: „une vingtaine de nouvelles mesures". All déi, déi also soten, et wäre keng nei dra gewiescht, déi gesinn, datt neier dra waren. An dat kann ee sech jo och ukucken.

An duerfir, mengen ech, ass et och gutt, datt een, well dat vläicht net esou zum Virschäi komm ass, well ech gëschter eng Ried gehalen hunn … Mee mir hunn och eng Rei Illustratiounen zu där Ried gemaach, déi ganz gutt resüméieren, wat gemaach ginn ass a wat an där Ried dran ass, wat d'Regierungspolitick vun deenen nächste Joren ass. An déi Illustratiounen, déi fënnt een um Site vun der Regierung, op gouvernement.lu. An déi si fir all déi heibannen an dobaussen, déi sech duerfir interesséieren, ganz interessant fir ze kucken, fir datt dat och den Debat soll alimentéieren.

Gradesou interessant ass et, sech unzekucken, wat de Statec presentéiert huet um Optakt vun der Tripartitt an och de Commissaire à l'Énergie, well do och e ganze Koup Elementer sinn, déi eis wäerten an der Politickgestaltung an deenen nächste Méint – heibannen, an der Tripartitt an doriwwer eraus – och begleeden.

De Krich am Iran ass eng nei Donnée an déi huet natierlech en Impakt: Se huet en Impakt op d'Präisgestaltung. De Statec seet, en Fonctioun vun der Längt vun deem Konflikt, vun der Fermeture vun der Strooss vun Hormus, kéint déi Inflatioun tëscht 2,5, 3 a 6 % sinn. Kee weess – an dat kann och kee wëssen, well dat net an eisen Hänn läit –, wéi laang dee Konflikt wäert daueren.

Mir hunn all Interêt drun, an dorunner schaffe mer zesumme mat eise Kolleegen an der Europäescher Unioun an an internationalen Organisatiounen, datt dee Konflikt sou kuerz wéi méiglech ass, well en da manner Impakter huet op eis Gesellschaft. Mee nach kann een de Rescht net ausschléissen, datt et och méi laang wäert daueren.

Mir stellen och fest, gottseidank, datt et fir de Moment keng Penurie zu Lëtzebuerg gëtt, well dee gréisste Risiko ass, datt et op eemol eng Penurie vun Energiequelle gëtt. Mee et ass natierlech kloer, datt mer eng grouss Volatilitéit bei de Präisser feststellen, an déi ass besonnesch tangibel bei verschiddenen Elementer wéi Gas, vill manner beim Elektreschen.

Alles dat musse mer am Hannerkapp behalen, wa mer wëllen d'Gestaltung vun der Politick an deenen nächste Méint maachen. Mee fir eis ass et kloer: Mir brauchen eng staark Sozialpolitick. Mir mussen offiederen a geziilt deenen hëllefen, déi et am meeschte brauchen. Dat hu mer gemaach. Duerfir hu mer d'Sozialhëllefe konsequent erhéicht an duerfir hu mer en Aktiounsplang géint d'Aarmut virgestallt.

Mee fir datt mer dee kënne finanzéieren, brauche mer eng Wirtschaft déi méi schnell dréint, wéi dat fir de Moment de Fall ass. Ech hu gëschter gesot, datt mer erëm e Wuesstum hunn, mee e Wuesstum, dee manner héich ass, wéi en historesch war. A wann een e manner héije Wuesstum huet, dann huet ee selbstverständlech och manner Recetten. An duerfir musse mer och kucken, datt mer d'Wirtschaft un d'Wuesse kréien, an domadder eng staark Sozialpolitick maachen. D'Wirtschaft ass kee Selbstzweck, hunn ech gëschter gesot. Am Mëttelpunkt stinn d'Leit. An dat geet dann iwwert d'Sozialpolitick. An dozou gehéieren dann och déi Moyenen, déi ee muss hunn, fir datt mer virukomme bei den erneierbaren Energien, déi noutwendeg sinn, fir datt mer manner vu fossillen Energien ofhänken.

Mir wëllen eng Gesellschaft, wou d'Zesummeliewe gutt geet. Duerfir brauche mer Sécherheet, Sécherheet heibannen an dobaussen. Ech wëll hei nach eng Kéier drop hiweisen, wat mer alles gemaach hunn, fir d'Sécherheet heibannen duerch méi Polizeipresenz, méi Rekrutementer ze assuréieren, mee mir brauchen och Sécherheet no baussen. An duerfir si mer iwwerzeegt, datt eis Partnerschaft an der NATO wichteg ass. Duerfir musse mer och weider Efforte maachen, mee op eng gemäässegt Aart a Weis an net op d'Käschte vun der Sozialpolitick, fir eis Efforten an der Defense weiderzefëieren. Dat maache mer net eleng. Eleng mécht dat och guer kee Sënn. Mee dat mécht Sënn mat eisen Noperen a Frënn zesummen.

An duerfir si mer och Member an der Europäescher Unioun. Déi, déi hei gesot hunn, datt Europa net de Wee no vir wär, stoussen op eise vehemente Widderstand, well mir gesinn, datt mer nëmme staark sinn, wa mer zesumme sinn. An duerfir wäerte mer eis och weider fir eng proeuropäesch Politick asetzen an och fir de Multilateralismus. Well wa mer wëllen, datt d'internationaalt Recht respektéiert gëtt, da musse mer dat selbstverständlech zesumme mat anere maachen. An dat geschitt am beschten an der Europäescher Unioun, heiansdo och an der UNO, jee no Konflikt, vun deem mer schwätzen.

A jo, dat alles kascht Suen. Dës Regierung wëllt zolidd Staatsfinanzen hunn an halen. Ech hu bewosst keng Budgetsried hei gehalen, well déi Budgetsried, déi fënnt statt am Oktober. Dat ass d'Aufgab vum Finanzminister am Numm vun der Regierung. Dee Budget muss natierlech och deem Rechnung droen, wat, le cas échéant, an der Tripartitt decidéiert gëtt.

Mee d'Richtung ass kloer: Mir wëllen a mir brauche gesond Staatsfinanzen. Well dës Regierung wëllt net d'Steieren erhéijen. An e puer sinn der haut hei opgetrueden, déi als Léisung bruecht hunn, Steieren hei oder do ze erhéijen. Mir wëllen dat net. Dës Regierung ass ugetruede fir méi Netto vum Brutto. Da muss een dat och konsequent duerchféieren. An duerfir hu mer den Tariff schonn ugepasst un d'Inflatioun, direkt e puermol. Duerfir wëlle mer déi Steierreform maachen, déi der gesellschaftlecher Realitéit Rechnung dréit an déi och derzou féiert, datt d'Leit manner Steiere bezuelen, proportional déi méi entlaascht, déi am mannste Revenu hunn. An dat ass och sozial gerecht. A sou wäert dat och vun eis gemaach ginn, wann d'Chamber dann deem Gesetz seng Zoustëmmung gëtt. De Staatsrot huet en éischten Avis ginn, soudatt mer hoffen, datt dat hei kann zum parlamentareschen Debat am Hierscht féieren.

Mir sinn der Meenung, datt vill grouss Defie fir eist Land do sinn. Dir hutt Der de Moien hei eng Rei opgezielt. Et gëtt ënnerschiddlech Léisungsusätz. D'Regierung, wéi gesot, wëllt déi Kombinatioun maache vu méi, méi schnell d'Leit entlaaschten, méi, méi séier bauen, méi, méi séier erneierbar Energië produzéieren. Duerfir hu mer eng Rei prozedural Propositioune gemaach. De Gros ass um Wee. Eng Rei si gestëmmt. Anerer mussen nach gestëmmt ginn. An

dat selwecht wëlle mer bei den erneierbaren Energië maachen, well mir brauchen eng gesond Ëmwelt, fir dat Land hei virunzeféieren.

D'Defie si grouss, mee duerfir ass d'Politick do. An ech kann Iech soen, datt mir dat mat Engagement an Enthusiasmus a Motivatioun maachen. D'Koalitioun steet gëeent hannert deene Projeten, déi ech Iech gëschter hei virgestallt hunn. An och wann et ënnerschiddlech Usätz gëtt, wéi een deen een oder anere Problem ka léisen, hunn ech festgestallt, datt d'Beschreiwung vun der Situatioun a wäiten Deeler hei gedeelt gëtt.

An, wéi gesot, nach eng Kéier: Ech fannen et gutt, datt et an enger Demokratie ënnerschiddlech Meenunge gëtt. Do kënnen d'Wieler herno decidéieren, wat a wie se besser fannen. Mir wëllen op jiddwer Fall, datt d'Cohésion sociale, datt dat Zesummen, dat Mateneen, Fireneen och Realitéit gëtt. An do schaffe mer all Dag drun.

An duerfir nach eng Kéier villmools Merci fir déi beräichernd Debatt haut de ganzen Dag. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Premierminister Merci. An domat wär dann d'Diskussioun ofgeschloss.

Motions

Et si wärend dëser Debatt fënnef Motiounen deposéiert ginn. A mir kommen elo zu deene Motiounen.

Motion 1

Ech huele se evidenterweis der Rei no, sou wéi se hei deposéiert gi sinn, fänken also mat der Madamm Bofferding hirer Motioun un, der Motioun Nummer 1. Ech froen Iech: Wie wëllt zur Motioun Nummer 1 schwätzen? Mee ech froe vläicht fir d'éischt d'Madamm Bofferding, ob si elo nach eng Kéier wëllt drop agoen. Dir wëllt duerno dorobber äntweren. Wie wëllt also dozou elo d'Wuert huelen? Den Här Gilles Baum, den Här Donnersbach elo emol, den Här Keup, den Här Sehovic. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Ech wollt eng Kéier ganz kuerz awer op dat zréckkommen, wat ech de Moien a menger Ried gesot hunn a wat och gëschter presentéiert ginn ass. Mir sinn amgaangen, 40 Mesüren ëmzesetzen am Kader vu „Méi, a méi séier bauen", déi d'Simplification administrative no vir bréngen. Mir sinn amgaangen, um Logement abordable ze schaffen. Ech hunn de Moien och gesot, dass de Pacte Logement, deen d'Gemenge soll ënnerstëtzen, vereinfacht gëtt. Mir hunn an der Kommissioun de Mietspiegel ugeschwat. Mir hunn de Moien och nach eng Kéier déi national Mietkommissioun ugeschwat. Ech hunn och de Moie vun der Insalubritéit geschwat.

Den Här Premierminister huet gëschter annoncéiert, dass nieft deene 500 Milliounen, déi mer engagéiert hunn, do nach 300 Milliounen zousätzlech wäerten engagéiert gi fir de VEFA-Opkafprogramm. Ech hu geschwat vun den un d'Regioun ugepasste Präisser. Ech hunn de Moien och geschwat, dass mer elo kënnen en Deel vun engem Projet, deen amgaangen ass, opkafen, fir dass dat virugeet, fir dass d'Vertrauen an dee Marché kënnt. Manner Droit d'enregistrement um Neibau, wat, mengen ech, ganz besonnesch deenen, déi fir d'éischte Kéier eppes wëlle kafen, entgéintkënnt. An dann hunn ech de Moien natierlech och nach eng Kéier gesot, dass dat VEFA-Gesetz, dat eis soll méi Sécherheet ginn, dat eis soll méi Garantië ginn, vun der Justizministesch iwwerschafft gëtt.

Ech si President vun der Kommissioun fir de Logement an den Aménagement du territoire. Ech fannen, dass mer do ganz oft zesummesëtzen, dass mer do och ganz flott zesummeschaffen. Mir hunn awer och e reegelméissegen Austausch mam Fonds du logement zum Beispill, mat der SNHBM. Mir hunn e reegelméissegen Austausch mam Här Minister, mat alleguerte senge Beamten, déi bei eis kommen. An ech muss Iech éierlech soen, ech gesinn elo net wierklech an, wat déi Cellule de crise hei nach soll Weideres bréngen.

Mir haten am Ufank vun der Legislaturperiod e Logementsdësch, wou de Kader gesat ginn ass, wéi de Logement sech soll entwéckelen an den nächste Méint a Joren an iwwert dës Legislaturperiod eraus.

Ceci étant dit, géif ech menger Fraktioun proposéieren, déi Motioun hei net matzedroen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Här Donnersbach.

M. Alex Donnersbach (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech mengen, mäi Virriedner huet elo scho villes gesot. Dës Regierung ass ugetrueden an huet, wéi dat elo grad gesot ginn ass, direkt all d'Acteuren op en Dësch geruff, fir ze kucken, Mesüren ze fannen, zesumme mat den Acteuren um Terrain. Dat ass och geschitt. A mir sinn elo säit zwee Joer am Fong amgaangen, net grad, mee déi Mesüren hei ëmzesetzen. Also vill vun de Mesüre sinn hei am Haus oder zum Deel nach an der Ausschaffung am Ministère. Dat heescht, elo mussen déi Mesüren och emol, nodeems dann eng Kéier jiddwereen zesummekomm ass, ëmgesat ginn. A wat dat méi séier geschitt, wat dat natierlech méi positiv ass.

Ech wëll besonnesch och nach eng Kéier op d'Annoncen agoen, déi och elo gemaach gi sinn am Kader vun der Ried zur Lag vun der Natioun. Ech mengen, et war och nach eng Kéier gesot ginn, datt mer extra e Baulückeprogramm lancéiere wäerten, fir déi Baulücken ze schléissen. Dat ass nach eng Kéier ganz ausdrécklech ze begréissen.

An da wëll ech och nach eng Kéier drop agoen, datt de Problem zu Lëtzebuerg am Moment net deen ass, datt kee Bauland do ass. De Problem ass am Moment och net deen, datt kee Projet autoriséiert ass. Et si vill Projete vun de Gemengen am Moment autoriséiert. Mee de Problem ass, datt déi Projeten net finanzéiert ginn. Déi kënnen net finanzéiert ginn, weeder vu Privatleit nach vu Societéiten oder vun Investisseuren oder Leit, déi wëllen hir Suen uleeën. An hei muss och ugesat ginn, fir datt deen Invest kënnt a fir datt de Bagger och ka rullen. Well wann haut net investéiert gëtt, da gëtt muer och net gebaut. A wa mer elo net dozou kommen, datt de Bagger geschwë rullt, da wäerte mer dat nach an den nächste Jore spieren.

Aus all deene Grënn ass et och wichteg, datt all déi Mesüren, déi elo schonn deposéiert gi sinn, an all déi, déi elo kommen – wéi dat Gesetz iwwert d'VEFA, wat d'Vertrauen an de Marché erëm soll hierstellen –, séier ëmgesat ginn an datt de Bagger och ka rullen. Aus all deene Grënn brauche mer keng Taskforce. An ech empfeelen och mengem Groupe politique, déi Motioun net matzedroen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Donnersbach. Elo kritt den Här Keup d'Wuert, duerno den Här Sehovic. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. D'Problematik ass jidderengem bekannt, heibannen an och dobaussen. An en zousätzleche Gremium, wéi hei virgesinn ass, géif kee Meerwäert bréngen. Duerfir stëmme mer dat net mat.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Här Sehovic, duerno den Här Wagner. Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. De Logementsdësch ass ugeschwat ginn, deen am Ufank vun der Legislatur gemaach ginn ass. Ee vun den Haaptobjektiver vun deem Logementsdësch war, de Bausecteur ze stabiliséieren. Vu dass mer ëmmer nach iwwert déi Kris am Bausecteur schwätzen, ass de Constat, dass dee Logementsdësch gescheitert ass an dass et dréngend zousätzlech Mesüre brauch.

De Premier ass a sengem État de la nation op déi zéng faméis Mesüren agaangen, déi en 2024 annoncéiert huet. De Constat ass, dass verschidde vun deene Mesüren eiser Meenung no einfach carrement falsch sinn an net wäerten déi gewënschten Effekter produzéieren. Verschiddener vun deene Mesüre sinn duerchaus richteg. Mee mir gesinn nach ëmmer net, dass se um Terrain do sinn, ob et d'Bautereglement ass, ob et de „silence vaut accord" ass, zum Beispill. Alles dat sinn Annoncen a bleiwen och Annoncen, déi elo scho fir d'drëtte Kéier dann am État de la nation dra sinn, soudass de Constat ass nom État de la nation, dass et der Regierung scheinbar un neien Iddie feelt, fir d'Logementskris ze léisen.

An dowéinst si mer ganz d'accord domadder, dass vläicht dann am Kader vun enger Taskforce nei Iddie kéinten entstoen, a mir ënnerstëtzen déi dote Motioun vun der LSAP.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. D'Wuert huet elo den Här Wagner, duerno den Här Goergen. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, mir wäerten dës Motioun natierlech matdroen. Do gëtt et fir d'éischt emol déi Notioun, datt mer sollen unerkennen, datt d'Logementssituatioun an enger struktureller Kris ass. Dat gefält eis ëmsou méi, well mer esou en Dispositif an eiser Proposition de loi, déi mer 2018 deposéiert haten zur Reform vum Bail à loyer, virgesinn haten, vun der Unerkennung unhand vu konkreete Krittären. Dat heiten ass elo e bësse symbolesch, mee an eiser Proposition de loi si mer ganz konkreet ginn, datt a gewëssene Situatiounen eng Crise du logement kann unerkannt ginn an datt dat och nach aner Mesüre soll kënnen declenchéieren. An 2018 konnt een objektiv gesinn, datt mer schonn deemools unhand vun deene Krittären, déi mir net als déi Lénk aleng erfonnt hunn, konnte feststellen, datt mer an enger Logementskris wieren. Dofir wäerte mer – dat ass schonn deen éischte Punkt – dat mat ënnerstëtzen.

Jo, d'Regierung ass permanent amgaangen … Also mir hunn e risege Logementsproblem zu Lëtzebuerg an d'Regierung kënnt ëmmer permanent mat deene selwechten oder mat e bësse verännerte méi oder wéineger klenge Mesüren, déi e bëssen esou disperséiert sinn an ënnerholl ginn, mee déi de Problem nach ëmmer net fondamentalement léisen.

De Programm vun de VEFAe war urspréinglech, fir de Bausecteur ze retten. Elo gëtt et zu engem Bestanddeel vun der Bekämpfung vun der Logementskris. An, jo, ech sinn och Member vun der Logementskommissioun, déi den Här Baum presidéiert. Dat ass eng ganz flott Kommissioun. An ech weess net, wéi oft mer awer och Wëssenschaftler hate vum LISER, vum Observatoire de l'habitat, an déi erklären eis ëmmer, an déi hunn eis och viru Kuerzem nach erklärt, wéi een e Mietdeckel zum Beispill, e Loyersdeckel kéint maachen, well si selwer soen, datt dat zum Beispill ganz wichteg ass. Si schwätzen och vu Konzentratioun vu Buedem a vu Spekulatioun, wéi ee kéint dogéint virgoen. Dat si Wëssenschaftler, déi dat erklären. Mee der Regierung an der Majoritéit, deenen ass dat egal a si wëlle leider net an déi Richtung goen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Mir wäerte se och matstëmmen, well et ass eng vun deene gréisste Krisen an eisem Land, de Logement. A wann een awer kuckt, wat gëschter an der Ried gesot gouf, do sot de Premier: „Ma de Marché dréint fir de Moment net esou, wéi mir eis dat virstellen." Dat heescht, d'Haaptsuerg war, dass de Promoteur net genuch verkeeft. Geet een dann an der Ried op déi nächst Säit ...

Plusieurs voix | O!

M. Marc Goergen (Piraten) | Ma ganz kloer! Ech kann Iech dat hei beleeën, an der Ried. Do hutt Der nämlech gesot: „Vill Bauprojete sinn nämlech zum Deel – 10, 20, 30 % – verkaaft, ma de Chantier kann eréischt lancéiert ginn, wa genuch Wunnenge finanzéiert sinn." An domadder hutt Der d'Situatioun vun de Promoteuren, déi se am Moment erëmfannen, ganz gutt beschriwwen. Si hunn Terraine kaf, si hu sech engagéiert a se kréie se net verkaf, sief dat wéinst de Banken, wéinst de Kreditter oder well d'Leit einfach déi héich Präisser net kënne bezuelen, wat och gerechtfäerdegt ass, well d'Promoteuren iwwerdreiwen.

Elo geet dës Regierung hi mat de VEFAen a se keeft dann déi zousätzlech op. An dat ass jo deen anere Problem, dee mer och schonn oft diskutéiert hunn, dass do de Cahier des charges dann net esou kontrolléiert gëtt. Dat heescht, dat heiten, wat den Här Baum grad gesot huet – an dofir meng Interventioun –, déi VEFA-Formel, déi Der hei geholl hutt, dat ass net, fir deene Leit ze hëllefen, déi keng Wunneng fannen. Domadder hëlleft Der just de Promoteuren.

Duerfir kënne mir dat dote vun der LSAP ganz gäre mat ënnerstëtzen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Domat ass dann d'Lëscht vun de Riedner ofgeschloss. Da kritt zum Schluss d'Auteure d'Wuert, d'Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Jo, merci, Här President. Wann all Kéier, wou mer hei am Haus feststellen, dass de Logement e Riseproblem ass, géif eng Wunneng gebaut ginn, ech mengen, dann hätte mer ganz Lëtzebuerg ënnerdaach.

Et ass elo virdrunner e puermol vum Logementsdësch geschwat ginn. Ech wëll just ernimmen, dass dee virun zwee Joer – dat ass schonn zwee Joer hier! – stattfonnt huet, an dee war deemools ganz staark an der Kritick. Et ass kritiséiert ginn, dass just een Deel op deen Dësch invitéiert ginn ass. D'éffentlech Promoteuren zum Beispill, déi waren net invitéiert. De Mieterschutz war net invitéiert. Dat huet zu Risendiskussioune gefouert. Deemools ass ënner anerem festgehale ginn, dass d'Baugeneemegunge solle vun engem Joer op zwee Joer eropgoen. Entre-temps ass effektiv d'Gesetz gestëmmt. Ech mengen, déi grouss Revolutioun, do si mer eis awer eens, ass et elo net.

Kierzlech koum e Bréif vu 60 Vertrieder aus der Zivillgesellschaft, déi ganz genau fuerderen, dass d'Regierung soll de Logement als Kris unerkennen, dass hei och soll e Plang, eng Strategie entstoen, en Noutfallplang, fir déi Leit ënnerdaach ze kréien. Dat si Leit, déi am kulturelle Secteur schaffen, et si Leit, déi am sozio-edukative Secteur ënnerwee sinn, ...

(Interruption)

... am Sozialen, déi all Dag mat Leit a prekäre Situatiounen zesumme schaffen. An déi hunn hei e ganz kloren Appell gemaach, dass et wichteg ass, elo d'Wunnen eeben als Kris unzeerkennen an dass hei soll aktiv gehandelt ginn.

Souguer d'Promoteuren an den Interviewen – déi lescht, déi mer héieren hunn – reege sech op, dass se net genuch Opträg kréien. An ëmmer erëm héiere mer op verschiddene Plazen, dass Leit mussen entlooss ginn, well net genuch gebaut gëtt.

Här Baum, ech si ganz bei Iech. An Ärer Kommissioun ass et ëmmer interessant. Mir kréie jo reegelméisseg Etüde presentéiert, da kréie mer en Update vun der Etüd, mir komme reegelméisseg zesummen. Effektiv, do ass schonn e gewëssene Suivi. Mee Dir hutt et richteg gesot: Da sinn hei e puer Mesüren, da sinn do e puer Mesüren, dann hu mer hei erëm eppes am Dossier an do erëm eppes gemaach.

An et ass genau dat, wat mer jo hei fuerderen. Mir hätte gären, éischtens, dass de Wunnproblem als Kris consideréiert gëtt. An hei geet et guer net ëm Scholdzouweisung. Et geet hei och guer net drëms, wie wat an der Regierung gemaach huet a wien eng Kéier Logementsminister war. Et geet wierklech drëm, dass mer hei alleguerten un engem Strang zéien, dass mer déi Acteuren hei am Land, déi concernéiert sinn, alleguerten un een Dësch kréien, an domadder wierklech alleguerten. An dass ee seet: Ok, do ass e Problem. Esou wéi mer och aner Momenter an de Cellule-de-crisë kennen, wou ee seet: Do ass e Problem, do ass eng Kris, do gi mer eis elo e Masterplang. Do setze mer elo Chifferen hannendrunner. Do kucke mer, dass mer dat an dat an dat an deem Zäitraum ëmgesat kréien! An da gëtt ee sech och déi Moyenen. An da kuckt een, dass een do Tempo erakritt.

Dat ass dat, wat mer hei fuerderen.Mir hätte gären, dass et zentraliséiert gëtt an dass ee sech ganz kloer eng Strategie gëtt an dass net méi lénks a riets gepléischtert gëtt: Mat där Mesür kucke mer, ob et fonctionéiert. Da stelle mer fest, dass et net fonctionéiert. An da brauche mer och net méi déi Bréiwer aus der Zivillgesellschaft ze kréien. Da musse mer och net méi déi Interviewe liesen. A mir riskéieren och net, dass et zu engem Aarbechtsofbau an deem Secteur kënnt.

Dofir nach eng Kéier: Et ass eng pragmatesch Léisung, fir dass mer dee Problem, wou mer eis alleguerten hei am Haus bewosst sinn, dass et de Problem Nummer 1 am Land ass, endlech kënne konsequent ugoen. Net méi an net manner fuerdere mer hei.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Domat wär dann d'Diskussioun zu dëser Motioun ofgeschloss.

Éier mer zum Vott vun der Motioun kommen: Well ech op mengem Ecran gesinn, datt nach eng Rei Leit net ageloggt sinn, géif ech Iech froen, dat eng Kéier duerchzechecken, fir datt mer de Vott och an uerdentleche Konditioune kënnen duerchféieren. Ech hu keng Wuertmeldung vun der Regierung, also komme mer elo zum Vott.

Une voix | Très bien!

Vote sur la motion 1

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen de Vott op. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 20 Jo-Stëmmen, 40 Nee-Stëmmen, keng Abstentioun. Dës Motioun ass also mat 40 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gérard Schockmel), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Motion 2

An da komme mer zur nächster Motioun. Dat ass d'Motioun Nummer 2 vun der Madamm Sam Tanson iwwert de Renforcement de la politique financière en faveur de la large majorité, genannt déi breet Mëtt. Dir wëllt direkt d'Wuert huelen, gesinn ech. Da kritt Dir et. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Merci, Här President. Ech hat se virdrun net am Detail virgestallt. Et geet zwar op dat zréck, wat ech gesot hunn, mee ech fänke vläicht do un, wou de Premierminister virdrun opgehalen huet, wou en an de Raum gehäit huet, Verschiddener wéilten hei einfach d'Steieren erhéijen an Dir wéilt dat natierlech net. Dorëms geet et jo net.

D'Fro ass jo net, ob Dir wëllt d'Steieren erhéijen oder net. D'Fro ass, ob eng nächst Regierung muss d'Steieren erhéije wéinst där Finanzpolitick, déi dës Regierung am Moment mécht, a wien dat dann och duerno muss bezuelen.

An dofir si mir der Meenung, dass an där Situatioun, an där mer elo sinn, wou mer eis, mengen ech, iwwert de Constat awer eens sinn, dass een net kann ondifferenzéiert virgoen, Spréchwuert och d'Steierreform, an dass et dowéinst wichteg wär, dass mer missten déi Steierreform op de soziale Leescht huelen an eeben och kucken, fir an där Reform bei deenen ieweschte Revenuen nach op d'mannst eng oder zwou Tranchë bäizesetzen.

Da si mer der Meenung, dass mer déi zousätzlech Baisse vum IRC, déi fir d'nächst Joer ugekënnegt ass, sollten op Äis leeën, vu dass d'Finanzsituatioun vu Lëtzebuerg et net hiergëtt.

An, last but not least, si mer och der Meenung, dass mer eis musse Gedanke maachen iwwert d'Verdeelung tëschent Besteierung vum Kapital a Besteierung vum Revenu, wou mer zu Lëtzebuerg grouss Divergenzen hunn. A mir mengen, dass dat och eng Pist wär, fir eis Staatsfinanzen ze stabiliséieren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Wie wëllt zu dëser Motioun d'Wuert huelen? D'Madamm Adehm, gesinn ech. Den Här Keup, duerno den Här Clement. Madamm Adehm, fänkt Dir un.

Mme Diane Adehm (CSV) | Merci, Här President. Also, ech soen et direkt virewech: Mir si mat der Motioun net averstan. Ech erklären awer och firwat.

(Interruption et hilarité)

Pardon? Nee, ech mengen, et huet jo kee Wäert, Iech elo hei op d'Folter ze spanen.

(Interruption et hilarité)

Eise Finanzminister huet e Gesetzesprojet virgeluecht, fir eng Steierreform ze maache vun de Privatpersounen hei am Land. Mir sinn der Meenung, dass dat eng Steierreform ass, oder e Projet, fir eng Steierreform ze maachen, wou déi breet Mëttelschicht entlaascht gëtt. Et ass eng Steierreform, déi de Liewensrealitéite vun de Leit hei am Land Rechnung dréit. Et ass eng Steierreform, déi familljefrëndlech ass. Et ass eng Steierreform, wou wierklech d'ganz breet Mëtt entlaascht gëtt. An et ass och eng Iwwergangszäit dra virgesi vu 25 Joer, wou de Staatsrot och kee Problem domadder huet. An duerfir si mir der Meenung, dass mer déi zwee éischt Punkten, déi d'Madamm Tanson hei virbréngt, net matdroe kënnen.

Fir op deen drëtte Punkt anzegoen: Jo, Dir gitt dervunner aus, déi Entlaaschtung, déi ugekënnegt ass um Niveau vun der Betribsbesteierung, net ze maachen. Do géif ech Iech eigentlech just gäre soen, Madamm Tanson: Et steet am Regierungsprogramm, dass mir probéieren, mat eiser Betribsbesteierung um Niveau vum OCDE-Duerchschnëtt ze bleiwen, dass dat fir d'Kompetitivitéit vun eise Betriber hei am Land wichteg ass, an dass mir dorunner wäerten an Zukunft festhalen, an dass mir net wäerten dovunner ofweichen. Voilà.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Adehm. Duerno ass et um Här Keup, an nom Här Keup um Här Clement. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. D'Madamm Tanson schléit hei vir, Steieren ze erhéijen an héichzehalen. Dat ass net dat, wat mir wëllen. Wann eventuell Enkpäss do sinn, wéi se am Moment do sinn am Budget, dann hätte mir gären, dass fir d'éischt opgepasst gëtt bei den Ausgaben an net bei de Leit, fir déi méi ze besteieren. An duerfir stëmme mir dat heiten net mat.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Elo huet d'Wuert den Här Clement, duerno den Här Fayot, dann den Här Baum, an dann den Här Wagner. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech hunn a menger Ried virdru gesot, datt mer d'Wuert Mëttelklass gëschter an der Ried gefeelt hätt an datt mer eppes misste maache fir d'Mëttelklass. Dat heiten gesäit op den éischte Bléck, wann een den Titel liest, esou aus, wéi wa mir eng „Politique financière en faveur de la large majorité", Zitat: „breet Mëtt", wéilten. Et kléngt op den éischte Bléck alles gutt. Bis een dann natierlech an den Detail geet, an dann ass et eis awer e bëssen dënn, fir eis haut kënne mat engem Jo oder Nee einfach dozou ze prononcéieren. Well wie si „les revenus les plus élevés"? Do gëtt et, mengen ech, zwëschen eis zwee scho gréisser Differenzen driwwer, wie mer do viséiere géifen. Dann och: Wéi eng Tranchen, wéi vill Tranchen? Ech mengen, datt do einfach ze vill Froe sinn.

Dofir géife mir eis enthalen, vu datt dat heite souwisou net an eng Kommissioun kënnt, fir driwwer ze diskutéieren. Do kéint een nämlech da wierklech mol substanziell driwwer diskutéieren. Mee et ass vun der Majoritéit definitiv net gewënscht, doriwwer ze diskutéieren. Dofir wäerte mir eis hei enthalen, well mer awer och bei der gudder Intentioun hei net wëllen dergéintstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Merci, Här President. Mir wäerten dës Motioun matstëmmen. Mir sinn der Meenung, dass d'Orientéierung vun der Steierpolitick an och, wéi se gemaach ginn ass an deene leschte Joren, net an déi richteg Richtung geet. Mir gesinn e Problem vun Nohaltegkeet vun där Politick.

Mir sinn net déi Eenzeg. Den FMI, net bekannt fir seng lénksradikal Positiounen, huet viru Kuerzem e Rapport publiéiert, eng Analys vu Lëtzebuerg, wou e warnt virun der Degradatioun vun den ëffentleche Finanzen, wou e warnt, fir an enger Zäit vu schwaachem Wuesstem déi Steierreformen ze maachen, déi elo ugeduecht sinn. Déi Individualiséierung, déi u sech eng gutt Saach ass, wäert en décke Pak Geld kaschten, méi wéi eng Milliard Euro.

A wann een all déi Beispiller kuckt, déi publiéiert goufe vum Finanzministère, da gesäit een effektiv, dass haaptsächlech déi Leit mat deene méi héije Revenuen nach méi entlaascht gi wéi déi, déi an den ënneschte Klasse si vun de Revenuen, an dat ass fir eis e Problem.

An dofir si mer am Fong och d'accord mat där Propositioun, fir am Barème ze kucken, wéi een eng manner schnell Progressioun kritt, wéi een esou eng Reform, esou eng Individualiséierung ka maachen op eng Aart a Weis, dass se manner Sue kascht wéi dat, wat an där Steierreform do ugeduecht ass, och nach eng Kéier mat Bléck op alles, wat scho gemaach ginn ass – dat ass och an den Debaten elo schonn e puermol gesot ginn –, déi Milliarden Euro, déi dat bis elo scho kascht huet.

A mir gesinn, dass dee Schéiereffekt, mat deem de Finanzminister sech am Ufank vun dëser Legislatur nach gebretzt huet, well en esou positiv war, ëmmer méi negativ gëtt. A mir hunn einfach déi grouss Suerg, dass mer an eng Situatioun kommen, wou d'Keesen ëmmer méi eidel ginn a wou mer da riicht an eng Situatioun kommen, wou déi nächst Regierung op d'mannst muss Austeritéitspolitick maachen. Dat ass mat eis ganz sécher net ze maachen.

Den IRC ass och esou eng Reform, wou mer der Meenung sinn, dass se net muss sinn. Mir sinn elo scho quasi, oder no verschiddene Calculen, ënnert der Moyenne vun den OECD-Besteierungen. Ech hat do eng Question parlementaire gestallt un de Finanzminister. Ech mengen, dass mer elo scho kompetitiv sinn, wat de Steiersaz ugeet bei de Betriber an dass mer net nach méi musse maachen an déi Richtung.

Déi Orientéierung vun där Politick, fir ze soen: „Et geet duer, dass mer hei Steierentlaaschtunge maachen, dass mer dereglementéieren, Simplification administrative maachen, fir dass de Wuesstum erëmkënnt", dat fonctionéiert net, an dat wäert och net fonctionéieren. An dofir si mir mat där Motioun hei d'accord.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Här Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Merci, Här President. D'Madamm Adehm als Presidentin vun der Finanzkommissioun huet nach eng Kéier ganz intelligent an interessant duergeluecht, wat d'Zilféierung vun dëser Steierreform ass. Ech muss Iech soen, meng Fraktioun ka sech an deene véier Invitten hei net erëmfannen, besonnesch den zweeten, well mer wierklech am Koalitiounsaccord net stoen hunn, dass mer géifen Tranchen uewe bäisetzen.

An dann nach d'Betribsbesteierung, et ass de Moien ugeschwat ginn. Wa mer do hannendru stinn, fir déi nach eng Kéier erofzesetzen, da ka meng Fraktioun natierlech net mat enger Motioun averstane sinn, déi dat wëllt réckgängeg maachen. Dofir proposéieren ech och menger Fraktioun, déi Motioun hei net matzedroen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Bon, mir wäerten déi Motioun natierlech matdroen a mir fanne se relativ kloer. Et wier och gutt, wa mer kéinten an der Finanzkommissioun doriwwer diskutéieren, well ech mengen, do sinn awer fundamental Froen, déi opgeworf ginn.

Et ass relativ kloer, et sinn e puer Virriedner, déi gesot hunn: Jo, et muss een driwwer diskutéieren, wat méi héich Revenue sinn oder net. Mee ech gesinn do am zweeten Invite justement, dass deen oprifft, datt een awer weider Tranches d'imposition derbäifüügt. Da weess een, vu wat ee schwätzt. Well zurzäit ass et esou – an ech hunn dat jo virdrun och an der Ried gesot –: Déi héchste Besteierungstranche, déi läit bei 234.000 Euro d'Joer, dat si grosso modo e bësse manner wéi 20.000 Euro de Mount. An dat ass déi lescht Tranche, 42 %. A wann een duerno driwwer geet, heescht dat, dat géif Leit betreffen, déi iwwer 20.000 Euro de Mount verdéngen. Dat sinn net kleng Leit, dat si Leit mat 25.000, 30.000 Euro, et cetera, et cetera. An do géife mer weider Tranchen derbäisetzen.

Dat ass dat, wat gefuerdert ass. Wéi den Detail ausgesäit, dat kann ee selbstverständlech net an enger Motioun schreiwen. Also ass dat awer och eng relativ kloer Ausso.

Den Här Keup huet gesot: „Mir wëllen d'Leit net méi besteieren." Ech hu grad gesot: Et ass jo net, datt d'Leit allgemeng besteiert ginn! Déi Motioun, déi seet jo och nach, datt ee vläicht déi méi kleng Léin kéint entlaaschten an datt ee justement déi ganz breet Schëlleren nach méi kéint belaaschten. A wann d'ADR seet: „Mir wëllen éischter manner Ausgaben", ass dat grad dat, wat justement Leit, déi manner verdéngen, méi kéint betreffen. Well manner Ausgabe wou? A wat fir enge Beräicher? An der Schoul? An der Gesondheet? Am Transport? Da musst Der och kloer sinn. An dat betrëfft grad déi, déi am mannste verdéngen.

Dat heescht, dat heiten ass u sech eng ganz gutt Motioun. An déi droe mir dofir mat.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Ech gesinn, d'Lëscht vun de Riedner ass ofgeschloss. Et ass keng weider Wuertmeldung do.

Da géing ech och dës Motioun Nummer 2 zum Vott stellen.

Vote sur la motion 2

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 18 Jo-Stëmmen, 40 Nee-Stëmmen, 2 Abstentiounen. Dës Motioun ass also mat 40 Nee-Stëmme géint 18 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie

Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gérard Schockmel) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Motion 3

An da komme mer zu der Motioun Nummer 3 relative aux défis dans le secteur de la santé publique. Fir déi ze erklären, kritt d'Madamm Bernard d'Wuert. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci. Merci, Här President. Jo, dës Motioun konfrontéiert, mengen ech, d'Majoritéit virun allem emol mat hiren eegenen Usprech, déi se notamment am Walkampf an awer och um Enn vun der Legislatur méi wéi haart prononcéiert hunn. Ech kucken do ganz besonnesch meng riets Säit hei, d'Kolleeginnen a Kolleege vun der CSV, déi e ganz haarden a secke Walkampf um Thema vun der Santé gemaach hunn. A wou natierlech eng gewëssen Erwaardungshaltung elo do ass, eng Erwaardungshaltung, déi an dëser Motioun erëmgeholl gëtt, well mer nach ëmmer enorm grouss Defien an der Santé hunn a wou et eis awer elo an der Halbzeit e bësselche feelt un deene ganz ambitiéise Léisungsproposen, déi dann anscheinend sollten um Dësch leien a wou mer awer nach ëmmer e bësselchen um Dréchene gelooss goufen.

Et geet net méi an net manner wéi dodrëm, dass mer eng kohärent Planification nationale hunn iwwer méi Joren, wéi mer effektiv eist medezinnescht Personal kënne besser rekrutéieren, wéi mer Passerelle kënne besser openeen ofstëmmen. Ech mengen, et ass däitlech ginn am Rapport Lair an awer och an de LëtzCare-Etüden, et geet ëm de psychiatreschen an de psychologesche Suivi, e Sujet, dee besonnesch bei de Kanner a Jonken eng riseg Urgence ass, wou Leit wierklech jorelaang op Rendez-vouse waarden. An dat ass, mengen ech, eng Problematik, wou mer net weider kënnen op Zäit spillen, wou mer awer am Moment trotzdeem d'Gefill hunn, dass mer do nach ëmmer net genuch an der Vitess virukommen.

An et geet awer och drëms, dass mer eng Strategie hunn, wéi mer wierklech kënne kohärent déi Ressourcen, déi mer an der Santé brauchen, um nationalen Niveau, a besonnesch am ländleche Raum, organiséieren, fir dass den Extrahospitalier an den Hospitalier kohärent matenee vernetzt sinn. Och dat waren Annoncen, déi d'Ministesch gemaach huet, déi am Koalitiounsaccord stinn, mee wou mer nach ëmmer drop waarden. A fir et vläicht virewech ze huelen: Hei wier et e staarkt Zeechen – well ech mengen, dass mer eis alleguerte kéinten drop eenegen, dass an engem ganz wichtege Beräich d'Leit Erwaardungen un eis alleguerten heibannen hunn –, wa mer eis kéinten drop eenegen, dass mer hei mussen zesummen un dësem Strang zéien, dass mer wierklech och do an der Ambitioun musse virukommen.

An ech mengen, ech kann elo schonn anticipéieren, wat d'Äntwert wäert sinn: Et ass superfetatoire, mir maachen et souwisou! Ech fannen dat e bësse schued. Ech mengen, dat hei kéint eng Motioun sinn, wou mer alleguerten zesumme soen: „Mir huelen eis deem doten Defi un an hei komme Léisungen." Well dat wäert Der warscheinlech jo soen. Mee da kéinte mer jo hei och alleguerten drop d'accord ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Wie wëllt zu dëser Motioun d'Wuert huelen? D'Madamm Kemp, den Här Clement, d'Madamm Bofferding gesinn ech elo. Madamm Kemp, fänkt Dir un, wannechgelift.

Mme Françoise Kemp (CSV) | Merci villmools fir d'Wuert. Esou wéi d'Madamm Bernard scho gesot huet, déi Defien, déi se do beschriwwen huet, déi huele mer un, mir wäerte se ëmsetzen, mir schaffen och scho ganz fläisseg drun.

A mir wësse jo och alleguerten, dass eis Studien, och internationaler, gewisen hunn, dass eise System e gudde System ass. En ass reaktiv. An natierlech kann een en op dem engem oder anere Punkt verbesseren, doru schaffe mer och, esou wéi dat virgesinn ass, am Koalitiounsaccord, a mer schaffe ganz fläisseg dorun.

Dann zum Punkt zu der Offre psychiatrique et psychologique: Do hu mer 2024 e Plan national santé mentale aberuff, dee geet elo bis 2028.

Dann zum Parcours vun der Santé mentale: Deen ass eebe grad amgaang, developpéiert ze ginn, an net nëmmen dat, mee och méi visibel ze maachen. Ech mengen, d'Psychiatrie juvénile zu Wolz ass schonn inauguréiert ginn.

A mir stinn och fir den Erhalt, esou wéi et och scho puermol gesot ginn ass, vum solidaresche System, deen equitabel ass, deen durabel a qualitativ ass, an dat um ganzen Territoire, fir all Mënsch, wou jiddwereen d'Leeschtung an Usproch wäert kënnen huelen. An dat ass, mengen ech, och e puermol wierklech ënnerstrach gi vun eisem Fraktiounschef esouwéi vum Premierminister.

Zu de Professions de santé: Do ass grad eng Taskforce en place, wou all d'Acteuren un engem Dësch sëtzen a kucken, fir d'Professions réglementées iwwert déi nächst Joren, souwuel a punkto Planifikatioun wéi och Attributiounen, op de Leescht ze huelen.

An dann zum Punkt iwwert d'Offre à bas seuil de prise en charge psychiatrique: Déi ass virgesinn am Plan lutte contre la pauvreté a gëtt eeben och do reegelméisseg an Zesummenaarbecht mam MENJE suivéiert.

Dann de sougenannte Virage ambulatoire, deen an Ärer Motioun drasteet. Deen ass net esou wierklech e Virage, mee gëtt kontinuéierlech vun de Spideeler ëmgesat. An do wäerten och déi nächst Ännerungen am Spidolsgesetz an déi Richtung eebe virugedriwwe ginn. An d'Planifikatioun ass iwwert d'Spidolsgesetz legal virgesinn.

Wéi Der schonn anticipéiert hat: Mir wäerten d'Motioun net matdroen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Kemp. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Bon, mir héieren hei vun der Majoritéit: „Mir hunn e Plang." Dat hëlleft awer de Leit, déi hei betraff sinn, häerzlech wéineg. Een, dee psychologesch oder psychiatresch Problemer huet, dee waart net drop, datt Dir e Plang hutt.

Iwwregens, de Plang gesäit och vir, datt et eng Assistance, eng Hotline gëtt géint de Suicide. Wann ee probéiert, déi moies an der Woch unzeruffen, da kritt een do gesot: „Et deet eis leed, eis Büroe sinn net besat. Elo grad net. Wannechgelift denkt grad net u Suicide, well wann Der dat moies an der Woch wëllt maachen, da kënne mir Iech leider net hëllefen." Sou gesäit et aus ëm d'Prise en charge vu psychiatresche Problemer hei zu Lëtzebuerg am Joer 2026. An dann einfach ze soen: „Mir hunn e Plang, dofir stëmme mer déi Motioun net", fannen ech awer e bësse schwaach.

Déi Motioun hei huet ganz vill ganz gutt Punkten dran. Ech mengen, datt mer eng pluriannuel Planung brauchen, datt mer net kënnen einfach nëmmen à vue navigéieren. Mir brauchen, dat hunn ech elo grad gesot, bei de psychiatreschen a psychologesche Betreiungen definitiv méi Accès, e méi séieren Accès a virun allem en Accès, deen och da fonctionéiert, wann d'Leit et brauchen, an net nëmmen dann, wa mer grad zoufällegerweis Leit disponibel hunn.

Dann, wann et ëm d'global Strategie geet, ech mengen, dozou gouf virdru vun der Madamm Bernard alles gesot. A wann et ëm d'Koordinatioun geet, mengen ech, ass hei zu Lëtzebuerg nach vill ze maachen. Do kachen nach ëmmer vill ze vill Leit hir eegen Zopp.

An dofir wäerte mer déi Motioun hei och matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Elo kritt d'Madamm Bofferding d'Wuert an duerno d'Madamm Hartmann. Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Merci, Här President. Mir stëmmen dat heite mat, well do eng Rëtsch Punkten dra sinn, déi mir och schonn an der Vergaangenheet ëmgesat haten, wéi mer d'Verantwortung am Gesondheetsministère haten, eebe justement d'Iwwersiicht vun de Profiller, déi an der Medezinn gebraucht ginn, fir och de Rekrutement ze kucken: Wou sollen d'Leit agesat ginn? Dat mécht scho Sënn, dass een dës Iwwersiicht aktualiséiert.

Da stoung och schonn am Plan santé mentale dran, dass mer esou lokal Ulafstelle brauchen, justement fir d'Leit, déi an enger akuter Phas sinn, fir dass déi et méi einfach kréien, do direkt kënnen en charge geholl ze ginn. Och dat si Pisten, déi mer natierlech dann ënnerstëtzen, well mer dat jo selwer am Plang esou virgesinn haten. D'selwecht och fir de Virage ambulatoire. Och dat si Mesüren, déi am nationale Santésplang virgesi sinn. Dofir, ech fannen net, dass dat do elo superfetatoire ass, well dat virgesinn ass, well mer wëssen, dass, och wa Mesüren an engem Plang sinn, se net onbedéngt ëmgesat gi respektiv dass et net virugeet.

An dofir fanne mer et wichteg, dat hei matzestëmmen, fir dass eeben och hei Neel mat Käpp gemaach ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Madamm Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP) | Jo, villmools merci, Här President. Merci och der Madamm Bernard fir dës Motioun, déi effektiv ganz vill Sujete beinhalt, iwwert déi mer och an deene leschte Méint, voire Jore scho ganz, ganz vill diskutéiert hunn.

Duerfir war et wichteg, dass och de Premier am État de la nation verschidden Annoncë mécht, wat de Santésberäich ugeet. An do wëll ech och d'zousätzlech Garde mentionéieren, fir och d'Urgencë weiderhin ze ënnerstëtzen, souwéi awer och am Kader vum Virage ambulatoire d'Méiglechkeet, fir och zousätzlech méi kleng Agrëffer, medezinnesch Agrëffer och baussent de Spideeler ze maachen. Mir hunn do schonn e Projet de loi gestëmmt, fir och déi Agrëffer um Niveau vun der Dermatologie a vun den Aeninterventioune kënnen iwwer Spideeler baussen ze maachen. An et soll awer och méiglech sinn, esou Interventiounen an och nach aner kleng Agrëffer an Zukunft och a Cabinet-médicallen ze maachen. Dat ass e ganz, ganz wichtege Schrëtt, deen annoncéiert gouf, notamment fir d'Patienten, fir d'Delaien do ze reduzéieren, wou mer haut immens laang Waardezäiten hunn. Duerfir waren déi Annoncë ganz, ganz wichteg.

Gradesou wichteg ass natierlech d'Formatioun och vu medezinneschem Personal, awer och vun de Professions de santé. Do war et ganz wichteg, dass och

rezent annoncéiert gouf vun der Héichschoulministesch, dass de Master an der Medezinn ausgebaut gëtt op eiser Universitéit. An do hu mer, mengen ech, wat d'Professions de santé ugeet, parallell och nach e Projet de loi, deen am Moment en cours ass, wou mer driwwer diskutéieren, wou virun e puer Joer an der leschter Legislatur och d'Professions de santé vun engem Reglement an e Gesetz geholl goufen. Mir waren eis do u sech heibannen eens, dass dat nach net dat lescht Wuert wär, wat par rapport zu deem Gesetz do geschriwwe gouf, well och d'Professions de santé evoluéiert hunn iwwert déi lescht Joren. An ech mengen, dass mer do och nach weider Efforte musse maachen.

Souwuel de Premier wéi och d'Madamm Ministesch hunn an dësem Beräich awer verschidde Mesüren annoncéiert. Ech géif hinnen do gäre Vertraue schenken. An duerfir géif ech mech menger Kolleegin aus der Koalitioun gären uschléissen an och menger Fraktioun proposéieren, dës Motioun net matzestëmmen, net ouni awer, wéi gesot, nach eng Kéier ze ënnersträichen, dass dat ganz wichteg Punkte sinn, wou mer ganz frou sinn, dass mer dann an d'Ëmsetzung och dovunner kënne goen.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. Ech hunn nach eng Wuertmeldung vum Här Di Bartolomeo.

Plusieurs voix | A!

M. Claude Wiseler, Président | Dir hutt d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här President. Ech war ganz frou, vun der Spriecherin vun der CSV ze héieren, dass mer e gudde Gesondheetssystem hunn. Dat flucht e bësse vis-à-vis vun deem, wat eise President sengerzäit, wéi e Spriecher war zu der ëffentlecher Gesondheet, gesot huet, well dat huet heiansdo esou geklongen, wéi wa mer a Saache Santé an engem Entwécklungsland wären.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Dat ass definitiv net de Fall.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | An ech sinn och frou, dass an der Majoritéit d'CSV dat unerkennt.

Zweetens: An der Santéspolitick komme mer net virun duerch Ukënnegungen, mee doduerch, dass mer déi Ukënnegungen och wierklech an d'Praxis ëmsetzen. Ech erënneren drun, dass eng Rei vu Projeten ënnert där viregter Regierung um Dësch louchen, dass se zeréckgezu gi sinn an dass bei eenzelne Projete bis elo näischt an d'Praxis ëmgesat ginn ass. Ech denken do un d'Gesetz iwwert d'Dokteschgesellschaften, dat nach ëmmer an der Diskussioun ass an nach ëmmer net gestëmmt ass.

(Interruptions)

Da wëll ech drop hiweisen – an dat ass schonn ugeklongen –, dass Deklaratiounen zur Lag vun der Natioun sech suivéieren, mee dass d'Ukënnegunge leider ganz oft déi selwecht bleiwen, wat heescht, dass mer eng Rei vun Ukënnegungen aus dem Joer 2024 net 2025 an och nach net 2026 ëmgesat hunn.

An dann dat Lescht: Jo, et ass e Projet de loi ënnerwee, fir d'Attributioune vun engem Deel vun de Professions de santé ze iwwerschaffen. An ech sinn do ganz frou, dass d'Madamm Gesondheetsministesch gesot huet, dass dat Gesetz, dat eis am Moment iwwerhaapt net zefriddestellt, net déi lescht Versioun muss sinn. An ech géif dofir alle Kolleegen aus der Santéskommissioun empfeelen, deen exzellenten Avis ze liesen, deen d'ANIL elo an d'Prozedur konnt erabrénge fir d'Analys vun dësem Gesetz. Un deem Beispill wëll ech just festmaachen, dass déi Professioun ..., an dat hätt och kënnen ënner anerem an d'Motioun drageschriwwe ginn, dass d'Attributioune vun dem Gesondheetspersonal sollen iwwerschafft ginn an de Realitéiten ugepasst ginn. Well eng Rei vu Professions de santé maachen an der Praxis Saachen, déi net an hiren Attributioune virgesi sinn, a si ginn och an der neier Ausbildung op Aarbechte virbereet, déi nach net an hiren Attributiounen dra sinn.

Dat gesot, kann ech nëmmen d'Meenung vun eiser Fraktiounscheffin deelen, dass mer déi Motioun ënnerstëtzen.

Plusieurs voix | A!

D'autres voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. Ech gesinn elo zu der Motioun Nummer 3 keng aner Wuertmeldung.

Wa keng aner Wuertmeldung do ass, géing ech d'Motioun Nummer 3 zum Vott stellen.

Vote sur la motion 3

Ech maachen de Vott op. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 25 Jo-Stëmmen, 35 Nee-Stëmmen. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme géint 25 Jo-Stëmme bei kenger Abstentioun.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gérard Schockmel) et M. Gérard Schockmel.

Motion 4

An da komme mer zur Motioun Nummer 4 relative à l'encadrement de loyers sur le marché privé ainsi que la mobilisation de terrains constructibles et de logements inoccupés. Dozou hëlt den Här Sehovic d'Wuert. Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. D'Motioun enthält véier ganz konkreet Iddien a Fuerderungen un d'Regierung, fir ganz, ganz séier beim Logementsproblem virunzekommen.

Éischtens geet et ëm d'Investitiounen an ëffentlechen abordabele Wunnraum. De Premier huet zwar d'Annonce gemaach, dass do elo 300 Milliounen méi solle mobiliséiert gi fir de VEFA-Opkafprogramm. Mir hunn nach net kënnen etabléieren, ob dat elo nei Sue sinn oder ob dat eigentlech déi Sue sinn, déi souwisou schonn am Pluriannuel dra waren – a wou d'Regierung d'ailleurs gekierzt huet. Dat soen net mir als Gréng, dat seet d'Fondation IDEA. An dowéinst proposéiere mer ganz konkreet, dass, wa mer higinn als Staat a bereet sinn, 3,5 % vum RNB fir Defenseausgaben ze ginn, et och misst dra sinn, dass een 2 % vum Revenu national brut an ëffentlechen abordabele Wunnraum investéiert. Dat ass déi éischt Fuerderung.

Déi zweet Fuerderung bezitt sech op d'Mobiliséierungssteier. Déi lescht Regierung huet eng Propos gemaach. Dës Regierung huet Amendementer deposéiert, déi engersäits eng ganz Rei vu Schlupflächer geschafen hunn an dann och nach d'Effekter vun der Mobiliséierungssteier an dat iwwernächst Joerzéngt géinge retardéieren. Mir fuerderen d'Regierung op, dës Verwässerungen, Verschlechterungen a Verspéidunge vum Gesetz zréckzehuelen.

Déi drëtt Fuerderung betrëfft d'Besteierung vun eidel stoende Wunnengen. Do ass den éischte Constat, dass mer net genuch Donnéeën hunn, well et ass e Phenomeen, dee warscheinlech vill méi grouss ass, wéi mer en eis kënne virstellen. Och do huet déi lescht Regierung eng konkreet Propos op den Dësch geluecht. Dei nei Regierung huet dat eigentlech erausgetrennt aus der Mobiliséierungssteier, awer keng nei Propose gemaach, soudass deen dote Projet am Moment komplett op Äis läit. An do fuerdere mer d'Regierung op, séier eppes an de Vott ze bréngen an d'Chamber.

An da véiertens – an dat ass fir mech perséinlech och eng vun de gréissten Enttäuschunge vun dësem État de la nation gewiescht –: Här Premierminister, Dir hat kee Wuert iwwereg fir déi vulnerabelste Mënschen um Wunnengsmarché, nämlech d'Locataren, déi guer net virkomm sinn. An dat confirméiert leider deen Androck, dee mer och an der Logementskommissioun hunn, dass d'Locataren dës Regierung einfach net interesséieren. Mir waarde weiderhin op méi staark Reegele fir de Mieterschutz. Et ass zwar wuel eng national Mietkommissioun annoncéiert ginn, mee soulaang wéi déi national Mietkommissioun net en anstännegt Gesetz huet, eng richteg Boîte à outils fir ze schaffen, bleift dat och eigentlech en eidelt Verspriechen. An dofir fuerdere mer d'Regierung op, ganz, ganz séier elo Tacheles ze maache beim Mieterschutz. Do bleift nach ganz vill ze dinn. Ech bieden ëm Zoustëmmung.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Wie wëll zu dëser Motioun d'Wuert huelen? Ech hunn den Här Clement, den Här Donnersbach, den Här Keup. Här Clement, fänkt Dir un, wannechgelift.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech kann d'Spannung direkt eraushuelen: Mir wäerten dat heite matstëmmen, och wann ech awer eng Remark wéilt ...

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, jiddweree kritt d'Geleeënheet ze schwätzen, wann en d'Wuert freet. Mee elo huet den Här Clement d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | ... un d'Kolleege vun déi gréng maachen. Dat ass, dass zwee Invitten dra sinn, déi sech fir mech éischter wéi eng Resolutioun wéi wéi eng Motioun liesen, wou mir als Chamber och kéinten eis Aarbecht maachen a soen: „Mir presentéieren déi Amendementer", och wann d'Majoritéit se dann nach ëmmer géif verwerfen. Ech ginn dovun aus, datt se géife verworf ginn, well ech hunn esou e Gefill, datt d'Majoritéit dat heiten net matdréit. Et

ass esou mäi klenge Fanger, dee mer dat seet, Här Zeimet.

Nichtsdestotrotz ass dat heiten immens wichteg, datt mer eppes fir d'Locatairë maachen. D'Locatairë sinn déi, déi am vulnerabelsten op eisem Wunnengsmaart sinn. Et sinn déi, déi am mannste Kontroll doriwwer hunn, wat se ausgi fir hiert Wunnen, an déi um Enn vum Dag och am wéinegste Choix hunn, well de Marché vum locative Wunnraum zu Lëtzebuerg nun emol nach méi kleng ass wéi dee vum Eegentum. An dat ass dee grousse Problem, wa mer och iwwert d'Attraktivitéit vu Lëtzebuerg schwätzen. An dofir musse mer hei eppes maachen an dofir wäerte mer dat heiten och matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Här Donnersbach.

M. Alex Donnersbach (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech wollt fir d'éischt nach eng Kéier ufänken a soen, datt all déi Iddien, déi an der Motioun hei dra sinn, wou mer der och eng ganz Rei deelen, jo och schonn am Fong vun der Regierung virdru sollten ëmgesat ginn an datt am Fong keng vun deenen an deem Ausmooss ëmgesat ginn ass, wéi dat bis elo ass.

Mir hunn haut eng Offensiv am Logement abordable, wou d'Regierung esou vill investéiert wéi nach ni. De Premier huet ugekënnegt, datt mer nach eng Kéier 300 Milliioune méi investéieren. Ech soen net, datt deemools net manner wollt investéiert ginn, mee et ass awer manner investéiert ginn an de Logement abordable an et ass elo esou vill wéi nach ni virdrun.

Wat d'Mobiliséierungssteier ugeet: Mir stinn hannert där Mobiliséierungssteier. Mir wëllen, datt déi och esou séier wéi méiglech kënnt. D'Amendementer, déi abruecht gi sinn, verfollgen och e kloren Zweck, an zwar, dee richtegen Equiliber an déi Mobiliséierungssteier eranzebréngen. Et geet drëms, natierlech all déi Terrainen ze mobiliséieren, déi mer kënne mobiliséieren. Dat ass wichteg. Mee et geet natierlech och drëms ze kucken, den Equiliber mat verschiddene landwirtschaftleche Betriber an och anere Betriber ze fannen, déi op déi Terrainen ugewise sinn, fir hire Betrib ze halen. An déi Amendementer hunn deen Equiliber riichtgebéit an dowéinst sti mer och hannert deenen.

Den drëtte Punkt ass dee vum Kadaster fir eidel stoend Wunnengen. Do si mer och derfir, datt déi Steier kënnt. Dat steet kloer am Regierungsprogramm. D'Volontéit ass do, mee fir d'éischt musse mer mol wëssen: Wou sinn dann och déi Wunnengen, déi eidel stinn? An dowéinst muss ee fir d'éischt eeben dee Kadaster ausschaffen, wou dat genau reportéiert ass. Soss kënne mer jo och keen taxéieren op eng eidel Wunneng, wa mer net wëssen, wou se genau ass. Déi Aarbechte sinn en cours. A wann déi Aarbechten natierlech schonn ofgeschloss gewiescht wären, wéi mir an d'Regierung komm sinn, ...

(Exclamations et hilarité)

... dann hätte mer se natierlech direkt ëmgesat. Mee leider war dat net do. An dowéinst muss elo fir d'éischt dee Kadaster ausgeschafft ginn, an da wäerte mer och esou séier wéi méiglech déi gesetzlech Upassunge maachen, fir dann d'Taxen och anzezéien.

Wat dee leschte Punkt ugeet, ech mengen, et gouf elo schonn e puermol gesot: Dës Regierung an de Logementsminister, déi schaffe ganz aktiv dorunner. Mir hunn net méi spéit wéi an der leschter Logementskommissioun, an de leschten zwou, dräi souguer, genau doriwwer geschwat. An de Minister huet sech och kloer do verflicht, mat enger Léisung ze kommen. An ech mengen, mir sinn do um gudde Wee, fir eng Léisung ze fannen, déi souwuel op der enger Säit d'Interête vun de Locatairë berücksichtegt, awer natierlech och elo den Invest net ofbremst, well doriwwer hu mer och geschwat.

Ofschléissend wollt ech nach eppes riichtbéien, wat den Här Sehovic gesot huet. Dir hutt grad gesot, de Premier hätt gëschter a senger Ried kee Wuert iwwert d'Locatairë gesot. Ech wëll awer fir de Record dat riichtsetzen, well, an ech zitéieren aus der Ried gëschter: „Dofir stäerkt d'Regierung och d'Locatairen, duerch Verbesserungen am gesetzleche Kader bei der Salubritéit a mam Schafe vun enger nationaler Loyerskommissioun." Wann ee scho Saache seet, da soll ee se och vläicht richteg soen!

(Brouhaha)

Merci, Här President.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Donnersbach. Den Här Keup huet elo d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Hei hu mer eng weider Motioun vun de Gréngen, wou et drëms geet, nei Steieren anzeféieren, an dat nach méi schnell. An dat ass net dat, wat mir wëllen. Mir wëlle keng nei Steieren. Mir wëllen och dës nei Steieren op kee Fall. An duerfir kënne mer dat och net matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. D'Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Jo, Här President, mir stëmmen déi Motioun mat. Absolutt, mir si fir déi Bauoffensiv un abordabelem Wunnraum. Dat hätt och Sënn gemaach mat där Taskforce, déi mer virdrunner gefuerdert hunn. Och fir de besseren Encadrement an de Schutz vun de Locatairen, well si sinn nun emol déi Vulnerabelst, déi mer um Wunnmarché hunn.

Dann zu deene Projeten, déi d'Reform vun der Grondsteier respektiv d'Mobiliséierungssteier an d'Leerstandstax beinhalten. Just fir nach eng Kéier de Kader ze setzen, firwat mer deemools déi Mesüre geholl hunn: Dat war net, well mer moies opgestane sinn a geduecht hunn: „O hei, do sinn nei Steieren! Déi kënne mer andreiwen", mee déi hat e ganz anert Zil. Et ass drëms gaangen, d'Spekulatioun ze encadréieren. Do kënnt Dir mam Kapp wénken. Mir waren eis eens, dass d'Spekulatioun ee vun den Haaptproblemer hei am Land ass, firwat mer am Logement net virukommen. Sief et eidel stoend Wunnengen, sief et broochleiend Terrainen, déi wuel am Perimeeter sinn, wou ee kéint direkt ufänke mat bauen, do war eeben d'Iwwerleeung, dass mat der Spekulatioun ee fir alle Mol soll Schluss sinn, dass mer gäre wëllen déi Terrainen och mobiliséieren. Et geet net nëmmen drëms, d'Keess ze fëllen, mee et geet virun allem drëms, dass mer déi Terraine mobiliséieren, dass och eppes mat deenen Terraine geschitt, well ëmmerhi si se jo och dowéinst an de Bauperimeeter erakomm. Dat war u sech den Esprit vun där ganzer Reform, déi mer deemools gemaach hunn.

Här Donnersbach, Dir hutt gesot, ...

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift, e bësse méi roueg, fir datt mer och kënne konzentréiert nolauschteren.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | ... Dir verfollegt nach deen nämmlechten Zweck an Dir probéiert do, den Equiliber ze fannen. Ech muss just soen, mat deene leschten Amendementer, déi agereecht goufen, kënnt eng Exceptioun vun der Exceptioun vun der Exceptioun, soudass ech mer wierklech d'Fro stellen, wien herno hei am Land nach iwwerhaapt géif do consideréiert ginn, fir déi Mobiliséierungssteier ze bezuelen, respektiv, wie mer domadder viséieren. Well am Endeffekt, wa mer lauter Exceptioune fannen, wien herno dovunner soll eeben ausgeschloss ginn, ganz éierlech, da brauche mer se och net anzeféieren. An da soe mer och, dass d'Spekulatioun guer kee Problem hei am Land ass, an da brauche mer och net méi driwwer ze diskutéieren. Da si mer fäerdeg.

Et ass schued, dass een hei muss eng Motioun maachen, fir d'Regierung opzefuerderen, dass déi Projete weidergedriwwe ginn.

Ech ka mech erënneren, ech war knapps annerhalleft Joer am Amt, do krut ech eng Motioun, deemools vun der CSV-Oppositiounspartei. Do huet et geheescht, innerhalb vun engem hallwe Joer sollt ech d'Grondsteier maachen, ech soll géint d'Spekulatioun virgoen, an alles an engem hallwe Joer.

Ech wëll just soen, ech hunn et awer fäerdegbruecht. Ech hunn an deene Joren, wou ech do war, mat näischt ..., well et huet kee viru mir sech getraut, déi waarm Gromper unzepaken.

(Interruption)

Mir hunn deposéiert. Et ass alles virbereet ginn, Dir hätt et just missen ausféieren. Mee ech mengen, Dir hutt keng Loscht, et weiderzeféieren, dofir verwässert Der dat och ëmmer esou weider an esou weider. Wéi gesot, et ass keen herno, deen déi Taxen do soll bezuelen. Dir hutt guer net wëlles, géint d'Spekulatioun virzegoen, well do gëtt et och ganz aner Instrumenter. Weeder an der Ried gëschter nach soss héiere mer vun der Regierung dat Wuert Spekulatioun, soudass dat fir Iech guer kee Besoin ass.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Den Här Wagner, duerno den Här Baum an zum Schluss nach eng Kéier den Auteur. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Jo, d'Madamm Bofferding huet et gesot: Ech mengen, déi heite Regierung wëllt einfach net géint d'Spekulatioun virgoen, géint d'Spekulatioun vu Bauland. An dat ass grad och eng vun de Mamme vun alle Schluechten, wat de Logement ugeet.

(Exclamations et interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Loosst Iech net aus dem Konzept bréngen, Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Ech si guer net aus dem Konzept erausbruecht. Ech si just erstaunt ...

(Interruption)

Nee, ech si just iwwert dat Raunen erstaunt, och viru mir d'ailleurs, well an Etüd no Etüd gëtt zënter Jore gesot, datt zu Lëtzebuerg ee vun de gréisste Problemer deen ass, datt d'Bauland an e puer Hänn konzentréiert bleift, datt domadder spekuléiert gëtt, datt Grouss- a Multiproprietäre vu Bauland domadder och kënne festleeën, datt d'Präisser relativ oder ganz héich bleiwen, datt se dat Bauland u sech och net fräiginn, wat kéint bebaut ginn, fir justement kënnen ze spekuléieren, datt dorënner d'ganzt Land leit an zemools déi, déi am mannste verdéngen, an datt et dofir en Instrument gëtt: Dat ass eng Mobiliséierungssteier.

An natierlech, do huet déi viregt Regierung scho Viraarbecht gemaach, wat déi viregt Regierung net gemaach huet. An déi viregt Regierung ... D'CSV an DP wollten dat ni upaken a wëllen dat och elo net upaken a wäerten dat och net seriö upaken. An dat ass e gréissere Problem. An da kritt Der de Logementsproblem net geléist.

Dofir ass dat Raune wierklech fehl am Platz. A wann einfach gesot gëtt, och vun der Säit vun der ADR: „O, mir wëllen net rëm eng nei Steier!“ – mee et betrëfft dach net de Klengverdénger, déi Steier!

Une voix | Très bien!

M. David Wagner (déi Lénk) | Dat betrëfft Multimillionären a ganz grouss Besëtzer …

M. Fred Keup (ADR) | Nee, dat kënnen och Klengverdénger sinn.

M. David Wagner (déi Lénk) | … vun der …, dat si Leit, déi op hirem Bauland sëtzen an et net fräiginn, …

(Interruption)

… an dorënner leiden immens vill Leit, déi sech kéinten eng Wunneng leeschten, wa mer an där Fro normal géifen handelen.

Dofir, et ass en Aarmutszeugnis, wann Der raunt, an et ass en Aarmutszeugnis, wann Der esou eng Gesetzgeebung sabordéiert an net wëllt weiderféieren.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Här Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Jo, Här President, just e puer Wuert, fir ze soen, dass meng Fraktioun sech den Aussoe vum Här Donnersbach ralliéiert. Wat d'Mobiliséierungssteier ugeet, do ass et jo esou, dass mer an engem legislative Prozess sinn.

Et ass mer awer wichteg, hei ze soen, dass et menger Fraktioun, wat déi eidel stoend Wunnengen ugeet, och wichteg ass, dass mer un deem Punkt weiderkommen. Ech hunn do och vollt Vertrauen an eisen Inneminister, dass e wäert e Gank eropschalten, fir dass mer och do Resultater kréien. Well – ech mengen, Dir sidd alleguerte vill ënnerwee – ech kann Iech soen, wann ech a menger Gemeng ronderëmginn an ech gesinn, wéi vill Wunnengen eidel stinn … Du gees bei d'Appartementshaiser, do, wou d'Bréifkëschten zougepecht ginn, wou absolutt scho säit Méint a Jore kee méi wunnt – ech mengen, dass mer wierklech do kéinte Wunnraum mobiliséieren. Dofir géif ech den Här Minister encouragéieren, hei en Zant bäizeleeën.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Den Här Sehovic zum Schluss.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Jo, vläicht, ech fänke ganz zum Schluss un. Ech fannen et immens interessant, bal witzeg, wéi déi Dynamik dann ëmmer ass, och an der Koalitioun: Bei den DP-gefouerte Ministèren ass alles super, bei der Grondsteier, well dat muss jo en CSV-Minister maachen, ben, do musse mer nach méi Gas ginn, dat geet net séier genuch.

(Hilarité)

Dat ass interessant, wéi dat spillt. Mee bon, dat ass dann net mäi Problem.

Soss, fir de Rescht wëll ech awer eng Saach soen: Et ass ëmmer müüsseg, dat „lescht Regierung, dës Regierung“. Déi lescht Regierung huet all déi Projeten op den Dësch geluecht, déi waren deposéiert, déi waren am legislative Prozess, déi hätten alleguerte scho misse laang a Kraaft sinn a se wären a Kraaft gewiescht mat där leschter Regierung.

Une voix | Ganz vill Opposition-formellen.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Dës Regierung huet de Choix geholl, ze verwässeren, ze retardéieren an eigentlech en zännlosen Tiger aus der Mobiliséierungssteier ze maachen. D'Grondsteier, d'Reform dovunner an d'Besteierung vun eidel stoendem Wunnraum ass op déi laang Bänk verschoben. Mir si mi-mandat, mir hunn nach keng Propos gesinn. Dat heescht, d'Hoffnung, dass an dëser Legislatur iwwerhaapt eppes kënnt, do muss ee scho ganz optimistesch sinn, fir déi nach oprechtzeerhalen.

(Interruptions)

A par rapport zu de Locatairen awer nach eng wichteg Richtegstellung. Jo, mir hu ganz vill diskutéiert an deene leschte Wochen an der Kommissioun. Mee och do wëll ech nach eng Kéier drun erënneren, dass déi lescht Regierung e Projet op den Dësch geluecht hat. Dee war hei an der Chamber. Och do huet dës Regierung decidéiert ze kierzen, ze verwässeren a wichteg Schutzstandarde fir d'Locatairen erëm erauszehuelen, soudass mer haut mat eidelen Hänn do stinn. Dat ass d'Responsabilitéit an d'politesch Volontéit vun dëser Majoritéit. Dat kann een net schéischwätzen, dat ass einfach esou. An da bedaueren ech leider, dass mer keng Majoritéit wäerte fannen, sou wéi et ausgesäit, op där heiter Motioun.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Domat wär d'Diskussioun zu der Motioun Nummer 4 ofgeschloss an ech géing och dës Motioun zum Vott stellen.

Vote sur la motion 4

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 20 Jo-Stëmmen, 40 Nee-Stëmmen, keng Abstentioun. Dës Motioun ass also mat 40 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmme bei kenger Abstentioun ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. Gérard Schockmel), Lydie Polfer (par M. Guy Arendt) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Motion 5

An da komme mer zur Motioun Nummer 5 relative à l'accélération de la transition énergétique, vun der Madamm Welfring presentéiert. Dir hutt d'Wuert, Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo, merci. Dat heiten ass eng Motioun, déi zum Zil huet, d'Äntwert op d'Energiekris, an där mer aktuell sinn, ze stäerken an awer och déi Energiewend, an där mer eis befannen a bei där mer leider nach net séier genuch virukommen, ze acceleréieren. Et gëtt sechs konkreet Punkten.

Deen éischte Punkt soll am Fong eng Stäerkung si vum Klimabonus-Projet-de-loi, dee virläit, wou mer en Amendement agereecht hunn, fir do d'Subside fir d'Wärmepompelen ze erhéijen. An dat ass …, dat huet e puer Ursaachen. Dat eent ass: Et ass ganz kloer, datt et eng ganz effikass Technik ass. Mee d'Zuele weisen awer och, dass mer net do sinn, wou mer sollte sinn. Dat weisen d'Zuele vun 2024. Am Summer 2025 ass e Projet de loi deposéiert gi vun dëser Regierung, dee leider där Urgence do awer net gerecht gëtt. An elo ass nach eng Energiekris dobäikomm, an där mer elo säit zwee an engem hallwe Mount sinn. An dofir soe mir, dass et ganz wichteg ass, virum nächste Wanter d'Leit ze schütze virun deenen awer ganz staark schwankende fossillen Energiepräisser.

Déi zweet geet e bëssen an déi selwecht Richtung. Dat ass am Fong e bëssen en Opfänke vun der Schwächung vun dem Subsid, dee virun zwee Joer eeben erofgesat gouf fir d'Elektroautoen, wou mer fannen, dass elo net de Moment ass, fir op dësem Punkt hei ze spueren. Au contraire, d'Verkafszuele weisen, dass dat kéint, misst vill méi séier weidergoen. Occasiounsautoen, dat ass eng gutt Ännerung, déi gemaach ginn ass vun dëser Regierung, déi mer awer elo nach wéilte stäerke mat deem zweete Punkt.

An dann de Leasing social, dat ass eppes, wat och ugeschwat ginn ass, wat och Deel vum Klima-Sozialplang ass, mee wou mer soen, dass et wichteg ass, dass dat séier kënnt, well d'Leit hunn elo Problemer, an dass et wichteg ass, dass mer elo Äntwerte liwweren.

An dann de Prefinanzement, dat geet ongeféier an déi selwecht Richtung. Et ass gëschter ugeschwat ginn, och vum Premier, dass dat doten ënnerwee ass. Mir begréissen dat, mee mir wäre ganz frou, wann dat hei géing séier goen, well et ass wichteg, dass mer elo Äntwerte fannen.

An dann deen zweetleschte Punkt, dat ass eng änlech Saach. Hei geet et ëm d'Wärmewend, wou wierklech muss ugepaakt ginn, well mer hei och Hëtzreseaue brauchen an eise Gemengen. Dat muss aktiv weiderbedriwwe ginn. Do gëtt et eng europäesch Direktiv, déi e gewëssene Seuil asetzt, fir ze kucken, wou d'Wärmestrategië mussen entwéckelt ginn. Fir Lëtzebuerg läit dee Seuil ganz héich. Do géif nëmmen eng Gemeng drënnerfalen oder ee Beräich vu Lëtzebuerg. Wichteg ass, dass een dat dote méi flächendeckend a méi ambitiéis ugeet. Dofir steet dat Wuert „ambitieuse“ do dran.

An dee leschte Punkt, do geet et drëm, och d'Betriber ze stäerke mat enger Bonification d'impôt, eppes, wat déi viregt Regierung agefouert huet, wat wierklech misst gestäerkt ginn an dësem Kontext, well et hei och drëm geet, d'Betriber ze stäerken.

Ech géing mech freeën iwwer eng breet Zoustëmmung. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Wie wëllt heizou schwätzen? Den Här Boonen, den Här Fayot. Här Boonen, fänkt Dir un, wannechgelift.

M. Jeff Boonen (CSV) | Merci, Här President. Merci fir dës Motioun. Ech mengen, dass mer déi lescht zwee Deeg héieren hunn, dass d'Energietransitioun an och déi elo akut Situatioun mam Krich am Iran erkannt ginn ass vun der Regierung, awer och vun deenen anere Parteien heibannen. Mir hunn doriwwer geschwat. An et ass jo och net esou, wéi wann déi lescht zwee Joer näischt an deem Beräich geschitt wier.

Ënner anerem sinn déi Klimabonusprogrammen deposéiert ginn. Mir hunn d'lescht Woch an der

Kommissioun doriwwer geschwat. Déi solle bis 2030 daueren, mengen ech. Dat Gesetz gesäit jo vir, dass déi Aiden, Hëllefe fir Renovatioun verlängert ginn an och dass déi Wärmepompelen, déi Der hei uschwätzt, zousätzlech oder weider subventionéiert ginn.

Elo ass et esou – an de Minister huet et gesot an der Kommissioun, an dat ass och dat, wat mir deelen –, ech mengen, et ass elo eng Tripartitt, déi am Raum steet, déi sech virun allem sollt ëm d'Theema vun der Energie dréinen, Energieproblematik, Energietransitioun, awer och: Wéi kënne mer de Leit hëllefen, dass d'Energie bezuelbar ass? An et ass och an deem Kader, wou mir gesot hunn, mir wéilten dat awer ofwaarden, fir ze kucken: Wat kënnt do eraus? An dofir ass jo och d'Gesetz vum Klimabonus net direkt elo an d'Prozedur gaang, mee dat bleift op, fir eebe kënne potentiellement ze änneren, deemno wat erauskënnt bei der Tripartitt. Duerfir si mir elo net bereet, hei scho Verspriechungen ze maache mat Montanten an deem heite Fall.

Dann, dat hutt Der och gesot: D'Prefinanzement ass wichteg. D'Prefinanzement bei de PV-Anlagen ass do, d'Prefinanzement bei der Mobilitéit ass deposéiert, soll den 01.01.2027 kommen. Dat heescht, dat sinn alles Texter, déi elo an d'Kommissioune kommen, wou driwwer geschwat gëtt. An duerfir géif ech och proposéieren, dass mer all déi Punkten hei an der Kommissioun beschwätzen dee Moment, wou mer un deem Gesetz schaffen, mee net elo iwwer eng Motioun schonn hei Saache festmaachen, un déi d'Regierung deen Ament gebonnen ass.

Dat ass eis Propos, dat hei elo net ze stëmmen, mee awer de Moment venu déi Texter oder déi Diskussiounen iwwer Wärmepompelen, Top-uppen oder Prefinanzementer an der Kommissioun ze féieren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Boonen. Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, also ech mengen, d'Iddi fir eng Acceleratioun vun deene Mesüren, fir u sech och elo e bëssen ze profitéiere vun deem Moment, an deem mer dra sinn, fir weider ze kommen an där Transition énergétique, ass am Fong eng gutt Iddi.

Mir hu jo viru Kuerzem iwwert dat neit Klimabonusgesetz geschwat, wou och relativ kloer ass, dass een awer nach muss e bësse méi prezis driwwer nodenken, wat elo déi verschidden Incitatiffe sinn an ob dat wierklech och an d'Richtung geet, fir esou vill wéi méiglech Leit matzehuelen, kombinéiert mat deenen Iddien aus dem Plan climat social, wéi dat och zesummespillt, déi verschidde Mesüren.

Bon, ech mengen, dat heiten ass eis a priori sympathesch. Et si just Saachen dran, wou ee sech dann awer d'Fro stellt vun enger gewëssener Sélectivité sociale, déi feelt. Wann ee lo seet: „Mir ginn nach eng Kéier 2.000 Euro weider, fir en Elektroauto ze kafen", wëssend, dass dat souwisou eng Acquisitioun ass, déi haaptsächlech vu Leit mat méi Sue gemaach gëtt, feelt eis do e bëssen esou d'Selektivitéit an där Mesür.

Do wär et vläicht och gutt, wann ee géif driwwer nodenken, wéi ee vläicht kéint weiderkommen am Beräich vum Carsharing, vläicht och do méi Elektromobilitéit eranzebréngen.

Mee natierlech, d'Mesür vum Leasing social ass eis ganz sympathesch an och, de manière générale, déi Iddi vum Prefinanzement natierlech, fir ze kucken, dass d'Leit net méi ofgeschreckt gi vun esou Investissementer, doduerch dass se mussen Dausenden Euroe virfinanzéieren, och dat geet an déi richteg Richtung.

An dann, mengen ech, ass et och wichteg, driwwer nozedenken, wéi een an de Stied, an urbanen Zonen d'Leit dozou encouragéiert kritt, hir fossill Heizungen elo ze ersetzen duerch Wärmepompelen, awer och duerch aner Mesüre wéi Eisspeicher oder déi Fernwärmenetzer an de Quartieren. Ech mengen, am Ensembel geet dat heiten an déi richteg Richtung, mee vläicht misst een nach eng Kéier e bësse méi am Detail driwwer nodenken.

Ënnert dem Strëch wäerte mer déi Motioun hei awer matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Den Här Weidig huet d'Wuert, duerno d'Madamm Hartmann.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, merci, Här President. Wéi Der all wësst, d'ADR steet fir eng rational Energiepolitick. Mir stinn och derfir, datt mer eng Ekonomie sollen hunn, déi staark a flexibel ass, a keng Marktverzerrungen duerch onnéideg Verbueter an onnéideg Subventioune vun Technologien, déi nach net massereif sinn.

Mir wäerten dat heiten net matstëmmen. Ech ginn elo hei just een Argument, hei steet: „Le potentiel d'indépendance énergétique qu'offrent les d'énergies renouvelables une fois installées par rapport aux énergies fossiles." Dat ass einfach net richteg!

Ech mengen, éischtens, d'Kuel: Däitschland huet nach esou vill Kuel, dat heescht, domat wäre se och onofhängeg. A souwisou: Och d'Nuklearenergie, do kann ee Reserve vun e puer Joer hunn, do huet een och eng Onofhängegkeet. Dat heescht, hei ass et nees eng Kéier d'Irrationalitéit vun deene Gréngen, déi einfach eis Wirtschaft an och eis Energieversuergung a Gefor bréngen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. D'Madamm Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP) | Jo, merci, Här President. Also d'Demokratesch Partei, déi steet hannert de Klima- a PNEC-Ziler, déi mer eis als Land an als Regierung ginn hunn, déi a Richtung solle goe vun enger Transition énergétique an déi eis och méi onofhängeg solle maache vu fossillen Energien.

Déi Motioun hei ass d'actualité an et ass och déi Aktualitéit, déi an de Considerante beschriwwe gëtt, déi dozou gefouert huet, dass de Premierminister eng Tripartitt aberuff huet. Et waren e puer Riedner, déi dat gesot hunn, dass u sech enger Tripartitt an den Diskussiounen tëschent de Sozialpartner net soll virgegraff ginn. Eise Fraktiounschef huet dat och nach eng Kéier gesot.

An dofir géif ech och suggeréieren, dass mer d'Sozialpartner lo sollten zu deenen eenzelne Sujeten an notamment och zu den Energiesujeten diskutéiere loossen an dass mir elo hei net sollten zu engem Vott iwwergoen, dee schonn dat eent oder dat anert géif virschreiwen.

Wat awer vum Premier gesot ginn ass, an dat wëll ech mentionéieren, dat ass, dass de System vum Prefinanzement soll ausgebaut ginn, ënner anerem op Wärmepompelen an op Isolatiounsmaterial fir d'Haiser. Dat ass, mengen ech, eppes ganz Positives, well een och bei deenen éischten Dossiere bei de PV-Anlagen, wou de Prefinanzement gemaach ginn ass, mierkt, dass dat wierklech favorabel ass fir d'Leit, dass dat och gutt ass fir d'Betriber, déi an engem ganz séieren Delai och kënne bezuelt ginn.

Dat ass eng richteg Annonce. Mee wann et drëms geet, elo nei Mesüren ze huelen, géif ech menger Fraktioun suggeréieren, à ce stade déi Motioun net matzestëmmen an do de Sozialpartner d'Diskussiounen iwwer esou potenziell Mesüren ze iwwerloossen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. Ech hunn nach eng Wuertmeldung vum Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Déi Motioun hei rennt bei eis oppen Dieren an. Dat heiten ass eppes, wat engersäits hëlleft, d'Energietransitioun ze acceleréieren, anerersäits och einfach Sënn mécht. An au contraire vun där Partei, déi gären en Atomkraaftwierk op Käerjeng wëllt bauen, kënne mer d'Zuelen nokucken a mir gesinn, datt souguer am Fall, wou eisen aktuellen Energiemix, deen nach ëmmer net perfekt ass, benotzt gëtt, fir eng Wärmepompel ze bedreiwen, dat méi effikass ass a méi CO_2-effizient wéi all aner Optioun, fir direkt domadder ze hëtzen.

Dofir ass dat heiten eppes, wat mer onbedéngt sollten ënnerstëtzen, an net sech erëm an iergendengem ideologesche Griewerkampf verrennen, fir iwwerhaapt emol ze froen, ob mer an enger Kris sinn. Ech mengen, et huet jiddweree mëttlerweil erkannt, datt vun de fossille Brennstoffer ewechzekommen net nëmmen eng Fro vum Klimaschutz ass, et ass och eng Fro vum Klimaschutz, mee et ass virun allem och eng Fro vu Liewenskäschten, vu Präisdeierecht a vun nationaler Sécherheet.

An dofir: Alles, wat eis vun de fossille Brennstoffer ewechkritt, ass e gudde Gest. An dat heite wäerte mir ënnerstëtzen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Ech gesinn elo zu dëser Motioun keng aner Wuertmeldung.

Da stellen ech dës Motioun zum Vott.

Vote sur la motion 5

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 20 Jo-Stëmmen, 40 Nee-Stëmmen, keng Abstentioun. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 40 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmme bei kenger Abstentioun.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. Gérard Schockmel), Lydie Polfer (par M. Guy Arendt) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

An domat si mer dann och um Enn vun eiser Sëtzung vun haut de Mëtten ukomm. D'Chamber kënnt muer um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 16.08 heures.)

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 22
   M. Claude Wiseler, Président
2. **8704 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire** p. 22
   Rapport de la Commission de la Justice : Mme Stéphanie Weydert
   Discussion générale : Mme Stéphanie Weydert | Mme Carole Hartmann | M. Dan Biancalana | M. Dan Hardy | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement | M. David Wagner
   Prise de position du Gouvernement : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Mme Sam Tanson (parole après ministre) | Mme la Ministre Elisabeth Margue
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8704 et dispense du second vote constitutionnel
3. **Heure de questions au Gouvernement** p. 25
   Question n° 350 du 21 mai 2026 de M. André Bauler relative à l'avenir des administrations fiscales de Clervaux et de Wiltz, adressée à M. le Ministre des Finances p. 25
   M. André Bauler | M. Gilles Roth, Ministre des Finances
   Question n° 347 du 21 mai 2026 de Mme Taina Bofferding relative à la soumission chimique, aux gouttes K.-O. et à la prévention, adressée à Mme la Ministre de la Justice p. 25
   Mme Taina Bofferding | Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice
   Question n° 348 du 21 mai 2026 de Mme Stéphanie Weydert relative aux modifications de la loi sur les ASBL et au processus de consultation, adressée à Mme la Ministre de la Justice p. 26
   Mme Stéphanie Weydert | Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice
   Question n° 349 du 21 mai 2026 de Mme Sam Tanson relative à la protection de l'environnement par le droit pénal et la question de l'écocide, adressée à Mme la Ministre de la Justice p. 27
   Mme Sam Tanson | Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice
   Question n° 346 du 21 mai 2026 de M. Ricardo Marques relative à la prolifération de la bernache d'Égypte et aux mesures de régulation, adressée à M. le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité p. 27
   M. Ricardo Marques | M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité
   Question n° 351 du 21 mai 2026 de M. Dan Hardy relative au plan national de lutte contre la pauvreté, adressée à M. le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil p. 28
   M. Dan Hardy | M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil
   Question n° 352 du 21 mai 2026 de M. Marc Hansen relative à la future participation à l'Eurovision Song Contest, adressée à M. le Premier ministre p. 29
   M. Marc Hansen | M. Luc Frieden, Premier ministre
   Question n° 353 du 21 mai 2026 de M. Sven Clement relative à la mise en place de la hotline 119 pour les personnes en crise suicidaire, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale p. 29
   M. Sven Clement | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
   Question n° 354 du 21 mai 2026 de Mme Francine Closener relative à la violence juvénile et aux agressions sur le trajet scolaire, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 30
   Mme Francine Closener | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
4. **Motion de Mme Francine Closener relative à la lutte contre les inégalités éducatives et la pauvreté infantile** p. 30
   Exposé : Mme Francine Closener
   Discussion générale : M. Ricardo Marques | M. Gilles Baum | M. Fred Keup | Mme Djuna Bernard | M. Sven Clement
   Vote sur la motion (rejetée)
5. **Question élargie n° 90 de Mme Francine Closener au sujet des écoles privées au Luxembourg** p. 32
   Mme Francine Closener | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Mme Francine Closener | M. le Ministre Claude Meisch
6. **8471 – Proposition de loi portant modification de l'article L. 233-16 du Code du travail** p. 34
   Rapport de la Commission du Travail : M. Mars Di Bartolomeo
   Discussion générale : Mme Stéphanie Weydert (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) | Mme Carole Hartmann | M. Mars Di Bartolomeo | M. Michel Lemaire | Mme Djuna Bernard | M. Sven Clement | M. David Wagner (interventions de Mme Stéphanie Weydert et M. Meris Sehovic)
   Prise de position du Gouvernement : Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
   Vote sur l'ensemble de la proposition de loi 8471 (rejeté)
7. **8648 – Projet de loi portant modification du Code de la consommation en vue de la transposition de la directive (UE) 2024/825 du Parlement européen et du Conseil du 28 février 2024 modifiant les directives 2005/29/CE et 2011/83/UE pour donner aux consommateurs les moyens d'agir en faveur de la transition verte grâce à une meilleure protection contre les pratiques déloyales et grâce à une meilleure information** p. 39
   Rapport de la Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture : Mme Stéphanie Weydert
   Discussion générale : Mme Stéphanie Weydert | M. Gusty Graas | Mme Paulette Lenert (intervention de M. André Bauler) | Mme Alexandra Schoos | Mme Joëlle Welfring | M. David Wagner
   Prise de position du Gouvernement : Mme Martine Hansen, Ministre de la Protection des consommateurs
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8648 et dispense du second vote constitutionnel
8. **8691 – Projet de loi portant changement de limites entre la Commune de Käerjeng et la Commune de Pétange** p. 43
   Rapport de la Commission des Affaires intérieures : Mme Nathalie Morgenthaler
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8691 et dispense du second vote constitutionnel
9. **Désignation d'un candidat pour le poste de conseiller d'État** p. 43
   M. Claude Wiseler, Président | Mme Paulette Lenert

Présidence : M. Claude Wiseler, Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; Mme Martine Hansen, M. Claude Meisch, M. Max Hahn, M. Gilles Roth, Mme Martine Deprez, M. Serge Wilmes, Mme Elisabeth Margue, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. 8704 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire

Als éischte Punkt op eisem Ordre du jour vun de Mëtte steet de Projet de loi 8704 iwwert d'Grënnung vun enger zousätzlecher Cour bannent der Cour d'appel. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: D'Rapportrice huet 10 Minutten, déi eenzel Fraktiounen a Sensibilitéiten hu 5 Minutten, d'Regierung huet 10 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Stéphanie Weydert, d'Madamm Carole Hartmann, den Här Dan Biancalana, den Här Dan Hardy, d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vun dem Projet de loi, déi honorabel Madamm Stéphanie Weydert. Madamm Weydert.

Rapport de la Commission de la Justice

Mme Stéphanie Weydert (CSV), rapportrice | Villmools merci, Här President. Schéine gudde Mëtteg alleguerten. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Ministesch, haut stellen ech Iech de Gesetzesprojet Nummer 8704 vir, deen eng punktuell, mee wichteg Upassung um ofgeännerte Gesetz vum 7. Mäerz 1980 iwwert d'Justizorganisatioun virgesäit.

Mat dësem Gesetz schafe mer nämlech eng zousätzlech Strofkummer fir déi zweet Instanz, also op der Cour d'appel, an dës nei Chambre pénale gëtt dann och mat den néidege Magistratsposte besat. Domat soll garantéiert ginn, datt strofrechtlech Affären och an der Appellinstanz an engem räsonabelen Delai kënnen traitéiert ginn. Dës Neierung wäert fir d'Rentrée judiciaire de 16. September dëst Joer a Kraaft trieden.

Et geet ëm eng konkreet Äntwert op e reelle Besoin, deen um Terrain entstanen ass an dee souwuel vum President vun der Cour supérieure de justice wéi och vum Procureur général d'État un d'Justizministesch erugedroe gouf.

Wat déi fënnef Posten ugeet, déi fir d'Strofkummer virgesi sinn, sinn dëst dräi Magistraten op der Cour d'appel, notamment ee Président de chambre, ee Premier conseiller an ee Conseiller à la Cour d'appel, an zwee zousätzlech Membere vum Parquet général, notamment ee Premier avocat général an een Avocat général. Dat Ganzt huet e budgetären Impakt vu ronn enger Milliioun Euro am Joer.

D'Gesetz vum Plan pluriannuel vum Rekrutement an der Magistratur vum Juli 2024 hat 12 Chambere mat de jeeweilege Magistrate fir de September 2025 virgesinn, an dat ass och aktuell de Stand. An do war awer och virgesinn, datt ab September dëst Joer 13 Chambere sollten op der Cour d'appel sinn. A mat dësem Projet de loi wäert d'Cour d'appel ab elo dëst Joer da 14 Kummeren hunn.

Dës zousätzlech Chambre pénale bei der Cour d'appel ass néideg, well – mir wëssen et alleguerten – d'Kriminalitéit leider net manner gëtt. An an éischter Instanz si schonn zousätzlech Strofkummere geschaf ginn, déi dësem Trend dann och Rechnung droen. Et ass soumat wichteg, hei an zweeter Instanz op de selwechte Wee ze goen an déi zousätzlech Strofkummer ze schafen.

Prozedural ass de Gesetzesprojet den 11. Februar dëst Joer vun der Justizministesch Elisabeth Margue an der Chamber deposéiert ginn an en ass de selwechten Dag dann och un d'Justizkommissioun verwise ginn.

D'Cour supérieure de justice huet an hirem Avis ënnerstrach, datt d'Schafe vun enger zousätzlecher Strofkummer op der Cour d'appel eng Lück fëllt, déi duerch déi viregt Rekrutementsplanung entstanen ass. Si huet de Projet ouni Reserv ënnerstëtzt an de Wonsch ausgedréckt, datt en a kuerzer Zäit kéint ugeholl ginn. Ech mengen, den Delai ass jo och elo net esou wäit, vu Februar bis … Mir sinn elo am Mee. Dat heescht, dat war ganz séier gaangen, wou mer de Projet hei an d'Chamber konnten huelen.

Och de Parquet général huet a sengem Avis déi selwecht Analys gemaach. Si hunn drop higewisen, datt d'Zuel vun den Appellen an de leschte Jore geklommen ass an hunn notamment och ganz konkreet Zuele genannt: 282 Dossieren am Joer 2021, 381 am Joer 2022, 414 am Joer 2023, 454 2024 an dann d'lescht Joer 559 Affären. An dat weist eng däitlech Entwécklung an och eng Verdueblung vun de strofrechtlechen Dossiere bannent fënnef Joer. Et geet also net ëm eng abstrakt Prognos, mee ëm eng Realitéit.

De Conseil national de la justice hat a sengem Avis keng Observatiounen.

An de Staatsrot huet a sengem Avis vum 27. Mäerz och keng Awänn zum Gesetzesprojet. De Staatsrot huet awer regrettéiert, dass just eng quantitativ Approche op Basis vun der Unzuel vun de Magistrate gemaach gouf, ouni awer déi reell Aarbechtslaascht an och de Schwieregkeetsgrad vun den Dossieren ze analyséieren. Eng gutt Justizorganisatioun brauch net nëmme méi Ressourcen, wann d'Besoine klammen, mee och Instrumenter, fir déi Ressourcë richteg ze plangen an effizient anzesetzen. De Staatsrot huet recommandéiert, den Intitulé méi neutral a méi genee ze formuléieren, an dat huet d'Justizkommissioun dann och opgegraff an den Intitulé ugepasst.

An der Reunioun vum 23. Abrëll huet d'Madamm Justizministesch de Projet an der Justizkommissioun presentéiert an ech gouf als Rapportrice designéiert. An de 7. Mee dëst Joer hu mer du mäi schréftleche Rapport ugeholl.

Domat géif ech da mäin Deel als Rapportrice schléissen an ech verweise fir weider Detailer op mäi schréftleche Rapport. Mee erlaabt mer nach zwee Wuert als mandatéiert Spriecherin vun der CSV.

Discussion générale

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass immens wichteg, dass et grad a strofrechtlechen Affären net ze laang dauert, bis e finaalt a rechtskräftegt Urteel do ass. Et ass souwuel am Sënn vun den Affer, mee awer och vun de presuméierten Täter, dass mer wëssen, wou mer dru sinn, dass mer eng Rechtssécherheet schafen. Well d'Vertrauen an d'Justiz entsteet net nëmmen duerch gutt Gesetzer, mee och duerch eng Justiz, déi hir Aarbecht mat den néidege Mëttelen an och an engem räsonabelen Delai maache kann. Et ass soumat eng konkreet Moossnam, fir d'Effikassitéit vum Rechtsstaat ze verbesseren an d'Delaien ze reduzéieren.

Domat soen ech Iech Merci an ech ginn heimat den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Madamm Weydert Merci fir hire schréftlechen a fir hire mëndleche Rapport. An déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP) | Jo, villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, an eisem Rechtsstaat ass den drëtte Pouvoir, de Pouvoir judiciaire, e ganz, ganz wichtegen, an dofir brauch en och Moyenen. Hei gi mer dem Pouvoir judiciaire ganz spezifesch um Niveau vun dem Droit pénal, bei der Cour d'appel a beim Parquet général, weider Moyens en personnel. Dat ass an der Kontinuitéit vun dem Plan de recrutement an och zousätzleche Plazen, déi schonn 2024 geschaaft goufen.

Dat ass wichteg, fir dass eis Justiz d'Moyenen huet fir déi méi Affären, awer och déi méi komplex Affären. An ech mengen, dat ass och e weesentleche Punkt: Et si virun allem och méi komplex juristesch Affären, mat deenen eis Geriichter befaasst ginn, déi dann och nach vu méi Chamberen hei kënnen evakuéiert ginn. Nodeems d'éischt Instanz, wat och de Penal ugeet, am Gesetz vun 2024 ugepasst gouf, hu mer hei dann nach déi zousätzlech Chambre pénale och um Niveau vun der Cour d'appel.

Dat eent sinn d'Moyens en personnel. Dat anert sinn natierlech och soss Moyenen am Fonctionnement. Duerfir wëll ech och soen, dass och de Pool des magistrats, deen nach en cours ass, eppes ganz Wichteges wäert sinn, fir och nach ëmzesetzen. Zousätzlech d'Digitalisatioun vun eiser Justiz an och d'Vereinfachung vun de Prozeduren, wat mer schonn ugefaangen hunn och an der leschter Legislatur, wou et drëms gaangen ass, verschidde Prozeduren och méi séier ze maachen. Dat sinn alles Elementer, déi eiser Justiz sollen erlaben, sech ze moderniséieren, an dann och fir déi Concernéiert, dass hir Contentieuxen awer an engem Délai raisonnable kënnen evakuéiert ginn. Well et ass ganz wichteg: Hanner all den Affäre sti Mënschen, an déi Mënschen hunn e Recht, dass hire Prozess och an engem räsonabelen Delai kann duerchgefouert ginn.

Als Demokratesch Partei ënnerstëtze mer dëse Gesetzesprojet, ënnerstëtze mer eis Justiz hei mat méi Moyenen, an duerfir géif ech heimadder den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet ginn. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. Den Här Dan Biancalana huet elo d'Wuert. Här Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo, mir diskutéieren haut net nëmmen iwwer eng Organisatiounsännerung am Justizsystem. Haut geet et och drëm, dass de Rechtsstaat net un de Kapazitéitsgrenze vun den Institutioune scheitere soll an och dass den Délai raisonnable agehale soll ginn.

Mir diskutéieren och d'Fro, ob eis Biergerinnen a Bierger drop ziele kënnen, dass d'Justiz séier, zougänglech a verlässlech funktionéiert. An dat ass net eng Detailfro. Wann eng Prozedur ze laang dauert, da geet dat au détriment vum Vertrauen an d'Justiz, au détriment och vum Ugekloten an och vun den Affer. A wann eng Affär ze laang dauert, da verléiert d'Justiz un Autoritéit, mee och u Vertrauen. A Vertrauen an d'Justiz ass kee Luxus, et ass d'Basis vum Fonctionnement vun der Justiz.

Dofir ass dëse Projet richteg an néideg an hie reagéiert – an d'Virriedner hunn et gesot – op eng Realitéit, well d'Belaaschtung wiisst weider. Dëse Projet déngt also och kengem Selbstzweck.

Mir hunn d'Verantwortung, hei Gesetzer ze stëmmen, déi de Personalmanktem behiewe sollen. De Programme pluriannuel de recrutement, wou méi wéi 100 Riichteren an Attachéen agestallt solle ginn, ass e grousse Schratt, fir der Justiz ze hëllefen. Donieft sinn d'Gesetzer iwwert d'Référendaires de justice, d'Reform vum Accès zu der Magistratsfunktioun souwéi och de Gesetzesprojet vun haut wichteg Stëtzpfeiler, fir net nëmmen d'Aarbecht vun der Magistratur ze entlaaschten, mee och am Allgemengen d'Geriichter an d'Magistratur ze stäerken.

Am Mäerz dëst Joer – dat ass also nach ganz rezent – huet de Conseil national de la justice eng Recommandatioun iwwert d'Moyene géint d'Penurie vun de Magistraten erausginn. Och wann een elo iwwert déi verschidde Mesüren diskutéiere kann – zum Beispill d'punktuellt Asetze vu pensionéierte Riichteren –, datt de Conseil national iwwerhaapt esou Recommandatioune mécht, weist d'Aktualitéit vun der Situatioun. Ech hat och dozou eng Question parlementaire gestallt. An d'Äntwert steet menges Wëssens nach aus.

An de Recommandatiounen ass ze liesen, dass bis zu 20 % vum Effectif duerch Laangzäitabsencë bedéngt sinn a ganzer 50 Poste vacant sinn am Ordre judiciaire op dëse Januar. Dobäi kommen nach néng Postes vacants am Ordre administratif. Dat si vill Plazen, déi fräi sinn am Pouvoir judiciaire, wou eleng duerch den demografesche Wuesstum méi Fäll op d'Geriicht kommen an nach komme wäerten.

D'Justiz, jo, si brauch Personal, si brauch eng gutt Organisatioun an och eng laangfristeg Strategie. De Projet vun haut schaaft also eng zousätzlech Chambre pénale an der Cour d'appel a gesäit och gläichzäiteg fënnef nei Magistratsplaze vir. Wéi gesot, dat ass d'Konsequenz vun enger Realitéit, déi d'Justiz selwer och beschreift: méi Dossieren, méi Appellfäll an och

méi Drock op déi verschidden Instanzen. D'Cour supérieure de justice an de Parquet général begréissen dëse Projet. Si weisen op d'Notwendegkeet vun der Verstäerkung hin.

Mee Posten eleng maachen nach keng qualitativ gutt Justiz. Reforme brauchen och eng seriö Analys, eng kloer Planung an och eng modern Gestioun. An de Staatsrot huet mat Recht drop higewisen a sengem Avis, dass een d'Belaaschtung net just mat Zuelen, mee och mat enger klorer, preziser Analys muss bewäerten. Also nieft enger quantitativer Approche brauch een och eng qualitativ Approche, fir och de Workload pro Magistrat méi prezis ze analyséieren.

An duerfir ofschléissend, ier ech hei den Accord vun der LSAP ginn, och nach d'Fro dann un d'Madamm Justizminister: Wat ass Är Aschätzung? Wat ass Är Äntwert op déi Remarken, déi de Staatsrot a sengem Avis, wéi gesot, gemaach huet? A wéi gedenkt Der, do virzegoen?

Ech soen Iech Merci a ginn heimat den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Dan Hardy. Här Hardy, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Hardy (ADR) | Merci, Här Chamberpresident. Léif Dammen an Hären, d'ADR begréisst dëse Gesetzesprojet, deen eng weider Stäerkung vun eiser Justiz virgesäit duerch d'Schafe vun enger neier strofrechtlecher Chamber bei der Cour d'appel mat zousätzleche Magistrateposten.

An eisem Walprogramm hu mir kloer ënnerstrach, datt d'Justiz déi néideg qualitativ a quantitativ Mëttele muss kréien, fir hire wichtegen Aufgabe gerecht ze ginn an d'Decisiounen a verstännegen Delaien ze garantéieren.

D'Entwécklung vun eiser Gesellschaft, de Wuesstem vun der Bevëlkerung an déi ëmmer méi komplex Forme vu Kriminalitéit maachen et néideg, eis Justiz reegelméisseg un déi nei Erausfuerderungen unzepassen.

Och an der Vergaangenheet huet d'ADR ëmmer nees op d'Problematik vun ze laange Prozeduren an enger ze lueser Justiz higewisen. Eng Justiz, déi net bannent engem räsonabelen Delai decidéiert, schwächt d'Vertraue vun de Bierger, a grad dowéinst ass et wichteg, datt déi néideg Mëttele bereetgestallt ginn, fir d'Geriichter ze entlaaschten an d'Prozeduren ze beschleunegen.

Et weist sech kloer, datt och den Drock op d'Cour d'appel an deene leschte Joren däitlech zougeholl huet. Fir d'ADR ass eng effizient Justiz net nëmmen eng Noutwennegkeet, mee eng weesentlech Viraussetzung, fir d'Vertraue vun de Bierger an eis Institutiounen ze erhalen.

Eng Justiz, déi méi séier, effikass a qualitativ héichwäerteg funktionéiert, dréit weesentlech zu der Rechtssécherheet bäi. Dofir wäert d'ADR dëse Projet matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hardy. Déi nächst Riednerin ass d'Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Erlaabt mer, vläicht fir d'éischt awer de Rapport vun der Madamm Weydert e bëssen ze komplettéieren, well et ass nämlech esou, dass déi Chambre, iwwert déi mer haut ofstëmmen, eigentlech schonn an deem urspréngleche Plan pluriannuel virgesi war.

Si ass dunn erausgefall – an ech kommen herno dozou, firwat ech dat soen. Et ass net just eng Fro vun Urheberschaft. Et geet och dorëm, wéi mer weiderfueren. Si ass dunn erausgefall, wéi dee Plan pluriannuel, dee jo sollt bis 2029 goen, an zwee scindéiert ginn ass a wéi gesot ginn ass: „Mir schafen elo just Poste bis 2026 inclus." An dunn ass en zweete Projet entstanen, deen ass dunn 2024 op den Instanzewee gaangen, wou da sollt e Pool vun enger 100 Magistrate geschafe ginn, déi da beim CNJ ugesidelt wären. Do gëtt et Oppositions formelles vum Staatsrot op deem Text. An dee läit säitdeem an der Prozedur.

Dat heescht, dat, wat elo hei geschitt, war eigentlech schonn 2023 geplangt. Dat steet d'ailleurs och an den Avise vun den Autorités judiciaires, déi soen, et wier elo héich Zäit, vu dass déi Kummere geschafe gi si beim Tribunal d'arrondissement, dass een och misst op der Cour d'appel esou eng zousätzlech Chamber schafen.

Elo awer meng konkreet Fro och un d'Madamm Ministesch. Natierlech stëmme mer dat heite mat. Dat war jo, wéi gesot, schonn dräi Joer laang geplangt. Dee Pool vun Attachéen, deen hat dat Gesetz … Also den zweeten Deel da vum Plan pluriannuel, den 8299B, hat eigentlech virgesinn, dass nach 100 zousätzlech Poste sollte geschafe ginn. Dorënner wären der dann och laut deem Text 50 virgesi fir eigentlech elo. Dat gëtt net kompenséiert duerch deen Text, deen elo hei virläit. Ech hat an der Kommissioun och d'Fro gestallt, wou dat drun ass. Dat heescht, et géing mech interesséieren, wéi Der gedenkt, weiderzefuere mat deem Text iwwert de Pool vun de Magistraten, dee soll ugesidelt ginn um CNJ. Wann Der do ze vill héich Obstakele gesitt, well den Text ass awer elo zwee Joer um Instanzewee, ouni dass et weidergaangen ass, wat sinn Alternativen? Oder sot Der, mir schafen déi Posten elo net méi? Gëtt un engem neie Plan pluriannuel geschafft fir déi Period no dësem Joer? A wa jo, a wéi enger Echance kënne mer domadder rechnen? A wann nee, firwat kënnt dat net?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Den Här Sven Clement huet elo d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. D'Zuele schwätze jo eng eendeiteg Sprooch. Mir hunn innerhalb vu fënnef Joer quasi eng Verduebelung vun den Acte-d'appelle gesinn. Deementspriechend ass et nëmmen normal, datt een och muss personell noleeën. An dofir wäerte mer och deen Text hei ënnerstëtzen.

D'Fro, déi sech natierlech stellt, ass, wéi et mat der Gesamtpipeline bei der Justiz – an d'Madamm Tanson ass zum Deel dorobber elo agaangen – ausgesäit. Mir hunn einfach a verschiddene Beräicher nach ëmmer immens laang Delaien zwëschent dem Ufank vun enger Affär, bis se dann zum Ofschloss kënnt, soudatt mer eis ganz heefeg schonn d'Fro musse stellen, ob mer iwwerhaapt nach an engem Délai raisonnable sinn. An dat ass jo och eppes, wat an den Instanze reegelméisseg mëttlerweil vun den Affekoten opbruecht gëtt, fir iwwerhaapt op Basis vum Délai raisonnable …, ob mer do nach dra sinn. An dofir begréisse mer, datt hei eppes geschitt.

D'Fro ass, ob et duergeet, wann ee sech virstellt, datt mer hei wierklech vun enger Verdueblung vun den Akten a fënnef Joer schwätze, awer net vun enger Verdueblung vum Personal, dat u sech zur Verfügung steet, soudatt een u sech scho kann anticipéieren, datt dat heiten an der Zukunft nach wäert weider wuessen.

D'Zil vun eis alleguerte soll sinn, datt mer d'Zäit op de Geriichter esou kuerz wéi méiglech kréien, soudatt d'Leit och séier Gewëssheet hunn, souwuel d'Affer wéi déi presuméiert Täter, an datt mer eeben dofir dann och déi personell Méiglechkeete ginn. Dat fënnt ëmmer eis Ënnerstëtzung an dofir wäerte mer och dat heite matstëmmen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, mir ginn dësem Projet de loi och eis Ënnerstëtzung.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An da géing ech der Regierung d'Wuert ginn. Madamm Justizministesch.

Prise de position du Gouvernement

Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Merci, Här President. An ech erlabe mer fir d'éischt, Iech all Merci ze soe fir dee breede Support fir dësen Text, a besonnesch och der Madamm Rapportrice fir hire ganz extensive Rapport.

Wéi Der richteg gesot hutt, schafe mer eng zousätzlech Chamber op der Cour d'appel, wat effektiv d'Suite ass vun deem Plan pluriannuel, dee mer gemeinsam och hei gestëmmt hunn, deen d'Schafe vu 94 Poste virgesäit.

Et ass esou, datt dee Moment och de Pool de réserve deposéiert gi war. An ech mengen, Dir hutt d'Fro gestallt: „Wéi geet et mat deem weider?" Dir wësst, datt de Staatsrot do och eng zimmlech prinzipiell Opposition formelle gemaach huet, fir ze soen, datt en u sech déi Flexibilitéit, déi mer schafe wollten, fir eebe kënnen der Magistratur och d'Méiglechkeet ze ginn, méi cibléiert op d'Besoinen anzegoen, awer e bësse problematesch gesäit, soudatt mir elo en attendant mat cibléierten Nobesserunge weiderfueren, sou wéi déi heiten et och ass.

Ech mengen, et muss een och soen, datt deemools, wéi dee Plan pluriannuel presentéiert ginn ass, awer och vun der Magistratur gesot ginn ass: „U, 200 Posten! Dat schéngt eis awer e bësse vill. Wéi kënne mer dat verdauen?" An Dir hutt et och richteg opbruecht: Et sinn nach eng Rei Poste fräi bei der Magistratur. Dowéinst hu mer dat Gesetz och d'lescht Joer hei gestëmmt, wou mer den Accès zur Magistratur e bësse méi breet opgemaach hunn a wou een och muss soen, datt et seng éischt Friichte gedroen huet mat 42 Rekrutementer d'lescht Joer, Leit, déi zréckbehale gi sinn. Mir hunn och dëst Joer e Rekrutement en cours, wou och eng ganz héich Demande vum Terrain do ass. Dat heescht, ech mengen, dat ass ganz positiv.

An ech mengen, et muss een elo gemeinsam, an dat beäntwert och dem Här Biancalana seng Fro … Ech mengen, mir hunn een Acteur geschaf an der Constitutiounsreform. Dat ass de CNJ, deen zoustänneg ass fir d'Organisatioun, de bon Fonctionnement vun der Justice. A mat deem wäerte mer natierlech och déi Echangen hunn, wéi si et an Zukunft gesinn, wéi si hir aktuell Situatioun gesinn, sachant, datt mer iwwerhaapt och emol mussen déi Poste besetzen, déi mer schafen.

Mee dat hei war, wéi gesot, och eng cibléiert Demande vum Terrain, fir eeben och deem Rechnung ze droen, datt an éischter Instanz zousätzlech Ressourcen zur Verfügung gestallt ginn. Da musse mer natierlech och an zweeter Instanz der Saach nokommen.

Op alle Fall villmools merci fir dee breede Support.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Ministesch. Dann hunn ech nach eng Wuertmeldung dozou. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Merci, Här President. Ech hat jo d'Fro gestallt, ob dann elo keen neie Plan pluriannuel géing gemaach gi fir d'Rentrée 2027. Mir wësse jo, dat hëlt ëmmer eng gewëssen Zäit. Do hunn ech elo d'Äntwert dorobber net héieren. Oder ass dat just de CNJ, deen dann eng Propos mécht? Wéi gitt Der elo do vir? Well déi Planpluriannuelle jo eng laang Traditioun hunn, géing mech just interesséieren, ob dat net méi geplangt ass. Merci.

Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Ech hunn nach net ugefaangen, un engem neie Plan pluriannuel ze schaffen, well eeben déi Poste fräi sinn, déi aktuell fräi sinn, a well ech, mengen ech, awer och misst mam CNJ, deen hei de beschtplacéierten Acteur ass, déi Echangë féieren. Et ass elo nach net virgesinn, mee woufir mer eis awer ganz kloer engagéieren – an dat heiten ass een Deel vun deem Engagement –, ass, do, wou Besoin ass, do, wou si eis signaléieren: „Do brauche mer Leit", ze agéieren.

Mee ech mengen awer och, datt et elo net onbedéngt just drëm geet, elo massiv Posten ze schafen, mee mir musse kucken: Wou si se néideg? Wou hänkt et? Wéi verdaue mer all déi Leit, déi mer elo rekrutéieren? Well, wéi gesot, mir hu mat 41, 42 Leit vill méi rekrutéiert, wéi mer déi Jore virdru rekrutéiert hunn, an d'Magistratur muss dat och verdauen hannendrun, soudatt ech mengen, datt et elo vläicht e bësse fréi ass, fir déi do Decisioun schonn ze huelen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Ministesch. Domat ass dann d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss.

A mir géingen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8704 kommen. Ech gesinn, datt nach eng Rei Leit net ageloggt sinn. Ech géing Iech also bieden, dat ze kontrolléieren, éier ech de Vott opmaachen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8704 et dispense du second vote constitutionnel

Ok, ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat ass: 60 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also mat 60 Jo-Stëmme géint keng Nee-Stëmm bei kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Marc Lies), Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt), Félix Eischen (par Mme Stéphanie Weydert), Paul Galles (par M. Laurent Zeimet), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert (par Mme Françoise Kemp), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par Mme Corinne Cahen), Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gérard Schockmel) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

3. Heure de questions au Gouvernement

Da komme mer zum zweete Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtten, an zwar enger Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chamberreglement huet den Deputéierten 2 Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet 4 Minutten Zäit fir ze äntweren.

Aus organisatoresche Grënn hu mer d'Fro Nummer 350 vum Här Bauler mat der Fro Nummer 346 vum Här Ricardo Marques an der Reiefolleg, wéi se hei opgeruff ginn, getosch.

Dowéinst fänke mer dann elo u mat der Fro Nummer 350 vum Här André Bauler un den Här Finanzminister iwwert d'Zukunft vun de Steierverwaltunge vu Clierf a Wolz. An den Här Bauler huet d'Wuert.

– Question n° 350 du 21 mai 2026 de M. André Bauler relative à l'avenir des administrations fiscales de Clervaux et de Wiltz, adressée à M. le Ministre des Finances

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Virun engem Joer gouf et am Éislek eng Diskussioun ronderëm d'Reorganisatioun vun de Steierverwaltungen an de Kantone Clierf a Wolz. De Finanzministère hat am Juni 2025 preziséiert, datt d'Steierbüroen zu Wolz an am Kanton Clierf erhale bleiwe wäerten. Well déi aktuell Raimlechkeeten net méi de Sécherheets- an den Accessibilitéitsnormen entspriechen, war gesot ginn, dass no alternative Sitten am Austausch mat de betraffene Gemenge géif gesicht ginn.

An dofir wollt ech dem Här Finanzminister follgend Froe stellen:

Wou ass deen Dossier momentan drun? Konnte schonn nei Gebailechkeete fir d'Steierverwaltung Wolz fonnt ginn?

Wéi gesäit et mam Steierbüro Clierf aus? Kënnt deen definitiv an d'Gemeng Parc Housen? An ass do scho vläicht e Kontrakt ënnerschriwwe ginn, fir Raimlechkeeten ze lounen?

Wäerten dës regional Antenne vun der Steierverwaltung hire Personalstaff behalen oder gëtt vläicht souguer dru geduecht, dëse bei Bedarf opzestocken?

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler. Här Finanzminister.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci dem Här Bauler. Dat Éischt virewech: Mir hale Wuert, Här Bauler. Dës Regierung steet fir eng Politick an eng Verwaltung no bei de Leit. Duerfir schaffe mir och weider u gudde Léisunge fir den Norden an de ländleche Raum.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | A wéi Der wësst, soll 2028, wann net schonns Enn 2027, en neien, moderne Site zu Housen opgoen. Och zu Ettelbréck wäert en neien Nordstadsite entstoen. Zwee nei Sitten also fir e bessere Service un dem Bierger, well eng biergerno Steierverwaltung muss och accessibel fir de Public sinn. A wéi Der och wësst, sinn dës Viraussetzunge fir déi aktuell Steierbüroen net méi ginn.

Nun, wat geschitt virop mat de Leit mat spezifesche Besoinen, well déi an de besteeënde Raimlechkeete kee gudden Accès hunn? An duerfir erkläert sech och déi Sich no Alternativen. A mir bleiwen och do weiderhin am Austausch mat de Gemengeverantwortlechen.

Nu konkreet wat de Site zu Wolz ugeet, esou ass de Steierbüro zu Wolz onverännert haut och nach ëmmer a Betrib. Enn 2026 soll hei en neit Gebai am Kader vum Projet „Wunne mat der Wooltz" fäerdeggestallt ginn, wou och e Büro vun der Steierverwaltung wäert ënnerkommen a wou d'Bierger wärend verschiddenen Deeg vun der Woch op Rendez-vous och kënne gehollef kréien. Lescht Gespréicher an deem Sënn mat de Gemengeresponsabele gouf et nach Ufank vun der Woch um Bord vun enger anerer Reuniouun, déi d'Servicer vun der Steierverwaltung mat der Gemeng Wolz haten.

Nun zu dem Site Clierf. Do huet am Februar dëst Joer nach eng Visitt vun engem Gebai op der Plaz stattfonnt. Bei deem Gebai huet sech allerdéngs erausgestallt, dass et net de Besoine vum Staat géing entspriechen. Duerfir ass och d'Sich zu Clierf no engem alternative Site nach net ofgeschloss, mee ech sinn optimistesch, dass och hei wäert eng adequat Léisung fonnt ginn. Eis Servicer stinn op alle Fall weider a Kontakt mat de Gemengeverantwortleche vun deenen zwou Gemengen, fir eng passend Léisung ze fannen.

Fir mech ass et op jidde Fall kloer, dass souwuel zu Clierf wéi zu Wolz e Steierservice fir d'Leit weider wäert bestoen. A mir schaffen duerfir weider u gudden Déngschtleeschtungen, fir och eng vergläichbar Liewensqualitéit iwwerall am Land ze hunn. Dat läit mir als Finanzminister, mee och als fréierem Deputéierten an och als Buergermeeschter ganz perséinlech um Häerz.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Finanzminister.

Mir kommen zur Fro Nummer 347 vun der Madamm Taina Bofferding un d'Madamm Justizministesch iwwert d'cheemesch Betäubung, d'K.-o.-Drëpsen an d'Preventioun. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 347 du 21 mai 2026 de Mme Taina Bofferding relative à la soumission chimique, aux gouttes K.-O. et à la prévention, adressée à Mme la Ministre de la Justice

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Jo, genau, Här President. Am Hibléck op nei Forme vu Gewalt géint Fraen, wéi d'Soumission chimique … Bon, ech mengen, deene meeschten dierft de Fall Pelicot a Frankräich bekannt sinn, soudatt ech net weider muss erklären.

Effektiv, den Asaz vu K.-o.-Drëpsen hëlt iwwerall an Europa zou. Ech verweisen och op déi „Online Rape Academy", wou Milliioune vu Männer sech online doriwwer ausgetosch hunn, wéi ee Fraen ënner Droge stellt, se da filmt, mësshandelt a vergewaltegt. Do stellt sech eeben d'Fro a Bezuch vum Strofbestand, och der ganzer Preventioun.

Ech weess, dass et do scho Question-parlamentairë gouf. Elo ass et awer esou, dass an Däitschland hiert Kabinett jo decidéiert huet, dass den Asaz vu K.-o.-Drëpsen als Waff an och als geféierlechen Outil agestuuft gëtt an, wann et dann zu enger

Vergewaltegung kënnt, dann och schonn eng Mindeststrof vu fënnef Joer Prisong virausgesat ass.

D'Soumission chimique ass hei zu Lëtzebuerg keen eegestännege Strofbestand. Nach gi bei de Strofdote wéi Vergewaltegung och keng Circonstances aggravantes consideréiert. Och ginn an der JU-CHA-Datebank esou Fäll elo net gesondert gesammelt, soudass et och schwiereg ass, do aussokräfteg Statistiken ze kréien.

Madamm Ministesch, Dir hat gesot, dass Der un engem Projet de loi géift schaffen, justement fir och an eisem Code pénal eeben dës Strofdoten och als Circonstances aggravantes dee Moment anzeféieren.

Dofir meng Fro: Wou sidd Der mat deenen Aarbechten drun? Och wa mer net ganz vill Statistiken hunn, fir trotzdeem e bëssen ze verstoen: Wéi vill Fäll hu mer hei zu Lëtzebuerg, eventuell am Verglach mat deene leschte Joren? Hu mer och eng Augmentatioun wéi am Ausland? Wësst Dir vläicht, wéi vill Fäll zu Poursuite-judiciairë féieren, ob et och do mol zu Verurteelunge kënnt? Vläicht kënnt Der eis eppes doriwwer soen.

Dann natierlech och, well dee Phenomeen ëmmer zouhëlt: Sinn eis Police an eis Justice genuch preparéiert a punkto Beweislag, Dokumentatioun, fir dat och alles adequat kënnen ze poursuivéieren? Ech weess, dass am nationalen Aktiounsplang géint geschlechtsspezifesch Gewalt jo och e ganzt Kapitel do virgesinn ass. Do geet et jo och ëm Preventioun an Opklärung. Och hei meng Fro: Wësst Dir ongeféier, wou déi Aarbechten dru sinn? Soit, dass net alles an Äre Ressort fält.

Ech weess, dass am Nuetsliewen och déi Initiativ „Ask for Angela", déi aus dem Ausland kënnt, amgaangen ass, sech hei am Land ze etabléieren. Wësst Dir, ob déi eventuell do an déi Aarbechten, an d'Preventioun matagebonne gëtt? Ech mengen, et ass wichteg, och d'Nuetsliewen do mat an déi ganz Preventioun anzebannen.

Ech weess, dass an der Vergaangenheet vum Gesondheetsministère – ech gesinn, d'Gesondheetsministesch ass hei – och emol déi Glasdeckelen dee Moment subventionéiert goufen. Do waren esou Projeten, déi gelaf sinn. Besteet do och d'Méiglechkeet, dass een dat weiderféiert?

An insgesamt, wéi gëtt d'Ëffentlechkeet doriwwer opgeklärt, wann esou e Verdacht vun engem Fall ass, fir dee Moment adequat kënnen ze reagéieren?

Ech soen Iech elo scho Merci fir Är Äntwerten.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. D'Justizministesch huet elo d'Wuert.

Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Villmools merci, Här President. An och der Madamm Bofferding e grousse Merci fir dës Fro, déi ganz wichteg ass. Bon, et sinn eng ganz Rëtsch Froen. Et sinn der eng Rei, déi ech ka beäntwerten. Et sinn der eng Rei, wou awer och d'Kolleegen an der Regierung sécher vill dozou ze soen hunn.

Bon, Dir wësst, datt et wichteg ass, dass mer all Form vu Gewalt och bekämpfen, an dorënner natierlech och déi sexuell Gewalt. Et ass och an deem Kontext, datt mer rezent de Projet de loi deposéiert hunn, fir d'Cyberviolence eebe méi staark ze bestrofen.

Et ass u sech esou – an ech menge schonn, datt ee kann dovunner ausgoen –, datt d'K.-o.-Drëpsen haut schonn ënnert de Code pénal falen, well ënner Ëmstänn kann et ënnert d'Artikele 402 bis 405 vum Code pénal falen, déi d'Administratioun vu Substanzen, déi d'Gesondheet selwer beaflossen, dat heescht, wou och déi cheemesch Ënnerwerfung drënnerfält, och ënner Strof stellen.

D'Schwieregkeet ass oft an deenen doten Affären, datt et net esou einfach ass, dat Ganzt ze beweisen, an datt oft d'Plainte eigentlech eréischt e bësse méi spéit gemaach gëtt.

Dir hutt déi Situatioun vun Däitschland ugeschwat. Do war et effektiv esou, datt eng Circonstance aggravante war, wou et drënnergefall ass, mee datt awer d'Geriicht duerno gesot huet: „Eiser Ansicht no fält et net méi ënnert deen Text, sou wéi en do steet." An dowéinst huet déi däitsch Justizministesch proposéiert, dann eeben elo erëm nozebesseren, fir et erëm kloer dranzeschreiwen.

Bon, bei eis ass et esou, fir datt d'Strof bei minimum fënnef Joer ass ..., woubäi een awer och muss wëssen, datt zu Lëtzebuerg ouni dës Circonstance aggravante d'Strof scho bei fënnef bis zéng Joer Prisong läit. Dat ännert awer näischt drun, datt mer nach ëmmer dorunner festhalen, datt mer wëllen eng Circonstance aggravante, och speziell fir wann de Viol ënnert dem Afloss vu K.-o.-Drëpse geschitt, virgesinn. Mir schaffen dorunner. Ech kann Iech elo net genau soen, wéini mer dat deposéieren, mee mir hunn, wéi gesot, eng ganz Ekipp, déi un der Gewalt fir sexuell Delikter (veuillez lire: un de Strofe fir Sexualdelikter) och schafft an eeben elo rezent all hir Efforten op dee Cyberviolence-projet do ginn huet.

Mat de Statistiken ass et effektiv esou: An ech kann Iech do just soen, vu datt et eeben net speziell erfaasst gëtt – dat läit um aktuelle System vun der Justiz, well mer eebe just déi puer Artikelen hunn an et net onbedéngt direkt kloer ass, well et eebe keng Circonstance aggravante ass –, gëtt et net separat gefouert. An och d'Artikele 402 bis 405 sinn net d'office forcement en lien mat engem Viol. Dat heescht, et muss een do wierklech genau kucken, wéi déi Saachen iwwereneestëmmen.

Mir haten an enger Question parlementaire vum Februar 2025 awer den Exercice eng Kéier gemaach. Mee dobäi muss een awer soen, dat war e manuellen Exercice, wou all d'Dossieren hu misse gekuckt ginn. Dat heescht, ech kann Iech elo haut net nei Zuele matbréngen, mee déi misst een awer kënnen eraussiichen.

A wa mer souwisou jo d'Justiz och wëllen anescht digitaliséieren, da wëlle mer eis och méi Moyene ginn, fir eeben déi Strofdoten och separat ze erfaassen.

A mir hunn och en Aarbechtsgrupp elo an d'Liewe geruff fir den Institut criminologique, deen och wäert eng aner Roll kréien, fir eeben och méi Statistiken ze féieren, fir eeben déi Aarbecht och ze maache vun der Opbereedung vun de Fäll.

Wat d'Preventioun ubelaangt, mengen ech, do huet d'Police jo och scho Campagnë gemaach. Et sinn um Site vun der Police och Saachen ze fannen, eng Sektioun iwwer K.-o.-Drëpsen. Um Site violence.lu si Saachen ze fannen. An ech mengen, Dir hutt et richteg gesot: Am Kader vum Plan d'action iwwer geschlechterspezifesch Gewalt sinn och eng ganz Rei Mesures de sensibilisation en cours. Mee ech mengen, do misste mer eis eng Kéier zesummesetze mat alle Ministeren, fir am Detail doriwwer ze schwätzen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Ministesch.

Da komme mer zur Fro Nummer 348 vun der Madamm Stéphanie Weydert un d'Madamm Justizministesch iwwert d'Ännerunge vum Gesetz iwwert d'ASBLen an de Consultatiounsprozess. Madamm Weydert, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 348 du 21 mai 2026 de Mme Stéphanie Weydert relative aux modifications de la loi sur les ASBL et au processus de consultation, adressée à Mme la Ministre de la Justice

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Villmools merci, Här President. Jo, 2023 ass eng ganz grouss Ännerung um ASBLs-Gesetz komm, wat no bal 100 Joer eng Kéier massiv op de Leescht geholl gouf, wou ganz nei Kategorisatiounen agefouert gi sinn, fir ze ënnerscheede jee no Chiffre d'affaires a Mataarbechter, déi d'ASBL huet, se ze kategoriséieren a kleng, mëttel a grouss ASBLen.

An ech weess vun deene ville ganz klenge Veräiner, déi an de Gemengen täteg sinn, déi am Benevolat aktiv sinn, dass se sech immens schwéierdoe mat deenen administrativen Hürden, déi bäikomm sinn. An dann, bon, de Registre des bénéficiaires effectifs, dat ass, mengen ech, e Rätsel fir ganz vill vun hinnen. Dann och déi Demarchen, déi se um RCS musse maachen, déi net ëmmer direkt klappen, wat e bëssen och zu enger, jo, ech géif soen, Verdrossenheet féiert mëttlerweil. Ech ginn als Buergermeeschesch ganz vill domadder konfrontéiert: „Kënnt Der mer net hëllefen, wéi dat geet?"

Ech hunn elo rezent gesinn, dass Der amgaange sidd, e Consultatiounsprozess ze maachen, well mer och schonn eng Kéier op Ufro vum honorabelen Här Mosar jo hei eng Kéier driwwer geschwat haten, ob een net nach kéint Ännerungen um Gesetz vun 2023 maachen, notamment och fir deene méi klengen ASBLe Rechnung ze droen.

Do wollt ech froen: Wou ass dee Consultatiounsprozess drun? Wie gesitt Der an deem Kader? A wat si vläicht déi éischt Retouren, déi Der do och vum Terrain kritt hutt, wou een nach misst nobesseren? Gesitt Der, dass um legislative Plang effektiv muss vill nogebessert ginn? Oder geet et haaptsächlech drëm, méi ze sensibiliséieren, wat elo déi administrativ Demarchë beim RCS oder beim Registre des bénéficiaires effectifs ugeet?

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Weydert. D'Justizministesch huet elo d'Wuert.

Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Merci, Här President. A merci der Madamm Weydert fir dës Fro. Wéi Der richteg gesinn hutt – a mir waren dës Woche ganz intensiv domadder beschäftegt –, si mer an engem Consultatiounsprozess mat enger ganz Rei Acteuren, fir eeben eis och e bëssen unzehéieren, wat de Retour um Terrain ass vum ASBLs-Gesetz vun 2023.

Mir hu probéiert, Organisatiounen ze huelen, déi representativ sinn an déi verschidde Secteuren ofdecken. An deem Sënn hate mer de COSL do fir d'Sportsveräiner. Mir haten d'Scouten do. Mir haten d'COPAS fir de soziale Secteur do. Mee mir haten awer och schonn do virdrun eng Entrevue mat Voco. Mir haten d'ILA do, déi och eis de Retour ginn huet vun deem, wat hir Administrateure soen. A mir haten och den Institut des réviseurs do, well et herno natierlech och deelweis eng Fro ass, wéi dat an der Kontabilitéit herno gehandhaabt gëtt vun deene verschiddenen ASBLen.

Mir hunn elo den éischten Tour gemaach. Mir wäerte sécher nach déi eng oder aner Consultatioun derbäi maachen an da wäerte mer kënnen definitiv Konklusiounen zéien. Ech muss awer soen, datt et an deene Remarken, déi bis elo kommen, wat d'Gesetz ubelaangt, haaptsächlech eng Fro ass vun deene verschiddene Seuilen, vun deene verschiddene Kategorien, déi virgesi sinn. Do war jo och deemools hei

schonn an der Chamber d'Diskussioun, ob se schlussendlech adaptéiert wären oder net. Do kéint et sinn, datt ee misst nach eng Kéier e bësse méi genau kucken, ob een dat vläicht kéint adaptéieren, well een eebe ganz schnell och an der Kategorie vun der mëttelgrousser ASBL ass. Dat war mol ee vun de Retouren.

En anere Retour war, datt et effektiv méi schwiereg ass, Demarchen um LBR ze maachen. An ech hat dem Här Mosar jo och kënnen äntwerten, wat awer alles entre-temps och scho geschitt ass um Niveau vum LBR, notamment eng Taskforce fir d'ASBLen, myASBL als Site, wou se sech kënnen Hëllef huelen. Et kommen och elo Tutorials online, fir nach méi genau ze erklären, wéi een déi Demarchë mécht. Dat heescht, do si schonn eng ganz Rei Saachen ënnerwee, mee et war awer och d'Demande vum Terrain eebe fir nach méi Accompagnement, Formatioun, Sensibilisatioun. An do wäerte mer sécher nach dat eent oder anert maachen.

Eng aner Fro war déi – an dowéinst si mer och am Echange mat de Reviseuren, well d'Reviseuren natierlech gewinnt si mat aneren Acteuren –, fir och ze kucken: „Wéi transposéieren ech dat op e Sportsveräin? Wéi transposéieren ech dat op e Scoutsveräin?", an esou weider. Dat heescht, och do si mer weiderhin am Gespréich, fir ze kucken, wéi mer Saache kënne veränneren.

Mee um Fonctionnement vum Gesetz an un der Gouvernance, wéi se vum Gesetz virgesi war, do hate mer elo relativ wéineg Observatiounen, mee et waren haaptsächlech eeben all déi Froen, déi mat der Kontabilitéit ze dinn hunn a mat der Kategorisatioun vun den ASBLen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Justizministesch.

Mir kommen zur Fro Nummer 349 vun der Madamm Sam Tanson un d'Madamm Justizministesch iwwert den Ëmweltschutz duerch den Droit pénal an d'Fro vum Ökozid. Madamm Tanson.

– Question n° 349 du 21 mai 2026 de Mme Sam Tanson relative à la protection de l'environnement par le droit pénal et la question de l'écocide, adressée à Mme la Ministre de la Justice

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci. Et geet méi prezis ëm d'Transpositioun vun enger Direktiv. Et ass eng Direktiv, déi 2024 ugeholl ginn ass. Si war schonn an der Negociatioun, wéi ech nach am JAI-Conseil Lëtzebuerg als Justizministesch vertrueden hunn.

Bon, ech weess, dass eng gewësse Mobilisatioun um Niveau vun den Ëmweltassociatiounen amgaangen ass, fir dass mer do eng uerdentlech Transpositioun hikréien. Et gëtt och eng Mobilisatioun ronderëm deen Term vum „Ecocide". Dat war schonn an der Diskussioun de Moment, wéi mer verhandelt hunn. Deen Term ass en tant que tel als Infractioun net zréckbehale ginn, well verschidde Länner retizent waren. E steet an de Consideranten, mee et ass leider net herno am finalen Text erëmkomm. Dobäi gëtt et awer eng Rëtsch Länner, notamment d'Belsch, déi deen Term vum Ecocide mëttlerweil consacréiert hunn. Dorëms geet et.

Et geet drëm, dass wierklech grav Dommagen un den Ekosystemer gemaach ginn an dass déi Schëlleg dofir och an d'Verantwortung geholl ginn. Déi Direktiv, ëm déi et geet, gesäit vir, dass eng ganz Rëtsch Infractiounen um europäeschen Niveau introduiséiert ginn, dass och eng Harmoniséierung kënnt an dass och zolidd Strofe komme fir déi, déi responsabel si fir d'Zerstéierung vun eisen Ekosystemer, vun eiser Biodiversitéit, déi sech schëlleg maachen an déi doduerjer eigentlech och e Sécherheetsrisiko fir eis alleguerten duerstellen.

Elo ass et awer esou – an ech war e bëssen iwwerrascht, well mer nach kierzlech eng Diskussioun um Niveau vun der Conférence des Présidents haten, wou mer souguer eng Séance plénière hei bäisetzen, fir den Immigratiounspakt hei ze stëmmen –: Déi Direktiv ass nach net transposéiert! Et ass emol nach kee Projet de loi deposéiert. An den Délai de transposition leeft exactement haut aus. An Dir kënnt Iech virstellen, dass ech dat bedaueren. Et ass e wichtegen Text, un deem ganz laang op europäeschem Niveau geschafft gouf.

Ech weess, Madamm Ministesch, Dir sidd net eleng an der Verantwortung. Dir musst dat zesumme mam Ëmweltminister maachen. Mee nawell wollt ech froen:

Éischtens: Wou ass d'Transpositioun vun deem Text drun?

Zweetens: Gedenkt Dir, esou wéi dat och gefrot gëtt um Niveau vun den ONGen, wierklech eng ambitiéis Transpositioun hei ze maachen?

An drëttens: Wéi ass et mat deem Term vum „Ecocide"? Gedenkt Dir, och deen an déi Transpositioun mat eranzehuelen?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Madamm Ministesch.

Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Gutt, merci, Här President. An och merci der Madamm Tanson. Et ass effektiv esou, datt mer un der Transpositioun vun där Direktiv schaffen, wou et eeben drëm geet, eng ganz Rei Verhalen, déi d'Ëmwelt zerstéieren, och ze bestrofen. D'Zil dovunner ass natierlech, op där enger Säit nei Infraktiounen ze schafen, an op där anerer Säit och d'Strofen an d'Luucht ze setzen. A genau dat wäerte mer och an deem Text maachen, fir eebe genau d'Zerstéierung vu ganzen Ekosystemer an Naturschutzgebidder oder och irreversibel Schied un der Natur ënner Strof ze stellen.

Mir maachen dat, wéi Der richteg sot, an enker Zesummenaarbecht mat enger ganzer Rei Acteuren, dont den Ëmweltministère; mee net just den Ëmweltministère, och d'Justizautoritéiten an d'Commissariat aux affaires maritimes.

A mir hunn am Fong d'Decisioun geholl, datt mer och un eng Rei besteeënd Texter iwwert d'Waasserschutzgesetz, d'Offalgesetz, d'Emissiounsschutzgesetz an esou weider ginn, well Dir wësst, dat si komplex Infraktiounen an et ass wichteg, dass d'Strofrecht esou definéiert ass, datt et kloer ass, wat gemengt ass.

An an deem Sënn hu mer elo e bësse méi Zäit gebraucht. Mee dat ass éfters esou, wann een zu enger ganz Rei Acteuren am Boot sëtzt. Mir wäerten op alle Fall dee Projet de loi fir d'Transpositioun an deenen nächste Woche kënnen deposéieren. Mir hoffen op alle Fall virum Summer.

Wat elo d'Fro vum Ecocide ugëtt, do ass et esou, datt et, wéi Der richteg sot, am Fong keen internationale Konsens gëtt iwwert d'Definitioun, soudatt mir och elo net eng speziell Definitioun dofir virgesinn.

Mee wat awer wichteg ass: D'Zerstéierung vun der Natur – well et ass jo dat, wat et am Endeffekt ausseet – wäert schonn ënner Strof gestallt sinn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister.

Da komme mer zur Fro Nummer 346 vum Här Ricardo Marques un den Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit iwwert d'Verbreedung vun der ägyptescher Gäns an d'Reguléierungsmoossnamen. Här Marques, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 346 du 21 mai 2026 de M. Ricardo Marques relative à la prolifération de la bernache d'Égypte et aux mesures de régulation, adressée à M. le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

M. Ricardo Marques (CSV) | Merci, Här President. Jo, de Sujet vu menger Fro ass d'Problematik ronderëm d'Verbreedung vun der Nilgäns, enger invasiver Aart zu Lëtzebuerg an a ganz Europa. Dës Aart huet sech an de leschte Joren däitlech ausgebreet a kann negativ Auswierkungen op d'lokal Biodiversitéit hunn, besonnesch duerch d'Konkurrenz mat heemeschen Aarte souwéi duerch Schied u landwirtschaftleche Flächen a Gewässer.

Dobäi kënnt, dass se och extreem vill Knascht produzéieren, zemools op ëffentleche Plazen. Gitt eng Kéier op den Iechternacher Séi kucken, wann Der mer net gleeft!

An deem Kontext géif ech Iech, Här Minister, follgend Froe stellen:

Wéi schätzt Dir aktuell d'Entwécklung vun der Populatioun vun der Nilgäns zu Lëtzebuerg an? Wéi eng Moossname gëtt et aktuell, fir d'Verbreedung vun der Nilgäns ze limitéieren?

An evaluéiert de Ministère aktuell den Asaz vun neien technologesche Mëttelen, wéi beispillsweis Dronen, fir d'Näschter vun der Nilgänse méi séier ze identifizéieren an esou d'Verbreedung vun där invasiver Aart méi effizient anzedämmen?

Gëtt et eng Koordinatioun mat den Nopeschlänner fir eng gemeinsam Strategie géint dës invasiv Aart?

A jo, mir wëssen et, d'Fiddere vun der Nilgäns duerch d'Bierger dréit zu hirer Verbreedung a permanenter Presenz op verschiddenen ëffentleche Plaze bäi. An dofir wollt ech froen, ob Informatiouns-oder Sensibiliséierungscampagnë geplangt sinn, fir d'Bevëlkerung iwwert déi negativ Konsequenzen dovunner opzeklären.

Här Minister, ech soen Iech elo scho Merci fir Är Äntwerten.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Marques. An da muss den Här Ëmweltminister dorobber äntweren. Här Ëmweltminister.

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Merci dem Här Deputéierte fir déi Fro. Ech mengen, als Éischt wéilt ech gäre preziséieren, wéi den Här Deputéierten dat och gesot huet: Et ass eng net heemesch, also invasiv Aart, déi och laut dem europäesche Reglement iwwert déi exotesch invasiv Aarte klasséiert ass. An domadder ass déi och net hei zu Lëtzebuerg geschützt. Dat ass, mengen ech, ganz wichteg, am Ufank direkt ze betounen.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift!

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Dat ass nämlech eng Vullenaart, déi aus Afrika kënnt an déi sech an deene leschte Joerzéngten hei an Europa, an domadder och hei zu Lëtzebuerg, etabléiert huet an déi effektiv grouss Konsequenze kann hunn op ons Biodiversitéit, erheeblech Schied do ka verursaachen.

Si steet natierlech och an direkter Konkurrenz mat eenheemesche Vullenaarten, wéi zum Beispill dem Blesshong oder anere Waasservullen, wou se ronderëm sech ëm Narung a Brutplaze kämpft. Si huet en aggressiivt Verhalen, ganz besonnesch wärend der Brutperiod, vis-à-vis vun anere Vullen. An doduerjer, datt se eng Närstoffuräicherung, also eng Eutrophéierung, ...

(Brouhaha)

Entschëllegt, et ass e bësse schwéier, eng Äntwert ze ginn, wann esou vill Säitekaméidi ass. Merci villmools.

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift, kommt, mir konzentréieren eis elo!

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Doduerjer kann d'Waasserqualitéit beaflosst ginn. Si huet also e groussen Impakt a si ass e reelle Problem, esou wéi déi meeschten invasiv Aarten. Si zielt dozou, genausou wéi och d'Kanadagänsen, an déi sinn awer alleguerten, wéi gesot, net geschützt.

Dowéinst, wat sinn déi konkreet Moossnamen, déi aktuell ëmgesat ginn, fir géint déi Verbreedung vun ënner anerem der Nilgäns virzegoen? Ma et gi spezifesch Aktiounspläng entwéckelt an 2024 nach eng Kéier reviséiert. A béid hu Moossname fir d'Regulatioun, d'Sensibiliséierung wéi och d'Iwwerwaachung vun deenen Aarten.

A fir kënnen eng nohalteg Gestioun vu souwuel der Nilgäns wéi der Kanadagäns zu Lëtzebuerg ze garantéieren, sinn dat heiten déi wichtegst Mesüren:

Nämlech soll prioritär an de Schutzgebidder gekuckt ginn, datt hiren Impakt limitéiert gëtt, mat engem geziilten Ofschoss vun den Nilgänsen ...

(Brouhaha)

... duerch d'Beamte vun der ANF am Kader vun der Naturschutzgesetzgeebung. Déi wäerten do also an den Asaz goen. An et wäert awer an Zukunft och fir d'Jeeër méiglech sinn, hei Regulatioun ze maachen. Dowéinst wäerte mer awer d'Juegdgesetz mussen änneren.

Une voix | Très bien!

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Dat wäerte mer souwisou maachen am Kader vun dem ganze Bësch- a Wëlddësch. Et kommen Änneruungen, an da wäert dat hei och mat integréiert ginn. An da kënne mer eng méi effizient Regulatioun vun deenen invasiven Aarte maachen.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift, den Här Minister huet d'Wuert!

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Da war nach d'Fro, ob sollen nei technologesch Mëttelen ...

Et ass schéin ze gesinn, datt esou vill Interêt fir d'Biodiversitéit hei zu Lëtzebuerg besteet an deem héijen Haus hei.

... ob mer sollen Dronen do derfir benotzen. Dat ass u sech elo eng Approche, déi am Moment net an deenen Aktiounspläng virgesinn ass, mee déi zoustänneg Verwaltung an aner Experten evaluéieren natierlech d'Vir- an Nodeeler vun esou enger Approche. Schléisse mer also net aus, datt dat an Zukunft kéint Deel dovunner sinn.

Gëtt et eng Koordinatioun mat den Nopeschlänner? Et gëtt reegelméisseg Echangë mat den Nopeschlänner, besonnesch am Kontext vun der Benelux an der Groussregioun. An dës Echangë sollen derzou bäidroen, datt och neitste wëssenschaftlech Erkenntnisser a Best-Practicë sollen ausgetosch ginn an dann eventuell och an eis Strategie integréiert ginn. Et gëtt awer elo keng gemeinsam Strategie.

Wat ass mat de Sensibiliséierungs- an Informatiounscampagnë geplangt? Bon, d'Sensibiliséierung vun der Bevëlkerung ass natierlech ëmmer essentiel. Et ass awer dacks schwéier fir de Grand public nozevollzéien, ëm wat et konkreet bei der Gestioun vun den exoteschen invasiven Aarten iwwerhaapt geet. Dofir ass et wichteg, d'Leit weider drop hinzeweisen, se ze erkennen an natierlech och ze informéieren, wat fir e Schued se kënne fir eis Biodiversitéit bréngen. An doweinst ass et ganz wichteg, déi net ze fidderen! Dat ass evident, et gëtt ëmmer drop higewisen, et soll ee se net fidderen.

A méi Detailer fënnt een am Plan d'action, deen online ass, iwwert d'Espèces exotiques envahissantes, wou dann nach méi Informatiounen ze fanne sinn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Da komme mer zur Fro Nummer 351 vum Här Dan Hardy un den Här Minister fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliewen an Accueil iwwert der Regierung hiren nationale Plang fir Aarmutsbekämpfung. Här Hardy, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 351 du 21 mai 2026 de M. Dan Hardy relative au plan national de lutte contre la pauvreté, adressée à M. le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

M. Dan Hardy (ADR) | Merci, Här President. Also, gläich e puer Associatioune respektiv ONGen am Land sinn der Meenung, datt den nationale Plang vun der Regierung fir d'Aarmutsbekämpfung, trotz e puer Fortschrëtter, déi benodeelegt Bevëlkerungsgruppe vernoléissegt an datt konkreet Moossname feelen, fir d'Situatioun ze verbesseren.

Dëse Constat ass am Kader vun engem rezente Presseartikel gemaach ginn. An do ass besonnesch betount ginn, datt déi benodeelegt Leit bei den ugekënnegte Moossnamen net adequat berécksiichtegt ginn, obwuel ee vu siwen Awunner ënnert der Aarmutsgrenz lieft.

An deem Kontext hunn ech dräi konkreet Froen un den Här Familljeminister.

Éischtens: Wéi reagéiert d'Regierung generell op dës Kritick vun den Netregierungsorganisatiounen?

Zweetens: Wéi suergt de Ministère derfir, datt déi 106 ugekënnegt Moossname vum Plang fir d'Aarmutsbekämpfung net nëmmen an der Theorie gutt kléngen, mee tatsächlech fir déi zougänglech sinn, déi aktuell net vun de bestoenden Hëllefsprogrammer profitéieren?

Drëttens: Wéi eng Analys ass da geplangt, fir sécherzestellen, datt d'Regierungsmoossnamen tatsächlech déi vulnerabelst Leit erreechen?

Ech soen Iech Merci.

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hardy. Dann huet den Här Familljeminister d'Wuert.

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Merci. Ech war e bëssen iwweräifreg. Villmools merci, Här President, awer och villmools merci dem Dan Hardy dofir, déi Fro gestallt ze hunn. Dat gëtt mer d'Méiglechkeet, nach eng Kéier de Kontext ze setzen, wéi deen nationalen Aktiounsplang, deen alleréischten nationalen Aktiounsplang fir d'Aarmutsbekämpfung an d'Preventioun, hei zu Lëtzebuerg entstanen ass, nämlech op eng ganz participativ Aart a Weis.

Dir hutt grad gefrot: Wéi ass et fir d'Acteure vum Terrain? Ma grad d'Acteure vum Terrain sinn hei ganz enk mat agebonne ginn an d'Ausschaffen. Ech denken, mir haten iwwer physesch 50 Entrevuë mat den Associatiounen. Mir hate bal 300 Partner vun eis, déi konventionéiert sinn oder soss hëllefen, grad an der Aarmutsbekämpfung, déi den Terrain also ganz gutt kennen, déi eis och online konnten hir Recommandatiounen eraginn. Dat Ganzt ass och vum LISER begleet ginn, soudass, wéi gesot, de Secteur hei ganz enk mat agebonne ginn ass an en, denken ech, en gros och deen Aarmutsplang hei staark begréisst huet.

Är Fro zu de vulnerabele Gruppen: Eis als Regierung war et ganz wichteg, nieft dem Abanne vun de soziale Partner dobaussen, den Acteure vum Terrain, och déi Betraffe selwer zu Wuert kommen ze loossen, dat heescht déi Leit, déi an Aarmut liewen, an awer och, an dat ass jo e bëssen déi grouss Neierung, well et ass jo nach ëmmer probéiert ginn, Aarmutsbekämpfung ze maachen, dass mer dat och interministeriell zesumme maachen.

An dee Suivi, dee mer hei opstellen – zu Ärer konkreeter Fro: „Wéi maacht Dir dat, dass déi 106 Mesüren dann och a Musek ëmgesat ginn?" –, dat ass, dass mer hanner all eenzel Aktioun en Datum gesat hunn, een oder méi zoustänneg Ministèren an och en Indicateur, wéini déi Moossnam dann erreecht ass. Mir wäerten eis och genau doru wëlle moosse loossen, dat heescht, all Joer wäert e Rapport gemaach gi vun deem, wou den Aktiounsplang drun ass. Dat Ganzt wäerte mer begleede loosse vun engem Comité de suivi, wou nieft de staatlechen Acteuren eeben och d'Acteure vum Terrain mat dra sinn. An da gëtt et och eng grouss Evaluatioun, eng extern, déi no fënnef Joer hei an deem Kontext wäert geschéien.

Vläicht nach zu de vulnerabele Populatiounsgruppen: Do war et eis ganz wichteg, ze kucken, wou d'Aarmut sech dann am meeschte bemierkbar mécht. Respektiv wou gëtt et Bevëlkerungsgruppen, déi et eigentlech ganz schwéier hunn, do erauszekommen?

Huele mer d'Beispill vun den eelere Leit, Stéchwuert Altersaarmut, wou et eis ganz wichteg war, fir eng vun deene gréissten Ausgaben, déi een am Alter kann hunn – wann een dann eng Kéier an den Altersheem muss oder wëll goen –, ze kucken, dass dat keng Fro herno vum Portmonni ass. Dofir ass de ComPa (ndlr: Complément pour personnes agées) schonn op den 1. Januar vun dësem Joer agefouert ginn, fir eebe grad sécherzestellen, dass eeler Leit bis zu engem Akommes vu 4.200 Euro kënnen hei vum Staat ënnert d'Äerm gegraff kréien. Dann hu mer eng nei sozial selektiv Hëllef agefouert, déi sougenannten „AFPA"(ndlr: Aide financière pour personnes agées), déi bis zu engem Akommes vun 3.500 Euro ausbezuelt gëtt, bis zu 2.400 Euro d'Joer.

Da war eng grouss Prioritéit vun der Regierung eeben och alles, wat d'Aarmut vu Kanner betrëfft, Stéchwuert Kanneraarmut. An dofir hu mer ganz cibléiert Mesüren ausgeschafft a ganz ville Beräicher. A wann ech elo just wéilt mech drop konzentréieren, wat mer a finanzieller Ënnerstëtzung gemaach hunn – an Dir wësst et, den nationalen Aktiounsplang ass vill méi wéi dat, en ass Ministère-iwwergräifend –, dann ass et esou, dass mer eng Hëllef wäerten op den 1. Januar d'nächst Joer aféieren, déi bis zu 3.000 Euro pro Joer pro Kand wäert bedroen. Ech denken, dat ass substanziell, an dat wäert

däitlech hëllefen, nieft enger allgemenger Augmentatioun vum Kannergeld, wou mer wierklech an der Breet probéieren, grad d'Familllje mat Kanner ze entlaaschten an eeben och grad d'Familles monoparentales mam Crédit d'impôt monoparental, deen automatesch wäert ausbezuelt ginn, grad u REVIS-Bezéier, dat heescht, déi sozial Schwächst an eiser Gesellschaft.

Just ee Beispill zu där Hëllef, déi ech genannt hunn, déi sozial selektiv fir Kanner. Do ass et esou, dass een, wann een e Menage monoparental huet, dat heescht een Erwuessenen, Mamm oder Papp, mat engem Kand, dann déi Hëllefe ka voll kréie bis zu engem Montant vu 4.065 Euro, an da linear degressiv kréien. Well et eis wichteg ass, dass Aarbecht sech och lount, kann een déi linear degressiv kréie bis zu engem Akommes vu 5.700 Euro de Mount.

Huele mer nach e Stot vun zwee Erwuessene mat zwee Kanner, do kann een déi Hëllefe voll kréien, bis zu engem Akommes vu 5.700 Euro an dann och linear degressiv bis 8.000 Euro.

Dëst, wéi gesot, just e ganz, ganz klengen Overview vun deem, wou mer probéiert hunn, grad déi Clientèle ze erreeche respektiv déi Bevëlkerungsgruppen, wou mer wëssen, dass se besonnesch riskéieren, an d'Aarmut ze falen.

En allerlescht Stéchwuert nach: Nieft all deenen Efforten am Sans-abrisme, déi mer scho gemaach hunn iwwert déi lescht Joren, si mer och amgaangen, erëm interministeriell a mam Secteur zesummen, eeben och nach en Aktiounsplang fir grad och déi obdachlos Mënschen hei zu Lëtzebuerg opzestellen, fir spezifesch deene, ...

M. Claude Wiseler, Président | Här Minister, Dir musst esou lues zum Schluss kommen, wannechgelift.

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | ... wou mer wëssen, dass se spezifesch Besoinen hunn, ënnert d'Äerm ze gräifen. An d'Zil ass, deen dëst Joer schonn ze presentéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Mir kommen zur Fro Nummer 352 vum Här Marc Hansen un den Här Premierminister iwwert déi zukünfteg Participatioun um Eurovision Song Contest. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha)

– Question n° 352 du 21 mai 2026 de M. Marc Hansen relative à la future participation à l'Eurovision Song Contest, adressée à M. le Premier ministre

M. Marc Hansen (DP) | Merci, Här President. Här Premierminister, d'lescht Woch waren zwee grouss Evenementer, déi d'Lëtzebuerger hei am Land alleguerte matgerappt hunn. Dat waren de Marathon an natierlech den ESC mat der zweeter Halleffinall, wou eis Lëtzebuerger Vertriederin dra war. Den ESC muss ech net méi virstellen. Honnerte Millioune Leit, déi do interesséiert nokucken, dat huet natierlech en Interêt.

Mir alleguerten hunn eis dat als Kanner och vläicht samschdes owes ugekuckt, konnte bis 24.00 Auer Tëlee kucken. Mir erënneren eis un déi grouss Succèsen aus der Zäit, Här Premierminister, wéi zum Beispill „ Ein bißchen Frieden", fir just een ze nennen.

(Hilarité)

An zanterdeem Lëtzebuerg mat derbäi ass, ass en nach vill méi groussen Hype hei am Land entstan. Jiddweree kuckt sech dat un, ass mat hannendru mat deem néidege Stolz. An et ass eppes, wat eis natierlech alleguerte begeeschtert.

Et geet am Fong net nëmmen ëm d'Musek, mee och ëm alles dat, wat do ronderëm derzougehéiert. Well bei der Musek, do kann een natierlech säi Goût hunn. Vu mir hätt zum Beispill, fir et diplomatesch ze soen, dat Gewënnerlidd net vill Punkte kritt. Mee dat interesséiert jo absolutt keen.

(Hilarité)

Ech wëll awer soen, dass nieft der Musek e ganzt Land och hannert där Lëtzebuergerin, der Vertriederin dës Kéier, stoung, déi dat alleguerten appreciéiert hunn. An ech wëll och bemierken, dass, obwuel déi jonk Fra erausgefall ass, si eis gesot huet, dass se mat vill Häerz do hannendrustoung. An och hir Mamm war stolz drop. An et kann een och emol eng Kéier hei am Land a méi schwéieren Zäite ganz positiv Saache gesinn. An dat ass, mengen ech, e gutt Beispill.

Dofir meng Froen: Ech hunn de Moie gesinn, dass dat och an enger Zeitung als Thematik opkomm ass, dass eeben ee vun de Responsabele vun dem LSC, also vun der Participatioun vu Lëtzebuerg, och gesot huet, dass d'Verhandlunge mat der Regierung grad lafen, wéi et dann elo virugeet. E ganze Koup Spekulatiounen an Theorië goufen de Moien eeben opgestallt, och vun de Leit, déi sech déi Froe stellen.

Dofir ganz einfach d'Fro un Iech, Här Premierminister: Wann et no mir géif goen, dat mierkt Der eraus, da géife mer weiderfueren. Mee Dir hutt en interministerielle Kommitee. Wat sinn objektiv d'Krittären, fir dass mer eis nach eng Kéier dozou decidéiere matzemaachen? Wéi geet et virun? A wéini kënne mer mat der Decisioun rechnen, ob Lëtzebuerg nach eng weider Kéier beim ESC mat derbäi ass?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci Här Hansen. Här Premierminister.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, et ass effektiv esou, datt den ESC an den LSC, also de Lëtzebuerger Deel vum europäesche Songfestival, vill Begeeschterung ausléist an datt dat en Evenement ass, dat effektiv vu ronn 150 Milliounе Mënschen op der Televisioun gekuckt gëtt. An duerfir huet Lëtzebuerg jo och decidéiert, 2024, no 30 Joer Absence, erëm dorunner deelzehuelen.

Fir mech gesäit een zwee Elementer, déi wichteg sinn. Dat eent ass d'Visibilitéit vum Land, fir och engem méi breede Public virzestellen, wat Lëtzebuerg kann, an an deem Kontext, dat ass deen zweete Grond, engem groussen Deel vun der Museks- a Kulturzeen och eng international Plattform ze bidden, fir sech dorop ze preparéieren an dann och dobaussen dat virzestellen.

Duerfir mengen ech, datt dat eng Initiativ ass, déi ee sollt weider positiv begleeden. Ech wëll och all deene felicitéieren, déi an deene leschten dräi Joer zu Lëtzebuerg mat vill Begeeschterung dorun deelgeholl hunn. Dat sinn der jo ganz vill, net nëmmen déi, déi an d'Halleffinall oder d'Finall komm sinn, mee och all déi aner. An duerfir, mengen ech, ass dat schonn eng flott Bün.

Et ass awer wichteg, an dat hunn ech och dem Kulturminister mat op de Wee ginn, datt ee wierklech muss kucken, datt d'Lëtzebuerger Kulturzeen, d'Lëtzebuerger Musekerinnen a Museker total do agebonne sinn. An dat ass och dem Kulturminister seng Meenung, datt een also muss sécherstellen, datt et wierklech e Boost ass fir Lëtzebuerger Sängerinnen a Sänger. D'Kollaboratioun mat RTL a mat der Rockhal ass exzellent. An duerfir hunn ech d'Intentioun, der Regierung ze proposéieren, dat och dat nächst Joer ze maachen. An da mussen an deem Grupp déi organisatoresch an déi artistesch Froe gekläert ginn, och déi finanziell.

Mee ech mengen, do fënnt een eng Léisung, fir datt déi Aktivitéit, déi souwuel fir déi, déi nokucken, wéi fir déi, déi op der Bün sinn, vill Begeeschterung ausléist, och kann d'nächst Joer gemaach ginn.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 353 vum Här Sven Clement un d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet iwwert d'Ëmsetzung vun der 119-Hotline fir Suicidekrisen. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 353 du 21 mai 2026 de M. Sven Clement relative à la mise en place de la hotline 119 pour les personnes en crise suicidaire, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Et ass esou, ech hunn et gëschter schonn am Kader vun enger Motioun thematiséiert, datt mer u sech op der Nummer vun SOS Détresse, dem 454545, nëmmen zu begrenzten Auerzäiten, nämlech deeglech vun 11 bis 23 Auer, Benevoller hunn, déi Leit, déi an enger Suizidkris sinn, zur Säit stinn. Ausserhalb vun deenen Auerzäite gëtt ee verwisen un den 112 respektiv et soll ee probéieren, bei säin Hausdokter ze goen.

Alles dat sinn natierlech sënnvoll Recommandatiounen. Et ass awer esou, datt an deene meeschten europäesche Länner mëttlerweil eng eenheetlech Nummer, den 119, a Betrib ass a Fäll vun enger Suizidkris. Et ass esou, d'Chamber huet am November 2025, also virun e bësse méi wéi engem hallwe Joer, hei eestëmmeg eng CSV-Motioun ugeholl, fir esou eng Nummer ze schafen.

Dofir ass meng Fro haut un d'Madamm Ministesch: Wou sinn d'Aarbechten do drun? Firwat si mer do nach net méi wäit? E Spriecher vum Ministère huet nämlech géintiwwer der Press erkläert, et kéint nach – an ech zitéieren – Méint oder souguer Joren daueren, bis iwwerhaapt emol d'Base légale geschafe wär. Guer net ze schwätzen dovunner, bis wéini déi Nummer operationell wär. An dofir wollt ech d'Ministesch och froen, wéi si een esou laangen Delai zwëschent awer engem Vote unanime vun der Chamber an enger Ëmsetzung am Gesondheetsministère justifiéiert.

An da schlussendlech: Wéini gedenkt d'Madamm Ministesch, déi gesetzlech Basis ze schafen, déi hei néideg ass? Well et ass definitiv esou, Lëtzebuerg ass, wat d'mental Gesondheet an den Zougang zu psychiatreschen a psychologesche Servicer ugeet, net grad d'Nummer eent. An den 119 wär definitiv eng wichteg Leeschtung, fir hei besser dozestoen a virun allem Leit an Nout ze hëllefen.

A loosst mech awer um Schluss ganz kuerz e Message ginn un all déi Leit, déi eventuell vun enger Suizidkris eng Kéier betraff waren oder betraff kéinte sinn: Sicht Iech Hëllef! Rufft déi Nummeren un, déi zur Verfügung stinn, wa se zur Verfügung stinn, oder rufft een aus Ärer Famill oder vun Äre Frënn un, well et ass ëmmer een do, fir Iech ze hëllefen!

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. D'Gesondheetsministesch huet elo d'Wuert.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President. A merci och dem Deputéierte Sven Clement dofir, eis drun ze erënneren, datt mer am November do eng ganz wichteg Motioun mat op de Wee kruten ënnert der Regie vum Deputéierte Ricardo Marques, deen déi Nummer a sengem Discours proposéiert huet, an déi dunn hiren Nidderschlag an där besotener Motioun fonnt huet.

Erlaabt mer, den Deputéierten eng Kéier ze zitéieren, hie sot: „Eng eenzeg Entrée, déi all déi Servicer zesummeféiert, déi haut schonn eng formidabel Aarbecht leeschten. Net fir si ze ersetzen, net fir si ze iwwergoen, mee fir si méi accessibel ze maachen, fir si matenee verbonnen ze halen."

An dat ass et, wat mer wëlle schafen, eng eenzeg Entréesnummer, déi een einfach am Kapp huet, fir do unzeruffen. Mee ech wéilt awer nach eng Kéier drop hiweisen, datt mer schonn extreem vill Servicer hunn, den Deputéierten huet deen ee genannt, SOS Détresse, deen net onbedéngt spezifesch fir Suicidepreventioun do ass, mee deen all Dag 12 Stonnen op ass, de Weekend 16 Stonnen op ass. Mir hunn zënter Januar eng nei Plattform, „Prévention Suicide", wou ee relativ vill Informatioune fënnt, wou och Familljememberen Informatioune fannen, fir Leit ze encadréieren.

A last but not least, wéi gesot ginn ass, hu mir Service-d'urgencen, mir hunn den 112, mir hu grouss Spideeler, wou 24 Stonnen op 24 Urgence ass. A wa mer dat Lach musse combléieren, da maache mir dat. Mir hunn och net näischt gemaach, mir hunn e Kontakt ausschaffe gelooss, wat nach amgaang ass, finaliséiert ze ginn. Mir hu schonn de Budget, dee mer bräichten, um Radar, dat si ronn eng Millioun Euro, an 13 Persounen, déi dann do solle schaffen, fir déi 24/24-Stonnen-Hotline ze kréien.

Mee de Budget an d'Persounen eleng ginn net duer. Mir mussen all déi Servicer, déi bestinn, matenee vernetzen. An dat ass eng konzeptuell Aarbecht, déi een net a sechs Méint mécht, mee déi een och net a Jore muss maachen. Ech weess net, wou déi Ausso hierkënnt. Mir kënnen herno nach eng Kéier kuerz matenee schwätzen, fir dann déi Pressestell ze fannen, wou dat steet. Mir hunn eis Presseorganer duerchgekuckt, déi mir déi lescht Wochen a Méint um Radar haten, a mir hu vun enger net definéierter Timeline geschwat, mee net vu Joren.

Dat gesot, och hei si mer zesummen ënnerwee, mateneen a fireneen en Tabu briechen, driwwer schwätzen. Den Deputéierten huet den Appell nach eng Kéier gemaach: Jiddweree soll sech Hëllef siche goen op deene Plazen, déi et de Moment gëtt. A mir wäerten eist maachen, fir déi Nummer 119 sou séier wéi méiglech en place ze setzen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister.

Da komme mer zur Fro Nummer 354 vun der Madamm Francine Closener un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend iwwert d'Jugendgewalt. Madamm Closener.

– Question n° 354 du 21 mai 2026 de Mme Francine Closener relative à la violence juvénile et aux agressions sur le trajet scolaire, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Mme Francine Closener (LSAP) | Merci, Här President. D'Theema Gewalt bei Kanner a Jugendleche gëtt leider ëmmer méi zu engem trauregen Dauerbrenner. Ëmmer méi Elteren an och Enseignante schloen Alarm. Déi Jonk si vläicht net allgemeng méi gewalttäteg gi wéi déi Generatioune virun hinnen – am Géigendeel, vill Jugendlecher si souguer ganz sensibiliséiert, wann et ëm Mobbing oder aggressiivt Verhale geet –, mee do, wou et awer zu Gewalt kënnt, do falen d'Hemmschwellen, an och Acteure wéi respect.lu, déi sech mat der Radikaliséierung beschäftegen, confirméieren dat.

Et ass eng Tatsaach, datt sech online an offline richteg Gruppe bilden, an deene sënnlos a muttwëlleg Gewalt reegelrecht gefeiert gëtt. Wien am feststen draschléit, wien am meeschte Leit blesséiert, wien duerch extreem Aktiounen opfält, dee klëmmt an esou Gruppen am séiersten an der interner Hierarchie, also dee Brutaalste gëtt herno de Chef vun deem Ganzen.

A well d'Dossiere bei der Police an der Justice ze dacks ze laang Zäit brauchen, bis se traitéiert ginn, spieren d'Täter guer net direkt d'Konsequenze vun hirem Verhalen. Am konkreete Fall vun engem Lycée zu Miersch sinn eisen Informatiounen no eng ganz Rei Schüler a souguer Eltere vun engem gewalttätege Grupp vu Jonken um Schoulwee zesummegeschloe ginn, an dat esou schlëmm, datt e puer vun hinnen hu missen am Spidol behandelt ginn. Obwuel d'Schoul selwer Mesüre geholl huet, fir hir Schüler ze schützen, soll sech d'Situatioun um Schoulwee bis haut net verbessert hunn, krute mir gesot, trotz de Plainten, déi deposéiert goufen, eebe well d'Prozeduren dacks laang daueren.

Ech hunn duerfir follgend Froen un de Minister: Wéi bewäert Dir de Fait, datt d'Gewalt ënnert deene Jonken ëmmer méi brutal gëtt? Wat wëllt d'Regierung a punkto Afferschutz kuerzfristeg ënnerhuelen? Wéi eng Piste verfollegt Dir och als Jugendminister, wann et ëm d'Täteraarbecht bei deene Jonke geet, déi duerch esou ganz extreem Gewalt opfalen? Wéi wëllt Der den Afloss vun esou Gruppen, déi ouni Schimmt Gewalt verherrlechen, aschränken? A wéi schafft Der engersäits mam Policeminister an anerersäits och mat der Justizministesch zesummen, fir datt esou Dossieren och wierklech séier traitéiert ginn, fir ze verhënneren, datt d'Täter eeben dat Gefill hunn, datt se egal wat kéinte maachen a se keng Konsequenze bräichten ze fäerten?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Closener. Här Educatiounsminister.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Jo, merci, Madamm Closener. Här President, Dir Dammen an Dir Häre, leider ass d'Gewalt eng Realitéit an eiser Gesellschaft. A Kanner, Jonker an och d'Schoulen, déi sinn d'Spigelbild vun der Gesellschaft. A mir mierken, wéi hei grad geschildert ginn ass, wéi mer aus der Press ëmmer erëm mussen erfueren, jo, wéi ech och a menger Qualitéit als Unterrechtsminister ëmmer nees mat informéiert ginn, dass d'Gewalt och an eise Schoulen eng Realitéit ass, och ronderëm eis Schoulen, och um Schoulwee. An et stellt een och eng nei Qualitéit fest an zum Deel och eng Banaliséierung vun der Gewalt, datt dat eigentlech als en alldeegleche Phenomeen, e ganz normale Phenomeen, och vun deene Jonken – vun engem Deel vun de Jonke selwer, op jidde Fall – gesi gëtt.

Dat interpelléiert eis an ech denken, datt d'Schoulen eng Responsabilitéit do hunn. Si hunn och eng Responsabilitéit – an et war mir wichteg, de Schoulen, de Responsabelen an de Schoulen an Direktiounen dat och kloer ze maachen –, wann déi Gewalt net physesch an der Schoul selwer geschitt, also net am Perimeeter vun dem Site scolaire, mee wa se innerhalb vun der Schoulcommunautéit geschitt, fir och kloer ze maachen: Och eng digital Gewalt zum Beispill gehéiert dozou, Cybermobbing, mee och Gewalt um Schoulwee. Dat ass och eppes, wat d'Schoulcommunautéit soll interpelléieren, wat se net ka kal loossen. A si huet natierlech hir Geschierkëscht do derfir, an dat geet vu Sensibiliséierung bis zu disziplinaresche Moossnamen, déi kënne geholl ginn a ganz konkreete Fäll.

Dee ganz konkreete Fall zu Miersch, deen Der hei uschwätzt, huet och derzou gefouert, datt d'Schoul disziplinaresch Moossname geholl huet – déi concernéiert Schoulen. Et waren net onbedéngt Täter, déi aus där Schoul komm sinn, op déi elo hei éischter de Spot geriicht ass, dat ware jo éischter d'Affer, déi aus där Schoul komm sinn zu Miersch. Déi aner Schoulen hunn hir Responsabilitéit geholl a sinn och disziplinaresch géint déi Schüler do virgaangen, hunn dat awer och mat där Schoulcommunautéit thematiséiert, fir ganz kloer ze maachen, datt dat doten inakzeptabel ass an datt dat och zu Konklusiounen an zu Konsequenze ka féieren an och muss féieren.

An et wäert och nach mat deene concernéierte Schülerinnen a Schüler zu Miersch selwer thematiséiert ginn, well ech mengen, dat Schlëmmst wär, wa mer et och géife banaliséieren, wa mer et och einfach géifen hinhuelen. An duerfir musse mer och reagéieren an et mat deene Jonken opschaffen, fir ze verstoen, wat do geschitt a wat do eeben net richteg geschitt ass, a wou jiddereen, och déi Jonk selwer, am ganz prezise Fall eng Responsabilitéit ze droen hunn.

Dat ass dat, wou ech gesinn, datt d'Schoul an d'Schoulcommunautéit, och déi Responsabel an der Schoul, hir Aufgab ze fannen hunn, wéi gesot, vun der Preventioun bis zu disziplinaresche Sanctiounen.

Wat natierlech d'Sécherheet um Schoulwee ubelaangt, wësse mer, datt dat eng Fro vum Ordre public ass, vun de Forces de l'ordre ass, vun der Police ass. Wat genee déi Faiten do sinn, muss och eng Enquête vun der Police erginn. Respektiv wéi mer se anzeklasséieren hunn, do muss och d'Justice hir Aarbecht maachen.

Ech weess awer och duerch Presseufroen an deene leschten Deeg an eigentlech och duerch mäi perséinlechen Interêt, deen ech ëmmer erëm un deene Froen do hunn, datt dee Kontakt net onbedéngt tëschent deene concernéierte Ministeren, mee awer tëschent deene concernéierten Déngschtstelle vun der Schoul, vun der Police a vun der Justice ganz gutt fonctionéiert, fir och schnell kënne Reaktiounen ze weisen.

Ech kann Iech op jidde Fall soen: D'Schoul huet reagéiert an disziplinaresch Moossname geholl.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. An domat wär d'Froestonn vun haut dann eriwwer.

4. Motion de Mme Francine Closener relative à la lutte contre les inégalités éducatives et la pauvreté infantile

(Motion déposée en séance publique n° 113 du 3 décembre 2025 – à consulter au compte rendu n° 45/2023-2028 en page 48)

Mir géingen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen, an zwar der Motioun vun der Madamm Francine Closener iwwert d'Erzéiungsongläichheeten an d'Kanneraarmut. D'Auteure huet 5 Minutten Zäit, duerno hunn déi eenzel Fraktiounen a Sensibilitéiten och 5 Minutten, wa se wëllen, d'Regierung och. An et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Ricardo Marques, den Här Gilles Baum, den Här Fred Keup, d'Madamm Djuna Bernard an den Här David Wagner.

Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert elo als Auteure vun der Motioun. Madamm Closener.

Exposé

Mme Francine Closener (LSAP), auteure | Villmools merci, Här President. Dës Motioun hunn ech am Dezember hei deposéiert, wéi mer iwwert de Projet ALPHA diskutéiert an ofgestëmmt hunn. D'Alphabetisiérung op Franséisch soll jo e Mëttel ginn, fir méi Chancëgerechtegkeet an der Schoul an duerch d'Schoul ze schafen.

Awer – an dat wësse mer alleguerten –: Dat ass keen Allheelmëttel. An all d'Etüde weise jo ëmmer erëm, datt et net eleng d'Sprooch, mee virun allem de sozioekonomeschen Hannergrond ass, deen d'Haaptroll spillt fir dem Kand seng schoulesch Karriär. An anere Wierder: Kanner aus aarme Familllen hunn et vill méi schwéier, an der Schoul matzekommen.

De soziale Lift fonctionéiert trotz alle Reformen nach ëmmer net. An duerfir ass et eis an der LSAP eeben esou wichteg, déi Problemer och ze thematiséieren an unzepaken, duerch nach eng besser Zesummenaarbecht tëscht der Educatioun an de soziale Servicer, duerch eng adaptéiert Formatioun vun Enseignanten an Educateuren, duerch eng global Strategie vun alle kompetente Ministeren, fir géint Inegalitéite virzegoen an der Schoul, an der Santé, am Logement.

Elo ass et esou, dass dës Motioun sech quasi iwwerschnidden huet mat der Regierung hirem Aktiounsplang géint d'Aarmut, wou jo och eng Hellewull Moossname géint d'Kanneraarmut virgesi sinn. An dat begréisse mer natierlech. An ech wëll och wierklech de Ministere Meisch, Deprez an Hahn Merci soen, datt se sech d'Zäit geholl hunn, fir sämtlech Moossname géint d'Kanneraarmut an der Commission jointe am Detail ze erklären.

Ech wier awer frou, wa mer dës Motioun géife stëmmen, quasi als Encouragement fir d'Regierung, well déi Moossnamen an der Strategie, déi si jo ..., dat si Moossnamen, déi virgesi sinn, mee bis elo awer och zu engem ganz groussen Deel Annoncen. Mam gudde Wëlle geet et jo awer net duer. Si mussen och nach ëmgesat ginn. Duerfir géife mer mam Vott vun dëser Motioun der Regierung weisen, datt d'Chamber et och eescht mengt am Kampf géint d'Inegalitéiten.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Closener.

Den Här Ricardo Marques huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Ricardo Marques (CSV) | Jo, merci, Här President. Dës Motioun beschreift d'Problemer ronderëm d'Kanneraarmut, déi keen hei am Haus a Fro stellt. Si gouf och dowéinst an d'Kommissioun verwisen, wou mer mat dräi Ministeren den Tour vun all de Mesüre gemaach hunn, déi an der Motioun viséiert goufen.

Wärend méi wéi 50 Minutten hunn déi dräi concernéiert Ministeren net manner wéi 33 konkreet Mesüre presentéiert. Jo, ech hu se gezielt, nodeems ech iwwerrascht war, dass mir nach eng Kéier hei sollten driwwer ofstëmmen.

D'Motioun fuerdert méi Zesummenaarbecht tëscht Schoul- a Sozialservicen. Majo, dat leeft ënner anerem schonn iwwert déi verstäerkt Vernetzung tëscht Schoul, ONE a soziale Prestataires.

D'Motioun fuerdert méi Sensibiliséierung an der Formatioun vum Léierpersonal. Jo, dat ass ënner anerem schonn Deel vun der initialer Weiderbildung vun den Enseignanten.

D'Motioun fuerdert eng interministeriell Strategie géint déi edukativ Inegalitéiten a Kanneraarmut. Genau dat gëtt scho mam nationalen Aktiounsplang géint d'Aarmut, wou 18 Ministèrë mat iwwer 100 konkreet Mesüre schaffen, gemaach.

D'Motioun fuerdert e Monitoringsystem. Och dat existéiert schonn, ënner anerem iwwer LUCET, PISA an aner international Monitorsystemer, déi weider ausgebaut ginn.

Dofir stellt sech d'Fro: Wat ass dann de Meerwäert vun dëser Motioun, wann all Punkt aus dëser Motioun entweeder schonn ëmgesat gouf, amgaangen ass, ëmgesat ze ginn, oder an der zoustänneger Kommissioun am Detail presentéiert gouf?

Jo, aus deem Grond recommandéieren ech menger Fraktioun, déi Motioun net matzedroen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Marques. Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Merci der Madamm Closener fir d'Motioun an och dofir, sech nach eng Kéier d'Zäit geholl ze hunn, fir de Mëtten nach eng Kéier d'Motioun ze erklären.

Et ass effektiv esou, dass mer ganz laang, quasi eng Stonn, an der Kommissioun mat den dräi zoustännege Ministeren, der Madamm Deprez, dem Här Meisch an dem Här Hahn, duerch déi verschidde Mesüre gaange sinn. An d'Madamm Closener huet et elo just gesot, si huet effektiv déi Motioun hei deposéiert quasi eng Woch, éier den Aktiounsplang géint d'Aarmut presentéiert ginn ass, wou jo eng ganz Rei vun de Mesüren drastinn.

Ech hunn elo hei d'Mesüren eng Kéier, déi am Kader vun der Educatiounskommissioun ugeschwat gi sinn. An den Här Marques huet et gesot, et waren der 33. Ech wëll déi elo net nach eng Kéier widderhuelen. Ech wëll just ganz kuerz soen, dass mer iwwert d'Fréifërderung geschwat hunn, iwwert de Personalschlëssel an de Crèchen, d'Gratuitéit, déi an der Educatioun agefouert ginn ass, iwwert d'Fräistonnen an de Crèchen. Am Wunnengsbau hu mer iwwert d'Subvention loyer geschwat, déi ugepasst ginn ass no der Kannerzuel. Déi Efforten, déi gemaach gi fir d'Monoparentallen. Am Kader vun der Medezinn hu mer geschwat iwwert d'Schoulmedezinn, iwwert d'Campagne „Déi éischt 1.000 Deeg".

An ech kéint elo weiderfuere mat de Mesüren, déi annoncéiert gi sinn am Plang géint d'Aarmut, notamment d'Erhéijung vum Kannergeld an och déi nei Hëllef, déi agefouert gëtt fir Familljen, déi wierklech am Besoin sinn.

Wéi gesot, déi Motioun hei ass just deposéiert ginn, éier de Plang géint d'Aarmut deposéiert ginn ass. An eng ganz Rei vun deene Mesüren, déi presentéiert gi sinn, sinn och Mesüren, déi am Koalitiounsaccord waren. An dofir géif ech menger Fraktioun proposéieren, an dësem Fall déi Motioun hei och net matzedroen, well et wierklech Saache sinn, déi entweeder schonn ëmgesat sinn oder amgaange sinn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, merci, Här President. Et geet hei engersäits ëm de Problem vun der Kanneraarmut, deen hei am Land ëmmer méi grouss ginn ass an de leschten 20, 30 Joer. Ënner anerem awer och duerch strukturell Problemer, dorënner eng ëmmer méi grouss Unzuel vu Scheedungen, déi derzou féieren, dass ëmmer méi elengerzéiend Stéit do sinn, wou d'Kanner natierlech vläicht dann net déi Méiglechkeeten hunn an och finanziell net déi Ënnerstëtzung hunn an doduerch natierlech d'Kanneraarmut an d'Luucht geet. De Problem sinn also engersäits d'Scheedungen. Scheedunge sinn am Allgemenge schlecht.

Sou, déi zweet Saach ass déi, dann ass hei – et ass e bëssen dat Schlagwort ëmmer – „Kampf géint Inegalitéiten". Ech wëll awer hei ... Do si mer mat allem d'accord, mir mussen déi ënnerstëtzen, déi Ënnerstëtzung brauchen. Et gëtt jo och an der Schoul gemaach an et gëtt och scho säit 50 Joer an der Schoul gemaach. Et ass ëmmer scho gemaach ginn, dass an der Schoul aktiv Schoulmeeschteren do sinn, dynamesch Léierinne do sinn, déi grad deene Kanner, déi vläicht net déi Méiglechkeeten hunn, ëmmer erëm gehollef hunn. Och ouni iergendwéi eng staatlech Struktur oder e Befeel vun uewen, ass dat ëmmer d'Realitéit um Terrain gewiescht.

Inegalitéiten, wëll ech awer allgemeng soen, kréie mer net aus der Welt geschaaft. Et gëtt Inegalitéiten an allen Hinsichten. All Mënsch kënnt aneschters op d'Welt.

Dir hutt och Kanner vu räichen, gutt gebilte Familllen, déi d'Schoul net packen. An och net wéineg. An Dir hutt och Kanner aus Familllen, déi ganz aarm sinn a wou keng Bildung ass, déi d'Schoul awer packen. Och dat gëtt et net esou wéineg, wéi een heiansdo mengt. An et gëtt eeben och nach aner Grënn, déi dozou féieren, ob ee seng Schoul packt oder net. An et ass net nëmmen eng Fro vu sozialem Status doheem. Duerfir muss een do e bëssen oppassen.

Wat eis hei net esou gefält, dat ass natierlech, dass erëm hei dee ganze Projet ALPHA drasteet, dee mir en am léifste géife mol stoppen a guer net wéilten afféieren. An dat wier och räsonabel aus eiser Siicht. An duerfir mengen ech, ass dat heite scho fir eis net matzestëmmen.

An dann och erëm eng Kéier, wou ee sech ka froen, praktesch: Wéi soll dat fonctionéieren, dass d'Services sociaux zesumme mat de Services vum Ministère de l'Éducation nationale zesummeschaffen, fir Kanner ze fannen, déi Problemer hunn. Also, dat ass jo erëm eng Kéier eppes gutt gemengt, mee an der Ëmsetzung an an der ganzer Bürokratie, déi dat bedeit an esou weider, ob een do net einfach de Bou iwwerspaant. Wann ee vläicht méi de Leit géif vertrauen, déi um Terrain sinn, déi dat, wéi gesot, säit 50 Joer gutt maachen, da wier scho vill gemaach.

Une voix | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Madamm Djuna Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. Ech mengen net, dass een hei de Bou kann iwwerspanen. An och d'Enseignanten, déi natierlech eng grouss Expertis um Terrain hunn, mengen ech, hunn do och ëmmer erëm d'Potenzial, fir nach weider bäizeléieren, a wou een och weider op d'Sensibilisatioun ëmmer erëm muss Wäert leeën. Ech mengen net, datt dat e Punkt ass, wou een iergendwann eng Kéier kann en Hoken drënner maachen an dann ass et gutt. Just fir hei op mäi Virriedner ze reagéieren.

Mir hunn déi Motioun ënnerstëtzt, wéi se déi éischt Kéier hei an der Debatt war an der Plenière. Mir haten en interessanten Echange an der Kommissioun. Mir hätten, no mengem Goût, nach vill méi laang kënnen driwwer diskutéieren.

Virun allem fannen ech et ... Een Theema, dat mer hei ganz besonnesch um Häerz läit, ass d'Situatioun, wéi e Kand wunnt a wéi en Impakt seng Wunnsituatioun op seng Léierfäegkeeten huet. Dat ass einfach eng Evidenz, datt dat e Risenimpakt huet.

E Kand, dat an engem Foyer, an engem Flüchtlingsheem oder an engem Cafészëmmer grouss gëtt, huet natierlech net déi selwecht Konditiounen, fir kënnen ze léieren, fir Rou ze kréien. An dat huet en Impakt op seng schoulesch Leeschtung. Ech mengen, dat si Saachen, déi wësse mer heibannen. Dat kann een net lassgeléist vunenee kucken. Ech mengen, dat ass e ganz wichtegt Beispill, wat och hei an dës Motioun erafält a wou mer wierklech mussen alleguerten dohannert bleiwen.

Natierlech ginn och d'Inegalitéiten am Schoulsystem méi wäit wéi déi vun der Sproochefro. An do gëtt et natierlech och eng Korrelatioun tëscht deene verschiddene Facteuren. Si verstäerke sech deelweis géigesäiteg. An dat ass eng Evidenz, dass do och dann déi transversal Approche tëscht der Educatioun, de soziale Servicer an deem, wat doriwwer erausgeet, muss nach besser aneneegräifen.

Ech mengen, mir krute vill Erklärungen dozou. Nichtsdestotrotz sinn déi Saache fir mech e Work-in-Progress, wou ee muss dohannert bleiwen, wou ee muss e Suivi maachen. An ech mengen, d'Chamber soll sech deem unhuelen.

Fir mech ass déi Motioun an deem dote Geescht och haut nach eng Kéier hei, fir dass mer eis hei alleguerte kollektiv kënnen dohannert ralliéieren. An an deem Sënn wäerte mir elo an där Kohärenz och nach eng Kéier dës Motioun mat ënnerstëtzen.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. U sech wollt ech näischt dozou soen, well déi Motioun esou evident ass an de breede Support vun der Chamber verdéngt hat.

Et huet mech dunn awer interpelléiert, wann ech den honorabele Kolleeg Marques hei héieren, fir ze soen: „Mir stëmmen als Majoritéit déi Motioun, wou et ëm Aarmut bei Kanner geet, wat wierklech déi Vulnerabelst sinn, net mat, well mir hunn an der Kommissioun sage und schreibe 50 Minutte mat dräi Ministeren driwwer diskutéiert." An dat …

(Interruption par M. Gilles Baum)

53 Minutte mengetweegen och nach. Dat mécht et elo marginal net besser, Här Baum!

„Mir hunn 53 Minutten diskutéiert, an dofir soll d'Chamber sech haut net nach eng Kéier zu deene Motiver bekennen, well d'Regierung jo Saachen annoncéiert huet." Mee mat deem Argument, Här Marques, da stëmme mer an Zukunft keng Motioune méi vun der Majoritéit! Dann däerf d'Majoritéit keng Motioune méi abréngen, well dat sinn alles Motiounen, wou d'Regierung sech jo schonn dozou bekannt huet.

Vun dohier fannen ech et en Aarmutszeugnis vun dësem Haus, Kanneraarmut esou salopp ewechzewësche mat 53 Minutten an enger Kommissioun, amplaz hei tatsächlech eng substanziell Motioun ze stëmmen! A mir wäerten dat dofir och matstëmmen.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Domat ass dann d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An da komme mer zur Ofstëmmung iwwert dës Motioun – wann d'Regierung net d'Wuert wëllt. Dat hat ech elo vergiess.

(Négation)

Dat ass net de Fall. Dann ass d'Diskussioun effektiv ofgeschloss.

Vote sur la motion

An da maachen ech d'Ofstëmmung iwwert dës Motioun op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Kuckt nach eng Kéier Är Procuratiounen, wannechgelift, ob jiddwereen … Ok, da schléissen ech de Vott esou of.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 20, Nee: 39, keng Abstentioun. Dës Motioun ass also mat 39 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmme bei kenger Abstentioun ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer (par Mme Stéphanie Weydert), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par M. Laurent Zeimet), Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert (par Mme Nathalie Morgenthaler), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. Gérard Schockmel), Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas (par Mme Mandy Minella), Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella et M. Gérard Schockmel ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

5. Question élargie n° 90 de Mme Francine Closener au sujet des écoles privées au Luxembourg

Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, an zwar der erweiderter Fro Nummer 90 vun der Madamm Francine Closener iwwert d'Privatschoulen. D'Auteure huet, wéi gesot, 5 Minutten Zäit fir hir Haaptfro an hir Zousazfro an d'Regierung huet 10 Minutten Zäit fir ze äntweren. An d'Madamm Closener huet d'Wuert. Madamm Closener.

Mme Francine Closener (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ronn 6.000 Schülerinnen a Schüler ginn zu Lëtzebuerg an eng vun deene 14 Privatschoulen, déi et hei am Land gëtt. Vun deene besichen 3,5 % eng vu fënnef Privatschoulen, déi och den nationale Léierplang enseignéieren, also den ëffentleche Bildungsoptrag mat erfëllen an zum Beispill och beim Schoulmonitoring matmaachen.

Déi allermeescht, nämlech 4.340 Kanner, ginn awer an néng Privatschoulen, déi sech net un den nationale Léierplang hale mussen, mee alternativ Programmer ubidden, wéi zum Beispill Waldorf oder Montessori.

All déi doten Donnéeë fënnt een am rezente Rapport vum Observatoire national de l'enfance, de la jeunesse et de la qualité scolaire.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift!

Mme Francine Closener (LSAP) | An dëse Rapport confirméiert eppes, wat engem muss ze denke ginn: dass et an enger ganzer Rei vun deene Privatschoulen natierlech eng Tendenz zu enger sozialer Segmentéierung gëtt, well virun allem nëmme besser gestallte Familljе sech déi zum Deel ganz héich Präisser vun de Privatschoule kënne leeschten.

Op Basis vu sengen Analyse formuléiert den Observatoire dräi zentral Recommandatiounen a sengem Rapport:

Éischtens sollen déi privat Schoulen op Basis vun zouverlässegen Donnéeën an déi national Schoulplanung mat agebonne ginn.

Zweetens sollen déi sozial Segmentéierungstendenzen do, wou se virkommen, erkannt ginn, an da missten natierlech och déi entspriechend Moossname geholl gi fir géigenzesteieren.

An drëttens sollen d'Krittäre fir déi ëffentlech Subventionéierung vun de Privatschoulen ugepasst ginn.

Aktuell kréien nämlech och Privatschoulen, déi sech net un den nationale Léierplang halen a guer keng sozial gerecht Opnamkrittären hunn, eng Subventionéierung vu 40 %. Do muss ee sech awer froen, ob dat richteg ass. Muss eng Schoul, déi vun den Elteren e fënnefstellege Joresbäitrag freet an domat also zu engem exklusive Luxus fir besser gestallte Familljе gëtt, muss eng Schoul, déi sech en plus net un den nationale Léierplang hält, muss esou eng elitär Schoul wierklech eng 40%eg Subventioun vum Lëtzebuerger Staat kréien?

Et wier falsch, pauschal all Privatschoul iwwert dee selwechte Leescht ze zéien. Privatschoule kënnen eng wichteg Fonctioun erfëllen, wa se déi ëffentlech Offer duerch alternativ Schoulforme completéieren. Mee – an dat ass awer e grousse Mee – se riskéieren, dem sozialen Zesummenhalt awer ze schueden, wa sech hir Offer just u besser gestallte Familljе géif riichten.

An deem Kontext hätt ech also e puer Froen un de Minister:

Wéi gesitt Dir déi Recommandatioune vum Observatoire? Wëllt Dir d'Donnéeën iwwert d'Privatschoule besser analyséieren, mam Zil, se systematesch dann an d'Schoulplanung anzebannen? Schliisslech schwätzt den Observatoire hei vun engem analytesche blanne Fleck.

Ënnerstëtzt Dir d'Iddi, déi ëffentlech Finanzéierung vun de Privatschoulen u Qualitéitsstandarden a sozial gerecht Opnamkrittären ze knäppen? Wéi eng Pisten hutt Der, fir eng sozial Segregatioun ze vermeiden an de Privatschoulen, awer natierlech och an den ëffentlechen Europaschoulen, wou et a verschiddene Gebaier – warscheinlech net duerch d'Bänk, mee a verschiddene Gebaier – änlech Tendenze gëtt?

A schlussendlech: Wéi gesäit et aus mam Färdere vun der Lëtzebuerger Sprooch an de Privatschoulen? Am Hierscht zejoert hat Dir, Här Minister, hei annoncéiert, ze préiwen, ob déi privat Schoulen net sollen derzou verflicht ginn, op d'mannst e Minimum u Lëtzebuergesch ze enseignéieren. Mir géifen dat absolutt begréissen. Wéi steet et domadder?

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Closener. D'Regierung huet d'Wuert. Här Minister.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, merci och dem Francine Closener dofir, dee Sujet hei eng Kéier ugeschwat ze hunn, jo, well et en interessante Sujet ass.

Ech hunn d'Entwécklung vun de Privatschoulen hei zu Lëtzebuerg gutt suivéiert. A mir hu gemierkt, datt se esou am Ufank vun den Nullerjoren esou bis an d'Mëtt, déi spéit Phas vun deem Joerzéngt duerno eigentlech un Importenz gewonnen hunn. Ëmmer méi Schüler sinn dohinner gaangen, notamment eeben och duerch d'Entwécklung vun internationale Privatschoulen, déi e reegen Zoulaf haten, och sécherlech aus der Konsequenz eraus, well dat eng Offer war, déi mer dee Moment nach net an eiser ëffentlecher Schoul haten. An déi Regierung, déi jo dunn en place war, huet jo och ëmgesteiert an huet – fir Eenzelner ganz massiv – an ëffentlech international Schouloffere, notamment eeben och ëffentlech Europaschoulen, investéiert. An déi developpéiert e Programm, deen d'ailleurs och weidergeet. An dat huet och dozou gefouert, datt zanter elo enger Rei vu Joren d'Zuele vun de Schülerinnen an de Schüler, déi an de Privatschoule sinn, generell eeben och déi an internationale Privatschoulen, éischter stagnéiert hunn.

Jo, déi Schoule sinn nach ëmmer gutt ausgelaascht. Jo, déi Schoule brauche mer och iergendzwousch an eiser gesamter Bildungslandschaft. Mee et ass awer net méi esou, datt eigentlech jiddereen dohinner gedréckt ginn ass, wann en en internationale Schoulparcours wollt maachen, well mer dann och an eiser ëffentlecher Schoul gratis zougänglech fir jiddereen do eng Offer haten.

Wéi sech d'Schülerschaft, déi 116.000 Schülerinnen a Schüler, déi mer hunn, opdeelt op déi jeeweileg Ordres d'enseignement, privat an och ëffentlech, huet d'Francine Closener hei gesot.

Si ass och drop agaangen, datt mer en Ënnerscheed hunn, eigentlech zwou Kategorië vu Privatschoulen: eng Kéier déi, déi eisen nationale Curriculum ubidden, déi awer éischter, mat 3,5 % vun der gesamter Schülerschaft, ech wëll net soen, marginal sinn – mir wëssen, wien dat ass –, déi awer och nach ëmmer eng wichteg Funktioun hunn an eiser Bildungslandschaft, mee awer mat ronn 10,7 % international Privatschoulen, déi schonn eng aner Roll spillen – woubäi ech awer do wëll soen, datt d'Hallschent vun deenen, déi do mat kontabiliséiert sinn, och Schülerinnen a Schüler sinn, déi an déi zwou Typ-1-Europaschoule ginn.

Dat heescht, den Taux läit eigentlech éischter bei 5 bis 6 %, wat wierklech international Privatschoule sinn. Mir wëssen, d'Europaschoule si finalement och nach ëmmer ëffentlech Schoulen, well se vun der EU-Kommissioun gedroe ginn an domadder vun deene 27 EU-Länner an net onbedéngt mat anere privatrechtlechen Acteuren ze vergläiche sinn.

Mir sinn domadder e Land, wa mer déi vun den Europaschoule géifen erausrechnen, dat tendenziell éischter bei deene läit, déi ganz wéineg Schülerinnen a Schüler a Privatschoulen hunn a wou d'ëffentlech Schoul ganz breet opgestallt ass an eng valabel Propos fir all Schülerin a Schüler ka maachen.

Wann een elo de soziale Profill kuckt vun de Schülerinnen a Schüler, gëtt et natierlech Ënnerscheeder souwuel bei de Privatschoulen, ech géif emol soen tëschent deenen internationalen an deenen, déi den nationale Curriculum ubidden, awer och an eisem nationale Schoulsystem. Wa mer elo mol géife kucke goen, wat den Ënnerscheed tëschent dem sozioökonomeschen Hannergrond vun de Schüler am Enseignement classique, am Enseignement général, am Preparatoire ass, da géife mer do warscheinlech änlech Diskrepanze feststellen.

De Rapport vum Observatoire beliicht dat doten dann och a kuckt eng Kéier de Salaire médian vun de Famille vun de Schüler aus all eise Schoulkategorien, jo, an déi international Privatschoulen dominéieren do mat engem Salaire médian vu 64.000 Euro. Hannendru kënnt den ëffentleche Lycée classique mat 46.000 Euro, dann déi ëffentlech Europaschoule mat 37.000 Euro, dann eeben d'Privatschoulen, déi den nationale Programm ubidden, mat 31.000 Euro an dann den Enseignement secondaire général mat 29.000 Euro.

An dat weist nach eng Kéier ganz gutt, datt mer iwwerall Ënnerscheeder hunn. A firwat do déi international Privatschoulen eebe grad och esou héich leien a rekrutéieren an aus engem éischter ganz favorabele sozioökonomesche Milieu, huet jo och domadder ze dinn, datt et ganz dacks jo awer Schoule sinn, déi direkt no un der Ekonomie sinn, direkt Kanner aus engem Expatmilieu eigentlech ophuelen, aus engem engleschsproochegen Expatmilieu virun allem ophuelen, déi nun eeben emol ganz gutt verdéngen.

Et huet sécherlech och domadder ze dinn, datt mer eeben zanter méi wéi zéng Joer elo ëffentlech international an ëffentlech Europaschoulen hunn, well domadder hu mer op d'mannst garantéiert, datt mer och an der ëffentlecher Schoul fir all Kand, egal wat de Verdéngscht vun den Elteren doheem ass, egal wat de sozioökonomeschen Hannergrond ass, och eng valabel Offer hunn, an datt déi net méi hu missen esou deiert Geld bezuelen, an Dir hutt d'Montanten hei genannt, déi ech deelweis sécherlech ka confirméieren, a mer wëssen, dat kann net all Famill sech leeschten, mee d'ëffentlech Schoul bitt dee selwechte Curriculum och elo eeben an eise Schoulen un, an dat zougänglech fir jiddereen. An duerfir hu mer sécherlech och do nach eng Kéier éischter an den internationale Privatschoulen eng Tendenz hin zu enger Populatioun, déi sozioökonomesch éischter relativ héich gestallt ass.

Ech deele sécherlech eng Rei vun de Recommandatioune vum Observatoire. Éischtens emol, datt mer de Bléck méi staark sollen och op d'Privatschoule riichten. Och wa se net direkt ënnert dem Ministère an engem hierarchesche Lien fonctionéieren, heescht dat net, datt deen Deel vun eisem Bildungssystem eis soll egal sinn. Ech muss awer och soen, datt mer zu de Privatschoulen, déi den nationale Curriculum ubidden, e ganz gudde Lien hunn, mat deenen e ganz gudden Austausch hunn, well mer jo ganz villes och zesummen entwéckelen, och Innovatioun aus deene Schoule kënnt, déi mer an eise Schoulsystem iwwerhuelen, och gemeinsam Projete realiséiert goufen déi leschte Joren.

Ech mengen och, datt mer e besseren Iwwerbléck generell nach eng Kéier kréien, wou wéi eng vun eise Schülerinnen a Schüler beschoult ginn, mat dem Akraafttriede vun der Obligation scolaire bis 18 Joer, well domadder musse mer ganz genau och als Ministère e Suivi assuréieren, wie wou beschoult gëtt.

Mir schaffen och un enger Reform vum Gesetz iwwert d'Privatschoulen, wou mer sécherlech eenzelner vun deene Recommandatiounen och ganz gären iwwerhuelen.

Dir hutt d'Lëtzebuerger Sprooch ugeschwat, eppes, wat mir och um Häerz läit, datt eigentlech jiddereen, deen an enger Schoul ass, déi ëffentlech matfinanzéiert gëtt, och op d'mannst bis e gewëssenen Niveau soll d'Lëtzebuerger Sprooch do kënne léieren oder mussen – mussen! – léieren.

Dir hutt och vun der Inspection pédagogique geschwat, och vu Qualitéitskrittäre geschwat, wou ech wëll soen: Mir hunn och elo, obscho mer nach kee Gesetz hunn, awer haut schonn eng Inspection pédagogique, déi mer assuréieren, och an de Privatschoulen, wou mer ee fréiere Schouldirekter an och ee fréieren Observateur dofir designéiert hunn, déi Aufgab do ze assuréieren. Jo, do stelle Froe sech, deene mer net aus de Féiss däerfe goen an déi mer am Kontext vun engem neie Gesetz iwwert d'Privatschoulen och sollten ugoen.

Ob mer elo esou wäit kënne goen, datt mer och virschreiwen, wie Privatschoulen däerfen ophuelen a wie se net ophuelen – finalement ass dat e Kontrakt. Dat ass e Kontrakt tëschent enger Privatschoul, wat meeschtens eng Nonprofit-Struktur ass, eng ASBL, eng Fondatioun, wéi och ëmmer, an enger Famill. An déi schléissen e Kontrakt mateneen. A wat doranner steet, wat se musse kënne bezuelen, wie se dann och do huelen oder net kënnen huelen, dorobber, mengen ech, hu mer relativ wéineg Afloss, an ech weess net, ob mer dat an eist Gesetz géife geschriwwe kréien.

Fir mech war – an dat zanter Laangem, an ech mengen, dat wësst Der – wichteg, datt eeben och d'ëffentlech Schoul eng ganz Pallett vun Offere mécht, wou all Kand, egal wéi seng Eltere finanziell dostinn, egal aus wéi engem sozioökonomeschen an och aus wéi engem kulturelle Milieu déi Kanner kommen, eng valabel Offer an der ëffentlecher Schoul ka kréien. An dat hu mer gesinn, datt déi Politick och Friichte gedroen huet, zanterdeem ass nämlech d'Croissance vun de Privatschoulen net nëmme gestoppt, mee eeben och réckleefeg.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Huet d'Madamm Closener nach eng Zousazfro? Dat ass de Fall. Madamm Closener.

Mme Francine Closener (LSAP) | Ganz schnell. Merci, Här Minister, fir d'Explikatiounen. Ech wollt nom Timing vun deem Gesetz froen. Ass dat fir geschwënn? Sidd Der schonn amgaang, do un engem Projet de loi ze schaffen?

An dann och: Wéi ass et mat der Lëtzebuerger Sprooch? Kënnt dat da sécher? Hutt Der Iech do schonn decidéiert, dass dat e Krittär soll ginn?

An dann, lescht Fro: Déi 40%eg Subventionéierung fir Privatschoulen, déi net den nationale Curriculum enseignéieren, bleift dat och am neie Gesetz dann esou bestoen?

Merci.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Bei der Fro vun der Lëtzebuerger Sprooch sinn ech kloer decidéiert, datt, wa mer en neit Gesetz maachen, dat doranner soll kommen.

Jo, mir schreiwen och aktuell un engem neie Gesetz. Ech weess awer nach net genau, wéini et sprochräif ass. Mee sécherlech wëlle mer dat nach och an dëser Legislaturperiod op de Wee bréngen.

Ech muss Iech éierlech soen, ech war bis elo net dovunner ausgaangen, datt mer un deenen Tarifikatiounen an un deene Subventiounen, déi mer virgesinn hunn, do géife schrauwen, well mer wëssen och, datt dat jo nach eng Kéier eng aner Inzidenz hätt. Wa mer manner ëffentlech Gelder de Privatschoulen zoukomme loossen, da musse se se anzwousch aneschters fannen. An entweeder fanne se se da bei den Elteren, an da gëtt déi sozial Segregatioun nach eng Kéier méi staark gemaach, a mir hunn eis iwwert déi lescht Joren och dacks Suerge gemaach, datt vun anere Quellen ëffentlech oder privat Schoulen hei zu Lëtzebuerg géife finanzéiert ginn, an dat wär sécherlech och net dat, wat a mengen Ae wënschenswäert wär. Duerfir ass dat doten eigentlech bis elo keng Reflexioun gewiescht, déi mer poursuivéiert hunn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär dëse Punkt dann ofgeschloss.

6. 8471 – Proposition de loi portant modification de l'article L. 233-16 du Code du travail

Mir géingen zum nächste Punkt vun dësem Ordre du jour kommen, an zwar der Proposition de loi 8471 iwwert d'Aféierung vun engem Congé extraordinaire vu véier Stonne pro Bluttspend. D'Riedezäit ass de Basismodell. Dir kennt dee Modell. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Stéphanie Weydert, d'Madamm Carole Hartmann, den Här Mars Di Bartolomeo, den Här Michel Lemaire, d'Madamm Djuna Bernard, den Här Sven Clement an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vun der Proposition de loi, den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Travail

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), auteur-rapporteur | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, mat dëser Proposition de loi soll den Artikel 233-16 Punkt 11 modifizéiert ginn (veuillez lire: mat dëser Proposition de loi soll den Artikel 233-16 modifizéiert ginn, andeems e Punkt 11 bäigesat gëtt), fir fir d'Salariéen aus dem Privatsecteur e Recht op eng Fräistellung ouni Lounverloscht ze schafen, wa se Blutt oder Bluttkomponente spenden.

Dëst Recht, an dat ass wichteg ze wëssen, gëtt et haut schonn an eisem ëffentleche Secteur an och a verschiddene Kollektivverträg. Eng änlech Initiativ, och dat interessant, ass am Juni 2025 vun der franséischer Assemblée nationale ugeholl ginn. A mir haten och eng Petitioun virleien, déi leider d'Hürd – leider, Klammer – vun deene 4.500 Ënnerschréften net erreecht huet an dofir och net ëffentlech hei konnt diskutéiert ginn.

Ech hunn dës Proposition de loi den 19. Dezember 2024 hei an der Chamber deponéiert, an dat als eng vun de méiglechen Äntwerten op Engpäss bei de Bluttreserven, déi a leschter Zäit reegelméisseg opgetruede sinn.

Zu de Fakten: Mir hunn hei zu Lëtzebuerg dank 15.000 benevolle Bluttspender an nach vill méi, déi mol Bluttspender waren an elo net méi aus deene verschiddensten Ursaachen zougelooss sinn, déi reegelméisseg en Deel vu sech, aus hirem Kierper, ob Blutt, Plasma, Placketten oder Bluttkierpercher, spenden, d'Chance, an deem Beräich autosuffisant, also onofhängeg, ze sinn. Dat ass net esou normal. Aner Länner géifen nëmmen dovun dreemen. An déi wäre frou, wa se an esou enger Situatioun wären, wou d'Benevolat et erméiglecht, genuch Bluttreserven an normalen Zäiten ze hunn.

Iwwer eist Rout Kräiz verfüge mer och iwwer en exzellente Service, deen elo kierzlech zwar de Statut geännert huet an haut eng Fondatioun ass. Wichteg ze ënnersträichen ass, dass d'Bluttspenden en aussergewéinlechen an oft liewenswichtege Service un der Allgemengheet ass, e Service fir déi ëffentlech Gesondheet. Blutt a seng Komponente sinn duerch näischt ze ersetzen an dofir liewenswichteg!

Dës Proposition de loi huet als Zil, d'Versuergungssécherheet beim Blutt a sengen Derivater ze verbesseren, fir dee gudde System, deen op dem renge Benevolat opgebaut ass, ze stäerken an all Bluttspender, ob aus dem ëffentleche Secteur oder dem Privatsecteur, d'selwecht ze behandelen.

Et soll e staarke Gest sinn an a kenger Hinsicht vun dem Benevolat ofwäichen. Sou soll an Zukunft jiddwereen, dee säi Blutt gëtt, véier Stonne pro Don vun der Aarbecht fräigestallt ginn, an dat ouni Lounverloscht. Den Don muss dofir mat engem Certificat vum Zenter beluecht ginn.

Ech kommen dann zum Werdegang vun der Proposition de loi. De Conseil d'État, d'Chambre des Salariés, d'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers hunn den Text aviséiert.

De Conseil d'État huet eis nogeluecht, datt déi véier Stonne pro Don solle gëllen. Mir hunn deem Rechnung gedroen an engem Amendement an duerno hat de Conseil d'État keng Awänn zu dem Projet.

D'Chambre des Salariés begréisst d'Proposition de loi am Prinzipp, huet awer insistéiert, dass soll preziséiert ginn, datt den Text all d'Bluttkomponenten ofdeckt. Och deem hu mer am Amendement Rechnung gedroen.

D'Chambre des Métiers an d'Chambre de Commerce hu sech géint bezuelte Congé zulaaschte vum Betrib ausgeschwat. An hiren Ae géif dat dem Benevolat widderspriechen. Si hu gemengt, et wär dem Staat seng Aufgab, fir genuch Bluttreserven ze suergen, an net der Privatwirtschaft hir. Och wiere sech déi zwou Chambere géint eng Multiplikatioun vun de Congéen a schloe stattdessen eng Rei vun organisatoresche Moossname vir, fir d'Sécherheet vun de Reserven ze verbesseren.

D'Regierung huet sech duerch hiren Aarbechtsminister, de Marc Spautz, an der Kommissioun géint d'Proposition de loi ausgeschwat a privilegéiert eng Reegelung iwwer Kollektivverträg an och iwwer organisatoresch Moossnamen.

No Diskussiounen an der Kommissioun fir Aarbecht huet d'Majoritéit vun CSV an DP an der Kommissioun sech dofir ausgeschwat, der Chamber ze recommandéieren, d'Proposition de loi net unzehuelen. D'Argumenter waren: duerch e bezuelte Congé géif de Benevolat net à la lettre respektéiert ginn, et wär eng indirekt Remuneratioun, et sollt een éischter op Kollektivverträg zréckgräifen an et ass och higewise ginn op de finanziellen Impakt vun esou enger Moossnam. An der Diskussioun ass vun anere Säiten drop higewise ginn, dass een, wann et eng finanziell Fro wär, och do fir déi, déi et brauchen an déi iwwerfuerdert wären, Solutioune kéint fannen, zum Beispill iwwert d'CNS oder iwwert d'Mutualitéit vun den Arbeitgeeber.

D'Vertrieder vun LSAP, déi gréng an déi Lénk hu sech fir den Text ausgeschwat. D'ADR huet sech enthalen. Mat deene Prezisiounen iwwert d'Positiounen zum Text selwer gouf de schréftleche Rapport – ech soen „de Rapport", net „d'Proposition de loi" – eestëmmeg ugeholl, mat der majoritärer Empfeelung un d'Chamber, den Text net unzehuelen.

Voilà, dat war a kuerze Wierder de Werdegang. Mir bleift – an ech mengen, do kann ech am Numm vu jiddwerengem vun eis schwätzen – just nach, deene 15.000 Bluttspender an deenen, déi et eng Kéier waren an net méi kënnen duerch Bestëmmungen, Virsiichtsmoossnamen an esou weider an esou fort, en häerzleche Merci ze soe fir hire formidabelen Engagement.

An zum Schluss wäert Der mer verzeien, wann ech an engem Saz de Rôle vum Rapporter mat deem vum Auteur tauschen, deen traureg wär, wann dës Propositioun net ugeholl géif ginn. Mee – mee! – wéi heescht et esou schéin? „D'Hoffnung stierft als Lescht."

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Di Bartolomeo.

Déi éischt ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Stéphanie Weydert. Madamm Weydert.

Discussion générale

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Villmools merci, Här President. A villmools merci och dem Här Rapporter an dem Auteur vun dëser Proposition de loi, dem Här Di Bartolomeo.

De Lëtzebuerger Bluttspendemodell baséiert op Solidaritéit an op Fräiwëllegkeet vun deene 15.000 Spenderinnen a Spender. Dat huet den Här Rapporter scho gesot. An ech sinn immens houfreg ze soen, dass ech ee vun deene 15.000 Bluttspender sinn.

Une voix | Très bien!

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Ech wëll op dëser Plaz awer och dervu profitéieren, fir der Croix-Rouge e ganz grousse Merci ze soe fir déi formidabel Aarbecht, déi do geleescht gëtt Dag fir Dag, sief et vun deenen, déi d'Blutt ofhuelen, sief et vun deenen, déi d'Kontrolle maachen, awer och vun deene ville Benevollen, déi ëmmer an de Bluttspendezentere sinn, déi och hir Zäit afferen, soen ech emol, fir de Spenderinnen a Spender eppes klenges Guddes ze doen no der Spend mat enger Taass Kaffi, engem Téi oder engem Bréitchen oder engem gudde Stéck Uebst. Dofir e ganz grousse Merci u si an awer och un all déi 15.000 Spender.

Fir eis als CSV ass et wichteg, um Modell vun der Fräiwëllegkeet festzehalen. A véier Stonne Congé spécial, bon, dat ass sécher keen Allheelmëttel, fir méi Spender ze fannen an och fir den Engpäss am Blutt a senge Komponenten entgéintzewierken. Reell dauert eng Spend keng véier Stonnen. Wann ee kuckt, haut kann een e Rendez-vous huelen an et ass een a plus/minus enger Stonn nees dobaussen. Et kritt een och e Certificat de présence, wann et engem mol net sollt gutt sinn no senger Spend. Ech hat dat selwer schonn eng Kéier, dass et mer dronke war duerno, dass ech net konnt zréck op d'Aarbecht goen. Dat kënnt vir. Ech hu mengem Patron den Ziedel gewisen an de Patron huet gesot: „Kee Problem, vu datt mer jo och keng Karenzdeeg hei hunn. Kee Problem, dann ass dat notéiert, dass de net do bass."

Ech gesinn awer e Risiko fir verschidde kleng a mëttelstännesch Betriber, well déi hunn et organisatoresch net ëmmer einfach, wann ee just zwee, dräi Leit do schaffen huet a jiddereen huet da säi Congé spécial, fir déi véier Stonnen da Blutt spenden ze goen. Ech denken, zum Beispill bei Bluttspende ass et dräi- bis véiermol am Joer, jee nodeem ob een e Mann oder eng Fra ass. Wann een awer Placketten a Plasma spende geet, dat ass 12-mol am Joer, wou ee spende ka goen, dat heescht eemol de Mount en hallwen Dag, wou d'Salariéen net do sinn. An ech denken, do gëtt et Betriber a Secteuren, déi sech méi einfach do upasse kënnen, an anerer, déi wierklech hir Schwieregkeeten hunn. An dat ass eng grouss Laascht fir de Patron, net nëmme vum finanzielle Volet hier, mee awer och organisatoresch, fir de Betrib lafen ze loossen.

Als CSV setze mir dofir weiderhin op d'Fräiwëllegkeet vun de Bluttspender a gesinn dofir éischter aner Mesüren, wéi nach e Congé anzeféieren en contrepartie dës Kéier vun enger Bluttspend. D'Fro ass jo net nëmmen d'Zäit, mee et ass d'Sensibiliséierung an de Rekrutement vun neie Spender. Dofir menge mir als CSV, datt aner Mesüre méi cibléiert an och méi effikass kéinte sinn.

Zum Beispill hunn ech mech mat mengem Patron ëmmer arrangéiert. Ech hu gesot: „Hei, wéi gesäit et

aus?“ Ech hunn e bësse Visibilitéit gehat, wéi et mat den Dossiere stoung. Dunn hunn ech gesot: „Ech ginn elo um 14.30 Auer oder um 15.30 Auer eng Stonn fort an da sinn ech nees um Büro.“ An normalerweis, wann ee mat sengem Patron e gudden Drot huet, fënnt een och do en Accord, dass ee ka goen. An ech kennen och éierlech gesot … A mengem Ëmfeld si vill Bluttspender. Et huet nach kee mer gesot, en hätt do net e Konsens mam Patron fonnt.

Zweetens, dat huet den Här Di Bartolomeo och scho gesot, gëtt et Kollektivverträg, déi dat virgesinn. An hei gesi mir och ganz kloer, dass een am Dialog erëm mam Patronat, am Sozialdialog, do kann iwwert de Kollektivvertrag e Wee fannen, fir dem Salarié esou en extra Congé ze accordéieren. An et gëtt schonn déi eng oder aner Kollektivverträg, déi notamment dëst virgesinn.

Dann eng aner Mesür, dat ass déi vun de mobille Sammelstellen an de Busser. Ech hunn a Frankräich studéiert an ech war ganz erstaunt, wéi dann op eemol esou e Bus do op der Uni ugefuer komm ass moies. An dee stoung de ganzen Dag do, dee stoung dann oft eng ganz Woch do, an dann ass een nom aneren an dee Bus eragaangen, fir säi Blutt ze spenden. An dat si Mesüren, déi et och schonn hei zu Lëtzebuerg gëtt, wou de Bus vun der Croix-Rouge an d’Betriber fiert oder bei d’Betriber fiert, fir dass d’Mataarbechter direkt sur place kënnen hir Spend maachen, well dat, jo, einfach och vun der Organisatioun hier méi einfach ass. Ech denken, do kéint een usetzen, fir déi spezifesch Sammelstellen an och déi mam Bus nach méi auszebauen.

An dann eng aner Mesür ass déi mat den Heures de collecte. Dat ass och dat, wat d’Chambre de Commerce an d’Chambre des Métiers an hiren Avisen zu der Proposition de loi virgesinn hunn. Dat ass, dass een d’Kollektzäiten upasst. Do, denken ech, kéint d’Croix-Rouge zum Beispill eng Ëmfro bei hire Spender maachen, ob déi aktuell Zäiten zäitgemääss sinn. Ech mengen, et sinn zwee Deeg, wou et bis 18.00 Auer op ass, mee wär et net och eng Pist, eng Kéier moies um 7.00 Auer schonn unzefänken oder villäicht samsdes moies nach op där eng oder anerer Sammelstell?

Dat kéint alles derzou bäidroen, dass de Spender zu méi Geleeënheete kéint säi Blutt spende goen. Dofir wäert d’CSV dës Proposition de loi vum Här Di Bartolomeo och net matdroen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), auteur-rapporteur | O!

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Mee déi 500 Milliliter, déi ee spent, kënnen e ganz risegen Impakt hunn a Liewe retten. An dofir wëll ech hei op dëser Plaz och e ganz groussen Appell maachen un all déi Fraen a Männer, déi sech nach net ageschriwwen hunn, fir Blutt spenden ze goen, fir Spender ze ginn, well all Bluttgrupp gëtt gesicht. Egal ob Der méi eng rar hutt oder eng, déi et méi dacks gëtt, se ginn alleguerte gebraucht. A virun allem, wann ee säin Don gemaach huet, dann huet een e ganz speziellt Gefill, dat Gefill, datt ee mat engem ganz einfache Gest engem anere Mënsch gehollef huet, Hoffnung geschenkt huet an, jo, och vläicht Liewe gerett huet. Et geet ee raus an et fillt ee sech einfach gutt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Weydert. An déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d’Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d’Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo, Bluttspenden ass e Sujet, deen eis alleguerte betrëfft an eis och alleguerten interesséiert. Mat enger Bluttspend kann ee Liewe retten am Alldag. Do denkt een net onbedéngt ëmmer dorunner, mee wann et dann zu schlëmmen Accidenter kënnt oder effektiv eng Persoun och an enger Interventioun vill Blutt verléiert, da gëtt dat Blutt gebraucht, fir och Liewen ze retten.

Dofir wëll ech op dëser Plaz och alle Bluttspender, ënner anerem dann dem Stéphanie Weydert, och Merci soen, datt se effektiv Blutt spenden. Et ass immens, immens wichteg, dass mer Bluttreserven hunn, fir deene Leit ze hëllefen, déi se och brauchen.

Déi virleiend Gesetzespropos, déi soll dann de schaffende Leit am Privatsecteur véier Stonnen, also en hallwe Schaffdag, Congé erméiglechen, wa si spenden, ugeleent un eng Dispens, déi et zënter 2018 an der Fonction publique och scho gesetzlech gëtt. Ugangs, an dat ass gesot ginn, ass et reng ëm d’Bluttspende gaangen. Duerno ass och de Plasma derbäikomm, awer och d’Placketten. Domat wier et mat der Propos, an dat ass och gesot ginn, reng wat d’Bluttspend ugeet, bei enger Fra dräimol am Joer méiglech, bei engem Mann véiermol am Joer, bei Plasma eemol de Mount méiglech, fir hei ze spenden.

Als Demokratesch Partei sti mir de manière générale all de Mesüren, déi zu enger Erhéijung vun eise Bluttreserve féieren, positiv géintiwwer. Genau aus deem Grond hu mir och schonn an der viregter Legislaturperiod e puermol ënner anerem de Sujet opgeworf vun dem gläichberechtegten Accès zu dem Bluttspenden, well et awer bei eis am Land ëmmer nach eng Diskrepanz gëtt tëschent dem Bluttspende vun heterosexuelle Persounen an homosexuelle Persounen, déi nëmmen ënner bestëmmte Konditiounen och hei zu Lëtzebuerg kënnen hiert Blutt spenden.

An ech géif do vläicht och vun der Presenz vun der Madamm Minister profitéieren, fir eng Kéier ze froen, wou déi Diskussiounen – ech mengen, mir hunn an dëser Legislaturperiod och schonn doriwwer geschwat – ëm eng Gläichbehandlung vun alleguerten de potenzielle Bluttspender aktuell dru sinn.

Doriwwer eraus gesi mir weider Hiewelen, fir den Accès zu de Bluttspenden nach méi interessant ze maachen. An éischter Linn denken ech hei un eng Erweiderung vun den Ëffnungszäiten – dat ass hei och scho gesot ginn – vun den Transfusiounszenteren, mat der Méiglechkeet, vläicht déi eng Deeg méi fréi opzemaachen, aner Deeg méi laang opzehunn a villäicht och weekends, notamment samsdes, kënne Blutt spenden ze goen.

Ech sinn awer och der Iwwerzeegung, dass Blutt spende goen am Dialog tëschent dem Patron an dem Salarié kann organiséiert ginn an e Salarié duerchaus mat enger flexibeler Aarbechtszäit zum Beispill méi fréi ufänke kéint a méi fréi vum Büro fort kéint goen, fir nach ze spenden. Ech mengen, dat ass och e Modell, deen d’Madamm Weydert genannt huet, dass een deen een Dag vläicht manner laang schafft, fir dann en aneren oder e puer Deeg duerno méi laang ze schaffen, oder zum Beispill wann een e laangen Trajet huet fir op d’Aarbecht, awer méi no ka Blutt spenden, och vläicht vun doheem aus ka schaffen an dass een da Blutt spende kann an onofhängeg vum Bluttspenden awer ka seng aacht Stonnen doheem och schaffen.

Wann ech „Dialog am Betrib“ soen, dann denken ech awer och un d’Kollektivverträg. Och dat ass scho gesot ginn, dass et eng Rei Kollektivverträg gëtt, ënner anerem am Bankesecteur, wou och e Congé extraordinaire fir Bluttspende virgesinn ass. Fir eis als DP ass dat e gudde Wee, well et am Sozialdialog tëschent de Sozialpartner hei dann zu equilibréierte Léisungen am Betrib ka kommen. Esou kann zum Beispill festgeluecht ginn, a wéi engen Delaien e Salarié säi Patron informéiere muss oder ënner wéi enge Konditiounen esou e Congé accordéiert gëtt. Zousätzlech gëtt esou eng Approche och der Realitéit vun de verschiddene Secteuren an de verschiddene Betriber gerecht, well d’Organisatioun vun der Aarbecht jee no Beräich jo ganz, ganz staark variéiert.

Am Kader vun engem Kollektivvertrag gëtt et domadder Raum fir ugepasste Léisungen, déi sech un der Praxis orientéieren an domat och vläicht besser ëmsetzbar sinn, souwuel fir Salariéë wéi och fir e Patron. An esou kann ee sech och virstellen, dass a gréissere Betriber villäicht souguer och kéinte Kollekte fir d’Salariéen an dem Betrib organiséiert ginn, dat mat der néideger Sensibiliséierungsaarbecht, déi genannt ginn ass, déi natierlech wichteg ass a wou d’Betriber och hir Salariéen dann iwwer esou Initiative kënnen encouragéieren, motivéieren, fir och Blutt ze spenden, och eventuell souguer an hire Raimlechkeete mat genuch Salariéen.

Här President, ech kommen zur Konklusioun. D’Bluttspenden zu Lëtzebuerg baséiert op Solidaritéit, enger Solidaritéit, déi immens wichteg ass. Déi Solidaritéit ka fir eis iwwer verschidden Hiewelen, déi ech genannt hunn, verbessert an ausgebaut ginn, ouni dass mir zwéngend gesetzlech en hallwen Dag Congé musse virgesinn. Deemno wëlle mir als Demokratesch Partei och bei der Fräiwëllegkeet vun dësem Akt bleiwen, an duerfir proposéieren ech menger Fraktioun, déi virleiend Gesetzespropos net ze stëmmen, ouni awer ze vergiessen, dem Auteur Merci dofir wëllen ze soen, dëse wichtege Sujet hei op den Ordre du jour bruecht ze hunn.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. Dann nach eng Kéier den Här Mars Di Bartolomeo, dës Kéier als Vertrieder vun der LSAP-Fraktioun. Här Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), auteur-rapporteur | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Dir erlaabt mer, mäin Erstaunen auszedrécken doriwwer, wéi d’Interpretatioun bei de Majoritéitsparteie vun der Fräiwëllegkeet ass, ob et an der Fonction publique ass oder ob et am Privatsecteur ass.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), auteur-rapporteur | An der Fonction publique ass et jo anscheinend keng Verletzung vun dem Benevolat, wann déi véier Stonne gewäert ginn zënter 2018. Am Privatsecteur géif et op eemol e Widdersproch ginn zu dem Benevolat, wann een als staarke Gest vis-à-vis vum Bluttspender géif eng Fräistellung gesetzlech garantéieren.

Ech hat mech an der Proposition de loi baséiert op dat, wat an der Fonction publique bestanen huet a besteet. Dat sinn déi véier Stonnen. Ech ka mech och net erënneren, dass an der Kommissioun eng Propositioun gemaach ginn ass, fir zum Beispill den Temps réel an eng Proposition de loi anzeschreiwen; déi Zäit, déi ee bräicht, fir et ze maachen. Dat wär jo zum Beispill eng Géigepropos gewiescht, wou een hätt kënnen driwwer diskutéieren. Dat just als Tëschebemierkung.

Dann, déi Proposition de loi ka jo esou schif net leien, wann en Deputéierte vu Les Républicains a Frankräich, also Kolleege vun der CSV, esou eng Propos gemaach huet. En huet fréier zum RP gehéiert a kann esou schif net leien.

Dann, d'Argument vun de Kollektivverträg klénqt gutt, huet awer en Hoken, e groussen Hoken: Bal d'Hallschecht vun de Salariéen hei am Land huet kee Kollektivvertrag!

Une voix | Genau!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), auteur-rapporteur | Also, fausse bonne idée – quitte dass et jo gutt ass, wann dat a Kollektivverträg iwwerholl gëtt a wann an Zukunft net nëmmen eng gutt Hallschecht, mee jiddweree kéint iwwer e Kollektivvertrag verfügen. Dat wär dann eng aner Saach.

Also, déi Argumentatioun, d'Fräiwëllegkeet, déi gefäerdet wär duerch eng Fräistellung, déi loossen ech net gëllen. Mir hunn och ni behaapt, dass d'Fräistellung en Allheilmëttel wär, mee ee Moyen, fir kënne méi Blutt ze spenden, niewent deenen organisatoresche Moossnamen – kee Problem, dat solle mer maachen, dat ass eng gutt Saach. Den Appell, dee souguer vun der Grande-Duchesse opgeholl ginn ass, ënnerstëtze mer selbstverständlech och.

De finanziellen Impakt. Also de finanziellen Impakt hält sech a Grenzen. A wa Betriber iwwerfuerdert wären, ech hunn dat virdrun ugedeit, well et an der Kommissioun och gesot ginn ass, da kéint een eng Léisung fannen iwwert d'CNS, iwwert d'Mutualité des Employeurs. Duerchaus méiglech mat Hëllef vum Staat – engem Staat, dee senge Mataarbechter dat ouni Weideres garantéiert an och do derfir bezilt.

(Interruption)

Also, och do, mengen ech, hätt ee kënnen eng Solutioun fannen.

An dann nach eng Fro: Wie seet, vis-à-vis vun deene Leit, déi Solidaritéit beweisen – an dat ass e Gest vu Solidaritéit, méi wéi e Gest, wann een e Stéck vu sech selwer spent –, wie seet, dass d'Betriber net bereet sinn, déi Solidaritéit ze weisen? Jo, d'Chamberen hunn esou argumentéiert. Mee do argumentéiere Fonctionnairen! An ech mengen, dass bei de Betriber vläicht d'Haltung e bëssen eng aner wär.

A wa mer da soen, Gläichberechtegung zum Zougang, Gläichberechtegung Fonction publique a Secteur privé, mee dann awer och Gläichberechtegung vum Zougang vu Leit onofhängeg vun hirem sexuelle Verhalen. Net Exklusioun duerch sexuell Neigungen, mee duerch d'Risikoverhalen! An do ass d'Risikoverhale bei Gläichgeschlechtlechen net méi grouss wéi bei Heterosexuellen.

(Interruption par la présidence)

Also, och do, mengen ech, musse mer eis beweegen. An do gëtt et jo eng Proposition de loi vum Paulette Lenert, déi an déi dote Richtung geet.

Dat gesot, also, ech fannen, dass déi Géigenargumenter, déi vun CSV an DP kommen, hallefhäerzeg kommen, well an hirer Argumentatioun si se ganz no bei deem, …

M. Claude Wiseler, Président | Dir misst zum Schluss kommen, Här Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), auteur-rapporteur | … wat eigentlech d'Zilsetzung vun dëser Proposition de loi ass. Dat loossen ech net gëllen. An ech hätt mer gewënscht, dass déi grouss Mercien un d'Bluttspender net nëmme Wierder gewiescht wären, mee hei gëtt eng gutt Geleeënheet verpasst, …

M. Claude Wiseler, Président | Merci.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), auteur-rapporteur | … fir hinnen op déi bescht Aart a Weis Merci ze soen. Merci, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Merci.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), auteur-rapporteur | Ech hunn dat erageholl, wat ech virdrun als Rapporter net genotzt hunn.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Dir wësst awer als fréiere President, datt den Tausch vun den Zäiten net virgesinn ass am Reglement.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Elo ass d'Wuert fir den Här Michel Lemaire.

Une voix | Här Vizepresident.

M. Claude Wiseler, Président | Här Lemaire.

M. Michel Lemaire (ADR) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir eis ass et ze einfach, dës Gesetzespropos einfach mat deene bekannten a genannten Argumenter ofzeleenen. Soll een, deen am Privatsecteur schafft, och véier Stonne Congé extraordinaire kréien, esou wéi beim Staat, fir Blutt spenden ze goen?

Här President, Dir erlaabt elo, dass ech zéng Sekonnen hors sujet sinn, wann ech e Saz vum Luc Frieden zitéieren, deen en a senger Deklaratioun zur Lag vun der Natioun gesot huet, wéi e gesot huet: „Mir suergen ee fir deen aneren: wann ee krank gëtt, wann ee méi al gëtt, wann ee vun engem Schicksalsschlag getraff gëtt." Ech hoffen, dass ech a menger Interpretatioun richteg leien, wann ech denken, dass dat net nëmmen do soll gëllen, wou d'Allmacht vum Staat oder vun der ëffentlecher Hand ass, mee dass mer och an Zukunft op dee Wee solle goen, dass mer hëllefen, well mer wëllen hëllefen. A Blutt spenden ass jo en Akt wéi keen anere vun Hëllefen a vun Nächsteléift, kann ee soen.

Ech géif et dowéinst traureg fannen, ech sinn éischter dergéint, wann de Staat oder de Gesetzgeeber alles reegele soll, och nach reegele soll, wéini e Mënsch sech iwwerhaapt nach eethesch verflicht fillt, ze hëllefen a Blutt ze spenden, an aner Forme vun Hëllefsleeschtungen.

Natierlech, d'Betriber sinn och an enger wirtschaftlech ugespaanter Situatioun, mee fir dat, wat ech elo ugeschwat hunn, muss een awer soen: Mat där idealer a gutthäerzeger Welt, wou jiddweree vu sech aus hëlleft, ass et net ëmmer esou gutt bestallt. A Fakt ass warscheinlech och, dass, wann d'Bluttreserven eng Kéier eng kritesch Limitt erreeche sollten, dat heiten e sënnvollen Incentive ka sinn, fir d'Bluttreserven ze stabiliséieren.

Mee ech mengen, déi eigentlech Diskussioun, d'Kärfro, ass eigentlech vill méi fundamental. Ech wëll et mat engem Beispill ënnermaueren. Eng Persoun X – aus mengem klenge Kosmos, wëll ech soen – schafft als Aarbechter oder Ingenieur an der Clierfer Industriezon bei enger mëttelstännescher oder bei enger grousser Firma. Eng Persoun Y schafft als Aarbechter oder Ingénieur civil bei enger Gemeng. De Weekend treffe sech déi zwee bei engem Patt, fir iwwer hir Aarbechtswoch ze diskutéieren. A si maachen allen zwee eng virbildlech Aarbecht. Si wëssen ëm de substanziellen Ënnerscheed an der Pai. An d'Persoun Y seet dann der Persoun X och nach ganz selbstverständlech, datt si freides nomëttes fräi hat, fir Blutt spenden ze goen. Dat ass e Beispill, dat elo net ultra-abstrakt ass, mee dat ech an änlecher Form permanent erliewen.

An ech wëll dofir hei ganz kloer soen, ganz oppen, och wann et vläicht onbequeem ass: Déi Diskrepanz fir den Arbeitnehmer tëscht Staat a Privatsecteur ass zu Lëtzebuerg eenzegaarteg a se ass an der Lëtzebuerger Gesellschaft e Spaltsteen, vun deem mir all wëssen. An d'Politick ass nun emol do, fir d'Situatioun ze verbesseren.

Dann hu mer awer dee leedege Punkt vun der Ëmsetzung. Et ass, denken ech, jo net esou, dass de Privatsecteur net déi nämmlecht Konditioune fir den Arbeitneemer bidde wëll wéi beim Staat. Mee d'Unterneemensstruktur, ekonomesch, finanziell, personaltechnesch, léisst et meeschtens net zou.

Fir den Unterneemen dat elo vun uewen erof opzeerleeën, dofir gëtt et an eisen Aen awer ze vill oppe Froen, et ass och an den Avisen ugeschwat ginn, d'Finanzéierung an dann och: Wéi rembourséiert een, wat fir e Modell sicht ee sech do? Wann een elo kuckt, et hutt een e gewëssen Taux, souguer wann de Staat et zum Deel iwwerhëlt oder d'CNS. Den Taux, wéi rechent een dat a Produktivitéit fir d'Unterneemen? Et sinn also eng Rei oppe Froen.

Da muss ee sech och froen, ob net aner Léisungsvirschléi virdru sollen an d'A gefaasst ginn, zum Beispill mobill Entitéite bei Schoulen, bei Gemengenhaiser, och ausserhalb vun den Aarbechtszäiten, an och en Appell un d'Betriber ze maachen, fir dat duerchzesetzen.

Dat heescht, wa mer eis hei enthalen, dann ass et net aus Onentschlossenheet, mee well bei eis oppe Froe sinn. An der Gesetzespropositioun, an och gesellschaftspolitesch gesinn, sinn ze vill oppe Froen.

An ech denken awer, egal ob een als Partei méi lénks oder méi wirtschaftsliberal agestallt ass, déi Onzefriddenheeten, déi ech hei ugeschwat hunn, déi gi méi wäit, déi betreffen de Kär vun eisem Zesummeliewen, a mir sollten eis net scheien, se och eng Kéier oppen unzeschwätzen.

Dat gesot, wäerte mir eis, esou wéi an der Kommissioun, bei dëser Gesetzespropositioun enthalen. Merci.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Lemaire. D'Madamm Djuna Bernard huet elo d'Wuert. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, jo, d'Bluttspenden ass eent vun deene Beispiller, wou Solidaritéit net ganz esou abstrakt ass, mee op eemol zu eppes ganz Konkreetem gëtt, an zwar dass et ganz einfach Liewe rett.

An de Rapport d'activité vun 2025 vum Centre de transfusion sanguine weist u sech, wéi essentiel dee System, dee wierklech exklusiv mat der Croix-Rouge hei am Land associéiert ass, fir eist Gesondheetswiesen ass. An zwar goufen am Joer 2024 zu Lëtzebuerg insgesamt 20.320 Blutt- an Apherèse-Spenden enregistréiert. Hanner all eenzeler dovunner, jo, do steet eng Persoun, déi sech eebe grad benevoll Zäit geholl huet, fir engem anere Mënsch ze hëllefen.

An de Rapport weist eis awer och eng aner Realitéit, an zwar dass dee System, dee mer hei zu Lëtzebuerg opgebaut hunn, e fragillen ass. De CTS zielt aktuell 15.868 ageschriwwen Donateuren, dat ass eng liicht Hausse ëm, ech mengen, 1,5 %, mee gläichzäiteg ënnersträicht de Rapport awer och, dass eng vun den Haaptprioritéite fir dat kommend Joer bleift, nei Donateuren ze rekrutéieren. Well se eeben awer och de Constat maachen, dass en Donateur vläicht ufänkt, Bluttspender ze ginn an dann awer och aus diverse Grënn net ka senger Aufgab nokommen. An dowéinst mussen ëmmer erëm nei Donateure rekrutéiert ginn, eeben och fir déi ze ersetzen, déi duerno aus diverse Grënn mussen ophalen. Dat weist ganz kloer: Mir kënnen dës Solidaritéit net als selbstverständlech ugesinn.

A besonnesch impressionnant ass och, dass sech 2024 eebe grad iwwer 2.500 nei Kandidatinnen a Kandidate gemellt hunn. Dat beweist eis, dass d'Bereetschaft do ass. Mee mir mussen eeben och als Gesellschaft déi Konditioune schafen, fir dass dëst Engagement praktesch méiglech bleift an och en nohaltegt Engagement ka sinn.

An et sinn, den Här Reporter ass schonn ... De Rapporter ass schonn drop ... E war och eng Kéier Reporter.

(Hilarité)

An den Här Rapporter huet et jo och schonn thematiséiert, dass d'Fonction publique schonn haut eng Dispens vu véier Stonne fir d'Bluttspende virgesäit. An dat ass eiser Meenung no och eng gutt an eng richteg Mesür.

Mee et stellt sech awer d'Fro, firwat dës Unerkennung eeben net och fir d'Salariéen am Privatsecteur soll gëllen, well et geet eebe grad net ëm e Privileeg. Et geet ëm eng gesellschaftlech Responsabilitéit. An et geet eiser Meenung no och ganz einfach ëm Kohärenz.

An eebe grad well mer wëssen, dass d'Bluttreserve reegelméisseg ënner Drock stinn, mir héieren et ëmmer erëm an den Noriichten, da sollte mir och alles maachen, fir dëst Engagement och weider ze encouragéieren.

A jo, véier Stonnen, dat ass en Engagement, och vum Employeur. Dat wëll ech och net klengrieden. Dat ass grad fir Kleng- a Mëttelbetriber e substanzielle Käschtefacteur, mee eeben awer och e Käschtefacteur, deen e reellen Ënnerscheed ka maachen. An zwar well de Congé spécial eebe géing Zäitdrock ewechhuelen, et vereinfache géing, spenden ze goen, an eeben awer och e staarkt symbolescht Zeeche vu gesellschaftlecher Unerkennung ass, fir eppes, wat eebe grad, ech sot et schonn, Liewe rette kann.

D'Solidaritéit dierf net dervunner ofhänken, ob een am ëffentlechen oder am private Secteur schafft. Dovunner si mir als Gréng iwwerzeegt. A wa mer als Gesellschaft dovunner wëlle profitéieren, dass ëmmer genuch Blutt disponibel ass ...

(Brouhaha)

Entschëllegt, Dir Häre, kënnt Der vläicht e bësse méi lues sinn? Merci, dat ass léif.

Une voix | Jo. Entschëllegt.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Wa mer als Gesellschaft dovunner profitéiere wëllen, dass ëmmer genuch Blutt disponibel ass, jo, da musse mer och bereet sinn, déi Leit konkreet ze ënnerstëtzen, déi eebe grad dëse System droen. An dowéinster wäerte mir och als Gréng dës Proposition de loi matstëmmen.

An ech wëll den Auteurë vun der Proposition de loi e grousse Merci soe fir d'Initiativ a mech och all deene Mercien uschléissen, déi un d'Donateuren an hiert Engagement erausgaange sinn. Ech mengen, dat kann een op dëser Plaz, egal wéi de Vott vum Gesetz dann ausgeet, net genuch ënnersträichen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Den Här Sven Clement huet elo d'Wuert. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, virun zwee Deeg souze mer alleguerten heibannen a mir hunn enger Ried nogelauschtert, déi iwwertitelt war: „Mateneen. Fireneen."

An dann op den éischte Bléck kléngt dee Slogan jo exzellent. Matenee fireneen do sinn. A genau dat maachen déi 15.000 Bluttspender allkéiers, wa se eng awer net ganz angeneem Prozedur iwwer sech ergoe loossen, fir matenee fir déi aner do ze sinn. Andeem se nämlech hiert Blutt, hiert Plasma, hir Plättercher spenden.

Et kléngt also ganz gutt, matenee fireneen ze sinn, bis et konkreet gëtt, scheinbar. A konkreet gëtt et hei mat där Proposition de loi, fir nämlech ze soen: Ma kommt, mir setzen de Privatsecteur gläich mam ëffentlechen Déngscht!

Ech hu mer déi Zuelen einfach emol eng Kéier kuerz op der Zong zergoe gelooss, well jo hei quasi den Ënnergang vun der Lëtzebuerger Ekonomie erbäigeriet gouf vun de Riednerinne vun der Majoritéit. Nämlech: Wéi vill Leit mécht dat da wierklech aus an eiser Privatwirtschaft?

15.000 Leit, wa mer dervun ausginn, datt se sech d'nämmlecht op de Staatsdéngscht an op Privatwirtschaft verdeele wéi de Rescht vun der Populatioun, da schwätze mer vun 2,5 % vun alle Salariéen a Salariéeën hei zu Lëtzebuerg. 2,5 %!

Also wann 2,5 % vun alle Salariéë véier Stonnen de Mount Blutt spende ginn an domadder en Déngscht fir d'Allgemengheet leeschten, vun deem iwwregens och hir Patrone profitéieren, well och déi kënnen eng Kéier krank sinn an an de Besoin vun enger Bluttkonserv kommen, respektiv fir aner Salariéen, déi jo och vun der Solidaritéit vun deenen anere profitéieren, da muss ee sech natierlech d'Fro stellen, ob déi Argumenter hei wierklech éierlech gemengt waren oder einfach eng Porte de sortie, ob iergendwéi en Echappatoire gesicht gouf, fir net mussen eng gutt Proposition de loi matzestëmmen, well se nun emol vun der Oppositioun kënnt. A wann et vun der Oppositioun kënnt, ass et bekanntlecherweis fir d'Majoritéit als Éischt emol: Nee!

Ech stelle mer dann awer d'Fro: Wat sinn d'Alternativen? Well d'Majoritéitsparteien hu jo och gesot: Mir wëlle weiderhin op Fräiwëllegkeet setzen. Ech gesi kee Saz, kee Wuert an där Proposition de loi, deen d'Fräiwëllegkeet a Fro stellt.

Also, Dir musst mer elo wierklech weisen, wou doduerjer ... Dat géif nämlech ënnerstellen, datt all d'Staatsbeamten – an ech ginn dervun aus, datt d'Majoritéit dat net wollt maachen – just géife Blutt spende goen, well se véier Stonne géife fräi kréien. Also, wann Der dat wollt domadder soen, pardon, dann deet et mer leed, dann hunn ech Iech ënnerschat. Mee ech ginn dervun aus, datt keen d'Fräiwëllegkeet mat där Proposition de loi hei a Fro gestallt huet. Dat heescht, dat Argument kënne mer also net gëlle loossen.

Wat sinn also déi aner Alternativen? Mir hu vu Bussen héieren. Dat sinn alles Pisten. Mee de Kär vum Problem ass: Wa mer net genuch Blutt hunn, musse mer et entweeder an d'Ausland siche goen oder mir mussen nei Incentivë schafen. A wann et mat der Fräiwëllegkeet net méi duergeet, wou lande mer dann iergendwann? Ma da lande mer an engem amerikanesche System, wou et net méi anescht geet. An dat, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ka jo wierklech net de Wonsch vun dëser Chamber an och sécher net de Wonsch vun dëser Majoritéit sinn!

Dofir mengen ech, nach eng Kéier, datt déi Proposition de loi, déi de Mars Di Bartolomeo hei presentéiert huet, souwuel als Rapporter wéi als Auteur wéi als Spriecher vun der LSAP, definitiv de Meritt huet, datt se e ganz konkreete Problem ugeet, eng ganz konkreet Pist opweist a mat 2,5 % vun all de Salariéen och sécherlech elo net d'Lëtzebuerger Ekonomie wäert an de Ruin dreiwen.

An dofir wäerte mir och déi Proposition de loi mat Freed matstëmmen, well et eeben e „Mateneen. Fireneen." ass. A wien dat eescht mengt, deen ënnerstëtzt och dës Proposition de loi.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. An dee leschten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, Här President, Bluttspenden ass en Déngscht un der Kollektivitéit, en Déngscht un eis alleguer. Zu Lëtzebuerg si mer Selbstversuerger, wat d'Bluttreserven ugeet. Dat heescht, mir sinn autosuffisant mat eisem System, dee ganz op dem Benevolat opgebaut ass. Dat ass dagdeeglech geliefte medezinnesch Solidaritéit hei am Land, gedroe vu ronn 15.000 reegelméissege Bluttspender.

Mee och dee System kënnt ëmmer nees erëm u seng Limitten. Esou nach virun zwou Wochen, wéi d'Croix-Rouge en dréngenden Appell gemaach huet, Blutt ze spenden, well d'Reserven an de Spideeler just nach fir eng Woch duerginn. Dofir hu mer als Gesellschaft all Interêt dorunner, Bluttspenden esou einfach an accessibel ze maache wéi nëmme méiglech.

Eng Unerkennung vun deem Déngscht un der Gesellschaft ass en hallwen Dag Congé, deen et schonn an der Fonction publique gëtt, gradesou wéi an enger Rëtsch Kollektivverträg am Privaten. An deen hallwen Dag ass jo och net vu Muttwëll entstanen, mee aus der Asiicht, datt een, wann ee gréisser Quantitéite Blutt oder Plasma gespent huet, net méi esou fit a produktiv ass ewéi virdrun, datt een eng kleng Paus brauch, fir erëm zu Kräften ze kommen. An et däerf ee maximal véiermol pro Joer spenden.

De Gesetzesvirschlag vum Mars Di Bartolomeo, dee mer hei virleien hunn, huet en duebele Virdeel: datt en éischtens d'Dispositiounen aus der Fonction publique och am privaten Aarbechtsrecht verankert, also zu enger Harmoniséierung vun de Bestëmmungen aus dem ëffentlechen a private Secteur féiert. Well et liicht jo kengem an, firwat een an deem selwechten Akt, dem Bluttspenden, aneschters gewäertschätzt an ënnerstëtzt gëtt, jee nodeem wou ee schafft.

Zweetens stäerken a perenniséiere mer e wichtege Pilier vun eisem solidaresche Gesondheetssystem, nämlech dat fräiwëllegt Bluttspenden, andeems mer jidderengem adequat Méiglechkeete ginn, sech un deem kollektiven Effort ze bedeelegen. Dëst wier emol eng Kéier eng richteg Win-win-Situatioun fir de Gesondheetssystem, fir d'Bluttspender, an et géif de Staat kee Su kaschten.

Här President, am Prinzipp ... Vu datt ech jo net Member vun der Santéskommissioun sinn, mee mäi Kolleeg, de Marc Baum – mee dee kann elo wéinst senger Aarbecht net do sinn –, huet e mer eeben eng Nott geschéckt. Well ech hat déi Debatte guer net um Radar. Ech hat se net suivéiert an ech muss soen, ech hu wierklech gestaunt. Ech duecht: „O vreck, da gëtt emol eppes Klenges, e klenge Gest vu Solidaritéit gefrot vun dëser Regierung, e klenge Gest vun Humanitéit gefrot vun dëser Regierung, an dat geet schonn ze wäit!" Dat geet schonn ze wäit, eeben e System am Privaten ze iwwerdroen, deen et an der Fonction publique gëtt. Et geet och der Chambre de Commerce, de Betriber, ze wäit, eeben hire Mataarbechter, déi maximal véiermol d'Joer ..., an ech mengen net, datt se dat all véiermol d'Joer maachen, mee huele mer un, maximal véiermol d'Joer, warscheinlech net jiddereen, datt se dat emol ...

(Interruption par Mme Stéphanie Weydert)

Wat gelift?

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Plasmaspenden ass eemol de Mount.

M. David Wagner (déi Lénk) | Eemol de Mount, ok.

(Brouhaha)

Mee dat mécht jo net jiddereen eemol de Mount. Ech kennen esou Leit. Déi maachen dat net eemol de Mount. Mee dat gëtt et eeben an der Fonction publique.

An éierlech gesot, ech hu jo och an engem klenge Betrib geschafft iwwer zéng Joer laang oder ongeféier zéng Joer laang, a wësst Der, och a klenge Betriber kann ee sech organiséieren. Et kann ee virausgesinn. An éierlech gesot, wann e Betrib déi Saach net kéint organiséieren, datt d'Mataarbechter heiansdo da Plasma oder Blutt spende ginn, dann ass de Management och vläicht e Problem. Also, ech mengen, dat ass méiglech. Dat ass e ganz komescht Argument.

An duerno awer och dat Argument vum Benevolat, datt de Benevolat geschwächt ass. Éierlech gesot, ech verstinn dat Argument nach ëmmer net. Et ass genau de Géigendeel. Et ass litteralement de Géigendeel! Et gëtt de Benevolat, also deen Akt, Blutt ze spenden, Plasma ze spenden. An, wéi gesot, et ass jo net, wéi wa mer am Iwwerfloss wieren. Dee géif duerch déi Proposition de loi hei gestäerkt ginn, ...

Une voix | Très bien!

M. David Wagner (déi Lénk) | ... komplett gestäerkt ginn.

Also, et ass dystopesch heiansdo, wat fir eng Argumenter Dir versicht, sichen ze goen. Bon, Dir gitt se klaue beim Patronat, dem Patronat, dat ...

(Interruptions)

An déi kommen och ... Jo, déi hunn och eng limitéiert Imaginatioun, well et ass scho bal eng Frechheet, mat esou topegen Argumenter ze komme vis-à-vis vun der Volleksvertriedung, well mir hunn awer och Gehierer a mir gesi ganz kloer.

(Interruption)

Nee, bon, ech mengen. A mir benotze se heiansdo. A mat esou Argumenter, léif Chambre de Commerce, léif Chambre des Métiers, ze kommen, dat ass awer wierklech net respektvoll! Dofir wäerte mer selbstverständlech déi heite Proposition de loi matdroen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Ech hunn eng Wuertmeldung vun der Madamm Weydert, déi Iech wëllt eng Fro stellen, Här Wagner.

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Jo, genee. Ech géif gäre vum Här Wagner wëssen, wat hien ënner Benevolat versteet. Well wann ech d'Definitioun vu Benevolat liesen, ass et eppes, wat een ouni Remuneratioun mécht. A wann ech awer véier Stonne fräikréien, remuneréiert, gesinn ech awer iergendwou, dass d'Kaz sech an de Schwanz bäisst.

M. David Wagner (déi Lénk) | Maja, et gëtt vill ...

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, et ass ... Nee, Här Di Bartolomeo, Dir krut d'Fro net gestallt. Et ass den Här Wagner, deen d'Fro gestallt krut.

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Ech géif gären déi Definitioun verstoen.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | D'Sportsministesch ass jo do. Wéi ass et da mam Congé sportif? Wéi ass et da mat deem? Solle mer deen och ofschafen, de Congé sportif?

M. Claude Wiseler, Président | Här Wagner, setzt Iech elo duerch géint den Här Di Bartolomeo.

(Brouhaha)

M. Meris Sehovic (déi gréng) | D'Majoritéit wëll de Congé sportif ofschafen.

M. David Wagner (déi Lénk) | Här President, et ass onméiglech, sech ...

M. Meris Sehovic (déi gréng) | D'Majoritéit wëll de Congé sportif ofschafen. Dat wär jo och e Benevolat.

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift, komme mer zur Rou! An den Här Wagner huet d'Wuert fir ze äntweren. An da fuere mer weider.

M. David Wagner (déi Lénk) | Här President, bon, d'Nolauschterer kruten dat warscheinlech net mat, mee d'Hallschent vun der Chamber huet schonn eng Äntwert ginn, well et sou evident ass.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Ma da resüméiert dat, wannechgelift.

M. David Wagner (déi Lénk) | Also ech ka se resüméieren. Et gëtt am Benevolat a ganz ville Milieuen a Secteuren déi verschiddensten Hëllefen an och Indemnisatiounen, fir de Leit eeben de Benevolat ze erméiglechen. De Congé sportif ass genannt ginn an anerer. An an deem Fall ass dat genau dat selwecht, wéi et dat an all anere Secteure gëtt.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Domat ass dann d'Diskussioun zu der Proposition de loi ofgeschloss.

An d'Regierung huet d'Wuert. Madamm Gesondheetsministesch.

Prise de position du Gouvernement

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President. A merci och dem Auteur vun der Proposition de loi. Merci fir all d'Interventiounen de Mëtten, déi am Fong konkordant sinn an de Bluttspender alleguerte Merci soen.

Ech sprangen haut a fir den Aarbechtsminister, net well deen net wëll hei sinn, mee well dee verhënnert ass a mir och ...

(Interruption par M. Sven Clement)

Zum Beispill.

... a mir och ganz enk an Zesummenaarbecht dës Proposition de loi begleet hunn.

An déi ass mer och net friem, well et ass e Sujet, deen och an de Gesondheetssecteur erageet. Als Minister vun der Santé sinn ech ...

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift, e bësse Rou!

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | ... d'Tutelle vum Service de la transfusion sanguine. Dee fält ënner meng Kompetenzen.

Éier ech op de Fong aginn, wëll ech awer ganz kloer soen: Bluttspende kann effektiv Liewe retten. An dat ass keng Floskel, dat ass eng Realitéit. An Dir hutt et och ganz rezent héieren: Mir wëssen, datt et ëmmer erëm Situatioune gëtt, wou eis Stocken erëm eng Kéier mussen opgefëllt ginn, wou mer en Appell musse maachen, wou d'Doneuren, déi da vläicht schonn deen een oder deen anere Mount iwwert den Delai sinn, erëm erageruff ginn.

All eenzelnen Don kann en Ënnerscheed maachen. An ech selwer sinn och Bluttspender, d'selwecht wéi d'Madamm Weydert, a weess, vu wat ech schwätzen. An ech wëll et och ganz kloer soen: Ech encouragéiere jiddereen hei am Sall an och déi Leit, déi eis nokucken, nolauschteren, Blutt ze spenden, wann dat méiglech ass. Net jiddweree ka Blutt spenden, mee do, wou et méiglech ass, wannechgelift, loosst Iech testen, ob Der däerft Blutt spenden!

Déi Fro, déi mer awer haut stellen, ass eng aner. D'Fro ass net, ob mir d'Bluttspenden ënnerstëtzen. Dat maache mer souwisou. D'Fro ass, ob mer e gesetzlech festgeluechte Congé extraordinaire vu véier Stonnen hei en place setzen.

D'Positioun vun der Regierung ass an deem Punkt zanter dem Depot vun dëser Proposition de loi onverännert bliwwen. Den Aarbechtsminister huet ëmmer drop higewisen, datt hien an dësem Beräich éischter eng Approche iwwert de Sozialdialog an d'Kollektivverträg favoriséiert.

Éischtens: Verschidde Kollektivverträg gesinn haut schonn esou Dispositioune vir. An dobäi ginn och tëscht de verschiddenen Zorte vu Spenden Ënnerscheeder gemaach, wéi Bluttspenden, Plasmaspenden, Plackettespenden. Dat ass haut schonn ugeschwat ginn. Dat weist, datt hei méi flexibel a méi differenzéiert Léisunge méiglech sinn.

Zweetens: Net all Entreprise huet déi selwecht Realitéit. Eng kleng Entreprise mat e puer Mataarbechter huet net déi selwecht Organisatiounsméiglechkeete wéi eng grouss Struktur. Duerfir ass et net ëmmer evident, eng eenheetlech gesetzlech Reegelung fir all Situatioun hierzestellen.

An drëttens – dat ass och schonn ugeschwat ginn – gëtt et och aner Weeër, fir d'Bluttspende konkreet ze ënnerstëtzen. Et kéint een iwwer méi flexibel Horairen nodenken, d'Mobilitéit vu Sammelaktiounen. A meng Virrieder hu schonn op nach aner Méiglechkeeten higewisen.

Da wéilt ech kuerz hei op dëser Plaz op d'Zousazfro zum Accès agoen. Jo, mir hunn am Accord de coalition stoen, datt mer e gläichberechtegen Accès wëllen. Et ass eng Proposition de loi do, déi deemnächst wäert diskutéiert ginn. A mir sinn an enker Zesummenaarbecht mat der Croix-Rouge, mam Staatsministère, mam Finanzministère ënnerwee, fir eeben dee Reschtrisiko, deen d'Fondation Croix-Rouge ëmmer ufréiert, opzehuelen.

Här President, léif alleguerten, ech denken, am Fong si mir eis hei alleguerten eens iwwert d'Zil. Mir sinn eis eens, datt Bluttspende wichteg ass. Mir sinn eis eens, datt mir méi Leit mussen encouragéieren, Blutt ze spenden. D'Fro ass just, wéi mir dat am beschte maachen. An et ass e puermol ugeschwat ginn: Déi Gläichberechtegung, Fonction publique/Secteur privé, wann ech Iech richteg verstanen hunn, ass dat 2018 hei am Haus decidéiert ginn, datt dat an de Statutt vun der Fonction publique géif ageschriwwe ginn. Ech weess net, wien 2018 do an der Verantwortung war, mee dann hätt dat heite jo do kënne matdiskutéiert ginn.

(Exclamations et brouhaha)

Fir d'Regierung ass et wichteg, Léisungen ze fannen, déi gläichzäiteg d'Bluttspende stäerken, awer och genuch Flexibilitéit erlaben. An aus där Perspektiv bleift d'Regierung bei hirer Propositioun.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Ministesch. An domat ass dann d'Diskussioun zu dësem Sujet ofgeschloss.

(Interruptions)

Dir Häre, d'Diskussioun ass ofgeschloss.

A mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert d'Proposition de loi 8471. Den Text steet am Document parlementaire 8471[9].

Vote sur l'ensemble de la proposition de loi 8471

Ech maachen d'Ofstëmmung op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 20, Nee: 35, Abstentioun: 5. Dës Proposition de loi ass also ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmme bei 5 Enthalungen.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert (par M. Laurent Zeimet), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. André Bauler), Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Guy Arendt) et M. Gérard Schockmel.

Se sont abstenus : MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

7. 8648 – Projet de loi portant modification du Code de la consommation en vue de la transposition de la directive (UE) 2024/825 du Parlement européen et du Conseil du 28 février 2024 modifiant les directives 2005/29/CE et 2011/83/UE pour donner aux consommateurs les moyens d'agir en faveur de la transition verte grâce à une meilleure protection contre les pratiques déloyales et grâce à une meilleure information

An domat komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, an zwar dem Projet de loi 8648, der Ëmsetzung vun enger EU-Direktiv am Kader vum Konsumenteschutz a vun der Promotioun vun engem nohaltege Konsum, der sougenannter „Empowering Consumers for the Green Transition". D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Stéphanie Weydert, den Här Gusty Graas, d'Madamm Paulette Lenert, d'Madamm Alexandra Schoos, d'Madamm Joëlle Welfring an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Stéphanie Weydert. Madamm Weydert, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

Mme Stéphanie Weydert (CSV), rapportrice | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, „jamais deux sans trois", dofir sinn ech fir d'drëtt elo hei. Ech hunn déi grouss Freed, Iech haut och de Rapport zum Projet de loi 8648 virzestellen, deen d'Transpositioun vun der europäescher Direktiv 2024/825 an eist nationaalt Recht virgesäit. Et ass déi sougenannten Direktiv „Empowering Consumers for the Green Transition". Dës Direktiv ännert engersäits d'Direktiv iwwert d'deloyal Handelspraktiken an anerersäits d'Direktiv iwwert d'Rechter vun de Konsumenten. Eise Code de la consommation gëtt soumat ugepasst.

Dës Direktiv ass Deel vun der europäescher Strategie, fir de Konsument besser ze schützen an em gläichzäiteg d'Méiglechkeet ze ginn, sech besser a méi objektiv ze informéieren, ier en eppes keeft.

Et geet awer net nëmmen ëm Konsumenteschutz am klassesche Sënn, mee och ëm d'Fro, wéi mer Transparenz, Vertrauen a Fairness am Kontext vun der ekologescher Transitioun garantéieren.

An dëse Gesetzesprojet, dee verfollegt dobäi zwee Ziler: Éischtens soll de Konsument besser an objektiv informéiert ginn, besonnesch wat d'Haltbarkeet, also d'Liewensdauer, an den ekologeschen Impakt vum Produit ass, zum Beispill ob e ka gefléckt ginn oder net oder ob a wéi e ka recycléiert ginn oder net. Zweetens soll géint déi fir de Konsument ierféierend kommerziell Praktike virgaange ginn, virun allem géint de sougenannte „Greenwashing".

Mir wëssen alleguerten, datt vill Produiten haut mat de Begréffer „gréng", „ëmweltfrëndlech" oder „nohalteg" beworbe ginn, ouni datt dës Aussoe wierklech dann op de Produit zoutreffen, an dass se weeder noweisbar nach iwwerpréifbar sinn. Fir de Konsument ass et soumat ëmmer méi schwéier ginn, tëscht de seriéisen Engagementer a rengem Marketing ze ënnerscheeden. A genee do setzt dës Direktiv un.

Konkreet gëtt festgehal, datt ekologesch Aussoen an Zukunft op kloren, iwwerpréifbaren an objektive Kritäre baséiere mussen. Och Labelen, déi net op enger transparenter Zertifizéierung oder enger kredibeler Kontroll baséieren, dierfen net méi benotzt ginn. D'Iddi ass kloer: De Konsument soll sech op déi Informatioune verloosse kënnen, déi em beim Kaf dann och presentéiert ginn.

De Gesetzesprojet geet awer nach méi wäit. Och d'Informatiounen iwwert d'Liewensdauer vun engem Produkt oder – wéi ech grad scho gesot hunn – de Fait, ob een e ka flécke respektiv recycléieren, ginn elo ausdrécklech an de Kader vun de kommerzielle Praktiken integréiert. Dat wäert dozou bäidroen, d'Offer um Marché méi transparent a besser gläichzäiteg ze maachen.

Eng weider wichteg Neierung ass d'Aféierung vun enger harmoniséierter Informatioun iwwert déi gesetzlech Garantie, déi een op engem Produkt huet. Dës Informatioun soll souwuel am Geschäft wéi och online kloer affichéiert ginn, fir datt de Konsument seng Rechter besser kennt. An zousätzlech gëtt en europäesche Label agefouert fir d'Garantie, wann dës gratis ugebuede gëtt an eng Dauer huet, déi iwwert déi gesetzlech Garantie erausgeet. Och dat ass eng konkreet Moossnam, fir Qualitéit an nohaltege Konsum ze encouragéieren.

Wat d'Sanktioune betrëfft, sou bleiwen déi bestoend Sanktiounen, déi am Code de la consommation virgesi sinn, applikabel.

D'Memberstaaten hate bis de 27. Mäerz dëst Joer Zäit, fir dës Direktiv ëmzesetzen. Mir sinn also ganz liicht am Verzuch. Mir si Mee, also si mer eigentlech nach gutt. An d'Applikatioun vun de Bestëmmunge muss ab dem 27. September 2026 garantéiert sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och kuerz op déi verschidden Avisen agoen, déi erakoumen.

De Staatsrot hat a sengem Avis vum 10. Mäerz dëst Joer keng inhaltlech Kritick formuléiert a festgehalen, dass d'Direktiv korrekt ëmgesat gouf an d'lëtzebuergescht Recht. Et goufe just e puer legistesch oder legislativ-technesch Bemierkunge gemaach, notamment wat den Intitulé vum Gesetz ugeet. D'Kommissioun huet dës Propositiounen natierlech iwwerholl.

D'Chambre de Commerce ënnerstëtzt de Projet ausdrécklech a gesäit an dëser Direktiv gläichzäiteg eng Erausfuerderung an eng Opportunitéit fir Entreprisen, déi sech nohalteg opstelle wëllen.

D'Chambre des Salariés begréisst dëse Projet och an ënnersträicht, datt seng Effikassitéit staark dovun ofhänkt, wéi gutt d'Kontrollen an déi praktesch Ëmsetzung organiséiert ginn, awer och vun der konkreeter a koordinéierter Ëmsetzung, vun der Prezisioun vun de praktesche Modalitéiten, besonnesch wat d'Reparéierbarkeet ugeet, a vun der reeller Zougänglechkeet vun den Informatioune fir d'Konsumenten.

De Centre européen des consommateurs Luxembourg deelt dës Analys a weist besonnesch op d'Wichtegkeet vun enger gudder Informatiounspolitick an enger strenger Kontroll vun den ekologeschen Aussoen a Labelen hin.

De Lëtzebuerger Konsumenteschutz, d'ULC, ënnerstëtzt och de Projet am Prinzipp, mee huet verschidde Reserve formuléiert, notamment wat d'Garantie an d'Komplexitéit vun dësen neie Mechanismen ugeet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Resümmee kann ee soen, datt dëse Projet e wichtege Schrëtt a Richtung vun engem méi transparenten, méi fairen a méi nohaltege Konsummodell ass. En hëlleft de Konsumenten, informéiert Entscheedungen ze treffen, a schützt gläichzäiteg déi Entreprisen, déi wierklech Efforten an déi Richtung maachen.

An enger Zäit, an där d'Vertrauen an d'Informatioun ëmmer méi wichteg ginn, setzt dësen Text e kloert Zeechen: Ekologesch Engagementer däerfen net just Marketinginstrumenter sinn, mee musse konkreet, noweisbar a kontrolléierbar sinn.

Ech soen Iech Merci. A fir weider Detailer zum Rapport verweisen ech op mäi schréftleche Rapport.

Ech géif dann elo nach meng Kap als Spriecherin vun der CSV undoen. Déi vum Rapporter doen ech aus.

Discussion générale

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut ass schonn esou en Dag, et ass geschwënn nees Summer. Dat heescht, et ass d'Zäit vun de Glacen. An do gëtt et bekanntlecherweis en Ënnerscheed tëscht enger richteger Glace an engem Sorbet. Eng Glace huet Mëllech oder Ram dran. De Sorbet besteet meeschtens aus Waasser, Zocker a Friichten. Mee firwat erzielen ech dat hei, frot Der Iech warscheinlech. Well et perfekt weist, wéi Marketing funktionéiert!

An enger bekannter Gelateria, ma do gouf et e Sorbet mat donkelem Schockela. E super Produit, mee e gouf kaum verkaaft. D'Patronne hat awer dunn op eemol eng genial Iddi: Si huet einfach vun engem Dag op deen aneren hire Sorbet an d'Vitrinn gesat a geschriwwen, dass et eng vegan Glace wier. An zack, bumm, sinn d'Venten an d'Luucht geschoss. Op eemol war et total de Renner. An dobäi hat se guer näischt geännert. Näischt um Rezept geännert. Kee méi héije Qualitéitsstandard. Just en aneren Numm. An dat weist, wéi séier mer eis heiansdo vum Marketing beaflosse loossen.

A genee dorëm geet et bei dësem Sujet vun haut. Mir erliewen ëmmer méi Greenwashing. Et geet een

akafen an op eemol ass alles „eco“, „green“, „nature“, „planet friendly“ oder mat engem klenge Blat drop. An dann denkt jiddwereen: „Wow, wat ass dat do e mega Produit!“ An heiansdo huet een d'Gefill, soubal eng Firma e Produit gréng usträicht an e Bam dropmécht, ma dann ass se offiziell d'Retterin vum Planéit.

Mee esou einfach ass et net. De Problem ass nämlech deen: Vill Konsumente wëllen haut bewosst akafen. Si wëllen och gäre méi Suen dofir ausginn. Mee da muss awer och d'Informatioun stëmmen. Wann ekologesch Aussoe vag, ierféierend oder guer net noweisbar sinn, ben, da gëtt de Konsument hannert d'Liicht gefouert. An dat ass net nëmme schlecht fir de Konsument, et ass och ongerecht vis-à-vis vun de Betriber, déi wierklech Efforte maachen, fir nohalteg ze produzéieren.

Dëse Gesetzesprojet setzt dofir ganz kloer Reegelen. An Zukunft däerfen ekologesch Behaaptungen net einfach aus der Loft gegraff sinn. Wien „ëmweltfrëndlech“ oder „nohalteg“ dropschreift, dee muss och noweise kënnen, dass de Produit et wierklech ass.

Une voix | Très bien!

Une autre voix | Richteg!

Mme Stéphanie Weydert (CSV), rapportrice | Och Labelen ouni seriö Zertifizéierung oder transparent Krittäre sollen net méi duergoen. Dat ass richteg a wichteg. Well um Enn däerf net dee gewannen, deen de beschte Marketing huet, mee deen, deen effektiv dat bescht Produkt huet.

Dir Dammen an Dir Hären, de Projet geet nach méi wäit. Et geet och ëm d'Haltbarkeet vu Produiten an ëm d'Fro, ob ee se ka reparéieren oder net. A ganz éierlech, vill Leit hunn haut d'Gefill, dass schonn ab der Fabréck en Defekt beim Produit war. Dat nennt een am Fachjargon eng „Sollbruchstelle“. No zwee Joer, mir wëssen et alleguer, grad deen Dag nodeems d'Garantie ofgelaf ass, ben, da geet et futti. Komescherweis ass de Produit futti an oft kascht et vill méi, et ze flécken, wéi wann ech et nei kafen. An dat kann net de Modell vun der Zukunft sinn.

Mir brauchen eng Wirtschaft, déi méi nohalteg mat Ressourcen ëmgeet an net permanent op Wegwerfkonsum setzt.

Une voix | Très bien!

Mme Stéphanie Weydert (CSV), rapportrice | Dofir ass et richteg, datt d'Konsumenten an Zukunft besser informéiert ginn iwwer Garantien, d'Liewensdauer an d'Méiglechkeete vun enger Reparatur.

Natierlech wäert et och elo drop ukommen, dass dës Reegelen effektiv kontrolléiert ginn, well eng schéin Direktiv geet eleng net duer. Wann net kontrolléiert gëtt, da bleift alles just schéint Pabeier.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëse Projet ass e pragmatesche Schrëtt fir méi Transparenz, méi Fairness a méi Vertrauen. An dat ass am Interessi vum Konsument, vun der Ëmwelt an och vun de seriöen Entreprisen. Well nohaltege Konsum brauch virun allem eng Saach: éierlech Informatioun. An domat ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Weydert, och fir Äre schrëftlechen a fir Äre mëndleche Rapport. An elo huet de Spriecher vun der DP-Fraktioun d'Wuert, den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Mir liewen natierlech an enger Gesellschaft, wou de Konsum vu Wueren ëmmer zousätzlech Dimensioune kritt, virun allem wann een och elo den Online mat doranner consideréiert. An dann ass et evident, datt d'Rechter vum Konsument mussen nach méi verstäerkt ginn an datt virun allem awer och net transparent Praktiken an Zukunft sollen ënnerbonne ginn.

Dat hei ass ouni Zweifel e ganz noutwendegt Gesetz. Et steet virun allem, wéi gesot, hei am Zeeche vun der Ekologie, awer och vun der Nohaltegkeet a vum gesondheetlechen Aspekt. An dat ass immens wichteg bei dem Konsum vun enger ganzer Rei vu Produiten. Ech mengen, dat ass näischt Neits. Mir wëssen, datt d'Ëmweltzerstéierung de Moment e groussen – wann net souguer dee gréissten – Defi vun der Mënschheet ass. Dann ass et och wichteg, datt een op deem heiten Niveau ganz aktiv gëtt.

Ech wëll drop hiweisen, datt och aner Aspekter hei matspillen, wéi zum Beispill d'Mënscherechter oder och sozial Elementer, wat een, wéi gesot, duerch déi Transpositioun vun där Direktiv hei nëmme ka begréissen.

Ech verweisen hei zum Beispill op eng Studie vun Eurobarometer aus dem Joer 2023. Deemools haten 73 % vun de Befrote gesot, datt den ekologesche Foussofdrock fir si ganz wichteg wär beim Choix vum Produit. An och 60 % haten uginn, datt se, wa se e Produkt kafen, deen do awer och wierklech no engem responsabele Choix wëlle kréien.

De Konsument jiddefalls muss et an Zukunft méi einfach gemaach kréien, dann och wierklech dee räsonabele Choix kënnen ze maachen. Mir wësse jo, datt et leider nach ëmmer eng ganz Rei Onéierlecher gëtt, och op deem Niveau, déi versichen … An d'Madamm Rapportrice huet dat hei duerch e flott Beispill gutt illustréiert, wéi einfach een am Fong awer kann de Konsument iwwerzeege mat Praktiken, déi net korrekt sinn.

An eppes muss een awer och hei ënnersträichen: datt d'EU sech eemol méi och vun hirer gudder Säit weist. Et gëtt jo esou vill Leit, déi ëmmer mam Fanger op d'EU weisen an ëmmer nëmmen déi negativ Säiten opzielen. Mee hei gesäit een awer ganz kloer, datt d'EU hei um richtege Wee ass a virun allem datt awer och hei harmoniséiert gëtt.

Et sinn och nach eng ganz Rei interessant Neierungen, wéi gesot, elo an där Direktiv hei méi dran. An zum Beispill och, wat den Transport vun de Wueren ubelaangt, wou ee ganz kloer kann dann herno retracéieren, wat dat alles u sech fir negativ Konsequenze mat sech bruecht huet.

Natierlech ass et net ëmmer einfach, och ze beweisen, datt d'Hierstelle vun deem Produkt och conforme virgeholl ginn ass. An da si mer ganz séier och beim Contrôle. Et geet jo net nëmmen duer, datt een e Produkt hierstellt, datt een op d'Produkt eng Etikett pecht a seet: „Voilà, dat ass conforme zu der Direktiv“, mee et muss awer och nach e gewëssene Contrôle hei stattfannen. An dat ass dat, wou mer hoffen – mir hunn do zwar schonn Efforte gemaach an der Vergaangenheet –, datt mer och outilléiert sinn, fir kënnen déi Contrôlen och hei zu Lëtzebuerg duerchzeféieren.

Dann een anere wichtegen Aspekt, dat ass effektiv: Mir hu vill d'Tendenz – ech soe bewosst „mir“, well praktesch jiddwereen drënnerfält –, wann een eng Wuer kaaft huet a se no enger gewëssener Zäit net méi esou fonctionéiert, wéi ee sech dat virstellt, datt se da ganz séier ersat oder ewechgehäit gëtt. Dat ass och eng Mentalitéit, déi muss änneren, well villes kann awer nach benotzt ginn, wann et och zum Beispill gefléckt gëtt.

Ech verweisen och hei op eng ganz interessant Initiativ, déi och an eenzelne Gemenge scho besteet, déi sougenannte „Repair-Caféen“, wou een awer och ka virun allem elektronesch Apparater hibréngen, wa se e klenge Bobbo hunn, fir datt se kënne gefléckt ginn an net och mussen dee Moment erëm einfach ewechgehäit an ersat ginn.

Ech wëll och drop hiweisen, datt dat hei e wichtegt Gesetz ass, dat d'Kreeslafwirtschaft mat ënnerstëtzt – iwwregens eppes, wat mir an eisem Walprogramm och stoen haten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, dat Gesetz hei bitt och dem Handel eng nei Chance. Natierlech wäert et och Stëmme ginn, déi soen: „Elo kommen erëm zousätzlech administrativ Oplagen op eis duer.“ Mee et muss een awer och déi aner Säit gesinn, datt den Handel sech hei awer och kann en neit Profill ginn, e Profill, dat awer an eng modern Konsumgesellschaft erapasst, datt e Commerçant wierklech kann noweisen, datt e wierklech op deen ekologeschen Aspekt setzt. An ech sinn iwwerzeegt, datt dat am Endeffekt wäert vill méi Clientë bréngen, wéi wann en nach ëmmer mengt, e kéint sech op verschidden Aart a Weisen dolaanscht drécken.

Dann, et ass och schonn hei gesot ginn, dat ass natierlech d'Informatioun, déi ganz wichteg ass. Mir mussen och de Konsument dorobber hiweisen, datt eeben elo Ännerunge kommen. An ech zitéieren hei ganz kuerz och aus dem Avis vun dem Centre européen des consommateurs Luxembourg. Si soen: „Mettre en place des campagnes d'information afin de garantir l'efficacité et permettre une réelle utilité des nouveaux outils.“ Jo, dat ass effektiv ganz wichteg. Mir mussen dat heiten notzen, fir och e Mentalitéitswandel mat anzeleeden, fir datt eeben och de Konsument de Reflex huet, op vill méi ökologesch Wueren ze setzen, wat ouni Zweifel och am Interêt vun der Gesellschaft ass. An doweinst ass et jo och normal, datt mir als DP deem Gesetzesprojet hei wäerten zoustëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas. Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Paulette Lenert. Madamm Lenert.

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass e Sujet, iwwert deen ech gäre schwätzen. Dat wäert Iech net wonneren. De Konsumenteschutz ass esou en Theema, dat oft als Randtheema bezeechent gëtt, wat et awer eigentlech, wann ee méi genau hikuckt, guer net ass.

Ganz laang Zäiten an nach bis viru guer net esou laanger Zäit huet an de kommerzielle Relatiounen de Prinzipp gegollt: „Et ass um Keefer opzepassen.“ Op Latäin nennt een dat „caveat emptor“. Dat ass e Prinzipp, dee laang gängeg war, en hat och seng gewësse Logik, andeems ee gesot huet: „Ma de Keefer, wann en akeeft, hëlt en dat an de Grapp, kuckt et sech un, en iwwerleet sech, stellt déi Froen, déi en huet, e weess, wat e mécht, éier e keeft.“

Dat gehéiert zu enger Zäit, wou de Maart nach anescht war wéi haut. Haut ass d'Realitéit eng ganz aner. De Keefer keeft iwwer Ecranen an, iwwer e Klick, op Basis vu Biller, op Basis vu Beschreiwungen, vu Bewäertungen, Algorithmen an esou weider. Dat alles ass net méi transparent. An d'Realitéit ass déi, dass den Eenzelne guer net méi outilléiert ass, fir iwwerhaapt selwer genee ze iwwerpréiwen, wat e keeft. Och d'Etiketten, wa se drop sinn, si schwéier ze verstoen. Alles dat brauch aner Moyenen.

Och en eenzelt Land kënnt hei net méi no, well de Maart ass globaliséiert, an dofir si mer hei richteg op

engem Terrain, wou d'EU gefuerdert ass. Mir schwätzen hei iwwert d'Ëmsetzung vun enger europäescher Direktiv, an dat mécht och absolutt Sënn.

Europa gëtt oft als bürokratescht Monster duergestallt. D'Leit kënnen net vill domadder ufänken. Ech mengen, wann ee grad de Konsumenteschutz kuckt, da liicht de Leit villes an, wat se dovunner hunn, dass Europa Reegelen an d'Plaz setzt.

Mir hunn dës Woch kënne matverfollegen, wéi d'Madamm Reding ausgezeechent ginn ass, eng éischte Kéier den Ordre de Mérite kritt huet vum Europäesche Parlament. Dat ass schéin, net vill Leit haten déi Éier, mee et ass awer besonnesch interessant, ervirzehiewen, firwat si e kritt huet. Den Akzent ass drop gesat ginn, dass hiren Asaz eebe justement war fir en Europa, dat d'Bierger konkreet spieren, eppes, woumadder d'Leit eppes kënnen ufänken. Si war d'„Madamm Roaming" an dorënner konnt jiddweree sech eppes virstellen: en Europa, dat konkreet ass, en Europa, dat nëtzlech ass. A wat kéint eigentlech méi konkreet si wéi de Schutz vun de Konsumenten? Mir sinn also matten doranner an do fënnt een en enormt Potenzial, fir de Leit ze veranschaulechen, fir wat Europa steet.

Wat wëlle mer? Mir wëlle Produite kënne kafen, ouni getäuscht ze ginn, ouni ugeschass ze ginn. Mir wëlle geschützt si géigeniwwer ëmmer méi sophistiquéierten, zum Deel och dubiéise kommerzielle Machenschaften. A genee esou Politicke brauche mer fir Europa, dass d'Leit kënnen drop vertrauen, dass dat en place ass.

Zënter de 60er-Joren, wou et ugaangen ass mam Konsumenteschutz, zënter den 90er-Joren, wou se hiren Anzuch geholl huet an d'europäesch Politick, ass awer ganz vill geschitt. Et ännert sech alles mat enger Rapiditéit, déi een net hätt kënne virausgesinn. D'Mäert hu sech globaliséiert, dat ass déi eng Saach, digital Plattformen hu sech duerchgesat, perséinlech Donnéeë sinn zu enger ganz wichteger wirtschaftlecher Ressource ginn. An d'Wëssenschaft vun der Beaflossung, jo, déi ass amgaangen, Dimensiounen ze erreechen, déi ee sech nach virun net allze laanger Zäit net hätt kënne virstellen, dat Ganzt eebe gestäipt och duerch Kënschtlech Intelligenz.

Et geet haut net méi just drëm, am Marketing ze iwwerzeegen. Et geet vill méi wäit: Et geet drëm, eis Reaktioune virauszesoen, eis Opmierksamkeet ze fänken, eis kognitiv Reflexer an domadder, jo, eis Schwächte ganz kloer auszespillen. Well mir selwer eis Gewunnechten, eis Preferenzen an och eis Ängschten oppen um Platto zerwéieren, gëtt et einfach sichtbar, datt de Konsument eigentlech net just e Produit keeft. Hie keeft e moralescht Verspriechen: d'Verspriechen, verantwortlech ze konsuméieren, d'Verspriechen, d'Ëmwelt ze schützen, d'Verspriechen, an enger ganz komplexer Welt iergendwéi dat Richtegt ze maachen. Beispiller si scho genuch zitéiert ginn, Produiten, déi als gréng oder nohalteg presentéiert ginn, ouni dass mer genau kënnen novollzéien, ob et dat ass oder net.

Bref, am Commerce gëtt mëttlerweil ganz konsequent op ons eege Preferenze gesat, déi, déi grad am Trend sinn, dat kann een dann erkennen, awer och op d'Vertrauen. A mir brauchen dat Vertrauen. Mir brauchen dat Vertrauen an d'Reegelen, well soss kënne mer de Glawen un eise Maart och net oprechterhalen. Mir brauche Vertrauen an d'Kontrollen, et ass scho gesot ginn, a Vertrauen an d'Fäegkeet vum Staat, d'Integritéit vum Marché ze garantéieren.

An déi Direktiv, déi mer haut ëmsetzen, déi kënne mer an deem Sënn nëmme begréissen. Si steet fir eppes, wou mer eis eppes kënnen drënner virstellen. An an deem Sënn ass dat eng gutt Saach a mir wäerten dat och matstëmmen. Dat kann ech direkt virewechhuelen.

Ech kommen awer net ëmhin ze soen, dass et domadder net duergeet. Et ass en éischte Schrëtt. Wa mer elo virgesinn, dass Labele mussen do sinn zum Beispill, da gi mer an en nächsten Niwwel iwwer. An ech fäerten, dass mer iergendwann erëm zréckfalen an deen ale Prinzipp, dass de Keefer dach iergendwéi muss eens ginn. Dat heescht, et kann een net ophalen, et muss ee weiderdenken. De Konsumenteschutz huet en extreemt Gewiicht, wa mer wëlle Vertrauen oprechterhalen.

Zertifizéierungen a Labele gëtt et der mëttlerweil esou vill wéi Sand um Mier. Et ass schwéier, sech do rëmzefannen. Do brauch et och Hëllef, et brauch Hëllefsstellung, et brauch e staarke Konsumenteschutz. Mir sti virun digitalen Architekturen, déi ganz, ganz geziilt entwéckelt ginn, fir eist Verhalen ze beaflossen. Dat si Geforen, déi sinn onsichtbar, déi sinn net einfach ze gräifen, do muss ee sech wierklech ganz professionell opstellen, fir net just hannendrunzelafen, mee fir ze antizipéieren.

Haut ass dat, wat mat eis geschitt hanner engem Klick, fir eis net méi gräifbar. Et kann ee sech dat vag virstellen, theoreetesch virstellen. Et ass net wéi, mir hu virdrun dovu geschwat, déi invasiv Nilgäns zum Beispill. Do wësse mer, wat dat ass: Et ass eng Gefor, et erkennt ee se, wann ee spadséiere geet, d'Madamm Hansen wäert d'Juegdgesetz änneren an da gi se ofgeschoss an dann hu mer dat nees am Grëff. Dat hu mer virdrun héieren.

(Hilarité et interruption)

Sou einfach ass et hei awer net.

M. André Bauler (DP) | Normalerweis ass dat den Här Wilmes.

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Sou einfach ass et hei net. An dofir wär et mäi Wonsch, dass de Konsumenteschutz wierklech net Niewesaach an der Politick bleift. Mir sinn an enger Welt, wou déi kommerziell Strategien extreem séier evoluéieren, an dofir brauche mer e gudde Schutz. Mir brauchen Ekippen, déi virausdenken. Mir wëllen net hannendrulafen, well d'Welt ännert sech einfach vill ze vill schnell.

An dat ass mäi Wonsch haut: dass mer, nieft deem heite Gesetz, erkennen, wéi wichteg de Konsumenteschutz ass, dass mer en dohinner brénge, wou e seng Plaz verdéngt huet. An de 60er-Jore war dat Pionéieraarbecht. An ech mengen, déi ass haut erëm méi aktuell wéi jee. Dofir wënschen ech mer, dass Ären Asaz weiderhin erhale bleift an dass mer als Chamber och un deem dote Sujet interesséiert bleiwen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Lenert. Ech hunn der Madamm Lenert elo méi Zäit gelooss, well ech schonn ëfters mat hir gestridden hunn an ech haut net mat hir streide wollt.

(Hilarité)

Dat soll elo awer kee Beispill fir déi aner alleguer sinn. Madamm Alexandra Schoos.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Keng Angscht, Här Chamberspresident, ech misst normalerweis net iwwerzéien.

M. Claude Wiseler, Président | Dat ass an der Rei. Merci.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Här Chamberspresident, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann e Konsument haut e Produit keeft, da kritt en dacks vill Verspriechen, a mir hunn et schonn héieren: méi gréng, méi nohalteg, méi reparabel, méi laanglieweg.

Mee déi entscheedend Fro ass: Stëmmt dat och? Oder ass et just eng flott Verpackung, eng Marketingformel, eng gréng Etikett ouni wierklechen Inhalt? Dëse Gesetzesprojet soll d'Konsumente schützen, d'Transparenz verbesseren an onéierlech Konkurrenz bekämpfen.

Reklammen, Labelen oder Verspriechen iwwer Ëmwelt, Reparaturméiglechkeeten oder Liewensdauer vun engem Produit mussen halen, wat se behaapten. Et geet och drëm, datt vag Begréffer wéi och erëm „gréng", „ëmweltfrëndlech" oder „klimaneutral" net méi einfach dierfen als Verkafsargument benotzt ginn, wa se net seriö beluecht sinn.

Aus Siicht vun der ADR ass dat e wichtege Punkt. Mir sinn net derfir, d'Leit ze moraliséieren oder hinnen ze diktéieren, wat se solle kafen, mee mir sinn derfir, datt de Konsument éierlech informéiert gëtt. Eng fräi Entscheedung um Marché ass nëmmen da wierklech fräi, wann d'Informatioun richteg, verständlech a vergläichbar ass.

Eréischt gëschter huet mäi Frënd an engem Buttek hei zu Lëtzebuerg e Blummendëppe kaf, wou eng Etikett drop war: „100 % recycled plastic and wind energy".

(Mme Alexandra Schoos montre une documentation.)

An dat Ganzt op gréngem Hannergrond. Dir gesitt, mir hate virdrun dovu geschwat. „Dann ass nach e gréngt Blietchen drop", hat d'Madamm Weydert gesot. Hei sinn elo Äerdbieren drop, et ass awer och gréng hannerluecht. Et gesäit super aus.

Als Konsument muss ech deem gleewe kënnen, wat op der Etikett steet, an hoffen, dass dat Ganzt kontrolléiert gëtt. Oder ech muss d'Informatioun iwwert de Label einfach an novollzéibar fanne kënnen, sief et direkt op der Etikett, mat engem QR-Code zum Beispill, oder am Internet op der Säit vun der respektiver Firma. Hei hat ech elo nogekuckt, et fält een och direkt drop: „Der nachhaltigste Partner für Blumentöpfe aus recyceltem Kunststoff. Wir produzieren nachhaltige, attraktive Blumentöpfe und Gartenprodukte zu wettbewerbsfähigen Preisen, um so vielen Menschen wie möglich Zugang zu einem grüneren Leben ze ermöglichen." Voilà! Oder eeben awer och zum Beispill op den Internetsäite vun eisen nationale Verwaltungen, wou mer Informatiounen iwwer verschidde Labele kéinte fannen.

Ob et elo schlussendlech wierklech esou ass, ech weess et net an ech kann Iech et och net um Dag vun haut soen, ob ech elo wierklech dat kaf hunn, wat drop steet. Dowéinst soe mir als ADR och ganz kloer: E Gesetz, dat um Pabeier gutt klénkt, bréngt näischt, wann et net kontrolléiert gëtt. Dowéinst muss d'Regierung derfir suergen, datt d'Autoritéiten déi néideg Mëttelen an d'Kompetenz hunn, fir dës Reegele wierklech ëmzesetzen an ze kontrolléieren, sief et, wat nei Labelen oder d'Informatiounsflicht betréfft oder d'Méiglechkeet vu Reparaturen. Net mat blanner Repressioun, mee mat klorer Informatioun, mat proportionéierte Kontrollen a mat séierer Reaktioun do, wou bewosst getäuscht gëtt.

Kritesch bleift och, an dat ass och schonn ugeschwat ginn, datt d'Ëmsetzung praktesch, proportionéiert a verständlech fir d'Betriber muss sinn. Kleng- a Mëttelbetriber brauche kloer, praktesch an einfach applizéierbar Reegelen. Et dierf net esou sinn, datt e gutt gemengte Konsumenteschutz um Enn an engem Formulairëlabyrinth fir d'Betriber endegt oder natierlech och fir de Konsument, wann ech un d'Reparaturméiglechkeeten oder Garantien denken.

Am grousse Ganzen dréit d'ADR dëse Projet selbstverständlech mat, well en d'Rechter vum Konsument stäerkt, ouni an eng national Iwwerreglementéierung ofzerutschen, well hei gëtt „la directive, rien que la directive" ëmgesat. Mir ënnerstëtzen Transparenz, mir ënnerstëtzen Éierlechkeet am Handel a mir ënnerstëtzen e Marché, wou net déi beschte Marketingillusioun gewënnt, mee déi bescht, éierlechst an nohaltegst Offer.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. An elo huet d'Madamm Joëlle Welfring d'Wuert. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo, wie kennt et net: Beim Akafen am Supermarché hu warscheinlech déi meescht vun eis schonn emol Produite mat Verspriechen iwwer nohaltege Palmueleg, Fotoe vu glécklechen Hénger op Batterieeeër oder Kleeder aus recycléiertem Stoff an der Hand gehat – Aussoen a Biller, déi heiansdo méi Froe wéi Äntwerten hannerloossen.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift!

(Coups de cloche de la présidence)

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Vill Konsumentinnen a Konsumente probéieren haut, bewosst anzekafen a passen, nieft dem Impakt op de Portmonni, och op Ëmwelt- a Klimafrëndlechkeet op. Mee si stelle sech hei ëmmer méi d'Fro: Kann ech deem vertrauen, wat op enger Verpackung steet oder wat mir duerch Reklamme suggeréiert gëtt?

Et ass kloer: Trends wéi dee vun nohaltege Produite ginn och vun Entreprisen opgegraff. An dat ass am Fong eng gutt Saach. Vill Betriber maachen effektiv Efforten. Si produzéiere méi ëmweltfrëndlech, investéieren an Zirkularitéit, spueren Energie, reduzéieren hir Zäregasemissiounen. Mee leider gëtt et och där anerer: déi, déi einfach Nohaltegkeetsbegréffer op Etikette schreiwen oder mat suggestive Biller schaffen, ouni datt wierklech eppes derhannertstécht. Sou Praktike sinn net nëmmen ierféierend fir d'Konsumenten, mee si verschafen och en onfaire Virdeel géintiwwer Betriber, déi wierklech Efforte maachen.

An dat ass kee Randphenomen: Laut den Zuele vum Conseil ass méi wéi d'Hallschent vun den Ëmweltbehaaptungen op Produiten entweeder vag, täuschend oder guer net noweisbar. An dofir ass dësen Text e wichtege Schratt, e Schratt, fir op europäeschem Niveau méi Kloerheet a méi Transparenz erbäizeschafen, am Interêt vun de Konsumenten, mee och am Interêt vun den Entreprisen, déi seriö schaffen.

Mee et geet ëm méi wéi just Konsumenteschutz. Et geet och ëm d'Vertrauen an d'Transitioun selwer. Wann op eemol op all Etikett „nohalteg", „natierlech" oder „klimaneutral" steet, ouni dass dës Aussoen iwwerpréifbar sinn, da verléieren d'Leit zu Recht d'Vertrauen; d'Vertrauen an de Schutz vun de Ressourcen, an de Schutz vun eiser Ëmwelt, mee och d'Vertrauen an déi politesch an ekonomesch Mechanismen, déi dës Transitioun begleede sollen. An dofir ass et esou wichteg, géint Greenwashing virzegoen.

Här President, et ass awer och wichteg ze ënnersträichen, dass dësen Text och e klengen a wichtege Schrëtt ass géint déi sougenannte „geplangten Obsoleszenz". An ech si frou, dass d'Rapportrice virdrun heirop agaangen ass. Konkreet soll et net méi erlaabt sinn, Reklamm fir Produiten ze maachen, déi bewosst esou konzipéiert sinn, dass si nëmme fir eng limitéiert Zäit funktionéieren, zum Beispill iwwer Softwareaschränkungen. Och dat ass eng wichteg Entwécklung. Well geplangten Obsoleszenz féiert net nëmmen dozou, dass d'Konsumenten onnéidegerweis ëmmer méi nei Produite musse kafen, mee och zu enger enormer Verschwendung vu Ressourcen. Dofir ass et richteg, hei Grenzen ze setzen, fir méi Nohaltegkeet, mee och fir méi Fairness vis-à-vis vun de Konsumenten.

An deem Kontext hunn ech nach eng Fro un d'Madamm Minister, an dat ass och an der Kontinuitéit vun deem, wat mer an der Kommissioun diskutéiert haten: Wéi wichteg fannt Dir et, um europäesche Plang nach méi wäit ze goen an déi geplangten Obsoleszenz zousätzlech anzeschränken, wëssend, dass et haut nach keen, souwäit ech weess, eegestännegen Text am europäeschen Niveau dozou gëtt? A wiert Dir bereet, Iech dofir anzesetzen, eventuell och am Dialog mat der Ekonomie, wëssend, dass dëst Theema souwuel iwwert d'Produktentwécklung, notamment iwwert den Ecodesign-Kader, wéi awer ganz kloer och iwwert de Konsumenteschutz leeft?

Zum Schluss wëll ech och nach den Accord an d'Ënnerstëtzung vun deene Grénge fir dësen Text ginn. Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech wäert mech kuerz faassen. Et ass u sech alles gesot ginn. Mir wäerte selbstverständlech dee Projet de loi matstëmmen, an der Hoffnung natierlech, datt mer déi gutt Intentioun, déi déi Ëmsetzung vun dëser Direktiv, déi och nach hätt kënnen op verschiddenen Niveaue méi wäit goen, mee ëmmerhin ass dat elo e Fortschrëtt ..., datt mer och als Staat eis déi Mëttele wäerte ginn, fir eeben am Konkreeten all déi Saache respektéieren ze loossen, déi de Projet de loi och virgesäit. An deem Sënn, wéi gesot, wäerte mer deen heite Projet de loi matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Domat ass d'Lëscht vun de Riedner dann ofgeschloss.

An dann huet d'Regierung d'Wuert. Madamm Minister.

Prise de position du Gouvernement

Mme Martine Hansen, Ministre de la Protection des consommateurs | Villmools merci, Här President. E grousse Merci un d'Madamm Weydert – un d'Rapportrice – an och u jiddwereen, deen zu dësem Projet de loi geschwat huet. An e grousse Merci fir déi ganz grouss Zoustëmmung. Heimadder ginn definitiv eis Konsumente gestäerkt. An ech mengen och, sou wéi d'Madamm Welfring gesot huet: Déi Betriber, déi et richteg maachen, stäerke mer och domadder. Mir ginn dem Konsument ... Et heescht jo „empowering". Mir empoweren de Konsument, soudatt e sech u sech aktiv un der Transition verte ka bedeelegen, fir datt en duerch säi Kafverhalen déi Transitioun ënnerstëtzt an och déi Betriber ënnerstëtzt, déi an där Richtung funktionéieren an déi dat praktizéieren, ënner anerem duerch besser Informatioun iwwert d'Haltbarkeet awer och iwwert d'Reparaturméiglechkeet. An och do sinn ech frou, Iech kënnen ze soen, datt mer deemnächst wäerten de Projet de loi zur Ëmsetzung vun der Right-to-repair-Direktiv wäerten deposéieren. An dee wäert ech dann natierlech och direkt an d'Kommissioun virstelle kommen.

Dat anert ass och méi wéi eemol gesot ginn: Dat, wat op der Verpackung steet, soll am Prinzipp dann och esou gemaach ginn. Ech ginn ee Beispill, dat nach kee genannt huet, dat ass dat CO_2-neutraalt Fléien zum Beispill. Ech hu mech ëmmer gefrot: Wéi kann een CO_2-neutral fléien? Mir hunn nach ëmmer Kerosin an ech weess net, ob deen CO_2-neutral ass. Meeschtens ass dat doduerch erkläert ginn, datt ech esou vill Beem planzen an dann ass dat zréckgerechent ginn. Dat geet net méi. Dat heescht, dat muss een dann elo schonn esou soen: „Mir maachen eng ënnerstëtzend ekologesch Transitioun, andeems mer Projeten ënnerstëtzen, wou Beem geplanzt ginn." Also, et muss ee méi transparent ginn, fir de Client net ierzefféieren. An dat ass, firwat dëse Projet de loi sou wichteg ass.

Et ass awer och net alles nei. Déi ierféierend Praktiken a Publicitéite waren am Prinzipp och elo scho verbueden. Hei gëtt et nach e bësse méi konkreet. An duerfir ass et op där anerer Säit och wichteg ... Wann eppes erëm eng Kéier e bësse geännert gëtt, da stelle sech och – an dat ass och vu ville Riedner gesot ginn – vill Betriber d'Fro: „Wéi setzen ech dat ëm?" Dofir hate mer och am Virfeld zu dem Gesetzesprojet, wéi mer e geschriwwen hunn, op där enger Säit natierlech mat der ULC Kontakt, awer och mat deene verschiddene Beruffskummeren, fir ze kucken, wéi eis Servicer de Betriber kënnen hëllefen, déi sech gäre wëlle konform sëtzen.

Also, mir missten och net nëmmen de Konsument empoweren, mee och d'Betriber. An dofir hu mer Workshoppen organiséiert – déi waren alleguer ganz gutt besicht –, an dat an Zesummenaarbecht mat de verschiddene Beruffskummeren. Mir hunn och festgehal, datt mer eng praktesch Fiche an eng Checklist géife virum Summer publizéieren, fir datt d'Betriber kënne kucken: „Sinn ech konform oder sinn ech net konform? Wat muss ech maachen?", an datt mer och e komplette Leitfuedem fir d'Betriber géife fir de September ausschaffen.

Et ass vu jiddwerengem gesot ginn: D'Virdeeler vun dësem Gesetz si souwuel fir de Konsument wéi och fir de Professionellen, well mer bekämpfen hei de Greenwashing. An d'Madamm Lenert ass staark drop agaang: D'Vertraue vum Konsument an deen ekologesche Marketing muss gestäerkt ginn. E muss sech kënnen drop verloossen. An dofir wëll ech hir hei och villmools Merci soe fir hiren Asaz am Beräich vum Konsumenteschutz. De Professionelle soll gefërdert ginn, fir datt en durabel Produiten a Servicer offréiert. An dofir nach eng Kéier Iech e ganz, ganz grousse Merci.

Op der Madamm Welfring hir lescht Fro wëll ech soen: Ech setze mech do eng Kéier mam Ekonomiesminister zesummen an da schwätze mer dat duerch.

Iech alleguer Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss.

A mir géingen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8648 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8648[6].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8648 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. Dëse Projet ass also eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl ginn.

O*nt voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par M. Laurent Zeimet), Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM.*

Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert (par Mme Nathalie Morgenthaler), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. André Bauler), Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Guy Arendt) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens zum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

8. 8691 – Projet de loi portant changement de limites entre la Commune de Käerjeng et la Commune de Pétange

Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. An dat ass de Projet de loi 8691 iwwer eng Ännerung vun de Grenzen tëschent de Gemenge Käerjeng a Péiteng. Et ass e Riedemodell „avec rapport et sans débat". An domat huet d'Rapportrice 5 Minutten an d'Regierung, wa se wéilt, dann och 5 Minutten. D'Madamm Morgenthaler als Rapportrice huet d'Wuert.

Rapport de la Commission des Affaires intérieures

Mme Nathalie Morgenthaler (CSV), rapportrice | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, léif alleguer, dëse Gesetzesentworf huet als Zil, eng Inkohärenz ze verbesseren, déi no der Ännerung vun de Gemengegrenzen tëschent Kärjeng a Péiteng entstanen ass an den 1. August 2025 a Kraaft getrueden ass.

(Brouhaha)

D'Gemengendeliberatiounen, déi dëser Grenzännerung virausgaange sinn, hu sech nämlech als feelerhaft erausgestallt: Eng Parzell vun 12 Ar a 57 Zentiar ass iertemlecherweis an der Tabell vun de Grondstécker opgeholl ginn, déi un d'Gemeng Péiteng sollten eriwwergoen.

Well de Gesetzestext méi Gewiichtung wéi d'Annexen huet, ass dës Parzell domat juristesch der Gemeng Péiteng zougewise ginn, obwuel et sech ëm en Deel vun der ëffentlecher Strooss gehandelt huet, dee matzen an der Gemeng Käerjeng läit.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Sou.

Mme Nathalie Morgenthaler (CSV), rapportrice | Dës Situatioun erschwéiert eng kohärent Gestioun vum ëffentleche Besëtz, besonnesch wat d'ëffentlech Stroossegebitt ugeet. Dësen Entworf gesäit vir, dës Parzell nees un d'Gemeng Käerjeng zréckzeginn, an dat gratis.

Plusieurs voix | A!

Mme Nathalie Morgenthaler (CSV), rapportrice | D'Käschte fir d'Transkriptioun ginn dobäi zu gläichen Deeler vun deenen zwou Gemengen iwwerholl.

Une voix | Très bien!

Mme Nathalie Morgenthaler (CSV), rapportrice | Zum Werdegang vun dësem Gesetzestext sief Folgendes gesot: D'Gemengeréit vun deenen zwou betraffene Gemengen, also Käerjeng a Péiteng, hunn dës Rektifikatioun schonn duerch d'Deliberatioune vum 2. Oktober 2025 guttgeheescht, fir d'territorial Kohärenz erëm hierzestellen, d'Kontinuitéit vum ëffentleche Stroossegebitt ze sécheren an eng effizient lokal Gestioun ze erliichteren.

De Gesetzesentworf ass den 28. Januar 2026 vum Inneminister an der Chamber deposéiert ginn a gouf de 5. Februar un d'Kommissioun fir bannenzeg Ugeleeënheete verwisen. An hirer Reunioun vum 25. Februar huet d'Kommissioun den Entworf presentéiert kritt.

Wat d'Avisen ugeet, huet de Staatsrot säin Avis de 5. Mee ofginn. Déi héich Kierperschaft huet keng Opposition formelle formuléiert a sech op dräi kleng legistesch Bemierkunge limitéiert.

De Bericht ass schliisslech den 13. Mee eestëmmeg an der Kommissioun ugeholl ginn.

An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Madamm Morgenthaler villmools Merci fir hire schréftlechen an hire mëndleche Rapport.

(Interruption)

Doriwwer brauche mer elo keng Debatt ze organiséieren an d'Regierung brauch och keng Stellung ze huelen.

Mir géingen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8691 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8691[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8691 et dispense du second vote constitutionnel

Ech maachen d'Ofstëmmung op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. Domat ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par M. Laurent Zeimet), Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert (par Mme Nathalie Morgenthaler), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. Gusty Graas), Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Guy Arendt) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

9. Désignation d'un candidat pour le poste de conseiller d'État

An dann, Dir Dammen an Dir Hären, komme mer zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour, an zwar der Designatioun vun engem Kandidat fir de Poste vum Conseiller beim Staatsrot, esou wéi dat ofgeännert Gesetz vum 16. Juni 2017 iwwert d'Organisatioun vum Staatsrot an d'Artikelen 116 bis 127 vum Chamberreglement et virgesinn.

No den Dispositioune vun den Artikelen 119 an 120 vun eisem Reglement huet d'Presidentekonferenz an hirer Reunioun vum 20. Mee eng Kandidatelëscht arrêtéiert, déi un d'Deputéiert verschéckt ginn ass an déi Der, wann Der dat dann och wëllt, op Ärem Ecran oder Ärem Schierm kënnt gesinn.

Et ass eng eenzeg Kandidatur fir de Poste vum Conseiller agereecht ginn: déi vun der Madamm Paulette Lenert.

Et gëtt also, en conclusion vun deem, wat ech gesot hunn, esouvill Kandidaten, wéi et Poste gëtt. Et brauch deemno net ofgestëmmt ze ginn, wann d'Chamber domadder averstanen ass.

(Assentiment)

Da loosst mech awer elo mol fir d'éischt d'Fro stellen, éier Der hei Jo sot.

(Hilarité)

Ech froen also: Ass d'Chamber domat averstanen, den Artikel 7 Punkt 5 vum Chamberreglement ze applizéieren?

(Assentiment)

Ass een dergéint?

(Négation)

(Interruptions et hilarité)

Dat ass alt net de Fall. Dann ass dat also esou decidéiert.

D'Madamm Paulette Lenert ass deemno vun der Chamber als Conseillère beim Staatsrot designéiert ginn.

Plusieurs voix | Très bien!

(Applaudissements)

M. Claude Wiseler, Président | Kéint elo vläicht ee soen, d'Madamm Lenert kéint erëm erakommen? Voilà.

(Hilarité et applaudissements)

Um Applaus, Madamm Lenert, mierkt Der, wat d'Decisioun ass, déi mer geholl hunn. Eis Felicitatiounen am Numm vun der ganzer Chamber un d'Madamm Lenert fir dës Designatioun.

Eis Propositioun geet elo weider un de Grand-Duc fir d'Nominatioun vun der Madamm Paulette Lenert als neie Member vum Staatsrot. Bis si assermentéiert ass, bleift si Member vun dësem Haus. Wann et bis offiziell ass, wäert d'Madamm Lenert hei an der Chamber an engem Hommage geéiert ginn.

Ech wëll se elo awer net erausgoe loossen, ouni e puer ganz kuerz Wierder ze soen.

Madamm Lenert, ech sinn iwwerzeegt, datt Dir beschtens preparéiert sidd op déi nei Missioun am Conseil d'État. Dir bréngt niewent Ärer juristescher Kompetenz och déi néideg politesch Erfarung mat, well Der net nëmmen d'Regierung, mee och d'Chamber an hiert Fonctionnement kennt.

An all deene Joren hutt Dir ëmmer Rou a Mënschlechkeet ausgestraalt a gewisen. Dat och, wa mer, wéi gesot, eis heiansdo gestridden hunn, notamment an de Covidzäiten.

Ech hoffen haaptsächlech, an dat wollt ech Iech soen, datt Dir, Madamm Lenert, e gudde Souvenir un d'Chamber behaalt, well et ass wichteg, well och an Ärem zukünftegen Amt gitt Der eis net lass an Dir musst eis nach heiansdo Avise schreiwen iwwert dat, wat mer hei maachen.

Am Numm vun der Chamber also all eis Felicitatiounen a bonne Chance! Voilà.

(Applaudissements)

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, et ass en emotionale Moment. Ech kommen net ëmhin, awer ze soen, dass ech ganz dankbar sinn. Dat ass dat, wat ech haut dofir empfannen, déi Zäit hei konnten ze verbréngen.

Et sinn Debatte gewiescht, et si Meenungsverschiddenheete gewiescht, et ass ëmmer am géigesäitege Respekt ofgelaf. A wéi sou villes léiert een eng Institutioun eréischt richteg kennen, wann ee bis dran ass. Et gesäit een hannert d'Kulissen. Et gesäit een, wat d'Aarbecht ass. Mir huet dës Zäit ganz vill bruecht.

Ech soen Iech alleguerte Merci fir d'Ënnerstëtzung. A virun allem och vun dëser Plaz e ganz, ganz grousse Merci nach eng Kéier un d'Matbierger a Matbiergerinnen, déi mer hiert Vertraue ginn hunn, fir kënnen hei op där Plaz ze sëtzen.

Ech soen Iech Merci.

(Applaudissements)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Lenert.

An domat si mer um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Déi nächst Sëtzung ass fir den 9. Juni virgesinn.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.17 heures.)

Questions au Gouvernement

Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page
Classes spécialisées dans l'enseignement secondaire	3664	Francine Closener	46
Coûts liés au pavillon national du Luxembourg à la COP30 à Belém	3682	Joëlle Welfring	46
Enseignement du luxembourgeois dans les écoles publiques internationales et européennes	3685	Fred Keup	47
Attribution de quotas d'émission de CO_2 à ArcelorMittal dans le cadre du SEQE	3686	David Wagner	48
Réforme du « Emission Trading System » européen	3704	Joëlle Welfring	48
Luxembourg International Climate Finance Strategy 2026-2030	3705	Joëlle Welfring	49
Lettre circulaire du 4 février 2026 relative à la préparation du projet de budget pour l'exercice 2026	3710	Sam Tanson	49
Stablecoins	3711	Gérard Schockmel	50
Contrôle et respect du salaire social minimum au Luxembourg	3712	Mars Di Bartolomeo	50
Reprise et développement des zones d'activités Rolach et Schaedhaff à Sandweiler	3713	Marc Lies	51
Évolution des incidents impliquant des armes blanches sur la voie publique et dans les transports publics	3715	Laurent Mosar	52
Mesures envisagées face à la hausse des prix de l'énergie liée à la crise au Moyen-Orient	3716	Laurent Mosar	52
Cadre juridique et traitement des intrusions dans les parties communes d'immeubles en copropriété	3717	Laurent Mosar	53
Impact environnemental des activités d'un broyeur à Aubange	3718	Marc Goergen	53
Endettement des communes et recours aux emprunts pour le budget 2026	3719	Marc Lies	54
Répartition du Fonds de dotation globale des communes et recettes de l'Impôt commercial communal en 2025	3720	Marc Lies	54
Aides aux familles avec des enfants dans le spectre de l'autisme	3721	Marc Goergen	54
École pour la formation de chiens d'assistance	3722	Marc Goergen	55
Ligne 7 du TICE	3723	Marc Goergen	55
Cours de nationalité	3724	André Bauler, Simone Beissel	55
Microplastique dans nos eaux	3725	Gusty Graas	55
Bilan des SME Packages depuis 2019 et soutien aux PME au Luxembourg	3726	Stéphanie Weydert	56
Possibilité d'introduire le néerlandais comme langue optionnelle dans les lycées nationaux	3727	Laurent Zeimet	56
Interruptions des services RGTR et ferroviaires liées aux travaux sur les axes 1, 9 et sur la ligne 10	3728	Ben Polidori	57
Pratiques divergentes dans l'application de la loi du 23 juillet 2024 dans les centres de compétences	3729	Paul Galles	57
Fermeture des comptes de la Cour pénale internationale par la BCEE	3730	Sam Tanson	58
Hausse des prix du pétrole et du gaz	3731	André Bauler	58
Avenir du master en logistique et supply chain à l'Université du Luxembourg	3732	Sven Clement	58
Position du Luxembourg sur la réforme du système ETS européen	3734	Claire Delcourt, Franz Fayot	60
Mise en place de la constellation de satellites Starlink par SpaceX	3735	Laurent Mosar	61
Validité de la carte de stationnement pour personnes handicapées	3736	Ricardo Marques	61
Accès des autorités américaines à des données personnelles de ressortissants européens	3737	Meris Sehovic, Djuna Bernard	62
Panne informatique au sein de l'ADEM	3738	Djuna Bernard	62
Projet Kultur am Prisong	3739	Djuna Bernard, Sam Tanson	62
Obligations de reporting fiscal pour les prestataires de paiement dans l'UE	3740	Laurent Mosar	63

Présence de policiers roumains au Luxembourg dans le cadre de la lutte contre la mendicité	3741	Dan Biancalana	63
Transactions liées à des conflits de travail à l'Université du Luxembourg	3742	Liz Braz, Paulette Lenert	63
Pratiques de rachat d'or et protection des consommateurs au Luxembourg	3743	Mars Di Bartolomeo	64
Éventuel appui indirect du Luxembourg aux parties belligérantes	3744	David Wagner	65
« Climate Nexus Framework Convention » entre le Ministère de l'Environnement et l'Université du Luxembourg	3746	Joëlle Welfring	65
Efficacité des zones du Plan sectoriel « Logement »	3748	Liz Braz, Paulette Lenert	66
Instituteurs pour enfants à besoins spécifiques dans l'enseignement fondamental	3749	Charles Weiler	67
Remboursements au Fonds national de soutien à la production audiovisuelle	3750	Marc Goergen	67
Recettes générées par des œuvres financées par le Fonds national de soutien à la production audiovisuelle	3751	Marc Goergen	68
Coûts de construction et acquisitions de logements en VEFA par l'État	3752	Yves Cruchten	68
Publicité pour les produits du tabac dans les commerces	3753	Mars Di Bartolomeo	69
Agression d'un agent pénitentiaire au Centre pénitentiaire de Givenich	3754	Dan Biancalana	69
Subsides agricoles	3755	André Bauler, Gusty Graas	70
Hausse récente des prix des carburants et impact économique et social au Luxembourg	3756	Georges Engel, Mars Di Bartolomeo	70
Organisation de l'examen pratique du permis F et déplacements des candidats du Nord	3757	Jeff Boonen, Emile Eicher	71
Rétroactivité des certificats de maladie dans le secteur communal	3758	Marc Goergen	71
Certificat C2 de luxembourgeois à l'INLL	3760	Alexandra Schoos	72
Langues utilisées dans les convocations et communications du secteur de la santé	3761	Alexandra Schoos	72
Déclaration de plusieurs États membres de l'UE sur la centralisation de la supervision financière	3763	Sam Tanson	73
Crédit d'impôt « Bëllegen Akt »	3764	David Wagner	73
Protection des données personnelles lors des virements bancaires et paiements Payconiq	3765	Sven Clement	73
Résidus de pesticides dans le jus de pomme	3767	André Bauler, Gusty Graas	74
Rénovation énergétique des logements existants	3768	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	74
Suivi des mineurs placés à l'étranger par l'Office national de l'enfance	3770	Dan Biancalana, Francine Closener	75
Fonctionnement et qualité du service Adapto	3771	Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo	75
Protection des acquéreurs et maîtres d'ouvrage privés en cas de faillite dans le secteur de la construction	3773	Alexandra Schoos	76
Projet du futur Südspidol	3774	Liz Braz, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel	77
Faillite d'une entreprise subventionnée par le Fonds national de soutien à la production audiovisuelle	3775	Marc Goergen	77
Analyse de la situation du personnel dans le TICE	3776	Marc Goergen	78
Position du Luxembourg concernant une éventuelle mission de l'OTAN visant à sécuriser le détroit d'Ormuz	3777	Yves Cruchten	78
Pénurie de vaccins vétérinaires au Luxembourg	3779	Alexandra Schoos	78
Contact Center de l'Administration des contributions directes (ACD)	3780	Sven Clement	79
Système de consigne	3781	Nathalie Morgenthaler	79
Logiciels malveillants sur des plateformes de jeux vidéo en ligne	3782	Ben Polidori	80
Impact du règlement CRR3 sur les crédits immobiliers au Luxembourg	3785	Mars Di Bartolomeo	81
État et protection du Château Buschland à Remich	3786	Alexandra Schoos	81
Bilan et fin de la procédure de recouvrement de la nationalité luxembourgeoise	3787	Alexandra Schoos	81
Contournement de Dippach	3789	Marc Goergen	82
Musée de l'aviation luxembourgeoise	3790	Marc Goergen	83
Paiement indu d'heures du compte épargne-temps	3791	Marc Goergen	83
Position du Luxembourg sur la proposition « EU Inc » de la Commission européenne	3792	Laurent Mosar	83
Avancement du projet Google Bissen	3793	Georges Mischo	84
Contrôle des smartphones au volant	3794	André Bauler, Guy Arendt	84
Approvisionnement du secteur agricole en engrais	3795	André Bauler, Luc Emering	85
Site du Birelerhaff	3796	André Bauler	85
Situation du secteur des boulangeries au Luxembourg	3797	André Bauler	85
Assistant vétérinaire	3798	Marc Goergen	85
Évolution du nombre des primo-acquéreurs	3799	Marc Goergen	86
Proportionnalité entre droit de propriété et exécution des décisions judiciaires par huissier	3800	Marc Goergen	86
Projet immobilier Kiem 2050 du Fonds Kirchberg	3801	Marc Goergen	86
Attraction d'investisseurs étrangers pour investir sur le marché de logement	3802	Meris Sehovic	87
Consommation d'électricité du projet de centre de données à Bissen	3803	Joëlle Welfring	87
Étude des incidences sur l'environnement du projet de centre de données à Bissen	3804	Joëlle Welfring	88
Organisation d'un trilogue avec les partenaires sociaux en vue des implications de la transformation digitale liée à l'IA	3806	André Bauler, Gusty Graas	88
Accès des journalistes aux informations administratives	3807	Dan Hardy	89
Projet de piste cyclable PC12 entre Kleinbettingen et Steinfort	3808	Paul Galles	89
Projet de piste cyclable PC12 entre Kleinbettingen et Steinfort	3809	Marc Goergen	90
Impact de l'augmentation des prix des engrais sur le secteur agricole	3810	Michel Lemaire	91
Cybersécurité des ascenseurs au Luxembourg	3811	Ben Polidori	91
Soutien et accessibilité de la Luxembourg Tech School	3812	Ben Polidori, Francine Closener	91

Révision de la prise en charge des aides visuelles	3813	Francine Closener, Mars Di Bartolomeo	92	Résidence alternée et aides au logement	3822	Mandy Minella	96
Appel à témoins après une année	3814	Marc Goergen	92	Soutien fiscal au marché immobilier luxembourgeois	3823	Sam Tanson	96
Pannes des ventilateurs des tunnels Grouft et Stafelter	3815	Michel Lemaire	93	Paiement des frais d'avocat par l'État	3824	Marc Goergen	97
Chantiers cumulés sur la N7 et impact sur les usagers	3816	Michel Lemaire	93	Fermeture partielle des tunnels Grouft et Stafelter et impact sur le trafic	3825	Charles Weiler, Jeff Boonen	97
Paiement en espèces auprès des institutions de l'État	3817	Marc Goergen	94	Défis d'attractivité du secteur de l'artisanat	3827	Georges Engel, Dan Biancalana	97
Évolution des autorisations d'exercer dans le secteur de la santé	3818	Mars Di Bartolomeo	94	Embargo sur le rapport LUCET relatif au projet ALPHA et choix de la langue d'alphabétisation	4401 urgente	Sven Clement	98
Dépistage des troubles visuels et langagiers chez l'enfant	3819	Francine Closener	94	Inscriptions dans la nouvelle filière d'enseignement classique du Lycée de Bonnevoie	4421 urgente	Sam Tanson, Djuna Bernard	98
Fonctionnement et statut de la FindelMedic	3820	Mars Di Bartolomeo	95	Rupture de stock de carburants	4498 urgente	Marc Goergen	99
Retards, reports et annulations dans le cadre de l'élaboration du Plan national de restauration de la nature	3821	Joëlle Welfring	95				

Classes spécialisées dans l'enseignement secondaire | Question **3664** (16/02/2026) de **Mme Francine Closener** (LSAP)

Afin de mieux tenir compte des différents profils linguistiques des élèves, l'enseignement secondaire luxembourgeois propose des classes spécialisées. Ainsi, les classes ALLET permettent p. ex. aux élèves disposant de bonnes connaissances en français et en mathématiques, mais présentant des lacunes en allemand, de bénéficier d'un soutien linguistique ciblé. Parallèlement, les classes LVF (langue véhiculaire français) offrent un enseignement en français dans les classes inférieures de l'enseignement secondaire classique, tout en maintenant l'apprentissage de l'allemand au niveau standard. Ces dispositifs visent à faciliter l'intégration des élèves dans le système éducatif luxembourgeois en s'adaptant à leur réalité linguistique, avant leur passage vers les classes régulières à partir de la 4e.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

– Combien de classes ALLET existent actuellement et dans quels lycées du pays ? Depuis quand ces classes existent-elles respectivement dans chaque établissement ? Combien d'élèves bénéficient de cette offre ?

– Combien de classes LVF existent actuellement et dans quels lycées du pays ? Depuis quand ces classes existent-elles respectivement dans chaque établissement ? Combien d'élèves bénéficient de cette offre ?

– Existe-t-il d'autres formes de filières francophones dans les lycées luxembourgeois à l'exception des écoles européennes ? Si oui, lesquelles et en quel nombre dans quels lycées ?

– Le ministère prévoit-il un développement supplémentaire des filières francophones ? Si oui, de quelle manière ? Le cas échéant, comment ce développement s'inscrit-il dans le contexte du projet Alpha et de la transition des élèves alphabétisés en français vers le lycée ?

– Quelle est la situation concernant le matériel scolaire ? Tous les manuels pour les cycles inférieurs de l'ESC et de l'ESG sont-ils déjà disponibles en allemand et en français ? Si ce n'est pas le cas, le ministère travaille-t-il à la mise à disposition rapide de ces manuels scolaires ? D'ici quand l'ensemble du matériel devrait-il être disponible ?

Réponse (24/04/2026) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Les efforts visant à diversifier l'offre linguistique dans l'enseignement secondaire s'inscrivent dans une démarche entamée depuis de nombreuses années. Le système éducatif luxembourgeois a ainsi progressivement développé différentes offres afin de mieux tenir compte de la diversité des profils linguistiques des élèves.

Aux termes du programme gouvernemental « la diversité linguistique constitue un atout de notre pays et de notre système scolaire ». Néanmoins, afin de ne pas constituer un obstacle pour certains élèves, le même programme préconise « une plus grande flexibilité de l'enseignement des langues dans l'enseignement secondaire [...] avec une offre plus souple et davantage de choix pour les élèves ».

Dans cette optique, des alternatives au niveau de l'apprentissage des langues et au niveau de la langue d'enseignement ont été mises en place.

Les élèves qui rencontrent des difficultés dans l'apprentissage d'une langue du pays peuvent bénéficier d'un encadrement spécifique au sein des classes « traditionnelles ».

Ainsi, les classes dites « ALLET », évoquées par l'honorable Députée, proposent un renforcement ciblé des compétences en allemand intégré dans l'horaire régulier des élèves. Les premières classes de ce type ont été introduites durant l'année scolaire 2003-2004 et sont aujourd'hui proposées dans différents établissements du pays en fonction de la demande.

Le tableau ⬆ ci-dessous renseigne les lycées organisant des classes ALLET ainsi que le nombre d'élèves bénéficiant de cette offre.

Afin de répondre à une demande croissante d'une population multilingue, dont une partie importante dispose de facilités de compréhension en français, des classes inférieures à langue véhiculaire francophone sont également offertes. Les élèves y suivent les mêmes contenus que dans les classes à langue véhiculaire allemande.

À la rentrée 2025, de nouvelles classes de 7e-FR ont été ouvertes dans les lycées ci-dessous : ⬆

Le tableau ⬆ ci-dessous montre le nombre total d'élèves scolarisés dans les classes inférieures à langue véhiculaire francophone.

En fonction de la demande, d'autres ouvertures sont prévues pour la prochaine rentrée scolaire dans plusieurs établissements du pays.

Depuis l'année scolaire 2006-2007, le Lycée technique du Centre (LTC) propose par ailleurs des classes internationales francophones préparant au baccalauréat international. Entre-temps, cette offre a également été étendue au Lycée Mathias Adam (LMA) dans le sud du pays et au Lycée technique d'Ettelbruck (LTETT) dans le nord. Ces classes s'adressent principalement à des élèves ayant un parcours migratoire et s'inscrivent dans l'offre des classes d'accueil, d'insertion, d'intégration et des classes à régime linguistique spécifique.

En ce qui concerne le matériel didactique, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse veille à ce que les supports pédagogiques utilisés dans les différentes offres linguistiques soient conformes aux programmes nationaux et adaptés aux besoins des élèves.

Dans ce cadre, le SCRIPT accompagne les groupes de travail chargés de l'élaboration ou de l'adaptation des manuels scolaires et collabore étroitement avec les commissions nationales de l'enseignement secondaire (CNES) afin d'identifier et de valider les ressources pédagogiques appropriées. Lorsque cela s'avère nécessaire, des développements ou adaptations spécifiques sont réalisés afin de garantir la qualité pédagogique et la cohérence de l'enseignement dans l'ensemble du système scolaire.

Coûts liés au pavillon national du Luxembourg à la COP30 à Belém | Question **3682** (23/02/2026) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

La Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP30) s'est tenue à Belém, au Brésil, en novembre 2025. Pour la première fois, le Luxembourg y disposait d'un pavillon national propre, indépendant de l'espace jusqu'alors partagé avec la Belgique, les Pays-Bas et la Banque européenne d'investissement. Selon les représentants du Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, ce pavillon aurait servi de plateforme de visibilité pour la délégation luxembourgeoise.

Selon les informations publiées par les organisateurs de la COP30, les prix des espaces d'exposition débutent à 1.250 USD/m² pour certains types de stands, tandis que l'investissement pour des pavillons

personnalisés est défini au cas par cas avec les organisateurs. Dans un contexte de fortes attentes en matière de transparence budgétaire et de financement climatique international, il apparaît légitime de disposer d'informations claires sur le coût de cette présence renforcée du Luxembourg à la COP.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Quel a été le coût total du pavillon national du Luxembourg à la COP30 et comment ce coût se ventile-t-il entre les différentes catégories de dépenses : location de l'espace, conception et réalisation du stand, logistique, prestations sur place et communication liées au pavillon, etc. ? Quelle a été l'évolution de ce chiffre sur les quatre dernières années ?

2) La mise en place de ce pavillon a-t-elle fait l'objet d'une procédure de marché public ou d'un autre type de mise en concurrence (appel d'offres, etc.) pour la conception, la construction et/ou la gestion du pavillon ? Le cas échéant, Monsieur le Ministre peut-il préciser brièvement la procédure choisie et, à défaut, indiquer pour quelles raisons aucune procédure d'appel d'offres n'a été engagée ?

Réponse (20/04/2026) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Depuis la COP24, qui s'est tenue en décembre 2018 à Katowice, en Pologne, et jusqu'à la COP29, organisée en novembre 2024 à Bakou, en Azerbaïdjan, le Luxembourg disposait d'un pavillon commun avec la Belgique, les Pays-Bas et la Banque européenne d'investissement (BEI).

Pendant cette période, les frais de location de l'espace, de conception et de réalisation du stand du pavillon ainsi que les coûts logistiques étaient partagés entre les quatre partenaires. Le Luxembourg ne s'acquittait que d'un montant global, incluant la location du bureau de la délégation. Pour les années 2022 à 2024, les montants acquittés par le Luxembourg étaient les suivants :

– COP27 (2022) : 141.446,39 EUR TTC (120.894,35 EUR HTVA)
– COP28 (2023) : 116.722,52 EUR TTC (99.762,84 EUR HTVA)
– COP29 (2024) : 179.981,75 EUR TTC (153.830,56 EUR HTVA).

Pour la COP30, qui s'est tenue en novembre 2025 à Belém, au Brésil, la Belgique, les Pays-Bas et la Banque européenne d'investissement (BEI) ont décidé – principalement en raison des contraintes logistiques importantes liées au lieu de la conférence – de ne pas tenir de pavillon.

Afin de renforcer le positionnement du Luxembourg et de continuer à promouvoir son approche ambitieuse en matière de mesures climatiques et de financement climatique international, le Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité a décidé de tenir un pavillon national, sous l'égide de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

La location de l'espace, la mise en place du stand ainsi que certaines autres prestations complémentaires fournies par le prestataire désigné par la présidence brésilienne ont représenté un coût de 87.609,01 EUR TTC (74.879,50 EUR HTVA).

Le marché relatif à la conception et à la réalisation du stand du pavillon, à la logistique, aux prestations additionnelles et à la communication dédiée a été conclu avec une société luxembourgeoise. Le montant total de ce marché s'est élevé à 150.831,72 EUR TTC (128.916 EUR HTVA).

Le pavillon luxembourgeois a accueilli un programme de 26 événements, réunissant notamment les délégués climatiques de la jeunesse du Luxembourg, des partenaires, scientifiques, experts, innovateurs et décideurs politiques. Les estimations portent sur plus de 3.500 visiteurs accueillis et environ 800 participants aux événements organisés au pavillon.

ad 2) Les prestations relatives à la location de l'espace, à la mise en place du stand ainsi que certaines autres prestations complémentaires ont fait l'objet d'une commande auprès du prestataire désigné par la présidence brésilienne.

En ce qui concerne le marché conclu avec la société luxembourgeoise, il a été recouru à la procédure négociée.

Enseignement du luxembourgeois dans les écoles publiques internationales et européennes | Question **3685** (23/02/2026) de **M. Fred Keup** (ADR)

An den ëffentlechen internationalen an europäesche Schoule spillt d'Fach Lëtzebuergesch eng zentral Roll fir déi sproochlech a gesellschaftlech Integratioun vun de Schüler. Gläichzäiteg héiert een ëmmer erëm, dass Lëtzebuergesch an dëse Schoule staark vernoléissegt gëtt. Fir deem op de Gronn ze goen, huet den SEW/OGBL eng Ëmfro ënner diplomëierte Lëtzebuergesch-Proffen an ëffentlechen internationalen an europäesche Schoulen duerchgefouert, un där ronn 50 % vun de betraffene Léierpersounen deelgeholl hunn. Besonnesch alarmant ass dobäi, dass 88,9 % vun de Befroten der Meenung sinn, dass déi aktuell Kaderbedéngunge vum Fach Lëtzebuergesch an dëse Schoulen eleng net duerginn, fir déi uviséiert Léierziler tatsächlech ze erreechen.

Virun dësem Hannergrond stellen sech eng Rei Froen zur Ausgestaltung an Zilsetzung vun deene vum Här Schoulminister am Hierscht 2025 an der Chamber ugekënnegten Upassunge vum Lëtzebuergesch-Unterrecht an den ëffentlechen internationalen an europäesche Schoulen:

1. Wéi beurteelt den Här Minister d'Resultater vun där vum SEW/OGBL duerchgefouerter Ëmfro, besonnesch d'Aschätzung vun der grousser Majoritéit vun de Befroten, no där déi aktuell Kaderbedéngunge vum Fach Lëtzebuergesch an dëse Schoulen eleng net duerginn, fir déi uviséiert Léierziler tatsächlech ze erreechen?

2. Wéi eng konkreet Schlussfollgerungen zitt den Här Minister aus de Resultater vun dëser Ëmfro fir déi ugekënnegt Upassunge vum Lëtzebuergesch-Unterrecht an den ëffentlechen internationalen an europäesche Schoulen?

3. Wéi beurteelt den Här Minister den aktuelle Stellewäert vum Lëtzebuergesch-Unterrecht an den ëffentlechen internationalen an europäesche Schoulen, besonnesch am Hibléck op den de facto niddrege Sproochenniveau vun de Schüler an dësem Fach?

4. Wéi eng konkreet Grënn gesäit den Här Minister dofir, dass Lëtzebuergesch an den unerkannten europäesche Schoulprogrammer bis elo net als Promotiounsfach behandelt gëtt? Préift d'Regierung aktuell eng entspriechend Upassung?

5. Wéi stellt den Här Minister sécher, dass déi betraffe Léierpersoune kontinuéierlech an d'Planung an d'Ëmsetze vun den ugekënnegten Upassunge vum Lëtzebuergesch-Unterrecht an den ëffentlechen internationalen an europäesche Schoulen agebonne ginn?

Réponse (28/04/2026) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

D'Bedeitung vum Lëtzebuergeschen an eiser Gesellschaft kann net genuch ervirgestrach ginn: Lëtzebuergesch-Kenntnisser sinn net nëmme wichteg fir d'Acquisitioun vun der Lëtzebuerger Nationalitéit an den Zougang zu der ëffentlecher Funktioun, eis Sprooch spillt och eng wichteg Roll als Integratiounsfacteur an eiser Gesellschaft.

ad 1. an 3. Aus den uewe genannte Grënn gouf bei den ëffentlechen europäesche Schoulen – vun der Grënnung un – d'Lëtzebuergescht an d'Stonnepläng souwéi an d'Konformitéitsdossiere vun de Schoulen integréiert. D'Programmer goufe vun engem Aarbechtsgrupp ënnert der Leedung vum deemolege Kommissär fir d'Lëtzebuerger Sprooch ausgeschafft.

Aktuell ass den Enseignement vum Lëtzebuergesche follgendermoossen organiséiert:

– Obligatoresch Coursen:

• P1 bis P2: zwou Periode vun 30 Minutten
• P3 bis P5: zwou Periode vu 45 Minutten
• S1 bis S3: zwou Periode vu 45 Minutten

An deene meeschten ëffentlechen Europaschoule gëtt eng pedagogesch Differenzéierung praktizéiert, déi dem sproochleche Profill vun de Schüler Rechnung dréit. Am Secondaire dréckt sech dës Differenzéierung duerch follgend Organisatioun aus:

• Friemsproochcoursen, déi fir e Public bestëmmt sinn, deen net Lëtzebuergesch schwätzt;
• Sproochen- a Kulturcoursen, déi fir lëtzebuergeschsproocheg Schüler bestëmmt sinn.

– Fakultativ Coursen:

No der S3 ass de Lëtzebuergeschcours fakultativ. E kann als Optiounsfach gewielt ginn oder als „Langue 4" oder „Langue 5".

D'Lëtzebuerger Sprooch ass deemno bei Wäitem net vernoléissegt ginn, allerdéngs definéieren d'Programmer, déi de Moment a Kraaft sinn, kee virgeschriwwenen Niveau pro Schouljoer. Dofir si momentan weeder eng Zertifizéierung nach eng Validatioun vun den Niveaue virgesinn.

ad 2. a 4. De Sujet vun der Zertifizéierung an der Validatioun vun den Niveauen ass mir bewosst. Ech hunn dofir meng Servicer chargéiert, beim Conseil supérieur des écoles européennes de Statut vum Other National Language (ONL) fir d'Lëtzebuergescht unzefroen. A senger Sessioun vum leschte 15. Abrëll ass dës Propositioun, nodeems se vum Board of Inspectors, dem Joint Teaching Committee an dem Budgetary Committee validéiert gouf, och vum Conseil supérieur ugeholl ginn.

Den ONL ass e Sproochecours, deen am Prinzipp als Optioun am System vun den europäesche Schoulen ugebuede gëtt, an zwar fir Schüler, déi aus engem Land kommen, an deem dës Sprooch als offiziell Sprooch unerkannt ass. Aktuell sinn als ONL Schweedesch (an der finnescher Sektioun), Finnesch (an der schweedescher Sektioun), Iresch a Malteesesch unerkannt; ab dem Schouljoer 2026/2027 kënnt Katalanesch dobäi; d'Aféierung vum Lëtzebuergeschen als ONL ass fir d'Schouljoer 2027/2028 programméiert.

An den ëffentlechen Europaschoulen hei am Land gëtt Lëtzebuergesch als ONL en obligatoreschtt Promotiounsfach bis zu der Klass S3.

D'Organisatioun vun den ONL-Coursë geet aus der Tabell ↟ heidrënner ervir.

D'Kompetenzniveaue laut dem Cadre européen commun de référence pour les langues sinn déi follgend: ↟

An den éffentlechen Europaschoulen zu Lëtzebuerg gëtt den Niveau B1 allerdéngs um Enn vun der Klass S3 erreecht an zertifizéiert (an net den A2.2-Niveau, deen normalerweis vun der ONL virgesinn ass), well et sech ëm de Minimum handelt, dee souwuel fir d'Acquisitioun vun der Nationalitéit wéi och fir den Zougang zu der Fonction publique erfuerderlech ass.

ad 5. A Collaboratioun tëscht dem SCRIPT an der Direction générale de l'enseignement secondaire huet de 4. Mäerz e sougenannte CoLab stattfonnt, ausgeschriwwen als Formation continue iwwert den IFEN. Hei waren d'Enseignanten agelueden, fir hir Erfarungen, Defien an Iddien ze deelen en vue vun der Ausschaffung vum neie Programm vum ONL Lëtzebuergesch. Mat 18 ageschriwwenen Enseignantë war de Workshop e Succès.

Heidrënner d'Beschreiwung vum CoLab, esou wéi en um Site vum IFEN ausgeschriwwe war:

FC-11A-139 CoLab: Le Luxembourgeois comme ONL dans le cadre des écoles européennes

Le CoLab offrira aux enseignants un espace d'échange autour de l'apprentissage de la langue luxembourgeoise en tant que langue étrangère. Ces échanges favoriseront la confrontation des points de vue, l'identification des obstacles didactiques et la mutualisation de pistes pédagogiques. Il permettra de partager les expériences menées, les réactions et les difficultés rencontrées, ainsi que les activités pédagogiques mises en œuvre afin de développer les annexes des programmes de l'ONL Luxembourgeois.

Och fir d'Schouljoer 2026/2027 ass eng Formation continue virgesinn, déi sech un all Lëtzebuergesch-Enseignanten adresséiert, dëst en vue vun der Aféierung vum neie Lëtzebuergesch-Programm fir d'Rentrée 2027/2028.

Attribution de quotas d'émission de CO_2 à ArcelorMittal dans le cadre du SEQE | Question **3686** (24/02/2026) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

Dans le cadre du système d'échange de quotas d'émission de l'Union européenne (SEQE), l'entreprise ArcelorMittal se voit attribuer des quotas d'émission pour ses différents sites de production, qu'elle peut ensuite échanger avec d'autres entreprises.

Depuis l'entrée en vigueur du SEQE, certains secteurs industriels, dont la sidérurgie, bénéficient d'une allocation gratuite de quotas d'émission. Selon la réforme du SEQE finalisée en 2022, cette allocation gratuite au secteur sidérurgique par la Commission européenne et les États membres devrait se poursuivre jusqu'en 2030.

Dans ce contexte, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Monsieur le Ministre peut-il nous communiquer le nombre de tonnes d'émissions de CO_2 pour lesquelles le groupe ArcelorMittal s'est vu attribuer des quotas au Luxembourg, en précisant les volumes alloués pour chaque site de production depuis l'entrée en vigueur du SEQE ?

2) Quelle est la valeur totale, exprimée en euros, des quotas d'émission alloués par l'État luxembourgeois au groupe ArcelorMittal, en tenant compte du prix moyen annuel des quotas dans le cadre du SEQE ?

Réponse (27/04/2026) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Dans le cadre du système d'échange de quotas d'émission de l'Union européenne (SEQE-UE), un certain nombre de quotas sont attribués à titre gratuit par l'État aux installations industrielles selon des référentiels. Les installations industrielles ont par ailleurs la possibilité d'acquérir des quotas vendus aux enchères.

Les tableaux ci-dessous renseignent le nombre de quotas attribués à titre gratuit aux différents sites du groupe ArcelorMittal au Luxembourg, pour chacune des phases du SEQE. À savoir que la première phase (2005-2007) était une phase d'essai et que les opérateurs ne pouvaient pas reporter les quotas non utilisés aux périodes suivantes, et que les quotas non utilisés pendant la phase II (2008-2012) étaient par la suite remplacés par des quotas phase III qui restent valables pour une durée indéterminée. Les données disponibles pour la phase IV (2021-2030) couvrent actuellement les années 2021-2025. Les chiffres repris ci-dessous sont publiés sur le site emwelt.lu.

Soit au total pour toute la période :

ad 2) Pour rappel, les allocations de quotas à titre gratuit dans le SEQE visent à éviter les « fuites de carbone », c'est-à-dire la délocalisation de l'entreprise vers des pays où les réglementations afférentes sont moins strictes. Elles permettent ainsi de préserver la compétitivité tout en maintenant l'incitation à réduire les émissions de gaz à effet de serre. À noter cependant qu'avec l'introduction progressive du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF), l'Union européenne réduit progressivement les allocations gratuites de quotas dans le cadre du SEQE, car le risque de fuite de carbone sera réduit par le MACF s'appliquant aux importations.

La question de la valeur totale de ces quotas, exprimée en euros, suppose de disposer du prix moyen annuel des quotas sur la période concernée. Or, il n'existe pas de synthèse unique et directement exploitable regroupant ces prix moyens annuels pour l'ensemble des années en question. Une approche basée sur un prix moyen annuel des quotas, alors même que la valeur de ces quotas fluctue quotidiennement sur le marché, conduirait inévitablement à des estimations très approximatives[1].

Réforme du « Emission Trading System » européen | Question **3704** (26/02/2026) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Le « Emission Trading System » (ETS) européen attribue un prix aux émissions de gaz à effet de serre émis par les grandes entreprises industrielles européennes. Il s'agit d'un des instruments phares de la politique climatique européenne visant à réduire les émissions de carbone afin d'arriver à la neutralité climatique en 2050. Cette année, une révision de l'ETS est prévue sur proposition de la Commission européenne.

Selon des articles de presse, Monsieur le Ministre a signé une déclaration rassemblant 10 pays européens faisant appel à la Commission européenne à réformer voire alléger le système ETS dans l'objectif affiché de réduire les coûts pour les entreprises et ainsi renforcer leur compétitivité.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Monsieur le Ministre peut-il détailler la position du Gouvernement quant à la réforme de l'ETS ? Quels changements précis le Gouvernement propose-t-il ?

2) La décision de signer la déclaration précitée a-t-elle fait l'objet d'une concertation interministérielle préalable, notamment avec le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité ?

3) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que la meilleure manière de réduire les coûts d'énergie et donc d'améliorer la compétitivité des entreprises tout en respectant nos engagements climatiques est d'investir d'autant plus dans les énergies renouvelables et l'électrification de nos industries ?

Réponse (28/04/2026) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) Le Gouvernement reconnaît pleinement la nécessité d'atteindre la neutralité climatique d'ici 2050 au plus tard et reste fermement engagé envers cet objectif. Dans ce contexte, le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (ETS) constitue un pilier essentiel de la politique climatique et joue un rôle important dans la transition des entreprises vers les énergies renouvelables.

Cependant, les industries européennes – en particulier celles confrontées à une concurrence internationale des pays tiers – subissent de fortes pressions. Les secteurs à forte intensité énergétique rencontrent de nombreuses difficultés, telles que des coûts énergétiques élevés et une concurrence déséquilibrée lorsque des pays tiers n'appliquent pas les mêmes exigences environnementales. La situation étant complexe, le surcoût en matière de CO_2 n'est qu'un des nombreux facteurs affectant la compétitivité européenne.

Dans ce contexte, diverses adaptations du cadre législatif sont nécessaires, comme le renforcement du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) afin de garantir que les importations en provenance de pays tiers respectent des normes environnementales comparables à celles des producteurs de l'Union européenne. Une réforme de la législation relative au MACF est actuellement en négociation au sein du Conseil et du Parlement européen. Dans le cadre de la réforme de l'ETS, il conviendrait de prévoir des dispositifs visant à soutenir les exportations afin de préserver la compétitivité des industries européennes sur les marchés mondiaux.

Le Gouvernement considère par ailleurs que les allocations gratuites constituent un instrument transitoire destiné à accompagner les secteurs les plus exposés à la concurrence internationale dans leur trajectoire de décarbonation. Leur maintien temporaire peut s'avérer nécessaire afin d'éviter des risques de délocalisation des émissions et de préserver la compétitivité des industries stratégiques, tant que les mécanismes correcteurs, notamment le mécanisme d'ajustement aux frontières MACF, n'ont pas démontré leur pleine efficacité. Cette approche vise à garantir une transition équilibrée entre ambition climatique et renforcement de la compétitivité de l'économie. Le Gouvernement attend l'étude d'impact détaillée de la Commission pour finaliser sa position. La stabilité et la prévisibilité du marché ETS sont essentielles pour contribuer à améliorer la capacité de planification des acteurs économiques. La priorité reste de garantir un cadre lisible, crédible et compatible avec les objectifs climatiques à moyen et long terme.

ad 2) La déclaration citée par l'honorable Députée est alignée à la position du Gouvernement en matière du système ETS, arrêtée au préalable, telle qu'exposée

[1] À titre d'exemple, les sources suivantes peuvent être consultées : Emissions, allowances, surplus and prices in the EU ETS, 2005-2020 | Maps and charts | European Environment Agency (EEA)
Use of auctioning revenues generated under the EU Emissions Trading System | Indicators | European Environment Agency (EEA)
EU Emissions Trading System | EASA
https://www.reuters.com/sustainability/climate-energy/analysts-eu-carbon-price-forecasts-steady-us-tariff-concerns-linger-2025-07-16/

dans la réponse à la question 1. Cette position a été coordonnée au sein du Gouvernement.

ad 3) Comme indiqué précédemment, le Gouvernement reconnaît pleinement la nécessité d'atteindre la neutralité climatique d'ici 2050 au plus tard et reste fermement engagé envers cet objectif. Le Luxembourg s'engage ainsi dans le développement des énergies renouvelables et l'électrification de ses industries, en accompagnant notamment les entreprises à forte intensité énergétique et en soutenant, par exemple, les investissements dans les technologies électriques. Le Ministère de l'Économie a ainsi lancé du 22 août 2025 au 31 octobre 2025 un appel d'offres destiné à soutenir les projets d'électrification des procédés de production industriels dans le secteur de l'industrie manufacturière. Ce dispositif vise à encourager les entreprises à électrifier leurs équipements qui fonctionnent aux énergies fossiles, tout en bénéficiant d'un soutien financier ciblé. Au total, sept projets ont été soumis, dont six ont été retenus pour bénéficier d'un soutien financier. L'appel permettra aux entreprises sélectionnées de réduire leurs émissions directes de gaz à effet de serre de 271.107 tonnes de CO_2 sur une période de dix ans, soit une réduction annuelle moyenne de 27.110,7 tonnes de CO_2.

Le Gouvernement réaffirme donc sa volonté de poursuivre et de renforcer son soutien aux efforts de décarbonation de l'industrie luxembourgeoise.

Luxembourg International Climate Finance Strategy 2026-2030 | Question **3705** (26/02/2026) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Le Fonds climat international constitue depuis 2017 un véhicule permettant de financer à 100 % des projets climatiques portés par des ONG (D) luxembourgeoises pour des projets hors Europe. En mars 2025, le Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité (MECB) a annoncé la suspension de la réception de nouvelles demandes de financement de projets FCI, en invoquant un manque de ressources humaines, avec pour conséquence des retards importants dans le traitement et le décaissement des projets déjà approuvés.

Selon nos informations, le MECB aurait annoncé que la nouvelle « Climate Finance Strategy 2026-2030 » serait partagée avec les ONGD le 27 janvier. Lors d'une réunion entre le MECB et les ONGD, les grandes lignes de la future stratégie 2026-2030 auraient été présentées par le ministère et un changement des modalités d'accès au FCI aurait été annoncé, incluant notamment l'introduction d'un nouveau seuil minimum de 500.000 € par an pour les projets à proposer. Cependant, la grande majorité des ONG (D) ne dispose pas de capacités financières à cette échelle et certaines auraient déjà été mises en difficulté par les retards de décaissement consécutifs à la suspension de mars 2025.

De telles conditions risquent d'exclure une partie importante du tissu associatif et de conduire à une concentration des financements entre quelques acteurs seulement. Pour des raisons de sécurité de planification, il est essentiel que les ONG (D) disposent, en temps utile, d'une information claire et complète sur les critères et modalités d'accès aux financements climatiques luxembourgeois.

Selon nos informations, lors d'une conférence, un.e représentant.e du MECB aurait également indiqué que les ONG (D) ne représenteraient qu'environ 5 % des financements du Fonds climat, ce qui soulève des questions quant aux autres bénéficiaires et aux conditions d'accès dont ils relèvent.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Monsieur le Ministre peut-il préciser de manière détaillée quelles seront, dans le cadre de la stratégie 2026-2030, les nouvelles modalités et conditions d'accès au FCI pour les projets portés par des ONG (D), notamment en ce qui concerne l'introduction d'un seuil minimum de 500.000 euros par an et par projet, ainsi que d'éventuels autres critères (taille des organisations, zones géographiques, types de projets, etc.) ?

2) Une analyse d'impact a-t-elle été réalisée afin d'évaluer combien d'ONG (D) luxembourgeoises seraient encore en mesure de répondre à ces conditions ? Dans l'affirmative, quels en sont les résultats ? Quelles mesures sont envisagées pour ne pas exclure de fait les petites et moyennes ONG(D) du dispositif ?

3) S'agissant de l'affirmation selon laquelle les ONG (D) ne représenteraient qu'environ 5 % des financements du Fonds climat, Monsieur le Ministre peut-il confirmer cette estimation et indiquer qui sont les autres catégories de bénéficiaires (organisations multilatérales, institutions financières, canaux bilatéraux étatiques, autres acteurs) ? Quelles sont, pour ces différents types de bénéficiaires, les principales modalités et conditions d'accès aux financements climatiques (type d'instrument, procédures de sélection, critères d'éligibilité, exigences éventuelles de cofinancement, modalités de suivi et d'évaluation) et en quoi ces conditions diffèrent-elles de celles envisagées pour les ONG (D) ?

4) Le projet de stratégie a-t-il été effectivement transmis aux ONG (D) le 27 janvier 2026, comme annoncé ? Quand le Gouvernement compte-t-il adopter et publier la version finale de cette stratégie ?

Réponse (20/04/2026) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Les modalités d'accès détaillées des organisations non gouvernementales (ONG) à la partie du financement climatique international (FCI) qui leur est dédiée seront élaborées et communiquées après la publication de la nouvelle stratégie encadrant la mise en œuvre du FCI pour la période 20262030.

Afin de maximiser l'impact des investissements prévus dans le cadre de cette stratégie, des régions prioritaires (Regional Focus Areas – RFAs) seront introduites. Il n'est toutefois pas obligatoire pour les ONG d'adapter ou de réorienter leurs activités vers ces régions. Pour les ONG qui constitueraient des consortiums de projets dans l'une des RFAs, en partenariat avec d'autres acteurs luxembourgeois ou internationaux, un financement via une sousenveloppe supplémentaire dédiée aux projets adoptant une approche dite « Nexus » sera disponible (cf. réponse à la question 3).

La stratégie mettra également en place des éléments de guidance et des critères d'exclusion, en cohérence avec les stratégies précédentes, afin de garantir l'intégrité environnementale et sociale des projets soutenus.

ad 2) Compte tenu de la flexibilité prévue par la stratégie en ce qui concerne le soutien aux projets des ONG, ainsi que des échanges très constructifs avec leurs représentants, la réalisation d'une analyse d'impact ne semble pas nécessaire. Tout au long de la mise en œuvre de la stratégie, le ministère maintiendra un dialogue direct et continu avec les représentants des ONG.

ad 3) La plus grande partie des dépenses du Fonds climat et énergie est attribuée à des mesures nationales mises en œuvre pour lutter contre le changement climatique, promouvoir les énergies renouvelables, ainsi qu'aux mécanismes de flexibilité créés par le Protocole de Kyoto et par l'Accord de Paris.

L'enveloppe destinée au FCI a été fixée par le Gouvernement en conseil à 320 millions d'euros pour la période 2026-2030, ce qui correspond à une augmentation de 45 % par rapport à la période 2021-2025. 35 millions d'euros de l'enveloppe des 320 millions d'euros sont prévus pour les projets éligibles des ONG, ce qui représente une augmentation proportionnelle à l'augmentation de l'enveloppe globale. Deux appels à projets par an sont prévus dans ce cadre.

En plus, 30 millions d'euros de l'enveloppe des 320 millions d'euros sont prévus pour des projets adoptant une approche dite « Nexus ». Celleci sera destinée à des consortiums de projets dans une des RFAs d'une ou de plusieurs ONG, en partenariat avec d'autres acteurs luxembourgeois ou internationaux. Des appels à projets annuels sont prévus dans ce cadre.

Après la publication de la nouvelle stratégie encadrant la mise en œuvre du financement climatique international (cf. réponse à la question 4), une réunion avec les représentants des ONG sera prévue afin de leur expliquer les détails de ces modalités.

Le reste de l'enveloppe FCI sera dédié à la participation du Luxembourg à des fonds multilatéraux, des initiatives et programmes globaux et bilatéraux, ainsi qu'aux fonctions de support du programme FCI. Les détails seront publiés dans la stratégie.

ad 4) Le projet de la nouvelle stratégie encadrant la mise en œuvre du financement climatique international a été transmis aux ONG le 27 janvier 2026, conformément à ce qui avait été annoncé. Les organisations avaient la possibilité de soumettre leurs observations finales au moyen d'un formulaire dédié.

La stratégie est en cours de finalisation et fera prochainement l'objet d'une présentation publique.

Lettre circulaire du 4 février 2026 relative à la préparation du projet de budget pour l'exercice 2026 | Question **3710** (02/03/2026) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

Un article de presse fait état d'une « lettre circulaire aux départements ministériels » du Ministre des Finances du 4 février 2026 relative à la préparation du projet de budget pour l'exercice 2026.

Cette circulaire introduirait un changement significatif dans la méthode d'élaboration du budget de l'État. Il ressort également que les recrutements dans le secteur public, y compris les remplacements liés aux départs à la retraite, devraient être limités « à un minimum absolu ».

La circulaire indiquerait en outre que le budget de l'État devra prioritairement soutenir la lutte contre la pauvreté, le renforcement du pouvoir d'achat, le logement, la transformation numérique et durable, la défense ainsi que la sécurité sociale.

Par ailleurs, elle préciserait que les mesures prévues dans le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) ne bénéficient d'« aucun acquis automatique sur le plan budgétaire », ce qui pourrait avoir des implications importantes pour la mise en œuvre des engagements climatiques du Luxembourg.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Monsieur le Ministre des Finances peut-il communiquer la circulaire susmentionnée à la Commission des Finances ?

2) Monsieur le Ministre a, par le passé, qualifié la politique budgétaire du Gouvernement d'« anticyclique ». Dans un contexte où les perspectives macroéconomiques se dégradent et où la croissance demeure inférieure à sa moyenne historique, comment justifie-t-il l'orientation vers une politique davantage centrée sur la maîtrise des dépenses ?

3) La circulaire mentionnerait qu'après une année 2025 marquée par une politique anticyclique, l'exercice 2026 devrait permettre de « récolter les fruits des mesures engagées depuis 2023 ». Monsieur le Ministre peut-il expliquer cette formulation ?

4) Si les domaines prioritaires susvisés sont appelés à être préservés, du moins partiellement, des efforts de maîtrise des dépenses, comment le Gouvernement entend-il répartir la charge d'ajustement budgétaire entre les autres départements ou politiques ne figurant pas explicitement parmi ces priorités ?

5) Monsieur le Ministre peut-il préciser pour quelles raisons le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat est explicitement mentionné dans la circulaire ? Cette mention traduit-elle une volonté de réévaluer prioritairement les engagements budgétaires liés à la transition énergétique ?

Réponse (25/03/2026) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

ad 1) Oui. La circulaire en question a été transmise à la Commission des Finances de la Chambre des Députés en date du 23 mars 2026.

ad 2) La politique budgétaire du Gouvernement demeure fondamentalement anticyclique.

Dans un contexte géo-économique difficile, il est à la fois nécessaire de soutenir l'activité économique en faveur de la croissance et de veiller à la soutenabilité des finances publiques. La maîtrise des dépenses correspond à une gestion responsable des ressources de l'État.

L'orientation budgétaire actuelle vise à concilier la préservation du pouvoir d'achat des ménages et des capacités d'investissement public dans les priorités stratégiques, une gestion raisonnable et efficace des dépenses publiques, et le maintien d'une trajectoire budgétaire qui protège la solidité des finances publiques, y compris dans un environnement de croissance modérée.

ad 3) L'expression « récolter les fruits des mesures engagées » signifie que les efforts des années précédentes – en matière de soutien à l'économie, de renforcement inédit du pouvoir d'achat et d'investissements publics records – contribuent à stabiliser la situation macroéconomique, tout en préparant l'exercice budgétaire suivant.

ad 4) La définition de priorités budgétaires signifie qu'une allocation différenciée des efforts est mise en œuvre. Le Gouvernement a identifié des domaines susceptibles de nécessiter une attention particulière, tout en maintenant une discipline budgétaire globale. La maîtrise des dépenses se fera de manière proportionnée et coordonnée, en tenant compte des marges de manœuvre existantes.

ad 5) Le PNEC comporte des engagements à moyen et à long terme qui doivent être planifiés dans le cadre d'une gestion budgétaire cohérente. Il ne s'agit pas d'une volonté de réévaluer prioritairement ou de réduire les engagements liés à la transition énergétique, mais d'assurer une compréhension transparente de leur intégration dans le processus budgétaire.

La transition énergétique demeure une priorité stratégique du Gouvernement, qui continuera d'être intégrée de manière cohérente dans les processus budgétaires pluriannuels, tout en respectant les règles de soutenabilité financière.

Stablecoins | Question **3711** (02/03/2026) de **M. Gérard Schockmel** (DP)

Dans le cadre de la digitalisation et de la diversification des activités du secteur financier, le Grand Duché entend se positionner comme un hub européen pour les actifs numériques. Avec la mise en œuvre du règlement européen MiCA, le Luxembourg offre un cadre réglementaire clair et sécurisé, consolidant ainsi son attractivité pour les sociétés du secteur des cryptoactifs.

Les stablecoins, en tant qu'innovation financière récente, s'inscrivent pleinement dans cette dynamique et illustrent la volonté du Luxembourg de soutenir le développement de nouvelles activités numériques au sein du secteur financier. Actuellement, certaines banques privées disposent d'un agrément d'établissement de monnaie électronique auprès de la CSSF, leur permettant d'émettre des stablecoins. Selon nos connaissances il y a au moins une institution financière agréée au Luxembourg qui a lancé, un des premiers stablecoins en euros réglementés sous MiCA.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Combien d'autres établissements disposent actuellement d'un agrément d'établissement de monnaie électronique auprès de la CSSF et pourraient émettre un stablecoin en euros depuis le Luxembourg ?

2) Un consortium de grandes banques européennes a créé l'entité Qivalis et souhaite lancer un stablecoin adossé à l'euro, sécurisé et réglementé, afin de faciliter les paiements numériques et les transactions financières transfrontalières en Europe. Quelle est la position du Luxembourg à ce sujet ? À quel horizon pourrait se concrétiser ce projet ?

3) L'État fédéré du Wyoming est devenu en 2025 le premier État américain à lancer son propre stablecoin adossé au dollar. Cette initiative soulève la question de savoir si le Luxembourg pourrait également tirer parti de cette technologie pour consolider davantage sa position de leader en matière d'innovation financière. Dans ce cadre, ne serait-il pas opportun d'envisager l'émission d'un stablecoin national souverain ?

4) Comment ces différents types de stablecoins, notamment ceux émis par des banques privées, par le consortium européen ou encore un éventuel stablecoin national souverain, pourraient-ils s'articuler et coexister avec le futur euro digital ?

Réponse (26/03/2026) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

ad 1) Les établissements susceptibles d'émettre un stablecoin adossé à l'euro doivent disposer d'un agrément en tant qu'établissement de monnaie électronique (EMI) ou établissement de crédit, conformément aux dispositions du règlement européen sur les marchés de crypto-actifs (MiCA).

À ce jour, 15 établissements de monnaie électronique et 117 établissements de crédit sont agréés au Luxembourg.

ad 2) Le Luxembourg soutient l'émergence et la coexistence de solutions privées et publiques afin de renforcer la compétitivité de l'Union européenne dans le domaine des paiements numériques. Dans cet esprit, le Ministère des Finances suit l'avancement du projet en question, sans pouvoir se prononcer sur l'échéancier exact du projet porté par des banques privées.

ad 3) Le Luxembourg a mis en place un cadre légal moderne et attractif favorisant le développement et l'adoption des nouvelles technologies dans le secteur financier. La réglementation MiCA et les lois nationales pionnières dans le domaine de la blockchain permettent aux acteurs de la place financière de tirer parti, en toute sécurité juridique, des opportunités offertes par ces innovations.

Au niveau européen, le Luxembourg soutient et participe activement aux travaux visant à établir un cadre légal en vue de l'émission d'un euro numérique.

Une éventuelle initiative nationale, telle que l'émission d'un stablecoin souverain, présuppose l'identification préalable d'une valeur ajoutée claire par rapport aux solutions publiques et privées existantes ou en cours de développement, ainsi que la prise en compte des enjeux d'interopérabilité.

ad 4) Les différents types de stablecoins et d'actifs numériques conformes à la réglementation en vigueur peuvent se compléter mutuellement et répondre à des cas d'usage spécifiques. Ils ont vocation à compléter l'euro numérique, en tant que monnaie digitale de banque centrale.

Cette complémentarité contribue à préserver le rôle de la monnaie de banque centrale dans une économie de plus en plus digitalisée, tout en permettant le développement de solutions innovantes portées par les acteurs privés, renforçant ainsi l'attractivité et la compétitivité du secteur financier.

La mise en place, à terme, d'un cadre interopérable est, à cet égard, nécessaire afin de garantir une interaction cohérente et efficace entre ces différentes solutions, notamment à travers l'adoption de standards alignés au niveau international.

Contrôle et respect du salaire social minimum au Luxembourg | Question **3712** (03/03/2026) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Am Joer 2025 huet d'Finanzkontroll an Däitschland méi wéi 6.000 Verstéiss géint déi gesetzlech Mindestlounviraussetzunge festgestallt.

An deem Kontext géing ech dem Här Aarbechtsminister gär follgend Froe stellen:

1. Wéi sinn d'Kontrollmechanismen zu Lëtzebuerg am Beräich vum gesetzleche Mindestloun organiséiert?

2. Wéi gesäit déi aktuell Situatioun zu Lëtzebuerg aus, wat d'Anhale vum Mindestloun ugeet? Wéi vill Kontrollen a wéi vill Verstéiss goufen an de leschte Jore festgestallt?

3. A wéi enge Secteuren oder Beräicher goufen an de leschte Joren am meeschte Verstéiss géint de gesetzleche Mindestloun registréiert?

4. Wéi eng präventiv Initiativen oder Moossname gëtt et zu Lëtzebuerg, fir Verstéiss géint de Mindestloun ze verhënneren?

5. Wéi eng administrativ oder penal Sanktioune sinn am Fall vun engem Verstouss virgesinn, a wéi dacks goufen dës an der Praxis applizéiert?

Réponse (30/03/2026) de **M. Marc Spautz,** Ministre du Travail

ad 1. D'Respektéiere vum gesetzleche Mindestloun gëtt am Kader vun de Missioune vun der ITM iwwerwaacht.

D'ITM ass zoustänneg, fir drop opzepassen, datt d'gesetzlech Bestëmmungen am Beräich vun den Aarbechtsbedéngunge souwéi vun der Sécherheet an der Gesondheet op der Aarbecht richteg ëmgesat ginn. Dozou gehéiert och, datt de gesetzleche Mindestloun vun den Employeure respektéiert gëtt.

Am Kader vun hire Missioune féiert d'ITM Kontrolle bei den Entreprisen duerch. D'Kontrolle kënnen aus eegener Initiativ vun der ITM gemaach ginn oder no engem Signalement oder enger Plainte.

Bei deene Kontrolle kënnen d'Inspekteren ënner anerem déi relevant Dokumenter iwwerpréiwen, fir ze kontrolléieren, ob de gesetzleche Mindestloun agehale gëtt. Dobäi kann et sech beispillsweis ëm Aarbechtskontrakter, Pai-Fichen, Regëster iwwer d'Aarbechtszäit, Beweiser iwwer d'Paiementer vun de Salairen oder aner Dokumenter handelen, déi mat der Aarbechtsrelatioun an der Pai vun de Salariéen ze dinn hunn.

Wann dobäi Onreegelméissegkeete festgestallt ginn, kann d'ITM den Employeur invitéieren, d'Situatioun an d'Rei ze bréngen, zum Beispill andeems déi nach geschëllte Montanten un déi betraffe Salariéen nobezuelt ginn. Wann néideg, a jee no Situatioun, kënnen och administrativ oder penal Sanktiounen ageleet ginn, wann d'Situatioun net regulariséiert gëtt.

ad 2. An de Joren 2020 bis 2026 huet d'ITM follgend Unzuel vu Kontrollen duerchgeféiert wat d'Anhale vum Mindestloun ugeet an dobäi follgend Unzuel vu Verstéiss festgestallt:

ad 3. An de Joren 2020 bis 2026 huet d'ITM a follgende Secteure follgend Unzuel vu Verstéiss géint de gesetzleche Mindestloun festgestallt:

ad 4. D'Verhënnerung vu Verstéiss géint de gesetzleche Mindestloun ass e wichtege Bestanddeel vun de Missioune vun der ITM.

An deem Kontext mécht d'ITM verschidden Informatiouns- a Sensibiliséierungsaktiounen, déi sech un d'Employeuren an un d'Salariéë riichten, fir datt d'Reegelen am Beräich vum gesetzleche Mindestloun besser bekannt sinn. Dat geschitt ënner anerem duerch Informatiounen op der Internetsäit vun der ITM, duerch praktesch Brochuren, duerch Äntwerten op Ufroe vu Betriber oder vu Salariéen, souwéi duerch Kommunikatiounen, wann et Ännerunge bei de gesetzleche Bestëmmunge gëtt, zum Beispill wann de gesetzleche Mindestloun ugepasst gëtt.

Donieft setzt d'ITM staark op eng präventiv Approche bei hire Kontrollen. Wann Onreegelméissegkeete festgestallt ginn, gëtt als Éischt versicht, datt den Employeur d'Situatioun fräiwëlleg an d'Rei bréngt andeems déi geschëllte Montanten un déi betraffe Salariéen nobezuelt ginn.

Zousätzlech dozou féiert d'ITM och geziilte Kontrollcampagnen an e puer wirtschaftleche Secteuren duerch wou méi en héije Risiko vu Verstéiss festgestallt gouf.

All dës Initiativen hunn als Zil, d'Respektéiere vum gesetzleche Mindestloun ze förderen an am Allgemengen dozou bäizedroen, datt d'Aarbechtsrecht agehale gëtt.

ad 5. Am Fall vun engem Verstouss géint d'Bestëmmungen iwwert de gesetzleche Mindestloun si souwuel penal wéi och administrativ Sanktioune virgesinn.

Wat d'penal Sanktiounen ugeet, gesäit den Artikel L.222-10 vum Code du travail vir, datt d'Employeuren, déi Salairen ënner dem gesetzlech virgeschriwwene Mindestloun bezuelen, mat enger Geldstrof vun 251 bis 25.000 Euro bestrooft kënne ginn. Am Fall vun enger Recidive bannent engem Delai vun zwee Joer kann d'Strof bis op dat Duebelt vum maximale Betrag erhéicht ginn.

Donieft kënnen och administrativ Sanktiounen applizéiert ginn. Geméiss dem Artikel L.614-13 vum Code du travail kann den Direkter vun der ITM jee no Gravitéit vum Verstouss eng administrativ Geldstrof tëscht 25 Euro a 25.000 Euro festleeën. Beim Festleeë vum Montant ginn d'Ëmstänn vum Verstouss, d'Gravitéit vum Verstouss an och d'Verhale vum Auteur berücksichtegt. Am Fall vun enger Recidive bannent engem Delai vun zwee Joer kënnen dës Geldstrofen och bis op dat Duebelt vum maximale Betrag erhéicht ginn.

D'Applikatioun vun dëse Sanktiounen hänkt dovun of, ob den Employeur no der Kontroll d'Situatioun regulariséiert huet. D'ITM setzt am Kader vun hire Missioune prioritär op d'Regulariséierung vun der Situatioun, mee wann néideg kënnen administrativ oder penal Prozeduren ageleet ginn.

D'ITM verfüügt net iwwert d'Zuele vun de Geldstrofen, déi ausschliisslech am Zesummenhang mam Netrespekt vum gesetzleche Mindestloun leien. Dat läit dorun, datt eng administrativ Geldstrof an der Praxis dacks net nëmmen op een eenzege Verstouss bezunn ass, mee meeschtens och aner Verstéiss géint d'Aarbechtsrecht ëmfaasst an och deemno wéi méi wéi ee Salarié betrëfft. Dowéinst ass et net méiglech, d'Zuel vun de Geldstrofen, déi nëmme wéinst dem Netrespekt vum gesetzleche Mindestloun verhaange goufen, eenzel unzeginn.

Dat selwecht gëllt och fir d'Zuel vun de Procès-verbaux, déi un de Parquet weidergeleet goufen, well dës an der Reegel och verschidde Verstéiss géint d'Aarbechtsrecht kënne concernéieren an deemno wéi och méi Salariéë kënne betreffen.

An de Joren 2020 bis 2026 huet d'ITM follgend Unzuel u Geldstrofe verhaangen a follgend Unzuel u Procèsverbaux un de Parquet geschéckt, wou ënner anerem d'Bestëmmunge betreffend de gesetzleche Mindestloun net agehale goufen:

Reprise et développement des zones d'activités Rolach et Schaedhaff à Sandweiler | Question **3713** (03/03/2026) de **M. Marc Lies** (CSV)

D'Aktivitéitszone Rolach a Schaedhaff hunn eng Fläch vu ronn 18 Hektar a leien um Terrain vun der Gemeng Sandweiler, déi och zu engem groussen Deel Proprietär vun dësen Terrainen ass. Dës Zone si laut PAG an enger Zon ECO-c1 klasséiert. Laut mengen Informatioune lafen aktuell Gespréicher tëscht dem Wirtschaftsministère an der Gemeng Sandweiler, fir d'Terraine wou d'Gemeng Proprietär ass ofzekafen. Dës Demarche werft eng Rei Froen op.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Minister fir Wirtschaft, PME, Energie an Tourismus an dem Här Inneminister follgend Froe stellen:

Un den Här Minister fir Wirtschaft, PME, Energie an Tourismus:

1. Wéi gesäit de Wirtschaftsministère dës Reprise?

2. Wat wier de Käschtepunkt fir de Staat bei enger Reprise?

3. Gëtt eventuell ugeduecht, fir dës Aktivitéitszonen nach weider auszebauen?

4. Wéi sollten dës Aktivitéitszonen zukünfteg klasséiert ginn?

5. Wien ass zoustänneg a wie géif am Fall vun enger Sanéierung oder vun engem Ausbau vun der Aktivitéitszon déi jeeweileg Studien iwwert d'Ëmwelt, Waasserwirtschaft, Kommodo asw. bezuelen?

6. Wat ass déi aktuell Baudicht (COS + CUS) vun dësen Zonen a wéi eng Baudicht kéint fir d'Zukunft ugestrieft ginn?

7. Mécht sech de Staat keng Suergen iwwert een zousätzlecht Verkéiersopkommes an dësem Beräich?

Un den Här Inneminister:

8. Wéi gesäit den Inneminister de Verkaf vun Terrainen, déi am Besëtz vun de Gemenge sinn?

9. Muss d'Gemeng net eng detailléiert Expertis iwwert de Wäert vun dëse Parzelle virleeën?

10. Wier et net wichteg, datt d'Gemeng sech eng „réserve foncière" fir eng zukünfteg Weiderentwécklung géif abehalen?

Réponse (02/04/2026) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. No engem Austausch mat de Verantwortleche vun der Gemeng Sandweiler betreffend déi weider Entwécklung vun de Wirtschaftszone Rolach a Schaedhaff ass d'Iwwerleeung opkomm, dass de Staat d'Terrainen, déi der Gemeng an deenen Zone gehéieren, kéint kafen.

ad 2. De Käschtepunkt ass fir de Moment nach net definitiv ze etabléieren an hänkt ënnert anerem of vun de Käschte vun enger zukünfteger Moderniséierung vun der Infrastruktur, de Käschten, déi eng Verdichtung vun der Bausubstanz oder eng méiglech Ausweidung vun der Zon generéieren a vun de verbonnene Kompensatiounsmoossnamen. Et mussen an deem Zesummenhang als Éischt emol nach eng Rei vun Etuden a Viraarbechte gemaach ginn.

ad 3. Den Ausbau vun Aktivitéitszone fält an d'Zoustännegkeet vun der jeeweileger Gemeng. Am Kader vun hirer Autonomie communale entscheeden d'Gemengen, ob an awéiwäit eng Ausdeenung virgesi gëtt. Falls néideg, muss de Plan d'aménagement général (PAG) respektiv de Plan d'aménagement particulier (PAP) entspriechend ugepasst ginn.

Et gehéiert allerdéngs zu de Prioritéite vun der Regierung, d'Wirtschaftszonen am Land esou efficace wéi méiglech ze notzen. Wann de Kaf vu weideren Terraine sech ubitt, wäert de Wirtschaftsministère Studien an Optrag ginn, déi d'Méiglechkeet vun enger Ausweidung vun de besteeënden Zonen analyséieren.

ad 4. Falls déi Zone sollen ëmklasséiert ginn, ass et un der Gemeng op Basis vun der da besteeënder Gesetzgeebung a Reglementatioun de Prozess vum Reklassement ze encadréieren.

ad 5. De Proprietär vun den Terrainen ass zoustänneg, fir Studien an Aarbechte fir en Ëm- oder Ausbau an Optrag ze ginn an dës am Prinzipp och ze bezuelen.

ad 6. D'Aktivitéitszon ass am PAG an engem Plan d'aménagement particulier „quartier existant" klasséiert. An esou engem Kader ginn d'baurechtlech Bestëmmungen net iwwer Koeffizienten definéiert, wéi de Coefficient d'occupation du sol (COS) an de Coefficient d'utilisation du sol (CUS), mee iwwer Reegelen, déi notamment d'Gebaihéichten an d'Reculle festleeën. Déi konkreet baurechtlech Bestëmmunge kënnen um Site www.geoportail.lu nogekuckt ginn.

Ier eng zukünfteg Baudicht ka bestëmmt ginn, mussen nach eng Rei Etudë gemaach ginn.

ad 7. D'Entwéckele respektiv den Ausbau vun enger Wirtschaftszon ass ee komplexe Prozess, deen erfuerdert, datt d'Planifikatioun an Aklang mat de Ressourcë steet. Zu dëse Ressourcë gehéieren nieft der Energie an dem Waasser och d'Mobilitéit ronderëm de Site.

Am Kader vun der Mobilitéit sief bemierkt, datt ee Site nëmmen an deem Rhythmus a bis zu deem Mooss entwéckelt ka ginn, wéi den Zougang ka garantéiert ginn.

Generell gëllt, datt esou Aspekter analyséiert ginn, soubal d'Gemeng decidéiert, eng Prozedur zur Änderung vum PAG respektiv vum PAP anzeleeden. Dës Aspekter sinn zu deem Zäitpunkt entspriechend ze berécksiichtegen.

ad 8. Entspriechend dem Prinzipp vun der Gemengenautonomie, steet et dem Gemengerot fräi iwwert de Verkaf vun engem Gemengenterrain ze deliberéieren, soulaang dësen Terrain net am Domaine public vun der Gemeng läit an d'Immobilientransaktioun engem lokalen oder kommunalen Interessi Rechnung dréit, an dëst gemäss dem Artikel 28 vum ëmgeännerte Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988.

ad 9. Am Kader vum Verkaf vun Terrainen orientéiert sech de Verkafspräis am Prinzipp um tatsächleche Wäert, fir enger Gestioun „en bon père de famille" Rechnung ze droen. Sollt d'Gemeng de Wäert vun de Parzellen net kennen, gëtt et am Allgemengen ugeroden eng Expertis an Optrag ze ginn.

ad 10. Entspriechend dem Prinzipp vun der Gemengenautonomie, steet et all Gemeng fräi, sech fir oder géint d'Konstitutioun vun enger „réserve foncière" ze entscheeden.

Évolution des incidents impliquant des armes blanches sur la voie publique et dans les transports publics | Question **3715** (03/03/2026) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

La sécurité dans l'espace public, qu'il s'agisse de la voie publique, des abords des établissements et lieux de vie, constitue une condition essentielle de la cohésion sociale et de la liberté de circulation. Or, depuis plusieurs mois, de nombreux signalements et faits divers font état d'incidents impliquant des armes blanches, tant dans la rue et sur les places publiques que dans les transports publics et à leurs abords.

Au-delà de l'écho médiatique de certains faits, il est indispensable de disposer de données fiables, exhaustives et comparables dans le temps afin d'apprécier objectivement l'ampleur du phénomène, de déterminer s'il s'inscrit dans une dynamique de hausse et d'évaluer l'adéquation des réponses publiques.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Pour l'année 2025, et à titre comparatif 2024 et 2023, combien de faits ont été enregistrés sur la voie publique impliquant une arme blanche :
– menaces/intimidations ;
– vols avec violences ;
– blessures et tentatives d'homicide ?

2) Pour l'année 2025, et à titre comparatif 2024 et 2023, combien de constats ont été effectués pour port ou détention d'arme blanche sur la voie publique et dans les transports publics et leurs abords ?

3) Sur les cinq dernières années, observe-t-on une tendance à la hausse des faits impliquant des armes blanches sur la voie publique et dans les transports publics et leurs abords ?

4) Au regard de l'évolution des incidents impliquant des armes blanches, le Gouvernement estime-t-il que le cadre légal actuel et les sanctions applicables sont suffisamment dissuasifs ?

5) Dans la négative, le Gouvernement envisage-t-il une adaptation des sanctions ?

Réponse (20/04/2026) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1) à 3) Il importe de souligner, que l'action du Gouvernement est guidée par le souci constant d'assurer la sécurité des citoyens et qu'il n'attend pas les chiffres statistiques pour réagir.

Au cours du présent mois, la police présentera les statistiques pour 2025 et donnera des explications détaillées sur les tendances constatées. Il est d'ailleurs prévu, à long terme, de réformer le système de recensement de statistiques de la police dans un effort de modernisation, comme le prévoit l'accord de coalition[2].

Comme il a déjà été expliqué dans des réponses à des questions parlementaires antérieures, il n'est pas possible d'effectuer une recherche automatisée dans les bases de données de la police portant spécifiquement sur des faits commis sur la voie publique impliquant l'utilisation d'armes blanches. En effet, les catégories de ces bases de données sont structurées conformément aux infractions prévues par le Code pénal et aux éléments constitutifs qui y sont associés. Il s'ensuit que la ventilation des statistiques sur base de critères spécifiques, dépourvus d'incidence sur le cadre juridique applicable, tels que la nature précise de l'arme utilisée ou les particularités circonstanciées du lieu d'infraction, n'est pas réalisable.

À titre de réponse à la présente question parlementaire, les résultats disponibles sont présentés selon trois catégories d'infractions, caractérisées par l'emploi d'armes (par définition ou par destination), y incluses donc les armes blanches, et ce sur les 5 dernières années.

Tableau ↑ reprenant les faits enregistrés spécifiquement sur la voie publique :

Tableau ↑ reprenant les faits enregistrés spécifiquement dans les transports publics (bus, trains et avions) :

Tableau ↑ reprenant les faits enregistrés spécifiquement aux abords des gares et de l'aéroport :

Les chiffres présentés dans les 3 tableaux sont à lire de façon cumulative.

Tenant compte des données disponibles, lesquelles restent relativement limitées, celles-ci ne permettent pas de conclure à une tendance à la hausse des faits impliquant l'usage d'armes sur la voie publique, dans les transports publics ou à leurs abords.

ad 4) et 5) La gravité des atteintes à l'intégrité physique et celle des atteintes aux biens mobiliers sont actuellement sanctionnées de manière assez différenciée de sorte qu'une revue à la hausse des peines en matière de coups et blessures volontaires, de même que la création de nouvelles circonstances aggravantes méritent d'être envisagées.

Mesures envisagées face à la hausse des prix de l'énergie liée à la crise au Moyen-Orient | Question **3716** (03/03/2026) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

La guerre au Moyen-Orient et les actions de l'Iran auront pour conséquence une hausse massive des prix de l'énergie, en particulier des carburants. Cette hausse aura des répercussions sur l'économie en général avec une pression inflationniste accrue. Face à cette pression inflationniste, la Commission européenne a annoncé une réflexion sur des mesures au niveau européen de stabilisation de prix. Vu les conséquences attendues d'une hausse des prix de l'énergie, la question se pose sur la réaction du Gouvernement luxembourgeois.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Le Gouvernement soutient-il les efforts de la Commission européenne de mettre en place des mesures de stabilisation des prix ?

2) Quelles mesures le Gouvernement envisage-t-il de prendre afin d'éviter une flambée des prix de l'énergie ?

3) Quelles mesures le Gouvernement envisage-t-il de prendre afin d'éviter qu'une flambée des prix de l'énergie se répercute négativement sur l'économie en général ?

Réponse (27/03/2026) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) Le Gouvernement suit de très près l'évolution de la situation énergétique internationale, fortement perturbée depuis le début de la crise au Moyen-Orient. Cette surveillance constante s'effectue en coordination étroite avec les pays voisins, l'Union européenne et l'Agence internationale de l'énergie. La participation du Luxembourg à l'action internationale coordonnée consistant à libérer une partie de ses réserves pétrolières démontre clairement son engagement à contribuer aux efforts collectifs.

ad 2) Plusieurs mécanismes sont déjà en place qui atténuent considérablement l'impact des tensions géopolitiques sur les prix de l'énergie pour les consommateurs luxembourgeois :

– Pour les produits pétroliers, grâce au système de prix maxima, les consommateurs luxembourgeois sont protégés contre toute augmentation abusive des tarifs dépassant les évolutions fondamentales du marché pétrolier.
– En ce qui concerne l'électricité et le gaz, les fournisseurs procèdent généralement à des achats sur deux à trois ans, ce qui protège les consommateurs contre les variations brusques des marchés.
– Par ailleurs, afin de soutenir les prix de l'électricité, le Gouvernement a décidé, fin 2025, d'apporter une contribution annuelle de 150 millions d'euros aux coûts de réseau pour les années 2026 à 2028.
– À cela s'ajoutent des aides ciblées, telles que le complément de vie chère ainsi que la prime énergie, qui sont destinées à soutenir les ménages les plus vulnérables et qui ont été augmentées considérablement ces dernières années.

Si des mesures politiques additionnelles devaient s'avérer nécessaires afin de garantir la sécurité d'approvisionnement et la stabilité de notre économie, le Gouvernement examinerait avec soin les instruments à sa disposition et déterminerait lesquels pourraient être appropriés à mettre en œuvre.

ad 3) Le Gouvernement agit simultanément sur la gestion immédiate de la situation et sur le renforcement structurel de la résilience énergétique du pays.

À court terme, la sécurité d'approvisionnement en pétrole et en gaz demeure assurée, ce qui constitue un élément essentiel pour protéger l'économie contre les perturbations. Les mécanismes existants, tels que

[2] Accord de coalition 2023-2028. P. 113 : « Dans l'objectif de créer une police moderne à la pointe de la technologie, la numérisation sera systématiquement promue. »

les prix maxima pour les carburants ou les achats à long terme pour l'électricité et le gaz, contribuent également à amortir les chocs potentiels.

En ce qui concerne l'estimation de l'impact économique de la guerre au Moyen-Orient à moyen et long terme, il est encore trop tôt pour en fournir une évaluation fiable. Comme le soulignent des organisations internationales telles que la Banque centrale européenne (BCE) et le Fonds monétaire international (FMI), il est actuellement impossible de prévoir les conséquences à moyen terme, qui dépendront de l'intensité et de la durée du conflit. Des informations plus précises pour le Luxembourg seront disponibles en mai 2026 avec les prévisions d'inflation du Statec, puis en juin 2026 lors de la publication de la note de conjoncture du Statec. L'objectif global demeure toutefois de renforcer la résilience du Luxembourg face aux crises énergétiques et de protéger durablement son tissu économique.

À plus long terme, le Gouvernement a ainsi engagé une série d'actions destinées à réduire la dépendance énergétique et à renforcer la stabilité économique. Cela inclut le développement conséquent des énergies renouvelables, l'extension des infrastructures énergétiques, la promotion de l'électromobilité, le préfinancement d'installations photovoltaïques, la coopération internationale en matière d'hydrogène, l'élaboration d'une stratégie nationale pour les batteries ou encore la mise en place de subventions climatiques attractives facilitant la transition énergétique pour les ménages et les entreprises. L'accompagnement gratuit assuré par la Klima-Agence complète cet ensemble de mesures.

Cadre juridique et traitement des intrusions dans les parties communes d'immeubles en copropriété | Question **3717** (03/03/2026) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Ces derniers mois, plusieurs citoyens font état d'une dégradation du sentiment de sécurité dans certains immeubles d'habitation et de bureaux, notamment en raison de personnes qui s'introduisent dans des copropriétés afin de circuler dans les parties communes, d'inspecter des portes d'appartements/bureaux, voire de repérer des lieux.

Plusieurs situations récemment rapportées font état de personnes s'introduisant sans autorisation dans des immeubles en copropriété et circulant dans les parties communes, notamment en inspectant des accès à des locaux privatifs. Lorsque ces personnes sont interpellées et invitées à quitter les lieux, il arrive que des propos intimidants ou menaçants soient tenus. Ces faits, tels qu'ils sont vécus par les personnes concernées, alimentent l'impression que le cadre juridique et la réponse opérationnelle ne permettent pas toujours d'appréhender ces comportements de manière suffisamment claire, ce qui appelle des clarifications quant au droit applicable, aux modalités d'intervention et, le cas échéant, à l'opportunité d'évolutions législatives.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Quelle est, selon le Gouvernement, la frontière juridique entre « lieu accessible au public » et parties communes privées d'une copropriété ?

2) Dans quels cas l'« intrusion » dans ces parties communes peut-elle être qualifiée (p. ex. tentative, repérage en vue d'un vol, harcèlement, menaces, violation de domicile, etc.) et quels sont les éléments requis ?

3) Le ministère dispose-t-il de statistiques récentes sur les signalements et interventions liés à des intrusions dans des copropriétés, ainsi que sur les infractions connexes ?

4) Le Gouvernement considère-t-il que le droit actuel permet une réponse suffisamment claire, proportionnée et dissuasive à ces intrusions dans les parties communes d'immeubles privés ?

5) Le Gouvernement estime-t-il opportun d'introduire une infraction autonome sanctionnant l'entrée ou le maintien sans autorisation dans les parties communes d'un immeuble d'habitation ou de bureaux en copropriété indépendamment de l'existence d'une effraction ?

Réponse (27/03/2026) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

ad 1) Le commentaire de l'article 8 du projet de loi n° 8429 qui modifie certaines dispositions de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 précise qu'il faut entendre par « lieux accessibles au public » tout lieu public auquel on peut accéder facilement, indépendamment du régime de propriété (publique ou privée) ou des conditions d'accès (gratuit ou payant). Sont concernés les espaces ouverts à tous, sans autorisation spéciale, que l'accès soit permanent et inconditionnel ou soumis à certaines conditions générales. Le texte mentionne à titre d'exemple les parcs et espaces publics, ainsi que certains biens communaux tels que la maison communale, un centre culturel ou un centre sportif.

À l'inverse, les parties communes d'un immeuble en copropriété sont des espaces à usage collectif réservés aux copropriétaires et à leurs ayants droit. Bien qu'elles puissent être partagées entre plusieurs personnes, elles ne sont pas pour autant ouvertes au public. Leur accès est conditionné à un titre particulier (droit de propriété, bail, invitation, mission professionnelle, etc.).

La frontière juridique entre un « lieu accessible au public » et une partie commune privée réside dans la nature de l'accès : un lieu est considéré accessible au public lorsqu'il est ouvert à toute personne sans autorisation spécifique en raison de sa vocation générale, tandis qu'un espace dont l'accès est restreint à un cercle déterminé de personnes relève du domaine privé collectif.

ad 2) Les parties communes d'un immeuble ne sont pas, de plein droit, le « domicile » d'un copropriétaire ou d'un locataire – mais elles peuvent, selon les faits, être regardées comme des dépendances du domicile, lorsque ces parties communes sont nécessaires à l'accès ou sont intimement liées à l'usage privé du logement[3].

Commet le délit de violation de domicile, tel que prévu à l'article 439, alinéa 1er du Code pénal, celui qui, sans ordre de l'autorité et hors les cas où la loi permet d'entrer dans le domicile des particuliers contre leur volonté, se sera introduit dans une maison, un appartement, une chambre ou un logement habités par autrui, ou leurs dépendances, soit à l'aide de menaces ou de violences contre les personnes, soit au moyen d'effraction, d'escalade ou de fausses clefs. En revanche, une intrusion limitée aux parties communes ne relève pas forcément de cet article sauf si cette partie est assimilable aux dépendances du domicile.

La simple observation ou repérage n'est pas automatiquement une tentative pénale. En droit luxembourgeois, la tentative punissable existe si la résolution de commettre l'infraction s'est manifestée par des actes extérieurs formant un commencement d'exécution et que l'action n'a été interrompue que par des circonstances indépendantes de la volonté de l'auteur (articles 51–53 du Code pénal).

Si une personne revenait à plusieurs reprises dans les parties communes dans le but d'importuner une personne déterminée, cela peut tomber sous l'infraction dite de harcèlement obsessionnel : il faut un comportement répété et que l'auteur savait ou aurait dû savoir que son comportement affecterait gravement la tranquillité de la victime (article 442-2 du Code pénal).

ad 3) Le ministère ne dispose pas de statistiques spécifiques relatives aux intrusions dans les parties communes d'un immeuble.

ad 4) et 5) À l'état actuel du droit, un certain nombre de comportements liés à ces intrusions peuvent déjà être appréhendés au moyen d'incriminations existantes, notamment celles relatives aux atteintes aux biens (vols, tentatives, dégradations), aux atteintes aux personnes (menaces, violences, harcèlement) et, dans des configurations particulières, à la violation de domicile.

Des réflexions sont en cours pour renforcer de manière générale la protection de la propriété privée contre des phénomènes d'intrusion comme par exemple le squattage ou les raves sauvages.

Impact environnemental des activités d'un broyeur à Aubange | Question **3718** (03/03/2026) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Zu Ibeng (Aubange) op der belsch-lëtzebuergescher Grenz huet eng Firma, déi an der Industriezon ee Recyclingsbetrib exploitéiert, eng Demande un déi belsch Autoritéite gestallt, fir dierfe méi Mangan a Kuelestoff an d'Ëmwelt auszescheeden. An engem Artikel vum 27. Februar op tvlux.be kann ee liesen:

„À Aubange, l'entreprise Ecore Belgium a introduit une demande de modification du permis d'environnement pour le broyeur à métaux qu'elle y exploite. La demande vise à permettre l'augmentation des valeurs limites d'émission de deux polluants. [...]

Ça nous inquiète pour la santé des riverains et l'ensemble des habitants d'Aubange. [...] On a pu voir l'impact sur la santé que peuvent avoir ces broyeurs à métaux. [...] Il y a déjà un permis d'exploitation jusqu'en 2039. Il nous semble qu'il est préférable de s'en tenir à ces valeurs-là, plutôt que d'augmenter les possibilités de pollution."

Esou eng Ännerung hätt och Ëmweltauswierkungen op déi lëtzebuergesch Grenzgemengen an doduerch op d'Gesondheet vun alle Leit an der Regioun.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Wéi eng Reegele gëllen am Fall vun esou enger Demande bei eise belschen Noperen a wéi eng lëtzebuergesch Autoritéite sinn an dës Decisioun involvéiert a wéi?

2. Wéi positionéiert sech d'Regierung zu enger Erhéijung vun den Emissiounslimitten, wa se gesetzlech verhënnerbar ass?

Réponse (13/04/2026) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. D'Legislatioun an der Wallonie gesäit bei enger Modifikatioun vum „permis d'environnement" e puer Méiglechkeete fir eng grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht vir.

[3] Tribunal d'arrondissement de et à Diekirch, 16 mai 2024, n° 266/2024.

Wann d'Modifikatioun ënner d'Legislatioun vun der „Évaluation des incidences sur l'environnement (EIE)" fält, da verlaangt d'Espoo-Konventioun, datt déi belsch Autoritéiten den Dossier un déi betraffen Nopeschlänner weiderleeden an d'Populatioun an d'éffentlech Consultatioun agebonne gëtt. Doriwwer eraus gëtt et och am Kader vun ënner anerem der „Industrial Emissions Directive (IED)" eng Reegelung, fir d'Nopeschlänner am Fall vu signifikanten Ëmweltauswierkungen ze consultéieren.

D'Ëmweltverwaltung huet keng Informatiounen dozou ob d'Modifikatioun heirënner fält. Bis elo ass d'Ëmweltverwaltung vun de belschen Autoritéiten nach net kontaktéiert ginn.

ad 2. Bei der Erhéijung vun den Emissiounslimitten handelt et sech laut dem belsche Presseartikel ëm de Mangan (Mn) an de gesamtorganesche Kuelestoff (COT). Fir béid Parameetere gëtt et keng Limitt fir d'Konzentratiounen dovunner an der Bausseloft – weeder op EU-Niveau nach op nationalem Niveau.

Ausserdeem huet d'Ëmweltverwaltung eng Miessstatioun zu Rodange, wou de Stëbsnidderschlag an den Undeel vun de Schwéiermetaller am Stëbs iwwerwaacht ginn. Déi Statioun ass op enger Distanz vun 2,5–3 km südëstlech vum betraffenen Industriesite an der Belsch placéiert. D'Miesswäerter sinn niddereg a weisen net op en Afloss vun enger bestëmmter punktueller Quell hin. D'Resultater vun de genannte Miessunge gi reegelméisseg ënnert dëser Internetadress publizéiert: https://environnement.public.lu/fr/loft/air/mesures/publications-periodiques.html.

Endettement des communes et recours aux emprunts pour le budget 2026 | Question **3719** (04/03/2026) de **M. Marc Lies** (CSV)

Afin de réaliser de grands projets d'investissements, beaucoup de communes recourent à des emprunts.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

– Quel est le montant de la dette individuelle par commune au 1er février 2026 ?

– Quel est le montant de l'emprunt inscrit au budget 2026 par commune pour pouvoir équilibrer leur budget pour l'année 2026 ?

Réponse (20/03/2026) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

Par rapport aux questions posées, je vous prie de consulter les tableaux joints à la présente :

– Tableau ↑ présentant les montants totaux de la dette individuelle par commune au 1er février 2026

Par rapport à ces chiffres, je voudrais fournir les explications suivantes :

La dette communale sert au financement des infrastructures et ne peut être utilisée pour couvrir des frais courants.

Les emprunts ne sont approuvés que si la commune en question est en mesure de rembourser l'emprunt à partir de son budget de fonctionnement.

En effet, l'approbation d'un emprunt communal dépend de son taux d'endettement et donc de sa capacité à rembourser cet emprunt.

– Tableau ↑ présentant le montant de l'emprunt inscrit au budget 2026 par commune pour pouvoir équilibrer leur budget pour l'année 2026

Répartition du Fonds de dotation globale des communes et recettes de l'Impôt commercial communal en 2025 | Question **3720** (04/03/2026) de **M. Marc Lies** (CSV)

La loi du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes a introduit de nouveaux critères de redistribution en vue de la répartition des avoirs du Fonds de dotation globale des communes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

– Monsieur le Ministre peut-il fournir dans un tableau pour l'année 2025 le détail par commune de la répartition du Fonds de dotation globale des communes suivant les critères de péréquation tels que définis à l'article 3, paragraphe (2) de la loi du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes ?

– Monsieur le Ministre peut-il fournir pour l'Impôt commercial communal un tableau détaillé par commune des recettes d'impôt perçues en 2025 et le détail de leur redistribution aux communes du pays ?

– Monsieur le Ministre peut-il fournir un tableau retraçant les montants par commune de leur contribution au Fonds de l'emploi pour l'année 2025 ?

– Monsieur le Ministre peut-il me mettre à disposition un tableau comparatif pour toutes les communes de la dotation totale par habitant sur base des comptes FCDF et ICC de 2023, 2024 et 2025 ?

Réponse (19/03/2026) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

L'honorable Député s'enquiert du décompte du Fonds de dotation globale des communes (FDGC), de l'Impôt commercial communal (ICC) et de la contribution au Fonds pour l'emploi. La loi modifiée du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes introduit des critères de répartition des avoirs du FDGC, qui regroupe une partie des recettes de l'ICC. Ces critères sont les suivants :

1. Une dotation forfaitaire
2. La population ajustée (82 % de la dotation)
3. Les emplois salariés (3 %)
4. L'indice socio-économique (9-10 %)
5. Les logements sociaux (0-1 %)
6. La superficie totale ajustée (5 %)

Un tableau ↑ annexé à la présente réponse reproduit les chiffres détaillés relatifs aux finances communales pour l'année 2025.

Depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi réformant les contributions des communes au Fonds pour l'emploi[4], le principe d'une contribution totale des communes correspondant à 2 % du montant du produit total de l'Impôt commercial communal est maintenu, tandis que les modalités de répartition entre les communes ont été adaptées. La participation individuelle de chaque commune est déterminée en fonction de sa part relative, définie comme le quotient de la participation directe de la commune au produit de l'Impôt commercial communal généré sur son territoire par la somme des participations directes de l'ensemble des communes. La participation directe d'une commune au produit de l'Impôt commercial communal généré sur son territoire correspond au montant le moins élevé entre 35 % de ce produit et 35 % de la moyenne nationale par habitant des recettes d'Impôt commercial communal multipliée par la population de la commune. Le montant restant est affecté au Fonds de dotation globale des communes. Le présent modèle peut être illustré par l'équation suivante : ↑

En cas de croissance ou de récession économique, la contribution d'une commune évolue automatiquement en fonction de la variation de sa participation directe au produit de l'Impôt commercial communal généré sur son territoire. Ce mécanisme permet d'ajuster de manière proportionnée la charge supportée par chaque commune, en assurant ainsi une prise en compte rapide et équitable des changements de la conjoncture économique.

Aides aux familles avec des enfants dans le spectre de l'autisme | Question **3721** (04/03/2026) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An engem „Wort"-Artikel vum 9. Februar 2026 gëtt de Fall vun enger Famill geschëldert, déi aus eegener Kraaft e Kand betreit an dat dauerhaft op Hëllef ugewisen ass. Fir iwwerhaapt Leeschtungen aus der Assurance Dependance ze kréien, mussen d'Elteren all Joer erëm nei noweisen, datt hiert Kand nach ëmmer krank ass, obwuel et sech ëm eng irreversibel a permanent medezinnesch Situatioun handelt. Dës Prozedur gëtt vun de Betraffenen als psychesch a bürokratesch extreem belaaschtend empfonnt. Et gëtt och verwisen op ee rezente Fall an Australien, wou trageschierweis eng Famill sech d'Liewe geholl huet, déi an enger änlecher Extreemsituatioun war.

D'Famill freet am Artikel konkreet d'Hëllef vun der Gesondheetsministesch. Zitat aus dem Artikel:

„Ich möchte sie herausfordern", sagt sie daher auch, und meint damit die Gesundheitsministerin Martine Deprez. „Sie soll uns besuchen, sich unsere Situation ansehen und erklären, warum sie denkt, dass diese Hilfe für uns ausreichend ist."

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch dës Fro stellen:

– Huet d'Gesondheetsministesch mat hirem Ministère op den Hëllefruff vun der Famill reagéiert?
Falls jo, wéi?
Falls nee, wäert d'Ministesch reagéieren?

Réponse (23/04/2026) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Et sinn Aiden en place, fir Persounen an hir Famille finanziell ze ënnerstëtzen, déi doheem eng Persoun mat enger extreem invalidéierender Krankheet betreien, déi et néideg mécht, dass dës Betreiung zu all Moment assuréiert muss ginn.

Dës finanziell Ënnerstëtzung, ass eng Ergänzung zu deene Leeschtungen a Mesuren, déi iwwer d'Gesondheetskeess (Krankeversécherung a Fleegeversécherung) oder vum Staat iwwerholl ginn.

D'Krittäre fir dës finanziell Ënnerstëtzung sinn net op d'Krankheete selwer baséiert, mee op d'Symptomer an d'Besoinen. Esou kann all Kand an Erwuessenen, mat enger extreem invalidéierender neurodegenerativer Krankheet, permanenten a besonnesch graven neuromuskulären Erkrankungen, Krankheete vum autonomen Nervesystem oder vum Metabolismus, déi e permanenten a kontinuéierleche Suivi brauchen, oft och gekoppelt un d'Noutwennegkeet medezinnesch Geräter ze benotzen, fir d'Iwwerliewen ze assuréieren, eng Ufro beim Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet eraginn.

All Ufro gëtt vun enger interministerieller Plattform analyséiert an aviséiert, déi och aus medezinneschen a net medezinneschen Experte besteet.

[4] Loi votée le 30 avril 2025 par la Chambre des Députés et qui modifie la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds de chômage ; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet

Well d'finanziell Belaaschtung substanziell ass, iwwerhëlt de Staat direkt d'Bezuele vun de Rechnunge vun de Fleegereseauen. Dëst evitéiert, dass d'Familljen all Mount musse ganz héich Zomme virstrecken.

École pour la formation de chiens d'assistance | Question **3722** (04/03/2026) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Verschidde Mënsche mat enger Behënnerung ginn an hirem Alldag vun Assistenzhënn begleet. No Informatioune vu betraffene Leit soll et Iwwerleeunge ginn, fir zu Lëtzebuerg eng Schoul fir d'Ausbildung vun Assistenzhënn opzebauen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Landwirtschaft, Ernärung a Wäibau a fir Famill, Solidaritéit an Integratioun dës Fro stellen:

– Kann d'Regierung bestätegen, datt et e Projet fir d'Schafung vun enger Assistenzschoul fir Assistenzhënn zu Lëtzebuerg gëtt?
Falls jo, kann d'Regierung Detailer dozou ginn, souwéi een Zäitraum, bis wéini dës Assistenzschoul wäert prett sinn?

Réponse (02/04/2026) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

D'Regierung kann net bestätegen, datt et aktuell e Projet fir d'Schafung vun enger Assistenzschoul fir Assistenzhënn zu Lëtzebuerg gëtt. Am Moment läit kee konkreete Plang oder Dossier vir, deen an dës Richtung geet.

De Landwirtschaftsministère kuckt, fir zesumme mam Familljeministère eng legal Basis ze schafen, fir kënnen esou Schoulen zu Lëtzebuerg ze agreéieren.

Ligne 7 du TICE | Question **3723** (04/03/2026) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Viru Kuerzem gouf de Streckeverlaf vun der Linn 7 vum TICE geännert an d'Buslinn fiert elo net méi laanscht de Centre hospitalier Emile Mayrisch (CHEM) zu Esch. An enger Escher Gemengerotssitzung am Januar gouf et Diskussiounen doriwwer, wéi dës Ännerung zustane komm ass a wien se decidéiert huet. Een „Tageblatt"-Artikel vum 31. Januar schreift:

„Ein viel diskutierter Punkt war die Linie 7 der TICE-Busse, die zuvor den Escher Bahnhof mit Belval verband. Die LSAP-Fraktion kritisierte, dass durch die Änderung die direkte Anbindung an das CHEM fehle, was besonders ältere Menschen, Patienten und auf den Bus angewiesenes Krankenhauspersonal benachteilige. Sie forderte das Schöffenkollegium auf, auf eine Rückkehr zum früheren Streckenverlauf zu drängen. Steve Faltz erklärte, dass die Änderung nicht vom Ministerium vorgegeben, sondern von der Gemeinde selbst angefragt worden sei. Das Ministerium habe bestätigt, ursprünglich solle die Linie 7 am CHEM vorbeifahren, die Stadt Esch habe dies jedoch nicht gewollt. Diese Behauptung hat Verkehrsschöffe Meris Sehovic (‚déi gréng') weder bestätigt noch dementiert. Er verwies allgemein auf den regionalen und nationalen Kontext. Bürgermeister Christian Weis (CSV) relativierte die Kritik: Die Situation sei nicht so problematisch, die Gemeinde schulde dem CHEM auch keinen Transport."

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wien huet d'Decisioun getraff, datt d'Linn 7 vum TICE net méi laanscht de CHEM fiert?

2. Wat waren déi konkreet Grënn, déi zu dëser Decisioun gefouert hunn?

Réponse (26/03/2026) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Et läit weeder an den Attributioune vun der Regierung, Diskussiounen aus engem Gemengerot nach e Bericht doriwwer ze kommentéieren.

Wat een awer soe kann, ass, dass d'Konzept vun RGTR an TICE fir de Süden an enker Zesummenaarbecht mat de Gemengen ausgeschafft ginn ass. All Gemeng hat d'Méiglechkeet, hir fundéiert Proposen anzebréngen. Dës Propose sinn duerno zesumme mat alle concernéierte Gemenge beschwat ginn, bis dass ee Gesamtkonzept ee breede Konsens fonnt huet.

ad 2. E Busreseau ass als zesummenhängend Konstrukt ze betruechten. Beim Ausschaffe vum Konzept gouf et dofir verschidde Grënn fir de verännerte Linneverlaf vun der TICE Linn 7. Ënner anerem soll domat de Quartier Lalleng – mat senger Sportshal an dem Lycée – esou direkt wéi méiglech un d'Gare vun Esch ugebonne ginn. Gläichzäiteg erlaabt dës Adaptatioun, den Arrêt CHEM direkt beim Spidol mat enger méi regionaler Linn (RGTR 641, 30' Takt) unzefueren.

De Ministère ass sech der Wichtegkeet vum Arrêt CHEM bewosst a kann déi aktuell Bedenken novollzéien. Dofir wäert de Ministère d'Entwécklung vun de Passagéierzuelen op dëse Linne vum RGTR an TICE weiderhin am A behalen. Sollt sech aus den Zuelen an Zukunft weisen, datt op der aktueller Linn 641 méi Kapazitéit néideg ass, wäert de Ministère natierlech reagéieren an d'Kadenz weider erhéijen.

Doriwwer eraus ass am foussleefegen Ëmkrees vum Spidol d'Busoffer mam neie Konzept nach ausgebaut ginn:

– TICE Linn 15: 30'-Takt beim Arrêt Henri Dunant oder Place de Lodève direkt beim Spidol.
– RGTR Linn 643: 30'-Takt beim Arrêt Rue de l'Hôpital direkt beim Spidol.
– TICE Linn 2: 15'-Takt beim Arrêt Clinique Ste Marie (500 m bis bei d'Haaptentrée vum Spidol 7'30'' ze Fouss).
– TICE Linn 7: 15'-Takt beim Arrêt Clinique Ste Marie (500 m bis bei d'Haaptentrée vum Spidol 7'30'' ze Fouss).
– RGTR Linne 551/602/603: Zousätzlech 4 Faarte pro Stonn an der Spëtzestonn beim Arrêt Clinique Ste Marie (500 m bis bei d'Haaptentrée vum Spidol – 7'30'' ze Fouss)

Cours de nationalité | Question **3724** (04/03/2026) de **M. André Bauler** | **Mme Simone Beissel** (DP)

Afin d'obtenir la nationalité luxembourgeoise, il est obligatoire de réussir le cours d'instruction civique « Vivre ensemble au Grand-Duché de Luxembourg ». Le certificat de ce cours est délivré par le Service de la formation des adultes aux personnes ayant suivi vingt-quatre heures de cours ou ayant participé à un examen portant sur les droits fondamentaux des citoyens, les institutions étatiques et communales du Grand-Duché de Luxembourg ainsi que l'histoire du Luxembourg et celle de l'intégration européenne.

L'examen consiste en un test informatisé sous forme de questionnaire à choix multiples, organisé à Luxembourg-Kirchberg. Les cours sont dispensés à Luxembourg, Esch-sur-Alzette, Belval et Diekirch.

Depuis plusieurs semaines, il n'est plus possible de s'inscrire aux cours, ceux-ci affichant complet.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Monsieur le Ministre serait-il disposé à faire organiser également des cours au Lycée du Nord (Wiltz) et/ou au Lycée E. Steichen (Clervaux) afin de décentraliser et de renforcer l'offre ?

2) Monsieur le Ministre peut-il informer sur l'évolution du nombre de personnes ayant participé à ces cours spécifiques depuis 2021 ? Combien de formateurs y sont engagés à l'heure qu'il est ?

Réponse (15/04/2026) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) Les cours et examens du Vivre ensemble au Grand-Duché de Luxembourg sont organisés par le Service de la formation des adultes en français, en anglais et en allemand/luxembourgeois, afin de garantir leur accessibilité à un public diversifié.

Les cours sont actuellement dispensés en présentiel à Luxembourg (Campus Geesseknäppchen), à Esch-sur-Alzette, à Belval et à Diekirch. En complément, des cours en ligne sont proposés en langue anglaise. Les examens sont organisés sous forme informatisée à Esch-Belval.

Au cours des dernières années, la demande a connu une augmentation significative. Cette évolution s'est confirmée au cours de l'année scolaire actuelle, ce qui a conduit à une saturation ponctuelle de l'offre.

Afin d'y remédier, des cours supplémentaires sont en cours d'organisation. Dans ce cadre, des recrutements supplémentaires sont effectués afin de permettre une augmentation de l'offre à l'avenir. Par ailleurs, des examens supplémentaires sont organisés au cours du troisième trimestre de l'année scolaire 2025-2026.

Dans ce contexte, des discussions sont actuellement en cours afin d'analyser les possibilités de renforcer l'offre dans le nord du pays, notamment au Lycée du Nord à Wiltz et au Lycée Edward Steichen à Clervaux.

Ces démarches s'inscrivent dans une volonté d'adapter l'offre à l'évolution de la demande tout en tenant compte des ressources disponibles.

ad 2) L'évolution du nombre de participants aux cours et aux examens du Vivre ensemble au Grand-Duché de Luxembourg se présente comme suit : [1]

Ces données confirment une augmentation continue de la participation au cours des dernières années.

À l'heure actuelle, les cours et examens sont assurés par 19 formateurs externes. Afin de répondre à cette évolution, des démarches sont en cours pour renforcer ce dispositif, notamment à travers le recrutement de nouveaux formateurs.

Microplastique dans nos eaux | Question **3725** (04/03/2026) de **M. Gusty Graas** (DP)

D'Konzentratioun vu verschiddene Schuedstoffer an eise Fléissgewässer ass e wichtege Sujet wann et ëm de Schutz vun eiser Biodiversitéit, den Déieren an och eiser Waasserqualitéit geet. Dozou gehéiert och Mikroplastik, en Ofbauprodukt vum Plastik, deen sech ëmmer méi an eise Gewässer erëmfënnt a fir deen et an der aktueller Gesetzgeebung kee Grenzwäert gëtt. Dëst ass rezent och am Kader vun enger Reportage iwwert de Bau vun engem syntheetesche Fussballsterrain direkt niewent der Atert thematiséiert ginn.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit follgend Froe stellen:

1. Ass den Här Minister der Meenung, datt Grenzwäerter fir Mikroplastik noutwendeg sinn? Muss net deementspriechend d'Gesetzgeebung ugepasst ginn?

2. Wéi schätzt den Här Minister d'Gefore vum Mikroplastik an eise Gewässer an? Ass den Här Minister der Meenung, datt Mikroplastik laangfristeg eng Auswierkung op eis Fëschpopulatioun kéint hunn?

Réponse (17/04/2026) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. D'Opstelle vu Grenzwäerter an Uewerflächegewässer fir eng spezifesch Substanz huet als primären Hannergrond de Schutz vun der aquatescher Flora a Fauna. Dës Grenzwäerter ginn ofgeleet vun ökotoxikologesche Studien a Monitoring-Daten, déi fir Mikroplastik aktuell awer nach net oder nëmmen onzouräichend virleien. Iwwer d'Valeur vun engem Mikroplastik-Grenzwäert fir Uewerflächegewässer kann also haut nach keng robust Ausso gemaach ginn, well déi dofir néideg Daten nach net virleien.

Fir deem entgéintzewierken, ass an der Propos vun der Refonte vun der europäescher Waasserdirektiv an der europäescher Direktiv fir prioritär Substanzen aus dem Oktober 2022 vun der EU-Kommissioun proposéiert ginn, fir Mikroplastik mat op déi sougenannte „Watchlist" (Liste de vigilance) ze huelen, soubal harmoniséiert Methode fir d'Analyse vu Mikroplastik etabléiert goufen. Dëst ass den éischte Schratt a Richtung vun enger robuster Datelag, fir an engem nächste Schratt Grenzwäerter ofzeleeden. Dësen Text ass de 26. Mäerz am Europäesche Parlament votéiert ginn, a muss bis den 21. Dezember 2027 an nationaalt Recht transposéiert ginn.

Zousätzlech huet d'Europäesch Kommissioun an enger rezenter Regulatioun (EU) 2025/2365 eng vun de gréissten an ekologesch relevantste Quelle vu Mikroplastik-Kontaminatioun cibléiert, nämlech d'Plastikpellets. Dës ginn als zweetgréisst direkt Quell vu mariner Mikroplastik-Verschmotzung agestuuft a stellen eng besonnesch Gefor fir aquatesch Fauna a Villercher duer, well si dacks mat Fëscheeër verwiesselt ginn: obwuel se nëmme ronn 0,05 % vum Plastik am Waasser ausmaachen, entfalen ongeféier 70 % vum vu Villercher opgehollene Plastik op dës Pellets. D'Regulatioun viséiert d'Verloschter vu Plastikpellets iwwer déi ganz Liwwerketten. Ënner anerem verflicht si d'Acteuren, déi mat Plastikpellets ëmginn, sécherzestellen, datt Verloschter verhënnert ginn an – am Fall wou se trotzdeem optrieden – direkt Moossnamen, fir d'Andämmen an d'Botzen ze treffen. Dës Regulatioun ass direkt applikabel a verlaangt keng explizitt Transpositioun an dat nationaalt Recht. Aktuell lafen d'Aarbechten, fir d'Detailer fir den nationale Kontext weider auszeschaffen.

ad 2. Am Moment gëtt et nach net genuch Erkenntnisser iwwert den Impakt vu Mikroplastik op den Immunsystem an d'Reproduktioun vu Séisswaasserfësch an Europa, fir eng Aschätzung zu de laangfristegen Auswierkungen op eis Fëschpopulatioune kënnen ze maachen. Dëst, well net genuch Donnéeën zur Präsenz vu Mikroplastik an den Uewerflächegewässer virleien, fir ofschätzen ze kënnen, ab wéi enger Konzentratioun u Mikroplastik eng Gefor fir déi aquatesch Flora a Fauna besteet.

Éischt Etuden aus dem Ausland deiten awer dorop hin, datt d'Ingestioun vu Mikroplastik en negativen Impakt op Fëschpopulatioune kéint hunn, mee d'Fëschaarte sinn ënnerschiddlech dovunner betraff.

Bilan des SME Packages depuis 2019 et soutien aux PME au Luxembourg | Question **3726** (05/03/2026) de **Mme Stéphanie Weydert** (CSV)

D'SME Packages sinn en nationalen Ënnerstëtzungs-Programm vum Wirtschaftsministère, dee Kleng- a Mëttelbetriber (PME) zu Lëtzebuerg bei hirer Moderniséierung, Digitaliséierung an nohalteger Transformatioun ënnerstëtzt. D'Entreprisë kréien dobäi individuell Berodung duerch Experten an eng finanziell Subventioun vum Staat. Dës Packagë sinn ënnerdeelt a 5 Kategorien: Digitaliséierung, Cybersécherheet, Kënschtlech Intelligenz, Nohaltegkeet a Servicer. Déi éischt Packagë goufe schonn 2019 an d'Liewe geruff, an d'Offer gouf 2022 an 2025 erweidert. Do bitt et sech un, een éischte Bilan vun dëser Mesure ze zéien, fir ze wëssen, wéi eng Zort Betriber op esou e Package zeréckgräifen a wou déi Betriber aktiv sinn.

Dowéinst hunn ech follgend Froen un den Här Minister fir Wirtschaft, PME, Energie an Tourismus:

1. Wéi vill Accorden SME Packages huet de Wirtschaftsministère am Ganze säit 2019 ënnerschriwwen?

2. Wéi vill pro Kategorie?

3. Wéi vill pro Kanton, wou de Betrib ugesidelt ass?

4. A wéi enge Secteure gouf op dës Packagen zeréckgegraff a wéi eng Mesurë goufen am meeschten ëmgesat?

5. Wéi grouss sinn d'Betriber an der Moyenne, déi op dës Packagen zeréckgräifen?

6. Wéi vill Euro hunn d'Betriber, déi den SME Package ugefrot hunn, an der Moyenne investéiert a wéi vill finanziell Ënnerstëtzung hunn se an der Moyenne kritt?

7. Wéi vill Euro goufen zënter 2019 all Joer iwwer d'SME Packagen u PMEen ausbezuelt a wéi vill PMEe wore pro Joer concernéiert?

8. Gëtt doriwwer nogeduecht, d'Offer u Packagë weider auszedeenen?

Réponse (19/03/2026) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. Zënter 2019 huet de Wirtschaftsministère am Ganzen 2.138 SME Package-Accorden ënnerschriwwen, dorënner och déi aus der fréierer Versioun vum Programm, ewéi Fit 4 Digital Packages, Digitaalt Handwierk, ESR Label an aner vergläichbar Initiativen.

ad 2. Vun den 2.138 ënnerschriwwenen SME Packages zënter 2019 sinn et 57 am AI, 13 am Cybersecurity, 1.909 am Digital, 52 am Service a 77 am Sustainability, zousätzlech zu 30 Packages a Kategorien, déi haut net méi existéieren.

Déi follgend Informatioune bezéien sech op d'Period säit Enn 2022, zënter datt d'Moossnam offiziell ënnert der Bezeechnung „SME Packages" gefouert gëtt:

ad 3. Den Detail pro Kanton stellt sech wéi follegt duer:

ad 4. D'Entreprisen, déi op dës Packagen zeréckgegraff hunn, kommen aus enger grousser Villfalt vu Secteuren. D'Verdeelung no NACE-Secteur stellt sech am Detail wéi follegt duer:

D'Mesure, déi am meeschten ëmgesat gouf, ass den SME Packages Digital.

ad 5. An der Moyenne sinn 91 % vun de Betriber, déi op dës Packagen zeréckgräifen, kleng Entreprisen, wärend 9 % mëttelgrouss Entreprisë sinn.

ad 6. An der Moyenne hunn d'Entreprisen, déi en SME Package ugefrot hunn, 11.617 Euro investéiert a kruten eng finanziell Ënnerstëtzung vu 7.848 Euro.

ad 7. 2023 gouf 1,2 Millioun Euro un 258 PMEen ausbezuelt, 2024 war et 1,2 Millioun Euro fir 231 PMEen, an 2025 2,2 Milliounen Euro fir 371 PMEen. 2026, bis Mëtt Mäerz, gouf 0,6 Millioun Euro un 62 PMEen ausbezuelt.

ad 8. Am Mäerz 2025 gouf d'Offer vun den SME Packagen ausgebaut. De Wirtschaftsministère huet dës Packagen erweidert, fir dem wuessende Besoin am Beräich vun der Kënschtlecher Intelligenz an der Cybersécherheet bei den Entreprisë gerecht ze ginn. An deem Kader goufen d'SME Packagë fir AI a Cybersécherheet agefouert. De Ministère evaluéiert permanent d'Offer vun de verschiddene Packagë fir sécherzestellen, datt se de Besoine vun den Entreprisen entspriechen. Am Moment ass awer kee weidere Package geplangt.

Possibilité d'introduire le néerlandais comme langue optionnelle dans les lycées nationaux | Question **3727** (05/03/2026) de **M. Laurent Zeimet** (CSV)

Au centre de l'Europe, le Luxembourg vit au rythme du plurilinguisme, où la rencontre des langues et des cultures fait partie du quotidien. Il est également, depuis des décennies, un acteur engagé du Benelux, cadre de coopération étroite avec la Belgique et les Pays-Bas, fondé sur des frontières voisines, des mobilités humaines, des projets partagés et, plus largement, une même conception concrète de la coopération régionale européenne.

Dans ce cadre, la maîtrise du néerlandais n'est pas seulement un enrichissement culturel, elle peut devenir une passerelle concrète vers des études, des emplois et des échanges accrus avec nos partenaires, ainsi qu'un atout supplémentaire dans un pays où la mobilité et l'ouverture font partie du paysage.

Or, il apparaît qu'au sein des lycées nationaux au Luxembourg, le néerlandais ne peut pas être choisi comme langue optionnelle. Ce constat surprend, tant il semble en décalage avec l'esprit même du Benelux et avec l'ambition d'offrir aux élèves des horizons linguistiques à la mesure des réalités économiques, sociales et géographiques du pays.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Le ministre peut-il confirmer que, dans les lycées nationaux, le néerlandais ne figure pas parmi les langues pouvant être choisies en option, et préciser le cadre réglementaire ou pédagogique qui détermine la liste des langues optionnelles proposées ? Si oui, quelles raisons expliquent l'absence du néerlandais dans l'offre optionnelle actuelle ?

2) Le ministre peut-il indiquer s'il a été saisi ces dernières années de demandes visant à introduire ou à renforcer l'enseignement du néerlandais dans le secondaire, et quelles suites ont été réservées à ces sollicitations ?

3) Le Gouvernement entend-il faire évoluer l'offre linguistique des lycées nationaux afin de permettre, à l'avenir, le choix du néerlandais comme langue optionnelle ?

Réponse (23/04/2026) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) et 2) L'honorable Député souligne à juste titre l'importance de la maîtrise du néerlandais non seulement d'un point de vue culturel, mais également en raison de possibles études et de perspectives de carrière aux Pays-Bas et en Belgique.

Section A de l'enseignement secondaire classique

L'article 49 de la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement secondaire classique indique les matières sur lesquelles porte le programme d'études de l'enseignement secondaire classique. Concernant l'apprentissage des langues, ledit article précise qu'en dehors du français, de l'allemand et de l'anglais, l'étude d'« une quatrième langue vivante au choix » est possible. La possibilité ainsi offerte se limite toutefois à la section A. Or, au cours des dernières années, ni les services du ministère ni ceux des lycées n'ont été saisis de demandes visant à introduire l'apprentissage du néerlandais en section A.

Cours à option de l'enseignement secondaire classique et de l'enseignement secondaire général

Dans le cadre des cours à option, les lycées sont libres de définir – dans le cadre de leur autonomie –, des cours à option aux classes supérieures de l'enseignement secondaire classique et de l'enseignement secondaire général. Faute de demandes, seul le Bouneweger Lycée Luxembourg (BLL) offre actuellement un cours de néerlandais en classe de 2GSO.

Écoles européennes agréées

L'École internationale de Differdange et Esch-sur-Alzette (EIDE) organise cette année un cours de néerlandais en tant que « Langue 5 » en S6 et en S7. Le Lycée Edward Steichen de Clervaux (LESC) en fait de même ; au LESC, les élèves des classes de 3e et de 2e de l'enseignement national peuvent suivre ce cours en tant que cours à option.

ad 3) La politique du Gouvernement consiste à adapter l'offre linguistique aux besoins de la société et aux demandes exprimées en conséquence. Si de telles demandes venaient donc à être posées, la situation serait réexaminée.

Interruptions des services RGTR et ferroviaires liées aux travaux sur les axes 1, 9 et sur la ligne 10 | Question **3728** (05/03/2026) de **M. Ben Polidori** (LSAP)

Op de Lëtzebuerger Stroossen an Zuchlinne kënnt et reegelméisseg zu Aarbechten. Dëst huet Auswierkungen op de Fonctionnement vum ëffentlechen Transport. A ländleche Géigenden, mat manner alternative Verbindunge sinn dës Aarbechte méi disruptiv.

An deem Kontext géing ech der Madamm Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Ausfäll vun RGTR-Busser sinn an de leschte 5 Joer an den Haaptachsen 1 an 9, no Mount opgeschlësselt, registréiert ginn?

2. Wéi vill Ausfäll vun Zich sinn an de leschte 5 Joer op der Linn 10, no Mount opgeschlësselt, registréiert ginn?

3. Wat sinn d'Haaptursaache fir dës Ausfäll?

4. Wat war déi duerchschnëttlech Dauer vun dësen Ausfäll?

5. Wéi eng Strecken oder Linnen – no Transportmëttel differenzéiert – sinn am heefegste betraff?

Réponse (03/04/2026) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Fir dës Analyse goufen déi wichtegst Buslinnen an dësen 2 Regiounen analyséiert: 110, 111, 119, 130, 170, 901, 902, 903, 911, 950. Dës 10 Linnen hu ronn 150.000 Faarten am Joer.

De follgenden Tableau ↑ weist d'Ausfäll vun de Faarten un, déi an den Haaptachsen 1 (Regioun Norden) an 9 (Regioun Westen – Réiden op der Atert) säit dem Ufank vun den RGTR-Déngschtleeschtungsverträg am Juli 2022 registréiert goufen:

Op den Haaptachsen 1 an 9 si säit Juli 2022, 737 Ausfäll bei de Faarte registréiert ginn, dëst ass fir 2025 ronn 1 Faart vu 660.

ad 2. An der Moyenne op 5 Joer gekuckt, hunn d'CFL ongeféier 6.300 Zich pro Mount (ausgefalen Zich abegraff) fir d'Linn 10 registréiert. Am Joer 2021 waren et der ongeféier 5.750 an am Joer 2025 6.600 Zich pro Mount.

Bei den Zich ass follgend Unzuel un Ausfäll pro Mount a Joer fir d'Linn 10 registréiert ginn. ↑

Et ass ze präziséieren, datt Decommanden, déi méi wéi 3 Aarbechtsdeeg am Viraus wéinst geplangten Aarbechten un der Infrastruktur erfollegen, net an de Statistike vun den Zuchausfäll berücksichtegt ginn.

ad 3. Heidrënner sinn d'Ausfallursaache fir Zich vun der Ligne 10 am Zäitraum 1.1.2021–24.3.2026.

31,3 % vun de Fäll waren op extern Ursaachen zréckzefëieren. Dorënner fale Streikaktiounen am Ausland, Persounen, déi sech op de Gleiser ophalen, Gefierer op de Bunn-Iwwergäng, souwéi meteorologesch Bedéngungen.

30,5 % waren a Relatioun mat der Infrastruktur an der Exploitatioun.

A 27,9 % vun de Fäll stoung et mam Material respektiv der Planifikatioun a Verbindung.

ad 4. Esou eng Statistik féieren d'CFL net.

ad 5. Am RGTR si follgend dräi Linnen an de leschte 5 Joer am heefegste betraff gewiescht:

– Ligne RGTR 130: Ettelbruck, Gare routière–(B) Bastogne, Centre sportif
– Ligne RGTR 903: LUX Centre, Stäreplaz–Harlange, Hareler Poteau
– Ligne RGTR 911: LUX Centre, Stäreplaz–Mertzig, Internat

Heidrënner sinn opgeschlësselt pro Streck d'Ausfäll vun den Zich op der Linn 10 am Zäitraum 1.1.2021–24.3.2026: ↑

Pratiques divergentes dans l'application de la loi du 23 juillet 2024 dans les centres de compétences | Question **3729** (05/03/2026) de **M. Paul Galles** (CSV)

Zënter der Rentrée 2024/2025 gëtt et um Terrain reegelméisseg Réckmeldungen, dass d'Bestëmmunge vum Gesetz vum 23. Juli 2024, dat d'Aufgab vum edukativen a psychosoziale Personal festleet, net iwwerall op déi selwecht Aart a Weis ëmgesat ginn, besonnesch beim Personal an de Centres de compétences.

No dëse Réckmeldunge schéngt et, dass d'Organisatioun vun den Déngschtzäiten an den Aufgaben, d'Plange vum Congé, d'Méiglechkeet Congésdeeg ausserhalb vun de Schoulvakanzen ze huelen, an och d'Ëmsetzung vun den 80 Stonnen „temps de préparation" am Mount August, jee no Departement oder Struktur, ënnerschiddlech gehandhaabt ginn. Dat féiert bei de Mataarbechterinnen a Mataarbechter zu engem Gefill vun Ongläichheet an zu praktesche Problemer bei der Planung an zu Onkloerheeten iwwer Rechter a Pflichten.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend stellen:

1. Wéi eng schréftlech Instruktioune goufen un déi betraffe Servicer a Strukture geschéckt, fir eng eenheetlech Ëmsetzung vum Gesetz vum 23. Juli 2024 ze assuréieren?

2. Ass dem Ministère bekannt, dass et zënter der Rentrée 2024/2025 Differenzen an der Praxis tëscht Departementer/Strukture gëtt bei der Organisatioun vun den Aufgaben an der Aarbechtszäit vun dësem Personal?

3. Wéi interpretéiert de Ministère d'Bestëmmung vun den 80 Stonnen „temps de préparation" am August am Sënn vun der Praxis: Wat gëllt do als virgeschriwwen Aktivitéit a wat sinn d'Minimal-Ufuerderungen un d'Präsenz/Disponibilitéit?

4. Wéi eng kloer Reegele gëllen am ganze Land fir d'Méiglechkeet, Congésdeeg ausserhalb vun de Schoulvakanz ze huelen?

5. Plangt de Ministère Mesuren, fir déi gemellten Divergenzen ze reduzéieren?

Réponse (24/04/2026) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

D'Gesetz vum 23. Juli 2024, dat d'Tâchë vum edukativen a psycho-soziale Personal festleet, ass dee legale Kader fir d'Organisatioun vun der Aarbecht vun de betraffene Mataarbechter. D'Zil vum Gesetz ass et, d'Aarbechtskonditiounen op nationalem Niveau ze harmoniséieren, dobäi awer d'Diversitéit vun de Missiounen an de jeeweilege Kontexter ze berücksichtegen.

Zu de schréftlechen Instruktiounen un d'Servicer:

D'Ëmsetzung vum Gesetz baséiert an éischter Linn op senge gesetzleche Bestëmmungen. Dës goufen am reegelméissegen Austausch mat de Collègë vun den Direkteren aus dem Enseignement fondamental, dem Enseignement secondaire an de Centres de compétences beschwat. D'Conclusiounen heivunner ginn an de Rapporte vun de Collègë festgehalen, déi den Direktioune virleien.

Do donieft hunn eng Rëtsch Echangë mat deenen zoustännege Gewerkschafte stattfonnt a ginn och nach reegelméisseg weidergefouert, fir e gedeeltent Verständnis, wat d'Ëmsetzung ugeet, ze garantéieren.

Zu den Differenzen an der Praxis:

De Ministère ass sech bewosst, datt an enger Phas vun der Ëmsetzung vun enger méi grousser Reform Differenzen an der Applikatioun optriede kënnen.

Dës erkläre sech ënner anerem duerch:

– d'Differenzéierung, déi d'Gesetz tëscht verschiddene Kategorië vu Mataarbechter mécht (direkt Betreiung vs. Diagnostik/Berodung);
– d'Diversitéit vun den organisatoresche Kontexter tëscht Enseignement fondamental, Enseignement secondaire a Centres de compétences;
– d'Noutwennegkeet, d'Aarbechtsorganisatioun un déi spezifesch Besoine vun de Schüler unzepassen.

Dës Differenze stellen awer de legale Kader net a Fro, dee kloer a senge Prinzippien ass, a leien am Weesentlechen an de Spillraim, déi dëse Kader de Servicer léisst, fir sech un d'Realitéiten um Terrain unzepassen.

Zu deenen 80 Stonne Virbereedungszäit:

Den Artikel 8 vum Gesetz vum 23. Juli 2024 gesäit vir, datt d'Agenten, déi Missioune vun Diagnostik a Berodung ausüben, iwwer eng Virbereedungszäit vun

80 Stonnen am Joer verfügen, déi am Laf vum Mount August ze leeschte sinn.

Dës Zäit:

– ass en integralen Deel vun der Aufgab vum Agent;
– gëllt als effektiv Aarbechtszäit;
– déngt virun allem der Virbereedung vun de Missiounen, der Aktualiséierung vun de Kenntnisser an der Organisatioun vu künftegen Interventiounen.

Am Sënn vum Gesetz handelt et sech hei ëm eng flexibel Organisatioun, déi un déi berufflech Besoine vum Agent ugepasst ass.

An dësem Kontext:

– huet den Agent eng Autonomie bei der Organisatioun vun dëser Zäit;
– besteet keng Verpflichtung, dës Virbereedungen op enger bestëmmter Plaz ze leeschten.

Den Ëmfang vun dëser Zäit gëtt proportional zur Tâche festgeluecht, entspriechend dem Artikel 11 vum Gesetz.

Zu de Congéen ausserhalb vun de Schoulvakanzen:

D'Gesetz gesäit vir, datt d'Agenten iwwer maximal fënnef Deeg Congé de récréation verfügen, déi ausserhalb vun de Schoulvakanze geholl kënne ginn.

D'Akkordéiere vun dësem Congé fält ënner d'Attributioune vun deene jeeweilegen Direktiounen, am Respekt vun den Ufuerderunge vum Service an de gültege Reegelungen am ëffentlechen Déngscht.

Zu de Mesurë fir d'Harmoniséierung:

De Ministère ass der Meenung, datt deen aktuelle legale Kader eng kohärent Uwennung um nationalen Niveau erlaabt.

Déi reegelméisseg Echangë mat den Direktiounen, de Vertrieder vum Personal an de Gewerkschaften droen dozou bäi, eng kohärent Ëmsetzung vun de Bestëmmungen am Respekt vum gemeinsame Kader ze garantéieren.

D'Gesetz vum 23. Juli 2024 setzt kloer a strukturéierend Reegele fest. D'Ëmsetzung heivunner geschitt an engem progressive Prozess vun der Appropriatioun, bei deem de Ministère drop oppasst, souwuel fir d'Equitéit tëscht de Mataarbechter wéi och fir Kohärenz um nationalen Niveau ze suergen.

Fermeture des comptes de la Cour pénale internationale par la BCEE | Question **3730** (05/03/2026) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

Lors de la séance plénière du 3 mars 2026, j'ai interrogé Monsieur le Ministre des Finances suite à un article paru dans un journal luxembourgeois relatant la décision de la Banque et Caisse d'Épargne de l'État (BCEE) de fermer les comptes détenus par la Cour pénale internationale (CPI), dans le contexte des sanctions prises par le Gouvernement des États-Unis à l'encontre de magistrat·e·s de cette institution. À titre de rappel : le Gouvernement Trump n'a pas émis de sanctions contre l'institution, mais contre certain·e·s magistrat·e·s, alors qu'il était mécontent de décisions prises dans le cadre du conflit israélo-palestinien. Le Gouvernement luxembourgeois s'est montré très critique envers ces sanctions, mais il semblerait que malgré ce positionnement, la BCEE aurait cessé ses relations avec la CPI à la suite de ces sanctions, alors qu'elles constituent une atteinte grave à l'indépendance d'une institution judiciaire internationale primordiale pour l'application du droit international.

Plusieurs des questions soulevées lors du débat en séance plénière étant restées sans réponse, je me permets de les reformuler par voie écrite :

1) À quel moment et par quelle voie Monsieur le Ministre des Finances a-t-il été informé de la décision de la BCEE de procéder à la fermeture des comptes de la Cour pénale internationale ?

2) Des échanges ont-ils eu lieu entre le Gouvernement et la direction de la BCEE, ou avec la Cour pénale internationale, concernant cette décision, avant ou après sa mise en œuvre ? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il préciser la nature de ces échanges ?

3) Quelle est la position du Gouvernement quant à l'activation du « blocking statute » prévu par le règlement (CE) n° 2271/96 afin de protéger la Cour pénale internationale contre les effets extraterritoriaux de sanctions américaines, telle qu'elle a notamment été demandée par le président de la Sous-commission des droits de l'homme du Parlement européen ?

À la suite de l'intervention de Monsieur le Ministre, je me permets d'ajouter les questions suivantes :

4) Monsieur le Ministre s'étant référé au secret bancaire dans sa réponse, comment les autorités américaines auraient-elles pu avoir connaissance de l'existence des comptes de la Cour pénale internationale auprès de la BCEE ?

5) Monsieur le Ministre estime-t-il que l'indépendance opérationnelle de la BCEE doit prévaloir même dans des situations où une décision de la banque publique est susceptible d'entrer en contradiction avec la position politique du Gouvernement, notamment en ce qui concerne le soutien du Luxembourg à la Cour pénale internationale ?

Réponse (12/03/2026) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

ad 1) et 2) La gestion des comptes clients tombe sous le secret bancaire qui s'applique également à l'égard du ministre. La banque n'a ni consulté ni informé le ministre, que ce soit au moment de l'ouverture ou au moment de la fermeture des comptes. Aucun échange n'a par ailleurs eu lieu entre le ministre et la Cour pénale internationale.

ad 3) L'activation du EU Blocking Statute relève du droit d'initiative de la Commission européenne. Jusqu'à présent, celle-ci n'a proposé aucune activation dans le contexte des sanctions américaines visant certains membres du personnel de la CPI.

ad 4) Le Ministère des Finances ne dispose pas d'informations à ce sujet.

ad 5) Il est renvoyé aux explications du ministre à l'occasion de la question orale du 3 mars 2026.

Hausse des prix du pétrole et du gaz | Question **3731** (05/03/2026) de **M. André Bauler** (DP)

Wéinst der zolitter Präishausse bei Pëtrol a Gas, huet déi däitsch Regierung d'Kartellamt chargéiert, fir ze préiwen, ob d'Konzerner hei net vun der Situatioun profitéieren, fir ongerechtfäerdegt Profitter ze maachen.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir d'Ekonomie, Mëttelstand, Energie an Tourismus follgend Froe stellen:

1. Wéi schätzt den Här Minister déi kuerzfristeg Entwécklung um Gas- a Pëtrolsmaart an?

2. Wéi bewäert den Här Minister d'Decisioun vun der däitscher Regierung, fir d'Kartellamt mat enger Préiwung ze beoptragen?

3. Wéi kéint sech d'Hausse vun de Präisser vum Pëtrol a vum Gas an Däitschland op déi lëtzebuergesch Präisser auswierken?

Réponse (27/03/2026) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. D'Situatioun am Mëttleren Oste bleift weiderhin héich volatill a verzeechent eng zousätzlech Onsécherheet opgrond vun Attacken op Energieinfrastrukturen an der Regioun. Wärend déi global Gas- an Uelegmäert mat bedeitende Präisspréng reagéiert hunn, bleift de vollen Ëmfang an d'Gréisst vun de Konsequenze fir d'global Energiemäert nach ofzewaarden.

Kuerzfristeg, an esoulaang den Detroit vun Hormuz gespaart ass, wäert sech un där Situatioun näischt änneren.

De Ministère suivéiert déi ganz serieux Situatioun intensiv an am enken Austausch mat eisen Nopeschlänner, der EU an der Internationaler Energie-Agence (IEA).

ad 2. Déi Decisioun betrëfft Lëtzebuerg net direkt.

ad 3. Wat Pëtrolsproduite betrëfft, huet Lëtzebuerg ee System vu Maximalpräisser. Dës Maximalpräisser ginn op der Basis vun den internationale Cotatioune berechent an et besteet keen direkte Lien mat de Pompelpräisser an Däitschland. Deementspriechend huet d'Hausse vun de Präisser an Däitschland och keng Auswierkungen op déi lëtzebuergesch Maximalpräisser.

D'Variatioune vun de Gaspräisser am däitsche Grousshandelsmarché (THE), souwéi och déi um belschen Handelspunkt Zeebrugge (ZTP) oder op der hollännescher Handelsplattform (TTF) sinn enk matenee liéiert. Et sief bemierkt, dass de Gas, deen zu Lëtzebuerg verbraucht gëtt, haaptsächlech iwwer d'Belsch importéiert gëtt. De Gas, deen an d'Transitland Belsch importéiert gëtt, gëtt erëm zu 60–70 % an Nopeschlänner (haaptsächlech Däitschland) weider exportéiert. D'Präisser, déi d'Fournisseuren hiren Endclienten ubidden, hänken natierlech staark vun den Entwécklungen op den internationale Mäert of, awer och vun den Akafsstrategië vun dëse Fournisseuren, dat heescht, wéi si mëttel- a laangfristeg op den europäesche Gasmäert akafen, fir de Risiko vu Präisvolatilitéit bei den Endclientspräisser sou kleng wéi méiglech ze halen. Wann an Däitschland d'Fournisseuren d'Präisser bei hiren Endclienten erhéijen, huet dat keen direkten Afloss op Lëtzebuerg.

Avenir du master en logistique et supply chain à l'Université du Luxembourg | Question **3732** (05/03/2026) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An hirer Äntwert vum 18. Dezember 2025 op d'parlamentaresch Fro N° 3294 huet d'Ministesch erklärt, datt d'Entscheedung, fir 2026–2027 keng nei Studenten an de Master a Logistik a Supply-Chain-Management opzehuelen, op enger Analys aus dem Joer 2024 baséiert, déi eng Evaluatioun duerch extern Experten abegraff huet, an datt d'Remarquë vun externe Partner aus dem Lëtzebuerger Logistik- a Supply-Chain-Secteur berécksiichtegt goufen.

Mir goufen awer vu wichtege Stakeholderen aus dem Partner- an Advisory-Ëmfeld informéiert, datt si zanter engem Advisory Board Enn 2024 – an deem si nach just héieren haten, datt eng Neterneierung vun der MIT-Kooperatioun géif a Betruecht gezu géif ginn, ouni datt eng Decisioun getraff gi wier – keng weider Updates méi kruten an och net iwwert d'Decisioun „keng Inscriptiounen 2026/27" informéiert goufen. Dëst steet am Kontrast zur Ausso an der ministerieller Äntwert, datt Remarquë vun externe Partner ageholl gi wieren. Am Advisory Board sëtze Schlësselacteuren aus der lëtzebuergescher Logistik

a Supply-Chain-Industrie, souwéi Leit aus dem ëffentleche Secteur.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Héichschoul a Fuerschung dës Froe stellen:

1. Wéi eng Instanz(en) huet/hu formell d'Decisioun geholl, den Accord mam MIT net ze erneieren – a wéini gouf dës Decisioun ënner wéi enger Form (Vote, Approbatioun asw.) getraff?

2. Huet d'Universitéit beim MIT formell eng Offer oder Konditioune fir eng Erneierung ugefrot, ier decidéiert gouf net ze erneieren – a wa jo, wéini?

3. Am Joer 2024 gouf eng Qualitéitsevaluatioun duerchgefouert mat Input vun Alumnien, externe Professeren an Industrie-Acteuren. Goufen d'Resultater vun dëser Evaluatioun dem Advisory Board an/oder de kompetenten Decisiounsträger presentéiert, ier d'Decisioun iwwert d'MIT-Kooperatioun getraff gouf – a wa jo, wéini a mat wéi enge Conclusiounen? Wann nee, zu wéi engem Moment sinn dës Resultater an den Decisiounsprozess agefloss?

4. Wéi eng Instanz(en) huet/hunn d'Decisioun geholl, fir 2026–2027 keng Inscriptioune méi ze huelen – a wat waren déi konkreet Grënn fir dës Decisioun?

5. Wéi eng Optioune goufen analyséiert, fir eng Lück an der Talent-Pipeline ze vermeiden – a firwat goufen dës Optioune verworf?

6. Goufen déi extern Partner aus dem Lëtzebuerger Logistik- a Supply-Chain-Secteur bei dëser Decisioun consultéiert – a goufen se no der Decisioun doriwwer informéiert? Wa jo, wee gouf involvéiert a wéini?

7. Wéi goufen d'Besoine vum Secteur konkreet erhuewen an evaluéiert – mat wéi enger Methodik, wéi enge Quellen a wéi enge Consultatiounen – a wéi goufen dës géint dat, wat den LCL ubitt, ofgeglach?

8. Wéi an zu wéi engem Zäitplang ginn d'Industrie-Acteure weider consultéiert am Kader vun der Reform, fir sécherzestellen, datt de reforméierte Programm dem reale Bedarf entsprécht?

9. Ass d'Regierung respektiv d'Universitéit bereet, en Executive Summary vun den Analysen (Ëmfang, Methodik, Haapt-Resultater, Recommandatiounen) ze publizéieren?

10. D'Equipe vum LCL hat 2017 mat 8 Mataarbechter ugefaang an ass iwwert d'Joren op 5 Persounen erofgaang. Kann d'Ministesch dës Personal- a Budgetsevolutioun iwwert d'Jore confirméieren an erklären, wéi dëst mat den urspréngleche Ambitioune vum LCL kompatibel ass?

11. Ass d'Ministesch bereet, eng Reunioun tëscht dem Rektorat, dem LCL, den externe Partner an den Alumnien ze encouragéieren, fir Transparenz iwwert béid Decisioune – de Stopp vun der MIT Kooperatioun an d'Ënnerbriechung vun den Inscriptiounen – ze schafen?

Réponse (14/04/2026) de **Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

ad 1. De Conseil de gouvernance vun der Universitéit Lëtzebuerg huet a senger Sëtzung vum 13. Dezember 2024 de Virschlag ugeholl, de Kontrakt net ze erneieren, op Basis vun enger Nott, déi vum Dekan vun der Faculté de droit, d'économie et de finance (FDEF) a Récksprooch mat dem Departementschef fir Ekonomie a Management an dem Direkter vum Luxembourg Centre for Logistics and Supply Chain Management (LCL) ausgeschafft gouf. Dës Nott huet och d'Réckmeldungen aus der Industrie iwwer de Master an der Logistik, iwwer d'Plusvalue vun der Mark „MIT" an iwwer déi allgemeng Zesummenaarbecht mat der Universitéit thematiséiert.

De Conseil de gouvernance huet och d'strukturell Erausfuerderungen an d'Erausfuerderungen a punkto Personal zur Kenntnis geholl, déi an der Nott ernimmt goufen, souwéi d'Noutwendegkeet, d'Aktivitéite weiderhi mat den nationale Prioritéiten an de Besoine vun der Industrie ofzestëmmen, als Deel vum Engagement vun der Universitéit, de Logistiksecteur vu Lëtzebuerg ze ënnerstëtzen. An dësem Kader huet e festgestallt, datt eng strateegesch Neiorientéierung vun den Aktivitéiten an der Logistik an am Management vun de Versuergungsketten op der Universitéit méi effektiv baussent dem MIT-Accord verfollegt kéint ginn, andeems d'LCL-Aktivitéiten an den Departement fir Ingenieurswëssenschaften integréiert ginn.

Dësen Objektiv ka kuerzfristeg erreecht ginn, andeems d'Logistikexpertis vum LCL agesat gëtt, fir Coursen unzebidden, déi fir Ingenieursprogrammer interessant sinn, an och andeems den aktuellen eejärege Masterprogramm an der Logistik an een zweejäregen Masterprogramm transforméiert gëtt (cf. Fro 4).

ad 2. Eng formell Ufro fir eng Erneierung gouf net un den MIT geriicht, well d'Universitéit, op Basis vun de Resultater vun der Analys vum Studieprogramm vun 2024 an de Besich beim MIT, d'Entwécklung vun engem alternativen zweejäregen Masterprogramm exploréiert huet, déi besser an déi breet Ausbildungsoffer vun der Universitéit passt an d'Besoine vun dësem Secteur ofdeckt (cf. Froe 4, 5 an 10).

ad 3. D'Resultater vun der Evaluatioun vum Studieprogramm waren Deel vun der Diskussioun am Conseil de gouvernance vum 13. Dezember 2024, zesumme mat der Nott, déi an der Äntwert 1 ernimmt gouf.

D'Resultater vun der Evaluatioun goufen an der Sëtzung vum Comité consultatif vum LCL vum 2. Dezember 2024 als Deel vun enger méi breeder Diskussioun iwwer d'Zukunft vum LCL ernimmt. An dëser Sëtzung gouf och iwwer d'Absicht diskutéiert, d'Zesummenaarbecht mat dem MIT op en Enn ze bréngen, an et goufen och Iwwerleeunge gemaach, wéi d'Universitéit de Logistikberäich zu Lëtzebuerg weiderhi kéint ënnerstëtzen.

ad 4. Opgrond vun engem Dokument, dat vum Chef vum Departement fir Ingenieurswëssenschaften, dem Dekan vun der FDEF an dem Dekan vun der Faculté des sciences, des technologies et de médecine (FSTM) virbereet gouf, an no Consultatioune mat de Membere vum LCL, huet de Conseil de gouvernance a senger Sëtzung vum 12. Dezember 2025 decidéiert, eng ëmfaassend Refonte vum Master an der Logistik an de Versuergungsketten duerchzeféieren.

Dofir ginn am akadeemesche Joer 2026/27 keng nei Studenten am Masterprogramm ugeholl. Dës Entscheedung huet keen Afloss op déi aktuell ageschriwwe Studenten, well den MIT déi, déi viru September 2025 ugeholl goufen, ënner dem existéierenden Ofkommes weiderhin ënnerstëtzt.

Bei der Entscheedung huet de Conseil de gouvernance och d'Nott vun der FDEF vun 2024 (cf. Fro 1) berücksichtegt. Hei gouf och de Problem vun de wéinegen ageschriwwene Studenten, déi aus Europa kommen, ervirgehuewen, wéi och déi niddreg Retentioun vun Diplomëierten zu Lëtzebuerg. Tëscht 2017/18 an 2025/26 waren am Programm 155 Studenten ageschriwwen: 9 dovunner haten déi Lëtzebuerger Nationalitéit (6 %), 12 eng aner EU-Nationalitéit (8 %) an 134 haten eng Net-EU-Nationalitéit (86 %). Ausserdeem si manner wéi 50 % vun den Diplomëierten zu Lëtzebuerg bliwwen, am Verglach zu ongefeier 80 % an deenen aneren FDEF-Programmer.

Wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro 3294 indiquéiert, wëll d'Universitéit den aktuellen eejärege Masterprogramm an en zweejärege Masterprogramm (120 ECTS) transforméieren, deen am akadeemesche Joer 2027/28 ufänke géif. Dëse Programm wier mat engem Bachelor-Diplom accessibel a passt besser an d'allgemeng Offer vun der Universitéit. Dës Ännerung ass en Deel vun engem neie Master am Ingenieurswiesen an Industriemanagement (Master in Engineering and Industrial Management), deen eng Spezialiséierung am Beräich „Logistik a Versuergungskette-Management" (Logistics and Supply Chain Management) virgesäit.

ad 5. Eng Recommandatioun aus der Evaluatioun vun 2024 war, de Programm an een zweejäregt Format ze transforméieren an d'Aschreiwungskäschten ze reduzéieren. Een Aarbechtsgrupp ënner der Leedung vum Vize-Dekan vun der FDEF huet d'Schafe vun engem gemeinsamen éischte Joer vum Master an der Logistik, dem Master a Comptabilitéit an Audit an dem Master an Entrepreneuriat an Innovatioun, mat spezialiséierte Filièren am zweete Joer, ënnersicht, huet awer festgestallt, datt d'Erwaardunge vum Logistikprogramm an deenen anere Programmer ze ënnerschiddlech sinn, fir datt dësen Usaz realiséierbar wier.

Duerno gouf e Virschlag fir e selbstännegen zweejärege Programm entwéckelt, mee et gouf Bedenken, ob d'Nofro vun de Studenten d'Investitioun u Personal fir eng méiglecherweis kleng Studentekohort rechtfäerdegt.

Dofir gouf amplaz de Virschlag entwéckelt a weiderverfollegt, d'Logistikaktivitéite mat den Aktivitéiten am Beräich Ingenierie vun der Universitéit ze kombinéieren. Wéinst dem groussen Opwand, deen dësen Ëmbau erfuerdert, ass och decidéiert ginn, den aktuelle Master am Joer 2026/27 am aktuellen 10-Méint-Format net méi unzebidden.

ad 6. D'Dekanin vun der FDEF huet d'Iddi, eventuell en neie Programm am industriellen Ingenieurswiesen opzestellen, de Membere vum Comité consultatif wärend hirem Treffen am Dezember 2024 virgestallt. Den Dekan vun der FSTM an de Chef vum Departement Ingenierie hunn d'LCL-Partner duerch e Bréif, dee Mëtt Januar 2026 verschéckt gouf, iwwert den Transfer vun de Logistikaktivitéiten an d'FSTM informéiert.

ad 7. De Retour vun den ekonomeschen an akadeemesche Partneren am Conseil consultatif vum Dezember 2024 huet gewisen, datt Diplomëierter mat méi engem allgemenge Profill fir d'Bedierfnesser vun der Industrie méi wäertvoll wieren, well si eng méi breet Basis hätten an duerno vun der Industrie an hire spezifesche Beräicher weider trainéiert a spezialiséiert kéinte ginn. Vergläichbar Programmer a Länner wéi Däitschland an Italien, wou erfollegräich Programmer Logistik a Versuergungskette-Management mam Maschinnebau integréieren, goufen och analyséiert. Parallell dozou goufen d'sektoriell Tendenze mat Hëllef vu Quellen, wéi dem däitschen Zentrum für Hochschulentwicklung an Eurostat, analyséiert, déi eng wuessend Nofro no Kompetenzen am Beräich vun de Versuergungsketten an der Logistik an Europa ervirhiewen, besonnesch no der Pandemie an am Kader vu Reshoring an Digitaliséierung. Dës Informatioune goufe mam existéierenden LCL-Programm verglach an hunn dozou bäigedroen, dësen ze iwwerschaffen an unzepassen, fir datt e besser op d'Erwaardunge vum Secteur an op international Programmmodeller ofgestëmmt ass.

ad 8. De reviséierte Masterprogramm gëtt de Moment virbereet. D'Universitéit wäert geschwë Consultatioune mam Conseil consultatif ufänken, an deem wichteg Acteuren am Beräich vun der Logistik an dem Versuergungskette-Management vertruede sinn. Duerno gëtt och méi e breede Krees vu Stakeholdere kontaktéiert.

ad 9. D'Aarbechte fir de revidéierte Master sinn aktuell amgaang, an e Resumé vun dëser Aktivitéit ka geliwwert ginn, wa se ofgeschloss sinn.

ad 10. D'Strategie, déi vun der Universitéit virgeschloen an am Dezember 2025 vum Conseil de gouvernance guttgeheescht gouf, ziilt dorop of, déi aktuell Ressourcë vum LCL nei ze positionéieren an ze konsolidéieren, andeems si an d'Aktivitéite vum Departement vun der Ingenierie an der FSTM integréiert ginn, fir eng méi staark disziplinär Ausriichtung op d'Ingenierie, dategedriwwe Fuerschung an applizéierter industrieller Zesummenaarbecht ze erméiglechen.

Den Transfer, deen an der Strategie virgeschloe gëtt, baséiert op enger Neibewäertung vun der Positioun vum Logistikberäich op der Universitéit (cf. Fro 1 a 4). Aus Fuerschungssiicht stäerkt d'Integratioun de Portfolio vum Departement vun der Ingenierie an ënnerstëtzt d'Entwécklung vum neie Gebitt „Industrial and Management Engineering", mat deem och d'Méiglechkeete fir extern Finanzéierung an d'Zesummenaarbecht mat der Industrie verbessert wäerte ginn. Op der pädagogescher Säit reduzéiert d'Reform vun de Programmer d'Ofhängegkeet vun externem Léierpersonal a leet d'Grondlag fir en zukünftegen interdisziplinäre Master, deen op d'Evolutioune vum industriellen Ëmfeld reagéiere kann. De Personaltransfer suergt fir Kontinuitéit an eng méi effizient Notzung vun de Ressourcen, fërdert d'Zesummenaarbecht tëscht de Fakultéiten a stäerkt d'Verbindunge mat der Industrie. Alles an allem stellt d'Initiativ eng strateegesch Neiorientéierung duer, déi d'Kapazitéit vun der Universitéit an der Fuerschung, an der Bildung an an der Innovatioun am Beräich Logistik a Versuergungskette-Management soll stäerken.

ad 11. De Ministère kann, am Respekt vun der akadeemescher Autonomie vun der Universitéit Lëtzebuerg, déi verschidden Acteuren encouragéieren, zesummen ee reviséierte Masterprogramm auszeschaffen, dee beschtméiglech op de Logistiksecteur zu Lëtzebuerg ausgeriicht ass an deen och attraktiv ass fir Studenten aus Europa.

Position du Luxembourg sur la réforme du système ETS européen | Question **3734** (06/03/2026) de **Mme Claire Delcourt** | **M. Franz Fayot** (LSAP)

Le 25 février 2026, plusieurs États membres, dont le Luxembourg, ont transmis à la Commission européenne un document de position intitulé « Friends of Industry – follow-up paper », publié également sur le site du Ministère de l'Économie de la République fédérale de l'Allemagne. Ce document plaide notamment pour une révision du Système d'échange de quotas d'émission de l'Union européenne (ETS) visant à renforcer la « prévisibilité », la « stabilité du marché » et la « protection contre une volatilité excessive des prix ». Il met également l'accent sur une approche dite « pragmatique » s'agissant (i) de l'allocation gratuite de quotas et (ii) de « garde-fous robustes » contre les fuites de carbone, tout en appelant plus largement à limiter les nouvelles initiatives législatives aux cas où la valeur ajoutée européenne est « clairement démontrée », et à privilégier des règles « simples » et « favorables à l'investissement ».

Dans le même registre, BusinessEurope a récemment demandé à la Commission européenne de reconsidérer la suppression progressive des quotas gratuits prévue jusqu'en 2034, d'envisager leur extension à davantage de secteurs, et de ne pas conditionner ces quotas à des obligations d'investissement.

Or, la Cour des comptes européenne a souligné que l'allocation gratuite de quotas nécessite un meilleur ciblage, en relevant des limites de conception et de gouvernance susceptibles de nuire à l'efficacité environnementale et à la bonne utilisation des ressources publiques.

Une étude de CE Delft, commandée par Carbon Market Watch, estime que, sur la période 2008-2019, la combinaison de l'allocation gratuite et de la répercussion des coûts d'opportunité dans les prix a généré des profits additionnels de l'ordre de plusieurs dizaines de milliards d'euros pour certains secteurs industriels, alimentant ainsi le débat sur un risque de rentes et sur la conformité pratique du dispositif avec le principe pollueurpayeur.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Comment le Gouvernement se positionne-t-il par rapport aux demandes des « Friends of Industry » ?

2) Le Gouvernement plaide-t-il pour un maintien, une prolongation ou un élargissement de l'allocation gratuite de quotas ETS ? Si oui, selon quel argumentaire ?

3) Le Gouvernement soutient-il une révision du système ETS visant à « protéger contre une volatilité excessive » qui reviendrait, de facto, à affaiblir le signal-prix carbone ?

4) Quelles mesures le Gouvernement entend-il proposer pour éviter les superprofits liés aux quotas gratuits ?

5) Par quelles mesures le Gouvernement entend-il éviter une simplification servant à retarder ou affaiblir les obligations climatiques des gros émetteurs ?

Réponse (28/04/2026) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) Comme indiqué dans la réponse à la question parlementaire n° 3704, le Gouvernement reconnaît pleinement la nécessité d'atteindre la neutralité climatique d'ici 2050 au plus tard et reste fermement engagé envers cet objectif. Dans ce contexte, le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (ETS) constitue un pilier essentiel de la politique climatique et joue un rôle important dans la transition des entreprises vers les énergies renouvelables.

Cependant, les industries européennes – en particulier celles confrontées à une concurrence internationale des pays tiers – subissent de fortes pressions. Les secteurs à forte intensité énergétique rencontrent de nombreuses difficultés, telles que des coûts énergétiques élevés et une concurrence déséquilibrée lorsque des pays tiers n'appliquent pas les mêmes exigences environnementales. La situation étant complexe, le surcoût en matière de CO_2 n'est qu'un des nombreux facteurs affectant la compétitivité européenne.

Dans ce contexte, diverses adaptations du cadre législatif sont nécessaires, comme le renforcement du Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) afin de garantir que les importations en provenance de pays tiers respectent des normes environnementales comparables à celles des producteurs de l'Union européenne, et d'intégrer des mesures de soutien à l'exportation. Une réforme de la législation relative au MACF est actuellement en négociation au sein du Conseil et du Parlement européen. Dans le cadre de la réforme de l'ETS, il conviendrait de prévoir des dispositifs visant à soutenir les exportations afin de préserver la compétitivité des industries européennes sur les marchés mondiaux.

ad 2) Le Gouvernement considère que les allocations gratuites constituent un instrument transitoire destiné à accompagner les secteurs les plus exposés à la concurrence internationale dans leur trajectoire de décarbonation. Leur maintien temporaire peut s'avérer nécessaire afin d'éviter des risques de délocalisation des émissions et de préserver la compétitivité des industries stratégiques, tant que les mécanismes correcteurs, notamment le Mécanisme d'ajustement aux frontières MACF, n'ont pas démontré leur pleine efficacité. Cette approche vise à garantir une transition équilibrée entre ambition climatique et renforcement de la compétitivité de l'économie. Le Gouvernement attend l'étude d'impact détaillée de la Commission pour finaliser sa position.

ad 3) Lors de sa réunion du 19 mars 2026, le Conseil européen a invité la Commission à présenter, au plus tard en juillet 2026, une révision du système d'échange de quotas d'émission, en vue de réduire la volatilité du prix du carbone, tout en préservant le rôle essentiel que joue le ETS dans la transition climatique et énergétique au moyen d'un signal de prix fondé sur le marché pour les émissions de carbone, qui stimule l'investissement et l'innovation. Le Gouvernement partage cette analyse. La stabilité et la prévisibilité du marché ETS sont essentielles pour contribuer à améliorer la capacité de planification des acteurs économiques. La priorité reste de garantir un cadre lisible, crédible et compatible avec les objectifs climatiques à moyen et long terme.

ad 4) Le Gouvernement est favorable à une allocation gratuite strictement encadrée, conditionnée à des référentiels de performance et soumise à des revues régulières. Les quotas attribués gratuitement doivent servir prioritairement à compenser les risques de fuite carbone. Des mécanismes de suivi renforcés, ainsi qu'une transparence accrue dans l'utilisation des allocations, constituent des outils appropriés pour garantir que les bénéfices soient réinvestis dans la décarbonation industrielle.

Il convient de rappeler que le Gouvernement précédent a instauré un régime d'aides dans le contexte du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre pour la période 2021-2030, doté d'une enveloppe budgétaire de 500 millions d'euros. Ce régime vise avant tout à compenser les surcoûts liés au système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre et donc à limiter la répercussion des coûts des émissions directes sur le prix de l'électricité pour les entreprises, afin d'éviter la délocalisation de la production vers des pays tiers. Considérant la nécessité d'introduire ce régime d'aides, le Gouvernement juge peu probable l'apparition généralisée de « superprofits » associés aux quotas gratuits. De plus, les entreprises bénéficiant de ce régime d'aides doivent s'engager soit à réinvestir 50 % de l'aide perçue dans des projets de décarbonation, soit à acheter 30 % de leur électricité à partir de sources renouvelables, soit à mettre en œuvre les projets issus de leur audit énergétique.

ad 5) Le Gouvernement n'a pas connaissance d'une simplification servant à retarder ou affaiblir les

obligations climatiques des gros émetteurs et tient à réaffirmer son attachement au système d'échange de quotas d'émission. Le Gouvernement rappelle par ailleurs qu'il soutient pleinement les initiatives de simplification administrative dès lors qu'elles permettent d'alléger la charge pour les entreprises, tout en restant aligné avec les objectifs climatiques. Les réformes doivent contribuer à renforcer la cohérence, la lisibilité et l'efficacité du dispositif, tout en préservant son ambition environnementale et renforçant la compétitivité de l'économie.

Mise en place de la constellation de satellites Starlink par SpaceX | Question **3735** (06/03/2026) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

La mise en place de la constellation de satellites Starlink par SpaceX a profondément transformé le marché des télécommunications par satellite. Son impact sur les opérateurs traditionnels est à la fois technologique, économique et stratégique. C'est pourquoi SES est en train de profondément revoir sa stratégie d'entreprise afin de mieux se positionner face à cette concurrence. Certains experts sont d'avis que l'Europe devrait davantage investir et réglementer l'espace afin d'éviter que Starlink évince les acteurs européens, de sorte que l'Europe perde sa souveraineté technologique en matière de télécommunications par satellites.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Le Gouvernement partage-t-il le constat que Starlink pose une menace existentielle pour les opérateurs historiques telle SES ?

2) Le Gouvernement est-il d'avis que l'Europe devrait investir davantage dans ses capacités de télécommunications par satellites ?

3) Le Gouvernement est-il d'avis que l'Europe devrait réglementer davantage l'espace afin de mieux protéger ses opérateurs historiques et sa souveraineté technologique ?

Réponse (31/03/2026) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Luc Frieden,** Premier ministre

ad 1) Les mégaconstellations telles que Starlink ou encore Amazon LEO ont largement transformé le marché des communications via satellites. En redynamisant ainsi le secteur spatial, ils ont également mis en évidence l'importance stratégique des télécommunications satellitaires. Si cette dynamique a élargi les marchés, l'arrivée de ces acteurs puissants oblige néanmoins les opérateurs établis, comme SES, à adapter leur stratégie. Ils doivent en effet se repositionner tant sur leurs marchés prioritaires que dans la chaîne de valeur, afin de mitiger la pression concurrentielle croissante sur leurs revenus et leur rentabilité.

ad 2) La Commission européenne a développé un programme dénommé IRIS^2 afin de se doter de capacités propres européennes en matière de communications sécurisées par satellites.

Le Luxembourg soutient pleinement cette ambition visant à renforcer la souveraineté européenne dans un secteur clé, notamment à travers l'investissement dans le Centre de contrôle IRIS^2 à Bettembourg. Le pays se positionne en faveur d'une augmentation significative des investissements publics, afin de permettre aux acteurs privés du secteur de renforcer leur compétitivité.

ad 3) La Commission européenne a soumis un projet de règlement européen en juin 2025, le « EU Space Act » visant, d'une part, à harmoniser le cadre légal applicable aux activités spatiales en Europe, constitué aujourd'hui de 13 régimes nationaux et, d'autre part, à garantir la sécurité, la résilience et la durabilité environnementale de ces activités.

Ces trois piliers doivent s'entendre comme suit :

– la sécurité pour suivre les objets spatiaux et réduire la création de nouveaux débris spatiaux ;
– la résilience pour renforcer, au moyen d'exigences communes en matière de cybersécurité, la protection des infrastructures spatiales européennes ;
– la durabilité pour évaluer et réduire les impacts sur l'environnement des activités spatiales.

Aux termes de cet acte, les opérateurs établis hors de l'Union européenne devront disposer de standards techniques équivalents pour leurs activités s'ils souhaitent prester des activités ou vendre des données spatiales en Europe.

L'Union souhaite ainsi créer un marché unique pour les activités spatiales en Europe.

Ce projet de règlement est en cours de négociation tant au niveau du Conseil que du Parlement européen et le Gouvernement contribue activement aux discussions du Conseil.

Validité de la carte de stationnement pour personnes handicapées | Question **3736** (06/03/2026) de **M. Ricardo Marques** (CSV)

Wéi rezent an der nationaler Press ze liese war, ass aktuell d'Validitéit vun der „carte de stationnement pour personnes handicapées" zu Lëtzebuerg op fënnef Joer limitéiert. No dëser Period mussen déi Betraffen oder hir Familljen d'Erneierung selwer beim Mobilitéitsministère z. B. iwwer myguichet.lu ufroen. Vill Leit, dorënner och Persoune mat engem liewenslänglechen Handicap oder Eltere vu betraffene Kanner mat enger liewenslänglecher Beanträchtegung, vergiessen dësen Datum dacks duerch en organisatoresch duerchgetackenen Alldag. Dëst féiert dozou, datt si, ewéi et an der Press ze liese war, e Protokoll kréien, well hir Kaart ofgelaf ass, obwuel déi medezinnesch Situatioun sech net geännert huet.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

1. Wier d'Madamm Ministesch gewëllt, déi aktuell Dauer vu fënnef Joer vun der Parkkaart fir Leit mat engem medezinnesch diagnostizéierten „handicap à vie" liewenslänglech ze verlängeren?

2. Wann net, wier d'Madamm Ministesch bereet, vun den aktuell 5 Joer op 10 oder 15 Joer eropzegoen, fir sou den administrativen Opwand fir déi Betraffen oder d'Familljen ze reduzéieren?

3. Falls eng liewenslänglech Validitéit vun der Parkkaart net kéint ëmgesat ginn, wier d'Madamm Ministesch averstan, fir en automateschen Informatiounssystem anzeféieren, deen déi concernéiert Persoune rechtzäiteg virum Oflaf vun hirer Kaart iwwer eng Notifikatioun informéiert an hinnen déi néideg Schrëtt fir d'Erneierung vum Titre erkläert?

4. Wat konkreet bedeit esou eng Sanktioun betreffend ofgelafe Parkkaart, wéi an der Press ze liesen, fir déi betraffe Leit?

5. Wat ass de Stand vun der Ëmsetzung vun der neier europäescher Direktiv 2024/2842 iwwer d'Carte européenne de stationnement pour personnes handicapées?

6. Ass geplangt, déi betraffe Leit iwwer déi nei europäesch Kaart ze informéieren, sief et duerch eng perséinlech Notifikatioun oder iwwer déi offiziell Kanäl vum Ministère?

Réponse (03/04/2026) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt eng Rei Froen am Kader vun der Validitéit vun de Parkingskaarte fir Leit mat enger Behënnerung hei zu Lëtzebuerg.

ad 1. Aktuell ass déi maximal méiglech Validitéit fir d'Gültegkeet vun enger Parkingskaart fir Leit mat enger Behënnerung op 5 Joer festgeluecht an dëst duerch d'Dispositioune vum Gesetz vum 11. Februar 2022 iwwert d'Parkingskaart fir Leit mat enger Behënnerung (Loi du 11 février 2022 portant création d'une carte de stationnement pour personnes handicapées).

Et muss een awer hei ënnerscheeden tëschent engem permanenten an engem net permanenten Handicap. Bei engem permanenten Handicap kann den zoustännegen Dokter vun der Commission médicale vum Mobilitéitsministère d'Entscheedung huelen, dass der betraffener Persoun opgrond vun der jeeweileger Pathologie eng permanent Parkingskaart ausgestallt gëtt. Hei ass et awer genee wéi bei aneren Dokumenter och, wéi zum Beispill dem Führerschäin, der Carte d'identité oder dem Pass och, dass d'Dokument aus Grënn vun der Sécherheet, fir dass zum Beispill eng aktuell Foto drop ass, wat wichteg fir d'Kontroll ass, och am Ausland, a gewëssen Ofstänn muss erneiert ginn. Dat gëtt dann och esou vum Dokter am Dossier aktéiert, esou dass de Renouvellement sech ouni nei medezinnesch Tester mécht. Et muss ee just en neit d'Dokument ufroen.

ad 2. Et gëtt effektiv aktuell Iwwerleeungen, fir déi maximal Validitéit vun de permanente Parkingskaarten am Kader vun der Transpositioun vun der europäescher Direktiv (cf. Fro 5) vu 5 op 10 Joer ze setzen, fir d'Validitéit dem Führerschäin oder och nach der Carte d'identité unzegläichen.

ad 3. Aus deenen an der Äntwert zur éischter Fro opgelëschte Grënn ass et net geplangt, fir Parkingskaarte mat enger liewenslänglecher Gültegkeetsdauer anzeféieren. Wat d'Erneierung vun de permanente Kaarten ugeet, esou ass et wéi bei all aneren offiziellen Dokumenter och, an zwar gëtt do un d'Responsabilitéit vun de Leit appelléiert fir opzepassen, dass all hir offiziell Dokumenter conforme an a cours de validité si respektiv fir eventuell Ännerunge vun hire jeeweilege Situatioune bei den zoustännegen Administratiounen ze mellen.

ad 4. Den Avertissement taxé, wann ee mat enger ofgelafener oder ouni Kaart op enger Parkplaz, déi fir Persoune mat enger Behënnerung reservéiert ass, steet, beleeft sech op 145 Euro.

ad 5. D'Aarbechte fir d'Transpositioun vun dëser Direktiv hunn ugefaangen. Aktuell feelen awer nach technesch Ausféierungsbestëmmungen, déi vun der Europäescher Kommissioun nach amgaange sinn ausgeschafft ze ginn. Ouni dës ass eng Transpositioun net méiglech. Den Delai, fir dës Direktiv an nationaalt Recht ëmzesetzen, ass Juni 2027 an am Juni 2028 sollen dës Dispositiounen dann a Kraaft trieden.

ad 6. Wann déi nei Dispositiounen zur europäescher Kaart bis a Kraaft trieden, wäert selbstverständlech vusäite vum Ministère an Zesummenaarbecht mat de Behënnertenassociatiounen doriwwer kommuniziéiert ginn.

Accès des autorités américaines à des données personnelles de ressortissants européens | Question **3737** (09/03/2026) de **M. Meris Sehovic** | **Mme Djuna Bernard** (déi gréng)

Sur mandat des États membres, la Commission européenne est actuellement en négociations avec les autorités américaines dans le contexte du programme d'exemption de visa (« Visa Waiver Program ») selon lequel les ressortissants de 42 pays peuvent entrer sur le territoire des États-Unis sans avoir besoin de visa.

Selon un projet d'accord cité dans la presse, les autorités américaines réclament l'accès automatisé à des données personnelles de ressortissants de l'Union européenne, notamment des données policières et biométriques, mais aussi des données personnelles comme l'orientation sexuelle et l'affiliation politique ou syndicale. Il s'agirait de bases de données nationales et européennes comme le « Visa Information System » (VIS), le « Shared Biometric Matching Service » (sBMS) et le « Common Identity Repository » (CIR).

Qui plus est, il serait question dans les négociations de ne pas exclure une prise de décision automatisée sur base de données personnelles afin de déterminer si des ressortissants européens peuvent entrer sur le sol américain. De même, se posent de nombreuses questions quant à la compatibilité des dispositions proposées avec la règlementation européenne en matière de protection des données.

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures et à Monsieur le Premier ministre :

1) Dans quelle mesure le Gouvernement est-il impliqué dans les négociations concernant l'extension du programme d'exemption de visa avec les États-Unis ?

2) Les ministres peuvent-ils détailler la position que défend le Gouvernement par rapport aux négociations précitées ?

3) Les ministres ont-ils des informations plus détaillées sur les bases de données auxquelles les autorités américaines réclament l'accès afin que les pays de l'UE puissent continuer à faire partie du programme d'exemption de visa ?

4) Le Gouvernement accepte-t-il que les autorités américaines reçoivent accès de manière automatique à des données personnelles sensibles de ressortissants de l'UE ? Dans l'affirmative, sur quelles bases de données précises et est-ce que les ministres ne sont pas d'avis qu'une telle disposition serait en désaccord avec la réglementation européenne sur la protection des données ? Dans la négative, comment envisagent-ils d'intervenir afin qu'un tel accès automatique ne se réalise pas ?

5) Quelle est la position du Gouvernement par rapport à la prise de décision automatisée lors de l'entrée de ressortissants européens sur le sol américain telle qu'exposée ci-dessus ?

Réponse (07/04/2026) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1) et 2) Le Gouvernement entretient un contact étroit et permanent avec les autorités américaines dans le cadre du programme d'exemption de visa négocié de manière bilatérale avec les États-Unis (US Visa Waiver Program), l'objectif étant de permettre aux citoyens luxembourgeois de continuer à voyager sans visa vers les États-Unis.

Parallèlement, s'agissant des discussions dans le cadre de l'accord-cadre entre l'Union européenne et les États-Unis en matière d'échange de données, y compris de données biométriques, la position du Gouvernement luxembourgeois quant à l'importance des critères de la nécessité, la proportionnalité et la réciprocité, a été décrite dans les réponses apportées à la question parlementaire n° 3430 du 12 janvier 2026.

ad 3) à 5) Comme il a été indiqué dans les réponses à la question parlementaire n° 3430 du 12 janvier 2026, ces informations dépendront de l'avancement des négociations qui sont menées par la Commission européenne.

Le Luxembourg a participé à une initiative de l'Irlande menée aux États-Unis, visant à sensibiliser les États-Unis aux informations que les voyageurs doivent fournir concernant leurs activités sur les réseaux sociaux.

Panne informatique au sein de l'ADEM | Question **3738** (09/03/2026) de **Mme Djuna Bernard** (déi gréng)

En janvier, les dossiers de 900 demandeurs d'emploi ont été affectés par un problème informatique au sein de l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM). Cela a retardé le paiement de prestations aux personnes concernées.

En novembre 2025, un nouveau système informatique a été introduit auprès de l'ADEM afin de permettre un traitement automatique des demandes d'allocation de chômage.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations sur les développements depuis la panne informatique auprès de l'ADEM ? Les problèmes au niveau du système informatique ont-ils entre-temps été entièrement résolus ?

2) Y a-t-il toujours du retard concernant le paiement d'allocations de chômage ?

3) Monsieur le Ministre peut-il préciser comment l'ADEM a informé les personnes concernées par des retards de paiement ?

Réponse (30/03/2026) de **M. Marc Spautz,** Ministre du Travail

ad 1) L'ADEM a procédé en novembre à une migration importante de son système informatique, avec pour objectif de faciliter les démarches et d'accélérer le traitement des demandes de chômage complet, dont notamment l'introduction d'un portail et d'une démarche de chômage complet via MyGuichet qui se révèle largement positive : Plus de 85 % des demandeurs d'emploi introduisent aujourd'hui leur dossier de chômage complet via MyGuichet et plus de 2.000 démarches ont été reçues au cours de janvier 2026.

Dans les premières semaines suivant la migration, et comme c'est souvent le cas lors de projets informatiques de cette envergure, des problèmes techniques ont pu entraîner des retards au niveau du traitement d'un certain nombre de dossiers.

La situation s'est largement stabilisée depuis. Ainsi, depuis la mise en service de la nouvelle plateforme informatique, 8.875 paiements ont été effectués en faveur de 3.780 bénéficiaires, pour un montant total de 22,1 millions d'euros.

Actuellement une centaine de tickets d'amélioration de différents niveaux de complexité ont été identifiés qui seront développés et mis en service en fonction de leur criticité au cours des prochaines semaines pour fluidifier d'avantage l'instruction des demandes de chômage.

ad 2) Actuellement, il reste encore 246 demandes d'indemnités de chômage qui datent de plus d'un mois qui n'ont pas encore abouti à une décision, dont 107 dossiers pour lesquels l'ADEM est en attente de documents de la part des clients.

En outre, 125 clients ont pu recevoir leurs indemnités de chômage complet pour l'année 2026 mais qui sont de leur dû pour l'année 2025 suite à un problème technique lié à la prise en compte des cartes d'impôts pour l'année visée ; cette situation sera régularisée sous peu.

Par ailleurs et afin de réduire le délai de paiement des dossiers octroyés, la fréquence des cycles de paiement a été augmentée pour garantir ainsi un paiement rapide.

ad 3) Étant donné que la plupart des personnes ont demandé des explications oralement au centre de contact de l'ADEM, ils ont été informés oralement de l'origine du retard.

Par ailleurs, le délai moyen de traitement d'une demande d'indemnité de chômage complet, qui était toujours de 4 semaines, a été indiqué dans la démarche digitale.

Projet Kultur am Prisong | Question **3739** (09/03/2026) de **Mme Djuna Bernard** | **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

Après 2022 et 2023, le Ministère de la Culture et le Ministère de la Justice, en collaboration avec la direction de l'Administration pénitentiaire, ont lancé en mai 2025 la troisième édition d'appels à projets Kultur am Prisong en étroite collaboration avec la direction de l'Administration pénitentiaire.

Ces projets ont pour objectif de permettre aux personnes détenues au Centre pénitentiaire de Luxembourg et au Centre pénitentiaire de Givenich de lutter contre l'inactivité et l'isolement et de renforcer les dynamiques de réinsertion sociale et contribuent également à mettre en œuvre les recommandations 49 et 51 du Kulturentwécklungsplang 2018-2028.

Dans ce contexte, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture et à Madame la Ministre de la Justice :

1) Combien de projets ont été retenus dans le cadre de chaque appel à projets et quels types d'activités culturelles ont été proposés ? Combien de personnes ont participé aux activités ?

2) Le troisième appel à projets datant de mars 2025, le Gouvernement envisage-t-il de lancer en 2026 un nouvel appel à projets ? Dans l'affirmative, quel serait le calendrier prévisionnel (publication de l'appel, délais de dépôt, période de mise en œuvre) et, le cas échéant, les principales adaptations envisagées par rapport à l'appel de 2025 ?

Réponse (20/04/2026) de **M. Eric Thill,** Ministre de la Culture | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

ad 1) Depuis son lancement en 2022, 14 projets culturels ont pu avoir lieu en milieu carcéral à travers l'appel à projets commun entre le Ministère de la Justice et le Ministère de la Culture. Le nombre de dossiers retenus varie chaque année en fonction de la qualité et de la faisabilité des propositions.

– En 2022, quatre projets ont eu lieu, dont un en musique, un en arts plastiques et deux projets pluridisciplinaires. 33 personnes ont participé à ces projets.
– En 2023, trois projets ont été réalisés dans les domaines de la musique, de l'audiovisuel et de la littérature et contes, respectivement 261 personnes y ont participé.
– En 2024, seuls deux projets répondaient aux critères de l'appel, tous les deux dans le domaine des arts plastiques, bien qu'avec des médiums différents. 65 personnes ont participé à ces projets.
– En 2025, l'appel a donné lieu à cinq projets. La musique et les arts de la scène étaient représentés par deux projets chacun et un projet dans le domaine de la littérature et contes. 108 personnes ont participé aux projets.

Il reste à noter que le nombre d'interventions et la durée varient entre les projets.

ad 2) L'appel à projets « Kultur am Prisong » a eu lieu chaque année depuis son lancement en 2022 et il n'est pas prévu de mettre fin à cet appel. Cependant, le calendrier strict ne s'avérant pas pleinement adapté au fonctionnement des centres pénitentiaires, et afin de répondre davantage aux besoins et limites organisationnels, il a été décidé de permettre aux requérants de soumettre leur dossier tout au long de l'année.

Ainsi l'appel a été lancé, comme prévu, en avril 2026 et la date limite pour la soumission de projets de cette année est le 15 novembre. La période de mise en œuvre inclut la planification, qui devra se faire en 2026, alors que les interventions en prison se feront d'un commun accord entre les disponibilités des artistes et les créneaux libres des centres. Le projet devra se dérouler dans un délai raisonnable à la suite de l'appel, sans pour autant être tenu à une date limite fixe.

Obligations de reporting fiscal pour les prestataires de paiement dans l'UE | Question **3740** (09/03/2026) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

On constate une tendance croissante dans plusieurs États membres de l'Union européenne à imposer de nouvelles obligations nationales de reporting fiscal aux établissements financiers non résidents qui interviennent, via le passeport européen, dans d'autres États membres pour fournir des services de paiement dans le cadre de la libre prestation de services.

Une attention particulière semble également être portée à l'extension ou à la mise en place de dispositifs visant à collecter des données sur les paiements par carte ou sur les transactions liées au commerce électronique.

À titre d'exemple, l'Italie a introduit un nouveau régime de déclaration pour les paiements via POS (Point of Sale systems), tandis que l'Espagne a élargi ses obligations déclaratives aux établissements non résidents, y compris en libre prestation de services, avec un reporting annuel de données transactionnelles aux autorités fiscales espagnoles.

Ces nouvelles exigences déclaratives représentent des coûts importants et ont un impact opérationnel significatif pour les établissements financiers. À long terme, elles risquent de freiner davantage la compétitivité du secteur des services financiers de l'Union européenne à l'échelle mondiale.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Monsieur le Ministre a-t-il connaissance d'une multiplication, dans plusieurs États membres de l'Union européenne, d'obligations nationales de reporting fiscal visant les établissements financiers non résidents opérant en libre prestation de services ?

2) Quelle est l'évaluation du Gouvernement quant à l'impact de ces nouvelles obligations déclaratives sur les prestataires de services de paiement luxembourgeois et sur la compétitivité de la place financière luxembourgeoise ?

3) Monsieur le Ministre estime-t-il que la multiplication de régimes nationaux distincts de reporting fiscal soit compatible avec le bon fonctionnement du marché intérieur ?

4) Le Gouvernement soutient-il au niveau européen une harmonisation de ces nouvelles obligations de reporting ?

5) Monsieur le Ministre envisage-t-il de soulever ce sujet lors d'une prochaine réunion du Conseil ECOFIN ?

Réponse (13/04/2026) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

Le Ministère des Finances est au courant que des obligations de déclarations telles que visées par l'honorable Député ont le cas échéant pu être introduites par certains États membres à l'égard d'opérateurs non résidents se prévalant de la libre prestation des services.

Par contre de telles réglementations nationales en complément du reporting européen « Central Elecronic System on Payment Information » (CESOP) alourdissent considérablement les contraintes de conformité liées à la prestation de services de paiement transfrontaliers et pourraient donc impacter négativement la compétitivité de l'Union européenne.

Si tant est que de telles obligations de déclarations puissent être considérées comme constitutives d'entraves non justifiées à la libre prestation des services, il y a lieu de noter que les opérateurs concernés peuvent contester incidemment la conformité de telles obligations de déclarations avec le régime de la libre prestation des services dans le cadre de recours dirigés dans les États membres concernés contre l'application de telles législations relevant de la compétence exclusive de chacun des États membres.

De même, la Commission européenne, en tant que gardienne des traités, est pleinement habilitée à déterminer si des obligations de déclarations telles que visées par l'honorable Député sont de nature à soulever des questions de conformité avec la libre prestation des services et à prendre les mesures le cas échéant.

Le Gouvernement soutient toute initiative européenne visant à rationaliser les charges administratives inutiles pesant sur les entreprises.

Présence de policiers roumains au Luxembourg dans le cadre de la lutte contre la mendicité | Question **3741** (09/03/2026) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Laut engem Communiqué vum Inneministère ass am Kader vun engem Treffen tëscht dem lëtzebuergeschen an dem rumäneschen Inneminister en Accord iwwer en administrativen Arrangement bei der Police fonnt ginn. Dësen Arrangement gesäit vir, datt d'Policeautoritéiten aus béide Länner am Kontext vun der Mendicitéit méi enk zesummeschaffe sollen.

An deem Kontext géing ech dem Här Inneminister follgend Froe stellen:

1. Laut dem Communiqué wäerten ab Mee 2026 rumänesch Policebeamten zu Lëtzebuerg present sinn. Fir wéi eng Dauer ass d'Presenz vu rumänesche Policebeamten zu Lëtzebuerg virgesinn?

2. Wéi eng Kompetenze sollen déi rumänesch Policebeamten am Kader vun dësem Arrangement hunn an awéiwäit däerfen si zu Lëtzebuerg intervenéieren?

3. A wéi enge Beräicher oder Situatioune sollen déi rumänesch Policebeamten intervenéieren, déi net schonn duerch d'Lëtzebuerger Police ofgedeckt ginn?

4. Wat sinn déi konkreet Erwaardunge vum Ministère vis-à-vis vun dëser Zesummenaarbecht?

5. Wéi vill rumänesch Policebeamte sollen am Kader vun dësem Arrangement zu Lëtzebuerg agesat ginn?

Réponse (13/03/2026) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. D'Arrangement gesäit vir, dass d'Patrullen am Mee 2026 an der Stad Lëtzebuerg agesat gi fir 6 Méint. Eng méiglech Verlängerung ass am Arrangement virgesinn, mat engem Preavis vun op d'mannst 6 Woche virum geplangten End-Datum vun der Missioun.

ad 2. D'Missioune sinn am Arrangement genau opgelëscht an definéiert. Rumänesch Poliziste maache keng Enquêten, mee facilitéieren den Austausch vun Informatiounen an Experienzen iwwer ënnert anerem:

– Evaluatiounsmethoden, Polizeitaktik, Preventioun a Kampf géint Kriminalitéit;
– operationell Aktivitéiten (Patrullen an ëffentlechen Uerder);
– Kommunikatioun mat rumänesche Staatsbierger;
– Verständnis vun de sozialen a kulturelle Realitéite vu rumänesche Staatsbierger.

Si schaffen ënnert der Autoritéit vun der Police an hu keng polizeilech Kompetenzen op eisem Territoire.

ad 3. a 4. Souwuel dës Regierung, wéi och déi viregt Regierung, d'Police, an och d'Commission consultative des droits de l'homme (CCDH) konstatéieren ee Lien tëschent mat organiséierter Heescherei a Mënschenhandel.

Duerch d'Police-Kooperatioune mat de rumäneschen Homologen, déi virun de selwechten Erausfuerderunge mat organiséierter Heescherei a potentiellem Mënschenhandel stinn, erwaarden d'Police an ech:

– eng interkulturell Approche a Verständnis vum Phenomeen vun der organiséierter Heescherei
– eng Sensibilisatioun a Formatioun fir d'Police
– eng dissuasiv Präsenz vu Poliziste mat sproochleche Kompetenzen.

Ech gi géint organiséiert Kriminalitéit a ginn de Recommandatioune vun der CCDH no, mat enger enger Verstäerkung vun den Effektiven, enger multidisziplinärer Approche an internationalem Informatiounsaustausch.

Police-Kooperatioun an ee besseren a schnellen Informatiounsaustausch si Prioritéiten, déi ech duerch dëst Arrangement konkreet ëmsetze wëll, besonnesch säit déi rumänesch Ambassadë keen Officier de liaison méi zu Bréissel huet.

ad 5. Dës Fro kann aus policetakteschen an operationelle Grënn net beäntwert ginn.

Transactions liées à des conflits de travail à l'Université du Luxembourg | Question **3742** (09/03/2026) de **Mme Liz Braz** | **Mme Paulette Lenert** (LSAP)

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 3626 huet d'Madamm Ministesch uginn, datt an de leschten zéng Joer (2016–2025) 23 Transaktiounen

am Kader vun aarbechtsrechtleche Litigen tëscht der Université Lëtzebuerg an hire Mataarbechter ofgeschloss goufen, fir eng Gesamtzomm vun 1.006.210 Euro.

An deem Kader géife mir der Madamm Ministesch fir Héichschoul a Fuerschung gäre follgend Froe stellen:

1. Wat waren d'Originne vun de Konflikter, déi zu dësen 23 Transaktioune gefouert hunn?

2. Wéi héich waren déi jeeweileg Transaktiounen, a wéi héich chiffréieren sech dobäi d'Affekotenhonoraren an d'Geriichtskäschten?

3. Aus wéi engen Departementer an aus wéi engem hierarcheschen Niveau vun der Université Lëtzebuerg koumen déi betraffe Persounen?

4. Wéi vill vun dëse Fäll hu Kaderen oder Persounen an enger Féierungspositioun betraff?

5. Goufen aus dëse Fäll intern Konsequenzen oder strukturell Mesuren ageleet, fir änlech Situatiounen an Zukunft ze vermeiden?

Réponse (03/04/2026) de **Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

ad 1. Et gëtt dräi Aarte vu Konflikter: strateegesch oder organisatoresch Meenungsverschiddenheeten (4 Transaktiounen), professionell Inkompetenz (13 Transaktiounen) a professionell Inkompatibilitéit (6 Transaktiounen).

Strateegesch oder organisatoresch Meenungsverschiddenheeten enthale fundamental Onstëmmegkeete mam Management iwwert d'laangfristeg Ausriichtung, d'Visioun oder d'Ëmsetzung vu Reorganisatiounsmoossnamen.

Berufflech Ontauglechkeet ëmfaasst Inkompetenz, Feeler, Manktem, Noléissegkeet, Amtsverletzungen, d'Netanhale vun Instruktiounen a schlechte Budgetsmanagement.

Berufflech Inkompatibilitéit ëmfaasst interperséinlech Konflikter, Verhalen oder Attituden, déi géint de Verhalenskodex verstoussen, Onzefriddenheet am Team, Onstëmmegkeeten oder Verloscht vum Vertrauen.

ad 2. De Gesamtbetrag vun den 23 Abfindungen huet iwwer en 10-Joer-Zäitraum (2016–2025) 1.006.209 Euro ausgemaach, dovun hu 96.961 Euro Affekotenhonoraren a juristesch Käschten ausgemaach.

D'Transaktiounen enthale systematesch géigesäiteg Geheimhaltungsklauselen, déi déi juristesch Standardpraxis reflektéieren. D'Montante vun den eenzelnen Transaktioune kënne wéinst dëse Geheimhaltungsklauselen net offe geluecht ginn.

Et soll awer bemierkt ginn, datt d'Héicht vun der Transaktioun vum Gehalt vum Mataarbechter, senger Déngschtzäit, sengem Alter an aneren individuelle Faktoren ofhänkt an d'Resultat vu Verhandlungen ass; dowéinst muss all Fall individuell analyséiert ginn.

Déi meescht Ufroe fir Transaktioune kommen direkt vun de betraffene Mataarbechter oder hiren Affekoten. Hiert Zil ass et, ze vermeiden, dass déi concernéiert Parteie musse laangwiereg juristesch Prozeduren ufänken, déi emotional a finanziell deier sinn an en ongewëssenen Ausgang hunn. Si erlaben och, am Fall vu lafende juristesche Prozeduren, eng méi séier Resolutioun vu Streidereien an hëllefen d'Bezéiungen ze verbesseren. Dëst ass ee Verfaren, dat benotzt gëtt, fir Situatioune virun oder an der Litigephas ze léisen, wéi am Code civil an den Artikelen 2044 ff. virgesinn. Et ass och eng Manéier, der Université an de Mataarbechter bedeitend Käschten, och en fonction vun der Envergure vum Sträitpunkt, ze erspueren.

Eng Transaktioun gëtt nëmmen ugebueden, wann d'Parameetere vum potenziellen Disput esou eng Léisung begënschtegen.

ad 3. D'Opdeelung no Entitéiten ass hei gewisen.

ad 4. Zwou vun den 23 Abfindungen hu Persoune betraff, déi vum Conseil de gouvernance ausgewielt oder ernannt goufen.

ad 5. D'Université léiert aus all Situatioun, déi se begéint, a berécksiichtegt dobäi d'spezifesch Detailer vun all Fall. D'Bewosstsi vum Personal gouf duerch Trainingsinitiativen, Informatiounssessiounen an/oder Coaching (Konfliktmanagement, Kommunikatioun) sensibiliséiert. Zur selwechter Zäit gouf d'Konfliktpräventioun duerch d'Aféierung vu Mediatiounsprogrammer gestäerkt.

Pratiques de rachat d'or et protection des consommateurs au Luxembourg | Question **3743** (09/03/2026) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Une enquête récente publiée par « Le Soir »[5] fait état d'opérations éphémères de rachat d'or, de fourrures, d'objets d'art, d'antiquités et d'autres biens, menées en Belgique selon un mode opératoire qui, d'après plusieurs professionnels du secteur interrogés, viserait en particulier un public âgé et vulnérable. L'article évoque des pratiques commerciales potentiellement trompeuses ou frauduleuses, consistant notamment à attirer les clients par des promesses de rachat élevées, avant de proposer, en pratique, des montants très inférieurs à la valeur réelle des biens, en particulier de l'or.

À la lecture de la presse luxembourgeoise, il apparaît que de nombreuses publicités pour ce type d'activités ont récemment été diffusées dans au moins un quotidien. Ces annonces, publiées de manière répétées et occupant parfois une à deux pages entières, représentent des investissements publicitaires très importants. Les acteurs concernés semblent suivre un modèle commercial similaire, en organisant des opérations de rachat dans des lieux éphémères pendant trois à six jours au Grand-Duché, offrant également des visites à domicile. Par ailleurs, un établissement permanent immatriculé au Luxembourg proposant des transactions similaires, met quant à lui, en garde contre des « dubiose Hotelankäufer oder fliegende Händler » dans son annonce. Ces éléments soulèvent des questions urgentes quant à la présence de pratiques trompeuses comparables sur le territoire luxembourgeois, ainsi qu'aux mesures de protection des consommateurs nécessaires.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Protection des consommateurs, à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Le Gouvernement a-t-il connaissance d'opérations de rachat d'or, de fourrures, d'antiquités ou d'objets anciens menées au Luxembourg selon un mode opératoire comparable à celui décrit dans l'enquête précitée ? Ces activités disposent-elles des autorisations nécessaires ? Le cas échéant, de quel type d'autorisation s'agit-il ?

2) Des plaintes, signalements ou contrôles ont-ils été enregistrés au Luxembourg au sujet de telles pratiques commerciales, notamment lorsqu'elles viseraient des personnes âgées ou vulnérables ?

3) Le Gouvernement envisage-t-il de renforcer la protection des consommateurs face à ce type de pratiques, notamment en matière d'information, de contrôle et de prévention des abus visant les personnes âgées et, le cas échéant, de créer le cadre réglementaire nécessaire pour éviter de tels abus ?

Réponse (10/04/2026) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de la Protection des consommateurs | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) À titre de contexte, un article d'enquête paru en Belgique décrit des opérations éphémères de rachat d'or et d'objets anciens caractérisées par des promesses d'achat très attractives suivies d'offres nettement inférieures à la valeur réelle, visant particulièrement un public âgé. Selon cette enquête, ces pratiques ciblent les seniors en utilisant des publicités massives dans des journaux gratuits et des supports « toutes-boîtes », souvent axées sur des objets anciens susceptibles de susciter leur intérêt. L'enquête souligne également que ces opérations consistent à attirer les consommateurs en annonçant un rachat avantageux de fourrures ou d'objets anciens, tout en conditionnant ensuite l'achat effectif de ces biens à la vente d'or, lequel est racheté à un prix largement inférieur à sa valeur réelle.

La Direction de la protection des consommateurs est au courant que par le passé des professionnels ont publié des annonces en ligne visant des consommateurs luxembourgeois proposant l'achat d'objets de valeur, y inclus de l'or, pendant des périodes limitées dans différents hôtels du Grand-Duché ou en proposant de passer au domicile des personnes intéressées.

Il convient de noter que l'acte d'achat d'objets n'exige pas la détention d'une autorisation d'établissement. Toutefois, les entreprises établies au Luxembourg qui exercent une activité de vente de biens meubles d'une valeur supérieure à 10.000 euros doivent être titulaires d'une autorisation d'établissement pour activité et services commerciaux de biens meubles de grande valeur. En conséquence, un commerçant rachetant de l'or, des fourrures, des antiquités ou des objets anciens nécessite une autorisation d'établissement s'il a acquis des biens meubles d'une valeur supérieure à 10.000 euros et envisage de les revendre. Un tel commerçant est également soumis aux dispositions de la loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme.

ad 2) Aucun fait de ce genre n'a été rapporté à la police, à la Direction de la protection des consommateurs (DPC) ou au Centre européen des consommateurs (CEC) Luxembourg. Seule l'ULC fait état d'une prise de contact par un citoyen qui a été démarché à domicile. À la fin, le professionnel aurait retiré son offre au prétexte que le citoyen n'avait pas d'or à vendre.

ad 3) La police fait régulièrement des campagnes de prévention contre des arnaques et met à disposition des citoyens des informations et mesures de protection contre différents types d'arnaques. Le Service national de prévention de la criminalité (SNPC) de la police, ainsi que les services de prévention régionaux, sont au service du citoyen par téléphone, par e-mail ou courrier postal.

Certaines campagnes s'adressent spécifiquement aux personnes âgées, comme la campagne « Léif Boma, léiwe Bopa, Loosst iech net bedrucksen ».

Ces campagnes et informations sont également disponibles sur le site Internet de la police et sont

[5] Bialas, J. (2026, 18 février). Le sombre business du rachat d'or. « Le Soir ». https://www.lesoir.be/729538/article/2026-02-18/le-sombre-business-du-rachat-dor

régulièrement promues publiquement, notamment dans les médias et dans les transports en commun.

Des actions de prévention visant spécifiquement des actions frauduleuses de rachat d'or, de fourrures, d'objets d'art, d'antiquités et d'autres biens ne sont actuellement pas prévues par la police, étant donné qu'aucun fait de ce genre ne lui a été rapporté.

En même temps, la protection des consommateurs contre des pratiques commerciales susceptibles d'exploiter des situations de vulnérabilité constitue une priorité reconnue au niveau européen. Dans le cadre de ses missions, la Direction de la protection des consommateurs assure une présence active sur le terrain et surveille les annonces commerciales, y compris en ligne. Elle intervient directement auprès des professionnels établis lorsqu'une pratique douteuse est identifiée, et peut saisir le parquet en cas de soupçon d'arnaque. Ces dispositifs permettent d'intervenir si des pratiques similaires à celles décrites en Belgique devaient se développer au Luxembourg.

Le Gouvernement demeure attentif à l'évolution du marché et adaptera ses actions de prévention ou de contrôle en cas d'apparition de pratiques problématiques.

Éventuel appui indirect du Luxembourg aux parties belligérantes | Question **3744** (09/03/2026) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

Le 28 février 2026, les forces armées des États-Unis et d'Israël ont déclenché une guerre contre l'Iran. L'ouverture des hostilités est jugée par la grande majorité des experts comme une violation du droit international, jugement auquel se sont par ailleurs ralliés 53 député.e.s de la Chambre des Députés à travers le vote de la motion n° 4744 le 3 mars 2026.

Sachant que le Luxembourg n'est pas directement impliqué dans ce conflit, je voudrais par la présente m'enquérir d'un éventuel soutien indirect, actuel ou à venir, du Luxembourg aux parties belligérantes.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et à Madame la Ministre de la Défense :

1) Est-ce que le Gouvernement, de manière bilatérale ou dans le cadre d'une organisation internationale dont le Luxembourg fait partie, a été sollicité par les États-Unis ou par Israël en vue de fournir un quelconque soutien aux opérations militaires contre l'Iran, que celui-ci soit militaire, logistique, financier ou politique ? Dans l'affirmative, pouvez-vous me détailler la nature de ces sollicitations et me faire part de la réponse du Gouvernement ?

2) Est-ce que le Luxembourg, de manière bilatérale ou dans le cadre d'une organisation internationale dont le Luxembourg fait partie, fournit un quelconque soutien aux opérations militaires contre l'Iran, que celui-ci soit militaire, logistique, financier ou politique ? Dans l'affirmative, pouvez-vous me détailler la nature exacte de ce soutien ?

3) Dans la négative de la question 2, est-ce que le Gouvernement est décidé à éviter toute implication directe ou indirecte dans cette guerre et de rejeter toute demande en ce sens par une des parties belligérantes ?

Réponse (08/04/2026) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Défense

ad 1) Non, le Gouvernement n'a été sollicité ni par Israël ni par les États-Unis pour apporter un soutien particulier dans le cadre des opérations militaires contre l'Iran.

ad 2) Non, le Gouvernement n'a fourni aucun soutien aux opérations militaires contre l'Iran. Le Gouvernement continue de privilégier les voies diplomatiques pour aboutir à une solution négociée et durable, en particulier sur le programme nucléaire du régime iranien.

ad 3) Le Gouvernement n'a pas l'intention de s'impliquer unilatéralement dans les opérations militaires contre l'Iran. Il appelle toutes les parties belligérantes à protéger les populations civiles et à agir en pleine conformité avec le droit international et avant tout la Charte des Nations Unies.

Le Luxembourg estime que seules des solutions diplomatiques peuvent garantir la stabilité dans la région à long terme. Ainsi, le Luxembourg continuera de soutenir tous les efforts politiques pour empêcher l'Iran de se doter de l'arme nucléaire et pour permettre au peuple iranien d'exercer son droit à l'autodétermination au moyen d'élections libres et démocratiques.

« Climate Nexus Framework Convention » entre le Ministère de l'Environnement et l'Université du Luxembourg | Question **3746** (09/03/2026) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

En juillet 2025, Monsieur le Ministre a annoncé la signature d'une convention-cadre « Climate Nexus » entre le Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité et l'Université du Luxembourg.

Selon les communiqués de presse, il s'agit d'une convention quinquennale (2025-2030) qui repose sur une approche dite « nexus », qui vise à analyser et à traiter de manière intégrée les interactions entre le climat, la biodiversité, l'eau, l'alimentation et la santé, ainsi que leurs implications sociales et économiques. Cette initiative entend soutenir plusieurs orientations figurant dans l'accord de coalition et est également présentée comme un instrument permettant d'accélérer l'atteinte des objectifs nationaux et internationaux en matière de durabilité.

La convention s'articule autour de plusieurs piliers de « climate readiness », couvrant la préparation sociale et sociétale face aux changements climatiques, le renforcement des capacités institutionnelles, le développement de solutions scientifiques et technologiques, la dimension académique et éducative ainsi que le développement de coopérations internationales et interdisciplinaires autour du nexus climat-biodiversité eau-alimentation-santé.

Il semble que le texte de cette convention ne soit actuellement pas disponible publiquement et que les informations détaillées concernant sa mise en œuvre concrète demeurent limitées dans les communications officielles.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Quel est le montant total du financement public prévu ainsi que déjà engagé dans le cadre de cette convention pour la période 2025-2030 (ventilé par année) ?

2) Quels sont les projets, programmes ou initiatives concrets qui sont actuellement prévus ou déjà lancés dans le cadre de cette convention ? Quel est le soutien financier pour chaque programme ? Par quel processus ou sur base de quels critères les projets, programmes ou initiatives ont-ils été sélectionnés ? Quels acteurs ont été consultés dans le processus de sélection et quels acteurs ont été impliqués dans le processus décisionnel ?

3) Quel est le modèle de gouvernance mis en place pour la mise en œuvre de cette convention ?

4) Comment s'organisent les coopérations internationales mentionnées dans le cadre de cette initiative, notamment avec les partenaires du « Global South » et avec les instances scientifiques internationales telles que l'IPCC et d'IPBES ?

5) Le Gouvernement prévoit-il de rendre public la convention ou de la transmettre à la Chambre des Députés ?

Réponse (21/04/2026) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Le Gouvernement estime que la science est au cœur de l'action climatique. Elle joue un rôle central pour orienter les politiques climatiques et environnementales et permet de fixer des objectifs clairs, de définir des indicateurs pertinents et de mesurer les progrès réalisés, notamment en matière d'adaptation au changement climatique.

C'est pourquoi le Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité (ci-après le « ministère ») a conclu avec l'Université du Luxembourg (ci-après l'« université ») la « Climate Nexus Framework Convention » (ci-après la « convention ») dont l'objet principal est le renforcement de la résilience climatique à travers une approche transversale prévoyant notamment des actions dans les domaines sociaux, institutionnels, technologiques, internationaux et académiques.

Le montant total du financement public prévu ainsi que déjà engagé dans le cadre de la convention entre le ministère et l'université se présente comme suit :

La validité de la convention est conditionnée par (a) l'adoption formelle du budget de l'État pour l'exercice budgétaire concerné et (b) l'allocation effective des crédits budgétaires affectés à la convention et engagés au niveau du Fonds climat et énergie. Les tranches sont soumises à l'approbation et, le cas échéant, à ajustement par le comité de suivi, sans pouvoir dépasser le montant total (cf. réponse à la question 3) prévu par la convention.

ad 2) Cette convention vise à préparer le Luxembourg au changement climatique en intégrant la recherche, l'éducation, l'élaboration des politiques et l'engagement du public afin de relever les défis liés au changement climatique, à la perte de biodiversité et aux enjeux socio-économiques.

Pour atteindre cet objectif, la convention mobilisera les acteurs luxembourgeois des domaines scientifique, éducatif et politique autour de projets relevant des sciences sociales, environnementales et de l'ingénierie. L'approche du Climate Nexus met en lumière l'interdépendance entre le climat, la biodiversité, l'eau, l'alimentation et l'équité sociale. Au cœur de cette initiative se trouvent six piliers de « readiness » :

– Social Readiness
– Institutional Readiness
– Technological Readiness
– Global Readiness
– Academic Readiness
– Climate nexus approach across disciplines and sectors.

L'attribution des moyens financiers aux différents piliers sera décidée lors de l'approbation annuelle du budget de la convention par le comité de suivi (cf. réponse à la question 3).

La convention donne à l'université les moyens d'explorer et de tester les changements requis pour la transition climatique grâce à une recherche interdisciplinaire, des analyses fondées sur les données et l'inclusion du public.

La convention a été élaborée en étroite collaboration entre le ministère, ses administrations et l'université afin de renforcer la base scientifique nécessaire pour mieux préparer le Luxembourg aux défis du changement climatique.

Les activités scientifiques prévues par la convention s'inscrivent par ailleurs dans les priorités nationales générales, notamment en matière de recherche, ainsi que dans le cadre du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat pour la période 2021-2030, de la stratégie d'adaptation aux effets du changement climatique, du troisième plan national concernant la protection de la nature à l'horizon 2030 et du plan national pour le développement durable.

ad 3) La gouvernance est assurée par un comité de suivi présidé par un représentant du ministère. Le comité de suivi est chargé d'assurer l'orientation stratégique, le suivi opérationnel, le contrôle des résultats, la validation des rapports, programmes et documents financiers, l'examen des ajustements budgétaires et des reports, ainsi que le renforcement de la coopération entre le ministère et l'université afin de garantir la bonne exécution de la convention.

ad 4) Les coopérations internationales prévues dans le pilier « Global Readiness » ont pour objectif d'établir un lien étroit entre la convention et la stratégie de financement climatique international (FCI) pour la période 2026-2030, dont la publication est prévue prochainement.

Cette coopération contribuera à fournir la base scientifique nécessaire pour maximiser l'impact des investissements réalisés dans les pays partenaires via le FCI.

Dans le cadre du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), le ministère s'est engagé à financer, via la convention, deux postes au sein de l'unité de soutien technique (TSU) du Groupe de travail III (atténuation du changement climatique), dont le poste de responsable opérationnel.

Le ministère a réagi au démantèlement de la TSU du Groupe de travail III, consécutif au changement d'administration aux États-Unis, où cette TSU était hébergée.

Des chercheurs de l'université, dont certains travailleront dans le cadre des activités prévues par la convention, continueront à participer en tant qu'auteurs ou examinateurs aux travaux du GIEC ainsi qu'à ceux de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES).

ad 5) L'université est obligée, dans le cadre de la convention, à publier et à promouvoir les résultats des activités de recherche sous la forme de rapports publics librement accessibles et/ou d'articles dans des revues scientifiques ou techniques. Elle s'est également engagée à organiser des conférences accessibles au public, visant à diffuser gratuitement les résultats.

Efficacité des zones du Plan sectoriel « Logement » | Question **3748** (10/03/2026) de **Mme Liz Braz** | **Mme Paulette Lenert** (LSAP)

Dans le cadre de la politique nationale du logement, les zones PLS (Plan sectoriel « Logement ») ont été conçues comme des instruments permettant de prioriser le développement de projets résidentiels, conformément aux objectifs fixés par le Gouvernement et aux quotas de logements abordables qui y sont obligatoires.

Or, il ressort de plusieurs situations portées à notre connaissance que des terrains classés en zone PLS ne font pas l'objet d'un développement effectif pendant de longues périodes, ce qui retarde la mise à disposition de logements, y compris de logements abordables, alors même que ces zones sont censées bénéficier d'un traitement prioritaire.

Dans ce contexte, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Combien de terrains classés en zone PLS sont actuellement recensés au Luxembourg, et pour combien d'entre eux un projet de développement résidentiel a-t-il effectivement été engagé et mené à terme ?

2) Plus précisément, quel est le nombre moyen d'années qui s'écoulent entre la mise en place de la zone PLS et la livraison des logements, et quelles sont les principales étapes responsables de ces délais ?

3) Quelles sont, selon le Gouvernement, les principales causes des retards ou blocages constatés dans le développement de projets situés en zone PLS (procédures communales, oppositions locales, contraintes administratives, autres facteurs) ?

4) Quels instruments ou leviers le Gouvernement entend-il utiliser afin de garantir que les zones PLS remplissent effectivement leur objectif, à savoir la réalisation de projets de logement dans des délais compatibles avec l'urgence de la crise du logement ?

5) Le Gouvernement envisage-t-il de renforcer le caractère contraignant des zones PLS, notamment vis-à-vis des communes, afin d'assurer que les projets répondant aux critères du Plan sectoriel « Logement » puissent aboutir dans des délais raisonnables ?

Réponse (31/03/2026) de **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1) Le règlement grand-ducal du 10 février 2021 rendant obligatoire le Plan directeur sectoriel « Logement » (ci-après, le « PSL ») définit 20 sites en tant que zones prioritaires d'habitation (ZPH) à une surface totale de 481 ha.

Ces zones se trouvent dans des états de développement très variés ; tandis que certains sites accueillent déjà des logements réalisés et habités, d'autres se trouvent encore en zone verte. Il s'agit de projets d'envergure qui nécessitent souvent un phasage temporel qui n'est pas seulement lié à la taille du chantier mais aussi aux infrastructures publiques nécessaires à l'approvisionnement du futur site.

Voici un tableau ↑ reprenant l'état de développement des différentes ZPH :

ad 2) À titre liminaire, il importe de clarifier que par « prioritaire » au sens du règlement grand-ducal précité du 10 février 2021, il est référé à une occupation du sol destinée principalement à l'habitat et les fonctions qui y sont directement liées. La notion de « prioritaire » a été choisie pour soulever l'importance à attribuer à la recherche de solutions de planification favorisant une part importante de logements ; elle n'a pas de connotation temporelle.

Le PSL n'a donc pas vocation à établir une priorisation dans le développement des sites recensés ou de déterminer l'ordre ou le moment auquel ces sites doivent ou peuvent être développés. Ce rôle revient aux autorités communales, qui décident librement du moment où elles souhaitent rendre possible le développement concret des sites désignés par le PSL.

Au vu des éléments précédents, l'exécution d'un site dépend du moment du classement de la surface concernée comme zone urbanisée ou destinée à être urbanisée par le PAG de la commune ou, le cas échéant, de la levée d'une zone d'aménagement différé, puis de l'élaboration d'un PAP « NQ », de la mobilisation du foncier et du phasage lié au développement du site – le tout sans préjudice d'éventuelles études et analyses à mener lors de la phase de programmation.

ad 3) Comme susmentionné, le moment du développement d'un site dépend de prime abord de la volonté de la commune territorialement concernée ainsi que de l'intérêt des propriétaires fonciers. En effet, la volonté des communes de développer certains terrains est également conditionnée par l'intérêt – ou l'absence d'intérêt – manifesté par les propriétaires.

Dans ce cadre, le ministère, notamment par le biais de la Cellule de facilitation urbanisme et environnement, peut coordonner et faciliter les démarches administratives y afférentes avec les communes et les propriétaires.

ad 4) Afin de garantir que les zones désignées par le PSL contribuent à la réalisation de projets de logement dans des délais compatibles avec l'urgence de la crise du logement, le Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire (MLOGAT) mobilise un ensemble cohérent d'instruments opérationnels, juridiques et de gouvernance.

Ceux-ci s'articulent autour de cinq leviers principaux :

A. La conclusion de conventions de coopération territoriale État-commune(s) ;
B. L'implication structurée des propriétaires privés concernés ;
C. La maîtrise foncière proactive, y compris des offres de rachat de terrains ;
D. Une gouvernance renforcée ;
E. Une dotation financière projetée dans le cadre du Pacte Logement 2.0.

Ces leviers sont mis en œuvre et coordonnés avec l'appui de la Cellule de facilitation urbanisme et environnement (CFUE), qui a été rattachée au MLOGAT pour accélérer et sécuriser la mise en œuvre des grands projets de logement.

A. Conventions de coopération territoriale État-commune(s)

La conclusion de conventions de coopération territoriale entre l'État et une ou plusieurs communes ou syndicat(s) de communes est un instrument de la politique d'aménagement du territoire en vertu de l'article 26 de la loi modifiée du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire.

La conclusion de telles conventions permet d'établir un cadre de travail partagé, une gouvernance commune et une clarification des responsabilités dans la mise en œuvre des sites désignés par le PSL.

Plusieurs conventions sont déjà signées et opérationnelles : Roeser-Hieschterbierg, Steinfort-Sauerträisch, et Lorentzweiler.

Ces conventions permettent :

– de lancer des consultations urbanistiques rémunérées ;
– de définir les programmations urbanistiques avec les communes et partenaires publics ;

– d'accélérer les décisions en établissant des chaînes de validation plus directes.

De telles conventions incluent également l'implication anticipée et coordonnée des promoteurs publics qui jouent un rôle déterminant pour garantir la faisabilité, la rapidité et la qualité des projets dans les zones désignées par le PSL.

Les consultations rémunérées pour Steinfort et Roeser, encadrées par la SNHBM, ont récemment pu être clôturées, ce qui constitue une étape clé vers l'élaboration des plans d'aménagement particulier (PAP).

Des pourparlers sont en cours avec plusieurs autres communes en vue de la signature de nouvelles conventions.

B. Implication des propriétaires privés

Le Gouvernement considère les propriétaires privés comme des acteurs indispensables à la mobilisation rapide du foncier.

Ainsi, la collaboration entre l'État et les communes territorialement concernées prévoit des séances d'information dédiées aux propriétaires privés, des entretiens individualisés dans le cadre des consultations urbanistiques ainsi qu'un accompagnement rapproché pour faciliter la prise de décision et réduire les délais.

L'objectif est d'aboutir à un alignement des intentions d'aménagement, d'éviter des blocages liés à des divergences de programmation et d'intégrer les propriétaires dans une dynamique d'aménagement cohérente avec les prescriptions du PSL.

C. Offre de rachat foncier pour sécuriser la mise en œuvre

Le Gouvernement procède aussi à la maîtrise foncière proactive comme levier essentiel pour accélérer la création de logements.

À travers des propositions systématiques de rachat de terrains dans les zones désignées par le PSL, ce levier permet d'augmenter la part de logements abordables, de réduire la complexité et les risques d'inaction et de garantir la cohérence urbanistique à long terme.

D. Gouvernance renforcée : Comité politique interministériel pour les « projets d'envergure en matière de logement »

Pour les projets les plus complexes situés notamment à l'intérieur des zones désignées par le PSL, le Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire a initié un comité politique interministériel réunissant :

– le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire ;
– le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme ;
– la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics ;
– le Ministre des Affaires intérieures ;
– le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité et
– le Ministre de la Culture, Ministre délégué au Tourisme.

Ce comité, qui se réunit deux fois par an, accélère la résolution des points bloquants, garantit un alignement interministériel sur les choix d'aménagement et assure la priorisation des projets les plus urgents.

E. Un incitatif financier projeté dans le cadre du Pacte Logement 2.0

Le projet de loi n° 8589 portant modification de la loi modifiée du 30 juillet 2021 relative au Pacte Logement avec les communes en vue d'augmenter l'offre de logements abordables et durables prévoit l'introduction d'une dotation financière concernant les ZPH afin de répondre aux besoins croissants de logements, particulièrement dans les zones urbaines où la demande est élevée.

En somme, il s'agit d'une dotation de 2.500 € par logement prévu dans la convention d'exécution d'un Plan d'aménagement particulier exécutant le développement ZPH.

ad 5) Le Gouvernement n'envisage pas à ce stade de renforcer le caractère contraignant des zones PSL. La mise en œuvre du PSL devant se faire en coopération avec les communes. L'instrument des conventions État-communes constitue en ce sens un très bon outil. De ce fait il est envisagé de signer progressivement des conventions avec toutes les communes concernées par des zones du PSL.

Instituteurs pour enfants à besoins spécifiques dans l'enseignement fondamental | Question **3749** (10/03/2026) de **M. Charles Weiler** (CSV)

À l'heure actuelle, l'inclusion scolaire constitue un défi majeur pour notre système éducatif. Dans ce contexte, l'accompagnement adéquat des enfants à besoins spécifiques représente un enjeu essentiel afin de garantir l'égalité des chances pour tous les élèves. Afin de permettre aux élèves concernés de bénéficier d'un encadrement adapté, il est indispensable que les écoles disposent de ressources humaines suffisantes, notamment par la présence d'instituteurs pour enfants à besoins spécifiques (I-EBS). Ces professionnels jouent un rôle clé dans le travail pédagogique des écoles fondamentales, tant dans le soutien quotidien aux élèves concernés que dans l'accompagnement des équipes pédagogiques.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Combien d'écoles fondamentales disposent actuellement d'un instituteur pour enfants à besoins spécifiques (I-EBS) ?

2) Selon quels critères ces ressources supplémentaires sont-elles attribuées aux écoles ?

3) Quel est le pourcentage de postes à temps plein parmi l'ensemble des postes I-EBS actuellement en service ?

4) Existe-t-il des écoles disposant de deux I-EBS ? Dans l'affirmative, de combien d'écoles s'agit-il et selon quels critères ces ressources supplémentaires sont elles attribuées ?

5) Le Gouvernement prévoit-il de recruter de nouveaux I-EBS pour la prochaine année scolaire ? Dans l'affirmative, combien de postes supplémentaires sont envisagés et selon quels critères seront-ils attribués ?

Réponse (24/04/2026) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) Actuellement, 160 écoles fondamentales publiques bénéficient de l'intervention d'au moins un instituteur spécialisé dans la scolarisation des élèves à besoins éducatifs spécifiques (I-EBS).

ad 2) Dans le contexte de l'attribution de ces ressources supplémentaires, le nombre d'élèves par école et les besoins en relation avec la composition socio-économique et socioculturelle de la population scolaire sont prises en compte.

ad 3) 82,41 % du volume de postes en équivalent temps plein prévu pour des besoins nécessitant l'intervention d'un I-EBS sont couverts par des postes à temps plein.

ad 4) et 5) Il existe d'ores et déjà des écoles qui bénéficient de l'intervention de deux I-EBS.

Dans des cas exceptionnels, les services à temps partiel des agents concernés sont à l'origine de l'augmentation du nombre d'I-EBS par école, sans que l'attribution d'un surplus de leçons ne soit pour autant nécessaire. Ainsi, deux I-EBS bénéficiant chacun d'un service à temps partiel de 50 % d'une tâche complète peuvent intervenir dans une école qui s'est vu attribuer un poste en équivalent temps plein.

Lorsque l'intervention d'un deuxième I-EBS résulte de l'attribution de ressources supplémentaires, celles-ci ont été allouées aux écoles concernées selon les critères précisés dans la réponse 2.

Le programme gouvernemental prévoit le recrutement d'I-EBS additionnels afin de répondre aux besoins des élèves de l'enseignement fondamental. Dans le cadre de l'année scolaire en cours et selon une logique de recrutement progressif, dix postes supplémentaires ont d'ores et déjà été pourvus.

Dans le prolongement de ce premier renforcement, il est prévu que, au cours des prochaines années, les écoles de l'enseignement fondamental présentant un indice social défavorable seront dotées d'un deuxième I-EBS. Afin d'assurer une mise en œuvre graduelle de cette mesure, ce recrutement est prévu sur une période de trois ans.

Remboursements au Fonds national de soutien à la production audiovisuelle | Question **3750** (10/03/2026) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Den Artikel 9 vum Gesetz vum 22. September 2014 iwwert de Filmfong gesäit vir, datt eventuell Recetten aus der Exploitatioun vun engem gefërderte Film „au prorata" vum Investissement un de Filmfong zeréckbezuelt musse ginn.

Am groussherzogleche Reglement vum 4. November 2014 ginn d'Modalitéite gereegelt, wéi eventuell Recettë mussen zeréckbezuelt ginn („modalités de remboursement des aides"). Et stellt sech d'Fro, wéi d'Remboursementsmodalitéiten an der Praxis applizéiert ginn, besonnesch,
– wat d'Bestëmmung vun de „recettes nettes";
– de Faktor tëschent 0,5 an 1,5;
– an d'Méiglechkeet vum Fonds ugeet, ganz oder deelweis op e Remboursement ze verzichten.

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 3401 huet de Minister een Tableau opgelëscht mat all de Filmer a Produktiounsfirmen, déi an der Vergaangenheet Sue vum Filmfong kruten.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Kultur dës Froe stellen:

1. Wéi héich waren zanter 2015 d'Réckbezuelungen un de Filmfong op Basis vun den uewe genannte legalen Dispositiounen a wéi verdeelen sech d'Réckbezuelungen?

2. Wéi héich ass de Prozentsaz vun den effektiv zeréckbezueltene Montanten am Verglach zum Gesamtmontant vun den zougesprachenen Hëllefen (384,214 Milliounen Euro) an de leschten zéng Joer?

3. Wéi verdeelen sech d'Réckbezuelungen, opgelëscht no Produktiounsfirma? Wéi verdeelen sech d'Réckbezuelungen, opgelëscht no Film?

4. A wéi ville Fäll huet de Filmfong ganz oder deelweis op e Remboursement verzicht?

5. Bei wéi ville Projeten ass de Faktor tëschent 0,5 an 1,5 applizéiert ginn, an no wéi enge Krittäre gouf dëse Faktor festgeluecht?

6. Wéi héich ass de Montant u kapitaliséierte Remboursementer, deen aktuell am Numm vun de Produktiounsfirme verbucht ass a fir nei Projeten erëm agesat ka ginn? Kéint de Minister dëse Montant pro Produktiounsfirma uginn?

7. Wéi garantéiert de Minister, datt de kulturelle Volet net als Alibi mëssbraucht gëtt, fir den Artikel 9 net mussen unzewennen an deemno ausser Kraaft ze setzen, woumadder d'Staatskeess ëm Millioune Verloschter mécht?

Réponse (27/04/2026) de **M. Eric Thill,** Ministre de la Culture

ad 1. an 2. Zanter 2025 chiffréieren d'Réckbezuelunge sech op 5.246.849 Euro. D'Verdeelung vun de Réckbezuelungen ass am annexéierten Tableau opgelëscht. De Montant vu 5.246.849 Euro gedeelt duerch de Gesamtmontant vun 384.214 Milliounen Euro ergëtt de Prozentsaz vun 1,366 %.

ad 3. D'Réckbezuelungen, opgelëscht no Produktiounsfirma an no Projet, sinn am annexéierten Tableau ersiichtlech.

ad 4. Zënter dem 15. Dezember 2022 verzicht de Filmfong op Réckbezuelunge bei Kuerzfilmer, well dës Wierker keng kommerziell Exploitatioun hunn.

ad 5. De Koeffizient vun deem den honorabelen Deputéierte schwätzt bestëmmt d'Vitess vum Remboursement an net de Montant, deen zeréckzebezuelen ass. Den accordéierte Montant ass komplett remboursabel mat Ausnam vun de Kuerzfilmer zënter dem 15. Dezember 2022 (cf. Äntwert op déi viregt Fro). De Remboursement fënnt pari passu op Basis vun de Recettë statt, déi vum Wierk erwirtschaft ginn.

Bis de 15. Dezember 2022 gouf e Koeffizient vun 0,75 op all d'Projeten ugewant. Zënter dësem Datum ass de Koeffizient prinzipiell op 1 festgeluecht. Allerdéngs gëllt e Koeffizient vun 0,75 fir Projete vun engem lëtzebuergesche Realisateur an e Koeffizient vun 1,25 wann d'Minimums garantis vun Distributeuren duerch Soficaen oder gap equity finanzéiert ginn.

ad 6. D'Montante sinn am annexéierten Tableau ersiichtlech.

ad 7. D'Äntwert op dës Fro verbleift déi selwecht wéi déi, déi dem honorabelen Deputéierten a senger Fro vum 13. Februar 2026 beäntwert gouf.

Recettes générées par des œuvres financées par le Fonds national de soutien à la production audiovisuelle | Question **3751** (10/03/2026) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

De Luxembourg Film Fund (Fonds national de soutien à la production audiovisuelle) gëtt zënter Jore mat héije Montante vu Steiergelder finanzéiert a soll och an de kommende véier Joer ronn 180 Milliounen Euro aus dem Staatsbudget kréien. Aus de Joresrapporte vum Filmfong geet ervir, datt d'finanziell Hëllefen zum groussen Deel un eng kleng Unzuel u Produktiounsfirme fléissen. Dat selwecht bestätegt d'Äntwert op meng vireg parlamentaresch Fro N° 3401.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Kultur dës Fro stellen:

– Kann de Kulturminister Donnéeë virleeën, wéi vill Recetten déi eenzel Filmer aus deem Tableau agespillt hunn (Kino, Televisioun, Streaming etc.)? Falls nee, aus wéi engem Grond ginn dës Donnéeën net systematesch erhuewen a wéi kënnt de Filmfong senge gesetzleche Verflichtungen no?

Réponse (16/04/2026) de **M. Eric Thill,** Ministre de la Culture

De Filmfong ass net Produzent vun audiovisuelle Wierker, mee en allouéiert eng zeréckbezuelbar Hëllef (AFS) un e Projet, déi e Brochdeel vum Gesamtbudget vun engem Wierk ausmécht. D'Gestioun an de Suivi vun de Recetten, déi aus der ganzer Welt stamen, falen an de Beräich vun der Distributioun, deen eegestänneg als Aktivitéitssecteur besteet, an net zu de Missioune vum Filmfong gehéiert. All Beneficiaire vun enger AFS ass verflicht reegelméisseg eng Zesummefaassung vun den Nettorecetten aus der Exploitatioun vum Wierk virzeleeën, op där d'Réckbezuelunge pari passu erfollegen. De Filmfong kontrolléiert d'Anhale vun den Delaien, souwéi d'Kohärenz tëscht den deklaréierte Montanten an de Réckbezuelungen.

Coûts de construction et acquisitions de logements en VEFA par l'État | Question **3752** (10/03/2026) de **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Plusieurs informations récemment relayées dans la presse et lors d'événements du secteur immobilier font état de coûts de construction hors foncier nettement inférieurs aux montants retenus dans les dispositifs d'acquisition de logements en l'état futur d'achèvement (VEFA) par l'État.

Ainsi, selon des déclarations de professionnels du secteur, le coût de construction hors foncier se situerait autour de 2.500 euros par m², tandis que l'Ordre des architectes et des ingénieurs-conseils (OAI) évoque pour sa part des coûts « prêts à emménager », hors honoraires et hors TVA, compris entre 3.000 et 3.500 euros par m².

Dans le même temps, il ressort du cahier des charges relatif à l'acquisition de logements en VEFA par l'État que les montants maximaux éligibles peuvent atteindre jusqu'à 6.806 €/m² (surface utile d'habitation, TVA comprise) pour la part construction, auxquels peut s'ajouter une part foncière pouvant atteindre 1.813 €/m² pour un terrain viabilisé.

Ces éléments font apparaître un écart très significatif entre les coûts de construction évoqués par les acteurs du secteur et les montants retenus dans les programmes publics d'acquisition, ce qui soulève des interrogations quant à la formation des prix et à l'utilisation des fonds publics dans le cadre de la politique du logement.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer les montants maximaux éligibles actuellement prévus dans le cahier des charges VEFA, notamment pour la part construction et pour la part foncière ? Les montants maximaux mentionnés dans le cahier des charges correspondent-ils à des prix effectivement observés dans les acquisitions réalisées par l'État, ou constituent-ils uniquement des plafonds théoriques ?

2) Comment le Gouvernement explique-t-il l'écart entre les coûts de construction évoqués par les acteurs du secteur (de l'ordre de 2.500 à 3.500 €/m² hors foncier) et les montants maximaux éligibles pouvant dépasser 6.800 €/m² pour la seule part construction dans les dispositifs d'acquisition publique ?

3) Le Gouvernement procède-t-il à une analyse comparative systématique des coûts de construction et des prix d'acquisition afin de garantir une utilisation efficiente des fonds publics dans le cadre des programmes d'acquisition de logements ?

4) Enfin, Monsieur le Ministre peut-il indiquer combien de logements ont été acquis, ou sont en voie de l'être, par l'État dans le cadre de contrats VEFA depuis 2020, ainsi que le prix au mètre carré observé pour ces acquisitions, tant avec qu'hors part foncière ?

Réponse (20/04/2026) de **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1) Le cahier des charges, prévoit les MME volet construction suivants :

Le montant de 6.806 €/m² cité dans la question correspond exclusivement à la catégorie « appartement isolé sur le marché privé », une catégorie qui permet aux promoteurs sociaux sans but de lucre (ASBLs, fondations, SIS…) de saisir des opportunités sur le marché privé de logements qui ne font pas objet de l'article 29/29bis et dont le prix de cession n'est pas soumis aux obligations liées aux prédits articles. À noter que les promoteurs sociaux sans but de lucre ne peuvent pas acquérir des logements abordables prévus par l'article 29/29bis.

Le MME applicable à la grande majorité des acquisitions publiques d'appartements est de 6.036 €/m² SUH TTC. L'amalgame entre le MME d'exception pour l'acquisition de logements hors article 29/29bis et le MME de référence fausse l'analyse de l'écart apparent.

Le MME constitue un plafond théorique maximal et non un prix effectivement payé, dans le cas d'une acquisition par l'État, ou une participation financière « Aides à la pierre », pour une acquisition VEFA par un promoteur social. L'utilisation efficiente des fonds publics se mesure à l'écart entre le prix effectif des acquisitions réalisées et ce plafond, et non à la seule existence du plafond. Le Gouvernement est en mesure d'indiquer la distribution des prix effectivement observés dans les acquisitions VEFA réalisées depuis l'entrée en vigueur du dispositif.

À noter que j'ai introduit une segmentation géographique des prix du foncier. La segmentation géographique se base sur une modélisation hédonique des prix des terrains permettant d'estimer une valorisation moyenne tout en neutralisant les biais liés à la composition locale des caractéristiques des terrains. Un algorithme de partitionnement regroupe les communes en ensembles homogènes. Ensuite sont pris en compte les orientations stratégiques définies par le Programme directeur d'aménagement du territoire (PDAT), notamment pour assurer une cohérence avec l'objectif politique axé sur la concentration du développement aux endroits les plus appropriés (VDL, CDA régionaux et moyens).

ad 2) L'écart apparent s'explique intégralement par une incompatibilité méthodologique entre les chiffres cités et le MME. Une comparaison rigoureuse exige d'aligner trois paramètres : (1) la base de surface (SCB vs SUH), (2) le traitement de la TVA (HTVA vs TTC), et (3) le périmètre de coûts (travaux purs vs produit global livré). En partant du prix brut de construction déclaré par des acteurs du secteur (2.500 €/m² SCB HTVA) et en intégrant l'ensemble des ajustements nécessaires – conversion d'unité SCB vers SUH, honoraires, parkings, surcoûts réglementaires, portage financier, frais de développement et TVA – le prix de revient reconstitué s'établit à 6.255 €/m² SUH TTC. Cet écart de +3,6 % par rapport au plafond MME de 6.036 €/m² SUH TTC valide le cadre de référence public.

En partant du chiffre OAI de 3.000-3.500 €/m², le raisonnement est identique : ce chiffre est lui-même

exprimé en SCB approximatif et hors honoraires – ce que l'OAI précise explicitement. Converti en SUH TTC, on obtient même un résultat nettement supérieur au MME.

ad 3) Le Gouvernement dispose d'un cadre d'analyse structuré pour garantir l'utilisation efficiente des fonds publics dans le cadre des acquisitions VEFA. Cela se traduit notamment par :

L'analyse systématique de chaque offre par les services du ministère sur la base du CDC, avec vérification du respect du MME applicable à la catégorie concernée. L'avis obligatoire de la Commission d'acquisition de logements abordables (CAL29) avant toute décision ministérielle, garantit un contrôle collégial indépendant du prix et de la qualité.

La possibilité de révision du MME à la baisse pour les projets dont la centralité géographique ne justifie pas le plafond indiqué au regard des prix observés par l'Observatoire de l'habitat. Le mécanisme de forfaits de déduction permet d'ajuster le MME aux caractéristiques spécifiques de chaque projet VEFA. Par ailleurs, le suivi des prix effectivement observés dans les acquisitions réalisées, permet de comparer le prix d'acquisition et le MME théorique.

ad 4) Dans le cadre du programme d'acquisition de logements en VEFA par l'État, 537 logements ont été acquis ou sont en voie d'acquisition. Les prix au mètre carré observés sont les suivants :

Ces données appellent deux constats importants :

1. La part construction effective (5.948 €/m²) est inférieure au MME théorique (6.036 €/m²). L'écart de 88 €/m² SUH TTC confirme que le plafond n'est pas systématiquement atteint et que le mécanisme du MME joue effectivement son rôle de plafonnement dans l'intérêt des fonds publics.
2. Le prix total avec foncier (7.512 €/m²) s'établit dans le respect du cadre CDC. La somme des MME maximaux théoriques (6.036 + 1.813 = 7.849 €/m² SUH TTC) constitue le plafond combiné. Le prix effectif observé (7.512 €/m²) s'en situe en deçà, confirmant la cohérence du dispositif.

Ces données répondent directement à la question sur l'utilisation efficiente des fonds publics : non seulement les prix effectifs restent en dessous des plafonds théoriques, mais la part construction effective à 5.948 €/m² SUH TTC est cohérente avec la reconstitution présentée à la question 2, qui aboutissait à ~6.255 €/m² à partir du chiffre sectoriel le plus bas (2.500 €/m² SCB HTVA).

Publicité pour les produits du tabac dans les commerces | Question **3753** (11/03/2026) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Eist Antitubaksgesetz gesäit a sengem Artikel 3 en allgemengt Publicitéitsverbuet fir Tubaks- a Nikotinprodukter vir.

Am 4. Paragraf vun deem Artikel ass eng Deelderogatioun zu deem Verbuet virgesinn. Si gëllt fir Commercen, déi Tubaksprodukter verkafen an zwar an direkter Proximitéit vun de Rayonen, wou déi Produiten ënnerbruecht sinn.

Elo gëtt awer systematesch a verschiddene Commercen, ë. a. Tankstellen, mat grouss ugeluechte Reklammen a Sloganen, wéi „vaut le voyage" operéiert, mat Präisvergläicher mam Ausland a Beispiller, wéi vill ee kann zu Lëtzebuerg beim Tubakskaf spueren. Dat dacks mat Videoen a Biller, déi iwwert dat ganz Lokal ausstralen.

Ofgesinn dovun, datt dat eng Provokatioun vis-à-vis vun eisen Nopeschlänner ass, wollt ech vum Här Inneminister a vum Här Wirtschaftsminister wëssen:

1. Hu si Kenntnis vun esou Verstéiss géint d'Antitubaksgesetz?

2. Sinn d'Police an de Parquet vun esou Verstéiss a Kenntnis gesat ginn?

3. Wéi vill Verstéiss sinn zanter dem Werbeverbuet fir Tubaksprodukter säit 2005 festgestallt a sanktionéiert ginn?

4. Wat fir Strofe goufen ausgesprach?

Réponse (24/04/2026) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

ad 1. De Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet (M3S) an d'Gesondheetsdirektioun kréie reegelméisseg Meldungen aus der Bevëlkerung souwéi vun Associatiounen, déi sech fir d'Bekämpfung vum Tubakskonsum asetzen.

All Meldung, déi ënnert d'Kompetenz vun der Gesondheetsdirektioun fält (zum Beispill Kontroll vun der Konformitéit vu Fumoiren), gëtt ënnersicht a féiert zu Kontrollen op der Plaz duerch déi zoustänneg Servicer vun der Gesondheetsdirektioun. Falls Verstéiss festgestallt ginn, ginn entspriechend Schrëtt ënnerholl, ënner anerem duerch Hiweiser op d'Gesetzgeebung (Rappel à la loi) oder duerch formell Opfuerderungen (Mise en demeure) un déi betraffe Betriber, falls néideg och duerch strofrechtlech Verfollgung, fir d'Respektéiere vum gesetzleche Kader ze garantéieren.

Et ass ze ënnersträichen, datt geméiss Artikel 3 Paragraf 4 vum Antitubaksgesetz vum 11. August 2006[6], déi bannent de Verkafspunkten erlaabte Reklamm streng gereegelt ass, an op Affichen oder Panneaue limitéiert ass. Si däerf sech net u Mannerjäreger riichten, keng Argumenter mat Bezuch op d'Gesondheet enthalen, keng reduzéiert Schiedlechkeet suggeréieren a keng Biller vu bekannte Persoune benotzen.

D'Gesetz vum 28. November 2025 huet d'Kontrollkompetenze vun dësen Dispositiounen erweidert an zum Deel gestäerkt an dëst zugonschte vun der Douanes- an Akziseverwaltung (ADA). Virum Akraafttriede vun dësem Gesetz hat d'ADA keng Kompetenz, fir Verstéiss géint d'Tubakslegislatioun festzestellen. Et ass ënner anerem virgesinn, datt d'Agente vun der ADA eng Formatioun kënne maachen, fir d'Qualitéit als „officier de police judiciaire" ze kréien, fir esou dës Verstéiss kënne festzestellen. D'Modalitéite vun dëser Formatioun ginn an engem groussherzogleche Reglement festgeluecht, dat sech nach aktuell an der Prozedur befënnt.

ad 2. Falls e méigleche Verstouss géint d'Antitubaksgesetz virläit, ginn déi zoustänneg Autoritéiten, ënner anerem d'Police oder de Parquet, vum M3S informéiert, fir eventuell juristesch Schrëtter anzeleeden.

Esou Fäll kënnen awer an engem éischte Schrëtt och administrativ behandelt ginn, zum Beispill duerch gesetzlech Hiweiser oder duerch formell Opfuerderungen (Mises en demeure) un déi betraffe Betriber.

ad 3. a 4. Zënter 2017 huet d'Gesondheetsdirektioun an den M3S am Ganze 14 Fäll mat engem Rappel à la loi behandelt. D'Situatiounen, déi zu enger Analys oder enger Interventioun gefouert hunn, hunn ënner anerem follgend Aspekter betraff:

– Promotiounsaktiounen a Supermarchéen, bei deenen ekonomesch Virdeeler am Kader vum Kaf vun Tubaksprodukter ervirgehuewe goufen, zum Beispill ënnert der Form vu Fidelitéitspunkten;
– Reklamm ausserhalb vun de strikt erlaabten Zonen am Verkafspunkt;
– d'Netanhale vun de Verpflichtungen am Beräich vun de Gesondheetswarnungen op eenzelen Tubaksprodukter an de Verkafspunkten, déi dozou bäidroe sollen, d'Attraktivitéit vun dëse Produkter ze reduzéieren an all Form vu Reklammwierkung anzegrenzen;
– d'Organisatioun vu Promotiounsevenementer, déi drop ausgeriicht waren, nei Tubaks- oder Nikotinprodukter beim Public ze promoten;
– d'Vergi vu Rabatter oder Promotiounsvirdeeler a spezialiséierte Geschäfter, besonnesch am Secteur vum Vapotage, wat och eng Form vu Reklamm fir Tubaksprodukter duerstellt;
– Promotiouns- oder Verkafspraktike vun Tubaks- oder Nikotinprodukter iwwer Online-Kanäl, déi méiglecherweis net dem legale Kader entspriechen.

Agression d'un agent pénitentiaire au Centre pénitentiaire de Givenich | Question **3754** (11/03/2026) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Selon des informations relayées le 10 mars 2026 par la presse nationale, un agent pénitentiaire aurait été violemment agressé par un détenu au Centre pénitentiaire de Givenich au cours de la matinée. D'après les premiers éléments communiqués par l'Association des agents pénitentiaires, l'agression aurait été particulièrement brutale et aurait entraîné des blessures sérieuses chez le surveillant concerné, lequel a dû être pris en charge par les services médicaux.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Madame la Ministre peut-elle confirmer l'incident survenu au Centre pénitentiaire de Givenich et préciser les circonstances connues à ce stade de l'agression de l'agent pénitentiaire ?

2) Quel est l'état de santé de l'agent concerné et quelles mesures de soutien et d'accompagnement lui sont offertes par l'Administration pénitentiaire ?

3) Une enquête interne ou judiciaire a-t-elle été ouverte afin d'établir les responsabilités et les circonstances exactes de cet incident ?

4) À la lumière de cet incident, Madame la Ministre peut-elle préciser si les dispositifs d'alerte et de sécurité mentionnés dans la réponse à la question parlementaire n° 3420 ont été effectivement déclenchés lors de l'agression survenue au Centre pénitentiaire de Givenich et, le cas échéant, dans quels délais l'intervention a pu être assurée ?

5) Combien d'agressions physiques visant des agents pénitentiaires ont été recensées au Centre pénitentiaire de Givenich au cours des cinq dernières années, et quelles suites disciplinaires ou judiciaires ont été engagées dans ces cas ?

Réponse (27/03/2026) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

ad 1) Le 10 mars 2026, un incident est effectivement survenu au Centre pénitentiaire de Givenich (CPG). Au cours de celui-ci, un détenu a lancé un rameau de bois en direction d'un agent pénitentiaire lequel a été touché à la main et au niveau du ventre, occasionnant des blessures légères.

ad 2) L'agent pénitentiaire concerné a subi de légères blessures. Par suite de ces blessures, un congé de maladie s'est toutefois avéré nécessaire afin de permettre son rétablissement.

[6] Loi modifiée du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac.

À la suite de l'incident, l'Administration pénitentiaire lui a immédiatement offert l'ensemble des mesures de soutien prévues, notamment un accompagnement par le Service du bien-être au travail de l'Administration pénitentiaire ainsi que par le Service psychosocial de la fonction publique, afin d'assurer une prise en charge complète et adaptée.

ad 3) Comme pour tout incident qui survient dans un des trois centres pénitentiaires, un rapport d'enquête interne a été établi afin de documenter de manière précise le déroulement des faits. L'analyse réalisée a confirmé que les agents impliqués ont respecté l'ensemble des procédures internes et ont agi de manière appropriée et proportionnée. Le dossier a par ailleurs été transmis au Parquet de Diekirch ainsi qu'au Parquet général.

En outre, conformément aux pratiques habituelles en matière de sécurité, le délégué à la sécurité procédera également à une analyse de l'incident afin de compléter l'évaluation globale des circonstances pour en tirer les enseignements appropriés.

ad 4) Les dispositifs d'alerte et de sécurité pertinents ont été activés dans les plus brefs délais, conformément aux procédures en vigueur. Par conséquent, l'intervention a pu être assurée rapidement et de manière coordonnée, en ligne avec les protocoles opérationnels prévus pour ce type de situation.

ad 5) Au cours des cinq dernières années, le CPG a enregistré sept agressions physiques commises à l'encontre d'agents pénitentiaires, à savoir un incident en 2021, trois en 2022, deux en 2024 et un en 2025. Dans chacun de ces cas, une mesure immédiate de transfert vers le Centre pénitentiaire de Luxembourg a été ordonnée par le procureur général d'État à l'égard du détenu concerné, sans qu'aucune sanction disciplinaire n'ait été prononcée. Par ailleurs, une plainte a été déposée auprès des autorités judiciaires pour l'un des incidents enregistrés en 2024.

Subsides agricoles | Question **3755** (11/03/2026) de **M. André Bauler** | **M. Gusty Graas** (DP)

Le Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture accorde des aides financières aux entreprises agricoles et viticoles ainsi qu'à d'autres producteurs du secteur primaire. Ces instruments financiers constituent un levier essentiel pour accompagner un secteur qui, trop souvent, est confronté à des difficultés de nature diverse.

En principe, toute aide doit être accordée sur base d'une décision préalable de la ministre compétente.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture :

1) Madame la Ministre peut-elle indiquer dans quelle mesure et selon quelles consignes les subsides et aides financières accordés aux différents producteurs sont contrôlés par les services de son Ministère ?

2) Madame la Ministre peut-elle préciser si des subsides ont été versés ces dernières années sans que son accord préalable n'ait été donné ?

3) Dans l'affirmative, combien de situations de ce genre ont été constatées depuis 2020 ?

4) Quelle procédure le ministère engage-t-il dans un tel cas afin de rapatrier les fonds versés ? Le ministère a-t-il infligé des sanctions dans ce contexte ?

Réponse (02/04/2026) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1) Les subsides et aides financières accordés par le Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture aux exploitations agricoles et viticoles sont octroyés conformément aux bases légales et réglementaires applicables ainsi qu'aux régimes d'aide en vigueur.

Les demandes introduites par les bénéficiaires font l'objet d'un examen administratif par les services compétents du ministère, portant notamment sur l'éligibilité du demandeur, la conformité du projet ou de l'investissement avec les conditions prévues par le régime d'aide concerné ainsi que sur la complétude des pièces justificatives requises.

Selon la nature des aides concernées, les dossiers font également l'objet d'un suivi administratif et, le cas échéant, de contrôles sur place afin de vérifier la réalisation effective des investissements ou des activités soutenus ainsi que le respect des conditions d'octroi. Les bénéficiaires sont tenus de fournir les documents justificatifs nécessaires, tels que factures et preuves de paiement, etc.

Il convient également de préciser que, pour certains régimes d'aide, les contrôles s'inscrivent dans le cadre des exigences applicables aux dispositifs cofinancés par l'Union européenne, lesquelles prévoient des procédures de contrôle spécifiques.

En cas de non-respect des conditions d'octroi ou d'irrégularités constatées, les dispositions applicables permettent la réduction, la suspension ou le recouvrement total ou partiel des aides accordées.

ad 2) Non, aucun subside a été versé sans l'accord préalable de Madame la Ministre.

ad 3) /

ad 4) /

Hausse récente des prix des carburants et impact économique et social au Luxembourg | Question **3756** (11/03/2026) de **M. Georges Engel** | **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Ces derniers jours, les prix internationaux du pétrole et des produits pétroliers ont connu une forte volatilité et une hausse marquée, dans un contexte de tensions géopolitiques accrues au Moyen-Orient. Cette évolution se répercute rapidement sur les prix de l'énergie et des carburants supportés par les ménages et les entreprises au Luxembourg, avec un impact particulièrement lourd pour les ménages à revenu modeste ainsi que pour les petites et moyennes entreprises.

Ainsi, depuis la fin du mois de février 2026, les prix officiels des carburants au Luxembourg se sont envolés. Entre le niveau de prix applicable à la fin février et celui en vigueur au 11 mars 2026, le litre de sans-plomb 95 est passé de 1,483 euro à 1,654 euro, tandis que le litre de diesel est passé de 1,465 euro à 1,828 euro. En moins de deux semaines, cela correspond à une hausse de 17,1 centimes par litre pour l'essence et de 36,3 centimes par litre pour le diesel, avec des conséquences immédiates sur le pouvoir d'achat des ménages et sur les coûts supportés par les entreprises. Dans le même temps, les prix du gaz naturel sur le marché européen ont également connu une remontée très marquée.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Le Gouvernement envisage-t-il la convocation d'une réunion tripartite afin d'évaluer l'impact macro-économique et social de cette nouvelle hausse des prix de l'énergie et, le cas échéant, de coordonner une réponse concertée avec les partenaires sociaux ?

2) Quel a été le montant des recettes supplémentaires perçues par l'État sur les produits pétroliers et énergétiques depuis le 1er février 2026 ?

3) Le Gouvernement entend-il réaffecter tout ou une partie de ces recettes supplémentaires à des mesures ciblées de compensation ou de soutien au pouvoir d'achat ?

Réponse (10/04/2026) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

ad 1) La crise au Moyen-Orient a, depuis début mars, des répercussions sensibles sur les marchés énergétiques mondiaux, en particulier pour le pétrole et le gaz naturel liquéfié (GNL). Sur les marchés internationaux, le prix du pétrole a augmenté d'environ 40 % et celui du GNL d'environ 65 %. Ces prix restent toutefois très volatils et en partie spéculatifs, et leur évolution dépendra largement de la situation géopolitique dans la région, comme en témoigne également l'annonce d'un cessez-le-feu en date du 7 avril, à la suite de laquelle les prix ont de nouveau baissé.

Pour l'Europe, aucun problème d'approvisionnement immédiat en pétrole ou en gaz n'est actuellement constaté, car seule une part relativement limitée de ces ressources provient directement de cette région.

Le Gouvernement suit la situation de très près et a décidé de libérer une petite quantité de pétrole de ses réserves stratégiques afin de participer à une action coordonnée au niveau international par l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Les réserves nationales restent néanmoins suffisantes pour garantir la sécurité d'approvisionnement.

Une hausse des prix du pétrole ne se répercute pas automatiquement à l'identique sur les prix à la pompe, notamment en raison du mécanisme des prix maxima appliqué au Luxembourg, qui est basé sur les cotations internationales des produits pétroliers.

En ce qui concerne l'électricité et le gaz, les fluctuations des prix sur les marchés ne se répercutent pas immédiatement sur les consommateurs finaux, car les fournisseurs achètent généralement leur énergie sur des périodes de 2 à 3 ans, ce qui permet d'amortir les variations.

Afin de stabiliser les prix de l'électricité, le Gouvernement contribuera en outre à hauteur de 150 millions d'euros par an entre 2026 et 2028 pour réduire les coûts du réseau. Par ailleurs, plusieurs aides ciblées existent pour soutenir les ménages, notamment l'allocation de vie chère et la prime énergie, qui ont également été augmentées significativement durant la présente période législative.

Dans ce contexte, le Gouvernement poursuit également ses efforts pour renforcer la résilience et la sécurité énergétique, notamment par :

– le développement accéléré des énergies renouvelables,
– l'extension des infrastructures et des réseaux énergétiques,
– l'installation de nouvelles capacités solaires et éoliennes,
– une coopération renforcée avec les pays voisins dans le domaine de l'hydrogène,
– l'élaboration d'une stratégie nationale pour les batteries,
– et des subventions climatiques attractives pour accompagner les ménages et les entreprises dans la transition énergétique.

Par conséquent, dans le contexte spécifique de la hausse des prix des produits pétroliers, et conformément à l'accord de coalition qui prévoit la tenue d'une réunion tripartite en cas de déclenchement de plusieurs tranches indiciaires sur une année, le Gouvernement n'envisage pas, à ce stade, de convoquer une telle réunion. Il continue à suivre l'évolution de la situation avec la plus grande attention et rappelle, tout en renvoyant aux mesures précitées, qu'il a déjà présenté un ensemble d'autres mesures visant à atténuer les répercussions de cette hausse.

ad 2) Sur base des ventes de carburant au mois de mars 2026 et une estimation des ventes de mazout pour le même mois, et partant de l'hypothèse qu'une partie des ventes de gasoil est faite à des professionnels qui peuvent récupérer la TVA, le montant de recettes de TVA supplémentaires générées par la hausse des prix des produits pétroliers depuis le début de la crise au Moyen Orient, entre le 1er mars et le 9 avril 2026, est estimé à environ 5.650.000 euros.

Au niveau des droits d'accise, il n'y a pas de recettes supplémentaires, comme il s'agit d'une taxe fixe par litre qui ne varie pas avec le prix au litre.

ad 3) Il est renvoyé aux éléments de la réponse à la première question relatives aux mesures prises par le Gouvernement en matière de soutien, notamment l'augmentation de l'allocation de vie chère, le triplement de la prime énergie, le financement des coûts de réseau électrique. S'y ajoute, au niveau du soutien au pouvoir d'achat, l'adaptation du barème d'imposition afin de compenser 6,5 tranches indiciaires.

En outre, en vertu du principe de la non-affectation des recettes tel que disposé par l'article 4 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État, il n'est techniquement pas possible de réaffecter des recettes spécifiques à des dépenses spécifiques.

Organisation de l'examen pratique du permis F et déplacements des candidats du Nord | Question **3757** (11/03/2026) de **M. Jeff Boonen** | **M. Emile Eicher** (CSV)

De Führerschäi vun der Kategorie F ass fir vill Jonker am ländleche Raum eng entscheedend Viraussetzung, fir kënnen aktiv op de Bauerenhäff matzeschaffen an de Beruff vum Bauer ze liewen. Bis virun e puer Joer war et méiglech, de prakteschen Deel vum Examen dezentral op verschiddene Standuerter am Norden ze maachen, wéi zu Clierf, zu Réiden oder zu Wolz, wou den Examinator dann op d'Plaz komm ass. Dëst huet deene Jonken d'Méiglechkeet gebueden, hire prakteschen Examen an hirer Regioun an dacks net wäit vum eegenen Haff ze maachen.

Zanter der Zentraliséierung vum Service am Juli 2023 um Fridhaff gesäit d'Situatioun awer anescht aus. Dës Ëmstellung bréngt fir d'Kandidaten aus dem Norden däitlech Verännerunge mat sech: Si mussen elo mat hirem Trakter vum Haff aus bis op de Fridhaff fueren. Bei enger Maximalgeschwindegkeet vu just 25 km/h féiert dat dozou, datt dës lues Gefierer iwwer laang Strecken op wichtege Verkéiersachsen, wéi der sougenannter Dräibunn, ënnerwee sinn. Dëst provozéiert net nëmmen onnéideg Stauen a Verkéiersbehënnerungen, mee stellt och eng zousätzlech Belaaschtung fir déi Jonk duer.

An deem Kontext wollte mir follgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

1. Ass d'Madamm Ministesch der Meenung, dass eng dezentraliséiert Léisung géif verhënneren, datt schwéier a méi lues Maschinnen Haaptverkéiersachse blockéieren an esou de Verkéiersfloss géif verbessert ginn?

2. Kéint d'Madamm Ministesch sech virstellen, am Kader vun enger Flexibiliséierung vun der Organisatioun vum prakteschen Examen erëm temporär oder periodesch Examen op verschiddene regionale Standuerter unzebidden, besonnesch a landwirtschaftlech gepräägte Regiounen?

Réponse (13/04/2026) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi honorabel Deputéiert stelle Froen am Kader vun der Organisatioun vum praktesche Führerschäinsexame vun der Kategorie F.

ad 1. An dësem Zesummenhang ass ze präziséieren, dass et an de leschte Joren nëmme wéineg praktesch Exame fir de Führerschäi vun der Kategorie F (Trakteren a Maschinne mat engem eegenen Undriff mat enger maximal zougeloossener Gesamtmass vu maximal 12.000 kg) gouf, an dass dës Zuel och an de leschte Jore relativ konstant bliwwen ass. Esou ginn normalerweis tëschent 100 an 125 Exame pro Joer op den 3 Sitte vun der SNCA ofgehalen. Dat entsprécht am Schnëtt nëmmen ongeféier tëscht 0,60 % an 0,70 % vun der Gesamtzuel vun alle prakteschen Examen.

Am Joer 2025 goufen 114 Exame vun der Kategorie F duerchgefouert, wat 0,62 % vun der Gesamtzuel vun de praktesche Führerschäinsexamen zu Lëtzebuerg ausmécht. Opgrond vun dëser klenger Zuel vun Examen an dëser Kategorie, muss een den Impakt op de Verkéiersfloss relativéieren.

Doriwwer eraus sief drop higewisen, dass déi maximal Vitess vu 25 km/h op déi Referenz an der Fro gemaach gëtt, just fir d'Maschinne gëllt. Trakteren dogéint kënnen esou séier fuere wéi de Code de la route et op de jeeweilege Plazen zouléisst. De Fait, dass d'Trakteren also am normale Verkéiersfloss matfuere kënnen, relativéiert weider d'Perceptioun vun engem signifikanten Impakt vun dësem Examen op de Verkéiersfloss.

Wat elo déi dezentraliséiert Organisatioun ugeet, esou huet dës schonns zanter ville Joren net méi de Besoinen um Terrain entsprach. Sitte wéi zum Beispill Clierf a Réide gi schonn zanter ronn 14 Joer net méi fir d'Organisatioun vu prakteschen Exame genotzt. Eenzeg de Site vu Wolz war nach aktiv bis och dëse Mëtt Juli 2023 zougemaach gouf. D'Zentraliséierung, déi 2023 ëmgesat gouf, ass domadder an der Kontinuitéit vun den Entwécklungen, déi scho säit längerer Zäit ageleet goufen.

Dës Strategie vun der Zentraliséierung, déi zanter Juli 2023 ëmgesat gëtt, baséiert op Ziler vun Effizienz, Qualitéit a Standardiséierung. D'Organisatioun ronderëm déi dräi Standuerter Sandweiler, Esch-Uelzecht a Fridhaff erlaabt et nämlech fir:

– d'Notzung vun de mënschlechen a finanzielle Ressourcen ze optiméieren andeems d'Deplacementer reduzéiert an de Planning vun den Examenssessioune verbessert ka ginn, homogeen Examensbedéngunge fir all Kandidatin a Kandidat ze garantéieren, an dat onofhängeg dovunner, wou ee wunnt,
– d'Konformitéit mat de gesetzlechen Ufuerderungen an e konstante Qualitéitsstandard ze garantéieren,
– d'Sécherheet vun den Exame mat Hëllef vun ugepassten an iwwerwaachten Infrastrukturen ze verbesseren,
– d'Organisatioun vun den Examen op administrativem a logisteschem Plang ze vereinfachen, besonnesch wat d'Gestioun vun de Pläng, dem Material an de Suivi vun de Kandidatinnen a Kandidaten ugeet,
– eng besser Adaptatiounsfäegkeet am Fall vu Schwankunge bei der Demande oder organisatoresche Contrainten ze erméiglechen.

ad 2. Wéi schonn an der Äntwert op déi éischt Fro geschriwwen, ziilt déi aktuell Organisatioun op eng méiglechst héich Effizienz a Qualitéit vun den Examen. Natierlech gëtt awer och gekuckt, fir hei d'Zefriddenheet vun de BiergerInne mam Service am A ze behalen.

Och wann d'Exame vun der Kategorie F, wéi beschriwwen, nëmmen e ganz klengen Undeel vun allen Examen ausmaachen, an et sech bei dësen Examen ëm eng eemoleg Etapp am Liewe vun de Kandidatinnen a Kandidaten handelt, versteet d'SNCA awer, dass laang Strecken, déi mat Trakteren oder landwirtschaftleche Maschinne musse gefuer ginn, bestëmmte Contraintë mat sech brénge kënnen.

An dësem Kontext wäert gepréift ginn, awéiwäit eng geziilten Upassung vun der Organisatioun vun dësen Exame kéint envisagéiert ginn, notamment duerch e méi flexibele Planning oder d'Ëmsetzung vu punktuellen an temporäre Léisungen, woubäi awer drop muss opgepasst ginn, dass dobäi déi fundamental Grondprinzippie vun der aktueller Strategie (Effizienz an der Notzung vun de Ressourcen an d'Garantie vun engem héije Qualitéits- a Sécherheetsniveau) net a Fro gestallt ginn.

Aus uewe genannte Grënn gëtt dofir eng generell Re-Dezentraliséierung zum aktuellen Zäitpunkt weeder als néideg nach als optimal Léisung ugesinn.

D'SNCA bleift gläichzäiteg selbstverständlech opmierksam, wat d'Entwécklungen um Terrain ugeet, a weist sech oppe fir all pragmatesch Upassungen, déi d'Konditioune fir d'Kandidatinnen a Kandidate verbesseren, ouni natierlech d'Grondlage vun der aktueller Strategie a Fro ze stellen.

Rétroactivité des certificats de maladie dans le secteur communal | Question **3758** (12/03/2026) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An der Äntwert op meng vireg parlamentaresch Fro N° 3623 huet de Minister Erklärungen zur Retroaktivitéit vun de Krankeschäiner fir d'Gemengebeamt:inne geliwwert. Et gëtt op d'Reegel agaangen, dass de Krankeschäin ab dem véierten Dag muss virgeluecht ginn:

„D'Situatioun vun engem Beamten, dee méi ewéi 3 Deeg hannereneen aus gesondheetleche Grënn net ka schaffen, ass vum Prinzipp hier fir Staats- a Gemengebeamten d'selwecht gereegelt. Fir déi éischt dräi Deeg ass kee Certificat médical néideg. Vum véierten Dag u muss den Agent allerdéngs esou e Certificat virleeën. D'Gesetz gesäit vir, dass den Agent spéitstens um véierte Krankheetsdag bei en Dokter geet, deen, wann et ubruecht ass, e Krankeschäin ausstellt. [...]

Den Artikel 16 vum ëmgeännerte Congésreglement vun de Gemengebeamte vum 21. Oktober 1987 gesäit vir, datt de Krankeschäi vun deem Dag u valabel ass, wou e vum Dokter ausgestallt ginn ass. De Gemengebeamte brauch réischt vum véierten Dag un ee Krankeschäi vum Dokter."

An den Äntwerten op meng parlamentaresch Fro N° 2262 an 2275 aus dem Joer 2020 haten déi deemoleg Ministeren, dass ee Salarié virun enger Kënnegung geschützt ass, och wann en deen Dag selwer keen Zertifikat konnt virleeën. (Dëst war am Kader

vun der Covid-Pandemie an dem Congé pour raisons familiales).

Den Zertifikat ass de Beweis an d'Begrënnung vun der Absence a kéint nodréiglech nogereecht ginn, wann den Employé senger Flicht nokomm ass, de Patron iwwert seng Absence ze informéieren.

Dofir stellt sech nach eng Präzisiounsfro betreffend d'Retroaktivitéit vum Ausstellungsdatum vum Krankeschäin („date de délivrance"), op déi d'Ministeren an hirer vireger Äntwert net agaange sinn. Heizou dat follgend Beispill:

Eng Persoun huet e Krankeschäi vu méindes bis mëttwochs. Donneschdes fillt si sech nach ëmmer krank, mee si kënnt deen Dag net direkt bei den Dokter. Si kënnt eréischt freides bei den Dokter. Den Dokter stellt dann ee Krankeschäin aus (Date de délivrance = Freideg) an attestéiert medezinnesch, datt d'Aarbechtsonfäegkeet scho méindes bestanen huet, a schreift de Krankeschäin also retroaktiv fir Donneschdeg a Freideg.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur, fir Aarbecht a fir den ëffentlechen Déngscht dës Froe stellen:

1. Wéi gëtt déi uewe beschriwwe Situatioun beim Staat a bei de Gemenge behandelt?

2. Gëllt de Krankeschäi fir d'Gemenge- souwéi Staatsbeamten ab der Date de délivrance oder ab deem Datum, wou d'Persoun medezinnesch vum Dokter fir aarbechtsonfäeg erkläert gëtt?

3. Gëtt ee Krankeschäin, deen, wéi am uewe genannte Beispill, retroaktiv ausgestallt gouf, am normalen Aarbechtsrecht als Beweis vun der Absence unerkannt?

4. Gëtt ee Krankeschäin, deen, wéi am uewe genannte Beispill, retroaktiv ausgestallt gouf, am Gemengesecteur als Beweis vun der Absence unerkannt?

Réponse (14/04/2026) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **M. Serge Wilmes,** Ministre de la Fonction publique | **M. Marc Spautz,** Ministre du Travail

ad 1. Bei där beschriwwener Situatioun, wou et ëm eng Verlängerung vun engem Krankeschäi geet, applizéiert sech beim Staat den Artikel 28-3 Alinea 4 vum Staatsbeamtestatut, dee Follgendes virgesäit: „En cas de prolongation de l'incapacité de travail au-delà de la durée prévue par le certificat médical, le fonctionnaire est tenu d'informer son chef d'administration de la prolongation de son congé pour raisons de santé le premier jour ouvré de la prolongation et fournir un nouveau certificat médical au plus tard le jour ouvré suivant l'expiration du certificat médical précédent."

Wann en Agent oder eng Agentin also e Krankeschäi vu méindes bis mëttwochs huet, muss d'Verwaltung deen neie Krankeschäi spéitstens donneschdes kréien.

D'ëmgeännert Congésreglement fir d'Gemengebeamte vum 21. Oktober 1987 schreift vir, datt en Agent, deem säi Krankeschäin ausleeft an deen aus gesondheetleche Grënn nach ëmmer net schaffe kann, spéitstens um leschten Dag vun der Gültegkeet vum aktuelle Krankeschäi sengem Employeur muss matdeelen, datt seng Krankmeldung verlängert gëtt. Duerno muss den Agent sech vun engem Dokter ënnersiche loossen, deen – falls néideg – e weidere Krankeschäin ausstellt.

Am Fall vun enger Verlängerung vun engem Krankeschäi schreift d'Reglement net ausdrécklech vir, datt den neie Krankeschäin eréischt vum Dag vun der Ausstellung u gëllt. Et hält awer kloer fest, datt all Ofwiesenheet op der Aarbecht, déi net duerch e valabele Krankeschäi gedeckt ass, als net entschëllegt Feelen ugesi gëtt.

ad 2. Am Krankheetsfall vun engem Gemengebeamte gëllt den éischte Krankeschäi vun deem Dag u wou en ausgestallt gëtt. Déi Beschränkung gëllt net fir weider Krankeschäiner.

Wa Staatsverwaltunge mat retroaktive Krankeschäiner konfrontéiert ginn, réit de Ministère fir d'Fonction publique, sech un d'Positioun vum Collège médical ze halen, deen a senger Publikatioun Info-Point N° 36 vum Mäerz 2024 dat hei schreift:

„Rétroactivité

Il s'agit probablement d'une des questions les plus délicates dans le cadre des bonnes conduites d'établissement de certificats médicaux.

Pour le Collège médical et dans la logique des développements ci-dessus, l'idéal serait que le médecin n'atteste que ce qu'il a effectivement constaté le jour de son examen. Autrement dit, toute rétroactivité dans les certificats médicaux devrait être interdite. En effet, certifier de façon objective et vérifiable, un fait survenu ne fut-ce qu'un jour avant l'examen s'avère difficile, souvent impossible. Pour ce faire, le médecin devrait avoir recours à des certificats dixit pour ce que le patient lui rapporte et qui est antérieur à la date de l'examen. Or, nous l'avons vu plus haut, le médecin est tenu à éviter autant que possible d'avoir recours à cette forme de certificat. [...]"

Et kann och sinn, dass e Krankeschäin den Dag no der Visitt beim Dokter oder der Doktesch ausgestallt gëtt. An deem Fall certifiéiert den Dokter oder d'Doktesch jo dat, wat se konnt feststellen.

ad 3. D'Aarbechtsrecht definéiert keng Reegelen iwwert d'Gültegkeet vun de Krankeschäiner, mee et fixéiert d'Prozedur, déi d'Salariéë respektéiere mussen, fir datt se wärend hirer Krankheet géint eng Kënnegung geschützt sinn. D'Fro vun der Unerkennung vu retroaktive Krankeschäiner fält ënnert d'Zoustänneg-keet vun der Gesondheetskeess (CNS). Allgemeng kann ee soen, datt, wann de Krankeschäi vun der CNS unerkannt gëtt, d'Absence vum Salarié och justifiéiert ass.

ad 4. Ech verweisen op d'Äntwert op déi zweet Fro.

Certificat C2 de luxembourgeois à l'INLL | Question **3760** (12/03/2026) de **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

An engem eis zougedroene Fall gouf enger Persoun, déi um Institut national des langues Luxembourg eng Weiderbildung am Lëtzebuergeschen absolvéiere wollt, vum INLL matgedeelt, dass hir keen C2-Sproochenzertifikat ausgestallt kéint ginn, mee just en C1-Zertifikat.

Virun deem Hannergrond géif ech dem Här Kulturminister gär follgend Froe stellen:

1. Bitt den INLL fir eis Landessprooch grondsätzlech kee standardiséierten C2-Zertifikat geméiss dem Gemeinsamen Europäesche Referenzkader fir Sproochen un?

2. Wa jo: Aus wéi enge fachlechen oder organisatoresche Grënn gëtt keen C2-Zertifikat ugebueden?

3. Wann dach: Wéi eng Viraussetzunge mussen erfëllt sinn, fir en C2-Zertifikat ze kréien? Gëtt et Persounegruppen, deenen een C2-Zertifikat grondsätzlech net ausgestallt gëtt?

4. Spillt d'Nationalitéit an iergendenger Weis eng Roll bei der Zouloossung zu Prüfungen oder bei der Ausstellung vun Zertifikater am Fach Lëtzebuergesch?

5. Wa jo: Ass d'Regierung der Meenung, dass dës Reegelung mam Gläichheetsgrondsaz vun alle Bierger, wéi en an der Verfassung festgeschriwwen ass, kompatibel ass?

Réponse (23/04/2026) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Den Institut national des langues Luxembourg (INLL) bitt am Kader vum Diplom Lëtzebuergesch als Friemsprooch (Diplom LaF), dem eenzegen offiziellen Diplom, fir seng Kenntnisser am Lëtzebuergeschen zertifizéiert ze kréien, de Moment kee Certificat fir den Niveau C2 un. De genannten Diplom gëtt aktuell fir d'Niveauen A2, B1, B2 an C1 ugebueden.

ad 2. an 3. Den Niveau C2 entsprécht, am Sënn vum Gemeinsamen Europäesche Referenzkader fir Sproochen, enger quasi mammesproochlecher Kompetenz, deelweis geet den C2 souguer doriwwer eraus. Den C2 verlaangt d'Beherrsche vun abstrakte Begréffer a vun héich komplexen Argumentatiounsstrukturen. Fir en C2 Niveau attestéiert ze kréien, muss ee fäeg sinn, souwuel mëndlech wéi och schréftlech, analytesch argumentéieren ze kënnen an dëst deels op engem akadeemeschen Niveau.

Et kann een also feststellen, datt esouguer net all Mammesproochler all déi gefuerdert Kompetenzen op dësem Niveau beherrscht respektiv just deelweis beherrscht. Och ass d'Standardiséierung vun der lëtzebuergescher Sprooch nach net an all Beräich ofgeschloss, wat eng präzis Ofgrenzung tëschent den Niveauen C1 an C2 erschwéiert.

ad 4. a 5. D'Nationalitéit spillt keng Roll bei der Zouloossung zu de Prüfunge vum Diplom LaF. All Persoun, déi sech prett fillt, kann sech fir een Niveau umellen an da wielen, a wat fir enge Kompetenzen (liesen, lauschteren, schreiwen a schwätzen) se sech teste loosse wëllt. Weider Informatiounen zum Oflaf vum Test, zu den Datumen an den ugebuedenen Niveaue sinn um Internetsite vum INLL (www.inll.lu) ze fannen.

Langues utilisées dans les convocations et communications du secteur de la santé | Question **3761** (12/03/2026) de **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

Viru Kuerzem krut e Patient eng Convocatioun fir eng IRM-Ënnersichung vum Centre hospitalier du Nord. Dës Convocatioun war op Franséisch, Däitsch, Englesch a Portugisesch verfaasst, awer net op Lëtzebuergesch. En anere Patient krut eng Reklamm („Prenez rendez-vous chez votre dentiste pour votre enfant") vun der Direction de la santé/Division de la médecine scolaire et de la santé des enfants et adolescents, déi, grad wéi déi mentionéiert Convocatioun, op Franséisch, Däitsch, Englesch a Portugisesch verfaasst war, awer net op Lëtzebuergesch.

An dësem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Entsprécht et der offizieller Sproochepolitick vun der Lëtzebuerger Regierung, dass Terminconvocatiounen a Reklammen am Gesondheetswiese just op Franséisch, Däitsch, Englesch (keng Verwaltungssprooch) a Portugisesch (keng Verwaltungssprooch), awer net an der Landessprooch verfaasst ginn?

2. Geet d'Regierung dervun aus, datt eng lëtzebuergesch Versioun vun Terminconvocatiounen a Reklammen net néideg ass fir de Lëtzebuerger Mammesproochler? Wa jo, aus wéi enge Quelle speist sech dës Vermuddung vun der Regierung?

3. Plangt d'Regierung Moossnamen, fir sécherzestellen, datt an Zukunft all Terminconvocatioun a Reklamm am Gesondheetswiesen och op Lëtzebuergesch verfaasst gëtt?

Réponse (10/04/2026) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. an 2. De Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet versicht bei senge Preventiounsmooss-namen souwéi och bei den Terminconvocatiounen déi Sproochen ze benotzen, déi vun engem méiglechst grousse Prozentsaz vun der Bevëlkerung verstane ginn.

Mam Ofdecke vun den uewe genannte Sprooche gëtt dovun ausgaangen, dass e groussen Undeel u Persounen (dorënner och lëtzebuergeschsproocheg Persounen, awer och Persounen, déi d'lëtzebuergesch Sprooch net beherrschen) d'Kommunikatioun versteet.

Et ass dobäi ze betounen, dass och op Lëtzebuergesch kommunizéiert gëtt, notamment am Kader vun de soziale Meedien.

Des Weidere baséiert dës Approche op pragmateschen an operationelle Considératiounen, déi drop ofzilen, eng effikass a séier Kommunikatioun am Interessi vun der ëffentlecher Gesondheet ze garantéieren.

Eng limitéiert Zuel u Sproocheversioune mécht et méiglech, d'Dokumenter méi séier zur Verfügung ze stellen an d'Informatioune kloer a verständlech un déi concernéiert Persounen ze vermëttelen.

ad 3. D'Prioritéit vum Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet ass, e méiglechst héije Versteesdemech vun de wichtegen Informatiounen an der Bevëlkerung ze erreechen a wäert an deem Sënn d'Sproochepolitick ëmmer weider upassen.

Déclaration de plusieurs États membres de l'UE sur la centralisation de la supervision financière | Question **3763** (12/03/2026) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

Selon des informations publiées ces derniers jours dans la presse nationale et internationale, les ministres des Finances de l'Allemagne, de la France, de l'Italie, de l'Espagne, des Pays-Bas et de la Pologne se seraient prononcés en faveur d'une supervision plus centralisée des marchés de capitaux au niveau européen. Cette question devrait également être abordée lors d'un sommet européen à Bruxelles la semaine prochaine.

Monsieur le Ministre s'est jusqu'ici montré fermement opposé à une telle évolution, craignant des répercussions négatives pour la place financière luxembourgeoise. Toutefois, le ralliement récent de plusieurs grands États membres semble indiquer que le rapport de forces au niveau européen évolue désormais en faveur d'une centralisation accrue de la supervision financière.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Quelle est la position du Gouvernement sur la déclaration commune des six États membres ? Monsieur le Ministre estime-t-il qu'il est encore possible de constituer une minorité de blocage contre une centralisation accrue de la supervision des marchés de capitaux au niveau européen, au vu du soutien exprimé par plusieurs grands États membres ?

2) Quelle position le Luxembourg défendra-t-il lors du sommet européen de la semaine prochaine sur cette question ?

Réponse (18/03/2026) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **M. Luc Frieden,** Premier ministre

Le Gouvernement a pris note de la déclaration commune publiée par six États membres. Cette initiative s'inscrit dans le débat plus large en cours au niveau européen sur l'Union de l'épargne et de l'investissement (SIU) et sur les moyens de renforcer l'intégration et l'efficacité des marchés financiers européens. Le Luxembourg soutient l'objectif de renforcer la SIU.

Le Luxembourg partage une grande partie des messages repris dans la déclaration commune, notamment en matière de simplification, de mise en place de comptes d'épargne et d'investissement, de développement de produits d'épargne-retraite, du renforcement du rôle de la titrisation pour soutenir le financement de l'économie européenne, de l'éducation financière, de la distributed ledger technology (DLT) ou encore de l'euro numérique. Ces orientations rejoignent des priorités largement soutenues par le Luxembourg.

Le Luxembourg souhaite des avancées dans ce dossier et soutient un calendrier ambitieux mais réaliste.

S'agissant de l'architecture de supervision, une supervision européenne centralisée ne répond pas aux causes profondes de la fragmentation des marchés financiers, et risquerait surtout d'accroître la bureaucratie, les coûts et la complexité réglementaire. D'ailleurs, la déclaration commune reste très vague sur la question de la supervision centralisée et n'endosse guère les propositions y relatives faites par la Commission dans le paquet législatif sur l'intégration et la surveillance des marchés.

Lors du sommet européen des 19-20 mars 2026, il n'est pas prévu que ces questions fassent l'objet d'une discussion détaillée. Le Luxembourg continuera à adopter une approche constructive visant à renforcer la compétitivité européenne, à diversifier les sources de financement de l'économie réelle et à favoriser l'innovation et la croissance, tout en évitant de créer de nouvelles sources de complexité et de bureaucratie.

Crédit d'impôt « Bëllegen Akt » | Question **3764** (12/03/2026) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

Le crédit d'impôt « Bëllegen Akt » est accordé à l'acquéreur d'un logement VEFA (Vente en l'état futur d'achèvement) sous condition que l'occupation soit effective dans un délai de quatre ans à compter de la date de l'acte notarié d'acquisition. L'inobservation de ce délai peut entraîner une obligation de remboursement de l'abattement accordé pour l'opération concernée.

Toutefois ce délai peut être prorogé par décision du directeur de l'Administration de l'enregistrement et des domaines pour des cas d'exception et suivant qu'il sera jugé nécessaire au vu d'une demande écrite et dûment motivée, présentée par le bénéficiaire de l'abattement.

– Est-ce que Monsieur le Ministre des Finances peut me fournir un tableau reprenant, pour chaque année de 2015 à 2025, le nombre de demandes de prorogation du délai de quatre ans susmentionné (uniquement pour les immeubles en voie de construction), tout en spécifiant le pourcentage des demandes accordées et – si possible – la durée du délai supplémentaire accordé ?

Réponse (10/04/2026) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

Le tableau ci-après reprend les informations à disposition de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA et se base sur les ventes en l'état futur d'achèvement où la date d'occupation excède de plus de quatre ans la date de l'acte notarié d'acquisition :

Le nombre de demandes de prorogation refusées varie entre 0 et 2 par an. Le délai supplémentaire accordé est en principe de 6 ou 12 mois.

Protection des données personnelles lors des virements bancaires et paiements Payconiq | Question **3765** (12/03/2026) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Wann een e Virement duerchféiert – inklusiv via Payconiq – gëtt d'Wunnadress un den Empfänger iwwermëttelt, dacks ouni datt déi betraffe Persoun sech deem bewosst ass oder explizitt domat averstan ass. Wat beim Bezuele vun enger Rechnung oder engem Don bei engem Stierffall nach praktesch ka sinn, geheit awer eng Partie Froen zum Dateschutz op.

An engem Kontext, wou Fäll vu Finanzbedruch reegelméisseg an der Aktualitéit ze liese sinn – Escroquerien, bei deenen d'Täter laut Aussoe vun den Affer gutt iwwert hir Victime Bescheed wossten –, ass et ubruecht, d'Fundament vun dëser Praxis a Fro ze stellen. Als konkreet Beispill: wann een sech 1 Euro via Payconiq iwwerweise léisst, kann den Empfänger ee bis zwee Deeg méi spéit aus senger Bankapplikatioun eng PDF-Quittung fir dësen Transfert eroflueden. Op deem Dokument stinn Numm, Virnumm/Virnimm an déi vollstänneg Wunnadress vun der iwwerweisender Persoun – Informatiounen, déi normalerweis net ëffentlech sinn.

Et ass dorobber hinzeweisen, datt laut de Reglementatioune vum European Payments Council notamment dem SEPA Instant Credit Transfer Scheme Rulebook 2025 – d'Iwwermëttlung vun der Adress vun der iwwerweisender Persoun (Feld P005) nees als „optional" an net als „mandatory" klassifizéiert ass. Dat werft d'Fro op, firwat d'Lëtzebuerger Banken dës Donnéeën trotzdeem systematesch iwwermëttelen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Firwat iwwermëttelen d'Lëtzebuerger Banken am Zäitalter vum RGPD nach ëmmer d'perséinlech Adress un den Empfänger bei engem Virement? Handelt et sech ëm eng Decisioun, déi jiddwer Bankinstitut fir sech selwer trefft, ëm eng lëtzebuergesch Eegenheet, oder ëm eng Praxis, déi am ganze SEPA-Raum esou gehandhaabt gëtt?

2. Wéi ass dës Iwwermëttlung vun der Adress vereinbar mam Prinzipp vun der Dateminiméierung, esou wéi et den Artikel 5 vun der Veruerdnung (EU) 2016/679 (RGPD) preconiséiert, laut deem persounebezunnen Donnéeën „adequat, relevant a limitéiert op dat, wat fir d'Zwecker, fir déi se veraarbecht ginn, noutwenneg ass" musse sinn?

3. Op wéi enger preziser juristescher Grondlag baséiert dës Dateniwwermëttlung? Kënne sech d'Banken op d'Ausféierung vun engem Kontrakt (Art. 6, Abs. 1, lit. b) RGPD), eng gesetzlech Obligatioun (lit. c) oder eng aner Rechtsgrondlag beruffen?

4. Iwwert wéi e Wee gëtt de Client iwwert dës Iwwerdroung vu senger Adress un Drëtter bei engem Virement informéiert, konform mat den Transparenzobligatiounen aus den Artikelen 13 a 14 vum RGPD?

5. Firwat gëtt och am Fall vu Payconiq – engem Bezuelinstrument, dat dacks als Cash-Ersatz fir kleng, alldeeglech Akeef benotzt gëtt – déi perséinlech Adress mat iwwermëttelt, nieft dem vollständegen Numm inklusiv zweeten an drëtte Virnumm,

Informatiounen, déi normalerweis net ëffentlech sinn? De Benotzer rechent dacks net domadder, datt hie bei engem sou simpele Bezuelvirgang sou detailléiert perséinlech Donnéeën iwwermëttelt.

6. Wäert d'Aféierung vum Wero-Service, dem Nofollger vu Payconiq, Verbesserunge beim Dateschutz mat sech bréngen? Oder wäerten d'Benotzer och weiderhi bei all Transfert massiv hir privat Donnéeë präisginn?

Réponse (23/04/2026) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

Den éierbaren Deputéierte stellt eng Rei Froen am Zesummenhang mam Schutz vu perséinlechen Donnéeë bei Bankiwwerweisungen.

Laut dem SEPA Instant Credit Transfer Scheme Rulebook, dat sech u Bezueldéngschtleeschter (PSP) riicht, ass d'Iwwermëttlung vun der perséinlecher Adress vun dem Optraggeeber verpflichtend, wann de Bezueldéngschtleeschter vum Optraggeeber oder dee vum Empfänger an engem SEPA-Land baussent dem Europäesche Wirtschaftsraum (EWR) etabléiert ass. An deenen anere Fäll ass dës Iwwermëttlung dem SEPA-Reegelwierk no als optional virgesinn.

D'SEPA-Reegele riichte sech no de gültege minimalen Ufuerderunge fir d'Bekämpfung vu Geldwäsch a Finanzéierung vum Terrorismus (AML/CFT).

Den Artikel 58 vun der EU-Direktiv iwwer Bezuelungsdéngschtleeschtungen (PSD2) verweist op d'Informatiounen, déi dem Empfänger bei engem Bezuelvirgang matgedeelt ginn, dorënner eng Referenz, déi dem Empfänger d'Identifizéierung vum Optraggeeber a vum Bezuelvirgang erméiglecht, souwéi all weider mam Bezuelvirgang iwwermëttelt Informatiounen.

Dobäi ass de Responsabele fir den Traitement vun de perséinlechen Donnéeën zoustänneg fir d'Anhale vum Prinzipp vun der Dateminimiséierung, d'Existenz vun enger rechtméisseger Grondlag fir d'Dateveraarbechtung an d'Respektéiere vun den Transparenzobligatiounen no de gültegen Dateschutzreegelen.

Et opläit net dem Minister, sech zu den aktuelle Modeller oder zukünftege Choixe vun eenzele Bezueldéngschtleeschter ze äusseren.

Résidus de pesticides dans le jus de pomme | Question **3767** (13/03/2026) de **M. André Bauler** | **M. Gusty Graas** (DP)

Ces derniers temps, plusieurs articles de presse ont couvert les discussions sur la présence de résidus de pesticides dans les pommes vendues sur le marché domestique. Ce débat a également été à l'origine d'interrogations quant à la présence éventuelle de résidus de pesticides dans les jus de pomme disponibles au Luxembourg.

Or, le jus de pomme produit localement provient en grande partie de pommes issues de vergers et d'arbres anciens, qui, le plus souvent, ne font pas l'objet de traitements phytosanitaires intensifs, voire pas de traitements du tout.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture :

1) L'Administration vétérinaire et alimentaire (ALVA) procède-t-elle régulièrement à des contrôles évaluant la présence de résidus de pesticides dans les jus de pomme vendus dans notre pays, en particulier ceux provenant de la production domestique ?

2) Dans l'affirmative, quels en sont les résultats ?

3) Les analyses effectuées permettent-elles de détecter, le cas échéant, des différences de qualité entre les jus de pomme produits au Luxembourg ?

4) Dans quelle mesure les jus issus d'arbres haute-tige présentent-ils des niveaux de résidus différents par rapport aux jus produits sur base de pommes provenant de vergers intensifs ?

Réponse (13/04/2026) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1) En ce qui concerne les contrôles effectués par l'Administration vétérinaire et alimentaire (ALVA), il convient de préciser que les programmes de surveillance sont basés sur l'évaluation de risque conformément à la réglementation (UE) 2017/625 et concernant les résidus de pesticides, les contrôles portent principalement sur les matières premières, notamment les fruits, plutôt que sur les produits transformés tels que les jus de pomme.

Les analyses réalisées permettent ainsi d'évaluer la présence éventuelle de résidus de pesticides dans les pommes utilisées pour la transformation. Ces contrôles montrent, de manière générale, qu'une partie des échantillons contient des résidus mesurables, mais ceux-ci respectent très largement les limites maximales de résidus fixées par la réglementation européenne. Il est également important de noter que sur les données 2010-2025, aucun échantillon de pommes luxembourgeoises ne dépassait la limite maximale autorisée.

S'agissant de produits transformés, il convient de rappeler qu'un facteur de transformation (« processing factor ») doit être appliqué afin d'adapter la limite maximale de résidus à la transformation subie par le produit (pressage, concentration, pasteurisation, etc.). Or, ces facteurs de transformation ne sont pas harmonisés au niveau européen, ce qui complique l'évaluation des produits finis et limite la comparabilité entre les États membres.

Enfin, il est important de souligner que dans les programmes coordonnés obligatoires et harmonisés au niveau européen, pour la plupart, des produits non transformés sont analysés. Ceci montre la complexité du contrôle des résidus de pesticides dans les produits transformés.

ad 2) Le fait que les analyses de résidus de pesticides se concentrent sur les matières premières plutôt que sur les jus limite fortement la disponibilité de données exploitables pour une évaluation statistique fiable des produits transformés.

ad 3) Les analyses disponibles ne permettent pas d'établir une comparaison directe et systématique de la qualité des jus de pomme concernant les résidus de pesticides produits au Luxembourg, mais se concentrent sur le contrôle des fruits non transformés.

Suivant l'évaluation de risque, le contrôle de la qualité des jus de pomme se concentre sur la présence de patuline qui est un facteur de risque spécifique du jus de pomme.

ad 4) En ce qui concerne la distinction entre jus issus de vergers haute-tige et ceux provenant de vergers intensifs, on ne dispose à ce jour pas de données spécifiques permettant de comparer directement les niveaux de résidus dans les jus correspondants. Il n'y a actuellement pas de réglementations obligeant la mention du type de culture des fruits, intensif ou extensif.

En tout état de cause, les contrôles effectués confirment que les pommes en tant que matière première respectent les exigences de sécurité alimentaire en vigueur.

Rénovation énergétique des logements existants | Question **3768** (13/03/2026) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Dans leur réponse récente à la question parlementaire n° 3543 relative à la rénovation énergétique des logements existants, les ministres indiquent qu'entre janvier 2022 et janvier 2026 un total de 1.028 demandes de prime d'amélioration ou de prime d'amélioration pour assainissement énergétique ont été introduites.

Si l'introduction de la prime d'amélioration pour assainissement énergétique en septembre 2023 constitue une avancée, le nombre relativement limité de demandes introduites interroge, d'autant plus dans un contexte où le secteur de la construction et de l'artisanat traverse une période difficile et où la rénovation du parc immobilier existant pourrait constituer un levier important tant pour l'activité économique que pour la transition énergétique. Dans plusieurs pays voisins, notamment en Belgique, des politiques publiques ambitieuses ont été mises en place afin de stimuler la rénovation et l'assainissement énergétique des logements.

Dans ce contexte, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, à Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Comment le Gouvernement évalue-t-il le niveau relativement limité de demandes introduites au titre de la prime d'amélioration et de la prime d'amélioration pour assainissement énergétique depuis leur mise en place ?

2) Le Gouvernement dispose-t-il d'une analyse des raisons expliquant le recours encore limité à ces aides, notamment en ce qui concerne la complexité administrative, les plafonds de revenus, les montants des aides ou encore les conditions d'éligibilité ?

3) Dans le contexte actuel du secteur de la construction et de l'artisanat, le Gouvernement envisage-t-il de renforcer ou d'adapter les dispositifs existants afin de stimuler davantage les travaux de rénovation, d'amélioration et d'assainissement énergétique des logements existants ?

4) Enfin, le Gouvernement considère-t-il que la rénovation et l'assainissement énergétique du parc immobilier existant pourraient constituer un levier conjoncturel pour soutenir l'activité du secteur de la construction, tout en contribuant aux objectifs climatiques du Luxembourg ?

Réponse (23/04/2026) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1) et 2) Tout d'abord, il faut noter que les dispositions relatives à la prime d'amélioration ont été simplifiées avec l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 7 août 2023 relative aux aides individuelles au logement. Par une loi du 19 décembre 2025, les dispositions ont encore été adaptées de manière à les rendre plus transparentes et cohérentes.

S'il est vrai que le nombre global de demandes était plutôt modeste jusqu'en 2025, il y a lieu de constater que le nombre de demandes pour la prime

d'amélioration pour assainissement énergétique est en hausse constante depuis son introduction en 2023. Vu que les projets de rénovation énergétique impliquent des délais de réflexion, de planification et de réalisation souvent importants, il n'est pas inhabituel que le recours à ce type d'aide progresse de manière graduelle.

À rappeler aussi que cette prime repose sur l'octroi préalable d'une aide financière « Klimabonus Wunnen » et que la nécessité d'avancer les fonds requis peut effectivement représenter un frein. Dans ce contexte, il y a lieu de préciser que le Gouvernement entend progressivement étendre les modalités de préfinancement à différentes composantes du régime « Klimabonus Wunnen ».

ad 3) et 4) La rénovation énergétique du parc immobilier existant constitue certainement un levier important tant pour la transition énergétique que pour l'activité du secteur de la construction et de l'artisanat. Bien au-delà de la prime d'amélioration pour assainissement énergétique, le Luxembourg dispose d'un dispositif complet de politiques et mesures en faveur de la rénovation du parc immobilier. Le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) comprend un large éventail de mesures actuellement mises en œuvre, qui englobent l'accompagnement technique, le soutien financier ou encore la réglementation, notamment :

– Accompagnement des propriétaires dans leurs projets de rénovation par Klima-Agence ;
– Pacte Climat pour les entreprises ;
– Pacte Climat avec les communes ;
– Régime d'aides Klimabonus Wunnen soutenant la rénovation énergétique des bâtiments résidentiels ;
– Régime d'aides aux investissements pour des travaux d'assainissement énergétique de bâtiments fonctionnels (projet de loi 8597) ;
– Régime d'aides Klimabonus Gemengen en faveur des communes.

Le Gouvernement entretient un échange régulier avec le secteur et ajuste voire renforce continuellement les mesures afin d'accélérer la rénovation énergétique des bâtiments résidentiels et fonctionnels.

Le Plan social pour le climat, adopté en mars 2026, renforce notamment le dispositif pour mieux répondre aux défis socio-économiques liés à la rénovation énergétique. En tenant compte des principes d'équité sociale poursuivis par la politique du logement, le Gouvernement procède notamment à l'évaluation de certaines mesures afin de les rendre plus accessibles :

– analyser les dispositions légales et paramètres de calcul relatifs aux aides individuelles au logement ;
– analyser la possible mise en place d'un mécanisme de préfinancement de la prime d'amélioration pour assainissement énergétique (« top-up social ») ;
– analyser les procédures en relation avec le prêt climatique.

Suivi des mineurs placés à l'étranger par l'Office national de l'enfance | Question **3770** (13/03/2026) de **M. Dan Biancalana** | **Mme Francine Closener** (LSAP)

Dans le cadre de la réponse apportée par Monsieur le Ministre à ma question parlementaire n° 3553, il a été précisé que l'Office national de l'enfance (ONE) est l'organe compétent pour assurer le suivi et le contrôle des mineurs placés judiciairement dans des établissements à l'étranger. Il a notamment été indiqué que l'ONE dispose de la possibilité d'effectuer des visites sur place afin de contrôler la qualité des interventions, et que des entretiens sont organisés tous les six mois pour évaluer l'évolution de la situation de chaque mineur.

Si ce cadre de suivi apparaît structuré sur le plan formel, il importe néanmoins de s'interroger sur la mise en œuvre concrète de ces mécanismes de contrôle. En particulier, la question de l'équilibre entre les visites physiques sur site et les entretiens par visioconférence mérite d'être approfondie, dans la mesure où une présence in loco offre des conditions d'évaluation complémentaires et distinctes de celles permises par les outils à distance.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

Combien de visites de contrôle sur place – à l'exclusion des éventuelles visites d'admission initiale – les agents de l'ONE ont-ils effectuées dans des établissements étrangers accueillant des mineurs placés judiciairement, et ce pour chacune des années 2023, 2024, et 2025 ?

1) En moyenne, combien de visites sur place – hors éventuelle visite d'admission – l'ONE effectue-t-il par enfant et par année de placement ?

2) Dans quels pays ces visites sur place ont-elles été effectuées ?

3) Combien d'entretiens de suivi ont été conduits, au cours de ces mêmes années, respectivement dans les locaux de l'ONE, sur les lieux de prise en charge à l'étranger, et par visioconférence, et quelle est la proportion de chacune de ces modalités par rapport au total des entretiens de suivi organisés ?

Réponse (23/04/2026) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) En ce qui concerne le nombre de visites de contrôle sur place – à l'exclusion des visites d'admission initiale – effectuées par les agents de l'Office national de l'enfance (ONE) dans des établissements étrangers accueillant des mineurs placés judiciairement pour les années 2023, 2024 et 2025, il convient de préciser que la base de données de l'ONE est conçue pour assurer un suivi individualisé de chaque jeune. Elle ne permet dès lors pas d'extraire des statistiques agrégées par année civile pour ce type de visites, ce qui ne rend pas possible la production de chiffres consolidés.

Il convient cependant de noter que, de manière générale, dans un cadre stable, les équipes de l'ONE réalisent une à deux visites par an. Lorsque la situation d'un enfant ou d'un jeune requiert une attention renforcée, des visites supplémentaires sont organisées, en cohérence avec les objectifs définis dans le projet d'intervention.

ad 2) S'agissant du nombre moyen de visites sur place – hors éventuelle visite d'admission – effectuées par l'ONE par enfant et par année de placement, il importe de souligner que le système d'information de l'ONE est orienté vers le suivi individualisé des jeunes. Il n'est dès lors pas possible d'en extraire des données agrégées permettant d'établir une moyenne annuelle consolidée pour l'ensemble des placements.

En pratique, dans un cadre stable, les équipes de l'ONE réalisent généralement une à deux visites par an. Lorsque la situation d'un enfant ou d'un jeune nécessite une attention accrue, des visites supplémentaires sont organisées, en cohérence avec les objectifs définis dans le projet d'intervention.

Concernant les pays dans lesquels ces visites sont effectuées, la grande majorité des établissements partenaires se situe dans la Grande Région, principalement en Belgique et en Allemagne, à proximité immédiate du Luxembourg. Cette localisation facilite la coordination, la fréquence des échanges et la réalisation régulière des visites d'évaluation.

ad 3) Comme indiqué en réponse à la question 1, le système de documentation de l'ONE est conçu dans une logique de case management afin de documenter l'évolution individuelle de chaque jeune. Il ne permet cependant pas d'extraire des données agrégées par modalité ou par année civile. Il n'est dès lors pas possible de ventiler, pour les années concernées, le nombre d'entretiens de suivi réalisés respectivement dans les locaux de l'ONE, sur les lieux de prise en charge à l'étranger ou par visioconférence, ni d'en établir des proportions consolidées.

Nous tenons toutefois à rappeler que, dans un cadre stable, les équipes de l'ONE mènent généralement un à deux entretiens de suivi par an avec le jeune et sa famille. Lorsque la situation l'exige, des entretiens supplémentaires sont organisés afin d'assurer un accompagnement adapté et cohérent avec les objectifs du projet d'intervention.

Bien que l'ONE ne dispose pas de statistiques généralisées sur les modalités d'entretien, l'ensemble du suivi s'inscrit dans une approche globale et participative, impliquant activement les jeunes et leurs familles et guidée en toutes circonstances par la protection et l'intérêt supérieur du jeune.

Fonctionnement et qualité du service Adapto | Question **3771** (13/03/2026) de **M. Yves Cruchten** | **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Beim Adapto gëtt et ëmmer erëm Probleemer, déi d'Vertrauen an de Service ënnergruewen. Den Orientéierungssënn vu verschiddene Chaufferen, déi feelend lëtzebuergesch Sproochekenntnisser, oder och de laangen Delai tëschent Ufro an Attributioun vun der Adapto-Kaart si beispillsweis kritiséiert ginn.

An deem Kontext géing ech der Madamm Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Reklamatioune si vu Januar 2025 bis elo beim Adapto-Service eragaangen?
– Iwwer wat fir Aspekter vum Adapto-Service gouf et am heefegste Reklamatiounen?

2. Wéi vill Demandë fir d'Adapto-Kaart respektiv d'Erneierung dovunner goufen 2024 an 2025 ofgeleent?
– Wat sinn d'Haaptgrënn fir dës Refusen?

3. Wéi vill Demandë fir d'Adapto-Kaart musse Stand 1. Mäerz 2026 nach traitéiert ginn?

4. Wat fir Qualifikatioune mussen d'Leit erfëllen, fir Chauffeur am Adapto-Service ze ginn?

5. Wat ass déi duerchschnëttlech Beschäftegungsdauer vun engem Adapto-Chauffeur?

6. Wéi ginn nei Chauffeuren am Service ageschafft?

7. Wéi vill Adapto-Chauffeure ginn un, Lëtzebuergesch ze schwätzen?

8. Kéint d'Madamm Ministesch sech virstellen, den Zougang op lëtzebuergesch Sproochecoursë fir bestëmmte Beruffer, wéi zum Beispill Chauffeuren, ze prioriséieren?

9. Wéi eng kuerz- a mëttelfristeg Moossname wier d'Madamm Ministesch bereet ze huelen, fir den Adapto-Service ze verbesseren?

Réponse (21/04/2026) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den Adapto funktionéiert als individualiséierte kollektiven Transport a riicht sech u Persoune mat enger irreversibeler Behënnerung oder mat enger physescher, mentaler, sensorieller oder psychescher Beanträchtegung, déi eng staark ageschränkt Mobilitéit mat sech bréngt. Dëse Service ënnerscheet sech vun anere bestoende Servicer am Ausland, vu datt e gratis ass, de kompletten nationalen Territoire ofdeckt an eng järlech Offer vun 360 Trajete fir all Beneficiaire ëmfaasst.

Den Adapto ass an der Reegel en zouverlässege Service. Ewéi bei all Service ass et mënschlech, datt vereenzelt Probleemer optauche kënnen. Dës sinn awer éischter Ausnamen am Verglach zu der grousser Unzuel u Faarten, déi all Joer prestéiert ginn. Fir d'Joer 2025 waren nëmmen 0,06 % vun de Faarte Géigestand vun enger Reklamatioun.

D'Regierung bleift fest dovunner iwwerzeegt, datt eng performant, zouverlässeg an inklusiv Mobilitéit ee fundamentale Pilier vun enger sozial gerechter Gesellschaft ass. Adapto spillt dobäi eng zentral Roll, well e Persoune mat reduzéierter Mobilitéit en onofhängege Liewensalldag erméiglecht an aktiv zur inklusiver Participatioun bäidréit. Dës Froe vun den honorabelen Deputéierte ronderëm de Service Adapto bidde mir dofir elo eng gutt Geleeënheet, fir déi wichteg Verbesserunge virzestellen, déi an de leschte Méint a Joren ëmgesat goufen oder aktuell amgaang sinn ëmgesat ze ginn.

ad 1. Am Zäitraum vum 1. Januar 2025 bis de 15. Mäerz 2026 sinn am Adapto-Service insgesamt 4.122 E-Mailen agaangen. 155 vun dësen E-Maile ware Reklamatiounen.

D'Zuele verdeele sech wéi follegt:

– 1. Januar 2025–31. Dezember 2025: 3.447 E-Mailen, dovun 141 Reklamatiounen
– 1. Januar 2026–15. Mäerz 2026: 675 E-Mailen, dovu 14 Reklamatiounen.

Am selwechten Zäitraum huet den Adapto-Service eng grouss Unzuel u Faarten duerchgefouert. Duerch de Pooling-Prinzipp (shared rides) kënne méi Persoune wärend enger Faart transportéiert ginn. Den Undeel u Pooling läit bei 20,7 %, wat bedeit, datt ronn all fënneften Transport als gebündelt Faart gefuer gouf. Zesummegerechent goufen am Adapto:

– 219.891 Persounen am Joer 2025 transportéiert, an
– 48.269 Persounen tëscht dem 1. Januar 2026 an dem 15. Mäerz 2026.

Fir 2025 sinn deemno 0,06 % vun de Faarte vun enger Reklamatioun betraff gewiescht. Dës Zuele vun de Reklamatioune stinn also an engem relativ niddrege Verhältnis zu de realiséierte Faarten an der selwechter Period, wat also eng niddreg Quot bei héijer Betribsleeschtung bedeit.

– D'Reklamatioune betreffen haaptsächlech operationell Aspekter:

• Pünktlechkeet, déi awer och vun externe Facteure beaflosst gëtt,
• Kommunikatioun,
• Planung vun de Gefierer,
• Sammelfaarten.

Dëst si Punkten, déi permanent evaluéiert ginn a fir déi schonn zousätzlech Verbesserungsmoossname geholl goufen.

ad 2.

– 2024: 262 Refusen op 2.404 Demanden (10,9 %),
– 2025: 280 Refusen op 3.916 Demanden (7,2 %).

Zousätzlech goufen:

– 2024: 652 Dossieren zeréckgeschéckt,
– 2025: 742 Dossieren zeréckgeschéckt.

Dëst geschitt, wann Dossieren onkomplett waren oder zousätzlech Informatioune gebraucht goufen.

Sougenannten Demanden zur Verlängerung ginn an dëser Statistik net getrennt ausgewisen. Si ginn de Gesamtzuelen zougerechent a wéi eng nei Demande reevaluéiert.

– D'Haaptgrënn fir e Refus bezéien sech op net erfëllte medezinnesch oder administrativ Krittären, z. B.:

• keen dauerhafte Mobilitéitshandicap,
• wann de visuellen Handicap net dem Schwellwäert fir eng staark Sehbehënnerung entsprécht,
• en net genuch dokumentéierte medezinneschen Dossier,
• en Handicap, dee just temporär ass,
• net zu Lëtzebuerg wunnhaft,
• oder wann eng Demande gemaach gëtt, fir ouni obligatoresch Begleetpersoun dierfen ze fueren, wann dës aus medezinneschen a sécherheetsbedéngte Grënn erfuerderlech ass.

Dës Evaluatiounen erfollegen no präzis definéierte Krittären an am Respekt vun der Gläichbehandlung vun alle Beneficiairen.

ad 3. Zënter dem 1. Januar 2026 si 636 nei Dossieren erakomm. Stand 16. Mäerz 2026 sinn 206 dovunner nach am Traitement oder an enger Finalisatiouns- bzw. Retourphas.

D'Verwaltung fir ëffentlechen Transport (ATP) schafft konsequent dorunner, d'Delaien ze optimiséieren, inklusiv enger digitaler Moderniséierung vun de Prozesser.

ad 4. D'Exploitanten droen d'Verantwortung fir d'Rekrutéierung, Formatioun an Iwwerwaachung vum Personal. Fir eng qualitativ héichwäerteg Prestatioun am Adapto, genee esou wéi am Mobibus Transport, ze garantéieren, mussen d'Chauffeusen a Chaufferen:

– eng obligatoresch Formatioun fir dësen Transport ofschléissen,
– en Éischt-Hëllef-Zertifikat virleeën,
– spezifesch Formatioune fir de professionellen Ëmgang mat Persoune mat reduzéierter Mobilitéit maachen.

D'ATP huet d'Qualitéitsufuerderunge weider gestäerkt a finaliséiert aktuell nei Formatiounsmodeller, wéi zum Beispill den E-Learning-Modüll, deen Enn Abrëll disponibel ass, oder 2 nei Modüller, déi an der Woch vum 13. Abrëll lassgaang sinn an déi am Presentiel um Centre national de la formation professionelle continue (CNFPC) zu Ettelbréck oder zu Esch stattfannen, an déi och mat Partnere wéi Info-Handicap, dem Centre de formation pour conducteurs an dem CNFPC entwéckelt goufen.

ad 5. D'Beschäftegungsdauer vun de Chauffeusen a Chaufferen am Adapto-Service variéiert jee no Exploitant.

D'duerchschnëttlech Beschäftegungsdauer läit tëscht 1 a 5 Joer, mat Chauffeusen a Chaufferen, déi schonn iwwer 10 Joer Erfarung am Adapto-Service hunn. Dëst ass e wichtege Faktor fir d'Kontinuitéit an d'Qualitéit vum Service.

ad 6. Si gi vun hirem Betrib begleet a kréien eng Aféierung an déi digital Applikatioun, déi si musse benotzen. Déi obligatoresch Formatiounen, déi d'ATP ubitt, stellen dobäi e weesentleche Bestanddeel vun dëser Aféierung duer.

ad 7. Dës Zuel ass net bekannt. D'Exploitante gi verflicht, dofir ze suergen, datt all Chauffeuse a Chauffer mindestens eng vun den dräi offizielle Sprooche beherrscht (Lëtzebuergesch, Franséisch oder Däitsch), fir eng adäquat Kommunikatioun mat der Clientèle sécherzestellen.

ad 8. Allgemeng besteet am Persounentransport e Manktem u qualifizéierte Chauffeusen a Chaufferen. Sproochlech Kompetenze fir eng qualitativ héichwäerteg Kommunikatioun am Beräich vum Transport vu Persoune mat reduzéierter Mobilitéit ass wichteg an hëllefräich.

D'Regierung ass dorunner intresséiert, d'Qualifikatioun an d'Sproochekompetenzen ze förderen. Fir lëtzebuergesch Sproochecoursë besteet och a villen anere Beräicher e grousse Bedarf a misst mat aneren Acteuren analyséiert ginn. Wa mer awer de Choix hunn zwëschent enger/em Chauffeuse*er, deen net esou gutt Lëtzebuergesch schwätzt, oder kenger(m) Chauffeuse*er, ass sécher déi 1. Optioun déi richteg.

ad 9. Esou wéi am Punkt 6 schonn ugedeit, goufen an de leschte Joren eng Rei strukturell Verbesserungsmoossnamen ëmgesat, déi och an der rezenter Zefriddenheetsenquête reflektéiert ginn. D'Resultater vun dëser Enquête hunn ech de 17. Abrëll 2026 virgestallt:

80 % global Zefriddenheet am Joer 2025, géintiwwer 69 % am Joer 2024. De Prozentsaz vu Leit, déi guer net zefridde sinn, ass vu 14 % op 5 % gefall.

Gläichzäiteg bleift et e Service, bei deem weider konsequent un der Qualitéit geschafft gëtt.

Ënner anerem si follgend kuerz- a mëttelfristeg Moossname scho realiséiert gi bzw. virgesinn:

– Stäerkung vun der Chauffeuse*er-Formatioun an Zertifizéierung,
– Verbesserung vun der Disponibilitéit an Zouverlässegkeet, inkl. optiméierter Asazplanung,
– personell Verstäerkung vum Callcenter an der Leetstell bei der ATP,
– digital Moderniséierung, inkl. weiderentwéckelt Applikatioune fir d'Chauffeusen*eren, d'Dispositioun an d'Clientèle,
– verbessert Kommunikatioun mat de Beneficiairen, fir Transparenz a Verständnis ze stäerken.

Dës Moossname stinn am Zeeche vun enger klorer Strategie: e Service ze bidden, dee qualitativ héichwäerteg, nohalteg, inklusiv a clientsorientéiert ass an deen et net esou an eisen Nopeschlänner gëtt.

D'Regierung bleift engagéiert, fir datt Adapto e Service ass, op deen d'Beneficiairen ziele kënnen, haut a muer. Mat systematesch verbesserte Prozesser, enger gestäerkter Formatiounskultur an enger digital moderner Approche kënne mir de steigende Bedierfnesser vu Persoune mat reduzéierter Mobilitéit gerecht ginn.

Protection des acquéreurs et maîtres d'ouvrage privés en cas de faillite dans le secteur de la construction | Question **3773** (16/03/2026) de **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

En Donneschdeg den 12. Mäerz goufen an der RTL-Emissioun „Kloertext" eng Rei Facettë vun der Logementskris an hir Auswierkungen op déi verschidde sozial Gruppe vun Demandeuren thematiséiert. Dobäi gouf notamment de Probleem vun de ville Faillitten am Bausecteur thematiséiert, bei deene besonnesch privat Bauhären dacks am Stach gelooss, a riskéieren, iwwer Joren an eng existenziell Kris gestierzt ze ginn. Am Fall vun engem VEFA-Kaf ass de Risiko

besonnesch héich. Theoreetesch kéinten d'Leit sech fir dee Fall duerch eng sougenannt „garantie d'achèvement" ofsécheren. Entgéint deem, wat den Numm suggeréiert, handelt et sech heibäi awer net ëm eng Assurance, fir de Bau iwwert eng aner Entreprise fäerdeg stellen ze loossen. Amplaz kritt ee jee no Vertrag verschidde Forme vu finanzieller Entschiedegung, déi awer dacks mol net déi Käschten decken, fir déi een sech engagéiert huet. Déi genee Modalitéite ginn de Leit och nach dacks réischt am Nachhinein erkläert.

Et misst ee vun enger Mogelpackung, enger „publicité mensongère", wéi ee vun de Gäscht aus der Emissioun et bezeechent huet, schwätzen. E Jurist, deen och um „Kloertext" deelgeholl huet, huet awer drop higewisen, datt et sech ëm e juristesch definéierten Term handelt. D'Vertraue vun de Leit ass deementspriechend besonnesch héich, well dat Versprieche fir de juristesche Laie jo souguer duerch d'Gesetz gedeckt schéngt. Am Fall vum Kaf/Bau vun engem Haus stinn d'Leit an der Reegel ënner héijem Drock a musse sech parallell ëm eng ganz Rei vu komplexen Erausfuerderunge këmmeren. Ëmsou méi héich ass de Risiko, op dat ze vertrauen, wat de Staat suggeréiert. Ëmsou méi grouss ass duerno de Schued. Ouni Vertraue gëtt et allerdéngs keng nei Projete méi an et léisst scho guer keen sech méi op eng VEFA an.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wéi dacks koum et wärend de Joren 2015 bis 2025 am Beräich vum private Logement zu engem Baustopp, well de Promoteur/d'Baufirma faillite gaangen ass? Wéi gesinn déi Zuele fir déi professionell souwéi institutionell Clienten aus?

2. Kann d'Regierung eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert a wéi vill Fäll d'Projeten am Beräich vum private Logement nodréiglech nach fäerdeg gestallt goufen an a wéi engem Delai, wéi vill Projeten aktuell stëll stinn a wéi vill Projeten endgülteg hu missen opgi ginn? Kann d'Regierung am leschte Fall preziséieren, ob déi geschiedegt Bauhäre musse mat legale Konsequenze rechnen, well si eng Bauruin eidel stoe loossen a falls jo, wéi engen? Mussen si fir eventuell Securisatiounsmoossname selwer opkommen, och wann si duerch déi Situatioun selwer all hir finanziell Mëttel opgebraucht hunn?

3. Gesäit d'Regierung mëttelfristeg Ännerungen um Droit vun der Faillite am Bauwiesen, souwéi eng allgemeng Beschleunegung vun den entspriechende Prozedure vir, fir Privatclienten hei an Zukunft besser ze schützen?

4. Wéi erkläert d'Regierung, datt am Fall vun der Garantie d'achèvement esou eng ierféierend Déngschtleeschtung legal dierf verkaf ginn an emol keng Flicht besteet, am Virfeld prezis doriwwer opzeklären? Ass eng kuerzfristeg Gesetzesännerung virgesinn, fir de Konsument hei besser ze schützen? Falls net, firwat net?

Réponse (24/04/2026) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | **Mme Martine Hansen,** Ministre de la Protection des consommateurs | **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1. Der Regierung leie keng Zuele vir, wéi dacks et wärend de Joren 2015 bis 2025 am Beräich vum private Logement zu engem Baustopp koum, well de Promoteur oder d'Baufirma faillite gaangen ass.

ad 2. Och hei leien der Regierung keng Zuele vir a wéi vill Fäll d'Projeten am Beräich vum private Logement nodréiglech nach fäerdeg gestallt goufen an a wéi engem Delai, wéi vill Projeten aktuell stëll stinn a wéi vill Projeten endgülteg hu missen opgi ginn.

Am Fall vun enger Faillite vum Promoteur bei enger VEFA gëtt de Keefer de Bauhär, esoulaang wéi d'Bauaarbechten net vun engem aneren Entrepreneur weidergefouert ginn.

Soubal de Keefer en Entrepreneur fonnt huet, fir de Bau weiderzeféieren, iwwerhëlt dësen Entrepreneur d'Bauherrschaft esouwéi d'Verantwortung fir d'Gebai bis zu senger Fäerdegstellung.

ad 3. a 4. Den Artikel 1601-5 vum Code civil schreift vir, dass d'Vente en l'état futur d'achèvement (VEFA) duerch een Notairesakt ofgeschloss muss ginn. Dësen Akt muss virgesinn, dass de Keefer vun der VEFA vun enger „garantie de l'achèvement complet de l'immeuble dans les termes prévus par le contrat ou du remboursement des versements effectués en cas de résolution du contrat à défaut d'achèvement, dans les conditions et avec les modalités à fixer par règlement grand-ducal" profitéiert.

De Fait, dass d'Garantie d'achèvement heiansdo net all Käschten ofdeckt, déi de Keefer virgesinn huet, kann duerch verschidde Grënn erkläert ginn:

Éischtens ass d'Gesetz kloer, dass den Zweck vun enger Garantie d'achèvement vum Gebai am Aklang mat de Bestëmmunge vum Verkafsvertrag ass. Wann de Keefer zousätzlech Aarbechte wärend der Ausféierung vum Kontrakt bestallt huet, ginn dës am Allgemengen net garantéiert.

Ausserdeem bleift de Keefer, am Géigenzuch fir d'Finanzmëttel, déi de Garant zur Verfügung stellt, verflicht, d'Tranchë vun deenen nach verbliwwene Bauaarbechten ze bezuelen. Wann de Keefer, am Géigesaz zu de Bestëmmunge vum Artikel 1601-9 vum Code civil, am Viraus eng Tranche bezuelt huet, déi Aarbechten entsprécht, déi nach net fäerdeg gestallt goufe bis zum Datum vum Versoe vum Verkeefer, da kann net ausgeschloss ginn, dass dës Tranche eng zweete Kéier un de Garant muss bezuelt ginn, fir dass dësen déi entspriechend Bauaarbechte finanzéiere kann.

Schlussendlech hänkt den Niveau vun der Protektioun vun dem Keefer vun der VEFA vun dem Contenu an de Modalitéite vun der Garantie of. Fir den Niveau vun der Protektioun vum Keefer kënnen ze appreciéieren, muss een sech d'Conditioune vun der konkreeter Garantie ukucken.

D'Garantie d'achèvement muss am Notairesakt virgesi ginn. De Keefer kann dës Garantie am Virfeld vun der Ënnerschréft iwwerpréiwen an den Notaire no weideren Informatioune froen.

Wann e Keefer bei der Ausféierung vun der VEFA feststellt, dass déi virgesinne Garantie d'achèvement d'Ufuerderunge vum Artikel 1601-5 vum Code civil net erfëllt, kann hien d'Annulatioun vun der VEFA virum Ofschloss vun den Aarbechten ufroen.

Fir de Schutz vun de Keefer ze verbesseren, gouf ënnert der Koordinatioun vum Justizministère een interministeriellen Aarbechtsgrupp gegrënnt. Dësen huet am Laf vum leschte Joer déi ënnerschiddlech Acteure vum Terrain consultéiert a schafft aktuell un enger Reform vum legale Kader vun der VEFA.

Projet du futur Südspidol | Question **3774** (16/03/2026) de **Mme Liz Braz** | **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Georges Engel** (LSAP)

Le projet du futur Südspidol, porté par le Centre hospitalier Emile Mayrisch (CHEM), a été autorisé par une loi de financement adoptée en 2018. Présenté comme un projet stratégique majeur pour la modernisation de l'offre hospitalière dans le sud du pays, il devait initialement permettre un démarrage effectif des travaux en 2026.

Dans ce contexte, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Le démarrage des travaux en 2026 est-il toujours réaliste ?

2) À défaut, quelle est la nouvelle échéance envisagée pour le lancement effectif du chantier ?

3) Quels sont actuellement les problèmes concrets qui retardent le projet ?

4) L'avant-projet détaillé consolidé est-il finalisé à ce jour ?

5) Existe-t-il des divergences d'intérêts ou des désaccords institutionnels ayant un impact sur l'avancement du projet ?

6) Le Gouvernement exclut-il formellement toute hypothèse de suspension ou d'abandon du projet ?

Réponse (10/04/2026) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) et 2) Une date précise pour le lancement du chantier ne peut pas encore être donnée. Néanmoins, un démarrage des travaux serait envisageable, sous réserve, pour 2028.

ad 3) La raison première du retard du projet est inhérente au changement du groupe de planification. Le nouveau planificateur général a été mandaté début 2024. Le travail de reprise de projet de la part du nouveau planificateur général a eu un impact sur la temporalité du déroulement du projet prévu initialement.

Parallèlement, l'évolution des conditions-cadres externes a rendu nécessaire certaines adaptations, ayant également provoqué des implications sur le calendrier. Ces adaptations sont indispensables pour répondre aux exigences d'un hôpital moderne. Ainsi, suite à la pandémie Covid-19 notamment, un concept pandémique global a dû être élaboré et intégré dans la planification du Südspidol.

ad 4) L'avant-projet détaillé consolidé est en cours d'examen par le CHEM. Après examen positif et validation, il sera transmis au Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale pour analyse.

ad 5) À ce stade, aucun différend d'intérêts ni désaccord institutionnel susceptible d'impacter l'avancement du projet n'a été identifié. L'ensemble des parties prenantes demeure aligné sur les objectifs du projet et collabore de manière constructive à son avancement. Un échange continu et approfondi a lieu entre le maître d'ouvrage CHEM, le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale et les autres parties concernées.

ad 6) Les travaux de planification avancent et font l'objet d'un suivi régulier. À l'heure actuelle, aucun abandon ni suspension ne sont envisagés.

Faillite d'une entreprise subventionnée par le Fonds national de soutien à la production audiovisuelle | Question **3775** (16/03/2026) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Wéi een an den Zeitungen noliese konnt, gouf d'Filmproduktiounsfirma Paul Thiltges Distributions SARL vum Bezierksgeriicht Lëtzebuerg fir faillite erkläert an ënnert ee Curateur gestallt.

D'Produktiounsfirma krut iwwert déi lescht 10 Joer ronn 20 Milliounen aus dem Filmfong ausbezuelt,

wann een d'Zuelen aus dem Tableau vun der Äntwert vum Minister op meng parlamentaresch Fro N° 3401 zesummerechent.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Kultur dës Froe stellen:

1. Kann de Minister präziséieren, wéi vill Mataarbechter vun dëser Firma vun der Faillite betraff sinn?

2. Kann de Minister oplëschten, wéi vill Suen d'Produktiounsfirma insgesamt aus dem Staatsbudget krut, opgeschlësselt pro Joer a Subsid?

3. Huet dës Firma, geméiss dem Artikel 9 vum Gesetz vum 22. September 2014 iwwert de Filmfong, hir Recetten un de Filmfong zeréckbezuelt a falls jo, wéi vill?

4. War de Filmfong oder d'Regierung am Viraus vun den Demandë fir d'Subsiden iwwert déi finanziell Schwieregkeete vun dëser Firma informéiert, a wa jo, huet dëst eng Roll gespillt?

5. Kruten aner Societéiten, déi dem selwechte Bénéficiare effectif vu Paul Thiltges Distributions SARL gehéieren, och Subside vum Filmfong ausbezuelt? Falls jo, wéi eng a wéi vill iwwert déi lescht 10 Joren?

6. Wéi ass d'Rechtslag betreffend d'Auteursrechter vun de Filmer, déi d'Firma mat Hëllef vum Filmfong produzéiert huet, am Fall vun dëser Faillite gereegelt?

Réponse (16/04/2026) de **M. Eric Thill,** Ministre de la Culture

ad 1. Et hu fënnef Employéë fir dës Firma geschafft.

ad 2. Am Tableau an der Äntwert op d'Fro 3401 vum 7. Januar 2026 ass de Gesamtmontant un AFS (Aides financières sélectives) ersiichtlech.

ad 3. Vun den deklaréierte Recettë stinn nach 62.817,75 € op, déi d'Firma dem Filmfong iwwerweise muss.

ad 4. 2022 huet de Filmfong éischt Indicen op finanziell Schwieregkeete bei PTD festgestallt, déi sech am Laf vun 2023 konkretiséiert hunn. Duerno huet de Filmfong keng nei Projete vun der Firma ënnerstëtzt.

ad 5. Et gëtt keen anere Bénéficiare effectif vu PTD ewéi hei beschriwwen, deen Aidë krut.

ad 6. Am Fall vun enger Faillite ass et dem Curateur seng Missioun, d'Mass vun der Faillite ze realiséieren. Dat mécht en notamment andeems en d'Rechter verkeeft. D'Rechteropdeelung ass vu Produktioun zu Produktioun verschidden, a Funktioun vun den eenzelne Koproduzente vun deene jeeweilege Filmer. De Filmfong huet keen Afloss op d'Aarbecht vum Curateur.

Analyse de la situation du personnel dans le TICE | Question **3776** (16/03/2026) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Bei der ëffentlecher Sëtzung vum 29. Januar 2026 hat de Comité vum TICE en zousätzleche Kreditt vun 300.000 € am allgemenge Budgetsposten „Honorairë fir extern Consultance an Expertis" adaptéiert, fir eng onofhängeg Analys zu presuméierte Spannungen op der Aarbechtsplaz bannent dem TICE duerch eng extern Gesellschaft duerchzeféieren. D'Firma ass scho bekannt.

Et stellen sech d'Froen un der Vergab vum Optrag, well ee bei 300.000 € iwwert de Schwellewäerter vun ëffentlechen Opträg läit.

Doriwwer eraus bemängelt d'Personaldelegatioun FGFC, dass si an dësem scheinbar „onofhängege" Prozess guer net agebonne gouf a keng Informatiounen doriwwer krut, wéi dës scheinbar „onofhängeg" Analys sollt duerchgefouert ginn a wien dorunner deelhëlt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Gouf et eng ëffentlech Ausschreiwung fir dës Consultance a falls jo, wat ass d'Referenznummer?

2. Goufen am Fall vun dëser externer Consultance d'Reegelen am Beräich vun de Marchés publics respektéiert?

3. Wéi iwwerpréift de Ministère als Tutelle-Instanz vun de Gemengen, datt kommunal Syndikater, wéi den TICE, sech un dës gesetzlech Virschréften halen? Wat kann den Inneministère maachen, wa Gemengesyndikater sech net un d'Reegelen halen?

4. Ass et am Aklang mat de Prinzippie vum Sozialdialog, wann eng extern Analys betreffend d'Personalsituatioun duerchgefouert gëtt, ouni d'Personaldelegatioun matzäiten am Virfeld ze informéieren oder ze consultéieren?

5. Gesäit de Minister an dësem Fall, dass eng nei Prozedur fir eng extern Consultance zesumme mat der Personalvertriedung misst lancéiert ginn, fir d'Neutralitéit vun der Analys ze garantéieren?

Réponse (08/04/2026) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. An der ëffentlecher Sëtzung vum 29. Januar 2026 gouf en zousätzleche Kreditt vun 300.000 EUR gestëmmt en vue vun enger méiglecher Consultatioun vun engem externe Prestataire. No dem Artikel 119 vum ofgeännerte Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 däerfen nei Engagementer eréischt dann agaange ginn, wann déi néideg Budgetskredittер vum Gemengerot decidéiert goufen. D'Stëmme vum zousätzleche Kreditt geschitt deemno ier d'Ausschreiwung lancéiert ka ginn. Zum Zäitpunkt vun der Sëtzung vum 29. Januar 2026 konnt also nach keng Ausschreiwung gemaach ginn.

ad 2. Well bis elo nach keng Ausschreiwung duerchgefouert konnt ginn, stellt sech dës Fro zum aktuellen Zäitpunkt net.

ad 3. D'Marchéskontrakter, déi vu Gemengen oder Syndikater ofgeschloss goufen, ënnerleien, op Basis vum Artikel 50 vum ofgeännerte Marchésgesetz vum 8. Abrëll 2018, engem Kontrollmechanismus. Den Inneminister kann an deem Kontext ee Marchéskontrakt, dee géint d'Gesetz oder den Intérêt général verstousse géif, an engem Delai vun 8 Deeg suspendéiere respektiv an engem Delai vu 40 Deeg annuléieren.

ad 4. Dat ëmgeännert Gesetz vum 24. Dezember 1985 iwwer de Statut vun de Gemengebeamten zielt a sengem Artikel 47 limitativ déi Situatiounen op wou d'Personaldelegatioun muss consultéiert ginn. D'Ausschreiwung vun enger Consultatioun vun engem externe Prestataire betreffend d'Situatioun vum Personal fält net ënner d'Bestëmmunge vum virgenannten Artikel 47 an ënnerläit ausschliisslech der Kompetenz vum Bureau vun engem Syndikat.

ad 5. Nee.

Position du Luxembourg concernant une éventuelle mission de l'OTAN visant à sécuriser le détroit d'Ormuz | Question **3777** (16/03/2026) de **M. Yves Cruchten** (LSAP)

La guerre contre l'Iran et les tensions géopolitiques au Moyen-Orient, font craindre des perturbations importantes dans l'approvisionnement mondial en pétrole et en gaz.

Le président américain a demandé récemment aux alliés de l'OTAN et aux pays dépendants du pétrole du Golfe de participer à la sécurisation du détroit d'Ormuz avant de poursuivre : « L'OTAN pourrait avoir un très mauvais avenir si les alliés refusent d'aider à rouvrir le détroit d'Ormuz. »

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre :

1) Le Gouvernement considère-t-il que la sécurisation du détroit d'Ormuz relève d'une mission de l'OTAN ?

2) Le Luxembourg a-t-il été sollicité, directement ou indirectement, dans le cadre d'une éventuelle opération internationale dans cette région ?

3) Est-ce que le Gouvernement a déjà clairement notifié aux autorités américaines que le Luxembourg ne participera pas à des opérations militaires dans la région du Golfe persique ?

4) Comment le Gouvernement évalue-t-il l'impact de ces déclarations sur la solidarité et la crédibilité de l'Alliance atlantique ?

Réponse (15/04/2026) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre | **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Défense

ad 1) Non. L'Alliance a une vocation défensive. L'OTAN n'opère en dehors de sa zone de responsabilité (dont le détroit d'Ormuz ne fait pas partie) que si un mandat Conseil de sécurité des Nations Unies pour une telle opération existe.

ad 2) Non.

ad 3) Le Luxembourg n'a pas été sollicité pour participer à des opérations militaires dans la région du Golfe persique.

ad 4) La crédibilité de l'OTAN repose sur sa posture collective et sa capacité de dissuasion. L'unité et la solidarité restent le mot d'ordre au sein de l'Alliance. La traduction concrète de nos engagements en capacités militaires renforce cette posture collective et, par conséquent, assure la crédibilité de l'Alliance.

Pénurie de vaccins vétérinaires au Luxembourg | Question **3779** (17/03/2026) de **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

D'Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire (ALVA) huet haut de Moien een Email un d'Veterinairë vum Land geschéckt, betreffend de Stock u Vaccine géint d'Blozongekrankheet (Serotyp 8) souwéi géint d'epizootesch hämorrhagesch Krankheet (EHK), deen aktuell opgebraucht ass.

D'Veterinairë goufen dozou opgeruff, sech sou gutt wéi méiglech op d'Impfunge virzebereeden, fir de Verloscht u Vaccinsdosissen esou niddreg wéi méiglech ze halen, well den Zäitpunkt vun der Liwwerung vun neien Dosen nach net bekannt ass.

An deem Kontext géif ech gären déi follgend Fro un d'Madamm Landwirtschaftsminister stellen:

1. Wéi erkläert d'Madamm Minister d'Ursaache vun der aktueller Penurie, a besteet opsäite vun der Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire (ALVA) kee festgeluechte Risikoschwellewäert am Beräich vun de Vaccinen, fir esou Situatiounen am Virfeld ze vermeiden?

2. Wéi eng Richtlinne fir d'Delaie vun de Rappeller (laut Beschreiwung vum Vaccin 4 Wochen) ginn de Veterinairen an der aktueller Situatioun recommandéiert oder virgeschriwwen?

3. Leien der Regierung präzis Donnéeë vir, déi et erlaben, d'Ausmooss vun der Problematik ze evaluéieren, notamment wat d'Zuel vun de betraffenen

Déieren ugeet, opgeschlësselt no éischten Impfungen a Rappeller?

4. Wéi eng Mesurë gedenkt d'Regierung ze huelen, falls déi virgeschriwwen Delaien net kënnen agehale ginn an Impfungen doduerch net kënne realiséiert ginn?

5. Wéi ass d'Responsabilitéit gereegelt am Fall, wou Déieren net fristgerecht virun der „période estivale" kënne geimpft ginn an domat potenziell Schied entstinn?

Réponse (18/03/2026) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. Déi massiv Bestellungen an de leschten Deeg hu mat sech bruecht, dass d'Stocken onerwaart séier eidel gi sinn. D'Fournisseuren deelen ëmmer ugangs des Mounts mat, wéi vill Vaccin nach disponibel ass.

ad 2. D'Impfscheemaen, déi vun den Impfstoffhiersteller virgeschriwwe ginn, solle weiderhin agehale ginn.

ad 3. D'Stocken un Impfstoff waren ausgerechent an ugeluecht op Basis vum Impftaux vu 70 %, deen d'lescht Joer erreecht gi war.

ad 4. Mir ginn dovun aus, dass d'Reserven, déi d'Veterinairen an hire Praxen hunn, duerginn, fir d'Delaien awer anzehalen. Bestellunge vun zousätzlechen Dose sinn amgaangen a wäerten an 2 Wochen disponibel sinn, fir dass d'Impfunge korrekt kënnen duerchgefouert ginn.

ad 5. D'Impfung géint d'Blozong ass net obligatoresch. All Betrib entscheet ob en seng Déiere wëll impfe loossen. Mir ginn dovun aus, datt genuch Impfstoff do ass, fir der Demande gerecht ze ginn.

Contact Center de l'Administration des contributions directes (ACD) | Question **3780** (17/03/2026) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Am November 2024 huet d'Administration des contributions directes (ACD) e Contact Center a Betrib geholl. Dëse Service huet zum Zil, de Kontakt tëscht de Steierflichtegen an der ACD ze vereinfachen. De Contact Center stellt de Steierflichtegen e multilinguale Kontaktformular zur Verfügung an traitéiert Telefonsappeller, wouduerch e méi séieren Traitement an e bessere Suivi vun den Ufroe garantéiert soll ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Wéi vill Vollzäitequivalenter (ETP) sinn aktuell am Contact Center vun der ACD beschäftegt?

2. Wéi vill Telefonsappeller ginn duerchschnëttlech pro Mataarbechter a pro Dag am Contact Center traitéiert?

3. Wéi vill Telefonsappeller sinn am Contact Center pro Mount zënter dem Lancement am November 2024 agaangen?

4. Wéi vill Ticketen (Kontaktufroe via Online-Formulaire) ginn duerchschnëttlech pro Mataarbechter a pro Dag traitéiert?

5. Wéi vill Kontaktformulairen (Ticketen) sinn am Contact Center pro Mount zënter dem Lancement am November 2024 agaangen?

6. Eis ass zougedroe ginn, dass fir de Service vum Contact Center weidert Personal agestallt soll ginn. Wéi gesäit d'Auslaaschtungsquot vum Personal am Contact Center aus – a gouf virun der Iwwerleeung, zousätzlech Posten auszeschreiwen, eng formell Analys vun der Aarbechtsbelaaschtung (Analyse de charge de travail) duerchgefouert?

Réponse (23/04/2026) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

ad 1. Zënter dem 1. Abrëll 2026 sinn 30 Vollzäitequivalenter (ETP) beim Contact Center vun der Steierverwaltung beschäftegt. Zousätzlech zu dësen Agente schaffen do aktuell och nach 5 ETP vun engem externe Prestataire, déi bis den 1. Februar 2026 d'Aarbecht vun den Agenten aus der Telefonszentral an der Stad Lëtzebuerg ënnerstëtzt hunn. Dës Telefonszentral gouf vum 1. Februar 2026 u mam Contact Center fusionéiert.

ad 2. an 3. Eng Iwwersiicht vun der Unzuel vun den Telefonsuriff, déi beim Contact Center pro Mount zënter Oktober 2025 agaange sinn, befënnt sech heidrënner: ↑

An de Méint Februar a Mäerz 2026 sinn duerchschnëttlech 25 Uriff pro Mataarbechter a pro Dag am Contact Center traitéiert ginn, bei enger Moyenne vun 20 Aarbechtsdeeg pro Mount an 29 ETP, déi d'Uriff entgéintgeholl hunn.

Den 1. Oktober 2025 gouf och eng Helpline (247-53000) agefouert mam Zil, de Bierger beim Ausfëlle vum „assistant électronique" vun der Steiererklärung ze begleeden.

Zënter dem 4. Dezember 2025 ginn all extern Uriff, déi am Guichet vun den dräi Keese vun der Steierverwaltung erakommen, vun den Agenten aus dem Contact Center traitéiert.

Zil ass et, bis Enn des Joers eng zentral Telefonsnummer fir d'Steierverwaltung en place ze hunn, fir esou de Kontakt mam Bierger ze verbesseren, d'Steierbüroen ze entlaaschten an d'Beaarbechtung vun de Steierdossieren ze beschleunegen. Doduerch gëtt sech och erwaart, datt d'Unzuel vun den Uriff iwwer déi zentral Telefonsnummer nach klamme wäert.

ad 4. a 5. Eng Iwwersiicht vun der Unzuel vun den Ufroen iwwer d'Kontaktformulairen (Ticketen), déi beim Contact Center pro Mount zënter November 2024 agaange sinn, befënnt sech heidrënner: ↑

An de Méint Februar a Mäerz 2026 sinn duerchschnëttlech 33 Ticketen (Kontaktufroe via Online-Formulaire) pro Mataarbechter a pro Dag traitéiert ginn, bei enger Moyenne vun 20 Aarbechtsdeeg pro Mount a 4 ETP, déi dës Tickete behandelt hunn.

ad 6. Zousätzlech zu den uewe genannten Aufgaben hunn d'Agenten aus dem Contact Center och u verschiddene punktuelle Missioune matgeschafft oder och nach parallell de Formatiounsplang vun der Verwaltung suivéiert.

Aktuell läit d'Auslaaschtungsquot bei 86 %, wann een nëmmen d'Zuel vun den Uriff an Tickete betruecht. Dobäi sinn 2 ETP integréiert, déi sech zu 100 % ëm d'Mise en place, d'Organisatioun an d'Gestioun vum Service këmmeren. D'Telefonsnummere vun de Standuerter Stad Lëtzebuerg an Esch-Uelzecht si schonn op déi zentral Telefonsnummer migréiert.

D'Telefonsnummere vun deenen 13 anere Standuerter gi progressiv bis Enn dëst Joer op dës zentral Telefonsnummer transferéiert, wat zu enger weider Steigerung vun der Aarbecht am Contact Center féiere wäert.

Des Weidere sinn och saisonal Spëtzten ze berücksichtegen, wärend deenen d'Agenten elo scho voll ausgelaascht sinn.

Am Kader vun den duerchgefouerten Analysen iwwer déi zukünfteg Auslaaschtung vum Personal am Contact Center gouf decidéiert, de Personalbestand op dem aktuellen Niveau bäizebehalen. Am Fall vun enger Erweiderung vun den Aufgaben, ginn nei Analysen duerchgefouert, an e méigleche Recrutement kéint – am Bedarfsfall – envisagéiert ginn.

Système de consigne | Question **3781** (17/03/2026) de **Mme Nathalie Morgenthaler** (CSV)

An de leschte Wochen ass am Kader vun enger Botzaktioun laanscht Baachen an der Uelzecht- an an der Kor-Regioun eng grouss Quantitéit Offall gesammelt ginn. Laut de Resultater vun där Aktioun goufen op ronn 78 Kilomeeter Baachlaf ënner anerem ronn 2.500 Plastiksfläschen, 1.200 Glasfläschen an 1.900 Metallbéchsen agesammelt – am Duerchschnëtt also all 14 Meeter eng Fläsch oder eng Béchs.

Dës Zuele weisen, datt Gedrénksverpackungen e wichtegen Deel vum Offall an der Natur ausmaachen.

Gläichzäiteg kënnt an der ëffentlecher Diskussioun ëmmer erëm d'Fro op, ob e Pfandsystem fir Plastiksfläschen a Béchsen och zu Lëtzebuerg eng effikass Moossnam kéint sinn, fir Offall an der Natur ze reduzéieren. An eisen Nopeschlänner, apaart an Däitschland, besteet schonn zanter Joren esou e System.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Ëmweltminister stellen:

1. Ass d'Regierung der Meenung, datt d'Aféiere vun engem Pfandsystem fir Plastiksfläschen a Gedrénksbéchsen zu Lëtzebuerg eng sënnvoll Moossnam wier, fir Offall an der Natur ze reduzéieren an d'Recyclingsquot ze verbesseren?

2. Ass op europäeschem Niveau eng harmoniséiert Léisung oder Koordinatioun am Beräich vun de Pfandsystemer geplangt, besonnesch am Kontext vum Bannemaart an dem grenziwwerschreidende Verkaf vu Gedrénksverpackungen?

3. Falls en nationale Pfandsystem aktuell net envisagéiert gëtt: Wéi eng zousätzlech Moossname gedenkt d'Regierung ze huelen, fir der Verschmotzung duerch Plastiksfläschen a Béchsen an der Natur entgéintzewierken?

Réponse (21/04/2026) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. De Considerant 141[7] vum europäesche Reglement 2025/40 vum 19. Dezember 2024 zu de Verpakungen an de Verpakungsoffäll beschreift, dass Pfandsystemer dozou gëeegent sinn, fir en héije Sammeltaux ze erreechen an och en héije Recyclingstaux. D'Effizienz vun der separater Sammlung vu „Single-use"-Plastiksgedrénksfläschen a Gedrénksbéchsen, gëtt am Moment méi genau och zu Lëtzebuerg analyséiert. Dat uewe genanntent Reglement gesäit vir, datt e Pfand-System obligatoresch agefouert muss ginn, wann d'Sammelquot vun 80 % an enger éischter Phas an d'Quot vun 90 % an enger zweeter Phas net erreecht ginn.

ad 2. Den EU-Kader gesäit zousätzlech zu de verpflichtenden Ziler vun der separater Sammlung och harmoniséiert Reegele vir, déi bei der Aféierung vun engem Pfand-System musse respektéiert ginn. An deem Kontext goufen och Etuden zu Lëtzebuerg realiséiert, fir d'Situatioun besser ze verstoen an och Handlungsempfeelunge fir de concernéierte Secteur ze identifizéieren.

[7] « (141) Il a été démontré que l'existence de systèmes de consigne qui fonctionnent bien garantit un taux de collecte très élevé et un recyclage de qualité élevée, en particulier en ce qui concerne les bouteilles et les canettes pour boissons. […] »

ad 3. Onofhängeg vun engem Pfand-System ass am Hierscht eng gemeinsam Sensibiliséierungscampagne vun der Waasserverwaltung an der Valorlux virgesinn. Dës Campagne wäert sech geziilt op d'Reduktioun vum Littering vu Verpakunge konzentréieren. Si gëtt no engem änleche Prinzipp opgebaut wéi d'Littering-Campagne zu den Zigarettestëmp, déi Enn 2024 duerchgefouert gouf. D'Campagne wäert iwwer eng breet Pallett u Kommunikatiounskanäl diffuséiert ginn, dorënner Fernseh, sozial Meedien an Affichen am ëffentleche Raum, fir esou eng maximal Visibilitéit an eng héich Sensibiliséierungswierkung ze erreechen. Des Weideren definéiert den nationale Plang fir d'Gestioun vum Offall an de Ressourcë Mesuren an Objektiver, fir d'Gestioun vun de Verpakungen ze verbesseren.

Logiciels malveillants sur des plateformes de jeux vidéo en ligne | Question **3782** (18/03/2026) de **M. Ben Polidori** (LSAP)

À l'heure où de nombreuses personnes, parmi lesquelles un grand nombre de mineurs, fréquentent quotidiennement des plateformes de distribution de jeux vidéo en ligne, la sécurité des environnements numériques de loisir représente un enjeu majeur pour la protection des citoyens.

Malgré les dispositifs de protection mis en place par les opérateurs, des acteurs malveillants sont récemment parvenus à exploiter la confiance accordée à l'un des grands distributeurs de jeux en ligne pour y introduire des logiciels conçus à des fins d'espionnage et de vol de données. Concrètement, le FBI mène actuellement une enquête dans le cadre de laquelle plusieurs jeux vidéo contenant des logiciels malveillants ont été identifiés. Ces titres, bien que fonctionnels en apparence, servaient en réalité de chevaux de Troie destinés à infecter les systèmes de leurs utilisateurs. Les faits couvrent une période allant de mai 2024 à janvier 2026. Le FBI invite les victimes potentielles à se manifester via un formulaire officiel accessible en ligne. Bien que la majorité des jeux incriminés ait depuis été retirée de la plateforme, deux titres demeurent à ce jour encore accessibles au téléchargement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Protection des consommateurs et à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Le Gouvernement envisage-t-il de publier une alerte publique à l'intention des résidents, afin d'éviter que les deux jeux encore disponibles ne continuent d'être téléchargés sur le territoire national ?

2) Vers quelles autorités les personnes potentiellement affectées résidant au Luxembourg peuvent-elles se tourner ? Existe-t-il des entités nationales compétentes pour les accompagner, ou les victimes sont elles contraintes de s'adresser directement aux autorités américaines ?

Réponse (22/04/2026) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de la Protection des consommateurs | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

L'honorable Député s'enquiert des actions envisagées par le Gouvernement à la suite de la diffusion alléguée de logiciels malveillants via certains jeux vidéo distribués sur une plateforme en ligne, ainsi que des autorités compétentes susceptibles d'accompagner les personnes potentiellement affectées résidant au Luxembourg.

À titre de contexte, le FBI a ouvert une enquête à l'égard des titres de jeux suivants distribués par la plateforme Steam. Selon les informations disponibles sur le site dédié du FBI, les activités douteuses auraient eu lieu dans la période de mai 2024 à janvier 2026 et concerneraient les jeux BlockBlasters, Chemia, Dashverse ou DashFPS, Lampy, Lunara, PirateFi, et Tokenova.

ad 1) À ce jour, aucune réclamation ou plainte liée aux faits décrits n'a été enregistrée auprès de la Direction de la protection des consommateurs, de l'Union luxembourgeoise des consommateurs, du Centre européen des consommateurs Luxembourg ou de la Police grand-ducale.

En l'absence d'éléments factuels attestant de victimes ou d'un risque avéré sur le territoire national, il n'existe actuellement pas de fondement justifiant la publication d'une alerte publique spécifique. De manière générale, la Police grand-ducale informe régulièrement la population sur les risques d'arnaques et de fraudes en ligne via ses canaux officiels.

La sécurité des utilisateurs de plateformes de jeux vidéo en ligne, y compris des mineurs, constitue toutefois une priorité constante pour le Gouvernement, lequel suit attentivement l'évolution de la situation.

ad 2) Les personnes résidant au Luxembourg qui estimeraient être potentiellement affectées disposent de plusieurs interlocuteurs nationaux :

BEE SECURE

En premier lieu, BEE SECURE met à disposition des utilisateurs une helpline fournissant des informations et des conseils pratiques adaptés à chaque situation. En sa qualité de trusted flagger, BEE SECURE agit également comme intermédiaire entre les utilisateurs et les grandes plateformes en ligne. Les coordonnées de la helpline (8002 1234) ainsi que le formulaire de signalement sont accessibles via le site www.bee-secure.lu.

Commission nationale pour la protection des données (CNPD)

Lorsque les personnes concernées estiment que leurs données à caractère personnel ont été collectées ou utilisées de manière illicite, elles peuvent introduire une réclamation auprès de la Commission nationale pour la protection des données (CNPD). Celle-ci examine la plainte et informe le plaignant de la suite réservée à sa démarche, sans toutefois pouvoir réparer le préjudice éventuellement subi.

Autorité de la concurrence

Par ailleurs, si l'introduction de logiciels malveillants par des tiers devait constituer une violation du règlement (UE) 2022/2065 relatif aux services numériques (Digital Services Act – DSA), l'Autorité de la concurrence est compétente au Luxembourg en sa qualité de coordinateur national pour les services numériques.

Le DSA, entré en vigueur le 17 février 2024, vise à renforcer la responsabilité des plateformes en ligne et à établir des procédures claires en ce qui concerne la suppression des contenus illégaux. En l'occurrence, il pourrait s'agir, par exemple, d'un logiciel malveillant en lui-même ou encore de contenus à caractère sexuel ou de « deepfakes » créés à partir de données volées aux utilisateurs des jeux en question.

À ce titre, le DSA impose plusieurs obligations aux plateformes en ligne, comme par exemple, l'obligation de :

– notifier aux autorités judiciaires tout soupçon d'infraction pénale[8], par exemple l'introduction même d'un logiciel malveillant ;

– proposer aux utilisateurs de la plateforme une interface en ligne transparente et non manipulatrice[9] ;
– mettre en place des mécanismes de protection des mineurs[10]; ou encore
– prévoir un système de notification et d'action en cas de contenu illicite[11]. Cette obligation inclut notamment la suppression de tout contenu illégal dès que la plateforme en a connaissance.

Par ailleurs, le DSA impose des règles renforcées aux « très grandes plateformes en ligne », c'est-à-dire celles comptant plus de 45 millions d'utilisateurs actifs dans l'Union européenne et exerçant un impact significatif sur la société. Depuis 2023, la Commission a désigné 25 très grandes plateformes en ligne[12]. En plus des obligations générales mentionnées ci-dessus, ces très grandes plateformes doivent évaluer les risques liés aux contenus illicites signalés par les utilisateurs, et le cas échéant, les atténuer[13], notamment ceux affectant les mineurs.

L'utilisateur potentiellement affecté, résidant au Luxembourg et qui estime que la plateforme en ligne n'a pas respecté le DSA doit en principe se tourner vers la plateforme elle-même, notamment via les mécanismes internes à celle-ci pour le traitement des plaintes. À défaut de réponse ou en cas de réponse jugée insuffisante, il peut ensuite signaler le comportement ou déposer une plainte auprès de l'Autorité nationale de concurrence[14] qui peut intervenir lorsque la plateforme concernée est établie au Luxembourg[15]. S'il s'agit d'une « très grande plateforme en ligne » relevant de la compétence exclusive de la Commission européenne[16], contact peut aussi être pris avec l'Autorité nationale de concurrence qui se chargera de transmettre à la Commission européenne.

En cas de violation du DSA, l'Autorité nationale de concurrence peut notamment prononcer des amendes administratives pouvant atteindre 6 % du chiffre d'affaires mondial annuel de la plateforme ou demander à la chambre du conseil du tribunal d'arrondissement de Luxembourg la suspension temporaire du service en cas d'infractions graves et répétées.

Enfin, une initiative est actuellement menée au niveau européen pour renforcer la protection des utilisateurs de plateforme en ligne contre les attaques informatiques. Ainsi, en novembre 2025, le Comité européen pour les services numériques[17], composé des autorités coordinatrices nationales de tous les États membres désignées sous le DSA, a lancé une initiative coordonnée entre ces autorités, d'une part, et les autres autorités nationales compétentes en matière de protection des consommateurs, de protection de l'intégrité des marchés financiers et de protection contre la cybercriminalité, d'autre part. Cette initiative vise à lutter contre les escroqueries en ligne et à assurer une bonne coordination entre l'application du DSA, d'une part, et les actions européennes et nationales de protection des consommateurs et de lutte contre la cybercriminalité[18],

[8] Article 18 DSA.

[9] Article 25 DSA.
[10] Article 28 DSA.
[11] Article 16 DSA.
[12] Lien vers la liste des très grandes plateformes en ligne.*
[13] Article 35 DSA.
[14] L'utilisateur peut contacter l'Autorité et/ou déposer sa plainte en passant par le site de l'Autorité nationale de concurrence (ici*).
[15] Si la plateforme en ligne est établie hors du Luxembourg, l'Autorité nationale de concurrence transmet la plainte à l'autorité nationale compétente.
[16] La Commission peut notamment imposer des amendes pouvant atteindre jusqu'à 6 % du chiffre d'affaires mondial annuel de la très grande plateforme en ligne.
[17] Le Comité européen pour les services numériques a été établi par le DSA.
[18] Secrétariat du Comité européen des services numériques, communiqué de presse du Comité européen des services numériques à l'issue de sa 16e réunion, 18 novembre 2025, p. 2.

d'autre part. Le Gouvernement suit les développements de cette initiative qui est toujours en cours.

En tout état de cause, le Gouvernement soutient une application rigoureuse des règles du DSA et l'approche collaborative du Comité européen pour les services numériques, afin de renforcer la protection des utilisateurs de plateformes en ligne, y compris dans le contexte d'incidents liés à la cybercriminalité.

Police grand-ducale et parquet

En cas de préjudice subi, les personnes concernées sont enfin invitées à déposer plainte auprès de la Police grand-ducale ou du parquet, afin de permettre l'examen pénal des faits.

Rien n'empêche, par ailleurs, les victimes potentielles de se manifester simultanément auprès des autorités américaines, notamment via le formulaire mis à disposition par le FBI dans le cadre de l'enquête en cours.

Impact du règlement CRR3 sur les crédits immobiliers au Luxembourg | Question **3785** (18/03/2026) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Un article de presse récent publié dans le journal « Les Échos » fait état des inquiétudes exprimées par plusieurs banques françaises quant aux effets potentiels de nouvelles règles prudentielles européennes issues notamment de la transposition des accords de Bâle III dans le cadre du règlement CRR3. Selon cet article, ces évolutions réglementaires pourraient conduire à une augmentation des exigences de fonds propres pour les crédits immobiliers et, par conséquent, renchérir le coût de ces crédits pour les ménages.

Les établissements bancaires concernés craignent notamment que ces nouvelles dispositions réduisent leur capacité de financement et rendent l'accès au crédit immobilier plus difficile pour une partie des emprunteurs. Par ailleurs, l'article évoque également des discussions au niveau européen concernant un recours plus systématique à des expertises immobilières indépendantes dans le cadre de l'octroi de crédits hypothécaires.

Dans un contexte où l'accès à la propriété constitue déjà un défi majeur au Luxembourg en raison du niveau élevé des prix de l'immobilier, ces évolutions réglementaires pourraient avoir des implications importantes pour le marché immobilier et pour les ménages souhaitant acquérir un logement.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Le Gouvernement a-t-il procédé à une analyse de l'impact potentiel de la mise en œuvre du règlement CRR3 et des nouvelles exigences prudentielles sur l'octroi de crédits immobiliers au Luxembourg ?

2) Quelle pourrait être, selon les analyses du Gouvernement ou des autorités de surveillance compétentes, l'incidence de ces évolutions réglementaires sur l'accès à la propriété pour les ménages ?

3) Le Gouvernement anticipe-t-il un impact particulier sur le marché immobilier luxembourgeois, notamment en ce qui concerne le volume de crédits immobiliers accordés ou l'évolution des prix ?

4) Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois par rapport aux discussions au niveau européen concernant l'introduction d'une expertise immobilière systématique lors de l'octroi d'un crédit immobilier ?

Réponse (23/04/2026) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

La réglementation CRR3, qui transpose le cadre Bâle III dans l'Union européenne, est d'application directe depuis le 1er janvier 2025. Sur base des données disponibles au 31 décembre 2025, la CSSF observe une augmentation du ratio agrégé des fonds propres des établissements de crédit luxembourgeois à la suite de l'application du CRR3. Ce ratio est ainsi passé de 23,1 % fin 2024 sous l'ancien régime CRR2 à 23,5 % sous le nouveau régime CRR3, soit une augmentation de 0,4 point de pourcentage.

S'agissant plus spécifiquement des crédits immobiliers résidentiels, il convient de relever que, pour les banques appliquant l'approche avancée, utilisée par les principales banques de détail opérant au Luxembourg, les exigences en capital ont diminué d'environ 1,4 % à la suite de la mise en œuvre du CRR3. Pour tout établissement appliquant l'approche standardisée, les exigences en capital pour un crédit immobilier résidentiel, avec un ratio prêt-valeur conforme aux pratiques moyennes observées au Luxembourg, demeurent globalement stables par rapport à l'ancien régime CRR2.

Il est par ailleurs à noter que la production de nouveaux crédits immobiliers résidentiels est restée relativement stable entre le deuxième semestre 2024, sous l'ancien régime CRR2, et le deuxième semestre 2025, sous le nouveau régime CRR3, indiquant que les nouvelles règles prudentielles n'ont pas freiné l'octroi de crédits immobiliers résidentiels au Luxembourg. Compte tenu d'un ratio de fonds propres agrégé de 23,5 % en décembre 2025, le secteur bancaire luxembourgeois dispose par ailleurs d'une capacité pour octroyer des crédits supplémentaires.

Enfin, en ce qui concerne l'introduction d'une expertise immobilière systématique lors de l'octroi de crédits immobiliers, il convient de rappeler que les principes de valorisation prudente et indépendante des biens immobiliers étaient déjà largement intégrés dans le cadre réglementaire européen avant l'application du CRR3, notamment au travers des orientations de l'Autorité bancaire européenne (EBA/GL/2020/06) relatives à l'octroi et au suivi des prêts. Le principe d'indépendance de l'évaluation n'implique pas nécessairement le recours à un expert externe, mais requiert une séparation fonctionnelle claire entre l'évaluateur et le processus d'octroi du crédit au sein de l'établissement de crédit.

État et protection du Château Buschland à Remich | Question **3786** (18/03/2026) de **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

Laut engem Artikel am „Tageblatt" („Château Arabia – Im verborgenen Schloss in Remich residierte zuletzt ein Scheich – jetzt zerfällt es") befënnt sech dat sougenannt „Schlass Buschland", och als „Château Arabia" bekannt, tëscht Réimech a Stadbriedemes geleeën, an engem desolaten Zoustand. D'Gebai, dat 1889 gebaut gouf an architektonesch Elementer vun der Neogotik an der Neorenaissance vereent, weist e gewësse kulturhistoreschen an architektonesche Wäert op.

Dem Artikel no ass d'Schlass säit Joren Zilscheif vu Vandalismus: Fënstere ginn ageschloen, bannendra si vill Deeler vun der Ausstattung zerstéiert ginn. Den Artikel weist och drop hin, dass d'Gebai a Privatbesëtz ass a bis elo net ënner Denkmalschutz steet. Vertrieder vun der Gemeng Réimech hätten den Här Kulturminister schonns gefrot, ob de Staat d'Gebai kafen a renovéiere kéint, fir et ze erhalen. Am Artikel heescht et dozou: „Eine Antwort? Bisher offensichtlich nicht."

Virun dësem Hannergrond wéilt ech dem Här Kulturminister gär follgend Froe stellen:

1. Ass dem Kulturministère den aktuellen Zoustand vum Schlass Buschland zu Réimech bekannt?

2. Gouf d'Gebai schonns duerch déi zoustänneg staatlech Instanzen, besonnesch den „Institut national pour le patrimoine architectural" (INPA), am Hibléck op säi kulturhistoreschen oder architektonesche Wäert evaluéiert?

3. Aus wéi enge Grënn steet d'Schlass aktuell net ënner Denkmalschutz bzw. aus wéi enge Grënn gouf et bis elo net an den nationalen Inventaire vum architektoneschen Ierwen opgeholl?

4. Préift de Kulturministère aktuell en eventuellt Ënner-Denkmalschutz-Stelle vum Gebai oder aner Moossnamen zum Schutz vun dësem Schlass?

5. Wéi eng rechtlech a finanziell Méiglechkeete besti fir de Staat, fir a Fäll wéi dësem dréngend Sécherungs- oder Astandhalungsmoossnamen anzeleeden, och dann, wa sech d'Gebai a Privatbesëtz befënnt?

6. Goufe säitens dem Ministère Gespréicher mat der Gemeng Réimech oder aneren Acteure gefouert, fir eng Léisung fir d'Zukunft vun dësem Gebai ze fannen?

Réponse (16/04/2026) de **M. Eric Thill,** Ministre de la Culture

ad 1. Jo, dem Kulturministère ass den aktuellen Zoustand vum Gebai bekannt.

ad 2. D'Gebai gouf vum INPA als schützenswäert identifizéiert, dat am Kader vum Inventaire, esou wéi d'Denkmalschutzgesetz vum 25. Februar 2022 e virgesäit, deen aktuell an der Gemeng Réimech ausgeschafft gëtt.

ad 3. Den uewe genannten Inventaire ass amgaang ausgeschafft ze ginn. Dësen Exercice, deen an all Gemeng vum Land gemaach gëtt, wäert et an Zukunft erméigleche Gebaier, wéi d'Schlass Buschland, adequat a preventiv ze schützen.

ad 4. Wéinst dem schlechten Zoustand vum Gebai, gouf eng Schutzprozedur virgezunn, nach virum Ofschloss vum uewe genannten Inventaire.

ad 5. Am Kader vum Denkmalschutzgesetz ass de Proprietär verflicht, e klasséiert Gebai ze erhalen. Heifir kann de Staat Subventiounen accordéieren, déi, jee no Schutzstatus, bis zu 50 % oder méi vun de Käschten decken.

Am Fall wou e senger Flicht net géif nokommen, kann de Minister e klasséiert Gebai besichtege loossen, fir de Besoin u Conservatiounsaarbechten ze evaluéieren, an de Proprietär dozou verflichten, déi néideg Aarbechten duerchzeféieren. Wann de Proprietär net kooperéiert, kann de Staat, mat Autorisatioun vum Geriicht, selwer intervenéieren an d'Aarbechten ausféiere loossen, op d'Käschte vum Proprietär.

ad 6. Nee, et goufen aktuell nach keng Gespréicher an dësem Kontext gefouert.

Bilan et fin de la procédure de recouvrement de la nationalité luxembourgeoise | Question **3787** (18/03/2026) de **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

Zu de Weeër, fir déi Lëtzebuerger Nationalitéit ze kréien, gouf et bis zum 31. Dezember 2025 nieft der Abiergerung no Openthalt, der Optioun asw. och eng Recouvrementsoptioun, no där Persoune mat engem direkte Virfar, dee Lëtzebuerger Staatsbierger zum 1. Januar 1900 war, ënner bestëmmte Konditiounen d'Lëtzebuerger Nationalitéit „recouvréiere" konnten. Dës speziell Méiglechkeet, fir Lëtzebuerger ze ginn, gehéiert mam Oflaf vum 31. Dezember 2025

der Vergaangenheet un: Unträg musse bis zu deem Datum bei der Verwaltung agereecht gi sinn. Dës spezifesch Recouvrementsreegelung iwwer Ofstamung war u keng Mindestwunnsëtz- oder Sproochevirausetzung gekoppelt.

Offiziell Donnéeë vun der Lëtzebuerger Regierung weisen:

– 8.223 Persounen insgesamt hunn am Joer 2025 déi Lëtzebuerger Nationalitéit kritt.
– Dovu kruten 381 Persounen déi Lëtzebuerger Nationalitéit iwwer d'Recouvrementsoptioun, baséierend op hirer Ofstamung vu Lëtzebuerger Virfaren.
(Quell: https://chronicle.lu/category/at-home/58962-8-223-people-acquire-luxembourgish nationality-in-2025?utm_source=chatgpt.com)

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Wéi vill Persounen hu säit dem Akraafttriede vun der Recouvrementsoptioun déi Lëtzebuerger Nationalitéit kritt, opgeschlësselt no Joer an – souwäit méiglech – no Hierkonftsland?

2. Wéi vill Unträg goufe bis zum Oflaf vun der Frist, dem 31. Dezember 2025, insgesamt gestallt, opgeschlësselt no Status (ofgeschloss, gëtt traitéiert, ofgeleent)?

3. Ass d'Recouvrementsoptioun mat Oflaf vum 31. Dezember 2025 vollstänneg ausgelaf, oder besti weiderhi Rechtsweeër, op déi sech d'Untragsteller beruffe kënnen?
– Falls weider Rechtsweeër bestinn: Kann d'Madamm Minister preziséieren, wéi eng Optiounen den Untragsteller opstinn, an op wéi enger legaler Basis?

Réponse (23/04/2026) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

ad 1. Zënter dem Akraafttriede vun der Recouvrementsprozedur (op Basis vum Art. 29 vum ale lëtzebuergeschen Nationalitéitegesetz vum 23. Oktober 2008 resp. vum Art. 89 vum ofgeännerte lëtzebuergeschen Nationalitéitegesetz vum 8. Mäerz 2017) sinn tëschent dem 1. Januar 2009 an dem 20. Mäerz 2026 insgesamt 41.569 Persounen iwwert dëse Wee Lëtzebuerger ginn.

Den Top 5 vun den Hierkonftslänner ass heidrënner opgelëscht, mat dem Total vun alleguer de Länner weltwäit:

ad 2. Insgesamt goufe bis den 31. Dezember 2025 41.860 Recouvrementsdemanden op Basis vum Art. 29 vum ale lëtzebuergeschen Nationalitéitegesetz vum 23. Oktober 2008 resp. vum Art. 89 vum ofgeännerte lëtzebuergeschen Nationalitéitegesetz vum 8. Mäerz 2017 gestallt.

Vun dësen Demandë sinn der 41.569 ofgeschloss, 39 ofgeleent an 252 am Traitement.

Onofhängeg dovunner goufen och Demanden op e Certificat „1900" am Sënn vum Artikel 89 vum ofgeännerte lëtzebuergeschen Nationalitéitegesetz vum 8. Mäerz 2017 refuséiert. Dëst betrëfft déi éischt Etapp vun der Prozedur (Zertifizéierung als Descendant vun engem Lëtzebuerger um 1. Januar 1900), an net d'Recouvrementsdeklaratioun selwer:

– 163 Demanden, well d'Demande ze spéit agereecht gouf;
– 584 Demanden, well d'gesetzlech Konditiounen net erfëllt waren.

ad 3. Fir Mëssverständnisser ze vermeiden, sief präziséiert, datt et de Recouvrement och an Zukunft nach wäert ginn, op Basis vum Artikel 39 vum ofgeännerten Nationalitéitegesetz vum 8. Mäerz 2017: „Le recouvrement de la nationalité luxembourgeoise est ouvert au majeur ayant perdu la qualité de Luxembourgeois."

D'Méiglechkeet awer, fir eng Recouvrementsdeklaratioun op Basis vum Art. 89 vum ofgeännerten Nationalitéitegesetz vum 8. Mäerz 2017, also op Basis vu Virfare vu virun 1900, eranzereechen ass den 31. Dezember 2025 definitiv ausgelaf.

Et bestinn aktuell weider Rechtsweeër, op déi sech Demandeure beruffe kënnen, wa se e Lëtzebuerger Virfaren hunn oder Lëtzebuerger si par le seul effet de la loi.

Dorënner fale follgend Artikele vum ofgeännerten Nationalitéitegesetz vum 8. Mäerz 2017:

„Art. 1er.
(1) Est Luxembourgeois le mineur né d'un parent qui possède la nationalité luxembourgeoise au moment de sa naissance ou de l'établissement de sa filiation.
(2) Dans le cas où le jugement ou l'arrêt déclaratif de filiation est rendu après la mort du parent, le mineur est Luxembourgeois lorsque le parent possède la nationalité luxembourgeoise au jour de son décès ou de la naissance du mineur.

Art. 2.
Obtient la nationalité luxembourgeoise :
1° le mineur dont le parent obtient la qualité de Luxembourgeois par le seul effet de la loi ou à la suite d'un acte de volonté ; ou
2° le mineur dont le parent obtient la qualité de Luxembourgeois en application du point 1°.

Section 2. Des Luxembourgeois en raison de l'adoption
Art. 3. Obtient la nationalité luxembourgeoise :
1° le mineur ayant fait l'objet d'une adoption par un Luxembourgeois ;
2° le mineur dont l'adoptant obtient la qualité de Luxembourgeois par naturalisation, option ou recouvrement ;
3° le mineur qui a fait l'objet d'une adoption par un apatride ayant une résidence habituelle au Grand Duché de Luxembourg et s'y trouvant en séjour régulier ;
4° le mineur ayant fait l'objet d'une adoption par des personnes de nationalité étrangère qui ont une résidence habituelle au Grand-Duché de Luxembourg et qui s'y trouvent en séjour régulier, à condition qu'il ait perdu sa nationalité par l'effet de l'adoption et que l'application d'aucune loi étrangère ne lui permette d'obtenir la nationalité de l'un ou l'autre de ses adoptants ou que l'attribution de ces mêmes nationalités ne soit possible qu'en cas de résidence dans les pays concernés ; ou
5° le mineur dont le parent obtient la qualité de Luxembourgeois en application des points 1° à 4°

Article 7 de la section 3. Des Luxembourgeois en raison de la naissance au Grand-Duché de Luxembourg

Art. 7.
La naissance au Grand-Duché de Luxembourg avant le 19 avril 1939 établit la nationalité luxembourgeoise. (2) Chaque année le 1er janvier, la date visée au paragraphe qui précède est incrémentée d'une année (à partir du 1er janvier 2026 il faut donc considérer le 19 avril 1948).

Chapitre 2. De l'attribution de la nationalité luxembourgeoise à la suite d'un acte de volonté

Art. 23.
L'option est ouverte au majeur : 1° lorsque son parent ou adoptant possède ou a possédé la nationalité luxembourgeoise et que cette nationalité ne lui a pas été attribuée ; ou 2° lorsque son grand-parent possède ou a possédé la nationalité luxembourgeoise et que cette nationalité n'a pas été attribuée à son parent.

Contournement de Dippach | Question **3789** (18/03/2026) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

De Schäfferot vun Dippech huet informéiert, datt an der Gemeng konkreet Pläng fir eng Erweiderung vum Contournement ausgeschafft goufen, déi dem Mobilitéitsministère an engem rezenten Austausch presentéiert goufen an do anscheinend och begréisst goufen.

D'„Wort" gëtt an engem Artikel vum 16. Mäerz 2026 méi Detailer zu dësem Projet. No Ausso vum Dippecher Mobilitéitsschäffen ass et zwar nach kee formellen offizielle Plang, mee et gouf awer schonn ugekënnegt, datt Planungsopdrag un extern Büroe vergi goufen, fir de konkreete Verlaf vun der Strooss ze analyséieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an éffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Firwat ass d'Kommunikatioun zu dësem wichtegen nationale Projet haaptsächlech iwwer d'Gemeng an net iwwer de Mobilitéitsministère gemaach ginn?

2. Wat gouf dem Dippecher Schäfferot konkreet vum Mobilitéitsministère zougeséchert an entspriechen d'Aussoe vum Dippecher Schäfferot am „Wort"-Artikel den Zousoen, déi de Ministère der Gemeng gemaach huet?

3. Wéini ass de Bau vun der Ëmgeeungsstrooss geplangt, a bis wéini soll se fäerdeg gestallt ginn?

4. Wéi soll den Uschloss vum Contournement Dippech-Gare mat dem am Artikel beschriwwene Projet konkreet realiséiert ginn?

5. Wéi laang a wéi breet soll den Tracé vum geplangte Contournement sinn?

6. Wéi eng Konsequenzen huet dëse Projet op d'Parkplazen op der Nationalstrooss N5 zu Dippech? Wäerten déi bestoend Parkplazen ewechfalen, a falls jo, sinn Ersatzléisunge virgesinn?

7. Wéi bewäert d'Madamm Ministerin déi proposéiert Streck, a wéi eng Variant gëtt aktuell vum Ministère favoriséiert?

Réponse (15/04/2026) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte freet am Kader vu senger parlamentarescher Fro no präzisen Informatiounen iwwer d'Kommunikatioun, d'Zousoe vum Ministère, den Zäitplang, souwéi d'technesch Detailer (Verlaf, Längt a Breet) vun der Ëmgeeungsstrooss Dippech.

ad 1. bis 5. Am Kader vun enger Reunioun de 24. Februar 2026 tëscht dem Ministère fir Mobilitéit an éffentlech Aarbechten (MMTP), der Stroossebauverwaltung an der Gemeng Dippech ass festgehale ginn, dass d'Verwaltung zum neie Virschlag vun enger Ëmgeeungsstrooss am Sënn vun engem „contournement de proximité", déi éischt virleefeg Etüd duerchféiere wäert.

Well et zu dësem Zäitpunkt awer nach keng Detailer iwwert de Verlaf vun der Ëmgeeungsstrooss gëtt, kënnen och keng Aussoen zu präzise Froe gemaach ginn.

Am aktuelle Stadium handelt et sech ëm éischt konzeptuell Iwwerleeungen, déi an engem Dialog mat der Gemeng diskutéiert goufen.

Den MMTP huet der Gemeng Dippech an dësem Kader seng Bereetschaft signaléiert, de Virschlag vun

der Ëmgeeungsstrooss ze analyséieren. D'Aussoe reflektéieren deemno eng éischt positiv Opfaassung am Hibléck op eng weider méi fachlech Evaluatioun, ouni dass domat schonn definitiv Decisioune getraff goufen.

Wat den Zäitplang ugeet, kann zum aktuelle Moment nach keng Ausso gemaach ginn. Prioritär gëllt et elo, op Basis vun den ugestoussenen Analysen an Etüden, eng zolidd fachlech Grondlag ze schafen, op där spéider Entscheedunge kënne getraff ginn.

Zesummegefaasst befënnt sech de Projet an enger fréier Konzept- an Analysphas, an där nach keng definitiv Entscheedunge getraff goufen, mee awer d'Grondlage fir eng eventuell weider Ëmsetzung geschafe ginn.

Musée de l'aviation luxembourgeoise | Question **3790** (18/03/2026) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Laut engem „Wort"-Artikel vum 6. Mäerz hänkt de geplangten Ëmbau an d'Moderniséierung vum Lëtzebuerger Fligermusée zu Munneref. De Veräin, deen de Musée bedreift, bemängelt Onkloerheet beim Ausbau vun der aktueller Infrastruktur an och, dass d'Ausstellungsfläch net grouss genuch ass, fir all d'Exponater ze weisen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Tourismus a fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Kënnen d'Ministeren Informatiounen zum aktuelle Stand vun den Ëmbauaarbechte liwweren?

2. Wäert de Staat den Doleancë vum Bedreiwerveräin betreffend de Fluchsimulator an eventuell méi Ausstellungsflächen (eventuell op anere Plazen am Land) nokommen?

Réponse (21/04/2026) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. D'Bauteverwaltung ass net fir dës Ëmgestaltung zoustänneg mee de Bedreiwer, an dësem Fall den Domaine thermal. Déi Informatioun ass och am Kader vun enger Reunioun kommunizéiert ginn.

Zousätzlech ass och nach ze soen, dass d'Bauteverwaltung verschidden Aarbechten am Gebai „source Kind" amgaangen ass ze plangen, déi kuerzfristeg wäerten ëmgesat ginn, fir d'Gebai konform ze setzen; dobäi geet et notamment ëm:

– d'Ersetze vun der Beliichtung inklusiv Noutbeliichtung;
– d'Conformitéitsaarbechte vun der Détection incendie;
– d'Conformitéitsaarbechten zum Accessibilitéitsgesetz mat der Installatioun vun enger neier automatescher Dier um éischte Stack;
– d'Renovatioun vum Buedembelag am Bausseberäich an enger enker Zesummenaarbecht mam INPA.

ad 2. Esou eng Extensioun ass effektiv um Site net virstellbar opgrond vun der ganz spezifescher Architektur vum Pavillon, dee jo och klasséiert ass.

Eng Demande fir Ausstellungsflächen op enger anerer Plaz ass dem Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten net bekannt a fält och net an dësen Zoustännegkeetsberäich.

Paiement indu d'heures du compte épargne-temps | Question **3791** (18/03/2026) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Mir ass ee Fall zougedroe ginn, wou am Joer 2022 an 2023 een Direkter vun engem Gemengesyndikat jeeweils 500 Stonne vu sengem Zäitspuerkont (Compte épargne-temps; CET) ausbezuelt krut, also am Ganze ronn 1.000 Stonnen.

Laut dem Artikel 9 vum Gesetz vum 1. August 2018 portant fixation des conditions et modalités d'un compte épargne-temps dans la fonction publique kënnen dës Stonnen nëmmen ausbezuelt ginn am Fall vun enger „cessation des fonctions", wat hei net de Fall war.

Den Département du contrôle de la comptabilité communale am Inneministère huet dëst och a senge Rapporten esou festgehalen, dass d'Virgoensweis falsch ass.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Kann de Minister bestätegen, datt dës Ausbezuelunge gemaach goufen?
Falls jo, op wéi enger gesetzlecher Basis ass dëst geschitt, wa keng Cessation des fonctions virloung an ass dës Virgoensweis konform mam Artikel 9 vum CET?

2. Wäert de Staat d'Suen, déi hei ausbezuelt goufen, zeréckfroen, wann d'Ausbezuelungen net konform waren?

3. Wat sinn d'Konsequenze fir ee Gemengesyndikat, wann de Contrôle financier vum Inneministère Feeler oder Irregularitéite feststellt? Hunn dës Feststellungen iergendee legale Wäert?

Réponse (15/04/2026) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Jo, dës Ausbezuelunge si gemaach ginn. De betreffende Gemengesyndikat krut am Kader vun de Kontrolle vun de Konte vun den Exercicer 2022 an 2023 de 7. Februar 2024 an de 12. September 2025 matgedeelt, dass d'Ausbezuele vu Stonne vum Zäitspuerkont un e Beamten net konform war zum Artikel 9 vum groussherzogleche Reglement vum 31. August 2018, dat d'Konditiounen an d'Modalitéite fir en Zäitspuerkont am kommunalen ëffentlechen Déngscht festleet. De Gemengesyndikat ass och opgefuerdert ginn, déi néideg Regularisatioune virzehuelen.

ad 2. De Staat huet an dësem Fall keng Suen ausbezuelt a brauch dofir och näischt zréckzefroen. Am virleiende Fall sinn déi onreegelméisseg Gelder vum Gemengesyndikat bezuelt ginn an dofir läit et an der Responsabilitéit vum Gemengesyndikat, fir déi betreffend Irregularitéiten ze behiewen.

ad 3. D'Observatioune vum Departement vun der Kontroll vun der Gemengecomptabilitéit sinn am Kader vum Artikel 163 vum ofgeännerte Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 un de betreffende Gemengesyndikat geriicht ginn. Et läit fir d'éischt emol an der Responsabilitéit vun de kommunalen Autoritéiten, fir den Observatioune vum Inneminister Rechnung ze droen.

Wann eng Gemengenentitéit dat net maache wëll, dann huet den Inneminister e puer Méiglechkeeten, déi am Gemengegesetz virgesi sinn:

– deen Artikel 163 vum Gemengegesetz gesäit vir, dass den Inneminister, ier en d'Konten definitiv arrêtéiert, déi provisoresch arrêtéiert Konten ënnersicht an net konform Operatioune redresséiert;
– den Artikel 137 vum Gemengegesetz gesäit vir, dass den Inneminister ordonéiere kann, dass eng geschëllte Recette direkt agedriwwe muss ginn, wann eng Gemengenentitéit dëst refuséiert oder ënnerléisst;
– nom Artikel 164 vum Gemengegesetz kënnen d'Membere vun engem Bureau perséinlech haftbar gemaach gi fir gesetzeswiddreg Depensen, déi se mandatéiert hunn, a fir Recetten, déi duerch hire Feeler net agedriwwe konnte ginn.

Position du Luxembourg sur la proposition « EU Inc » de la Commission européenne | Question **3792** (18/03/2026) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

La Commission européenne a présenté aujourd'hui sa proposition visant à créer une forme de société paneuropéenne. Ce soi-disant « 28e régime juridique », un cadre optionnel européen qui s'ajouterait aux 27 droits nationaux des sociétés, est destiné à faciliter la vie des entreprises qui sont actives dans plusieurs États membres de l'Union. Cette proposition est considérée dans les milieux des entreprises comme un projet phare de la Commission européenne pour améliorer la compétitivité des entreprises européennes par une mesure de simplification administrative conséquente. D'un autre côté, les syndicats se montrent réticents car ils redoutent une dérégulation des conditions de travail.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme et à Madame la Ministre de la Justice :

1) Le Gouvernement soutient-il cette proposition de la Commission de l'introduction d'un 28e régime juridique ?

2) Le Gouvernement partage-t-il l'avis que cette proposition apporte une simplification administrative pour les entreprises exerçant dans l'Union européenne ?

3) Comment le Gouvernement réagit-il aux critiques envers cette proposition ?

Réponse (27/04/2026) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Marc Spautz,** Ministre du Travail

ad 1) Le Gouvernement soutient l'objectif d'instaurer un « 28e régime » en droit des sociétés, qu'il considère comme un levier stratégique pour renforcer la compétitivité des entreprises européennes et stimuler l'intégration et la croissance du marché intérieur. En mettant à disposition un cadre harmonisé, plus lisible et plus efficace, ce régime entend contribuer à l'amélioration de l'environnement économique dans lequel évoluent nos entreprises.

Si, en principe, toute entreprise pourra tirer avantage de ce nouveau régime, il convient de rappeler qu'il vise en premier lieu à répondre aux besoins spécifiques des start-ups, des scale-ups et des sociétés innovantes. Le « 28e régime » pourrait constituer une opportunité pour l'écosystème entrepreneurial luxembourgeois, qui compte près de 800 start-ups. Ce nouveau cadre pourrait non seulement soutenir leur croissance, mais également renforcer l'attractivité du Luxembourg auprès d'entreprises innovantes étrangères. Enfin, le « 28e régime » pourrait donner naissance à de nouveaux projets entrepreneuriaux innovants n'ayant pas encore donné lieu à la création d'une société.

Il faut préciser que si le Luxembourg partage pleinement les objectifs poursuivis par le « 28e régime » et en soutient résolument le principe, certains aspects techniques de la proposition de règlement de la Commission européenne du 18 mars 2026 (la « proposition de règlement ») demeurent naturellement à clarifier et devront être examinés de manière

approfondie dans le cadre des négociations à venir. Le Gouvernement s'engagera de manière constructive dans ces discussions afin de s'assurer que le régime final soit cohérent et favorable au développement durable de nos entreprises et de notre économie.

ad 2) Il convient de rappeler que le Luxembourg dispose déjà d'un système juridique particulièrement flexible et moderne en matière de droit des sociétés et que plusieurs initiatives législatives supplémentaires sont d'ores et déjà en cours afin de renforcer encore ce cadre moderne et attractif. Néanmoins, nous entendons la demande de certains acteurs économiques à simplifier davantage les procédures auxquelles ils sont confrontés dans un contexte transnational.

La proposition de règlement contient plusieurs dispositions en ce sens que nous pouvons saluer, visant à faciliter la vie des entreprises et soutenir leur développement dans un environnement européen toujours plus intégré :

– une création, un fonctionnement et une gouvernance simplifiés de l'EU Inc. ;
– une reconnaissance dans l'ensemble des États membres, qui contribuera à faciliter la mobilité transfrontalière des activités de l'EU Inc. ;
– l'application du principe du once-only ;
– le recours à des procédures entièrement digitalisées et des outils numériques déjà mis en place dans le cadre de la directive (UE) 2025/25 du Parlement européen et du Conseil du 19 décembre 2024 modifiant les directives 2009/102/CE et (UE) 2017/1132 en ce qui concerne l'extension et l'amélioration de l'utilisation des outils et processus numériques dans le domaine du droit des sociétés.

Si l'ambition de simplification est saluée, elle ne doit toutefois pas se faire au détriment de la sécurité juridique, d'une prévention efficace de la fraude et de la lutte contre le blanchiment d'argent, et plus généralement au détriment de toute autre partie prenante essentielle au bon fonctionnement de l'écosystème économique. La version finale du règlement devra préserver un équilibre sain entre allègement administratif et garanties solides. C'est dans cet esprit que le Gouvernement abordera les discussions à venir : constructif, ouvert aux avancées, mais attentif à la robustesse et à la crédibilité du cadre final.

ad 3) Le Gouvernement étudie avec attention les critiques envers la proposition de règlement, qui constituent des contributions utiles pour orienter de manière constructive les discussions au niveau européen.

Ainsi, bien que l'objectif de cette nouvelle proposition soit louable, il demeure essentiel de garantir en permanence la protection des droits de tous les salariés en matière de droit du travail et de sécurité sociale.

Les salariés des sociétés constituées dans le cadre du nouveau régime doivent ainsi continuer à bénéficier des protections, conventions collectives et systèmes de sécurité sociale du pays dans lequel ils exercent effectivement leur activité, tandis que les sociétés dites EU Inc. doivent être soumises aux mêmes obligations en matière de droit du travail et sécurité sociale que tous les autres employeurs, afin d'assurer l'égalité de traitement et de prévenir tout risque de dumping social, voire de concurrence déloyale.

Dans ce contexte, il apparaît nécessaire que la proposition prévoie des garanties suffisantes pour assurer le respect du droit du travail national, notamment en ce qui concerne les droits de participation des salariés dans l'ensemble de l'Union.

Certaines voix ont aussi fait part de leur préoccupation concernant les garanties posées par la proposition de règlement notamment en matière de sécurité juridique, de prévention de la fraude et de lutte contre le blanchiment lors de la constitution de l'EU Inc. et particulièrement dans le cadre de la procédure d'immatriculation accélérée actuellement prévue. Comme indiqué précédemment, ces points feront partie intégrante de nos préoccupations et de nos discussions lors des négociations à venir.

Enfin, d'autres acteurs de la sphère économique ont indiqué que la proposition de règlement demeure insuffisante au regard des besoins identifiés, appelant à un degré d'harmonisation plus large que le seul droit des sociétés. L'ambition du texte proposé doit cependant être salué et devrait au moins en partie répondre aux besoins immédiats de son public cible, c'est-à-dire les start-ups, les scale-ups et les sociétés innovantes. Le Gouvernement continuera donc à s'engager de manière constructive dans les discussions au niveau européen.

Avancement du projet Google Bissen | Question **3793** (19/03/2026) de **M. Georges Mischo** (CSV)

D'Firma Microsoft baut an Däitschland, méi genee zu Bedburg an Nordrhein-Westphalen, ee Fuerschungszentrum fir KI an investéiert am Ganzen 3 Milliarden Euro op deem Site. De Bau vun dësem Zentrum soll am Mäerz vun dësem Joer ugoen an am Laf vun 2028 fäerdeg gestallt ginn an eng Rei qualitativ héichwäerteg Aarbechtsplaze schafen. Dëse Projet bréngt mech zum Projet vu Google an der Gemeng Biissen, ëm deen et déi lescht Méint roueg ginn ass, a wou, laut menge leschten Informatiounen, eng aner Ausriichtung ewéi deen ursprüngleche Projet vun engem Datenzenter virgesinn ass.

Dowéinst hunn ech follgend Froen un den Här Minister fir Wirtschaft, PME, Energie an Tourismus:

1. Wou ass de Projet Google drun?

2. Gëtt et Problemer mam Projet a wa jo, vu wéi enger Natur?

3. Ass et beim Projet Google och virgesinn, ee KI Rechenzentrum ze bauen?

4. Wéi ass et mat den Autorisatioune vun der Gemeng Biissen?

5. Wat feelt nach, fir de Projet unzefänken?

6. Wéi laang ass et geplangt, fir de Bau unzefänken an ofzeschléissen?

7. Wéi vill Budget huet Google virgesinn?

8. Wéi vill Aarbechtsplaze sollen um Site entstoen?

Réponse (27/03/2026) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. D'Preparatiounsaarbechten, fir zu Biissen een Datenzenter an noer Zukunft kënnen ze implantéieren, lafen intensiv weider, allerdéngs ouni datt den Investisseur à ce stade ewell eng final Entscheedung geholl huet, e Projet do ëmzesetzen.

ad 2. D'Demarche entwéckelt sech am Kader vun den üblechen administrativen Etappen, déi fir esou grouss Infrastrukturinvestitiounen normal sinn an och déi néideg Zäit brauchen.

ad 3. Wann e Projet realiséiert gëtt, wäert sécherlech e moderne Rechenzentrum gebaut ginn. Detailer zu spezifeschen techneschen Asätz kënnen awer just zu engem spéideren Zäitpunkt vun der Firma selwer geliwwert ginn, wann e Projet bis ëmgesat gëtt.

ad 4. Dës Fro läit an der Kompetenz vun der Gemeng Biissen.

ad 5. Déi verschidden administrativ an technesch Etappe musse virop ofgeschloss ginn, ier et um Investisseur ass ze decidéieren, ob a wéini en de Lëtzebuerger Site exploitéiere wëll, dëst innerhalb vun de Friste wärend deenen d'Geneemegunge valabel sinn.

ad 6. Wann all d'Prozedure bis ofgeschloss sinn an d'Baugeneemegungen all virleien, wäert d'Firma méi Detailer dozou kënne ginn.

ad 7. Dës Fro kann zu dësem Zäitpunkt net beäntwert ginn. Et kann een awer, am Kontext vun der Envergure vum ganze Site, vun enger substanzieller Investitioun ausgoen.

ad 8. Dës Fro kann zu dësem Zäitpunkt net beäntwert ginn.

Contrôle des smartphones au volant | Question **3794** (19/03/2026) de **M. André Bauler** | **M. Guy Arendt** (DP)

Il va sans dire que l'usage du téléphone portable au volant constitue un facteur de risque majeur pour la sécurité routière. En effet, cette pratique déplorable détourne l'attention des conducteurs et accroît sensiblement le risque d'accidents.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Combien de conducteurs ont été identifiés par les autorités policières pour usage illégal d'un téléphone portable au volant depuis le 1er avril 2025 ? Autrement dit et dans ce contexte précis, combien d'avertissements taxés ou de procès-verbaux ont été dressés depuis cette date ?

2) Dans quelles régions du Grand-Duché les autorités policières ont-elles repéré le plus grand nombre d'infractions en relation avec l'utilisation du téléphone portable au volant ?

3) Ces infractions sont-elles majoritairement identifiées en milieu urbain ou davantage sur les chemins repris, les routes nationales (en milieu campagnard) et les autoroutes ?

Réponse (02/04/2026) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Entre le 1er avril 2025 et le 22 mars 2026, la police a dressé un total de 5.737 avertissements taxés pour des infractions liées à l'usage illégal d'un téléphone portable au volant.

Au total, 396 procès-verbaux ont été dressés pour des faits de même nature durant cette période.

ad 2) Parmi les 5.737 avertissements taxés, 3.344 peuvent être directement attribués à des régions, car ils ont été émis par les services ou commissariats de ces régions :

– 736 dans la région Nord
– 1.177 dans la région Sud-Ouest
– 465 dans la région Centre-Est
– 966 dans la région Capitale.

Les 2.393 avertissements taxés restants ont été dressés par des unités et services, tels que l'Unité de la police de la route (UPR), l'Unité de garde et d'appui opérationnel (UGAO) et d'autres services, qui ne sont pas rattachés à une région spécifique. Ces avertissements taxés ne sont pas enregistrés par région dans le système informatique.

ad 3) Une recherche automatisée permettant de distinguer les avertissements taxés selon le type de voie ou le contexte géographique n'est pas possible.

Approvisionnement du secteur agricole en engrais | Question **3795** (19/03/2026) de **M. André Bauler** | **M. Luc Emering** (DP)

Däitsch Meedien hu gemellt, datt d'Turbulenzen an d'Ugréff an der Strooss vun Hormuz op Schëffer dozou féieren, datt d'europäesch Landwirtschaft ëmmer méi Problemer kritt, fir un Dünger ze kommen; dat zu engem Moment, wou d'Baueren amgaang sinn, fir hiert Akerland op d'Fréijoer virzebereeden.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernärung a Wäibau follgend Froe stellen:

1. Sinn der Madamm Ministesch schonn Engpäss an deem Kontext bekannt?

2. Ëm wat fir een Dünger handelt et sech do méi präzis?

3. Gëtt et momentan Alternativen zum Dünger, deen aus der Golfregioun kënnt?

4. Wéi huet sech de Präis vum Dünger op den europäesche Mäert zanter dem Hierscht 2025 entwéckelt?

Réponse (15/04/2026) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. Laut dem Handel kann een aktuell nach net vun Engpäss hei zu Lëtzebuerg schwätzen. Dünger ass verfügbar, an d'Versuergung gëllt als geséchert.[19] De Konflikt huet awer zu enger Erhéijung vun den Düngemëttelpräisser gefouert. Positiv ass, datt – wéi vum Handel confirméiert – ronn 70 % vun de landwirtschaftleche Betriber hei zu Lëtzebuerg schonn am Hierscht 2025 hiren Dünger fir dat aktuellt Kulturjoer virbestallt a bis de Februar schonn agelagert haten.[19] Allerdéngs sinn eng Rei Betriber gezwongen trotzdeem déi héich Präisser um Maart ze bezuelen.

ad 2. Um Weltmaart geet et virun allem ëm Stéckstoffdünger, wéi Harnstoff an Ammoniak, souwéi ëm Phosphatdünger, déi aus der Golfregioun kommen – ronn en Drëttel vum weltwäiten Handel leeft iwwer d'Strooss vun Hormuz.[20] D'Blockad dovu féiert zu enger limitéierter Verfügbarkeet um Weltmaart an domat zu Präissteigerungen.

ad 3. Et gëtt Alternativen. D'EU importéiert nëmme marginal Quantitéiten aus der Golfregioun – dat esouwuel fir Stéckstoff-, wéi och fir Phosphordünger. An der follgender Grafik sinn déi wichtegst Handelspartner am Joer 2025 fir dës zwee Düngemëttel vun der EU zesummegefaasst.

ad 4. Aktuell (Stand 6.4.2026) gëtt eng Präissteigerung vun ëm déi 30 % fir Kalkammonsalpeter an AHL observéiert. Fir 46-prozentegen Harnstoff läit d'Präiserhéijung bei ronn 45 %, an d'Präisser fir Phosphatdünger sinn ëm déi 5 % geklommen – am Verglach mam Niveau vum leschten Hierscht.[21]

An der Grafik gëtt d'Entwécklung vun de Präisser duergestallt, dobäi ass de Präisniveau vum 6. Oktober 2025 op 100 % festgeluecht ginn.

Site du Birelerhaff | Question **3796** (19/03/2026) de **M. André Bauler** (DP)

À l'heure actuelle, l'Administration des douanes luxembourgeoises est installée, avec son unité canine, sur le site du « Birelerhaff ». Les bâtiments historiques présents sur ce site nécessitent une restauration, ce qui a conduit à l'installation temporaire du service en question dans des structures modulaires (conteneurs).

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Combien de douaniers et de chiens sont actuellement affectés à ce site ? Quelles activités y ont lieu normalement ?

2) Des travaux de restauration ou d'assainissement des bâtiments du « Birelerhaff » ont-ils déjà été envisagés par le Ministère des Finances ?

3) Un plan de financement de ces travaux a-t-il déjà été retenu par le Gouvernement ?

Réponse (23/04/2026) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Le groupe canin de l'Administration des douanes et accises (ADA) appuie le travail des douaniers et enquêteurs. Les agents du groupe canin et leurs chiens :

– accompagnent les douaniers dans leurs missions légales ;
– assistent les douaniers lors d'arrestations dangereuses et de recherche d'auteurs d'un flagrant délit ou d'un crime ;
– se mettent au service des autres unités douanières lors des enquêtes dans le cadre de la recherche d'explosifs, de stupéfiants et d'argent liquide ;
– interviennent lors de missions extraordinaires dans le cadre de plans nationaux de gestion de crises.

L'ADA dispose actuellement de 11 douaniers fonctionnant en binôme avec leurs chiens.

ad 2) De 2010 à 2012, un projet de réaménagement du site « Birelerhaff » pour les services de l'Administration des douanes a été à l'étude. Celui-ci a été mis en suspens pour des raisons budgétaires en 2012 à la suite d'une décision gouvernementale.

En 2022, il a décidé de ne pas procéder au reclassement du site « Birelerhaff » classé « zone rurale » dans le Plan d'occupation du sol (POS) Findel, en « zone de bâtiments et d'équipements publics sans bâtiments de grandes dimensions » et qu'un nouveau site susceptible d'accueillir les services de l'Administration des douanes luxembourgeoises devrait être trouvé.

Actuellement, aucun projet de rénovation des bâtiments du « Birelerhaff » n'est envisagé ; seul un entretien courant des bâtiments est assuré.

ad 3) Aucun plan de financement pour les travaux de rénovation des bâtiments du « Birelerhaff » n'a été retenu jusqu'à présent.

Toutefois, une étude de faisabilité est en cours pour le regroupement de divers services de l'Administration des douanes, notamment ceux du « Birelerhaff » et du centre douanier à Howald sur un site unique à Munsbach.

Après la libération du site, la réaffectation future définira la base pour programmer les travaux de rénovation nécessaires.

Situation du secteur des boulangeries au Luxembourg | Question **3797** (19/03/2026) de **M. André Bauler** (DP)

D'Zuel vun de Bäckereien huet 2024 a Frankräich massiv ofgeholl. An deem Joer hätte ronn 1.200 Bäckereien zougemaach, beriicht déi franséisch geschwate Press. Et gëtt ënnerschiddlech Ursaachen, déi dës Entwécklung explizéieren: d'Energiekäschte lafen deene klenge Bäckereie fort, et feelt u Repreneuren, wann en eelere Bäcker an d'Pensioun wëllt goen, an d'Consommatioun vu Baguetten hätt allgemeng ofgeholl. D'Broutrayonen an de grousse Surfacë géifen och méi bëlleg Wuere verkafen, wat deene klenge Bäckereie géif zousetzen.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir d'Ekonomie, Mëttelstand, Energie an Tourismus follgend Froe stellen:

1. Wéi huet sech d'Zuel vun de Bäckereien hei am Land zanter 2020 entwéckelt?

2. Wéi vill Leit schaffen de Moment an där Branche vun eiser Ekonomie?

3. Kann een hei zu Lëtzebuerg vun enger Konzentratioun mat oligopolisteschem Charakter am Bäckereiwiese schwätzen?

Réponse (30/03/2026) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. an 2. Ewéi d'Statistike vun der Chambre des Métiers ervirhiewen, ass d'Zuel vun den Entreprisen, déi zënter dem Joer 2020 enger Haaptaktivitéit als Bäckerei noginn, relativ stabill bliwwen. Esou goufen an dëser Kategorie am Joer 2020 91 Entreprisë gezielt, am Joer 2025 goufe 86 Firmen opgelëscht, wat engem Réckgang vu 5,4 % entsprécht. D'Zuel vun de Salariéen huet am selwechten Zäitraum e Réckgang vun 13,8 % kannt. 2020 goufen an dësem Secteur 3.426 Salariéë gezielt, am Joer 2025 waren et 2.950 Salariéen.

Wat d'Unzuel vun den Handelsermächtegunge vun de Bäckereie betrëfft, muss festgehale ginn, datt d'Reform vum Gesetz iwwert den Droit d'établissement aus dem Joer 2023 en Impakt op d'Statistiken hat. An de leschte fënnef Joer gouf hei e Réckgang verzeechent. Esou goufen 2020 310 Handelsermächtegungen an deem Secteur gezielt, 2026 waren et nach 214 Handelsermächtegungen. D'Gesetzesreform spillt heibäi eng wichteg Roll, well d'Point-de-venten an d'Exploitatiounssitte vun de Bäckereien net méi all eng Handelsermächtegung brauchen a just nach mussen notifiéiert ginn. Et sief bemierkt, datt d'Zuel vun den Handelsermächtegungen net gläichzesetzen ass mat der Zuel vun den Entreprisen. Eng eenzeg Entreprise kann eng Rei vun Handelsermächtegungen hunn.

ad 3. Et läit net am Kompetenzberäich vun der Regierung d'Maartstruktur an den Impakt op d'Konkurrenzsituatioun ze bewäerten. Dës Analys fält ënnert d'Kompetenz vun der Konkurrenzautoritéit. An dësem Zesummenhang kann d'Konkurrenzautoritéit op eegen Initiativ decidéieren, eng Enquête an engem bestëmmte Wirtschaftssecteur duerchzeféieren, wann et Hiweiser op eng méiglech Aschränkung oder Verzerrung vun der Konkurrenzsituatioun gëtt.

Assistant vétérinaire | Question **3798** (19/03/2026) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Et gëtt aktuell kee kloer definéierte legale Kader zu Lëtzebuerg, deen de Beruff vum Assistant vétérinaire reglementéiert. D'Leit an dësem Beräich goufen dacks am Ausland formëiert a sinn och kompetent, well se vun enger gudder Ausbildung profitéiert hunn.

Allerdéngs dierfen d'Assistenten net all hir Kompetenzen zu Lëtzebuerg asetzen, well vill Aufgaben net an Eegeverantwortung, ouni ee Veterinär, dierfen ausgefouert ginn. Dorënner fält zum Beispill d'Huele

[19] https://today.rtl.lu/news/luxembourg/war-in-iran-sends-fertiliser-prices-soaring-for-luxembourg-farmers-1685038620
[20] DG Agri GREX Arable crops 26-03-2026.
[21] Düngemittel – Kaack Terminhandel GmbH

vu Bluttprouwen. Mat engem passende legale Kader kéinten dës Beruffer eng wichteg Entlaaschtung fir d'Veterinairen duerstellen an zur Verbesserung vum Fonctionnement an de Praxisse bäidroen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Gesondheet a fir Landwirtschaft, Ernärung a Wäibau dës Fro stellen:

– Schafft d'Regierung aktuell drun, fir méi präzis Reegele fir de Beruff vum Assistant vétérinaire zu Lëtzebuerg anzeféieren?
Wa jo, wat ass geplangt a wéi en Zäitplang ass virgesinn?

Réponse (24/04/2026) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

De Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet ass sech bewosst, datt et zu Lëtzebuerg aktuell nach kee reglementéierte Kader fir de Beruff vum Assistant vétérinaire gëtt an datt dës Situatioun et den Assistants vétérinaires net erlaabt, hir Kompetenzen an aller Sécherheet auszeüben.

De Ministère wëll dëser Situatioun entgéintwierken an huet virgesinn, en Aarbechtsgrupp an d'Liewen ze ruffen, an deem déi zoustänneg Acteuren zesummekommen, fir iwwert eng méiglech Reglementatioun vun dësem Beruff ze diskutéieren.

An deem Kontext wäert de Ministère an noer Zukunft d'Representantë vum Collège vétérinaire, vun der Association des médecins vétérinaires du Grand-Duché du Luxembourg (AMVL) souwéi vum betraffene Beruff invitéieren.

Évolution du nombre des primo-acquéreurs | Question **3799** (19/03/2026) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Logementskris ass och ënnert dëser Regierung net spierbar besser ginn. Vill Mënschen, déi hei opgewuess sinn, kënnen sech den Dram vum Eegenheem am eegene Land net leeschten, dëst wéinst den héije Logementspräisser. Op déi héich Präisser kommen dann, zënter 2022, nach méi héich Bankzënsen op Immobiliekreditter.

Leit, déi hir éischt Wunneng wëlle kafen, kënne beim Logementsministère d'Prime d'accession à la propriété ufroen. Et sinn awer ëmmer manner Leit, déi dës ufroen. D'Zuelen am Rapport d'activités 2024 vum Logementsministère weisen zënter 2015 eng staark Tendenz no ënnen, mat dräimol manner Primmen, déi accordéiert goufen (vun 1.500 op ronn 500 am Joer).

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen a fir Wunnengsbau dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung soen, wéi sech den Undeel un Éischtkeefer (Primo-acquéreurs) un der Gesamtzuel vun den Immobilieprêten zu Lëtzebuerg entwéckelt huet tëschent de Joren 2013 an 2025?

2. Wéi vill Persounen hunn an de selwechte Joren (opgeschlësselt no Joer) vum „Bëllegen Akt" profitéiert?
Wat ass hei den Undeel u Persounen, déi hire „Bëllegen Akt" déi éischte Kéier genotzt hunn?

Réponse (23/04/2026) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

ad 1. Op Basis vun den Zuele vun der CSSF huet sech den Undeel vun Immobiliekontrakter, déi vu Primo-Acquereuren agaange goufen, follgendermoossen entwéckelt (% vun neie Kontrakter iwwert déi respektiv Period):

ad 2. Tablo

Dës Zuele vun der Enregistrementsverwaltung weise wéi vill Persounen an deene Joren an de Genoss vum „Bëllegen Akt" komm sinn. Et ass net méiglech ze soen, wéi vill Persounen heivun de „Bëllegen Akt" déi éischte Kéier genotzt hunn.

Proportionnalité entre droit de propriété et exécution des décisions judiciaires par huissier | Question **3800** (20/03/2026) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Mir goufe Fäll zougedroen, bei deem Dierwiechter (Huissier de justice) zesumme mat der Police a Wunnengen eragaange sinn an d'Schlass gewiesselt hunn, ouni datt d'Proprietairë virdrun informéiert goufen. D'Fäll hunn de Locataire betraff.

Een Dierwiechter muss a senger Funktioun Justizentscheedungen duerchsetzen. Et stellt sech allerdéngs d'Fro vun der Proportionalitéit, wéi dës Moossnamen ëmgesat ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. Dierf een Dierwiechter een Dierschlass a sengen Interventioune wiesselen?

2. Dierf een Dierwiechter dat och, wann d'Wunneng enger anerer Persoun gehéiert, déi net vun der Justizentscheedung betraff ass?

Réponse (17/04/2026) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

ad 1. Laut dem Artikel 723[22] vum Nouveau Code de procédure civile dierf den Dierwiechter, a Präsenz vun engem „officier de police judiciaire", zouen Dieren opmaachen am Kader vun enger Saisiesprozedur. A verschiddene Fäll kënnt et vir, dass d'Schlass dobäi beschiedegt gëtt. An deem Fall muss d'Schlass ersat ginn, fir sécherzestellen, dass d'Wunnengsdier och rëm uerdnungsgeméiss kann zougespaart ginn.

ad 2. Den Dierwiechter dierf dat och, wann d'Wunneng enger anerer Persoun gehéiert, déi net vun der Justizentscheedung betraff ass. Wann den Dierwiechter nämlech eng Saisie bei engem Debiteur wëll maachen, fir eng Justizentscheedung ze exekutéieren, muss hien als alleréischt d'Entscheedung zoustellen, duerno an enger zweeter Etapp e Commandement zoustellen, iert dann als drëtt a lescht Etapp virun enger Zwangsstee, d'Saisie gemaach gëtt. Fir all déi Etappe muss den Dierwiechter kënnen op de Wunnsëtz vum Debiteur goen, dat heescht, op déi Adress op där den Debiteur um Registre national des personnes physiques (RNPP) agedroen ass a säin offizielle Wunnsëtz huet. Den Dierwiechter huet dofir en Accès op den RNPP, fir d'Adress vum Wunnsëtz ze kontrolléieren. Den RNPP huet awer keng Daten, déi et erméiglechen, Proprietéitsverhältnisser vum Wunnsëtz ze kontrolléieren. Den Dierwiechter huet deemno an deem Kader keng Méiglechkeet, fir erauszefannen, wien de Proprietaire vun der Wunneng ass.

Projet immobilier Kiem 2050 du Fonds Kirchberg | Question **3801** (19/03/2026) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

[22] Art. 723 NCPC : Si les portes sont fermées, ou si l'ouverture en est refusée, l'huissier pourra établir gardien aux portes pour empêcher le divertissement : il se retirera sur-le-champ, sans assignation, devant le juge de paix ou devant un autre officier de police judiciaire territorialement compétent en présence duquel l'ouverture des portes, même celle des meubles fermants, sera faite, au fur et à mesure de la saisie. L'officier qui se transportera ne dressera point de procès-verbal ; mais il signera celui de l'huissier, lequel ne pourra dresser du tout qu'un seul et même procès-verbal.

Um Site vum Fonds Kirchberg gouf 2024 informéiert, datt de Fonds Kirchberg selwer 124 vun den 135 Appartementer vum Projet Kiem 2050 zréckkaf huet.

De Fonds Kirchberg ass een ëffentleche Fong, deen dem Ministère fir ëffentlech Bauten ënnersteet an deemno eng ëffentlech Missioun verfollegt a méi zum Bau vun erschwénglechem Wunnraum sollt bäidroen. Aktuell bitt de Fonds Kirchberg de Wunnprojet Kiem 2050 un, bei deem Wunnengen um Kierchbierg zu engem sougenannten „abordabele" Präis verkaf ginn. An engem RTL-Artikel vum 15. Mee gouf behaapt, datt dës Wunnenge virun allem fir d'Mëttelschicht geduecht sinn.

Een Appartement mat engem Zëmmer vu ronn 60 m² gëtt fir ronn 600.000 € ugebueden. De Meetercarréspräis läit domat bei dësem „erschwéngleche" Projet bei iwwer 10.000 € pro m². Fir do mol iwwerhaapt ee Prêt ze kréien (35 Joer, 2.600 €/Mount), brauchen d'Leit ronn 6.500 € Akommes. Dëse Meetercarréspräis erschéngt ëmsou méi héich, wann ee bedenkt, datt bei dëse Wunnengen de Präis vum Terrain net am Verkafspräis abegraff ass, well d'Keefer d'Appartementer an engem Bail emphytéotique kafen, also den Terrain nëmmen op 99 Joer lounen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Wunnengsbau a fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Ass virgesinn, datt déi 124 Appartementer, déi de Fonds Kirchberg am Kader vum Projet Kiem 2050 opkaaft huet, an Zukunft verkaf oder ganz oder verlount ginn?

2. Wéi vill vun dësen 124 Appartementer sinn zanter dem Opkaf schonn un nei Proprietairë verkaaft ginn?

3. Wéi vill vun dësen 124 Appartementer sinn zënter dem Opkaf schonn un nei Proprietairë verlount ginn?

4. Falls dës Appartementer nach net verkaaft oder verlount goufen, wéi vill dovunner stinn aktuell eidel?

Réponse (27/03/2026) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen iwwert de Wunnprojet Kiem 2050. Follgend Informatioune goufe vum Fonds Kirchberg un de Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten iwwermëttelt.

ad 1. De Projet Kiem 2050 ass aktuell am Bau, mat enger viraussiichtlecher Fäerdegstellung a Phasen tëscht Enn 2027 an Ufank 2028.

D'Initiativ fir de Wunnprojet Kiem 2050 schreift sech an e méi breede Kontext an, an deem déi ëffentlech Hand eng ëmmer méi wichteg Roll an der aktueller Logementskris spillt – eng Kris, déi besonnesch am Beräich vun de VEFA-Projeten (Vente en l'état futur d'achèvement), akut ass.

Änlech ewéi bei der ëffentlech-privater Initiativ vu ProLog, ass d'Zil vum Fonds Kirchberg, fir duerch seng Interventioun de Start vum Bau vum Projet ze erméiglechen an esou dofir ze suergen, datt neie Wunnraum geschaf gëtt. Dozou kënnt, datt um Maart den Ament festgestallt gëtt, datt eng Wunneng ëmsou méi attraktiv fir Keefer ass, jee méi no si un hir Fäerdegstellung kënnt. Mat senger Interventioun fungéiert de FUAK also als eng Aart „Kickstarter" fir de Projet Kiem 2050.

D'Prioritéit vum Fonds Kirchberg ass et hei, fir de Stéit den Accès zum Eegentum ze erméiglechen. Et geet also drëms d'Wunnengen am Bau oder fäerdeg ze verkafen – an dat ouni Marge.

Falls Wunnengen net verkaf sollte ginn, gesäit de Fonds Kirchberg net vir, fäerdeg Wunnengen ouni Bewunner stoen ze loossen. Dofir gëtt d'Optioun envisagéiert, net verkaafte Wunnengen ze verlounen.

Vu d'Situatioun um Immobiliemaart, huet de Fonds Kirchberg zwou Rentabilitéitsstudien duerchgefouert. Och wann d'Appartementer net verkaf, mee verlount ginn, bleift de Projet fir de Fonds Kirchberg rentabel.

ad 2. Et soll preziséiert ginn, datt de Projet am Ganzen 148 Wunnengen ëmfaasst. De Fonds Kirchberg keeft systematesch 10 % vun de Wunnengen, fir se als bezuelbar Locatioun unzebidden. Sou goufen, Stand vum 19. Mäerz 2026, 13 Wunnengen direkt vun Ufank un duerch de Fonds Kirchberg fir dësen Zweck opkaf. Vun de reschtlechen 135 disponibele Wunnenge sinn der schonn 11 verkaf ginn.

Et soll och drun erënnert ginn, datt d'Vermaartung vun dëse Wunnengen am Kader vun der VEFA an engem allgemeng ofsetzschwaache Maart stattfënnt. De Fonds huet am Februar 2026 eng europäesch ëffentlech Ausschreiwung lancéiert, fir d'Verkafsbeméiungen ze verstäerken an d'Aufgab vun der Vermaartung un zwou Agencen ze verginn. D'Offere sinn erakomm a ginn aktuell analyséiert.

ad 3. D'Wunnenge sinn aktuell am Bau a wäerten eréischt bei der Liwwerung bewunnbar sinn. Ewéi scho geschriwwen, läit d'Prioritéit vum Fonds Kirchberg doran de Stéit den Accès zum Eegentum ze erméiglechen – deemno beim Verkaf vun de Wunnengen.

ad 4. D'Wunnenge sinn nach ëmmer am Bau, an aktuell kann nach keng Wunneng bewunnt ginn. Et kann also keng Ausso zu Leerstand gemaach ginn.

Attraction d'investisseurs étrangers pour investir sur le marché de logement | Question **3802** (19/03/2026) de **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

Selon un article de presse, lors de son déplacement au Marché international des professionnels de l'immobilier à Cannes le 12 mars, Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur a promu le marché de logement luxembourgeois envers des investisseurs étrangers, affirmant que l'investissement étranger sur le marché de logement luxembourgeois constituerait une situation « win-win-win-win ».

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire :

1) L'attraction d'investisseurs étrangers pour investir sur le marché de logement luxembourgeois figure-t-elle parmi les objectifs principaux de la politique de logement du Gouvernement ? Par quels moyens cet objectif est-il mis en œuvre ?

2) Monsieur le Ministre dispose-t-il d'informations sur les investisseurs étrangers investissant sur le marché de logement luxembourgeois ? Dans la négative, envisage-t-il de mandater une étude à ce sujet ?

3) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que le Gouvernement devrait concentrer toute son énergie sur l'augmentation du nombre de logements abordables publics ?

Réponse (31/03/2026) de **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1) La question du logement constitue aujourd'hui l'un des défis majeurs pour notre société. Elle touche de nombreux ménages et entraîne des répercussions directes sur la cohésion sociale, la lutte contre la pauvreté et les perspectives des générations futures.

Le Gouvernement ne mène pas une politique ciblée d'attraction d'investisseurs étrangers pour le marché de logement luxembourgeois, mais une politique visant à engager l'ensemble des acteurs concernés : pouvoirs publics, communes, acteurs publics et privés du logement, partenaires sociaux et société civile.

Le ministère agit sur plusieurs leviers pour augmenter de manière durable la production de logements. L'État renforce notamment son action en faveur du logement abordable en mobilisant différents instruments, tels que l'acquisition de projets immobiliers, l'intégration de logements dans le parc public et l'adaptation des dispositifs existants. Les moyens financiers consacrés au logement abordable ont été ainsi significativement renforcés. En 2025, les dépenses du Fonds spécial pour le logement abordable ont plus que doublé par rapport à 2024 (soit 249,5 millions d'euros supplémentaires).

Le seul investissement public ne permettra néanmoins pas de répondre à la crise actuelle du marché du logement. Il est important que les investisseurs privés et institutionnels investissent également dans l'immobilier résidentiel et contribuent ainsi à la création de logement en général au Luxembourg.

Le ministère attache une grande importance à rester à l'écoute de l'ensemble des acteurs intervenant dans le financement, la construction et la rénovation de logements.

La réponse au défi du logement nécessite en effet un effort collectif et une action coordonnée et durable permettant d'apporter des réponses à la hauteur des enjeux.

ad 2) Le ministère ne dispose pas d'information sur les investisseurs étrangers investissant sur le marché de logement luxembourgeois et n'envisage pas de mener à court terme une étude à ce sujet.

ad 3) Le Gouvernement s'engage résolument dans le renforcement du parc locatif public à travers une série de mesures structurantes.

Cet engagement se traduit notamment par le renforcement du Fonds spécial pour le logement abordable, dont les investissements connaissent une hausse significative : en 2025, les dépenses ont doublé, représentant un effort supplémentaire d'environ 250 millions d'euros.

Parallèlement, le programme d'acquisition de logements en VEFA est activement développé afin d'intégrer rapidement de nouveaux logements dans le parc public. À ce jour, l'État a acquis 358 logements, destinés à accueillir environ 1.135 habitants, pour un investissement total de 221 millions d'euros. À cela s'ajoutent des contrats de réservation portant sur 179 logements supplémentaires, représentant environ 124 millions d'euros d'investissement. Ces actions s'inscrivent dans une stratégie globale visant l'acquisition d'environ 800 logements sur la période 2024-2027, afin d'accroître durablement l'offre de logements abordables.

En complément, le Gouvernement poursuit une politique active de constitution de réserves foncières stratégiques. Cette approche permet de développer de nouveaux projets de logement et de planifier à long terme des projets urbains structurants. Dans ce cadre, les dépenses cumulées de l'État pour la constitution de cette réserve foncière s'élèvent à plus de 182,6 millions d'euros, contribuant ainsi à renforcer durablement l'offre de logements au Luxembourg.

Par ailleurs, la gestion locative sociale sera renforcée afin de mobiliser davantage de logements inoccupés.

Ces mesures s'inscrivent dans la volonté du Gouvernement de concentrer toute son énergie dans l'augmentation du nombre de logements abordables publics.

Consommation d'électricité du projet de centre de données à Bissen | Question **3803** (19/03/2026) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Le projet du centre de données de Google à Bissen se trouve actuellement en procédure sous le nom « London Bridge ». Plusieurs avis sur le rapport environnemental ont été publiés. L'enquête publique a démarré le 24 février 2026 et prendra fin le 27 mars prochain.

Selon les informations publiées, le centre de données projeté aura une consommation d'électricité d'environ 1.000 GWh, ce qui est comparable à la consommation totale des ménages au Luxembourg. Il est prévu que seulement 0,3 GWh de cette consommation seront produits sur le site du centre de données. Considérant les objectifs de réduction de gaz à effet de serre du Luxemburg d'ici 2030, le Luxembourg devrait donc, avec cette consommation supplémentaire de la part du centre de données en question, développer considérablement plus les énergies renouvelables sur le territoire national et/ou passer par une compensation supplémentaire par des mécanismes de coopération avec d'autres pays.

Notons que toute énergie renouvelable qui devrait être importée en supplément à cause du centre de données en question aura un impact négatif sur le bilan du Luxembourg en termes de part d'énergie renouvelable produite sur le territoire national. La compensation par les mécanismes de coopération avec d'autres pays aura des répercussions financières pour l'État et donc in fine pour toutes les citoyennes et citoyens.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Concernant la consommation d'électricité du centre de données, Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations si l'opérateur disposera d'un contrat 24/7 de fourniture d'électricité avec un fournisseur national afin de faire en sorte que cette consommation soit couverte à 100 % par des énergies renouvelables ?

2) Dans l'affirmative, quel est le pourcentage de la consommation d'électricité projetée du centre de données qui sera couverte par des nouvelles installations d'énergies renouvelables (solaire et éolien) financé par Google ? Y a-t-il d'ores et déjà des emplacements concrets pour ces nouvelles installations ?

3) Concernant la compensation supplémentaire due aux importations d'électricité renouvelable additionnelle liée au centre de données, Monsieur le Ministre peut-il fournir une première estimation des coûts supplémentaires engendrés pour les caisses de l'État ?

Réponse (16/04/2026) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) En vertu de la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité, tout client final est libre de choisir son fournisseur d'électricité. Aucune exigence concernant le mix énergétique de cette électricité n'est requise comme pour tout autre client au Luxembourg. La volonté ou non de contracter de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables (produite localement ou non) appartient dès lors à tout consommateur.

Des informations officielles sont disponibles sur la volonté et les objectifs de Google de maximiser son approvisionnement en énergies renouvelables.

ad 2) Tel que prévu par le cadre légal européen et national, l'opérateur disposera d'un libre choix de fournisseur d'électricité.

Cependant, l'opérateur, lors de l'évaluation des incidences sur l'environnement[23], s'est engagé à mettre en œuvre les mesures suivantes sur le plan énergétique :

– projet aligné sur une politique d'achat de 100 % d'électricité renouvelable et objectif Net Zero émissions d'ici 2030 ;
– engagement carbone 24/7 (équilibrage heure par heure de la consommation par des productions renouvelables) ;
– optimisation du concept énergétique : indicateur PUE (power usage effectivenes : rapport entre la consommation totale du site et la consommation des équipements informatiques) dont la valeur correspond aux centres de données les plus efficients du marché. Conformément aux engagements portés par le « Climate Neutral Data Centre Pact » et le « European Code of Conduct on Data Centre Energy Efficiency », les nouvelles infrastructures visées doivent atteindre un PUE de 1,3 ou inférieur. Le centre de données projeté s'inscrit pleinement dans cette trajectoire et respectera ces exigences ;
– refroidissement par air avec intégration de free chilling ;
– réduction de l'usage mécanique des compresseurs, surtout en hiver et intersaisons ;
– température opérative optimisée ;
– meilleur compromis entre performance des serveurs et efficacité du refroidissement ;
– recours à des moteurs IE3/IE4/IE5 à haut rendement pour équipements techniques ;
– production photovoltaïque sur la majeure partie des toitures ;
– prédisposition pour récupération de chaleur fatale :
• utilisation de la chaleur récupérée pour chauffer le bâtiment logistique ;
• une étude technique et économique approfondie sera menée à un stade ultérieur de la planification afin de déterminer si la chaleur récupérée peut également alimenter le bâtiment administratif ;
• des discussions seront également engagées avec la commune afin d'identifier d'éventuelles entreprises locales voisines intéressées par la valorisation et la réutilisation de cette énergie fatale. À ce titre, le maître d'ouvrage a d'ores et déjà entrepris une étude de faisabilité visant à identifier des preneurs potentiels pour la valorisation de la chaleur récupérée ;
– stratégie de compensation carbone pour le carbone incorporé et opérationnel restant ;
– le projet s'appuie en outre sur des modèles de centres de données présentant une efficacité énergétique parmi les plus élevées du secteur, pouvant atteindre des performances jusqu'à 1,8 fois supérieures à celles de centres de données conventionnels. Par rapport à la situation observée il y a cinq ans, des progrès technologiques permettent désormais de délivrer près de quatre fois plus de puissance de calcul pour une consommation électrique équivalente. En pratique, un même volume d'énergie permet donc un traitement nettement accru des services numériques. Ces améliorations substantielles résultent principalement de l'intégration d'accélérateurs spécialisés au sein des serveurs informatiques, conçus pour optimiser les applications d'apprentissage automatique et réduire la consommation énergétique associée aux traitements intensifs. À titre informatif, à l'échelle mondiale, la quantité de calcul réalisée dans les centres de données a fortement augmenté ces dernières années. Cependant, les gains continus en efficacité ont permis de maintenir la consommation totale d'énergie presque stable. Les technologies d'accélération de nouvelle génération, plus performantes et plus efficientes, permettent d'atteindre des améliorations énergétiques significatives, pouvant atteindre un facteur d'ordre dix à vingt par rapport aux accélérateurs spécialisés traditionnellement utilisés dans d'autres centres de données.

ad 3) L'implantation d'un centre de données d'envergure accroit la consommation de l'énergie électrique au Luxembourg. À cet égard, il est renvoyé à la mise à jour de juillet 2024 du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat pour la période 2021-2030 (« PNEC ») qui prévoit pour 2030 une part d'énergies renouvelables dans la consommation finale brute d'énergie de 37 % (tous secteurs confondus).

Pour le secteur de l'électricité, l'objectif est d'atteindre une part de 39 % d'électricité renouvelable d'ici 2030 (produite sur le territoire national) par rapport à la consommation totale d'électricité. À souligner que le Luxembourg a mis en place de nombreuses mesures pour simplifier, accélérer et amplifier le développement des énergies renouvelables, issues de la consultation nationale sur l'énergie renouvelable « Einfach – Séier – Erneierbar », et il est sur la bonne voie d'atteindre son objectif.

En ce qui concerne les mesures de coopération et les coûts y associés, le Luxembourg y a notamment recours pour combler le potentiel d'énergies renouvelables lié à la superficie du territoire luxembourgeois et contribue ainsi, avant tout via le mécanisme de financement des énergies renouvelables de l'UE, à l'expansion des énergies renouvelables en son sein. Le prix moyen d'un mégawattheure de coopération européenne (à la place d'une mesure de promotion des énergies renouvelables au niveau national) est chiffré à 14 euros dans le PNEC. Les différentes possibilités de mesures de coopération et les chiffres y relatifs sont exposés en détail dans le PNEC au chapitre 2.1.2.13 intitulé « Coopération européenne » (pages 61 et s.).

[23] https://environnement.public.lu/content/environnement/fr/emweltprozeduren/evaluation-incidences-eie/projets_eie/2019/97327_WW_PAP_LondBridge.html

Étude des incidences sur l'environnement du projet de centre de données à Bissen | Question **3804** (19/03/2026) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Le projet du centre de données de l'entreprise Google à Bissen se trouve actuellement en procédure sous le nom « London Bridge ». Plusieurs avis sur le rapport environnemental ont été publiés. L'enquête publique a démarré le 24 février 2026 et prendra fin le 27 mars prochain.

Selon l'étude des incidences sur l'environnement, « Le projet prévoit l'implantation de plusieurs groupes électrogènes de secours dont la puissance thermique nominale totale cumulée dépassera le seuil réglementaire de 50 MW. Dès lors, ces installations relèveront du champ d'application de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles (directive IED), telle que transposée en droit luxembourgeois par la loi du 09/05/2014 relative aux émissions industrielles. Cette demande d'autorisation vaudra donc également pour demande d'autorisation IED. »

J'ai aussi été interpellée par le fait que, dans l'étude des incidences sur l'environnement, l'annexe 11 concernant l'étude énergie et carbone est traitée de manière confidentielle, sur demande de l'entreprise.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Concernant les groupes électrogènes de secours, Monsieur le Ministre peut-il préciser les implications du fait que ces installations dépassent le seuil réglementaire de 50 MW et relèveront donc du champ d'application de la directive IED ? Monsieur le Ministre a-t-il des informations si le recours à des batteries a été étudié et pour quelle raison une telle solution n'a pas été retenue ?

2) Concernant le fait que l'annexe 11 de l'étude des incidences sur l'environnement est traitée de manière confidentielle sur demande de l'entreprise, y a-t-il des précédents similaires lors d'autres projets industriels où des documents n'ont pas été publiés ?

Réponse (23/04/2026) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de la Fonction publique

ad 1) Étant donné que la puissance thermique nominale totale cumulée des groupes électrogènes de secours dépassera le seuil de 50 MW, lesdites installations relèveront du champ d'application de la loi modifiée du 9 mai 2014 relative aux émissions industrielles. La demande requise en vertu de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés vaudra donc également demande d'autorisation au titre de la loi modifiée du 9 mai 2014. Partant, la demande d'autorisation devra satisfaire aux exigences des deux lois.

Concernant l'analyse du recours à des batteries pour l'alimentation électrique de secours, une évaluation de solutions alternatives au mazout (hydrogène, batterie) a été présentée dans le rapport d'évaluation des incidences sur l'environnement sous le chapitre II.3.3.3. intitulé « Énergie électrique de secours », du dossier déposé à la commune de Bissen pour enquête publique. Dans ce même chapitre, le choix du maître d'ouvrage est expliqué.

ad 2) L'article 8 (4) de la loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement dispose que « [à] la requête du maître d'ouvrage, l'administration compétente peut disjoindre du dossier soumis à la procédure de l'enquête publique prévue aux articles 8 et 9 des informations de nature à entraîner la divulgation de secrets de fabrication ainsi que les données, dont la divulgation porterait atteinte aux relations internationales, à la défense nationale, à la sécurité nationale ou à l'ordre public. Ne peuvent être considérés comme secret de fabrication, ni les émissions, ni l'impact environnemental ou l'utilisation de ressources naturelles résultant du processus de production et d'exploitation, ni toute information relative à la santé et à la sécurité du personnel de l'établissement ou à la protection de l'environnement. »

Compte tenu de cette disposition, l'autorité compétente en matière d'EIE a accepté le traitement confidentiel de l'annexe 11 du rapport d'évaluation et veillé à ce que le rapport d'évaluation soumis à consultation du public contienne toutes les informations requises par la loi du 15 mai 2018, dont notamment les informations liées aux émissions et à l'impact environnemental du projet.

Organisation d'un trilogue avec les partenaires sociaux en vue des implications de la transformation digitale liée à l'IA | Question **3806** (19/03/2026) de **M. André Bauler** | **M. Gusty Graas** (DP)

Récemment, le Gouvernement a annoncé sa volonté de coopérer avec une société d'intelligence artificielle

en vue de préparer l'avenir numérique du pays. Dans ce contexte, il est aussi prévu d'organiser un trilogue avec les partenaires sociaux afin d'échanger sur les implications de cette transformation digitale. Une première table ronde trilatérale réunissant des représentants des salariés, des fonctionnaires et des entreprises a d'ailleurs été organisée le 12 mars pour aborder les nombreuses questions liées à l'intelligence artificielle. Vu que ces évolutions influent également sur le fonctionnement de l'administration étatique ainsi que sur les conditions de travail au sein de la fonction publique, il est louable que les représentants des agents publics soient étroitement associés aux réflexions en amont.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures et à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

– Le Gouvernement a-t-il, préalablement à l'annonce de ce trilogue, consulté les dirigeants de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics et de la CGFP/FGFC afin de préparer au mieux les discussions relatives à l'intégration progressive de l'intelligence artificielle dans l'appareil étatique et communal ?

– Dans l'affirmative, quelles ont été les préoccupations exprimées par ces représentants quant à l'impact de l'intelligence artificielle sur l'organisation du travail, les compétences requises et la protection des agents au sein de l'administration publique au sens large du terme ?

– Dans la négative, pour quelles raisons de tels échanges n'auraient-ils pas eu lieu ?

Réponse (22/04/2026) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre | **M. Serge Wilmes,** Ministre de la Fonction publique | **Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Digitalisation | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

Le Gouvernement a veillé à associer de nombreux acteurs dès l'élaboration des trois stratégies nationales sur l'intelligence artificielle (IA), les données et les technologies quantiques. Dans ce contexte, la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics (CHFEP) et la Chambre des Salariés ont été consultées en amont, notamment via le Haut Comité à la transformation numérique, qui a organisé des ateliers collaboratifs dédiés à l'IA. Ces travaux préparatifs ont permis d'identifier les enjeux liés à l'intégration progressive de l'IA dans l'appareil étatique, tout en soulignant la nécessité d'une approche adaptative face à une technologie en constante évolution.

Suite aux échanges menés avec d'autres organisations syndicales, il est apparu essentiel de continuer ce dialogue aussi après la publication des stratégies en ayant un dialogue élargi avec l'ensemble des acteurs concernés – institutions publiques, partenaires sociaux et experts – afin d'analyser les enjeux liés à l'intelligence artificielle et son impact sur le Luxembourg. Lors du KI-Dësch du 12 mars 2026, ces questions ont encore été approfondies, et ce dialogue se poursuit désormais au sein d'un groupe de travail dédié, incluant la CHFEP et la CGFP/FGFC, mais aussi l'Union des syndicats, la Chambre de Commerce, la Chambre des Métiers ou encore la Chambre d'Agriculture, afin de garantir que le déploiement de l'IA serve avant tout le progrès sociétal.

Accès des journalistes aux informations administratives | Question **3807** (19/03/2026) de **M. Dan Hardy** (ADR)

D'Press hei zu Lëtzebuerg steet dacks virun administrativen Hindernisser, wann se beim Staatsapparat Zougang zu Informatioune freet. Déi rezent Aussoe vum neie President vum Presserot weisen, datt trotz dem bestoende gesetzleche Kader Schwieregkeeten an där Hisiicht bestinn. Dës Situatioun werft fundamental Froen iwwer d'Effizienz vun der journalistescher Aarbecht op.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Ass d'Regierung sech bewosst, datt den Zougang zu administrativen Dokumenter fir Journalisten nach ëmmer lues, komplizéiert oder arbiträr ass?

2. Wéi eng spezifesch Moossname gi getraff, fir e schnellen an automateschen Zougang zu ëffentlechen Dokumenter ze garantéieren, ouni d'Gesetz restriktiv ze interpretéieren?

3. Wéi vill Ufroen op Zougang zu Informatioune goufen an de leschte fënnef Joer refuséiert oder retardéiert, an aus wéi enge Grënn?

4. Kënnen déi staatlech Autoritéite sanktionéiert ginn, am Fall wou se gesetzlech Fristen net respektéieren?

Réponse (23/04/2026) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

ad 1. D'Aarbecht vun enger kritescher Press ass fundamental fir d'Demokratie. Et ass evident, datt d'Press fir hir Recherchen och muss kënnen Zougang zu administrativen Dokumenter hunn. D'Regierung weist dohier drop hin, dass beim Zougang zu administrativen Dokumenter fir Journalisten eng ganz Rei Verbesserungen en place gesat gi sinn, an dass de Gesetzesprojet, fir de Journalisten an och de Bierger e verbesserten Informatiounszougang ze ginn, kuerz virum Vott steet.

ad 2. Et sief och hei op de Gesetzesprojet 8421 higewisen, esouwéi op déi parlamentaresch Aarbechten an der zoustänneger Chamberskommissioun an där den Här Deputéierte jo awer och Member ass.

De Gesetzesprojet 8421 wäert de juristesche Kader vum Zougang zu administrativen Dokumenter stäerken an domat déi wichteg Roll vun de Meedie bei der Kontroll vun der ëffentlecher Handlung ënnerstëtzen. De Gesetzesprojet gesäit eng Obligatioun fir ëffentlech Institutioune vir, professionelle Journalisten déi Dokumenter zur Verfügung ze stellen, déi si fir hir Missioun am Allgemenginteressi brauchen. Den Text féiert och eng breet Definitioun vum „Dokument" an, déi all opgehollen Informatioun ëmfaasst, egal op wéi engem Meedium.

Fir d'Transparenz an d'Previsibilitéit ze verbesseren, schreift de Gesetzesprojet vir, datt en Accusé de réception geschéckt gëtt, an deem d'viraussiichtlech Dauer vum Traitement vun der Demande uginn ass. Hie gesäit och eng Hëllefsflicht fir d'Organisatioune vir, fir d'Demandeuren dobäi ze ënnerstëtzen, déi gesichten Dokumenter ze identifizéieren. Dës Bestëmmung wäert d'Recht op Zougang stäerken, andeems verhënnert gëtt, datt Ufroe wéinst enger Formuléierung, déi net präzis genuch ass, refuséiert ginn, an et wäert eng konkreet Ënnerstëtzung fir Journalisten an Organisatioune sinn, déi relevant Informatiounen a komplexen Dossiere sichen.

Schlussendlech erlaabt de Gesetzesprojet eng partiell Veröffentlechung vun Dokumenter, an enger redigéierter Form, wann nëmmen e puer Deeler duerch gesetzlech Ausname geschützt sinn.

Dës Mesurë wäerten den Zougang zu Informatioun stäerken an d'Rechercheaarbechte vun de Meedien ënnerstëtzen.

ad 3. D'Zuelematerial steet just zur Dispositioun fir déi Demandë vun Dokumenter, déi iwwert déi offiziell Plattform myguichet.lu eragereecht a beäntwert goufen, wou awer keng Méiglechkeet besteet, eng Differenz tëschent Ufroe vu Journalisten a Bierger ze maachen. Fir déi sëllegen Ufroen, déi dagdeeglech direkt un d'Presseattachéen eragereecht goufen, gëtt et keng komplett Statistiken.

ad 4. De gesetzleche Kader gesäit weeder zu Lëtzebuerg, nach an eisen Nopeschlänner, ee Sanktiounsmechanismus vir, mä den Demandeur kann e Recours bei der Commission d'accès aux documents a beim Verwaltungsgeriicht aleeën.

Projet de piste cyclable PC12 entre Kleinbettingen et Steinfort | Question **3808** (19/03/2026) de **M. Paul Galles** (CSV)

D'Planung vum Vëloswee PC-12, deen op der fréierer Zuchstreck tëscht Klengbetten iwwert Hoen op Stengefort verlafe soll, ass an enger entscheedender Phas. Éischt praktesch Schrëtt fir d'Realisatioun vun dëser Vëlospist goufe Mëtt Februar duerch d'Ewechhuele vu Beem, Hecken a Straicher scho gemaach. Grondsätzlech ass d'Erschléissung an d'Vernetzung vun den Dierfer iwwer e séchere Vëlosreseau ze begréissen. Allerdéngs bréngt dëse Projet och eng Rei Suergen an Onkloerheete mat sech, besonnesch fir d'Awunner, déi direkt concernéiert sinn. Aus Gespréicher mat de Bierger geet ervir, datt eng transparent an ëmfaassend Informatiounspolitick feelt.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten an un de Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit stellen:

1. Hunn de Ministère fir Ëmwelt an d'Verwaltung vun de Ponts et chaussées den involvéierte Bierger all déi Informatiounen zougänglech gemaach, op déi si en Usproch hunn an ugefrot hunn?

2. Ass et korrekt, datt déi zoustänneg Acteuren eng gemeinsam Versammlung mat den Awunner ofgeleent hunn, an där d'Elementer vum Projet am Detail hätte kënnen diskutéiert ginn?

3. Goufen am Virfeld all néideg Etüde gemaach, fir Schied un der Ëmwelt an der Gesondheet vun de Bierger auszeschléissen? Sinn d'Risiken duerch d'Materialie vum alen Zuchtracé, wéi z. B. al Schwellen, déi mat Kreosot behandelt goufen, analyséiert ginn?

4. Ass assuréiert, datt dobäi all d'Mesuren an d'Kritäre vum Bautereglement agehale ginn?

5. Sinn d'Acteuren sech de Risike bewosst, déi den Ausbau op d'Oflafe vum Uewerflächewaasser kéint hunn, absënns mat Bléck op d'Gefor vun Iwwerschwemmunge bei Staark- oder Dauerreen?

6. Kann ausgeschloss ginn, datt de fréieren Eisebunnstalus duerch d'Bauaarbechten onstabill gëtt an d'Gefor vun Äerdrutschungen entsteet?

7. Sinn am Kader vun dësem Bauprojet spezifesch Kompensatiounsmoossname virgesinn?

8. Wier et net am Sënn vun der Transparenz noutwendeg, d'Awunner scho virum Start a virun all weiderer Phas vum Projet iwwer d'Detailer vun den Aarbechten ze informéieren?

Réponse (13/04/2026) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Den honorabelen Deputéierte freet am Kader vu senger parlamentarescher Fro no Informatiounen

zum Projet vum Bau vun der Vëlospist tëscht Klengbetten a Stengefort.

ad 1. D'Stroossebauverwaltung huet d'Detailer vum Projet an enker Ofstëmmung mat der zoustänneger Gemeng ausgeschafft. D'Gemeng gouf och am Kader vum Projet reegelméisseg informéiert a krut all relevant Informatiounen zur Verfügung gestallt.

Am Kader vun esou engem Projet ass et awer net ëmmer méiglech, aus organisatoreschen an zäitleche Grënn all eenzel Phas am Detail mat de Bierger·innen ofzestëmmen. D'Objektiv ass awer, d'Awunner·inne fristgerecht an op eng ugepasste Manéier iwwer déi wichtegst Etappen an d'Weiderentwécklung vum Projet ze informéieren.

Zousätzlech gouf eng Vertriedung vun den direkt betraffenen Awunner·inne vun der Stroossebauverwaltung empfaangen, fir konkreet Froen ze beäntweren an Erläuterungen zum Projet ze ginn.

Et sief och ze bemierken, dass all schréftlech Ufro vum Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte souwéi dem Ministère fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit beäntwert gouf.

ad 2. Hei ass op d'Äntwert op d'Fro 1 ze verweisen.

ad 3. Als Éischt ass ze preziséieren, dass d'hëlze Schwellen, déi well zënter e puer Joerzéngten am Beräich vun der fréierer Eisebunnsstreck leien, am Kader vum Projet komplett ewechgeholl ginn. Doduerch gëtt séchergestallt, datt déi aktuell Situatioun sech ëmwelttechnesch verbessert par rapport zu engem Status quo, wou näischt géif amenagéiert ginn.

Am Virfeld vum Projet goufen all noutwendeg Buedemanalysen an Etüde vun engem spezialiséierten Etüdebüro laanscht de Verlaf vun der zukünfteger Vëlospist duerchgefouert.

D'Ëmsetzung vun den Aarbechten erfollegt am strikte Respekt vun de Conclusiounen aus deenen Etüden, souwéi vun de virgeschriwwenen Oplagen an technesche Contrainten.

Op Basis vun de geplangte Moossnamen a vun den Analyse kann dovun ausgaange ginn, dass keng negativ Auswierkungen op d'Awunner·innen ze erwaarde sinn, besonnesch wat d'Oflafe vun Niddersclagswaasser (och bei Staarkreenevenementer) oder Kontaminatioun ugeet.

Zudeem sief drop higewisen, datt de Ballast nach ofgedicht gëtt duerch eng duebel Membran aus Geotextil mat Bentonite wat och erëm eng däitlech Verbesserung vun der aktueller Situatioun duerstellt. Et gëtt nämlech hei eng Barrière fir Schuedstoffer gemaach nom Prinzipp vun enger physikalescher Spär.

All néideg Precautiouns- a Schutzmoossname ginn dobäi konsequent ëmgesat.

ad 4. Fir de Projet läit eng gülteg Baugeneemegung vir, déi no de gëltege gesetzleche Bestëmmungen ausgestallt gouf.

ad 5. Hei ass op d'Äntwert op d'Fro 3 ze verweisen.

ad 6. D'Vëlospist gëtt um Niveau vun der fréier Eisebunnsstreck ugeluecht, soudass keng Instabilitéit an och kee Risiko vu Rëtschungen ze erwaarden ass.

ad 7. All Oplagen, y compris déi konkreet Kompensatiounsmoossnamen, déi am Kader vun der Naturschutzgeneemegung definéiert goufen, ginn integral respektéiert a konsequent ëmgesat.

ad 8. Hei ass op d'Äntwert op d'Fro 1 ze verweisen.

Projet de piste cyclable PC12 entre Kleinbettingen et Steinfort | Question **3809** (19/03/2026) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Tëscht Klengbetten a Stengefort baut de Staat d'Vëlospist PC12, déi Deel vum nationale Vëlo-Streckennetz ass. Op dëser Plaz leien nach d'Schinne vun der fréierer Atert-Eisebunnslinn.

De Bau vun der Streck betrëfft verschidden Awunner:innen, well d'Streck direkt un hiren Haiser laanschtféiert an hei intensiv Sanéierungsaarbechte vum Buedem mussen duerchgefouert ginn. An engem Artikel am „Wort" vum 14. Juli 2025 gouf beschriwwen, datt Awunner:innen sech Suergen ëm hir Sécherheet a Gesondheet maachen. D'Awunner:innen hunn no laangem an intensivem Nofroe bei den zoustännege Verwaltungen erausfonnt, dass de Site vun der aler Eisebunnsstreck kontaminéiert ass (Eisebunnsschwellen a Ballast), dass d'Eisebunnsschwelle joerzéngtelaang mat Créosote imprägnéiert goufen, enger kriibserreegender, extreem volatiller an ëmweltschiedlecher Substanz.

Mam Bau vun der Streck gëtt weider och Buedem versigelt, wat de Risiko vun Iwwerschwemmunge weider erhéicht. Um Geoportail kann ee gesinn, dass d'Haiser vun den Awunner:innen engem Risiko ausgesat si bei staarkem Reen. D'Eisebunnsstreck, wou d'Vëlospist gebaut soll ginn, huet eng Differenz an der Héicht vun 0,80 m bis 2,50 m op verschiddene Plaze par rapport zu den Terraine vun den Awunner:innen! Wann hei mat schwéiere Maschinne geschafft gëtt, riskéiert de ganzen Terrain ze rutschen.

D'Awunner:inne sinn net géint de Bau vun der Vëlospist, mee verständlecherweis maachen si sech Suergen, dass de Bau vun der Streck hir Sécherheet a Gesondheet a Gefor bréngt. Nieft der Streck ass och nach eng Crèche mat 27 Kanner, déi och hir Suergen ausgedréckt huet.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten a fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Kënnen d'Ministere bestätegen, dass de Streckendeel vum PC12 aktuell kontaminéiert ass? Falls jo, wéi eng Moossname fir d'Sanéierung si virgesinn a ginn dës Moossnamen an den Ae vun de Ministeren duer, fir all Gesondheetsrisiko aus dem Wee ze raumen?

2. Kënnen d'Ministere garantéieren, dass déi scho realiséiert Viraarbechten an déi geplangten Aarbechten un der Vëlosstreck am Aklang mat de gesetzleche Bestëmmunge betreffend Buedem- a Waasserschutz sinn a sech un de Bautereglement vun der Gemeng gehale gëtt?

3. Kënnen d'Ministërë bestätegen, dass d'Awunner:innen
– iwwer d'Aarbechte vun der Vëlospist informéiert goufen?
– Informatiounen, Pläng an Dokumenter eréischt no méi wéi engem Joer no der éischter Ufro kruten?

4. Kënnen d'Ministere bestätegen, dass bei de Viraarbechte vun der Vëlospist ee Biotop zerstéiert gouf?

5. Goufen, virum Ufank vum Ofholze vum Biotop, Schëlder opgestallt, fir de Public iwwert de Projet ze informéieren?

6. De 15. Oktober 2025 hunn d'Awunner:innen iwwert eng Affekotenetüd ee Recours gracieux beim Ëmweltminister ugefrot. Kann de Minister erkläre firwat en, Stand haut, nach net op dëse geäntwert huet?

7. Kënnen d'Ministeren ausschléissen, dass duerch de Projet d'Awunner een negativen Impakt kréie wat Héichwaasser, Kontaminatioun ugeet?

Falls nee, wéi eng Moossname si geplangt, fir d'Awunner:inne virun de méiglechen Impakter betreffend Iwwerschwemmungen a Kontaminatioun ze schützen?

Réponse (14/04/2026) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Den honorabelen Deputéierte freet am Kader vu senger parlamentarescher Fro no Informatiounen zum Projet vum Bau vun der Vëlospist tëscht Klengbetten a Stengefort.

ad 1. Als Éischt ass ze preziséieren, dass d'hëlze Schwellen, déi well zënter e puer Joerzéngten am Beräich vun der fréierer Eisebunnsstreck leien, am Kader vum Projet komplett ewechgeholl ginn. Fréier sinn esou Schwelle mat Kreosot behandelt ginn, an duerch d'Entfernen an den appropriéierten Traitement duerch eng spezialiséiert Firma gëtt hei eng Verbesserung vun der Situatioun erreecht.

Am Virfeld vum Projet goufen all noutwendeg Buedemanalysen an Etüde vun engem spezialiséierten Etüdebüro laanscht de Verlaf vun der zukünfteger Vëlospist duerchgefouert.

D'Ëmsetzung vun den Aarbechten erfollegt am strikte Respekt vun de Conclusiounen aus deenen Etüden, souwéi vun de virgeschriwwenen Oplagen an technesche Contrainten.

Op Basis vun de geplangte Moossnamen a vun den Analyse kann dovun ausgaange ginn, dass keng negativ Auswierkungen op d'Awunner·innen ze erwaarde sinn, besonnesch wat d'Oflafe vum Niderschlagswaasser, och bei Staarkreen, oder Kontaminatioun ugeet.

All néideg Precautiouns- a Schutzmoossname ginn dobäi konsequent ëmgesat.

ad 2. Fir de Projet läit eng gülteg Baugeneemegung vir, déi no de gëltege gesetzleche Bestëmmungen ausgestallt gouf.

All Oplagen, déi am Kader vun der Naturschutzgeneemegung definéiert goufen, ginn integral respektéiert a konsequent ëmgesat.

ad 3. D'Stroossebauverwaltung huet d'Detailer vum Projet an enker Ofstëmmung mat der zoustänneger Gemeng ausgeschafft. D'Gemeng gouf och am Kader vum Projet reegelméisseg informéiert a krut all relevant Informatiounen zur Verfügung gestallt.

Am Kader vun esou engem Projet ass et awer net ëmmer méiglech, aus organisatoreschen an zäitleche Grënn all eenzel Phas am Detail mat de Bierger·innen ofzestëmmen. D'Objektiv ass awer, d'Awunner·inne fristgerecht an op eng ugepasste Manéier iwwer déi wichtegst Etappen an d'Weiderentwécklung vum Projet ze informéieren.

Zousätzlech gouf eng Vertriedung vun den direkt betraffenen Awunner·inne vun der Stroossebauverwaltung empfaangen, fir konkreet Froen ze beäntweren an Erläuterungen zum Projet ze ginn.

Et sief och ze bemierken, dass all schréftlech Ufro vum Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte souwéi dem Ministère fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit beäntwert gouf.

ad 4. Am Kader vum Projet hu geschützte Biotopen – dorënner Hecken a Beem – misse fortgeholl ginn. Een Deel dovu kann duerch sougenannt „In-Situ-Moossnamen" direkt um Tracé nees ausgeglach ginn. De verbleiwende Verloscht u geschützte Biotope gouf iwwer d'Abezuele vun enger „taxe de remboursement" kompenséiert.

ad 5. Hei ass op d'Äntwert op d'Froen 1, 2 an 3 ze verweisen.

ad 6. De Minister fir Ëmwelt huet de Recours gracieux den 11. Mäerz 2026 beäntwert.

ad 7. Hei ass op d'Äntwert op d'Froen 1 an 2 ze verweisen.

Impact de l'augmentation des prix des engrais sur le secteur agricole | Question **3810** (19/03/2026) de **M. Michel Lemaire** (ADR)

De Krich am Noen a Mëttleren Osten an déi domat verbonnen Turbulenzen op den Energiemäert hunn zu enger markanter Hausse vun de Präisser fir Dünger gefouert. Dat stellt besonnesch fir landwirtschaftlech Betriber eng grouss finanziell Belaaschtung duer a werft Froen op iwwer staatlech Ënnerstëtzung a méiglech Ausgläichsmechanismen.

An deem Zesummenhang hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Gesäit d'Regierung am Kontext vun de staark geklommenen Düngerpräisser kuerzfristeg finanziell Ënnerstëtzungsmoossname fir landwirtschaftlech Betriber vir, fir déi zousätzlech Belaaschtungen ofzefiederen?

2. Wéi eng konkreet Moossname respektiv Mechanisme gedenkt d'Regierung mëttelfristeg ze ergräife bzw. an d'Weeër ze leeden, fir d'Auswierkunge vu Präisschwankungen am Agrarsecteur ze begrenzen an déi betraffe Betriber eventuell ze entschiedegen?

3. Besteet aus Siicht vun der Regierung eng rechtlech Méiglechkeet, d'Oplagen am Beräich vum Düngen (z. B. am Kader vun der Nitrat-Direktiv) provisoresch ze lockeren, an dobäi och d'Auswierkunge vun der staarker Ofhängegkeet vum Gaspräis op d'Produktioun vu mineraleschem Dünger ze berücksichtegen, fir de Betriber an der aktueller Krisesituatioun méi Flexibilitéit ze ginn?

Réponse (17/04/2026) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. Fir de Moment ass et nach ze fréi, fir vun Ënnerstëtzungsmoossnamen ze schwätzen. Positiv ass, datt – wéi vum Handel confirméiert – ronn 70 % vun de landwirtschaftleche Betriber hei zu Lëtzebuerg schonn am Hierscht 2025 hiren Dünger fir dat aktuell Kulturjoer virbestallt a bis de Februar schonn agelagert haten. Allerdéngs sinn eng Rei Betriber gezwongen trotzdeem déi héich Präisser um Maart ze bezuelen.

ad 2. Fir de Moment ass et nach ze fréi, fir vun Ënnerstëtzungsmoossnamen ze schwätzen. Sollt dëse Punkt zu engem spéideren Zäitpunkt relevant ginn, wäerte mir d'Situatioun entspriechend evaluéieren.

ad 3. D'Direktiv (EU) 2026/288, en Amendement zur Nitrat-Direktiv, erlaabt et d'Quantitéit vun organeschem Stéckstoff, deen op de Felder ausbruecht gëtt, a bestëmmte Fäll ëm 80 kg pro Hektar ze erhéijen. D'Direktiv muss awer nach an nationaalt Recht ëmgesat ginn.

Cybersécurité des ascenseurs au Luxembourg | Question **3811** (20/03/2026) de **M. Ben Polidori** (LSAP)

Selon des informations récemment publiées dans la presse allemande[24], un nombre croissant d'ascenseurs contrôlés en Allemagne présenterait des vulnérabilités en matière de cybersécurité, exposant potentiellement ces installations à des intrusions malveillantes ou à des manipulations à distance. Il est notamment indiqué que les déficits en matière de protection informatique constitueraient l'une des causes principales de l'augmentation du nombre de défauts constatés lors des inspections techniques d'ascenseurs, une proportion significative d'installations ne disposant pas de mesures de cybersécurité adéquates ou documentées.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes au Gouvernement :

1) Le Gouvernement dispose-t-il de statistiques relatives au niveau de cybersécurité des ascenseurs installés au Luxembourg, tant dans les bâtiments résidentiels que tertiaires ou publics ?

2) Des incidents ou tentatives d'intrusion informatique visant des systèmes d'ascenseurs ont-ils été recensés au Grand-Duché au cours des dernières années ?

3) Le Gouvernement envisage-t-il de renforcer les normes techniques, les exigences de certification ou les mécanismes de surveillance dans ce domaine afin de prévenir d'éventuels risques pour la sécurité des usagers et le bon fonctionnement des infrastructures ?

4) Une coopération est-elle envisagée au niveau européen pour renforcer les standards de cybersécurité applicables aux ascenseurs et autres équipements connectés relevant de la sécurité des bâtiments ?

Réponse (13/04/2026) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) Le Gouvernement ne dispose pas de statistiques relatives au niveau de cybersécurité des ascenseurs installés au Luxembourg.

ad 2) Le Gouvernement n'a recensé aucun incident ni tentative d'intrusion informatique visant des systèmes d'ascenseurs.

ad 3) La sécurité des usagers et la résilience des infrastructures constituent une priorité pour le Gouvernement. Dans ce contexte, l'ILNAS, en tant qu'autorité de surveillance du marché, suit de très près les évolutions réglementaires européennes en matière de cybersécurité des produits connectés et participe activement à leur mise en œuvre au niveau national. Deux législations européennes majeures renforceront de manière significative le cadre applicable dans les prochaines années :

– Cyber Resilience Act (CRA) : Le règlement (UE) 2024/2847 introduit des exigences de cybersécurité harmonisées pour un large éventail de produits comportant des éléments numériques, y compris potentiellement certains systèmes d'ascenseurs connectés. Les obligations de surveillance du marché seront applicables à partir de décembre 2027. Le Gouvernement prépare actuellement, sous la coordination du Ministère de l'Économie, un projet de loi visant à désigner les autorités compétentes et à organiser la mise en œuvre nationale du CRA. Ce cadre permettra de renforcer les exigences de sécurité et les mécanismes de contrôle, tout en assurant une cohérence avec les pratiques européennes.

– Règlement européen sur l'intelligence artificielle (AI Act) : Le règlement (UE) 2024/1689 établit un cadre pour les systèmes d'IA à haut risque. Certains composants intégrés dans des infrastructures critiques, comme les ascenseurs, pourraient relever de ce cadre lorsqu'ils remplissent des fonctions essentielles à la sécurité. La mise en œuvre nationale de ce règlement est en cours de préparation sous la coordination de la Commission nationale pour la protection des données (CNPD), désignée comme autorité principale. L'ILNAS fera partie des autorités impliquées dans la surveillance du marché des systèmes d'IA à haut risque, dont l'application est prévue à partir d'août 2027.

À travers ces initiatives, le Gouvernement confirme sa volonté d'adopter un cadre réglementaire robuste, aligné sur les standards européens, afin de garantir un niveau élevé de sécurité et de confiance pour les usagers.

ad 4) La coopération européenne constitue un pilier essentiel de la stratégie luxembourgeoise en matière de cybersécurité. Les équipements connectés, y compris ceux utilisés dans les bâtiments, font déjà l'objet d'une coordination étroite entre les États membres et la Commission européenne. Les règlements CRA et AI Act ont précisément pour objectif d'établir des exigences harmonisées dans toute l'Union européenne, afin d'assurer un niveau élevé et uniforme de cybersécurité. Ils prévoient également des mécanismes renforcés de coopération entre autorités nationales, facilitant l'échange d'informations, la coordination des contrôles et la gestion des risques émergents.

Par ailleurs, la Commission européenne a mandaté les organismes européens de normalisation (CEN, CENELEC et ETSI) pour élaborer les normes techniques nécessaires à la mise en œuvre de ces règlements. En tant qu'organisme national de normalisation et membre de ces organisations, l'ILNAS permet aux acteurs luxembourgeois de participer gratuitement aux travaux de normalisation, afin de défendre les intérêts nationaux et d'anticiper les évolutions réglementaires. Ainsi, le Luxembourg s'inscrit pleinement dans la dynamique européenne visant à renforcer la cybersécurité des équipements connectés et à garantir la sécurité des infrastructures au bénéfice de tous les usagers.

Soutien et accessibilité de la Luxembourg Tech School | Question **3812** (20/03/2026) de **M. Ben Polidori** | **Mme Francine Closener** (LSAP)

La Luxembourg Tech School (LTS) constitue une initiative parascolaire d'envergure nationale, ouverte aux jeunes âgés de 12 à 19 ans, fonctionnant sous forme d'association sans but lucratif. Ce programme se distingue par une approche pédagogique innovante, fondée sur la réalisation de projets concrets dans des domaines technologiques stratégiques pour l'économie luxembourgeoise, notamment la cybersécurité, l'intelligence artificielle, la fintech, les technologies émergentes, les ressources spatiales ainsi que le développement de jeux vidéo.

Les jeunes participants travaillent en équipe sur des projets et à l'issue de ces travaux, ils présentent leurs réalisations directement à des représentants du monde économique et industriel luxembourgeois.

Le programme bénéficie entre autres d'un soutien du SCRIPT, du CGIE et du FNR, trois organismes financés par des fonds publics, ce qui témoigne d'une reconnaissance officielle de sa valeur éducative et de son apport à l'écosystème d'innovation national.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Sous quelle forme le soutien apporté respectivement par le SCRIPT, le CGIE et le FNR au programme Luxembourg Tech School se concrétise-t-il – qu'il s'agisse d'un appui financier, logistique, pédagogique

[24] « Die Zeit ». (2026, 17 mars). Gefahr im Schacht : Viele Aufzüge ohne Schutz gegen Hacker. https://www.zeit.de/wirtschaft/fahrstuehle-aufzuege-cybersicherheit-tuev-cyberangriffe-gxe

ou autre – et dans quelle proportion chacun de ces organismes contribue-t-il au fonctionnement du programme ?

2) Le ministère envisage-t-il de soutenir l'accessibilité de ce programme, que ce soit en termes géographique, linguistique ou socio-économique, afin de garantir une égalité des chances pour l'ensemble des jeunes résidant au Luxembourg ?

3) Des discussions sont-elles en cours avec les parties prenantes concernées en vue d'une extension structurelle du programme, voire d'une intégration partielle dans le cadre scolaire officiel ?

Réponse (15/04/2026) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) Le programme Luxembourg Tech School (LTS) s'inscrit dans le cadre d'une collaboration structurée entre plusieurs acteurs publics, notamment le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) (à travers le SCRIPT et le CGIE), le Service des médias, de la connectivité et de la politique numérique (SMC) du Ministère d'État ainsi que la Luxembourg Space Agency (LSA). Cette coopération est formalisée par une convention qui lie les partenaires publics à l'ASBL Luxembourg Tech School et qui encadre les contributions respectives des différentes parties.

Parallèlement à ce soutien institutionnel, la Luxembourg Tech School diversifie ses sources de financement en mobilisant, selon les projets, des contributions complémentaires issues notamment du Fonds national de la recherche, de l'Œuvre nationale de secours Grande-Duchesse Charlotte, d'autres fondations ou encore d'acteurs du secteur privé.

Le soutien apporté par les différentes entités publiques se caractérise par une approche complémentaire. Le SCRIPT assure un rôle central sur les plans pédagogique, organisationnel et financier. Il met à disposition du projet des ressources humaines, notamment un coordinateur ainsi que des enseignants partiellement déchargés de leur tâche d'enseignement afin d'intervenir comme encadrants dans les différents modules. Ces décharges correspondent à un volume maximal de 20 leçons, complété par une participation financière pouvant atteindre 65.000 euros HTVA par an pour le financement des activités pédagogiques.

Le CGIE apporte un soutien d'ordre technique en mettant à disposition les équipements informatiques nécessaires au bon déroulement des activités, pour une valeur maximale de 55.000 euros HTVA.

Le Service des médias, de la connectivité et de la politique numérique du Ministère d'État contribue, dans le cadre de l'initiative Innovative Initiatives, au financement et à la coordination du projet au niveau interministériel, pour une valeur maximale de 65.000 euros HTVA.

La Luxembourg Space Agency soutient le développement de modules spécifiques, notamment dans le domaine spatial, en apportant un appui financier et stratégique.

Enfin, le MENJE, en lien étroit avec les établissements scolaires, soutient le programme sur le plan logistique, notamment par la mise à disposition de locaux dans plusieurs lycées pour l'organisation des cours et des événements.

L'ensemble de ces contributions permet d'assurer le bon fonctionnement du programme tout en respectant pleinement l'autonomie de l'association porteuse.

ad 2) La Luxembourg Tech School constitue une offre parascolaire s'adressant à des élèves issus de différents lycées du pays. Le nombre de participants est volontairement limité et se situe chaque année dans une fourchette de quelques centaines d'élèves, ce qui permet de garantir un encadrement de qualité et une pédagogie basée sur des projets concrets.

Le MENJE attache une importance particulière à l'accessibilité et à l'égalité des chances. Dans ce contexte, la Luxembourg Tech School s'inscrit dans un ensemble plus large d'initiatives éducatives et parascolaires visant à offrir aux jeunes des opportunités diversifiées d'engagement et de développement de compétences. Cette complémentarité des offres permet de répondre à la diversité des profils, des intérêts et des motivations des élèves.

ad 3) À ce stade, aucune intégration structurelle de la Luxembourg Tech School dans l'enseignement formel n'est envisagée. Le programme repose précisément sur une logique d'engagement volontaire en dehors du cadre scolaire obligatoire, qui constitue l'un de ses principaux atouts. Il permet à des élèves particulièrement motivés de s'investir dans des projets concrets et exigeants, en lien avec des acteurs du monde économique et technologique.

Cette approche s'inscrit dans la continuité des nombreuses possibilités offertes aux élèves de s'engager, au-delà du temps scolaire, dans des activités relevant de domaines variés tels que la culture, le sport, la créativité ou l'innovation.

Par ailleurs, le MENJE poursuit le développement et la structuration de l'offre parascolaire à l'échelle nationale. À partir de mai 2026, cette offre sera encore renforcée et rendue plus visible, notamment à travers des dispositifs permettant de mieux valoriser et coordonner les différentes activités proposées aux élèves dans les lycées.

Révision de la prise en charge des aides visuelles | Question **3813** (20/03/2026) de **Mme Francine Closener** | **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Suite au débat public sur la pétition 2967 concernant le « remboursement total des lunettes par la CNS », en date du 10 juillet 2024, la Chambre des Députés a adopté à l'unanimité une motion invitant le Gouvernement à encourager le conseil d'administration de la CNS à mener des analyses sur une meilleure prise en charge des lunettes pour les enfants de moins de 14 ans et des différents types de verres correcteurs pour tous les assurés.

En réponse à la question orale du 13 novembre 2024, Madame la Ministre a expliqué que la CNS venait de décider d'abolir les délais pour le renouvellement des lunettes pour les 14 à 18 ans et que les travaux de révision du catalogue des prestations en matière d'aides visuelles seraient entamés très prochainement.

Nous aimerions dès lors poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Quel est l'état d'avancement des travaux en vue de la révision du catalogue des prestations et de la prise en charge en matière d'aides visuelles ?

2) Endéans quel délai les assurés pourront-ils s'attendre à des améliorations et sous quelle forme ?

Réponse (10/04/2026) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Les travaux en vue de la révision du catalogue des prestations et de la prise en charge en matière d'aides visuelles ont été achevés.

ad 2) Les nouveaux tarifs des verres correcteurs, repris à la liste A. « Verres optiques à définition d'image ponctuelle » de l'annexe III de la Convention du 13 décembre 1993 telle que modifiée, conclue entre la Fédération des patrons opticiens et optométristes du Grand-Duché de Luxembourg ASBL et la Caisse nationale de santé, pris en charge par l'assurance maladie sont entrés en vigueur le 1er janvier 2026.

En effet, les tarifs des verres correcteurs existants ont subi des adaptations substantielles à la hausse, représentant une augmentation estimée de 21 % du budget dédié aux aides visuelles.

Par ailleurs, vu le nombre croissant des myopies fortes dans le monde, un tarif spécifique a été créé pour les verres freinateurs de la myopie évolutive, destinés aux mineurs de 5 à 17 ans inclus.

Lesdites modifications ont été publiées au Journal officiel du Grand-duché de Luxembourg, Mémorial A n° 641 du 29/12/2025.

Appel à témoins après une année | Question **3814** (20/03/2026) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Op rtl.lu gouf den 18. Mäerz een Zeienopruff vun der Police publizéiert vun engem Déifstall, dee sech am Januar 2025 ereegent huet, also no méi wéi engem Joer.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Aus wéi enge Grënn huet et esoulaang gedauert, fir dësen Zeienopruff ze publizéieren?

2. Sinn esou Zeienopriff, no esoulaanger Zäit, nach opportun, wëssend, dass den Täter scho laang kéint aus dem Land oder ënnergetaucht sinn?

Réponse (24/03/2026) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

Ech verweisen op d'parlamentaresch Fro N° 3169 vum 10. November 2025 vun der honorabeler Deputéierter Corinne Cahen, wou déi selwecht zwou Froe scho beäntwert gi sinn.

ad 1. Den Delai tëschent engem Incident an engem Zeienopruff ass um Internetsite vun der Police erklärt an duerch Beispiller illustréiert.

(https://police.public.lu/fr/support/faq/appels-a-temoin-enquetespubliques-aide-de-la population.html)

D'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 3497 vun 2018 vum Här Graas an dem Här Krieps ass nach ëmmer richteg, datt et verschidde Facteure gëtt, déi determinéiere wéi laang et dauert bis en Zeienopruff vun der Police an der Press an op de soziale Meedie gemaach gëtt.

D'Prozedur fänkt eréischt un ze lafe vun deem Moment un, wou eng Plainte bei der Police agereecht gouf. Eenzel Fäll kënne schonn op Basis vun den intern, vu Polizisten, geliwwerten Informatioune geléist ginn. Sollt dës Demarche ouni Succès bleiwen, kann op Demande vum Parquet eng Pressematdeelung gemaach ginn. Et muss ënnerstrach ginn, datt et sech beim Zeienopruff via eng Pressematdeelung ëm ee Mëttel handelt, wat als leschte Recours an enger Enquête agesat gëtt. Sou gëtt nëmmen dann decidéiert, d'Biller vun enger Persoun ze veröffentlechen, wa keng vun den anere Moossnamen an der Enquête Erfolleg hat.

D'Fro vum Delai kann also net pauschal beäntwert ginn, och well all Fall individuell betruecht muss ginn.

ad 2. Et muss en Ënnerscheed ginn, ob et sech ëm eng kriminell Dot handelt, oder ob et ëm

d'Sécherheet an dat physescht Wuel vun enger Persoun geet, wéi am Fall vun enger „disparition inquiétante" vu Persounen, Erwuessenen oder Mannerjäregen.

Et ass um d'Parquet, fir zesumme mat de Policebeamten, déi mat der Affär befaasst sinn, ze evaluéieren, wéi eng Ermëttlungsmoossnamen agesat ginn (z. B. en ëffentlechen Opruff). Et gëllt juristesch an administrativ Prozeduren ze respektéieren, déi an engem Rechtsstaat festgeluecht sinn. D'Publizéiere vun Detailer wärend enger Enquête riskéiert onschëllege Leit ze schueden oder d'Enquête ze behënneren. Ugesiichts der potenziell staark stigmatiséierender Wierkung, déi eng Veröffentlechung vun der Foto vun enger Persoun an de Meedie mat sech brëngt, ass eng länger Zäitspan a verschiddene Fäll gerechtfäerdegt.

Och mussen d'Grondrechter wéi d'Présomption d'innocence an den Droit à l'image consideréiert ginn. Dann ass et och esou, dass net bei all Fall direkt e Bild vun engem Tatverdächtegtem virläit, mee dass dëst fir d'éischt ausfënneg gemaach muss ginn an dann – op Entscheedung vun den Autorités judiciaires – saiséiert muss ginn.

Informatioune vun der Police no sinn Zeienopriff och Wochen no enger Dot eng grouss Hëllef, well Persoune rëmerkannt ginn oder den Auteur vun enger Dot sech ënner Drock selwer der Police stellt.

Pannes des ventilateurs des tunnels Grouft et Stafelter | Question **3815** (20/03/2026) de **M. Michel Lemaire** (ADR)

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 3567 iwwert d'Spärung vun den Nordstroosstunnelle schreift d'Madamm Minister ënner anerem dat hei:

„No de Resultater vun éischten Analyse konnt d'Stroossebauverwaltung elo eng Commande fir Ersatzdeeler an Optrag ginn. D'Servicer vun der Stroossebauverwaltung stinn dobäi weiderhin a permanentem Austausch mat de Fournisseuren, fir eng zäitno Produktioun a Liwwerung vun de Stécker ze kréien, an domat de Problem sou schnell wéi méiglech ze behiewen. En Datum ka leider haut nach net genannt ginn, well een hei op de Fournisseur ugewisen ass, an d'Austauschstécker mussen hiergestallt ginn."

Et ass eng Tatsaach, datt elo scho säit Méint zénggdausenden Automobiliste mat massivem Stau an domat massivem Zäitverloscht konfrontéiert sinn. Et stellt sech an deem Zesummenhang déi akut Fro, vu datt d'Madamm Minister vun Ersatzdeeler schwätzt, déi mussen ausgetauscht ginn, firwat hei net vorausschauend geduecht gouf an ob et sech hei net ëm Aarbechten handelt, déi am Hibléck op den normale Materialverschläiss virauszegesi waren.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi eng Liewensdauer gouf vusäite vum Hiersteller fir déi entspriechend Stécker versprach? Wéi eng Garantie gouf am Kontrakt festgehalen awéiwäit spillt déi am aktuelle Fall?

2. War eng regulär Verschläissdauer vun deene genannten Ersatzdeeler virauszegesinn an a wéi engem Zäitraum hätten se bei normaler Liewensdauer sollten nei bestallt gi respektiv war am Kontrakt schonn en Zäitpunkt festgehalen, vu wéini u se missten automatesch verfügbar sinn, fir den Impakt op de Verkéier bei engem plangméissegen Austausch op e Minimum ze reduzéieren?

3. Gesäit d'Madamm Minister vir, bei der Bestellung vun den Ersatzstécker eng méi laangfristeg a streng kontraktuell Garantie wéi bis ewell ze verhandelen, fir datt séchergestallt ass, datt den Hiersteller hei net duebel vum Steierzueler profitéiert? Falls net, firwat net?

4. Gesäit d'Madamm Minister vir, bei der Bestellung vun den Ersatzstécker eng kontraktuell Garantie, bis wéini den Hiersteller an Zukunft nei Stécker muss liwweren, ze verhandelen? Falls net, firwat net?

5. D'Madamm Minister huet an der Äntwert op d'Fro Nummer 3567 och drop higewisen, datt sämtlech 52 Ventilatore vum Hiersteller an den Tunnelle Grouft a Stafelter hu missen iwwerpréift ginn. Goufen dobäi weider Probleemer festgestallt? Falls jo, wéi eng?

Réponse (17/04/2026) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. An den Ausschreiwungsdokumenter war eng Garantie vun 10 Joer géint Korrosiounsbildung un den Elementer vun de Ventilatore virgesinn. Dës Garantie ass deemno am Joer 2024 ausgelaf.

ad 2. Bei de concernéierten Elementer handelt et sech ëm d'Schauffele vun de Ventilatoren, wat am Prinzipp keng Verschläissdeeler sinn. Et kann een aus Erfarung dovunner ausgoen, dass déi normal Liewensdauer vun de Schauffelen, der Liewensdauer vum gesamte Ventilator entsprécht. Bei de Maintenancë vun den Tunnelle ginn d'Ventilatore gepréift an ënnerhalen, a jee no Zoustand gëtt d'Erneierung vun de Ventilatore geplangt. An de periodesche Maintenanceberichter huet, bei den normale visuellen Inspektiounen, näischt op eng Oxidatioun vun de Schauffelen higewisen. De Problem mat de Schauffele vun de Ventilatore war deemno net virauszegesinn.

ad 3. Et ass net virgesi bei der Bestellung vun den Ersatzstécker eng méi laangfristeg Garantie wéi bis ewell ze verhandelen, well déi nei Schauffelen exklusiv fir de Gebrauch an den existente Ventilatoren hiergestallt ginn an dofir déi 2 Elementer verschidde Liewensdauere wäerten hunn, an esou eng méi laangfristeg Garantie wéineg Sënn mécht.

ad 4. Schauffele vun Tunnel-Ventilatore stelle keng Ersatzstécker duer, déi een Hiersteller vu Ventilatoren op Stock huet, well se bei all Tunnel ënnerschiddlech sinn a punkto Dimensiounen, Material, Leeschtung asw. Well d'Ersatzstécker also mussen op Mooss hiergestallt ginn, kann e Liwwerdatum vu sou Ersatzstécker net kontraktuell verkierzt ginn.

ad 5. D'Ventilatoren an den Tunnelle Grouft a Stafelter si vun onofhängegen Experten iwwerpréift ginn.

Dobäi huet sech erausgestallt, dass den Tunnel Stafelter net vun der Problematik betraff ass, obwuel déi 20 Ventilatoren an deem Tunnel vum selwechten Hiersteller kommen a vun der selwechter Generatioun sinn. Duerch ënnerschiddlech Ufuerderungen zu der Temperaturbestännegkeet an engem Brandfall an den 2 Tunnellen, ënnerscheet sech d'Legéierung vun de Schauffele liicht.

Bei der Iwwerpréiwung goufe keng weider Problemer festgestallt, mee d'Problemer vun den 32 Ventilatoren am Tunnel Grouft goufe bestätegt.

Chantiers cumulés sur la N7 et impact sur les usagers | Question **3816** (20/03/2026) de **M. Michel Lemaire** (ADR)

Nodeems op der A7 („Nordstrooss") schonns d'Spueren an zwee Tunnelle gespaart goufen an et dowéinst all Dag zu massivem Stau kënnt, gouf mam Datum vun haut annoncéiert, datt vum 23. Mäerz u bis Mëtt 2028 – also iwwert zwee Joer (!) – d'Iwwerhuelspuer tëscht Housen an dem Duerschterhaische gespaart wäert ginn an d'Vitess op 70 Kilometeer limitéiert gëtt.

Dëst wäert zu enger zousätzlecher Belaaschtung féieren an d'Automobilisten, déi all Dag op dës Streck ugewise sinn, haaptsächlech fir schaffen ze goen, verléieren elo zousätzlech zum bestoende Chantier nach méi Zäit.

An deem Zesummenhang hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Gouf am Verkéiersministère eng Analys duerchgefouert, wéi eng Konsequenzen déi uewe genannte Spärung op d'Automobiliste wäert hunn, besonnesch wat den zousätzlechen Zäitverloscht ugeet? Wa jo, mat wéi engem Zäitverloscht mussen d'Automobilisten elo rechnen, besonnesch owes am Beruffstrafick?

2. Firwat koum et net zu enger Koordinatioun, déi dozou gefouert hätt, datt déi zwee uewe genannte Chantieren net parallell zouenee bestinn?

3. Huet d'Regierung iergendwellech Alternativen an d'A gefaasst, fir de massiven Zäitverloscht, mat deem d'Automobilisten, déi all Dag op d'Nordstrooss ugewise sinn, konfrontéiert sinn, ofzefiederen?

Réponse (21/04/2026) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Opgrond vun Erfarungen duerch rezent Chantieren an duerch reegelméisseg Verkéierszielungen op dëser Streck ass virauszegesinn, dass d'Späre vun der Iwwerhuelspuer net zu engem grousse Réckstau fir de Verkéier, deen aus dem Süden a Richtung Norde fiert, féiere wäert. D'Iwwerhuelspuer gëtt och net komplett, mee nëmmen zum Deel gespaart. Et ass dowéinst och net virgesinn, dass bei esou enger Mesure eng Analys, wéi se an der Fro mentionéiert gëtt, duerchgefouert muss ginn, weeder vum Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten (deen och genee esou heescht, an net „Verkéiersministère"), nach vun der Stroossebauverwaltung.

D'Reduktioun vun de Spueren an d'Limitatioun vun der Vitess op 70 Kilometeer an der Stonn stelle Sécherheetsmoossnamen duer, déi souwuel dem/der Automobilist*in wéi och den Aarbechter*innen um Chantier Schutz bidden. Déi gespaarte Bunn gëtt fir den Transport vu Material a Maschinnen agesat, wat den Entreprisen eng sécher Zougangssituatioun erméiglecht.

Effektiv kann et moies am Beruffsverkéier zu Zéifloss virun Housen an Direktioun Süde kommen. Dëst ass awer eng bestoend Situatioun, onofhängeg vun der Iwwerhuelspuer, wat och ee vun de Grënn ass, firwat d'Ëmgeeungsstrooss vun House realiséiert gëtt. D'Späre vun der Iwwerhuelspuer wäert dës ongléicklech Situatioun am Beruffsverkéier net weider verschlechteren.

Et ass drop hinzeweisen, dass d'Stroossebauverwaltung generell an och bei den aktuellen Aarbechten op der N7 alles drusetzt, fir de Verkéier och wärend de verschiddene Chantiersphase bidirektional oprechtzeerhalen. D'Aarbechte ginn also ouni Deviatioune respektiv Rout Luuchten ausgefouert. Dat ass äusserst positiv, wann ee bedenkt, dass de Chantier iwwert eng länger Zäit geet.

Vereenzelt Vollspärunge sinn natierlech bei engem Chantier vun dëser Gréisst net ze vermeiden, mee och da gëtt probéiert, méiglechst wärend de Weekender oder an de Schoulvakanzen ze schaffen.

ad 2. Et konnt am Fall vun de genannte Chantieren net zu enger Koordinatioun kommen, well dëst ganz

verschidden Aarbechte sinn, déi op zwou verschiddene Plazen am Land stattfannen.

Wéi schonn an diverse parlamentaresche Froen a Pressecommuniquéë matgedeelt handelt et sech bei den Aschränkungen an den zwee Tunnellen op der A7 tëscht Luerenzweiler an der Stad ëm Preventivmesuren, déi wéinst enger Anomalie, déi net virauszegesi war, en place gesat goufen, fir ënnert anerem d'Sécherheet vun den Automobilisten*innen ze garantéieren a sou och d'Tunnelle fir de Verkéier op kënnen ze loossen.

Bei den Aschränkungen op der N7 zu Housen handelt et sech ëm Aarbechte wéinst dem Bau vun enger Wëldbréck.

ad 3. Am Kader vun deenen zwee genannte grousse Chantieren, déi ënnert lafendem Verkéier an op engem staark belaaschte Stroossennetz realiséiert ginn, gëtt ee bedeitenden Effort gemaach, fir d'Auswierkungen op de Verkéier sou kleng wéi méiglech ze halen. Dofir gëtt een immense logisteschen Opwand bei der Planung, den Deviatiounen an der interner Organisatioun vun de Chantiere bedriwwen.

Den Ëmbau vun der N7 (Securisatioun) an d'Ëmgeeungsstrooss vun Housen hunn eng grouss Bedeitung fir de Verkéier am Norde vum Land a fir d'Awunner*innen an der Ëmgéigend. Dës Projeten droen dozou bäi, d'Sécherheet op der ganzer Streck ze verbesseren an de Verkéier op laang Dauer ze optimiséieren. Zil ass et, dem/der Automobilist*in eng modern, performant a sécher Infrastruktur unzebidden.

Paiement en espèces auprès des institutions de l'État | Question **3817** (20/03/2026) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0083 vum 18. Mäerz vum honorabelen Deputéierte Georges Engel hat d'Digitaliséierungsministesch geäntwert, dass ee seng Carte d'identité net direkt op der Plaz am Guichet an der Stad mat Boergeld bezuele kann. De Guichet hëlt op der Plaz kee Boergeld un an d'Leit mussen op eng Bank goen, fir dann do ee Versement mat hirem Boergeld ze maachen.

An der Äntwert op déi mëndlech Fro N° 0080, den 19. Mäerz, vum honorabelen Deputéierten André Bauler huet de Finanzminister geäntwert, dass d'Bezuele mat Boergeld ee Recht bleift an als gesetzlecht Bezuelmëttel zu Lëtzebuerg gëllt.

Grondsätzlech muss jiddereen – och staatlech Verwaltungen – Boergeld akzeptéieren, wann een domadder bezuele wëll. D'Verweigere vum Boergeld ass am Strofgesetz am Artikel 556 festgehalen. Nëmmen aus objektive Grënn kann d'Bezuele mat Boergeld verweigert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen a fir Digitalisatioun dës Fro stellen:

– Kann ee seng Carte d'identité bei staatleche Verwaltungen oder Gemenge mat Boergeld op der Plaz am Guichet bezuelen?
Falls nee, wat ass déi legal Basis, fir Boergeld hei ze verweigeren?

Réponse (17/04/2026) de **Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Digitalisation

Ofgesi vum Boergeld, stinn de Bierger am staatleche Guichet fir d'Bezuelung vun den Identitéitskaarten déi gängeg direkt an indirekt Bezuelméiglechkeeten zur Verfügung.

Am Kader vun der aktueller Evaluatioun vun der Reglementatioun iwwer d'Identitéitskaarte ginn esouwuel d'Aspekter vun hirer Ausstellung – inklusiv de säit 2016 applizéierte Bezuelmodalitéiten, déi am Aklang mat den applikabele Konditiounen am ëffentlechen Interêt sinn an en allgemenge Charakter hunn – wéi och déi technesch Charakteristike vun den Identitéitskaarten analyséiert.

Évolution des autorisations d'exercer dans le secteur de la santé | Question **3818** (20/03/2026) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

An de Joren 2018 bis 2024, goufe follgend „autorisations d'exercer" vum Gesondheetsministère ausgestallt:

An deem Zesummenhang géif ech gäre vun der Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet gewuer ginn:

1. Wéi dës Zuele fir 2025 ausgesinn.

2. Wéi vill vun deenen Demandeuren, déi zanter 2018 eng Geneemegung kruten, schaffen effektiv zu Lëtzebuerg?

Réponse (16/04/2026) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Fir d'Joer 2025 gesinn d'Zuele vun den ausgestallten „autorisations d'exercer" follgendermoossen aus:

ad 2. Momentan erlaben d'Donnéeën eis et net erauszefilteren, ab wéini en eenzelen Demandeur effektiv aktiv ass. De Projet „Réforme du registre des professionnels de santé", deen an der Finalisatiounsphas ass, wäert an Zukunft erlaben, sou eng Auswäertung ze maachen. An dësem Kader verweise mir och op dem Observatoire de la santé seng Serie Factsheets[25], déi scho fir verschidde Professionnels de santé de Parcours d'activité beliicht.

Zousätzlech gëtt den Tableau hei ënnen d'Evolutioun vun der Gesamtunzuel vun effektiv praktizéierende Persounen. An de leschte 7 Joer ass d'Unzuel vun de praktizéierende Persounen, déi zu Lëtzebuerg am Gesondheetssecteur hiren Job ausüben[26], ëm 27,1 % geklommen. Déi héchsten Entwécklung verzeechnen d'Psychotherapeuten, deenen hir Unzuel ëm 82,3 % geklommen ass. D'Unzuel vun den Dokteren ass ëm 29,5 % geklommen, déi vun de Gesondheetsprofessionellen ëm 26,4 % an déi vun den Apdikter ëm 14,6 %.

Eng Persoun gëtt als praktizéierend gezielt, wa si fir dee Beruff eng Autorisation d'exercice vum Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet ausgestallt krut an och effektiv liberal oder bei engem Employeur aus dem Gesondheetssecteur oder bei engem Employeur aus engem anere Secteur zu Lëtzebuerg hiren Job ausüübt.

Dépistage des troubles visuels et langagiers chez l'enfant | Question **3819** (20/03/2026) de **Mme Francine Closener** (LSAP)

Un trouble visuel ou langagier non détecté dans la petite enfance peut compromettre durablement le parcours scolaire et le développement d'un enfant.

Face à ce constat, le Luxembourg a mis en place deux programmes de dépistage précoce gratuits : le Vision Test 10/40, dépistage visuel réalisé à 10 et à 40 mois par le Service d'orthoptie, et le Bilan 30, évaluation du développement du langage et de l'audition à 30 mois réalisée par le Service audiophonologique. Ces programmes permettent de détecter précocement des troubles visuels, auditifs ou langagiers qui, s'ils ne sont pas identifiés à temps, peuvent avoir des répercussions durables sur le développement cognitif, social et scolaire de l'enfant.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Combien d'enfants ont participé au Vision Test 10 (dépistage visuel à 10 mois) au cours de chacune des cinq dernières années ? Quel était le taux de participation par rapport au nombre d'invitations envoyées ?

2) Combien d'enfants ont participé au Vision Test 40 (dépistage visuel à 40 mois) au cours de chacune des cinq dernières années ? Quel était le taux de participation par rapport au nombre d'invitations envoyées ?

3) Combien d'enfants ont participé aux deux volets du Vision Test 10/40 au cours de cette même période ?

4) Combien d'enfants ont bénéficié du Bilan 30 au cours de chacune des cinq dernières années ? Quel était le taux de participation par rapport au nombre d'invitations envoyées ?

5) Le Plan d'action national pour la prévention et la lutte contre la pauvreté prévoit l'introduction d'une quatrième tranche de la prime de naissance conditionnée à la participation au Bilan 30. Madame la Ministre peut-elle indiquer où en est la mise en œuvre de cette mesure ? Un calendrier précis a-t-il déjà été établi ?

6) Au-delà de l'incitation financière que représenterait l'introduction d'une quatrième tranche de la prime de naissance, des mesures sont-elles envisagées pour faciliter concrètement l'accès au Bilan 30, notamment par l'organisation de rendez-vous en dehors des heures ouvrables et le week-end, ainsi que par une offre encore plus décentralisée afin de réduire les contraintes logistiques pour les familles ?

Réponse (10/04/2026) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) à 3) Le Vision Test 10 s'adresse à tous les enfants de 10 mois habitant au Luxembourg. Ceux-ci reçoivent une invitation avec un code pour prendre rendez-vous au service d'orthoptie de la Direction de la santé par l'intermédiaire de la plateforme MyGuichet. Une invitation est également envoyée à tous les enfants âgés de 10 à 36 mois qui en font la demande. Il s'agit d'enfants de frontaliers, de primo-arrivants et d'enfants qui ne se sont pas présentés au Vision Test 10 à l'âge de 10 mois.

Tous les enfants de 40 mois habitant au Luxembourg sont invités au Vision Test 40 ainsi que les enfants âgés de 3 ans jusqu'à l'entrée au cycle 1.1 qui sont frontaliers ou primo-arrivants et en font la demande. Les enfants n'ayant pas participé au Vision Test 40 reçoivent un rappel à l'âge de 4 ans.

Le Vision Test sous cette forme a été introduit en 2023. Il n'y a donc pas de données reprenant exactement les mêmes paramètres pour les années 2021 et 2022.

Le taux global de participation au dépistage visuel tous âges confondus était de 60 % en 2021 et de 52 % en 2022.

[25] Observatoire de la santé – Factsheets présentant un aperçu chiffré des professionnels de la santé au Luxembourg.

[26] Den Term « praktizéieren » am Kontext vun dëser Äntwert op d'parlamentaresch Fro entsprécht der Methodologie, déi am thematesche Bericht vum Gesondheetsobservatoire presentéiert gouf, mam Titel « Les professionnels de la santé au Luxembourg: un modèle d'évaluation quantitative ».

Les statistiques pour les années 2023 à 2025 sont indiquées dans le tableau ↑ suivant :

Il n'y a pas de données sur les enfants qui ont participé à la fois au Vision Test 10 et au Vision Test 40.

Le taux d'enfants ayant participé à au moins un test (Vision Test 10 ou Vision Test 40) avant l'entrée au cycle 1.1 est de 74 % en 2025.

ad 4) Le nombre d'enfants ayant bénéficié du Bilan 30 ainsi que le taux de participation par rapport au nombre d'invitations envoyées, sont présentés dans le tableau ↑ ci-dessous :

Au-delà du taux de participation, il convient de relever les statistiques suivantes pour les cinq dernières années :

– 66 % des enfants participants ont bénéficié d'un accompagnement orthophonique suite au premier bilan ;
– 1.343 enfants (7 %) ont bénéficié d'une thérapie orthophonique hebdomadaire au Service audiophonologique ;
– 485 enfants (2,5 %) ont été orientés vers le Service de rééducation précoce pour la prise en charge d'un trouble plus global du neurodéveloppement.

ad 5) Les modalités de mise en œuvre de cette mesure sont actuellement en cours d'élaboration, en concertation avec les acteurs concernés.

ad 6) L'introduction de cette nouvelle allocation étant une mesure du Plan d'action national pour la prévention et la lutte contre la pauvreté, une attention particulière sera portée dans le cadre de la transposition de cette action à l'accessibilité des services, tant en termes de couverture régionale et de flexibilité des rendez-vous que d'adaptation aux réalités culturelles et sociales des familles.

Fonctionnement et statut de la FindelMedic | Question **3820** (20/03/2026) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Me référant à ma question parlementaire n° 3653 du 12 février 2026 et à la réponse de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale sur les problèmes qui se posent par rapport à l'ouverture et au fonctionnement de la « FindelClinic », renommée « FindelMedic », je souhaiterais poser les questions supplémentaires suivantes à Madame la Ministre :

1) Quel est l'effectif médical exerçant au sein de la « FindelMedic », selon quelles modalités leur présence est-elle organisée, et comment la continuité des soins est-elle garantie ?

2) Quels sont les effectifs du personnel administratif, de santé et de soins au sein de la « FindelMedic », et quel est leur statut ?

3) Quelles sont les modalités régissant les relations entre les actionnaires, respectivement les actionnaires médecins de la PHIAL SA, et les médecins exerçant au sein de la « FindelMedic » ?

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 3653, Madame la Ministre estime que la « FindelClinic »/ « FindelMedic » n'est pas une société de médecins-dentistes, de psychothérapeutes ou de vétérinaires au sens du projet de loi portant création de sociétés et d'associations par ces professions (doc. parl. 8685).

4) S'il ne s'agit pas d'une société ou d'une association de médecins, ni d'une antenne hospitalière, de quelle sorte de structure s'agit-il ?

5) Outre la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, quelles normes législatives et/ou réglementaires régissent le fonctionnement et les rapports entre la société, respectivement les actionnaires, et les différents intervenants exerçant ou travaillant au sein de cette structure ?

6) Le Collège médical ayant, dans une prise de position générale, datant du 12 novembre 2025, mis en garde contre « la création de sociétés de droit commun où la rentabilité tend à primer sur l'esprit même des plus modestes des serments », Madame la Ministre voit-elle des risques de financiarisation de la médecine, en général et, plus précisément dans le cas de la « FindelMedic » ?

Toujours dans sa réponse à la question parlementaire n° 3653, Madame la Ministre avance que le respect du Code de déontologie ne relève pas de [sa] compétence [...], mais de celle du Collège médical, chargé d'en assurer le contrôle ». Toutefois, l'article 2, point 3., de la loi du 8 juin 1999 relative au Collège médical prévoit que le Collège médical est chargé « d'étudier toutes les questions relatives à l'art de guérir et à la santé dont il sera saisi par le Ministre de la Santé [...] ».

7) Madame la Ministre a-t-elle saisi le Collège médical afin d'examiner la conformité du projet « FindelMedic » avec le Code de déontologie, en particulier s'agissant du respect de l'indépendance professionnelle et de l'interdiction des pratiques à caractère commercial ?

8) Dans l'affirmative, dans quel délai un avis est-il attendu ? Et quelles seraient les mesures ou actions envisagées par Madame la Ministre si ce projet s'avérait non conforme aux règles déontologiques en vigueur ?

Réponse (24/04/2026) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale (ci-après le « ministère ») n'émet pas d'autorisation ou d'agrément spécifique lorsqu'un médecin ou un professionnel de santé exerce au sein d'une structure donnée telle que « FindelMedic ». Dès lors, le ministère ne dispose pas de données relatives à l'effectif médical exerçant au sein de « FindelMedic ».

S'agissant du principe de la continuité des soins, il convient de préciser que la loi modifiée du 24 juillet relative aux droits du patient s'applique à tous les professionnels de santé. Son article 4 dispose que : « Les soins de santé doivent être organisés de façon à garantir la continuité des soins en toutes circonstances. »

En outre, l'article 66 du Code de déontologie des professions de médecin et de médecin-dentiste, édicté par le Collège médical, prévoit également que la continuité des soins doit être assurée.

ad 2) Le ministère ne dispose pas de ces données.

ad 3) et 4) Il y a lieu de renvoyer aux statuts de la société anonyme « PHIAL SA » (RCS Luxembourg : B293021). Les relations entre actionnaires, y compris les actionnaires-médecins, sont régies par le droit des sociétés, les statuts de la société ainsi que, le cas échéant, par un pacte d'actionnaires.

ad 5) En ce qui concerne les relations entre la société et les médecins exerçant au sein de la structure, celles-ci relèvent notamment de la loi modifiée du 24 juillet relative aux droits du patient, laquelle s'applique à l'ensemble des professionnels de santé et encadre, en particulier, la continuité et la qualité des soins.

Elles sont également soumises aux règles déontologiques applicables aux médecins, telles que prévues par le Code de déontologie des professions de médecin et de médecin-dentiste, édicté par le Collège médical.

Par ailleurs, ces relations doivent respecter les dispositions légales relatives à l'exercice des professions de santé, notamment en ce qui concerne l'autorisation d'exercer et le principe d'indépendance professionnelle. À cet égard, il y a lieu de citer, à titre d'exemple, la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin vétérinaire.

ad 6) Madame la Ministre a connaissance de cet avis et souligne le rôle du Collège médical en tant qu'organe consultatif et déontologique chargé d'accompagner et de conseiller les professionnels de santé dans l'application des règles éthiques et déontologiques.

Dans ce cadre, le rôle du ministère consiste à veiller à l'application effective des normes légales et déontologiques en matière de santé, sans intervenir dans les décisions individuelles des structures commerciales qui mettent à disposition des services aux professionnels de santé, sous réserve du respect des lois en vigueur et de l'indépendance professionnelle des praticiens.

ad 7) et 8) Madame la Ministre prend note du rôle du Collège médical en matière de contrôle déontologique et d'accompagnement des professionnels de santé dans l'application du Code de déontologie, notamment pour ce qui concerne l'indépendance professionnelle et l'interdiction des pratiques à caractère commercial. Le Collège médical a rendu un avis le 12 novembre 2025 dans lequel il rappelle ces principes.

À titre de précision, l'avis rendu par le Collège médical le 12 novembre 2025 constitue un rappel des règles déontologiques destiné aux exploitants de la « FindelMedic » sur base de l'article 2 de la loi modifiée du 8 juin 1999 relative au Collège médical.

À ce jour, aucune saisine spécifique du Collège médical concernant le projet « FindelMedic » n'a été effectuée. Le ministère souligne que la saisine de cet organe consultatif relève de son initiative discrétionnaire et n'est pas imposée par la législation en vigueur.

Retards, reports et annulations dans le cadre de l'élaboration du Plan national de restauration de la nature | Question **3821** (20/03/2026) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Dans sa réponse à ma question parlementaire relative à la mise en œuvre du règlement européen sur la restauration de la nature datant de novembre, Monsieur le Ministre avait indiqué que l'ébauche du Plan national de restauration serait soumise au Conseil de Gouvernement en janvier 2026, une consultation publique ayant lieu à partir de mars 2026. Il semble que ce calendrier pour la consultation publique était déjà en décalage par rapport au calendrier initialement prévu, selon lequel cette phase devait être finalisée au cours du mois de mars.

Dans une question parlementaire datant de février 2026, j'avais déjà attiré l'attention sur le retard dans l'élaboration du Plan national de restauration de la nature.

Cependant, en mars 2026, plusieurs modifications additionnelles du calendrier ont été annoncées sur la plateforme « Zesumme Vereinfachen ». La publication de l'avant-projet de plan a été reportée à fin mars en raison d'« imprévus ». Les ateliers thématiques du 10 mars (milieu forestier), 12 mars (milieu urbain) et 23 mars (milieux ouverts), ainsi que les

ateliers régionaux du 18 mars (Capellen), 19 mars (Grevenmacher) et 25 mars (Hosingen) sont annulés ou respectivement reportés à une date ultérieure. Seul l'atelier d'échange général planifié pour mi-avril a été maintenu. La consultation publique serait lancée dès la publication du texte sur la plateforme participative en ligne.

Plusieurs organisations environnementales avaient déjà exprimé en janvier leurs inquiétudes quant au manque de temps disponible pour l'élaboration du plan. Tout en prenant acte de l'annonce de Monsieur le Ministre de l'Environnement de vouloir maintenir dans le plan national de restauration les objectifs ambitieux du troisième Plan national concernant la protection de la nature (PNPN3), elles avaient notamment souligné que ce calendrier très serré pourrait entraîner des conséquences sur la qualité scientifique du plan ainsi que sur l'ampleur et l'efficacité de la consultation des parties prenantes et du public. Les reports récemment annoncés risquent dès lors de réduire davantage le temps effectivement disponible pour la consultation publique et avec les acteurs concernés, ainsi que la prise en considération des remarques et critiques soulevées lors des consultations.

Au sujet des objectifs du PNPN3 établi en concertation avec les acteurs concernés, il convient de noter que celui-ci a déjà tenu compte des orientations de la législation européenne sur la restauration de la nature, qui n'était pas encore finalisée au moment de sa publication. Dans ce contexte, les objectifs de restauration fixés au niveau national dans le PNPN3 sont déjà compatibles avec ceux qui doivent être mis en œuvre dans le cadre de cette législation européenne.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Quels sont précisément les « imprévus » ayant conduit au report de la publication de l'avant-projet du Plan national de restauration de la nature ? Ces imprévus sont-ils liés à des difficultés techniques ou administratives, ou résultent-ils de divergences dans le cadre de la coordination interministérielle concernant le contenu du plan ?

2) Combien d'ateliers thématiques ou régionaux seront annulés sans remplacement ? Comment le Gouvernement entend-il garantir une consultation effective et approfondie du public alors que plusieurs ateliers thématiques et régionaux initialement prévus ont été annulés ?

3) Comment le Gouvernement entend-il garantir que les remarques et contributions issues de la consultation publique puissent être prises en compte de manière adéquate dans la version finale du plan dans le contexte d'un calendrier serré ?

4) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les objectifs ambitieux du PNPN3 seront maintenus dans le plan national de restauration ?

5) Dans quelle mesure Monsieur le Ministre planifie-t-il d'ajuster les objectifs du PNPN3, notamment en ce qui concerne les surfaces à restaurer, dans le cadre de l'élaboration du Plan national de restauration de la nature ? Quels sont les objectifs chiffrés qui ont été annoncés ou proposés dans le cadre des échanges avec les parties prenantes ?

Réponse (27/03/2026) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) L'élaboration de l'avant-projet du Plan national de restauration de la nature (PNR) est un processus complexe. Il importait au Gouvernement de soumettre un plan ambitieux à la consultation publique.

ad 2) Aucun atelier n'a été annulé sans remplacement.

ad 3) Le Gouvernement veillera à ce que les remarques et contributions issues de la consultation publique fassent l'objet d'une analyse structurée, notamment au regard de leur pertinence, de leur compatibilité avec les objectifs et contraintes du plan, ainsi que de leur conformité aux obligations du règlement européen sur la restauration de la nature. Les observations recueillies lors de la phase consultative seront ensuite intégrées dans la mesure du possible dans la version révisée du projet.

Afin d'assurer la transparence et la traçabilité du processus, un rapport de la consultation publique sera établi. Il présentera une synthèse des contributions formulées, tant par écrit que lors des ateliers et groupes de travail, ainsi qu'un aperçu des adaptations retenues dans la version finale du plan. Celle-ci, une fois adoptée par le Conseil de Gouvernement, sera transmis à la Commission européenne en septembre 2026.

ad 4) Oui.

ad 5) Le Gouvernement s'est engagé à mettre en œuvre de manière conséquente le PNPN3, conformément à l'accord de coalition 2023-2028. Les objectifs chiffrés proposés peuvent être consultés dans le projet de plan actuellement soumis à consultation publique sur la plateforme www.zesumme-vereinfachen.lu.

Résidence alternée et aides au logement | Question **3822** (20/03/2026) de **Mme Mandy Minella** (DP)

Dans le cadre des aides au logement je voudrais me renseigner quant à la situation des parents séparés ou divorcés ayant des enfants à leur charge. La prise en compte d'un enfant en tant que personne à charge dépend notamment du fait qu'il réside dans le logement concerné et qu'il y soit déclaré.

En situation de résidence alternée à temps égal, l'enfant partage pourtant concrètement son temps entre les logements de chacun de ses parents. Ceux-ci doivent dès lors tous deux disposer d'un logement adapté, notamment en termes de surface et de nombre de chambres, afin de pouvoir l'accueillir dans des conditions appropriées.

Un enfant ne pouvant être déclaré qu'à une seule adresse, il n'est pris en compte que pour un seul des deux parents dans le calcul des aides au logement. L'autre parent, bien qu'assumant également les charges liées à l'accueil de l'enfant, ne peut en bénéficier.

Cette situation peut créer un décalage entre la réalité des charges supportées par chacun des parents et leur prise en considération dans le cadre actuel. Elle soulève ainsi des questions d'équité, notamment au regard de l'intérêt de l'enfant.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire :

– Le Gouvernement considère-t-il que le cadre actuel reflète adéquatement la réalité des besoins en logement des enfants en résidence alternée ?

– Dans la négative, le Gouvernement entend-il adapter le cadre actuel afin de mieux refléter la réalité de la résidence alternée dans le calcul des aides au logement ?

– Le cas échéant, quelles pistes concrètes pourraient être envisagées et selon quel calendrier une éventuelle adaptation pourrait-elle intervenir ?

Réponse (27/04/2026) de **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

Dans le contexte des aides individuelles au logement, un enfant ne peut être considéré comme « à charge » que dans le cadre d'une seule (et unique) communauté domestique, et ceci dans le but de maintenir le principe d'équité entre tous les bénéficiaires d'aides.

En effet, la législation en matière d'aides individuelles au logement tient bien compte de la situation particulière des parents séparés exerçant une garde alternée de leurs enfants communs.

D'un côté, une pension alimentaire éventuellement virée en faveur d'enfants communs est – le cas échéant – déduite du revenu du demandeur (chez lequel les enfants ne résident pas officiellement) lors du calcul du revenu net pris en compte lors de l'évaluation d'une aide individuelle au logement.

De plus, le règlement grand-ducal y afférent tient compte du cas de figure où un enfant est bien déclaré dans la communauté domestique du demandeur, mais que ce dernier ne touche pas les allocations familiales pour l'enfant concerné ou si l'enfant n'est pas coassuré au régime d'assurance maladie du demandeur. Dans une telle situation, les parents séparés peuvent préciser par une déclaration conjointe que l'enfant puisse être considéré comme « à charge » du demandeur de l'aide.

Comme les dispositions légales actuellement en vigueur permettent une évaluation des conditions d'octroi et un calcul d'une aide individuelle au logement sur base d'une situation claire et inéquivoque, une modification de la législation n'est à ce jour pas envisagée.

Finalement, il y a lieu de rappeler que le Gouvernement tient bien compte de la situation particulière de parents avec des enfants en résidence alternée par le biais de bonifications et abattements fiscaux y relatifs.

Soutien fiscal au marché immobilier luxembourgeois | Question **3823** (20/03/2026) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

Dans le contexte concernant le soutien fiscal au marché immobilier luxembourgeois, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

– Quels sont – pour les années budgétaires allant de 2014 à 2025 – les montants estimés par année des dépenses fiscales suivantes :
• la déduction fiscale des intérêts d'emprunt pour financer l'acquisition d'une habitation personnelle,
• le « Bëllegen Akt » (crédit d'impôt sur les actes notariés),
• la TVA logement réduite à 3 %,
• la déductibilité des cotisations à l'épargne-logement,
• l'exemption de la plus-value de cession de la résidence principale,
• l'abattement sur les plus-values de cession d'un immeuble bâti acquis par voie de succession en ligne directe ?

Réponse (10/04/2026) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

Il est renvoyé au tableau ↑ en annexe.

Paiement des frais d'avocat par l'État | Question **3824** (20/03/2026) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Wéi d'„Wort" an engem Artikel vum 18. Mäerz 2026 beriicht, ass de fréiere Mudam-Direkter zesumme mat senger Fra am Kader vun enger Geriichtsaffär zu enger Geld- a Prisongsstrof verurteelt ginn.

Dës Affär ass indirekt gebonnen un eng aner Affär vun 2016, wou de fréiere Generaldirekter vum Mudam an engem juristesche Sträit ass mat Mataarbechter vun RTL. Bei dësem Prozess huet de Staat dem Ex-Mudam-Direkter seng Affekotskäschten iwwerholl a virausbezuelt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir ëffentlechen Déngscht dës Froe stellen:

1. Goufen d'Affekotskäschte vun dëser Affär vum Staat bezuelt oder iwwerholl?

2. Goufen d'Affekotskäschte vun der Fra vum Ex-Mudam-Direkter vum Staat bezuelt oder iwwerholl?

Réponse (27/03/2026) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de la Fonction publique

ad 1. Ech verweisen den honorabelen Deputéierten op meng Äntwerten op seng parlamentaresch Froen N° 3127 an N° 3272, an deenen ech präziséiert hunn, datt ech an der Ëffentlechkeet net Positioun par rapport zu individuellen Dossieren huelen.

ad 2. Ech verweisen op meng Äntwert op déi éischt Fro.

Fermeture partielle des tunnels Grouft et Stafelter et impact sur le trafic | Question **3825** (20/03/2026) de **M. Charles Weiler** | **M. Jeff Boonen** (CSV)

Den 30. Januar, kuerz no der Ukënnegung vun der Stroossebauverwaltung, datt an den Tunnelle Grouft a Stafelter op der A7 bis op Weideres a béid Richtunge jeeweils eng Spuer gespaart, an d'Vitesslimitatioun op 70 km/h reduzéiert gëtt, hate mir d'parlamentaresch Fro N° 3576 gestallt.

Zil dovu war et, méi Detailer iwwer dës Mesuren ze kréien an de geneeë Grond fir d'Aarbechten an den Tunnellen ze verstoen. An hirer Äntwert vum 10. Februar huet d'Madamm Ministesch eis matgedeelt, datt et sech ëm e Problem bei eenzele Komponente vum Gebléis vun de Ventilatoren handelt, deen am Kader vu Maintenanceaarbechte festgestallt gouf. E präzisen Zäitplang fir d'Dauer vun dësen Aarbechte konnt si awer net uginn, well déi néideg Ersatzstécker nach vum Fournisseur missten hiergestallt, geliwwert an duerno installéiert ginn.

Déi deelweis Spärung vun den Tunnelle Grouft a Stafelter féiert, wéi ze erwaarden, zu bedeitende Stauen op der A7 selwer, awer och op den Auswäichstroossen am Uelzechtdall an an der Ëmgéigend. Vill Automobiliste verléiere lues a lues hir Gedold, well d'Fuerzäiten tëscht der Stad an dem Norden, besonnesch an de Stousszäiten, däitlech zougeholl hunn.

An deem Kontext wollte mir follgend Fro un d'Madamm Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

– Kann d'Madamm Ministesch eis mëttlerweil soen, wéini d'Tunnelle Grouft a Stafelter nees vollstänneg fir de Verkéier opginn?

Réponse (17/04/2026) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Wéi am Pressecommuniqué vun der Stroossebauverwaltung vum 23. Mäerz 2026 (Autoroute A7: levée des mesures préventives dans le tunnel Stafelter dans la nuit du 23 au 24 mars 2026) matgedeelt gouf, bleiwen déi präventiv Moossnamen am Tunnel Grouft bestoen, wärend se am Tunnel Stafelter an der Nuecht vum 23. op de 24. Mäerz 2026 opgehuewe goufen.

Den Tunnel Stafelter gëtt deemno erëm normal bedriwwen: déi erlaabt Héchstgeschwindegkeet gouf erëm op 90 Kilometeer an der Stonn festgeluecht an de Verkéier leeft erëm op zwou Spueren an all Richtung.

Am Géigesaz dozou bleiwen d'Virsiichtsmoossnamen am Tunnel Grouft bestoen, bis déi beschiedegt Komponenten ersat goufen.

Ënner Virbehalt vun der fristgerechter Liwwerung vun den néidege Komponente sinn d'Aarbechte fir Juli 2026 virgesinn. Den normale Betrib vum Tunnel Grouft gëtt deemno fir August 2026 erwaart.

Défis d'attractivité du secteur de l'artisanat | Question **3827** (23/03/2026) de **M. Georges Engel** | **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Le secteur de l'artisanat représente une part importante de l'économie luxembourgeoise, mais fait face à des défis en matière d'attractivité et de renouvellement de sa main-d'œuvre, notamment en raison du vieillissement des salariés et des difficultés à attirer de nouveaux talents.

Dans ce contexte, lors d'une conférence de presse organisée le 10 mars 2026 par la Fédération des artisans, la demande d'abolition du salaire social minimum qualifié a été évoquée. Selon un article de presse publié dans le « Tageblatt », citant le secrétaire de la Fédération des artisans : « Deshalb brauche man auch keinen qualifizierten Mindestlohn, die Unternehmen seien der Meinung, sie könnten Qualifikationen selbst wertschätzen und benötigten dafür "keen Externen". Mir si grouss Jongen, mir kënnen dat selwer. » De telles déclarations peuvent soulever des interrogations quant à l'attractivité du secteur, notamment pour les jeunes et pour les femmes.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme et à Madame la Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité :

1) Comment le Gouvernement entend-il renforcer l'attractivité du secteur de l'artisanat auprès des jeunes, notamment dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre qualifiée ?

2) Les ministres partagent-ils l'analyse selon laquelle certaines prises de position publiques remettant en cause le salaire social minimum qualifié pourraient avoir un impact négatif sur l'image et l'attractivité du secteur auprès des jeunes en phase d'orientation professionnelle ?

3) Combien de femmes travaillent actuellement dans le secteur de l'artisanat au Luxembourg ? Combien d'entre elles occupent des fonctions dirigeantes ou sont cheffes d'entreprise dans ce secteur ?

4) Dans la perspective de renforcer l'attractivité des métiers de l'artisanat auprès des femmes, les ministres estiment-ils que certaines expressions ou prises de position publiques pourraient être perçues comme peu inclusives ou contre-productives ?

5) Madame la Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité envisage-t-elle d'entrer en dialogue avec les organisations représentatives du secteur de l'artisanat afin d'encourager une communication inclusive et de promouvoir une meilleure représentation de toutes les personnes travaillant dans ce secteur, indépendamment de leur genre ?

Réponse (23/04/2026) de **M. Marc Spautz,** Ministre du Travail | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité

ad 1) L'artisanat est non seulement le premier employeur du Luxembourg, mais aussi un pilier de la vie économique et sociale. La promotion de l'artisanat et le renforcement de son attractivité auprès des jeunes et des enfants constituent une priorité gouvernementale. Dans ce cadre, le Gouvernement soutient diverses associations, initiatives et projets dédiés à cet objectif, que ce soit au niveau de l'éducation, de l'attraction des talents ou de la sensibilisation, parmi lesquels :

– « 1re DAP – 1 an, 1 métier » : permettre à des personnes de compléter leur diplôme de fin d'études secondaires par un diplôme d'aptitude professionnel en seulement une année (notamment dans certains métiers artisanaux), tel est l'objectif de cette initiative lancée en 2026. https://men.public.lu/fr/grands-dossiers/formation-professionnelle/premiere-dap.html
– « Luxskills » : le championnat national des métiers pour les moins de 21 ans permet aux écoles, aux entreprises ainsi qu'au grand public d'assister aux performances des jeunes ambassadeurs de la formation professionnelle. https://www.worldskills.lu/luxskills
– « Sustainable Entrepreneurial Schools » : ce label rassemble des établissements d'enseignement secondaire participant au programme de compétences entrepreneuriales durables avec des partenaires externes afin de proposer de nombreuses activités différentes, telles que des ateliers, des mini-stages, des conférences, des concours ou encore des visites. https://entrepreneurship.lu/
– « Hallo Handwierk » : des activités et idées pédagogiques autour des métiers artisanaux sont intégrées dans une semaine de classe ordinaire du cycle 4.1 de l'école primaire afin de susciter l'intérêt pour l'artisanat dès l'école fondamentale. https://www.hallohandwierk.lu/
– « Kanner-Geschierkëscht » : en impliquant directement les enfants et les jeunes de 7 à 14 ans dans des processus concrets de création et de construction, ce projet encourage le développement de compétences essentielles (motricité, créativité, autonomie...), tout en éveillant l'intérêt pour les métiers artisanaux. https://upfoundation.lu/projects/dkanner geschierkescht/
– Le portail national www.workinluxembourg.com et le Talent Desk sont deux outils essentiels pour renforcer l'attractivité du Luxembourg face à la pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Le portail vise notamment à positionner le pays comme une destination de choix pour les talents souhaitant s'y installer, y compris ceux du secteur artisanal.
– Des campagnes de sensibilisation sont régulièrement mises en place et soutenues par le Gouvernement pour attirer l'attention et informer aux opportunités de l'artisanat. À ce titre, la campagne « Shape Your Future » met en valeur les parcours professionnels et les perspectives offertes par les métiers techniques et artisanaux, en s'adressant directement aux jeunes à travers des formats modernes et accessibles. Elle contribue à améliorer l'image de ces métiers et à encourager les vocations en montrant leur diversité et leur potentiel d'évolution. D'autres initiatives sont la campagne « Grow older, not lamer » de la Chambre des Métiers qui valorise l'artisanat comme le métier de rêve de nombreux enfants et les activités du « Jonk Handwierk », une plateforme d'échange destinée aux jeunes chefs d'entreprise qui a pour objectif de promouvoir les métiers artisanaux et d'accompagner les adolescents souhaitant se lancer dans ce secteur.

ad 2) Le Gouvernement tient à rappeler que le salaire social minimum qualifié constitue un élément central du modèle social luxembourgeois, en ce qu'il

reconnaît et valorise les compétences acquises dans le cadre d'une formation professionnelle. Ce mécanisme n'a, par ailleurs, à aucun moment été remis en cause par le Gouvernement.

Dans ce contexte, le Gouvernement considère que la lisibilité et la prévisibilité des conditions de rémunération constituent des éléments déterminants pour l'attractivité des secteurs économiques dans lesquels le salaire social minimum qualifié joue un rôle important, en particulier auprès des jeunes en phase d'orientation professionnelle.

S'il appartient aux partenaires sociaux d'exprimer leurs positions dans le cadre du dialogue social, le Gouvernement estime que toute remise en question de dispositifs visant à reconnaître les qualifications est susceptible de soulever des interrogations quant à la valorisation des parcours professionnels concernés.

Le Gouvernement souligne, à cet égard, l'importance de promouvoir une image positive et cohérente des métiers de l'artisanat, notamment en mettant en avant les perspectives de formation, d'évolution professionnelle et de reconnaissance des compétences. Il reste, de manière générale, attaché à un dialogue constructif avec l'ensemble des acteurs concernés, afin de renforcer l'attractivité du secteur.

ad 3) La Chambre des Métiers constitue la seule source produisant des statistiques spécifiquement dédiées au secteur de l'artisanat. En conséquence, les données actuellement disponibles relatives à ce secteur proviennent exclusivement de cette organisation, notamment de sa publication « Chiffres-clés de l'artisanat ».

Pour l'établissement des indicateurs qui y figurent, la Chambre des Métiers constitue préalablement un cluster d'entreprises qu'elle définit comme relevant du domaine artisanal. Ainsi, il ressort du tableau consacré aux caractéristiques de la main-d'œuvre (p. 12) que, en 2024, 29 % des salariés du secteur artisanal étaient des femmes. Il convient toutefois de relever que le rapport ne fournit aucune donnée spécifique concernant les fonctions dirigeantes, ce qui ne permet pas de quantifier la représentation féminine parmi les dirigeants ou cheffes d'entreprise du secteur.

Par ailleurs, l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS) ne publie pas de statistiques distinctes relatives au secteur de l'artisanat, ce qui limite la possibilité de disposer de données complémentaires issues d'une autre source institutionnelle.

ad 4) Le Gouvernement est attaché à renforcer l'attractivité des métiers de l'artisanat auprès des femmes, notamment en soutenant toute initiative visant à promouvoir l'égalité des chances, la diversification des parcours professionnels et la valorisation des compétences.

Dans cette perspective, le Gouvernement encourage l'ensemble des acteurs concernés à contribuer à une image inclusive et positive du secteur, de nature à favoriser une meilleure représentation des femmes dans le secteur de l'artisanat.

ad 5) Le Ministère de l'Égalité des genres et de la Diversité (MEGA) en collaboration avec l'Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services (ILNAS), a organisé le 10 octobre 2025 une conférence sur les perspectives de genre dans le secteur de la construction. Cette conférence avait pour objectif d'encourager une meilleure représentation des femmes dans le secteur et de promouvoir l'intégration de la perspective de genre dans la planification urbaine et la normalisation. Après la conférence, un article visant à sensibiliser davantage le secteur a été publié dans le magazine « Neomag » (#77, mars 2026) et un échange a été organisé avec le Conseil national pour la construction durable.

Par ailleurs, le MEGA s'investit de manière constante dans la sensibilisation des plus jeunes, notamment en ce qui concerne la lutte contre les stéréotypes, une activité déterminante pour construire une société plus égalitaire, plus ouverte et plus juste. Dans le cadre de ces ateliers, le MEGA promeut également l'usage d'un langage inclusif.

Le projet equall.lu, en collaboration avec le SCRIPT (Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques) et le MENJE (Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse), a pour but de sensibiliser les élèves de l'enseignement fondamental aux stéréotypes de genre, de les amener à les questionner de manière critique et de leur offrir de nouvelles perspectives. Les jeunes rencontrent des professionnel·le·s dont les parcours ne correspondent pas aux représentations stéréotypées, et sont ainsi sensibilisé.e.s aux professions atypiques, y incluses des professions du secteur de l'artisanat.

Finalement, le Plan d'action national pour une égalité entre les femmes et les hommes, adopté par le Gouvernement en mars 2025, contient diverses mesures du Ministère de l'Économie en faveur de l'entrepreneuriat féminin, notamment le soutien apporté aux réseaux et fédérations engagés dans ce domaine.

Embargo sur le rapport LUCET relatif au projet ALPHA et choix de la langue d'alphabétisation | Question urgente **4401** (07/07/2026) de **M. Sven Clement** (Piraten)

En Artikel vu reporter.lu vum 7. Juli huet besuergnserreegend Informatiounen zum Projet ALPHA publizéiert: De wëssenschaftleche Rapport vum LUCET (Luxembourg Centre for Educational Testing), deen d'Resultater vun de Schüler zwee Joer no der éischter Pilotphas auswäert, wier schonn zënter Februar 2026 fäerdeg, bleift awer op Decisioun vun de stëmmberechtegte Memberen aus dem Bildungs- an Héichschoulministère bis Mëtt Juli 2026 ënner Embargo. Well den Här Minister fir d'Froestonn an der Chamber vum 7. Juli 2026 net disponibel war, konnt dëse Sujet do net ugeschwat ginn. D'Eltere mussen awer bis den 9. Juli eng Entscheedung treffen.

D'Zäit drängt awer: D'Elteren, deenen hir Kanner am Cycle 1.2 sinn, mussen d'Wal vun der Alphabetiséierungssprooch (Franséisch oder Däitsch) fir hiert Kand elo oder an den nächsten Deeg treffen. Si entscheeden domat iwwer eng zentral Fro fir d'Schoulzukunft vun hire Kanner, ouni Zougang zu deenen aktuellsten Donnéeën ze hunn, déi extra fir dës Entscheedung erhuewe goufen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Ass den Här Minister bereet, de LUCET-Rapport spéitstens virum 9. Juli 2026 ze publizéieren, sou datt d'Elteren op enger informéierter Basis entscheede kënnen?

2. Wann eng Publikatioun virum 9. Juli net méiglech ass: Ass den Här Minister bereet, de Wal-Delai fir déi betraffe Familljen ze verlängeren, bis d'Resultater ëffentlech sinn? Wann nee, firwat net?

3. Ass et virgesinn, datt Elteren, déi hir Wal scho virun der Publikatioun vum Rapport getraff hunn, dës nach eng Kéier iwwerdenke respektiv ännere kënnen, wann sech aus dem Rapport weesentlech Erkenntnisser erginn?

4. Wat sinn d'konkreet inhaltlech Grënn fir den Embargo bis Mëtt Juli, wann d'Zousazanalysen, déi de LUCET gemaach huet, just d'Zouverlässegkeet vun de Resultater laut der LUCET-Direktesch confirméieren?

Réponse (07/07/2026) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Et ass net richteg ze behaapten, datt Elteren an der kommender Woch eng Decisioun missten huelen iwwer d'Alphabetiséierungssprooch vun hirem Kand.

Déi éischt Cohorte wäert eréischt am September 2027 op Franséisch oder Däitsch alphabetiséiert ginn. Déi nächst Echeance ass, datt d'Elteren, déi am kommende Schouljoer e Kand am Cycle 1.2 hunn, tëscht Januar 2027 an Abrëll 2027 decidéieren, a wéi enger Sprooch hiert Kand soll alphabetiséiert ginn, fir datt an dem leschten Trimester vum Cycle 1.2 nach eng geziilt Sproochförderung a Richtung vun der Alphabetiséierungssprooch kann ënnerholl ginn.

D'Publikatioun vun de Rapports d'évaluation zu dem Projet ALPHA ass fir de kommende Méinden, den 13. Juli virgesinn. D'Chamberkommissioun vun der Educatioun ass scho fir de 14. Juli aberuff, wou d'Deputéierten alleguerten d'Rapporte virgestallt kréien.

Wéi de Minister schonn op d'parlamentaresch Fro Nr. 4237 geäntwert huet, ass et keng Decisioun vum Educatiounsministère gewiescht, fir de Rapport eréischt am Laf vum Mount Juli ze publizéieren, mee eng gemeinsam Decisioun vum LUCET Steering Commitee an der Sëtzung vum 7. Mee 2026. De Steering Commitee setzt sech aus Vertrieder vun der Uni.lu, dem Héichschoulministère an dem Educatiounsministère zesummen. De Grond dofir war, datt de Rapport an engem Peer-Review-Prozess vun anere Fuerscher nach sollt iwwerkuckt ginn.

Inscriptions dans la nouvelle filière d'enseignement classique du Lycée de Bonnevoie | Question urgente **4421** (09/07/2026) de **Mme Sam Tanson** | **Mme Djuna Bernard** (déi gréng)

Le Lycée de Bonnevoie offrira plusieurs classes de 7e classique à partir de la rentrée 2026. Selon des informations dont nous disposons, presque tous les élèves issu·e·s d'écoles de ce quartier n'auraient pas obtenu une inscription dans différents autres lycées de Luxembourg-ville et seraient désormais inscrit·e·s dans la nouvelle filière classique du Lycée de Bonnevoie.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Le ministère a-t-il donné des instructions ou émis des recommandations aux autres lycées visant à refuser ou limiter les inscriptions d'élèves issu·e·s de la zone de proximité du Lycée de Bonnevoie et orienté·e·s vers l'enseignement secondaire classique ?

2) Monsieur le Ministre est-il au courant de l'insatisfaction de nombreux parents et enfants concerné·e·s qui n'auraient pas obtenu une inscription dans un autre lycée et a-t-il connaissance si des élèves seront maintenant sortis du système éducatif public à cause de cette décision ?

3) Étant qu'il semble que cette situation découle de la nécessité de remplir les 3 classes de 7e classique prévues à la rentrée au sein du Lycée de Bonnevoie n'aurait-il pas été préférable de mener un travail d'information et de préparation en amont auprès des élèves concernés et de leurs parents ?

Réponse (14/07/2026) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

ad 1) Aucune instruction ni recommandation n'a été adressée aux directions des lycées visant à limiter ou à refuser les inscriptions des élèves par rapport à leur résidence, ni en général, ni en particulier pour les élèves résidant dans le quartier de Bonnevoie ou fréquentant les écoles fondamentales « Verger », « Gellé » ou « Schlechter ».

Les données dont disposent mes services ne permettent pas de confirmer les informations évoquées par les honorables Députées. Ainsi, les données relatives aux élèves issus de ces trois écoles fondamentales de Bonnevoie et orientés vers l'enseignement secondaire classique montrent que des demandes d'admission ont été acceptées dans plusieurs lycées de la ville de Luxembourg : ↑

Huit demandes d'admission d'élèves issus des trois écoles fondamentales de Bonnevoie et orientés vers l'enseignement secondaire classique n'ont pas été retenues par les directions concernées, dont cinq au Lycée Aline Mayrisch et trois au Lycée Michel Rodange. Une place a été proposée aux élèves concernés au Bouneweger Lycée.

ad 2) Lorsque la direction d'un lycée ne peut réserver une suite favorable à une demande d'admission, elle en informe les familles concernées et une place est proposée à l'élève dans un autre lycée disposant encore de capacités d'accueil. À Luxembourg-ville, 152 demandes d'admission en classe de 7e de l'enseignement secondaire classique n'ont pas pu être retenues. Parmi celles-ci figuraient 49 élèves, auxquels une place a été proposée au Bouneweger Lycée.

Comme évoqué par les honorables Députées, mes services ont été contactés par certaines familles exprimant leur insatisfaction de ne pas avoir obtenu une place dans le lycée de leur premier choix. Ils ont également constaté que certaines familles avaient décidé d'inscrire leur enfant dans un autre établissement public ou privé. Par la suite, mes services sont restés en contact avec les familles concernées et les ont accompagnées dans la recherche d'une solution au sein de l'enseignement public. Chaque situation est examinée individuellement afin d'identifier les possibilités d'inscription dans un lycée disposant encore de capacités d'accueil et de proposer, dans la mesure du possible, une alternative adaptée.

ad 3) Le nombre de classes organisées dans chaque lycée n'est pas arrêté avant la procédure d'inscription. Cette décision est prise après le 15 juillet, sur la base des inscriptions définitives et de l'analyse des contingents de chaque établissement. Dès lors, l'organisation des classes ne procède pas d'une volonté préalable de remplir un nombre déterminé de classes, mais résulte des besoins constatés à l'issue de la procédure d'inscription.

Enfin, l'augmentation continue du nombre d'élèves dans l'enseignement secondaire, conjuguée aux capacités d'accueil limitées de certains établissements, accentue la pression sur les procédures d'inscription, en particulier dans les régions à forte croissance démographique. Le ministère s'attache à limiter autant que possible les situations dans lesquelles le premier choix des familles ne peut être satisfait. La présente situation illustre toutefois la nécessité de poursuivre le développement des infrastructures scolaires, conformément aux besoins identifiés dans les analyses réalisées dans le cadre du Plan sectoriel « Lycées ».

Rupture de stock de carburants | Question urgente **4498** (20/07/2026) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Op e puer Tankstellen hei am Land kritt ee kee Bensinn méi, wéi mir zënter e puer Deeg verschidde Bierger:innen zougedroen hunn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Energie dës Fro stellen:

– Kann de Minister confirméieren, datt et aktuell op eenzelen Tankstellen zu Lëtzebuerg zu enger Rupture de stock beim Bensinn komm ass?

Falls jo, wat sinn d'Grënn dovunner a wéi vill Tankstellen an eisem Land sinn dovunner betraff?

Réponse (21/07/2026) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Momentan ass den Niveau vum Waasser um Rhäin extreem niddereg an doduerch ass d'Schëfffaart um Rhäin/Musel staark ageschränkt. Fir weiderhin hir Clientë mat Pëtrolsproduite beliwweren ze kënnen, hunn déi Importateuren, déi virdrun deelweis iwwer d'Musel beliwwert gi sinn, hir Liwwerketten upasse missen. An esou enger Situatioun kann all Perturbatioun vum Approvisionnement zu temporäre Liwwerengpäss féieren. Och an der Vergaangenheet hunn esou Situatiounen zu temporäre Liwwerengpäss gefouert. D'lescht Woch war dat de Fall fir een Acteur, deen temporär, bis zu 10 Tankstellen, a Rupture hat. Zënter Ufank dëser Woch huet sech d'Versuergungssituatioun vun deem Acteur awer nees verbessert an d'Situatioun misst sech nees berouegen.

Insgesamt ass d'Versuergungsituatioun vu Lëtzebuerg mat Pëtrolsproduiten zwar ugespaant, mee trotz dem Niddregwaasser um Rhäin ass d'Versuergung vum Land momentan assuréiert. An der aktueller Situatioun kann et awer ëmmer nees virkommen, datt verschidden Tankstellen temporär verschidde Produkter net offréiere kënnen. De Ministère suivéiert d'Situatioun an ass prett, fir am Fall vu generaliséierte Versuergungsproblemer Pëtrolsreserven op de Maart ze bréngen.

↑ Ce symbole renvoie à une information complémentaire (hyperlien, tableau, graphique, annexe) dans la version numérique de la question parlementaire. Pour y accéder, veuillez vous rendre sur www.chd.lu et introduire le numéro de la question respective dans le champ de recherche.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

◯ fir déi gedréckte Versioun* ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

◯ vun der gedréckter Versioun* ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

*Déi follgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

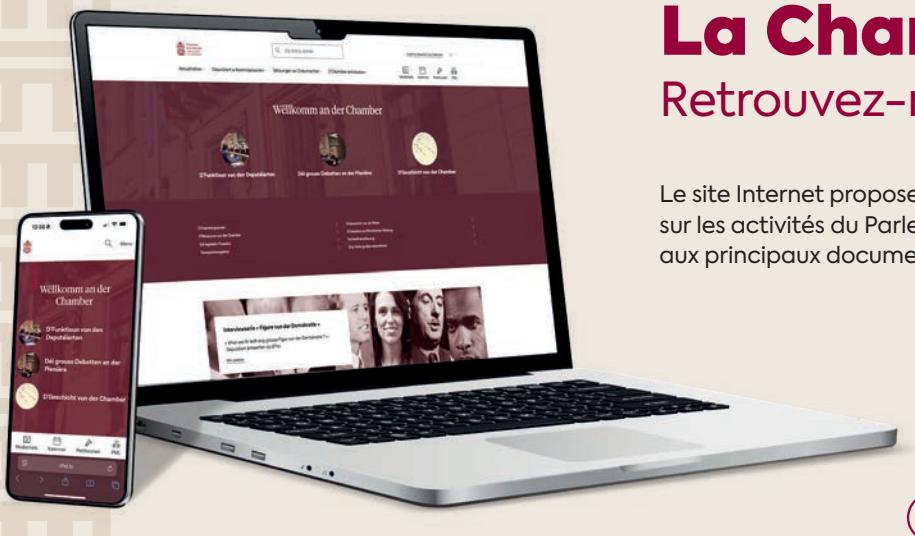
Numm: _____ Virnumm: _____

Societéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



La Chambre & moi

Retrouvez-nous sur chd.lu

Le site Internet propose une multitude d'informations sur les activités du Parlement et donne accès aux principaux documents parlementaires.

chd.lu

Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE

POST LUXEMBOURG

Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799